

# TABLE DES MATIÈRES

<b>Atour de la GGI</b> .....	<b>5</b>
<b>Semaine du 26 mars 2012</b> .....	<b>5</b>
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC: Étudiants: Charest ne veut rien savoir - Publié le: dimanche 01 avril 2012, 10H11   Mise à jour: dimanche 01 avril 2012, 20H53.....	5
Marche festive à Laval .....	5
Manifestation humoristique .....	5
Tour de l'île rouge.....	5
Afficher 15 commentaires.....	5
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC: Aide financière: 2 500 \$ de moins qu'en 2007: Les bas taux d'intérêt actuels sont un baume - Publié le: samedi 31 mars 2012, 23H03   Mise à jour: samedi 31 mars 2012, 23H08.....	6
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNAL DE QUÉBEC: Aide financière: De plus en plus de refus: Le nombre de refus signifiés à des étudiants a presque doublé en trois ans - Publié le: samedi 31 mars 2012, 22H50   Mise à jour: dimanche 01 avril 2012, 2H43 .....	6
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL: « C'est un sacrifice calculé » - Publié le: samedi 31 mars 2012, 22H16   Mise à jour: samedi 31 mars 2012, 22H20.....	7
JOURNAL DE QUÉBEC / JOURNAL DE MONTRÉAL: Grève étudiante prolongée: Pénurie d'employés en vue - Publié le: samedi 31 mars 2012, 22H07   Mise à jour: dimanche 01 avril 2012, 9H01.....	7
Afficher 8 commentaires .....	8
CYBERPRESSE: Les étudiants confiants malgré un sondage négatif - Publié le samedi 31 mars 2012 à 13h51   Mis à jour le samedi 31 mars 2012 à 14h08 .....	8
CYBERPRESSE: Diplômés universitaires: le Québec en retard malgré le gel - Publié le samedi 31 mars 2012 à 12h06 .....	9
CYBERPRESSE: 1 <sup>ère</sup> page LA PRESSE / LE DROIT: Droits de scolarité: pour la hausse... et la négociation - Publié le samedi 31 mars 2012 à 08h36   Mis à jour le samedi 31 mars 2012 à 14h05 .....	9
Sondage CROP-La Presse Grève étudiante.....	10
LE SOLEIL: 1 <sup>ère</sup> page: Les étudiants semblent perdre la bataille de l'opinion publique / Sondage CROP: les Québécois appuient la hausse des frais de scolarité - Publié le samedi 31 mars 2012 à 05h00 .....	10
LESOLEIL.COM: Le tour du carré rouge - Publié le samedi 31 mars 2012 à 05h00.....	11
LE DEVOIR: Grève étudiante - L'impasse devra se dénouer au retour de Pâques: Une injonction force le retour en classe des étudiants du cégep d'Alma - samedi 31 mars 2012.....	12
Injonction .....	12
Bulles de savon et grève de la faim.....	12
Vos réactions .....	12
CYBERPRESSE: Deux cégeps annulent leurs cours d'été - Publié le vendredi 30 mars 2012 à 21h59 .....	15
RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE: L'UQAT s'inquiète des répercussions de la grève étudiante - Mise à jour le vendredi 30 mars 2012 à 15 h 37 HAE .....	16
LESOLEIL.COM: Les étudiants veulent une plus grande ouverture de la part de Beauchamp - Publié le vendredi 30 mars 2012 à 12h01   Mis à jour le vendredi 30 mars 2012 à 14h39 .....	16
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Rencontre sur les droits de scolarité : « les dés étaient pipés » - Mise à jour le vendredi 30 mars 2012 à 14 h 16 HAE.....	17
Les commentaires (60).....	17
LEDEVOIR.COM: Les étudiants veulent que la ministre Beauchamp démontre plus d'ouverture - Vendredi 30 mars 2012, 12h24.....	20
Vos réactions .....	20
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: La rémunération des recteurs sème la controverse - Mise à jour le vendredi 30 mars 2012 à 9 h 57 HAE .....	23
Les commentaires (137).....	24
LE DEVOIR: Grève étudiante - Les appels au dialogue se font pressants: Des voix étudiantes s'élèvent pour souhaiter un compromis alors que Québec rappelle que la reprise des cours, notamment au cégep, sera plus problématique après le congé de Pâques - Vendredi 30 mars 2012.....	28
Vos réactions .....	28
RADIO-CANADA / ESTRIE: Manifestations nationales à Sherbrooke : la CSRS inquiète pour la sécurité de ses élèves - Mise à jour le jeudi 29 mars 2012 à 17 h 05 HAE.....	31
Les commentaires (4).....	32
LESOLEIL.COM: Grèves étudiantes: la ministre Beauchamp lance un avertissement - Publié le jeudi 29 mars 2012 à 11h45   Mis à jour le jeudi 29 mars 2012 à 20h17.....	32
Retour en classe.....	33
Second vote de grève à Ste-Foy .....	33
CYBERPRESSE: Jean Charest justifie l'augmentation des droits de scolarité - Publié le vendredi 30 mars 2012 à 09h22   Mis à jour le vendredi 30 mars 2012 à 20h06 .....	33
LESOLEIL.COM: L'Université Laval prête à étirer la session d'un mois - Publié le jeudi 29 mars 2012 à 05h00   Mis à jour le jeudi 29 mars 2012 à 08h38 .....	33
LESOLEIL.COM: Legault craint les coûts de la grève étudiante - Publié le 29 mars 2012 à 05h00   Mis à jour le 29 mars 2012 à 09h28 ....	33
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC: Droits de scolarité: Beauchamp prête à négocier - Publié le: jeudi 29 mars 2012, 11H52   Mise à jour: jeudi 29 mars 2012, 11H57.....	34
Afficher 11 commentaires.....	34
TVANOUVELLES: Frais de scolarité: Beauchamp prête à s'asseoir avec les étudiants - Première publication jeudi 29 mars 2012 à 11h40 ..	35
CYBERPRESSE: Line Beauchamp ouverte à la discussion... à une condition - Publié le jeudi 29 mars 2012 à 08h28   Mis à jour le vendredi 30 mars 2012 à 07h38 .....	35
CYBERPRESSE: Droits de scolarité: Claude Castonguay appelle à la médiation - Publié le jeudi 29 mars 2012 à 06h55.....	35
LE DEVOIR: 1 <sup>ère</sup> page / Conflit Québec-étudiants - Legault tente une médiation - Les étudiants rejettent la proposition du chef caquiste - Jeudi 29 mars 2012 .....	36
Vos réactions .....	37
CYBERPRESSE: Droits de scolarité: une guerre d'usure / 1 <sup>ère</sup> page: Grève étudiante: quel dialogue? - Publié le mercredi 28 mars 2012 à 23h49   Mis à jour le jeudi 29 mars 2012 à 09h25 .....	41

RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Droits de scolarité : la CAQ propose une bonification de l'aide financière – Mise à jour le mercredi 28 mars 2012 à 19 h 22 HAE .....	42
Les commentaires (1).....	43
TVANOUVELLES: Grève: L'Université Laval lance un ultimatum à ses étudiants – Première publication mercredi 28 mars 2012 à 18h50....	43
LEDEVOIR.COM: Hausse des droits de scolarité - L'intensification des moyens de pression se prépare: François Legault s'engage pour sa part à revoir le régime d'aide financière aux étudiants – Mercredi 28 mars 2012, 17h09.....	44
Vos réactions .....	45
LAVANTAGE.QC.CA: Quatre associations patronales : ferme appui à la hausse des droits de scolarité - Publié le mercredi, 28 mars 2012 14:41 .....	47
TVANOUVELLES: Bonification des prêts et bourses: Legault presse le gouvernement d'agir - Première publication mercredi 28 mars 2012 à 11h53 - Mise à jour : mercredi 28 mars 2012 à 17h46 .....	47
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC: Une porte de sortie pour Charest - Publié le: mercredi 28 mars 2012, 11H00   Mise à jour: mercredi 28 mars 2012, 20H23.....	48
Afficher 2 commentaires .....	48
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL: Grève étudiante: Liette Yergeau prend le risque du congédiement - Publié le: mercredi 28 mars 2012, 15H36   Mise à jour: mercredi 28 mars 2012, 16H25.....	48
LE DROIT: Charest doit s'asseoir et discuter avec les étudiants, dit Legault - Publié le 28 mars 2012 à 10h43.....	49
LE DROIT: Trois syndicats du Cégep de l'Outaouais appuient le mouvement étudiant: Nouveaux appuis pour les étudiants grévistes - Publié le mercredi 28 mars 2012 à 05h30 .....	49
LE DEVOIR: Hausse des droits de scolarité - L'IRIS lance une alerte à la bulle – Mercredi 28 mars 2012 .....	49
Vos réactions .....	50
TVANOUVELLES: Ultimatum de la ministre Beauchamp: «Ils ne peuvent pas tout avoir» - Première publication mercredi 28 mars 2012 à 05h09.....	50
LESOLEIL.COM: Piquetage des étudiants: l'Université Laval en cour - Publié le mercredi 28 mars 2012 à 05h00   Mis à jour à 09h55 .....	50
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC: 1 <sup>ère</sup> page: Line Beauchamp aux étudiants: "Le boycott ou le diplôme" / Éducation   Conflit: Line Beauchamp: « Ils ne peuvent pas tout avoir »: Les étudiants ont des choix à faire, affirme la ministre de l'Éducation - Publié le: mardi 27 mars 2012, 23H21   Mise à jour: mardi 27 mars 2012, 23H29 .....	51
TVANOUVELLES: Grève d'étudiants à l'Université Laval: Le dossier porté devant les tribunaux - Première publication mardi 27 mars 2012 à 19h08.....	51
CYBERPRESSE: Un étudiant met en demeure Line Beauchamp - Publié le mardi 27 mars 2012 à 18h25.....	52
TVANOUVELLES: Saint-Jean-sur-Richelieu: La grève étudiante affecte le transport en commun - Première publication mardi 27 mars 2012 à 17h53.....	52
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL: Professeure suspendue: Marc Hervieux exprime son soutien - Publié le: mardi 27 mars 2012, 17H42   Mise à jour: mardi 27 mars 2012, 17H55 .....	52
Afficher 21 commentaires.....	53
LEDEVOIR.COM: Droits de scolarité: mince ouverture de Jean Charest sur les prêts et bourses: Des manifestations d'étudiants sont organisées dans plusieurs villes du Québec – Mardi 27 mars 2012, 16h21 .....	54
Vos réactions .....	55
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC: Manifestations: Charest, imperturbable - Publié le: mardi 27 mars 2012, 15H31   Mise à jour: mardi 27 mars 2012, 17H09 .....	58
Afficher 2 commentaires .....	58
CYBERPRESSE: Grève: cessez d'infantiliser les étudiants, dit la Fédération des cégeps - Publié le mardi 27 mars 2012 à 13h02.....	59
CYBERPRESSE: Prêts et bourses: une mince ouverture de Jean Charest - Publié le mardi 27 mars 2012 à 11h41   Mis à jour le mercredi 28 mars 2012 à 08h25.....	59
CYBERPRESSE: Grève étudiante: les entreprises craignent de manquer de main-d'œuvre - Publié le mardi 27 mars 2012 à 08h19 .....	60
LE DEVOIR: Grève étudiante - Le mouvement perd des appuis: Des actions de soutien continuent d'avoir lieu partout au Québec – Mardi 27 mars 2012.....	60
Vos réactions .....	60
CYBERPRESSE: Grève étudiante: les vacances des cégépiens pourraient être amputées / 1 <sup>ère</sup> page: Droits de scolarité: Un printemps étudiant, un été en péril - Publié le mardi 27 mars 2012 à 06h27.....	62
LESOLEIL.COM: Session sous pression à l'Université Laval - Publié le mardi 27 mars 2012 à 05h00   Mis à jour le mardi 27 mars 2012 à 10h02.....	63
CYBERPRESSE: Grève étudiante: une prof suspendue - Publié le lundi 26 mars 2012 à 19h11 .....	64
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC: Pour délit de solidarité: Professeure suspendue - Publié le: lundi 26 mars 2012, 17H04   Mise à jour: lundi 26 mars 2012, 18H01.....	64
Afficher 29 commentaires.....	64
RADIO-CANADA / ESTRIE: Grève étudiante : appui des enseignants du Cégep de Drummondville – Mise à jour le lundi 26 mars 2012 à 16 h 32 HAE.....	66
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC: Grève étudiante : la facture sera salée – Mise à jour le lundi 26 mars 2012 à 15 h 02 HAE .....	67
Les commentaires (14).....	67
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: La session n'est pas perdue – Mise à jour le lundi 26 mars 2012 à 14 h 43 HAE .....	68
Les commentaires (34).....	68
LA TRIBUNE: Cégeps: un réaménagement scolaire en vue - Publié le lundi 26 mars 2012 à 09h34 .....	70
LE DEVOIR: Les étudiants étrangers redoutent les effets de la grève: Certains craignent de perdre leur bourse d'études s'ils ne terminent pas leur formation à temps – Lundi 26 mars 2012 .....	70
Vos réactions .....	71
LE SOLEIL: La session des cégeps pas encore en péril – Lundi 26 mars 2012 .....	71
JOURNAL DE MONTRÉAL: Ses prêts étudiants pour payer sa maison – Lundi 26 mars 2012.....	71
<b>Semaine du 19 mars 2012.....</b>	<b>71</b>
JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC: Pour la hausse: Une éducation à 40 000 \$ annuellement - Publié le: dimanche 25 mars 2012, 19H41   Mise à jour: dimanche 25 mars 2012, 20H21 .....	71
JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL: Éducation   McGill: Ils étudient à l'hôtel: Une formation de l'Université McGill donnée à l'Hôtel Mont-Gabriel durant 12 jours - Publié le: dimanche 25 mars 2012, 19H05   Mise à jour: dimanche 25 mars 2012, 19H13 .....	72



JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Droits de scolarité: Les étudiants fourbissent leurs armes - Publié le: dimanche 25 mars 2012, 16H46   Mise à jour: dimanche 25 mars 2012, 19H05 .....	72
CYBERPRESSE: Grève et cégeps: le calendrier peut encore se réaménager - Publié le dimanche 25 mars 2012 à 11h46 .....	73
LE DEVOIR: Pas question d'annuler la session, dit Beauchamp: La manifestation monstre de jeudi n'a pas ébranlé la ministre - Samedi 24 mars 2012 .....	73
Vos réactions .....	74
LE DEVOIR: «Ce n'était que le début» - Samedi 24 mars 2012 .....	83
Vos réactions .....	83
JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Montréal: Étudiant et sans-abri - Publié le: samedi 24 mars 2012, 3H09   Mise à jour: samedi 24 mars 2012, 3H15.....	83
LE DEVOIR: Beauchamp rappelle aux étudiants les conséquences de la grève - Vendredi 23 mars 2012 16h24.....	84
Vos réactions .....	84
LA PRESSE: Le maire Tremblay rappelle sa volonté de partager les coûts de la police - Publié le vendredi 23 mars 2012 à 15h53 .....	86
LESOLEIL.COM: Grève étudiante: Line Beauchamp resserre l'étau - Publié le vendredi 23 mars 2012 à 15h39   Mis à jour le vendredi 23 mars 2012 à 16h31.....	86
RADIO-CANADA / SUJET: Droits de scolarité au Québec: L'éducation supérieure : quelques chiffres - Mise à jour le vendredi 23 mars 2012 à 13 h 42 HAE .....	87
Des données sur l'aide financière au Québec(source : Conseil supérieur de l'éducation) .....	87
CYBERPRESSE: Line Beauchamp brandit la menace de perturbation de la session - Publié le vendredi 23 mars 2012 à 10h48   Mis à jour le vendredi 23 mars 2012 à 12h51 .....	88
RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN: Altercation à l'UQAC : aucune dissension chez les professeurs selon le syndicat - Mise à jour le vendredi 23 mars 2012 à 9 h 08 HAE.....	88
LA PRESSE: La bière Boris encourage le mouvement étudiant - Publié le vendredi 23 mars 2012 à 08h16 .....	88
LE SOLEIL: Des étudiants proposent «l'antiémeute» pour accéder aux cours - Publié le vendredi 23 mars 2012 à 05h00 .....	89
LE DEVOIR: Les partis d'opposition et les syndicats aux côtés des étudiants - Vendredi 23 mars 2012.....	89
Vos réactions .....	90
LE DEVOIR: Après la marche, la musique: Plusieurs artistes ont pris part à un spectacle gratuit en soirée - Vendredi 23 mars 2012 .....	90
LE DEVOIR: Le milieu des arts visuels appuie la grève - vendredi 23 mars 2012 .....	90
LE DEVOIR: Droits de scolarité - Charest demeure intraitable - Vendredi 23 mars 2012 .....	91
Vos réactions .....	91
JOURNALDEMONTRÉAL.COM / JOURNALDEQUÉBEC.COM: sondage léger: Une baisse des appuis: Le soutien de la population envers les étudiants s'est effrité depuis le blocage du pont Champlain - Publié le: jeudi 22 mars 2012, 23H20   Mise à jour: jeudi 22 mars 2012, 23H26.....	93
Résultats principaux du sondage .....	93
LA PRESSE.CA: Le gouvernement devrait-il négocier avec les étudiants? - Publié le jeudi 22 mars 2012 à 18h15 .....	94
Commentaires (45) .....	95
LEDEVOIR.COM: Hausse des droits de scolarité: la population est divisée - Selon un sondage CROP, 51 % des répondants demeurent en faveur de la hausse de 1625 \$ sur cinq ans - Jeudi 22 mars 2012, 17h49 .....	100
RADIO-CANADA: Droits de scolarité au Québec: Les grèves étudiantes au Québec : quelques jalons - Mise à jour le jeudi 22 mars 2012 à 14 h 39 HAE .....	101
LE DEVOIR: 1 <sup>ère</sup> page: L'imagination au pouvoir - Jeudi 22 mars 2012.....	102
Vos réactions .....	103
LA PRESSE.CA: La CSDM appuie la contestation étudiante / Imposons les riches, disent les médecins - Publié le jeudi 22 mars 2012 à 07h41 .....	103
LESOLEIL.COM: Mobilisation étudiante: l'Université Laval mise en demeure - Publié le jeudi 22 mars 2012 à 05h00 .....	103
L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE: Grève étudiante: les profs du Cégep de Drummondville sont solidaires - Publié le jeudi 22 Mars 2012 .104	104
TVANOUVELLES: Grève des étudiants: Mise en demeure contre l'Université Laval - Première publication mercredi 21 mars 2012 à 16h35104	104
LAPRESSE.CA: La CLASSE montre les dents - Publié le mercredi 21 mars 2012 à 11h53   Mis à jour le mercredi 21 mars 2012 à 16h28..105	105
LESOLEIL.COM: Des cours sur le Web pour contourner les piquets de grève - Publié le mercredi 21 mars 2012 à 16h09.....105	105
LESOLEIL.COM: Droits de scolarité: Marois invite Charest et les étudiants au dialogue - Publié le mercredi 21 mars 2012 à 15h42.....105	105
LE DROIT: 1 <sup>ère</sup> page: Une voix de plus / Les étudiants de Grande-Rivière sèchent deux périodes: Des élèves du secondaire se font entendre (en vidéo) - Publié le mercredi 21 mars 2012 à 09h52   Mis à jour le jeudi 22 mars 2012 à 10h55.....106	106
LE DROIT: Mutisme du maire Bureau au sujet de la hausse des frais de scolarité: «Je ne rentrerai pas dans ce débat-là» - Publié le jeudi 22 mars 2012 à 05h30.....	106
LE DEVOIR: Des appuis de taille pour les étudiants: L'ex-ministre de l'Éducation Jacques-Yvan Morin prône un gel des droits de scolarité - Jeudi 22 mars 2012 .....	106
Vos réactions .....	107
LE DEVOIR: Manifestations étudiantes - Pauline Marois devra répondre des débordements, dit Beauchamp - Jeudi 22 mars 2012 .....	109
Vos réactions .....	110
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Droits de scolarité : Pauline Marois exhorte Jean Charest à dialoguer avec les étudiants - Mise à jour le mercredi 21 mars 2012 à 21 h 15 HAE.....	110
Les commentaires (353).....	111
LESOLEIL.COM: Droits de scolarité: des élèves du secondaire libres d'aller manifester - Publié le mercredi 21 mars 2012 à 05h00   Mis à jour le mercredi 21 mars 2012 à 08h36.....	111
LESOLEIL.COM: Médiation sur la hausse des droits de scolarité: Québec dit non au recteur de l'UQAR - Publié le mercredi 21 mars 2012 à 05h00 .....	111
LE DEVOIR: Lutte contre la hausse des droits de scolarité - Les camps se radicalisent - Mercredi 21 mars 2012 .....	112
Vos réactions .....	113
RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Droits de scolarité : les étudiants poursuivent leur lutte, la ministre s'impatiente - Mise à jour le mardi 20 mars 2012 à 22 h 17 HAE .....	118
Les commentaires (890).....	119
CYBERPRESSE: Mouvement étudiant: la pression augmente - Publié le mardi 20 mars 2012 à 00h00   Mis à jour le mardi 20 mars 2012 à 13h55.....	119

LESOLEIL.COM: Beauchamp demande aux étudiants d'arrêter «d'écoeu» les travailleurs - Publié le mardi 20 mars 2012 à 13h23.....	119
LE DEVOIR: Droits de scolarité: l'impasse persiste: Les étudiants poursuivent leurs actions malgré la fermeté du gouvernement - Mardi 20 mars 2012.....	120
Vos réactions.....	120
RADIO-CANADA: 24 heures en 60 minutes: Entrevue du 19 mars 2012: La hausse des droits de scolarité : pour ou contre? - Lundi 19 mars 2012.....	121
Les commentaires (219).....	121
24HMONTREAL.CANOE.CA: Droits de scolarité: Les étudiants gagnent le soutien des artistes - Lundi 19 mars 2012 22h48.....	121
JOURNALDEMONTREAL.COM / JOURNALDEQUÉBEC.COM: Des artistes appuient les étudiants: Vidéo sur YouTube - Publié le: lundi 19 mars 2012, 22H32   Mise à jour: lundi 19 mars 2012, 22H37.....	121
JOURNALDEMONTREAL.COM / JOURNALDEQUÉBEC.COM / 24HMONTREAL.CANOE.CA: Prêts et bourses: Le gouvernement Charest dépense 200 000 \$ en publicité - Publié le: lundi 19 mars 2012, 21H59   Mise à jour: lundi 19 mars 2012, 22H12 / Lundi 19 mars 2012, 22h24.....	122
CYBERPRESSE: Une publicité fait bondir les étudiants - Publié le lundi 19 mars 2012 à 21h35.....	122
JOURNALDEQUÉBEC.COM / JOURNALDEMONTREAL.COM: Grève: Il veut refiler la note à son association - Un étudiant veut se faire rembourser les cours de chinois manqués en raison de la grève - Publié le: lundi 19 mars 2012, 20H43   Mise à jour: lundi 19 mars 2012, 20H50.....	122
JOURNALDEQUÉBEC.COM / TVANOUVELLES.CA: Grève à l'Université Laval: Un étudiant réclame 800 \$ - Publié le: lundi 19 mars 2012, 18H39   Mise à jour: lundi 19 mars 2012, 18H50 / Première publication lundi 19 mars 2012 à 16h33.....	123
RADIO-CANADA / ESTRIE: Grève étudiante : des associations étudiantes de l'Université de Sherbrooke mises en demeure - Mise à jour le lundi 19 mars 2012 à 16 h 46 HAE.....	123
Les commentaires (6).....	124
RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC: Grève étudiante : le recteur de l'UQAR propose la nomination d'un médiateur - Mise à jour le lundi 19 mars 2012 à 16 h 33 HAE.....	124
Les commentaires (6).....	124
LA TRIBUNE: Il veut être compensé pour la grève étudiante - Publié le lundi 19 mars 2012 à 14h35.....	125
JOURNALS.MÉTRO.COM: Des associations étudiantes mises en demeure - Mis à jour: lundi 19 mars 2012 14:23.....	125
RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE: Droits de scolarité : le Réseau Vigilance appuie les étudiants en grève - Mise à jour le lundi 19 mars 2012 à 13 h 03 HAE.....	125
JOURNALDEMONTREAL.COM / JOURNALDEQUÉBEC.COM: Éducation   Grève: Mise en demeure contre des associations étudiantes - Un étudiant de l'Université de Sherbrooke veut être remboursé - Publié le: lundi 19 mars 2012, 11H47.....	126
JOURNALDEMONTREAL.COM / JOURNALDEQUÉBEC.COM / 24HMONTREAL.CANOE.CA: Montréal: Line Beauchamp annule une conférence de presse - Publié le: lundi 19 mars 2012, 11H20   Mise à jour: lundi 19 mars 2012, 16H32 / Lundi 19 mars 2012 11h28 - Mise à jour lundi 19 mars 2012 16h30.....	126
LE SOLEIL: 1 <sup>ère</sup> page / Hausse des droits de scolarité: le «père» du ministère de l'Éducation d'accord - Publié le lundi 19 mars 2012 à 05h00   Mis à jour à 07h37.....	126
L'éducation comme un long combat tranquille.....	127
LE DEVOIR: Point chaud - Un printemps étudiant«Je suis complètement déculotté par la force de ça», dit Gabriel Nadeau-Dubois - Lundi 19 mars 2012.....	127
Vos réactions.....	128
LE DEVOIR: Droits de scolarité - Les jeunes libéraux toujours d'accord avec la hausse - Lundi 19 mars 2012.....	131
Vos réactions.....	131
<b>Budget du Québec 2012.....</b>	<b>131</b>
LA PRESSE.CA: Marois refuse de s'engager à geler les frais de scolarité - Publié le mercredi 21 mars 2012 à 14h58   Mis à jour le jeudi 22 mars 2012 à 07h45.....	131
JOURNALDEMONTREAL.COM / JOURNALDEQUÉBEC.COM: Droits de scolarité: Marois promet d'annuler la hausse - Publié le: mercredi 21 mars 2012, 23H02   Mise à jour: mercredi 21 mars 2012, 23H09.....	131
LAPRESSE.CA: Le salto arrière des libéraux, par Sophie Cousineau - Publié le mercredi 21 mars 2012 à 07h14.....	132
JOURNALDEMONTREAL.COM: / JOURNAL DE QUÉBEC.COM: Éducation: Québec garde le cap: Pas de concessions aux étudiants ni aux commissions scolaires - Publié le: mardi 20 mars 2012, 16H33   Mise à jour: mardi 20 mars 2012, 17H23.....	132
JOURNALDEMONTREAL.COM: Affaires: Un milliards de moins dans les poches des étudiants - Mardi 20 mars 2012   16h27.....	133
LAPRESSE.CA: Pas de surprise ni de répit pour les étudiants et les cégepiens - Le budget ignore les revendications des étudiants - Publié le mardi 20 mars 2012 à 16h30   Mis à jour le mercredi 21 mars 2012 à 07h44.....	133
LESOLEIL.COM: Le budget va «enflammer» les grévistes, selon les leaders étudiants - Publié le mercredi 21 mars 2012 à 05h00   Mis à jour le mercredi 21 mars 2012 à 08h21.....	134
CYBERPRESSE: Budget: des déceptions en vue pour les étudiants - Publié le mardi 20 mars 2012 à 08h19.....	134





Elizabeth Laplante / Agence QMI

Jean Charest était l'invité d'honneur d'un brunch populaire en présence notamment de la présidente du Conseil du trésor, Michelle Courchesne, au Centre des congrès Palace, à Laval.

**Marche festive à Laval**



Photo Agence QMI

**Manifestation humoristique**



Photo Sami Bouabdellah / Agence QMI

**Tour de l'île rouge**



Photo Sami Bouabdellah / Agence QMI

AGENCE QMI avec la collaboration de Sami Bouabdellah

**Jean Charest a maintenu sa position sur la hausse des droits de scolarité, dimanche, lors d'un brunch populaire à Laval, en compagnie notamment de la présidente du Conseil du trésor Michelle Courchesne et de plusieurs députés libéraux.**

«On n'arrête jamais d'être à l'écoute, mais en même temps la question de l'augmentation des droits de scolarité, c'est une question mûrement réfléchie», a indiqué le premier ministre tandis qu'une centaine de personnes protestaient pacifiquement devant le Centre de congrès Palace, où se tenait l'événement partisan.

«On s'en va le rejoindre pour crier haut et fort notre position, crier aussi notre intérêt et le fait qu'on a à cœur l'accessibilité aux études», a déclaré Alexandre St-Onge-Perron, l'un des porte-parole de la marche, juste avant de s'élançer sur le boulevard le Corbusier.

Plusieurs étudiants, mais également des parents et de jeunes enfants, étaient à ses côtés en soutien au mouvement de grève.

«À l'école, ils m'ont demandé d'enlever mon carré (rouge) puis ça me tentait de défendre mon opinion dans un endroit où il n'y avait aucune raison de me demander de l'enlever ou d'arrêter d'exprimer mon opinion», a défendu Nathan, un jeune garçon de 10 ans, qui a marché avec la foule.

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin s'est dit pour sa part très satisfait que la mobilisation n'ait pas uniquement lieu sur l'île de Montréal.

**Tour de l'île en vélo**

Un petit tour de l'île en vélo était aussi au programme des manifestants, dimanche après-midi. Des étudiants vêtus de rouge ont ainsi enfourché leurs bicyclettes pour signifier leur opposition à la hausse des droits de scolarité.

«On est tous unis aujourd'hui, c'est une bonne façon de montrer qu'on se tient devant le gouvernement», a souligné Marie-Anne Michaud, une manifestante.

«Il faut appuyer les générations futures et dénoncer les baby-boomers qui prétendent avoir payé pour leurs études, mais qui ont refilé la facture aux plus jeunes», a ajouté Sylvain Rolland, qui a répondu présent avec son fils.

Plusieurs milliers de cyclistes ont effectué le tour de l'île de Montréal en vélo.

«Il ne fait pas très beau et on attendait moins de gens à cause de ça», s'est tout de même félicité Sandrick Mathurin, l'un des organisateurs.

**Poisson d'avril**

Une centaine d'étudiants ont également profité du 1er avril pour participer en fin de matinée à une manifestation humoristique «pour la hausse» sur la rue Sainte-Catherine, à Montréal, organisée par le «Mouvement des étudiants Super-Riches du Québec».

Sur les pancartes, on pouvait lire des slogans ironiques, comme «la juste part = 100 %», «réprimez les manifestations», ou encore «plus de police, moins d'artistes», une façon de tourner en dérision les arguments du Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec, qui est en faveur de la hausse des droits de scolarité.

Afficher 15 commentaires

• [Leonce Hamelin](#)

je peut pas croire que des jeunes enfants syndicat profs appuit les etudiants c est le fun de manifester avec son salaire ( profs ) mais j espere qu ils vont reprendre leur cours en etant pas payer les profs

- Lydya  
Il est plus que temps qu'il (Jean Charest) porte ses culottes pour une fois!
- [Leonce Hamelin](#)  
tres d accord avec toi il ne faut pas qu il pli
- machiniste  
QUE PEUX-TU TROUVER A UN MENTEUR COMME CELA ON EST DE PLUS EN PLUS PAUVRE ET LES RECTEURS DE PLUS EN PLUS RICHE JE CROIE QU ON LIE PAS LES MEME NOUVELLES PAS CROYABLE QUE LE MONDE VOTE ENCORE POUR CELA
- [Leonce Hamelin](#)  
attend de voir le PQ au pouvoir sa vas etre encore plus pire
- Lydya  
Alors qu'ILS (étudiants) protestent CONTRE les recteurs, les profs etc. Ce sont EUX qui administrent les fonds - ils sont les gestionnaires donc les responsables DES COUTS des cégeps et universités.  
Tant qu'à Jean Charest, il n'est rien d'autre 'qu'un autre politicien' et TOUS LES POLITI-CIENS (tout Parti confondu) semblent devoir avoir UN PRÉ-REQUIS soit: pouvoir mentir aux populations tout en ayant l'air d'être "sincère" ...  
Si vous croyez qu'un autre politicien est/serait "vraiment PLUSSSSSSS sincère" (moins menteur) alors, puis-je vous vendre la Tour Eiffel ? ;O)

P.S.: Je ne vote pas 'Libéral' depuis fort longtemps - je préfère les Conservateurs néolibéral.

- machiniste  
QUI AS FAIT LES MEILLEURS RÉFORME AU QUÉBEC C EST PAULINE MOI JE SUIS FIER Q UNE FEMME SE TIENT DEBOUT DEVANT LES HOMMES LES FEMMES DEVRAIENT L ADMIRER Subject: [journaldequebec] Re: <http://www.journaldequebec.com...>
- ouais, pis après  
La Marois elle se ramasse du capitale politique, PQ et Libéral c'est tout pareil, des promesses avant pis rien apres, va te laver la langue  
machiniste, tu est pro-PQ et il y a autant de mafia là que dans les autres partis peu importe le nom qu'ils portent
- machiniste  
NOUS N AVONS JAMAIS NOMMER LES JUGES ET SON FAVA DE QUÉBEC TU T EN RAPELLES PAS BELLEMARE LA DIT CHAREST C EST UN MENTEUR NE PAULINE C EST LA SEULE MINISTRE DES FINANCES QUI A REMIS DE L ARGENT SUR LA DETTE ET JE TE GAGE QUE C EST LA VÉRITÉ EN 2008 CHAREST ETAIT BATTU DANS SON CONTÉ MAIS A 10HRES IL ONT TROUVÉS 4 BOITES DE SCRUTINS TOUT AU NOM DE JAMES FRAUDE ELECTORAL Subject: [journaldequebec] Re: <http://www.journaldequebec.com...>
- ouais, pis après  
pis, tout ce que tu fais c'est critiqué comme tous les partis d'opposition, mais tu n'amènes jamais de solution, tu serais plus constructif mais tu est comme tous les partis, tu chiâles et tu fais rien, comme les étu-

dians, tu cries mais tu ne tu ne te discipline pas pour t'en sortir. Chiâler et crier des bêtises est quelque chose que les québécois font bien et ça c'est dommage, les étudiants même si je ne suis pas d'accord avec eux, au moins ils bougent, mais toi, tu ne fais que cracher ton fiel!...

- machiniste  
C EST SIMPLE JE NE CHIALE PAS CE SON DES FAITS RÉEL UNE VRAIE SOLUTION JUSTE LA COLLUSION ET LA CORRUPTION ON PERD 4MILLIARDS PAR ANNÉE VOUS DEVRIEZ CHIALER CHAREST SERAIT PARTIE CA FERAIT LONGTEMPS LIBÉRAUX=SCANDALE Subject: [journaldequebec] Re: <http://www.journaldequebec.com...>
- ouais, pis après  
la corruption existe dans tous les partis politiques, tu te leures en pensant que le PQ est plus blanc que le PLQ ou autres.Quand tu deviens politicien, tu t'ouvre à la corruption ou tu te fais montrer la sortie...
- machiniste  
VIVE LE QUÉBEC LIBRE NOUS VOULONS UN PAYS J ESPERE QUE TU VAS VOTER OUI ON CE L AI FAIT VOLER PAR LES COMMENDITES ENCORE LA C ETAIT DES LIBÉRAUX AU POUVOIR CORRUPTION Subject: [journaldequebec] Re: <http://www.journaldequebec.com...>
- GILLESPROVOST  
SI CA FAVORISERAIT LES PETITS AMIS DU PARTIE CA FERAIT LONGTEMPS QUE TOUT SERAIT RÉGLER IL FAUT QUE CHAQUE DÉPUTÉ RAMASSE 100MILLES PAR ANNÉE =CORRUPTIONQUELMENTEUR  
Lydya [Réduire](#)  
Pure DÉMAGOGIE!

**JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC: Aide financière: 2 500 \$ de moins qu'en 2007: Les bas taux d'intérêt actuels sont un baume - Publié le: samedi 31 mars 2012, 23H03 | Mise à jour: samedi 31 mars 2012, 23H08**



Photo d'archives

Les taux d'intérêts sont très bas actuellement.

Stéphan Dussault

**Un finissant qui débiterait le paiement de son prêt étudiant aujourd'hui pourrait le payer beaucoup moins cher que l'étudiant ayant terminé ses études il y a cinq ans.**

La raison est simple : le taux d'intérêt du prêt est aujourd'hui à un creux de 3,5 %. En juillet 2007, l'étudiant devait ajouter un taux de 6,75 % à son prêt.

En contractant un emprunt de 12 923 \$, soit la dette moyenne des étudiants au baccalauréat, le nouveau finissant paierait un total de 15 336 \$, en échelonnant son prêt sur 10 ans et si son taux demeurait inchangé, comparativement à 17 807 \$ pour le finissant de la cuvée 2007. La différence entre les deux emprunts représenterait donc 2 471 \$.

**Taux variable**

Ces exemples sont pour des taux variables, possibilités offertes pour les prêts étudiants, depuis 2002.

« Actuellement, le taux fixe est de 6,5 %, alors très peu d'étudiants choisissent cette option », dit André Chapleau, directeur des relations de presse chez Desjardins.

Un prêt à taux variable peut donc être avantageux, mais il ne conviendra pas à celui ou celle qui est inconfortable avec les fluctuations imprévisibles du marché.

Avant 2002, la vie était plus simple, mais souvent plus coûteuse. L'étudiant avait un taux fixe pour toute la durée de l'emprunt. Si les taux baissaient, il devait tenter de négocier une révision de taux avec sa banque, ce qui n'était pas gagné d'avance.

**Aucun risque**

Dans tous les cas, le ministère de l'Éducation du Loisir et du Sport détermine les taux à partir d'un indice de référence avantageux pour l'étudiant. En revanche, si l'institution financière fait peu d'argent avec ces prêts à bas taux, elle ne prend aucun risque, le prêt étant garanti à 100 % par le gouvernement du Québec.

**JOURNALDEMONTREAL / JOURNAL DE QUÉBEC: Aide financière: De plus en plus de refus: Le nombre de refus signifiés à des étudiants a presque doublé en trois ans - Publié le: samedi 31 mars 2012, 22H50 | Mise à jour: dimanche 01 avril 2012, 2H43**







Photo d'archives

Des milliers d'étudiants qui militent contre la hausse des frais de scolarité n'ont pas accès aux prêts et bourses.

Sarah-Maude Lefebvre

**Depuis trois ans, le nombre d'étudiants qui se voient refuser une aide financière est en constante progression, une situation qui fait craindre le pire aux associations étudiantes à l'approche de l'augmentation des frais de scolarité.**

Entre les années 2007 et 2010, le nombre de refus qu'a opposé le ministère de l'Éducation à des étudiants est passé de 5 681 à 10 008, révèle une compilation effectuée par le *Journal*.

Même si l'enveloppe de l'aide financière a gonflé de 13,7 M\$ pendant la même période, le nombre d'étudiants qui ont pu toucher des prêts ou des bourses est resté relativement stable.

Ce paradoxe n'étonne guère les associations étudiantes, qui rejettent la faute sur les critères « trop exigeants » du système d'aide financière.

#### Un programme désuet ?

« Le programme ne correspond plus à la réalité des étudiants, c'est un phénomène que l'on observe depuis plusieurs années », affirme la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins.

« Le ministère s'attend à ce qu'une famille qui a un revenu de 60 000 \$ contribue à la hauteur de 6 000 \$ dans l'éducation de son enfant. Ce n'est pas comme ça que ça se déroule dans le quotidien », renchérit Léo Bureau-Blouin, de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

« Le gouvernement dit que les prêts et bourses sont là pour aider les familles moyennes, face à la hausse des frais de scolarité. C'est ridicule, quand on sait que l'aide financière diminue à partir d'un revenu familial de 30 000 \$ et que les bourses sont inaccessibles à partir de 60 000 \$ », poursuit-il.

Selon la FEUQ, la « grande majorité » des étudiants comptent sur l'aide financière pour payer leurs études.

« Il est inévitable que le nombre de refus augmentera l'an prochain. Avec la hausse des droits de scolarité, plusieurs étudiants ne pourront "faire face à la musique". En plus, ils n'auront pas accès à l'aide financière », croit Mme Desjardins.

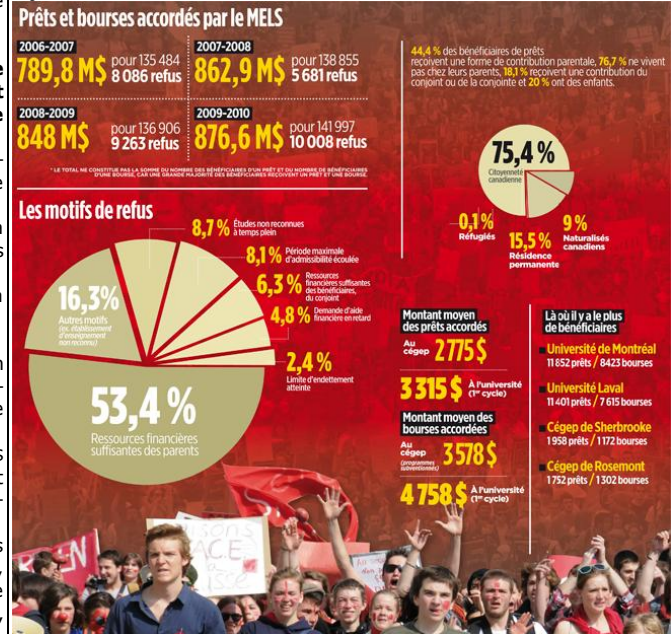
#### Programme bonifié

De son côté, le ministère de l'Éducation assure que l'investissement supplémentaire de 118 M\$ dans le programme de l'aide financière sera suffisant pour pallier la hausse des frais de scolarité.

« L'aide financière n'est pas une enveloppe fermée, affirme la porte-parole Esther Chouinard. Tous les étudiants qui correspondent aux critères sont acceptés. La bonification du régime des prêts et bourses comporte aussi une série de mesures pour aider les étudiants, comme la réduction de la contribution des parents et du conjoint. »

Quant au nombre élevé de refus, la porte-parole du Ministère l'explique par « le nombre croissant de demandes reçues » au cours des dernières années.

► Plus tôt cette semaine, la ministre de l'Éducation Line Beauchamp, a invité les étudiants à discuter de l'accessibilité aux études s'ils acceptaient de revoir leur position sur la gratuité scolaire. Les leaders étudiants ont rejeté cette offre.



## JOURNAL DE QUÉBEC / JOURNAL DE MONTRÉAL: « C'est un sacrifice calculé » - Publié le: samedi 31 mars 2012, 22H16 | Mise à jour: samedi 31 mars 2012, 22H20

Jean-Nicolas Blanchet

**Les leaders des mouvements étudiants estiment que les risques des perturbations économiques permettent d'accroître la pression sur le gouvernement. Le sacrifice demeure important pour le portefeuille des étudiants qui décideront de lever le nez sur leur emploi d'été, mais la démarche en vaut le bénéfice, jugent les représentants étudiants consultés.**

« C'est un sacrifice calculé. En terme économique, pour une éducation abordable, le jeu en vaut la chandelle », indique Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ). Par rapport aux craintes des employeurs pour l'été, il juge qu'il s'agit d'un signe qui prouve l'efficacité de la grève.

« Beaucoup de gens ont remis en question la grève. Là, on réalise que ça a un coût non seulement pour les établissements d'enseignement, mais aussi pour l'industrie touristique. Quand on voit les chambres de commerce qui angoissent et qu'on voit ensuite une ouverture de la position gouvernementale, je pense qu'on peut faire le lien de cause à effet. C'est la démonstration que notre grève est un moyen de pression efficace. »

De son côté, la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, se réjouit que l'industrie touristique

commence à réaliser que la grève pourrait leur faire mal. « Ma première réaction a été : il est temps qu'ils commencent à s'inquiéter. Depuis le début, on dit que ça aura des conséquences sur l'économie », explique-t-elle.

« Visiblement, on voit que les gens commencent à se réveiller. Ils se rendent compte que les étudiants retarderont leur entrée sur le marché du travail et pourraient même passer l'été sur les bancs d'école même (...) La ministre s'évertue à dire que ce sont justes les étudiants qui vivront avec les conséquences, bien... non en fait, on commence à le constater », poursuit Mme Desjardins.

#### Un placement

Cette dernière estime aussi que les mauvais impacts appréhendés par différents secteurs économiques prouvent l'efficacité de la démarche étudiante. « C'est clair que ça augmente la pression au gouvernement (...) Oui, c'est un coût important pour l'étudiant qui devra possiblement réduire son nombre d'heures de travail cet été. Il y en a toujours des coûts individuels! Mais on le fait parce que l'on sait que ce sera plus payant en bout de ligne pour maintenir une accessibilité aux études. »

## JOURNAL DE QUÉBEC / JOURNAL DE MONTRÉAL: Grève étudiante prolongée: Pénurie d'employés en vue - Publié le: samedi 31 mars 2012, 22H07 | Mise à jour: dimanche 01 avril 2012, 9H01





© Didier Debusschère  
Jean-Nicolas Blanchet

**Les acteurs de l'industrie touristique redoutent de plus en plus l'éventuelle pénurie de main-d'œuvre en cas de prolongement de la grève étudiante durant l'été. Un scénario qui devient plus probable qu'hypothétique alors que certains étudiants en sont à leur 6e semaine de grève.**

En entrevue, le vice-président aux affaires publiques de l'Association des restaurateurs du Québec, François Meunier, a indiqué que les inquiétudes augmentaient à l'approche du début de la « grosse période touristique ».  
« Ce qui est à craindre n'est pas seulement le prolongement de la grève, mais le rattrapage des cours qui devra se faire les soirs et les fins de semaine (...) Ça pourrait certainement rendre la vie beaucoup plus difficile

**Afficher 8 commentaires**

- Blanchemarie  
Il ne devrait pas avoir de prolongation de session, qui dit que les professeurs vont acceptés de donner des cours lorsque normalement ils sont en congés. Pourquoi accepteraient-ils de changer leur horaire de temps de vacances habituelle??? Les gens ne doivent pas payer pour l'entêtement des jeunes pour une cause que je ne justifie pas essentielle.
- Maferland  
Ils veulent continuer la grève...qu'ils le fassent...aucun centre d'enseignement qui se respecte, ne devraient pas essayer "d'accommoder" vous voulez faire la grève? vous pouvez...mais vivez avec les conséquences....nous continuons à donner nos cours tel que prévus.
- myriam77  
LES ÉTUDIANTS AURONT UN CHOIX À FAIRE  
Retournez à l'université pour étudier ou quitter l'université et allez travailler cet été.

Comme nos étudiants sont brillants, ils iront voir leur leader M Nadeau-Dubois, il va leur dire quoi faire. Lui aussi il est brillant.  
David  
Pas d'inquiétude à y avoir.  
Nos étudiants crévent de faim et ont désespérément besoin d'argent. Ils vont faire l'effort de conjuguer études et travail, c'est une question de survie. Un pauvre étudiant affamé ne peut se permettre de ne pas profiter de la période la plus payante de l'année pour économiser l'argent nécessaire à sa scolarité.  
Ça a toujours été et cette génération ne fera pas défaut à la règle, ils vont simplement se donner un peu plus afin d'atteindre leur objectifs de réussite. J'y crois.  
vivre sans regisse  
PAS DE PROBLEMES  
les medecins,architectes et ingenieurs bordelais vont venir faire les petates frites a la place de nos etudiants  
foi d immigration regisse  
thunder68

Reviens en donc! Ce n'est pas le sujet abordé ici, Labeaume!  
vivre sans regisse  
cher thunder68  
regisse promet a quiconque il rencontre au coin d une rue a Bordeaux qu ils trouveront des "job" a Quebec en 3 jours  
on peut donc se passer des etudiants avec regisse y a pas de problemes  
1- 888 me voila  
a propos est il sur son retour????  
Lydia Réduire  
Quelque soit la décision qu'ils (étudiants) prendront dans les prochaines semaines, en bout de ligne ILS paieront la note; personnellement ça m'est égale ce qu'ils décideront à partir du moment où le gouvernement ne viendra pas FOUILLER dans mes poches encore une fois.

aux restaurateurs », précise-t-il. Quarante pour cent des emplois sont occupés par des jeunes de moins de 25 ans dans le domaine.  
Tant du côté de l'Association québécoise de l'industrie touristique que de l'Association des camps certifiés du Québec, les dirigeants disent suivre de très près l'évolution du conflit et entamer des discussions pour élaborer différentes stratégies devant les risques prévisibles d'une pénurie de main-d'œuvre étudiante.

**Un casse-tête**

Plus tôt cette semaine, la Fédération des chambres de commerce du Québec a exprimé ses préoccupations « devant la situation sans issue concernant les appréhensions des étudiants ».

« Il y a des associations étudiantes qui ont voté, dans leur assemblée générale, des résolutions stipulant qu'ils ne retourneront pas en classe avant que la ministre ait fait une nouvelle offre. Ça vous donne une idée du caractère illimité de ce que ça pourrait donner », explique Jenny Desrochers, du service des communications de l'Université du Québec à Montréal, où plus de 20 000 étudiants sont toujours en grève.

« Le grand défi sera de trouver des chargés de cours pour enseigner durant l'été », ajoute Mme Desrochers. Normalement, ils terminent en avril et ce sont des gens qui sont dans le milieu de la pratique et qui ont d'autres obligations. Il y a beaucoup d'incertitude, c'est très complexe », ajoute-t-elle.

**Frais supplémentaires**

L'Université Laval, l'Université de Montréal et l'UQAM ont déjà planché sur différents scénarios pour éviter l'annulation de cours, bien que cette hypothèse ne soit pas écartée dans certains établissements en cas d'impasse. Plusieurs établissements ont déjà prévu allonger la session jusqu'en juin. Après six semaines de grève, chaque semaine de grève s'ajoutera au-delà du calendrier régulier à l'Université Laval.

Les mouvements étudiants n'ont pas établi les frais additionnels que devront déboursier les universités, par jour de prolongement de la session. De son côté, la Fédération étudiante collégiale du Québec a fixé à 5 millions \$, par jour, les frais encourus par un prolongement d'une grève générale illimitée dans les cégeps.

**CYBEPRESSE: Les étudiants confiants malgré un sondage négatif - Publié le samedi 31 mars 2012 à 13h51 | Mis à jour le samedi 31 mars 2012 à 14h08**



Photo: Robert Skinner, La Presse

*Des étudiants manifestaient le 29 mars dernier contre la hausse des droits de scolarité lors d'une Grande mascarade.*

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse

Les leaders étudiants se sont dits confiants de faire plier le gouvernement Charest samedi, même si un nouveau [sondage publié par La Presse](#) suggère que les Québécois appuient la hausse des droits de scolarité.

Selon le coup de sonde, 61% des Québécois seraient d'accord avec la hausse des frais de scolarité défendue par Line Beauchamp. Trente-neuf pour cent s'y opposeraient.

Malgré ces données, Léo Bureau-Blouin ne perd pas espoir. Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) admet avoir été surpris par les résultats du sondage de *La Presse*. Si on fait le bilan des études d'opinions, elles montrent une division certaine de l'opinion publique, selon lui.

«C'est un débat qui continue de diviser énormément les Québécois. D'un côté comme de l'autre, tant du côté gouvernemental que de la partie étudiante, la bataille de l'opinion publique n'est pas gagnée», a-t-il indiqué.





Selon le président de la FECQ, c'est peut-être le poids financier des demandes étudiantes qui fait peur aux Québécois.

«Je pense qu'il y a beaucoup de contribuables qui sont inquiets que si on gèle les frais de scolarité, on leur demande d'assumer la facture en augmentant leurs impôts», a analysé le cégépien. «C'est pour ça que c'est important d'insister sur le fait qu'il est possible de maintenir abordables les études universitaires sans augmenter les impôts, en révisant la structure de financement des universités par exemple.»

Jeanne Reynolds, porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), semble moins préoccupée que son vis-à-vis par l'opinion publique.

«On compte plus sur un rapport de force qu'on va être capable d'établir avec le gouvernement par la grève, par des perturbations économiques,

par des manifestations», a-t-elle affirmé. «On peut en prendre et en laisser du côté des sondages.»

Toutefois, elle considère tout de même comme une bonne nouvelle le fait que 61% des répondants au sondage demandent au gouvernement de s'asseoir à la table de négociation avec le gouvernement.

«Ça montre que ça devient intenable et que le gouvernement n'écoute pas la population qui, elle aussi, voudrait que le conflit se règle le plus rapidement possible», a ajouté Mme Reynolds.

Le cabinet de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a refusé de commenter les résultats du sondage de *La Presse*.

«On a toujours été ouverts au cours des années et on va continuer à l'être pour voir les améliorations aux prêts et bourses», s'est limitée à affirmer Héléne Sauvageau, porte-parole de la ministre.

## **CYBERPRESSE: Diplômés universitaires: le Québec en retard malgré le gel - Publié le samedi 31 mars 2012 à 12h06**



Photo: Marco Campanozzi, La Presse

Entre 100 000 et 200 000 étudiants ont manifesté le 22 mars dernier contre la hausse des droits de scolarité.

Mathieu Perreault, La Presse

23%. C'est la proportion des Québécois de 22 ans qui sont allés ou vont à l'université. Ailleurs au Canada, cette proportion est de 38% en moyenne. Même si le Québec est la province canadienne où les droits de scolarité sont les plus bas, le taux de fréquentation universitaire y est le plus bas au pays.

L'étude ontarienne dont sont tirés ces chiffres conclut que la scolarité des parents, et non leur revenu, est le principal facteur d'accès aux études universitaires. «Si les parents gagnent 100 000\$ plutôt que 50 000\$, leur enfant a 2% plus de chances d'aller à l'université», explique l'auteur de l'étude, Ross Finnie, économiste à l'Université d'Ottawa. «Mais si les parents ont fait quatre ans d'études universitaires, leur enfant a 12,5% plus de chances d'aller à l'université que si ses parents n'ont jamais mis le pied à l'université.»

Par exemple, le taux de participation aux études universitaires est de 21% chez les enfants dont les parents ne sont pas allés à l'université et gagnent plus de 100 000\$ par année. Il est de 56% chez les enfants dont les parents ont un baccalauréat et gagnent de 25 000\$ à 50 000\$.

Selon M. Finnie, les barrières sont donc «culturelles» plutôt que financières. «C'est sûr qu'il faut des programmes de prêts et bourses, dit-il. Mais les programmes de sensibilisation à l'importance des études postsecondaires, particulièrement chez les jeunes des milieux défavorisés, sont encore plus efficaces.»

L'étude de M. Finnie, publiée dans des cahiers d'un institut de recherche sur l'éducation de l'Université d'Ottawa, montre que le revenu parental a un effet plus grand pour les femmes que pour les hommes. Chez les femmes, d'ailleurs, l'écart avec le reste du pays est proportionnellement moins grand: 38% des Québécoises de 22 ans sont allées ou vont à l'université, comparativement à 53% ailleurs au Canada.

Le fait que les deux années de cégep n'existent pas dans les autres provinces, où l'on accède à l'université après 12 ans de scolarité, n'explique pas la différence, selon M. Finnie. Pierre Fortin, économiste à l'UQAM, rétorque que les Québécois sont plus nombreux à retarder leurs études et attaque la validité de l'échantillon de M. Finnie, qui comportait 16 000 personnes.

Selon Pier-André Bouchard St-Amant, qui a été président de la Fédération étudiante universitaire du Québec en 2005 et aujourd'hui économiste à l'Université Queens, l'étude de M. Finnie n'établit qu'une corrélation, pas un lien de cause à effet. Il a envoyé à La Presse des études qui montrent que des programmes de bourses améliorent l'accès aux études universitaires. «Et de toute façon, il faut agir sur les facteurs qu'on peut influencer, dit M. Bouchard St-Amant. On ne peut pas changer l'éducation des parents d'un étudiant.»

Brahim Boudarbat, économiste à l'Université de Montréal, souligne quant à lui que les Québécois font moins d'études postsecondaires, mais qu'ils sont deux fois plus nombreux (21% contre 9% ailleurs au Canada) à avoir un certificat de qualification professionnelle.

## **CYBERPRESSE: 1<sup>ère</sup> page LA PRESSE / LE DROIT: Droits de scolarité: pour la hausse... et la négociation - Publié le samedi 31 mars 2012 à 08h36 | Mis à jour le samedi 31 mars 2012 à 14h05**



Photo: André Pichette, La Presse

Quelques milliers d'étudiants ont participé à la Grande mascarade, à Montréal jeudi.

DROITS  
DE SCOLARITÉ  
**OUI À LA  
HAUSSE...  
ET À LA  
NÉGOCIATION**  
SONDAGE  
CROP-LA PRESSE  
PAGES A2 ET A3



Pascale Breton, La Presse

Les Québécois ont des opinions polarisées sur la grève étudiante, mais ils refusent d'accorder leur appui total à un camp ou à l'autre. Si la majorité est favorable à une hausse des droits de scolarité, ils sont tout aussi nombreux à demander au gouvernement de mettre de l'eau dans son vin par le truchement de la négociation. À l'heure où les grévistes semblent arriver à la croisée des chemins, la population en appelle à un compromis.



Les Québécois appuient massivement le gouvernement dans sa volonté de hausser les droits de scolarité, mais ils en ont visiblement assez du conflit qui s'étire avec les étudiants, démontre un sondage CROP réalisé au cours des derniers jours à la demande de La Presse.

Près des deux tiers (61%) des Québécois se disent d'accord avec la résolution du gouvernement Charest de hausser les droits de scolarité de 1625\$ en cinq ans. À l'inverse, 39% des gens sont plutôt en désaccord ou totalement en désaccord avec cette idée.

Il s'agit d'un appui très solide pour le gouvernement Charest, estime le vice-président de CROP, Youri Rivest. «Compte tenu de la faible popularité du gouvernement dans les sondages, le fait que 61% des gens l'appuient est une très bonne nouvelle pour lui.»

Toutefois, autant de répondants (61%) pensent que le gouvernement doit négocier avec les étudiants. Même ceux qui appuient la hausse des droits de scolarité veulent, dans une proportion de 38%, que le gouvernement convie les étudiants à la table de négociation.

«Les gens veulent une sortie de crise, conclut M. Rivest. Ils veulent que ça se règle. C'est très québécois de ne pas aimer la chicane.»

La grève en est aujourd'hui au 46e jour. Depuis une semaine, les étudiants ont multiplié les actions et les manifestations un peu partout dans la province.

Le sondage a été mené auprès de 800 internautes les 28 et 29 mars, soit après que le premier ministre Jean Charest eut manifesté une timide ouverture à la bonification du programme d'aide financière aux études. Jeudi, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a pour la première fois laissé entendre qu'elle était prête à lancer le dialogue, à la condition que les étudiants renoncent à réclamer le gel des droits de scolarité. Depuis plusieurs mois, tant Mme Beauchamp que le ministre des Finances, Raymond Bachand, se refusaient à tout dialogue au motif qu'il n'y avait pas lieu de discuter avec des gens qui ne veulent que le gel des droits de scolarité ou carrément la gratuité.

#### Les étudiants doivent faire des compromis

Si les Québécois sont fatigués du conflit, le sondage démontre par ailleurs qu'ils veulent aussi que les étudiants mettent de l'eau dans leur vin.

L'intransigeance dont certaines associations font preuve ne trouve pas d'écho dans la population. Certaines associations ont en effet voté pour la grève générale illimitée tant que le gouvernement n'aura pas totalement reculé sur la question de la hausse des droits de scolarité. Cette position reçoit très peu d'appuis: seulement 8% des Québécois sont d'avis que les étudiants ne devraient faire aucun compromis.

Une majorité (57%) pense plutôt que les étudiants devraient accepter de faire certains compromis. Même les répondants qui sont contre la hausse pensent, dans une proportion de 77%, que les étudiants devraient se montrer flexibles. Enfin, le tiers des gens pense que les étudiants devraient tout simplement accepter la hausse des droits de scolarité et rentrer en classe.

#### Sondage CROP-La Presse Grève étudiante

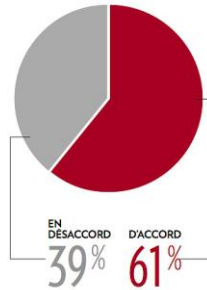
**LE SOLEIL: 1<sup>ère</sup> page: Les étudiants semblent perdre la bataille de l'opinion publique / Sondage CROP: les Québécois appuient la hausse des frais de scolarité - Publié le samedi 31 mars 2012 à 05h00**



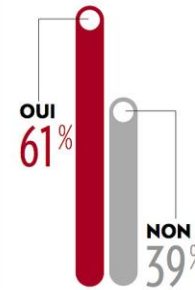
Le Soleil, Jocelyn Bernier

Marc Allard, Le Soleil (Québec) Malgré la manifestation monstre, les coups d'éclat et la profusion de carrés rouges, les étudiants sont en train de perdre la bataille de

QUÉBEC A-T-IL RAISON DE HAUSSER DE 1625\$ LES DROITS DE SCOLARITÉ À L'UNIVERSITÉ?



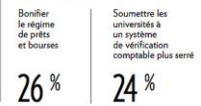
LE GOUVERNEMENT DEVRAIT-IL NÉGOCIER AVEC LES ÉTUDIANTS?



LA POSITION DES ÉTUDIANTS DEVRAIT ÊTRE DE...

... ne faire aucun compromis	... faire certains compromis	... retourner à l'école et accepter la hausse
8%	57%	35%

LES PROPOSITIONS LES PLUS INTÉRESSANTES POUR DÉNOUER LA CRISE



MÉTHODOLOGIE Le sondage a été mené en ligne auprès de 800 répondants les 28 et 29 mars derniers. Les résultats ont été pondérés afin de refléter la distribution de la population adulte du Québec selon le sexe, l'âge, la région de résidence et la langue maternelle des répondants. Compte tenu du caractère non probabiliste de l'échantillon, le calcul de la marge d'erreur ne s'applique pas.

#### Les solutions

Comment le gouvernement devrait-il dénouer la crise? La première option est la bonification du régime de prêts et bourses, croient 26% des répondants. Le premier choix d'un autre quart des répondants est plutôt de soumettre les universités à une vérification comptable plus serrée.

Le vice-président de CROP voit là un message clair à l'intention des recteurs et des administrations des universités: «Les gens pensent qu'il y a un ménage à faire là-dedans.» Les pertes financières qu'ont essuyées les universités dans des projets immobiliers qui ont mal tourné ainsi que les indemnités de départ et les salaires élevés que touchent des cadres et des recteurs semblent avoir marqué la mémoire des gens.

Parmi les autres propositions, une hausse moins marquée des droits de scolarité trouve écho chez 17% des répondants. Un Québécois sur six (15%) pense par ailleurs que les étudiants devraient rembourser leurs prêts et bourses s'ils ne travaillent pas au Québec une fois qu'ils sont diplômés.

#### Droits de scolarité modulés

Un futur médecin devrait-il payer davantage pour sa formation qu'un enseignant? Les deux tiers des Québécois croient que oui.

Près de la moitié (45%) des répondants au sondage estiment que les droits de scolarité devraient varier selon le coût réel de la formation reçue et l'espérance de revenu par la suite, et un Québécois sur cinq (21%) croit que les droits devraient varier en fonction du domaine d'étude seulement. Les deux propositions reçoivent donc l'approbation des deux tiers des répondants.

Cette idée de moduler les droits de scolarité en fonction des programmes a notamment été présentée dans des recherches du Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO). Le gouvernement l'a rejetée.

Le sondage révèle toutefois que le quart des Québécois est d'avis que les droits de scolarité doivent continuer d'être les mêmes pour tous, peu importe le programme ou le revenu que touchera plus tard le diplômé.

**SONDAGE CROP-LE SOLEIL-LA PRESSE**

**Les étudiants semblent perdre la bataille de l'opinion publique**

PAGE 3



que les deux parties mettent un peu d'eau dans leur vin.» Dans toutes les tranches d'âge, la majorité des Québécois appuient la hausse. Mais les 18-34 ans sont beaucoup plus partagés: 52% sont d'accord avec la hausse et 48% sont en désaccord. Chez les 55 ans et plus, toutefois, la position est plus tranchée: 69% sont pour la hausse, 31% sont contre. Pour les 35 à 54 ans, les proportions sont les mêmes que dans la population en général.

«Les gens plus âgés sentent qu'ils font leur part, dit M. Rivest. Ils ont moins de proximité avec les étudiants. Ils se disent : "J'ai contribué à la société. J'ai payé des impôts toute ma vie, c'est à leur tour de payer."» Depuis quelques semaines, les leaders étudiants martèlent que l'opposition à la hausse des droits de scolarité n'est pas seulement un combat étudiant, mais une lutte qui réunit toute la société. Ils espéraient que la manifestation monstre du 22 mars à Montréal - qui a réuni entre 100 000 et 200 000 personnes, selon les estimations - rallie la population de leur côté.

Mais les résultats du sondage montrent que la mobilisation étudiante n'a pas atteint cet objectif. Les coups d'éclat, et particulièrement les blocages de rues et de ponts, pourraient avoir nui aux étudiants, remarque Youri Rivest.

L'appui à l'augmentation de 1625\$ semble d'autant plus solide qu'elle est proposée par un gouvernement impopulaire, soutenu par moins d'un tiers des Québécois, souligne le vice-président de CROP.

«Quand on voit quelque chose qui est proposé par le gouvernement Charrest et qui reçoit l'appui de 60% des Québécois, ça veut dire qu'il y a beaucoup d'appuis pour cette mesure-là», dit-il.

La région de Québec, où 63% des gens appuient la hausse, est celle qui compte le taux le plus élevé de soutien à cette mesure. La moitié des sondés de la région croient que le gouvernement ne devrait pas négocier avec les étudiants.

Dans l'ensemble, les Québécois sont impatients que le gouvernement trouve «une sortie de crise», souligne M. Rivest. La moitié d'entre eux croit que la bonification du régime de prêts et bourses et la soumission des universités à un système de vérification comptable plus serré seraient les propositions les plus intéressantes pour dénouer l'impasse.

Alors que plus de 190 000 étudiants sont en grève et que certains d'entre eux entament lundi leur septième semaine de débrayage, le dialogue reste fermé entre la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, et les étudiants.

Hier, l'ensemble du mouvement étudiant a rejeté l'offre de la ministre Beauchamp, qui s'était montrée ouverte à discuter de la bonification des prêts et bourses, pourvu que les étudiants abandonnent le gel des droits de scolarité.

«Tout doit être sur la table», ont affirmé les porte-parole des fédérations étudiantes, réunis hier matin dans un cégep montréalais. «C'est clair que, pour nous, le noeud du problème n'est pas du tout la question des prêts et bourses, c'est la question des droits de scolarité à l'université», a indi-

qué Léo Bureau-Blouin, de la Fédération étudiante collégiale du Québec. «C'est là-dessus que la ministre doit être prête à négocier.»

### Des droits de scolarité selon le programme

Dans le débat sur les droits de scolarité, les Québécois ne pensent pas seulement en termes de gel ou d'augmentation.

Selon le sondage CROP-*Le Soleil-La Presse*, les deux tiers d'entre eux souhaiteraient que les droits varient selon le domaine d'études, et près de la moitié voudrait qu'ils soient ajustés selon le revenu futur.

Au Québec, tous les étudiants universitaires paient les mêmes droits de scolarité, peu importe leur programme. Mais, pour former un étudiant, le gouvernement ne paie pas le même montant dans toutes les facultés. Il coûte beaucoup plus cher, par exemple, de former un étudiant en médecine vétérinaire qu'en sciences sociales. D'un programme à l'autre, le revenu futur varie aussi énormément. Il est plus probable qu'un étudiant en génie, par exemple, gagne un meilleur salaire qu'en anthropologie.

Le sondage CROP-*Le Soleil-La Presse* révèle que 45% des Québécois souhaiteraient que les droits de scolarité varient selon le coût du domaine d'études et l'espérance de revenu, tandis que 22% voudraient que les droits varient selon le coût du domaine d'études seulement.

En revanche, 8% aimeraient que les droits varient selon l'espérance de revenu seulement.

Comme le réclament les fédérations étudiantes, plus du quart (26%) des Québécois souhaiterait que les droits de scolarité soient gelés.



PHOTO: LE SOLEIL, JOCKLYN BERNIER

### Que pensez-vous de la hausse des droits de scolarité?

D'ACCORD	61 %
EN DÉSAACCORD	39 %

### Le gouvernement devrait-il négocier avec les étudiants?

OUI	61 %
NON	39 %

### Quelles sont les propositions les plus intéressantes pour dénouer la crise?

Bonifier le régime de prêts et bourses	26 %
Soumettre les universités à un système de vérification comptable plus serré	24 %
Réduire la hausse des droits de scolarité que le gouvernement impose	17 %
Demander aux étudiants de rembourser les prêts et bourses reçus s'ils ne travaillent pas au Québec	15 %
Faire payer davantage les étudiants de certains programmes universitaires comme le droit ou la médecine	7 %
Payer une pénalité en cas d'échec scolaire à l'université	6 %
Accepter que l'entreprise privée s'engage davantage dans les universités	6 %
Augmenter les impôts pour bonifier le financement des universités	1 %

### Les droits de scolarité devraient...

... varier selon le coût du domaine d'étude et l'espérance de revenu	45 %
... varier selon le coût du domaine d'étude seulement	21 %
... varier selon l'espérance de revenu seulement	8 %
... continuer à être les mêmes pour tous les étudiants	26 %

**Résumé de la méthodologie**  
Du 20 au 29 mars 2012, CROP a mené un sondage en ligne auprès de 100 répondants. Les résultats ont été pondérés afin de refléter la distribution de la population adulte du Québec selon le sexe, l'âge, la région de résidence et la langue maternelle des répondants.  
— INFOGRAPHIE LE SOLEIL

## LESOLEIL.COM: Le tour du carré rouge - Publié le samedi 31 mars 2012 à 05h00



Photothèque Le Soleil

Valérie Gaudreau, *Le Soleil*

(Québec) Il est partout sur les manteaux des étudiants ou de leurs sympathisants. On le place sur des monuments, dans les vitrines des cégeps, des universités et même... des commerces. De la rue jusqu'à Star Académie, le carré rouge est devenu un symbole du mouvement étudiant. Et une réussite de visibilité qui rendrait jaloux bien des publicitaires.

«Marketing». La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, n'est pas trop partisane de ce langage commercial.

N'empêche, le carré rouge est rapidement devenu le *branding* de ceux qui s'opposent à la hausse des droits de scolarité. «On n'aime pas l'utiliser dans ces termes, car ce n'est pas le but, mais oui, clairement, c'est une réussite», lance la jeune femme. «À Montréal, il y a même des vitrines avec des mannequins qui portent le carré rouge. Il y a une prolifération de ce symbole», poursuit Martine Desjardins.

Visiblement emballée par la notoriété que le carré rouge apporte à la grogne étudiante, elle note qu'il est décliné sous plusieurs formes. Même ceux qui sont pour la hausse ont adopté le carré... vert. «On a aussi vu le carré jaune, qui est celui du compromis. Ça montre la force du symbole.»

Autre déclinaison : depuis trois numéros, l'hebdomadaire culturel *Voir* a placé un carré rouge sur sa couverture. Un appui que le rédacteur en chef David Desjardins a toutefois souhaité mettre en contexte dans sa chronique de cette semaine. «C'était important d'expliquer la complexité dans la démarche, dit-il. Parce que si tu fais juste le mettre là, pour moi c'est un peu dangereux que ce soit vu comme de la récupération ou comme un truc marketing», dit-il.

### «Supplément d'âme»

L'ex-publicitaire chez Cossette et professeur de communication à l'Université Laval, Christian Desjéts, compare pour sa part le carré rouge aux bracelets de plastique, très populaires il y a quelques années. Jaune contre le cancer, blanc contre la pauvreté. «C'est une manière de se doter d'un supplément d'âme, illustre-t-il. Si vous portez un bracelet, vous faites savoir à votre entourage que vous êtes engagé socialement. Que vous êtes mieux.»

Arborer le carré rouge sert aussi, dit-il, à «créer l'impression que le mouvement est ample. Ça le démarginalise et donne le sentiment que les étudiants ne sont pas une minorité isolée.»





L'ex-publicitaire nuance toutefois l'idée qu'il existe une réelle diversité des luttes derrière l'utilisation actuelle du carré rouge. «Les sympathisants qui le portent limitent leur discours à : "J'appuie les étudiants". Ce carré rouge n'est pas le symbole d'un ras-le-bol collectif contre des politiques, estime-t-il. Ils ne sont pas allés chercher un consensus plus large.»

Pourtant, l'origine du carré rouge ne se trouverait pas dans le mouvement étudiant. Il a plutôt été porté dès 2004 par le Collectif pour un Québec sans pauvreté qui s'opposait alors à la réforme de l'aide sociale (voir carré ci-dessus).

«C'est parfait, il n'y a pas de *copyright!*» lance à la blague Serge Pettitclerc, porte-parole du Collectif. «Il peut s'appliquer de différentes façons. Rouge, c'est la couleur de la résistance. Ça dit : "Ce que vous proposez, on ne le veut pas. Ce n'est pas vrai qu'il n'y a pas d'alternative".»

#### 2004

Le 5 octobre, les représentants du Collectif pour un Québec sans pauvreté portent un carré rouge pour montrer leur opposition au projet de loi 57 sur la réforme de l'aide sociale devant la Commission des affaires sociales de l'Assemblée nationale. Le carré rouge, alors un morceau de ruban gommé de type *duct tape* collé à un vêtement représente la lumière

pour un «stop» pour ceux qui s'opposent à cette réforme, explique Serge Pettitclerc, porte-parole du Collectif.

#### 2005

Le carré rouge est repris par le mouvement étudiant dans le mouvement de grève contre des coupes de 103 millions\$ dans l'aide financière aux études. Les étudiants y associent le slogan «Carrément dans le rouge», symbole de l'endettement étudiant. Les étudiants ont alors réussi à faire reculer le gouvernement Charest sur cette question.

#### 2011-2012

Le mouvement étudiant se soulève de nouveau, cette fois-ci contre les hausses des droits de scolarité à l'université. Le carré rouge revient en force et se propage vite. Le 11 mars, plusieurs acteurs et cinéastes le portent à la soirée des Jutra, révélant le symbole à une bonne partie du grand public. Le 22 mars, près de 200 000 manifestants marchent dans les rues de Montréal dans une véritable marée de carrés rouges. Trois jours plus tard, le chanteur Michel Rivard arbore le carré rouge lors de la grande finale de *Star Académie* devant plus de deux millions de téléspectateurs.

## LE DEVOIR: Grève étudiante - L'impasse devra se dénouer au retour de Pâques: Une injonction force le retour en classe des étudiants du cégep d'Alma – samedi 31 mars 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Fanfare et blocus pacifique devant la résidence du premier ministre Jean Charest, à Westmount.

Lisa-Marie Gervais

Autant de portes entrouvertes qui se referment. Les étudiants en grève refusent de discuter d'une hausse et la ministre de l'Éducation, d'autre chose que de la «juste part» des étudiants. Malgré l'impasse, le conflit devra trouver un dénouement d'ici le retour du congé de Pâques, soit le 10 avril. Sans quoi les cégeps n'auront plus aucune marge de manœuvre pour la reprise des cours.

«Après cette date, ça va être très problématique», confirme Carole Tessier, directrice des communications à la Fédération des cégeps. Elle indique que cela pourrait «coincer» pour deux raisons: d'abord, parce que le régime des études collégiales doit comporter 82 jours de cours. Deuxio, parce que la convention collective des enseignants prévoit deux mois consécutifs de congé rémunéré entre le 15 juin et le 1er septembre. Les cégepiens comptent actuellement pour plus de la moitié des 187 000 grévistes.

En 2005, une entente de principe était survenue le 1er avril et le retour en classe s'était graduellement fait dans la semaine du 4 avril, après six semaines de grève dans certains cas. Les étudiants des derniers établisse-

ments en grève ont repris le chemin de l'école dans la semaine du 11 avril. Tous les cégepiens avaient pu récupérer leurs cours avant la date butoir du 30 juin, se rappelle Mme Tessier.

Dans les universités, la reprise des cours s'était échelonnée dans certains cas au-delà du 1er mai et la session d'été avait été reportée. Les marges de manoeuvre ne sont pas les mêmes à l'université. Cela ne signifie pas que la prolongation de la session sera à moindre coût. «On n'a pas encore regardé ça dans le détail, mais ça va coûter cher, notamment en embauche de chargés de cours. Il y aura aussi des pertes au niveau des entreprises auxiliaires, comme les cafétérias, et les colloques qu'on ne pourra pas accueillir», a expliqué Jeanny Desrochers, responsable des communications à l'UQAM.

### Injonction

Mécontents de ne pas pouvoir assister à leurs cours, des étudiants ont entrepris des démarches judiciaires afin de forcer le retour en classe. Cela a porté fruit au collège d'Alma, qui devra reprendre ses cours lundi à la suite d'une ordonnance d'injonction prononcée hier, le juge ayant statué que le dernier vote n'aurait pas été conforme aux règlements de l'assemblée générale. En revanche, un étudiant de l'Université de Montréal a vu une demande semblable rejetée, parce qu'il n'a pas su faire la preuve qu'il avait subi des préjudices irréparables.

Plus déterminés que jamais, les étudiants étaient hier aux côtés des représentants de huit syndicats qui leur ont réitéré leur appui et exigé que la ministre négocie sur la base d'un gel. Ils se sont gardés de condamner les débordements. «Plus on attise la tension et plus on provoque les gens. C'est inévitable les désagréments, mais ça vient avec le mouvement. On ne peut pas les éviter», a indiqué Max Roy, président de la Fédération québécoise des professeurs d'université.

Avec La Presse canadienne

### Bulles de savon et grève de la faim

Fanfare et blocus pacifique devant la résidence du premier ministre Jean Charest, à Westmount. C'est ainsi que s'est conclue la marche d'une centaine d'étudiants du cégep du Vieux-Montréal partis hier après-midi du métro Atwater. D'autres manifestations ont également eu lieu à Gaspé, Chicoutimi et Québec. Par ailleurs, des étudiants du collège Édouard-Montpetit devaient commencer aujourd'hui une grève de la faim, si la ministre de l'Éducation n'annulait pas la hausse des droits de scolarité au plus tard à 9h ce matin. Une équipe de cinq devait commencer à jeûner pour 48 heures avant d'être relayée par une autre, et ainsi de suite.

### Vos réactions

- Guillaume Martel Lasalle – Abonné, 31 mars 2012 03 h 06  
question à la journaliste  
quelle étrange entrée en matière madame la journaliste. Il n'y a eu aucune porte, ni même entrouverte. Même si certains gouverneurs s'ébrouent, quelqu'un d'entre-eux a-t-il touché une poignée de porte? En remâchant les mêmes formules que depuis des lunes, personne ici n'a senti de point de contact avec les libéraux. La ministre n'est pas dans une position d'égalité avec ses opposants : elle cherche la domination envers et contre tous. Malgré le peuple dans la rue. Pourquoi neutraliser le débat qui touche maintenant les manquements démocratiques

de nos dirigeants mêmes? Pourquoi une telle consolidation de ce que vous décrêtez comme l'impasse. Il n'y a pas d'impasse : il y a une lutte politique présentement, des positions, des stratégies. L'immobilité que vous voulez voir lever n'est que la pointe d'un iceberg d'autocratie. Cette introduction d'article suggère un désolément qui n'est pas celui des militants, mais celui du gouvernement. Pourquoi, même minimalement, emprunter soudainement la voix du gouvernement dans vos articles?

- Jean\_Yves – Abonné, 31 mars 2012 13 h 03  
Ben j'espère que la ministre ne retrouve pas au même niveau que les groupes d'intérêts ! Et ce n'est pas une domination «envers et contre tous», c'est la responsabilité de l'inté-

rêt supérieur de toute la société qui doit guider les politiciens, et c'est le cas ici.

L'autre option de la ministre c'est de réduire les coûts de l'éducation, qui au Québec sont tout près d'être les plus élevés au monde en proportion de notre richesse.

Et bien sûr le syndicat des professeurs se dit très ouvert à revoir les coûts salariaux de ses membres pour maintenir une bonne accessibilité à l'université... !

ps: les deux tiers des étudiants universitaire sont en classe et suivent leurs cours. On est vraiment loin «du peuple dans la rue», on est dans «un groupe d'intérêt veut des privilèges»

- Michel Leclair – Abonné, 31 mars 2012 13 h 07

- Le Devoir et le Pouvoir seraient-ils de mèche?  
Michel Leclaire
- Michel Leclaire – Abonné, 31 mars 2012 13 h 07  
Le Devoir et le Pouvoir seraient-ils de mèche?  
Michel Leclaire
  - Pragmatique – Abonné, 31 mars 2012 13 h 35  
Manquements démocratiques? Voici une loi votée démocratiquement. Le peuple dans la rue? Il y a du peuple dans les chaumières aussi qui ne partagent peut-être pas votre point de vue. Autocratie? De la part de qui? La journaliste n'emprunte pas la voix du gouvernement, elle rapporte les faits. Ne méprisez pas ceux qui ne sont pas de votre stricte obédience syndicale. Votre cause ne se déroule pas en vase clos. Les contribuables qui paient l'essentiel de la note ont droit au chapitre aussi.
  - Chantal\_Mino – Abonné, 31 mars 2012 13 h 38  
Merci M. Martel Lasalle !  
Depuis quelques jours, en lisant ses articles, quelques choses me titillaient, vous avez mis le doigt dessus.  
Je ne saurais mieux dire.
  - Pierre Floyd – Inscrit, 31 mars 2012 19 h 01  
"Les étudiants ne veulent négocier que sur la base du gel des droits de scolarité".....euhhhhh.....c'est parce que sur cette base, il n'y a plus rien à négocier.... à moins qu'on en rajoute encore dans vos prêts et bourses tant qu'à y être...
  - Richard Miron – Inscrit, 31 mars 2012 07 h 41  
Les étudiantEs n'ont pas à accepter la hausse  
Plusieurs encouragent étudiantEs et gouvernement à négocier maintenant mais en demandant aux étudiantEs d'accepter le principe de la hausse. Or, voilà, cela serait trahir complètement le sens du mouvement. Celui-ci en est un de défense du droit à l'éducation. Celui-ci défend la démocratisation de l'éducation. La question est politique : l'argent est très secondaire.  
La vision gouvernementale, même s'il prétexte une question de répartition des sommes à dépenser, procède aussi d'une vision idéologico-politique. Il répond à une demande de gens pour qui la démocratisation de l'éducation dévalue la valeur du diplôme universitaire. Il est sûr qu'une hausse des frais de scolarité limiterait l'accès à l'université et ferait en sorte qu'il y aurait un accroissement de la rareté de gens diplômés, ce qui se refléterait sur les revenus à recevoir (mais encore, cela dépend des domaines d'étude). Par ailleurs, le fait de payer plus donne l'impression que la qualité de l'éducation dans l'institut d'enseignement est supérieure. On peut penser aussi que les sommes résultant de la hausse des frais de scolarité vont être investis pour accroître le « prestige » des universités québécoises. Ces sommes n'iront pas à l'enseignement mais à la recherche et à des campagnes de marketing. Le « prestige » devrait se refléter sur la « valeur » du diplôme et, potentiellement, sur les revenus escomptables.  
Dans notre monde capitaliste, on spéculer sur tout dont la valeur des diplômes et cela joue sur la fixation des revenus. Outre aller à l'encontre de la démocratisation de l'éducation, cela accroît l'écart sur les revenus entre riches et pauvres. Ou bien une société élitiste ou bien une société démocratique, voilà le débat posé par la mobilisation étudiante.
  - Chantal\_Mino – Abonné, 31 mars 2012 13 h 42  
Tout a fait d'accord avec vous M. Miron.
  - ROCH AMYOTTE – Inscrit, 31 mars 2012 08 h 00  
La fausse négociation  
Réflexion sur l'ouverture au dialogue: étape nécessaire et imposture  
Les étudiants ouvre la porte au dialogue: c'est l'étape nécessaire. Le dialogue sera l'étape de l'imposture - action d'une personne qui essaie de tromper par de fausses apparences - si le gouvernement ouvre également la porte au dialogue. De son côté, il voudra dialoguer sur le maintien de la hausse des frais de scolarité et s'enlignera visiblement sur une réduction possible, mais infime de cette hausse - ce qui est déjà planifié dans l'agenda caché (classique en négociation) - et peut-être ira-t-il jusqu'à bonifier un peu le plafond pour le calcul de la contribution des parents dans son programme de prêts et bourses - pour atténuer la grogne de la classe moyenne.  
De l'autre côté, celui des étudiants, on voudra parler de financement de l'éducation et de l'abolition complète de la hausse des frais de scolarité, en incluant une discussion préalable sur l'assainissement des modes de gestion des universités et des cégeps, sur les redevances des minières qui exploitent nos ressources naturelles, sur un plus grand nombre de paliers d'imposition, sur la taxation des entreprises, sur le possible retour de l'impôt sur le gain en capital et tout cela dans une perspective de gratuité scolaire.  
Le premier ministre Charest n'est pas dupe. Il n'en veut pas de ce dialogue, car il sait très bien qu'il en sera le grand perdant. Il a bien trop d'expérience politique pour s'embarquer dans ce scénario - il l'a d'ailleurs déjà bien exprimé: le débat sur ces sujets a été fait.  
Il ne reste que la solution des élections générales qui doivent avoir lieu bientôt de toute façon. Mais il sait qu'il en sera également le grand perdant. Il préfère miser sur l'essoufflement des étudiants et se cacher la tête dans le sable. Cette dernière option - les élections - permettrait aux électeurs de se prononcer démocratiquement sur l'avenir de l'éducation, ce qui pourrait être
  - Chantal\_Mino – Abonné, 31 mars 2012 13 h 49  
«Cette dernière option - les élections - permettrait aux électeurs de se prononcer démocratiquement sur l'avenir de l'éducation ...» et pour le bien commun du peuple québécois.  
Je n'ai jamais eu aussi hâte de voter ... qu'aux prochaines élections provinciales!
  - André Michaud – Inscrit, 31 mars 2012 09 h 53  
Comme dans les syndicats  
"le dernier vote n'aurait pas été conforme aux règlements de l'assemblée générale"  
Seulement le dernier vote?  
Ou comme dans les syndicats (je fus syndiqué 35 ans, et même délégué syndical) , quand il y a vote de grève, que seulement 25% des membres viennent voter et que le vote passe avec 51% du 25%....donc 13% des membres appuyant la grève..!!  
Et les 87% qui n'ont pas voté pour la grève, qui les représentent?
  - Guillaume Martel Lasalle – Abonné, 31 mars 2012 12 h 01  
Ceux qui ne votent pas cèdent leur droit à l'assemblée. Or l'assemblée est constituée par ceux qui votent. Par conséquent ceux qui ne votent pas sont représentés par ceux qui votent.  
En démocratie participative, la représentation est une affaire de responsabilité (le vote) positive. Se détourner de sa responsabilité, c'est la confier à ceux et celles qui l'accomplissent. Peu importe le taux de participation, la légitimité repose sur ce principe. Ne pas voter pour la grève n'a pas la même conséquence s'il y a eu ou non participation. Ne pas voter pour la grève et ne pas voter tout court, deux notions distinctes qu'on ne peut pas amalgamer sans truquer la statistique.
  - Carole Dionne – Inscrite, 31 mars 2012 13 h 06  
@ Guillaume Martin Lasalle  
Je suis d'accord avec vous mais encore: quand le vote est fini, qu'une partie de la salle croit que le vote est vraiment fini et sort de la salle, et qu'un autre membre demande un recotage, Comment appelez-vous cela? Je veux bien que ceux qui n'ont pas voté cèdent leur droit à ceux qui ont voté mais toutes d'entourloupettes n'est pas synonymes d'une bonne démocratie. Regardez ce qu'a fait Jean Charest. Au moment où le monde et surtout les autres partis politiques s'en attendaient le moins, il a déclenché des élections surprise? Qu'en pensez-vous, chers étudiants? Pas Pareil
  - Pragmatique – Abonné, 31 mars 2012 13 h 44  
Je ne suis pas un expert mais j'aimerais savoir . Y a-il un quorum nécessaire pour valider une assemblée?  
Par exemple s'il n'y avait que dix personnes présentes sur une possibilité de 2000 (exemple une salle ne pouvant contenir que 10 personnes; j'exagère juste pour mieux comprendre, pas pour prétendre que ça été le cas)
  - Killian Meilleur – Inscrit, 31 mars 2012 13 h 45  
Les 87% qui n'ont pas voté la grève, ils ont décidé de s'en remettre à la décision de l'assemblée.  
Si vous coulez créer un quorum imaginaire de 50, 60, 70% etc., vous pouvez très bien nier la légitimité de la majorité des votes effectués dans le monde. Un vote peut se tenir parce qu'un nombre suffisant de participants est présent, d'où l'importance du quorum. Mais au-delà, il appartient aux gens qui s'opposent à la motion de se faire entendre.  
Qui ne dit mot consent. La démocratie est non seulement un droit, mais un devoir fondamental. Ne pas voter, c'est abdiquer son pouvoir décisionnel.  
les autres 87% dont vous parlez? Eh bien selon toute vraisemblance, ils ne trouvaient pas cette question assez importante pour se présenter, et s'en sont remis à la décision de ceux qui étaient véritablement préoccupés. En un mot, ils s'en foutaient, et n'ont pas à pleurer maintenant.  
Bienvenu dans un état démocratique. On ne fait pas la démocratie en restant assis chez soi.
  - Jason Keays – Inscrit, 31 mars 2012 13 h 52  
De plus, dans la majorité des cas ou un vote par référendum a été demandé, ce qui permet a plus de gens de participer, la grève est quand même passé haut la main.
  - maryse tremblay – Inscrit, 31 mars 2012 15 h 41

- Le quorum nécessaire dépend de chaque associations étudiantes. Quorum qui est voté par les étudiants eux-mêmes. Concernant l'espace prévu pour accueillir les étudiants, cela dépend, j'imagine, des locaux disponibles. Dans mon cas, les assemblées ont eu lieu dans un amphithéâtre, lequel contenait un nombre de sièges largement suffisant pour accueillir tous les étudiants. Tous avaient donc un siège.
- dany tanguay – Inscrit, 31 mars 2012 20 h 09  
Quand la partie de hockey est plus importante que ton avenir, pourquoi se plaindre....ne pas se présenter à une assemblée générale pour écouter un téléroman.....il y a 26% de la population qui a voté pour Harper et il est en train de défaire le pays au profit de la grande entreprise privée.....puis-je me plaindre quand je n'ai pas voté.....
  - Francois G – Inscrit, 31 mars 2012 10 h 25  
J'imagine...  
Que les professeurs qui ont supporté les étudiants accepterons de sacrifier leurs vacances pour sauver la session.
  - Leluxe Dechoisir – Inscrit, 1 avril 2012 13 h 34  
Je suis prof et je subis ce boycottage. J'appuie une partie de leur mouvement mais je suis contre les manifs des profs dans les rues pendant les heures de travail. Nous sommes supposés être disponibles et nous sommes payés à temps plein pendant la récréation des étudiants.  
Remarquez que seuls les étudiants peuvent se payer ce luxe si longtemps. Charest ne peut pas les frapper à coup de loi de baillon. Les étudiants sont les irréductibles Gaulois du Québec présentement mais ils ne se rendent pas compte que la potion magique cessera son effet lorsqu'ils iront travailler. Peut-être le savent-ils (après tout ils ont tous eu des cours de philo) et profitent du moment présent pour se bâtir du capital politique? Ou peut-être vivent-ils des moments Facebook à mettre dans leur album de souvenirs?  
Regardez ce qui s'est passé avec la manif des: Occupy \_\_ (remplir la case manquante avec la ville de votre choix)  
Quel est le résultat concret en chiffres dans les poches des contribuables? Qui en parle aujourd'hui? Pourtant, le mouvement était mondial. Pas seulement au Québec. Et la mobilisation était internationale.  
Les étudiants se disent: la ministre ne peut pas annuler la session. Mais si, chers étudiants, elle a le pouvoir de le faire. Et elle a été nommée pour faire la job sale. Cela ne veut pas dire qu'elle va opter pour ce choix, mais c'est un pouvoir qu'elle a. Vous vous rappelez Jean-Marc Fournier et la job sale qu'il avait? eeeuh. C'est vrai vous étiez au secondaire.
  - saticharlie@gmail.com – Abonné, 1 avril 2012 14 h 59  
Oui, mais ils ne se priveront pas d'exercer leur pouvoir pour appuyer les étudiants. Il pourront aussi «décréter une impasse» si cela peut mettre la ministre dans les câbles et être soudainement aussi sourds qu'elle a pu l'être.  
De même, nous pourrions invoquer que sa secrétaire a déjà bousculé un représentant syndical...
  - Fernand Lavigne – Inscrit, 31 mars 2012 10 h 30  
Rester ferme  
Que les augmentations prévues demeurent, peu importe l'attitude des contestataires et de leurs conséquences. Le gouvernement a des choix à faire et les ressources sont et seront toujours limitées. D'autres besoins sont de loin prioritaires. Avant de faire des concessions aux étudiants sur les droits de scolarité, l'État devrait réduire le ratio d'élèves enseignants au primaire et secondaire, devrait mieux soutenir les personnes âgées en perte d'autonomie désireuses de demeurer à la maison. devrait mieux soutenir les parents qui ont un enfant handicapé. etc. etc.  
Et oui les études sont un bon investissement, cependant si les étudiants n'ont pas le courage d'investir dans eux-mêmes pourquoi le ferais-je à leur place?  
Fernand Lavigne
  - Richard Larouche – Inscrit, 31 mars 2012 12 h 08  
Je vous invite à estimer le montant que la hausse rapporterait réellement au gouvernement en tenant compte de l'augmentation éventuelle des prêts et bourse évoquée par le PLQ lui-même et d'une diminution du nombre de diplômés universitaires (qui, après leur graduation, paient beaucoup plus d'impôts que les non-diplômés). À long terme, cette hausse des frais de scolarité pourrait ne rapporter que des pecadilles... pas de quoi justifier l'entêtement des libéraux. Le gouvernement aurait davantage intérêt à exiger des redevances aux compagnies minières comparables à celles de l'Australie.
  - Guillaume Martel Lasalle – Abonné, 31 mars 2012 12 h 19  
Voici les faits. Ce ne sont pas le gouvernement qui doit faire des concessions, ce sont aux étudiants à qui on force la concession. Le gouvernement impose une transformation majeur au système d'éducation. Les étudiants auraient pu l'accepter, il ne le font pas. Il sont sorti deux cent mille dans la rue pour dire non. C'est une concession qu'ils ne veulent pas faire.  
Voici votre opinions. Les ressources sont limitées, c'est ça votre prémisses pour appuyer la hausse et l'attitude antidémocratique des libéraux? Je serais prêt à débattre, non pas du contraire (effectivement, les ressources, sont limités, elles ne sont pas infinies comme nous l'enseigne la théologie), mais du fait qu'elles sont en quantité indéterminées et qu'il convient au néolibéralisme de faire tomber cette indétermination dans la finitude la plus alarmiste, comme la preuve de notre crise imminente (que lui-même produit). En somme ça joue à la fin du monde à vos dépends et vous assentissez. Je suis toujours prêt à débattre du fait qu'il y en a amplement pour maintenir le niveau de vie des Québécois. Je serais prêt même à dire qu'il est possible et souhaitable de l'améliorer. Ce sont des opinions. Jusqu'à l'épreuve du débat, elles se valent.
  - dany tanguay – Inscrit, 31 mars 2012 20 h 14  
Je crois que Fernand n'a pas compris que les frais de scolarité supplémentaires vont être payés par la classe moyenne. J'ai eu deux enfants à l'université qui ont travaillé pendant leurs études mais leurs gains ne sont jamais suffisants pour tout payer, donc si je devais fournir le manque à gagner, maintenant il faudra ajouter \$325 par année par année à ce manque à gagner. C'est une taxe supplémentaire pour la classe moyenne, c'est pourtant facile à comprendre.....
  - Carole Dionne – Inscrite, 31 mars 2012 11 h 31  
La vraie question:  
Si le gouvernement accepte le gel des frais de scolarité, pourquoi une table de concertation?  
D'un côté, les étudiants sont prêts à s'asseoir à la table mais avec l'assurance du gel des frais et ce, sans compromis.  
Par contre, la présidente de la FEUQ parle que tous les sujets devraient être ouverts sauf la hausse. La hausse devrait être ouverte puisque tous les sujets... Des pas paroles  
De l'autre côté, le gouvernement qui parle d'une hausse...  
Irréconciliable. Si jamais le gouvernement cède, s'en est fini à vie de quelque hausse que ce soit des frais de scolarité.  
Si eux veulent le gel des frais de scolarité, moi je veux le gel des frais de transport en commun, c'est un minimum pour les pauvres de la société. De plus, je veux un gel des loyers pour encore les moins bien nantis de la société.
  - Pragmatique – Abonné, 31 mars 2012 13 h 23  
Je vous suis  
maryse tremblay – Inscrit, 31 mars 2012 11 h 58  
À M. Michaud  
M. Michaud, concernant le vote de grève, il est du devoir de l'étudiant de se présenter à l'assemblée pour venir voter. Celui qui s'absent de participer, qu'il soit pour ou contre la grève, décide consciemment de ne pas faire entendre sa voix. Dans votre commentaire, vous concluez, de façon bien hâtive, que 87 pour cent des étudiants ne votent pas pour la grève. Qu'est ce qui vous permet d'affirmer une telle chose? De ceux qui ne se présentent pas dans les assemblées, tous ne sont pas contre la grève, et tous ne sont pas pour! Alors, à moins que vous n'ayez vous même consulté tous ceux qui, dans toutes les associations, ne se sont pas présentés, rien ne vous permet de vous ériger en leur porte-parole et d'affirmer une telle chose.
  - Carole Dionne – Inscrite, 31 mars 2012 13 h 08  
Qu'est-ce qui vous permet d'affirmer le contraire?  
"300,000 étudiants en grève" Est-ce que les 300,00 étudiants ont réellement voter pour la grève? Pas pareil, c'est vrai
  - Pragmatique – Abonné, 31 mars 2012 13 h 38  
La majorité de la population a voté pour un gouvernement libéral.  
L'assemblée nationale a voté en faveur d'un dégel des frais de scolarité.  
Ai-je bien compris votre point ?
  - maryse tremblay – Inscrit, 31 mars 2012 15 h 09  
Mme Dionne, relisez mon commentaire, je n'affirme rien. Je ne fais que dénoncer l'utilisation abusive que M. Michaud fait des chiffres. Son calcul est malhonnête, c'est tout. Vous avez raison, ce n'est probablement pas les 300 000 personnes qui ont voté pour la grève. Mais la majorité l'a emporté, et c'est ainsi que fonctionne la démocratie. De plus, l'ampleur de la manifestation de la semaine passée prouve que nombreux sont les étudiants qui l'approuvent. Nier cette évidence, c'est faire acte de mauvaise foi.
  - ethrop – Inscrit, 31 mars 2012 12 h 37  
"Plus déterminés que jamais, les étudiants étaient hier aux côtés des représentants de huit syndicats qui leur ont réitéré leur appui et exigé que la ministre négocie sur la base d'un gel. Ils se sont gardés de condamner les débordements. "



Nous n'avions pas besoin de cette observation pour savoir que ce mouvement est, avant tout, une concoction politique des grandes centrales syndicales qui se sont servi des étudiants pour jeter le gant au gouvernement Charest. Il s'agit ici d'un exercice du plus profond cynisme aussi anti-démocratique que manipulateur.

Les étudiants en sont et en seront les victimes immédiates. La naïveté et la crédulité des jeunes cégepiens et universitaires est presque touchante. Il vient un temps cependant, où c'est pas mal moins "cute" et où il faut prendre les moyens qui s'imposent.

J'espère que le gouvernement ne cèdera pas au chantage. Et je sais qu'il y aura des conséquences pour les étudiants. Les exécutifs syndicaux et les associations de professeurs, quand à eux se sortiront d'affaire sans blessures si ce n'est l'odieuse et l'ignominie d'avoir placé les étudiants aux premières lignes pour pousser un agenda essentiellement politique.

JAMAIS, dans toute cette vaste opération de "tape-à-l'oeil et martyr" aura-t-on entendu, même "sotto voce", la moindre considération pour la qualité de l'enseignement universitaire et collégial. Et pourtant, il y aurait tant à dire...

- Josee Desforges - Inscrite, 31 mars 2012 14 h 33

wow ! Vous devriez lire « La pensée conspirationniste. Origine et nouveaux champs » de Pierre-André Taguieff dans le collectif « Les rhétoriques de la conspiration ». Vos propos feraient un beau cas d'étude ! Vous trouverez l'ouvrage dans les éditions CNRS si vous voulez en savoir davantage sur l'histoire du complot.

- Chantal\_Mino - Abonné, 31 mars 2012 15 h 33

Mme Desforges,

J'ai une autre proposition pour ethrop qui n'ose pas se nommer ... visionner le syndrome du larbin au [http://www.youtube.com/watch?v=HH5fVD-1\\_14](http://www.youtube.com/watch?v=HH5fVD-1_14) ; c'est à visionner pour tout citoyen responsable, i.e. non encore atteint de ce syndrome.

Cela va plus vite et les images sont assez explicites pour qui ne veut pas faire d'effort pour lire ou écouter et comprendre l'autre qui est différent.

- Josee Desforges - Inscrite, 31 mars 2012 16 h 22

Merci Mme Mino de m'avoir fait découvrir ce bijou! Vous faites ma journée :) Je m'empresse de le diffuser autour de moi. Mais c'est très triste. J'espère vraiment qu'il y aura un remède un jour.

- Fernand Lavigne - Inscrit, 31 mars 2012 13 h 20

Justesse et justice dans les considérations

À M. Richard Larouche, je vous invite à considérer combien rapporterait une meilleure éducation au primaire et secondaire. Ce genre de raisonnement dont vous faites mention ne tient pas la route. D'ailleurs, l'accès aux études supérieures est beaucoup plus un privilège qu'un droit comme le laissent entendre trop de contestataires. Jamais tous les étudiants (100 %) sans exception ne pourront accéder à des études supérieures. Seule une minorité peut en bénéficier et ainsi espérer de meilleures conditions de travail, etc. Et je ne parle pas ici de considérations financières, mais de considérations humaines et de justice sociale.

Fernand Lavigne

- satcharlie@gmail.com - Abonné, 1 avril 2012 15 h 14

«D'ailleurs, l'accès aux études supérieures est beaucoup plus un privilège qu'un droit comme le laissent entendre trop de contestataires.»

Dans les faits, oui, c'est plus un privilège qu'un droit, mais ça ne veut pas dire que nous n'avons pas les moyens d'améliorer cette situation et d'en faire réellement une affaire de droit.

La mortalité et les mauvaises conditions des mineurs étaient aussi des faits, or les combats pour légitimer les syndicats puis les luttes de ces syndicats ont permis d'améliorer non seulement la condition des mineurs, mais celle des travailleurs en général.

Où le Devoir a-t-il augmenté son lectorat sinon qu'avec l'augmentation même des diplômés universitaires?

Sil est probablement vrai que 100% des citoyens accéderont à l'université, rien n'empêche de travailler sur la persistance, l'accessibilité géographique et enfin l'accessibilité financière pour améliorer la fréquentation de l'université.

Les facteurs principaux de la fréquentation sont justement les résultats scolaires, la scolarité des parents le revenu des parents et l'accessibilité.

Vous ne pouvez travailler à rebours pour scolariser les parents ou augmenter leurs revenus. Toutefois, en maintenant ouverte la possibilité des études universitaires, vous pouvez contrer l'influence d'un milieu hostile et ainsi travailler sur la persistance.

Un élève qui sait déjà qu'il n'ira pas à l'université, pourquoi irait-il au Cégep, et alors pourquoi finirait-il son secondaire? L'accessibilité aux études supérieures aurait donc des effets sur l'éducation primaire et secondaire. C'est justement au nom de considération humaine et de justice sociale qu'il faut considérer l'accessibilité aux études supérieures comme faisant partie d'une vision de l'éducation qui élève la société au complet.

De la même manière, l'accessibilité soutient une vision non instrumentalisée de l'université, laquelle renforce alors la valeur d'app  
Pragmatique - Abonné, 31 mars 2012 13 h 22

La machine syndicale et Radio Canada Impossible d'émettre un commentaire sur le site de Radio Canada:

D'un coup les interventions sont passées de 15 ou 20 à 300, 400. Devinez de quel côté ces gens s'expriment. Comme ils se plaisent à le répéter ad nauseam: Poser la question c'est y répondre.

C'est un hold up de la démocratie

- Donald Bordeleau - Inscrit, 1 avril 2012 00 h 38

6 déc. 2010

Line Beauchamp dit lors de la rencontre du 6 décembre 2010 au Hilton de Québec que l'avenir économique du Québec passe par l'éducation.

Le ministre Bachand a donné le ton en indiquant que la hausse des droits de scolarité devait se poursuivre et s'accélérer. La suite de la journée a donné lieu à une surenchère entre les recteurs et le patronat pour savoir qui proposerait le plus grand endettement pour les étudiants québécois.

Le problème de performance des universités concerne une meilleure reddition de comptes, pour une utilisation optimale des fonds alloués à chacune des universités.

Nous avons des recteurs bien complaisants avec le patronat et le gouvernement. De plus depuis 2006, les recteurs ont été gavés avec un fond de pension amélioré payé sur le budget d'opération des universités en su du fond de pension des fonctionnaires. Ce pont d'OR est une gracieuseté du charmant Ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier, celui-là même qui a été à l'origine du gouffre financier de l'Îlot Voyageur. Ce PPP avec BU-SAC était sans risque pour Monsieur Michel Couillard ou à gravité et oui gravité le frère Bob du PM était impliqué.

Depuis plusieurs personnes se sont évaporées dans la nature par la suite, dont Monsieur Fournier qui a démissionné pour se faire oublier. Mais il est revenu.

Maintenant il faut se demander s'il s'agit bien plus d'un mal-financement alors que les budgets de fonctionnement sont redirigés vers les immobilisations, la recherche avancée et bonifié drôlement le fond de pensions des recteurs et cadres.

<http://www.csn.qc.ca/web/csn/communiquer/-/ap/Comm0>

<http://www.cadeul.ulaval.ca/blogue/officier/?p=151>

<http://www.asse-solidarite.qc.ca/spip.php?article1>

**CYBERPRESSE: Deux cégeps annulent leurs cours d'été - Publié le vendredi 30 mars 2012 à 21h59**





Photothèque Le Soleil

«On est rendu à 26 jours de grève à reprendre. Comme nous avons à respecter un calendrier de 82 jours de cours et qu'on doit reprendre toutes les heures, ça fait en sorte que la présente session déborde sur le calendrier de cours d'été», explique Suzie Grondin, directrice des études du Collège de Valleyfield.

Émilie Bilodeau, La Presse

Deux cégeps ont dû annuler leurs cours d'été à cause de la grève étudiante qui perdure. Les collèges de Valleyfield et Montmorency ont annoncé la nouvelle à leurs élèves jeudi et vendredi.

«On est rendu à 26 jours de grève à reprendre. Comme nous avons à respecter un calendrier de 82 jours de cours et qu'on doit reprendre

toutes les heures, ça fait en sorte que la présente session déborde sur le calendrier de cours d'été», explique Suzie Grondin, directrice des études du Collège de Valleyfield.

Gengis Grenier, un étudiant en soins infirmiers et membre du conseil d'administration du Mouvement des étudiants socialement responsables, était inscrit à un cours d'été à Valleyfield. «Je suis outré. Le mouvement de grève, je ne l'appuie pas du tout. Le collège est obligé d'annuler nos cours d'été, c'est vraiment drastique», commente-t-il. En reprenant son cours de philosophie à l'automne, M. Grenier va devoir réduire ses heures de travail qui lui servent à payer ses études, dit-il.

Jeanne Reynolds, la porte-parole de la Classe est aussi une étudiante du Collège de Valleyfield. «Ce qu'on voit en ce moment, c'est que les directions essaient de faire peur aux étudiants en disant que les sessions sont en danger. Si c'est dans cette optique-là que cette décision a été prise, ça serait dommage».

Mme Reynolds promet que les étudiants vont rencontrer la direction de l'établissement pour tenter de trouver une solution et d'éviter l'annulation des cours d'été.

Dans son message qui annonce la levée de cours pour la session d'été, le Collège Montmorency demande au gouvernement de négocier avec les étudiants. Le Conseil d'administration «salue l'implication citoyenne du mouvement étudiant et invite du même coup le gouvernement du Québec à ouvrir le dialogue avec celui-ci afin de dénouer la crise actuelle et de favoriser le retour en classe des étudiants dans les plus brefs délais», peut-on y lire.

Mme Reynolds presse elle aussi la ministre de l'Éducation à ouvrir les négociations. «Le gouvernement doit se dépêcher à négocier avec les mouvements étudiants, parce que ce n'est pas quelque chose qu'on souhaite de devoir annuler des sessions d'été», affirme-t-elle.

## **RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE: L'UQAT s'inquiète des répercussions de la grève étudiante - Mise à jour le vendredi 30 mars 2012 à 15 h 37 HAE**



Les étudiants de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) manifestent.

Les étudiants de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue poursuivent leurs revendications pour une deuxième semaine. Les dirigeants

de l'établissement croient cependant que cette grève pourrait coûter cher à l'UQAT.

Si la grève dure moins de trois semaines, les dirigeants de l'université ne prévoient pas prolonger la session. Le plan qui est sur la table est plutôt de rattraper le temps perdu les soirs, les fins de semaine et par des lectures.

Si la grève se poursuit, l'UQAT pourrait cependant éponger des coûts importants, selon la rectrice Johanne Jean. « Dans des mesures de rattrapage, il peut y avoir des frais supplémentaires, explique-t-elle. Ça va peut-être nous obliger à louer des locaux à l'extérieur pour répondre à nos besoins. » La grève a d'ailleurs été renouvelée pour un autre sept jours, mardi.

### **Ailleurs dans la région**

Au cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, la direction a décidé de prolonger la session de six jours, à Rouyn-Noranda, et d'une journée, à Val-d'Or.

Les établissements de la région auront toutefois moins de difficulté à gérer la reprise des journées de grève que d'autres au Québec, puisque certains étudiants entament bientôt leur septième semaine.

## **LESOLEIL.COM: Les étudiants veulent une plus grande ouverture de la part de Beauchamp - Publié le vendredi 30 mars 2012 à 12h01 | Mis à jour le vendredi 30 mars 2012 à 14h39**

Lia Lévesque, La Presse Canadienne, Montréal

Les associations étudiantes saluent ce qu'elles appellent la petite ouverture de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp, mais veulent une plus grande ouverture de sa part à discuter également des droits de scolarité, pas seulement de l'aide financière.

La Fédération étudiante universitaire (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale (FECQ) ont rencontré la presse vendredi matin devant le Collège Rosemont, à Montréal, pour exprimer leur satisfaction de voir la ministre entrouvrir la porte à des discussions avec les étudiants en grève, mais exprimer aussi leur insatisfaction de voir qu'elle refuse d'emblée leur revendication de gel des droits de scolarité.

«Pour nous, le noeud du problème se situe autour des droits de scolarité à l'université. La ministre ne peut donc pas occulter complètement cette situation-là», a estimé le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin.

Le leader étudiant s'est montré décidément optimiste. «On est très confiant qu'on entre dans un point tournant de cette grève; on entre dans une phase payante, entre guillemets, pour les grévistes. On a des scores de plus en plus forts. Nous, on pense être capable de tenir encore plusieurs semaines. On arrive à un moment où va dénouer l'impasse au cours des prochains jours.»

Jeudi, la ministre Beauchamp s'est dite ouverte à discuter avec les associations étudiantes en grève, mais a répété qu'il n'était pas question de gel des droits de scolarité, ce que revendiquent la FECQ et la FEUQ, ou de

gratuité scolaire, ce que veut la CLASSE (Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante).

### **Réaction de Beauchamp**

En entrevue vendredi, la ministre a réitéré sa position. Il n'y aura pas de discussions sur la base de la contribution financière des étudiants.

«Je ne peux pas aller m'asseoir à une table avec les étudiants et dont le sujet de discussion est: "À qui d'autre vous devez refiler la facture". Non, je n'accepterai pas de refiler la facture à quelqu'un d'autre», a-t-elle dit.

La porte reste ouverte, a précisé Mme Beauchamp, si les étudiants veulent discuter de l'accessibilité aux études ou de la gestion des universités.

Mais les fédérations étudiantes croient que la ministre ne peut pas limiter ainsi le cadre des négociations.



Le Soleil, Jocelyn Bernier

Vendredi matin, des étudiants manifestaient à Québec devant le ministère de l'Agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

**Autres actions à venir**

Entre-temps, d'autres actions sont à venir de la part des étudiants, notamment une autre grande manifestation à Sherbrooke, la circonscription du premier ministre Jean Charest, le 4 avril.

«On s'attend vraiment à plusieurs milliers d'étudiants. Le 22 mars, on a fait la plus grande manifestation de l'histoire de Montréal. On s'est donné le défi de faire la plus grande manifestation de l'histoire de Sherbrooke», a indiqué M. Bureau-Blouin.

Par ailleurs, les associations étudiantes FECQ et FEUQ, d'une part, et la CLASSÉ, d'autre part, qui ont traditionnellement vécu quelques tensions, semblent vouloir se rapprocher de façon plus formelle.

M. Bureau-Blouin a précisé que ces associations allaient discuter pour «mettre sur pied un comité inter-associatif de négociation», arguant que «c'est extrêmement important que les étudiants continuent de faire front commun, continuent d'être unis».

«Entre chaque organisation, ça arrive des fois qu'il y ait de petits irritants, mais nous on veut vraiment abaisser ça au maximum. On pense que les étudiants n'en ont peut-être pas fait assez de guerres de bannières. L'important, c'est de "focus" sur la cible», a plaidé M. Bureau-Blouin.

**RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Rencontre sur les droits de scolarité : « les dés étaient pipés » - Mise à jour le vendredi 30 mars 2012 à 14 h 16 HAE**



© Radio-Canada

La Table des partenaires universitaires dénonce le gouvernement qui soutient que professeurs et étudiants ont boycotté la Rencontre des partenaires de l'éducation il y a un peu plus d'un an. Ils soutiennent que cette réunion était en fait une mascarade.

Jean Charest et ses ministres ont affirmé au cours des dernières semaines que les leaders étudiants avaient tort d'accuser le gouvernement de faire la sourde oreille à leurs revendications, puisqu'ils avaient claqué la porte de la rencontre de consultations de 2010 sur l'avenir de l'éducation au Québec.

La Table des partenaires universitaires, qui comprend des groupes liés au milieu de l'éducation comme la Fédération québécoise des professeurs d'université, des associations étudiantes et le Conseil québécois des syndicats universitaires, a dit en conférence de presse, vendredi, vouloir « rétablir les faits quant aux allégations du gouvernement Charest ».

Ces associations soutiennent que la rencontre a été convoquée « à la dernière minute » et que leurs représentants qui y étaient invités étaient minoritaires par rapport aux recteurs d'université et aux représentants du milieu des affaires.

De plus, explique Max Roy, président de la Fédération québécoise des professeurs d'université, le volet de la discussion sur les droits de scolarité demandait de répondre à la question : « quel principe devrait guider la hausse des droits de scolarité? ». Cela supposait, selon lui, que « la hausse était une chose entendue par tout le monde [alors que] dans les faits, ce n'était pas une chose entendue ».

**Les commentaires (60)**

Envoyé par [Guillaume Dubé](#) de Montréal

30 mars 2012 à 15 h 11 HAE

@Eddy Fisher de Montréal: "Étudiants, utilisez la fonction «Recherche» de vos iPhones pour voir ce que les étudiants d'ailleurs paient. Vous auriez peut-être honte de vous plaindre!"

C'est plutôt vous, Eddy Fisher, qui devriez avoir honte ! Si vous aviez utilisé la fonction «Recherche» avant d'écrire votre commentaire, vous auriez constaté qu'il ne tient la route qu'en Amérique du Nord, et personnellement, je ne trouve pas que l'économie américaine est un exemple à

suivre. La gratuité des études supérieures en France est, selon moi, un bien meilleur exemple à suivre.

Si vous voulez payez "à la carte" et le gros prix pour tous vos services (santé, éducation, transport, etc.), eh bien, la frontière américaine n'est pas très loin ! Déménagez au lieu de chialer !

Le Québec est une nation qui fait des choix de société pour la collectivité et non pour l'individu qui ne pense qu'à son nombril. Un peuple instruit est une grande richesse collective.

Envoyé par [Emilien Marcoux](#) de Plessisville

30 mars 2012 à 15 h 05 HAE

« Elle était imposée cette hausse! » — Max Roy, président de la Fédération québécoise des professeurs d'université

Carole Neill, la présidente du syndicat qui représente les employés de soutien, chargés de cours et d'encadrement, le CPSU, dénonce pour sa part que les propos et commentaires des représentants de la Table des partenaires n'ont pas été repris dans la synthèse des ateliers de discussion lors de la rencontre.

Par exemple, explique-t-elle, pendant l'atelier auquel elle participait, des recteurs et des représentants de l'Institut économique de Montréal annonçaient « une possible dégradation des universités ». Mme Neill dit leur avoir demandé sur quelles études ils basaient leur affirmation. « Personne ne m'a répondu. Dans la synthèse, on a repris la notion d'érosion des universités, mais on n'a pas repris mes propos sur la nécessité de le démontrer », s'indigne-t-elle.

Aussi, pendant la pause du midi, les représentants de la Table des partenaires se sont réunis :

« On s'est dit "si on reste là, on participe à cette mascarade et on cautionne le gouvernement face à la hausse des droits de scolarité". C'est la raison pour laquelle on est sorti. » — Carole Neill, la présidente du CPSU

Les représentants estiment que s'ils étaient restés à la rencontre, le gouvernement se serait prévalu aujourd'hui, à tort, de leur accord.

La Table des partenaires universitaires dit soutenir les étudiants dans leurs contestations.

**La Table des partenaires regroupe les organisations étudiantes et syndicales suivantes :**

- Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ)
- Conseil québécois des syndicats universitaires (CQSU-AFPC)
- Conseil provincial du secteur universitaire (SCFP-FTQ)
- Fédération des associations étudiantes universitaires du Québec en éducation permanente (FAEUQEP)
- Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ)
- Fédération des professionnelles (FP-CSN)
- Fédération du personnel professionnel des universités et de la recherche (FPPU)
- Fédération nationale des enseignantes et des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN)
- Fédération québécoise des professeurs et professeurs d'université (FQPPU)
- Table de concertation étudiante du Québec (TaCEQ)
- Table des syndicats universitaires (TSU-CSQ)

Quand on ne veut pas comprendre, ça mène à la confusion. Oui, les dés étaient pipés...et après, on croit Mme Beauchamp qui dit que c'est de la faute aux étudiants parce qu'ils ont quitté la table: ça paraît clair. On s'est toujours fait mentir par notre bon gouvernement: « On s'est dit "si on reste là, on participe à cette mascarade et on cautionne le gouvernement face à la hausse des droits de scolarité". C'est la raison pour laquelle on est sorti. » — Ca me paraît clair, Charest a perdu toute crédibilité, dans tous les domaines. Et même les sondages le disent... Il faut





voir rouge longtemps pour faire confiance à ce gouvernement.  
Emilien Marcoux, Plessisville  
Envoyé par [Martin Hamel](#) de st-bruno  
30 mars 2012 à 15 h 00 HAE  
Mais c'est quoi ces groupes partisans qui sortent du placard aujourd'hui?  
Moi ce que je sais c'est que c'est nous les travailleurs qui payont les salaires de ces syndiqués et j'aimerais qu'ils travaillent pour la collectivité et non seulement pour les groupes de pression.  
Alors là ça suffit, en classe les privilégiés et pas un mot de plus. Nous aussi nous avons des problèmes et on ecoeure pas tout le monde avec.  
Envoyé par [Jean Pierre](#) de Longueuil  
30 mars 2012 à 14 h 55 HAE  
Ces groupes sont reveleateur les environnementaliste les syndicats tout ces groupes veulent la vie facile c' est impossible je suis incapable de m'identifier a cet egoisme egocentrique.  
Envoyé par [Pierre Lagasse](#) de st-Basile  
30 mars 2012 à 14 h 48 HAE  
"Ils défendent les étudiants quand c'est en grande partie de leur faute si les université sont mal géré."  
Ah bon ? C'est maintenant la faute des travailleurs si une entreprise est mal gérée? Les gestionnaires (recteurs et conseils d'administration) n'ont aucune responsabilité ?  
J'imagine que si l'entreprise qui vous emploie ferme ses portes se sera entièrement de votre faute et que vous vous excuserez auprès du PDG de votre "mauvaise gestion".  
C'est triste de lire des choses comme cela.  
Envoyé par [Rémi Lavoie](#) de Chicoutimi  
30 mars 2012 à 14 h 47 HAE  
C'est incroyable, il ne se passe pas une semaine depuis 2 ans sans qu'il y ait une manchette démontrant la bassesse, l'hypocrisie et la corruption de ce gouvernement remplie de personnes incompetantes. Bon sang si on continue ainsi c'est la faillite assuré du Québec, c'est une catastrophe sans précédent.  
Ça ne peut pas continuer ainsi.  
Envoyé par [Fernand Lavigne](#) de montréal  
30 mars 2012 à 14 h 47 HAE  
Le temps est venu pour ministre de sonner la fin de la récré et demander aux collèges et universités de reprendre les cours. Quitte, à ce que les protestataires continuent de sécher leurs cours s'ils le désirent. Pensons d'abord à tous ceux et celles qui n'ont pas de temps à perdre et qui désirent terminer leur session.  
Fernand Lavigne  
Envoyé par [Jean Pierre](#) de Longueuil  
30 mars 2012 à 14 h 41 HAE  
Le mardi gras est en avance cette année d'ou sorte tout ces groupes partisans le m' en foutisme a son paroxysme ca n' a pas d' allure.  
Envoyé par [Elvisgratton Robert](#) de Québec  
30 mars 2012 à 14 h 38 HAE  
Fini le niasage. Plusieurs étudiants sont de retour en classe. Le mouvement s'essouffle même si un petit groupe continue à faire beaucoup de bruit. Le gouvernement élu n'est pas intéressé à négotier et la population en paie déjà assez.  
Force de l'admettre que les frais de scolarité plus élevé partout en Amérique n'empêche pas les universités d'être bondé d'étudiants.  
Je n'ai pas entendu les étudiants à Vancouver demander le gel ou la gratuité. Est-ce que la population est moins scolarisée en Colombie-Britannique malgré les frais plus élevés....non! McGill à \$4000/année ça demeure un bon deal on passe au prochain appel....  
Envoyé par [GILLES LEBEAU](#) de MARIEVILLE  
30 mars 2012 à 14 h 38 HAE  
On devrait prendre les principales interventions, en faire un résumé.

Faire une émission au réseau T.V.A. et Radio\_canada et invité Mme Beauchamp à venir commenter.  
Si elle est tellement certaine d'avoir raison, elle ne devrait pas avoir peur de se présenter.  
Il est temps que la peuple sache la vraie vérité, pas la vérité de Charest et sa gang.  
On pourrait même accepter que Mme long Champ l'accompagne pour lui aider.  
Envoyé par [Denise Robidoux](#) de quebec  
30 mars 2012 à 14 h 36 HAE  
Peu crédible cette intervention un an après les négociations.  
S'ils estimaient que les dés étaient pipés, ils auraient du le dénoncer bien avant  
Envoyé par [Emile Audy Quebec](#) de Sherbrooke  
30 mars 2012 à 14 h 32 HAE  
Comme disait je ne sais plus trop qui: There are three types of liars: liars, bloody liars and politicians.  
Compte-tenu de la performance (??) de la ministre reponsable de l'application de la loi 101, je ne risque pas grand chose avec mon proverbe britannique...  
Envoyé par [Jean claude Gagnon](#) de montréal  
30 mars 2012 à 14 h 31 HAE  
Mr.Dumonchel  
un peu plus et on entendrait camil samson...allez faites-nous rire...mon dieu que l'on perdu beaucoup avec camil et réal...diable que l'on pouvait rire...ah oui vaut mieux perdre ses dents que sa tête...pour ceux qui se souviennent de ces pitres...  
Envoyé par [Pierre Charlebois](#) de Montréal  
30 mars 2012 à 14 h 30 HAE  
@Denis Julien de Lévis,  
Vous demandez : "Non mais pour qui ils se prennent ces syndicaux ?".  
Ils ne se prennent pour rien d'autre que ce qu'ils sont, c'est-à-dire tout sauf des mottés. Vous savez, ce groupe de gens de la région de Québec qui nous a fait perdre notre pays au dernier référendum ? ;-)  
Envoyé par [Jean Pierre](#) de Longueuil  
30 mars 2012 à 14 h 30 HAE  
La main gauche donne a la droite c' est toute le meme monde ils prechent pour leur chapelle et nous en sommes exclue.  
Envoyé par [Jean claude Gagnon](#) de montréal  
30 mars 2012 à 14 h 28 HAE  
mR.denis julien  
mais diable vous savez quand quelqu'un parle de crédibilité...je me demande toujours si le liberal party en a encore...ai-je besoin de vous citer des noms...des faits...des dates...des mois...etc...des pots-de-vin...  
souvenez-vous un tout petit peu, et on n en n a pas su beaucoup car les dés étaient pipés, de la commission Bastarache et les deux (2) ans que cela a pris pour mettre sur pied la commission d'enquête sur la construction...et quand votre chef bien aimé,jjcharest,après moult contorsions l a mise sur pieds, les amis et autres en ont mis plein les poches....oh j allais oublier la caisse électorale occulte.  
Envoyé par [Robert Vaughn Robert](#) de Québec  
30 mars 2012 à 14 h 28 HAE  
« Quel principe devrait guider la hausse des droits de scolarité ? » était la question.  
Et pourquoi ne pas être resté et avoir répondu à cette question tout simplement de la manière suivante : « La capacité des étudiants à assumer cette hausse».  
Il me semble que cela devenait clair pour tout le monde que sans cette capacité, il n'y a pas de hausse des droits de scolarité ??? En tout cas, c'était assurément une réponse qui allait amener un questionnement ou un débat sur le moment où il serait opportun d'augmenter les droits de scolarité, sur le comment et dans quelle mesure.

Dompage, vos réponses éclairées auraient peut-être pu inciter le gouvernement à ne pas procéder à une augmentation de 75% d'un seul coup et à étaler la hausse actuelle de manière plus graduelle.  
Envoyé par [Bob Caissy](#) de New-Richmond  
30 mars 2012 à 14 h 27 HAE  
Je me demande ème pourquoi ce beau monde c'est déplacé pour aller à une réunion libéral,habituellement les salles sont paqueté pour voté du bon bord,toujours des mentries se déplacer pour des réunions j'y vais plus et beaucoup de monde font la même chose,les politiciens ont les croient plus.  
Envoyé par [Jean Pierre](#) de Longueuil  
30 mars 2012 à 14 h 26 HAE  
Les professeurs veulent la gratuité les syndicats veulent la gratuité les étudiants veulent la gratuité ma parole l' argent pousse dans les arbres.  
Envoyé par [Eddy Fisher](#) de Montréal  
30 mars 2012 à 14 h 25 HAE  
Les étudiants ne veulent pas d'augmentation des droits de scolarité. Suivons la même logique absurde et refusons l'augmentation de la TVQ ! Et l'augmentation des tarifs d'électricité ! Et, pourquoi pas, l'augmentation du coût de la vie pendant qu'on y est !  
Étudiants, utilisez la fonction «Recherche» de vos iPhones pour voir ce que les étudiants d'ailleurs paient. Vous auriez peut-être honte de vous plaindre !  
Envoyé par [Black Cat Revenge](#) de Québec  
30 mars 2012 à 14 h 25 HAE  
De quoi ces groupes se mêlent-t-ils?? Ils défendent les étudiants quand c'est en grande partie de leur faute si les université sont mal géré. Je serais surpris de voir le salaire et les conditions de travail de tout ce beau monde. C'est pas le gouvernement qui finance mal les université, mais c'est les universités eux-même qui gèrent leur argent et qui réclament. Le gouvernement donne l'argent que les université réclame c'est tout. C'est pas le gouvernement qui se promène dans les université et qui dilapide l'argent donné par le gouvernement.  
Tous les organisations de la table sont les responsables du financement mal géré dans les universités. Je peux pas croire que le monde vont leur donner beaucoup d'importance à ce qu'ils vont dire.  
Envoyé par [Stéphane Thellen](#) de Sainte-Martine  
30 mars 2012 à 14 h 24 HAE  
L'argument de la ministre pour refuser le dialogue vient d'être enfin d'être éventé. Les seuls responsables du conflit actuel qui secoue le Québec se trouvent du côté du gouvernement libéral. Plutôt que d'articuler un discours cohérent qui viserait à démontrer la pertinence de hausser les frais, Mme Beauchamps ne fait que tirer sur le messenger (Gabriel Nadeau-Dubois à TLMEP et contre l'ensemble des étudiants, suite à la manifestation historique du 22 mars dernier). La faiblesse du discours libéral est lié à sa totale fermeture vis-à-vis de la société civile qui s'oppose à la révolution tarifaire de Bachand.  
L'enjeu de la privatisation du financement des université est idéologique, un point c'est tout.  
Si révolution il doit y avoir, la population et les institutions qui composent la société doivent en être les instigatrice, pas les victimes!  
Envoyé par [Jean claude Gagnon](#) de montréal  
30 mars 2012 à 14 h 24 HAE  
Mr.Mark Trudel  
ah comme vos propos, comme presque toujours sont brillants...ah quand le liberal party est entré en nous on a beaucoup de difficultés à s en sortir....  
Envoyé par [Marc Trudel](#) de laval  
30 mars 2012 à 14 h 23 HAE

Quels dés pipés?? Y a rien de pipés dans le fait que le dégel des frais de scolarité (dont la hausse) a commencé il y a déjà 5 ans au Qc à coup de 100\$ par an. A-t-on vu la CLASSE, la FECQ et FEUQ déchirer leurs chemises sur le sujet pendant ces 5 ans de dégle?? Jamais. A-t-on entendu Madame Béton rouspéter? Non plus! Alors quels dés pipés? On fait face ici depuis plusieurs semaines à une campagne orchestrée de lavage de cerveaux et de désinformation et il est pathétique de voir les médias tombés dans ce piège à con.

Envoyé par [Ghislain Bélisle](#) de Namur

30 mars 2012 à 14 h 22 HAE

C'est qui qui paye le salaire de tout ce monde là ??? les syndicaux ?

Envoyé par [Ghislain Bélisle](#) de Namur

30 mars 2012 à 14 h 21 HAE

Vive les Québec syndiqué 101

Envoyé par [Jean Pierre](#) de Longueuil

30 mars 2012 à 14 h 18 HAE

La meme gang qui appuie la meme gang on sait tres bien que les professeur sont avec les étudiants et maintenant les syndicats embarque la majorité silencieuse a le dos large. lien

[http://www.cyberpresse.ca/actualites/quebec-canada/education/201203/30/01-4510888-droits-de-scolarité-les-syndicats-denoncent-le-gouvernement.php?utm\\_categorieinterne=traficdrivers&utm\\_contenuinterne=cyberpresse\\_BO2\\_quebec\\_canada\\_178\\_accueil\\_POS1](http://www.cyberpresse.ca/actualites/quebec-canada/education/201203/30/01-4510888-droits-de-scolarité-les-syndicats-denoncent-le-gouvernement.php?utm_categorieinterne=traficdrivers&utm_contenuinterne=cyberpresse_BO2_quebec_canada_178_accueil_POS1)

Envoyé par [Ghislain Bélisle](#) de Namur

30 mars 2012 à 14 h 17 HAE

Avez vous déjà vu un syndicat ne pas quitter la table de négos ? ils font tous ça et apres ils disent que l'employeur ne veut pas négocier . meme si la compagnie est sur le bord de la faillite .....

Envoyé par [Robert Vaughn Robert](#) de Québec

30 mars 2012 à 14 h 17 HAE

« Quel principe devrait guider la hausse des droits de scolarité ? ».

Et pourquoi ne pas être resté et avoir répondu à cette question tout simplement de la manière suivante : « La capacité des étudiants à assumer cette hausse ».

Il me semble que cela devenait clair pour tout le monde que sans cette capacité, il n'y a pas de hausse des droits de scolarité ??? En tout cas, c'était assurément une réponse qui allait amener un questionnement ou un débat sur le moment où il serait opportun d'augmenter les droits de scolarité.

Envoyé par [Michel Sociando](#) de Montréal

30 mars 2012 à 14 h 15 HAE

Ce que j'hais dans ce monde là (et cela dépasse le cadre simple de ce dossier) c'est toujours la façon dont celui qui a le pouvoir de décision fait en sorte que sa décision n'est pas imposée, tout en l'imposant. Le tout avec des moyens considérables qui font perdre énormément de temps et d'argent. Parfois la cause à la source de la décision est une magouille pour enrichir certains, mais parfois c'est purement idéologique. Et quand cela ne marche pas (comme ici c'est visiblement le cas) comment celui a le pouvoir s'obstine avec des arguments fallacieux par pur orgueil ou simplement pour ne pas "perdre la face" devant tout le monde. Lamentable.

Envoyé par [Denis Julien](#) de Lévis

30 mars 2012 à 14 h 11 HAE

Table des partenaires universitaires! L'art de se donner de l'importance a son meilleur...Non mais pour qui ils se prennent ces syndicaux ? A trop vouloir la une des info... Ils perdent le peu de crédibilité acquise a l'arrachee d'une manif...

Pour ce qui est des dés pipés, vous semblez bien connaître le phénomène !

Envoyé par [Ghislain Bélisle](#) de Namur

30 mars 2012 à 14 h 20 HAE en réponse à [Denis Julien de Lévis](#)

Ils avaient oublié d'inviter le FRAPRU , c'est pour ça que ça as pas fonctionné

Envoyé par [Jean-Jacques Choret](#) de Sherbrooke

30 mars 2012 à 14 h 37 HAE en réponse à [Denis Julien de Lévis](#)

"leurs représentants qui y étaient invités étaient minoritaires par rapport aux recteurs d'université et aux représentants du milieu des affaires."

Non mais pour qui ils se prennent ces représentants du milieu des affaires et ces recteurs d'université à carte de crédit illimitée pour achat de condos et autres brouillilles indispensables à leur fonction ?

En frais de dés pipés, ce sont des doctorants; le grand maître-à-penser dans la matière étant évidemment John James Charest.

Envoyé par [GILLES LEBEAU](#) de MARIEVILLE

30 mars 2012 à 14 h 08 HAE

J'espère que les internautes qui s'intéressent à la hausse de scolarité on regardé. Il y a plusieurs bonnes interventions.

Une réforme complète est nécessaire.

Envoyé par [Pierre Lajeunesse](#) de Montréal

30 mars 2012 à 14 h 07 HAE

Les dés étaient pipés: Tout le monde sait ça depuis 2 ans. Alors svp de retour à la table tout le monde et on négocie pour le vrai.

Envoyé par [Benoit Richard](#) de Montreal

30 mars 2012 à 14 h 07 HAE

Great, comment peut-on encore croire le gouv Charest quand t-il dit qu'il écoute la population?

Envoyé par [Pierre Bouttangne P.André](#) de st-joseph

30 mars 2012 à 14 h 18 HAE en réponse à [Benoit Richard de Montreal](#)

Comment faire pour négocier avec lui.

<http://kebecleak.over-blog.com/article-je-me-souviens-102286843.html>

Envoyé par [Pierre Bouttangne P.André](#) de st-joseph

30 mars 2012 à 14 h 06 HAE

Vous avez oublié madame longfield hahaha hahahahahah un peu d'humour.

On devrait avoir des états généraux sur les commissions scolaires ,les ecoles privées et publiques,les universités,les écoles parallèles ,les écoles clandestines ,la rémunération de tous se beau monde.

L'improvisation ne peut faire cette opération ,je demande trop.

Envoyé par [GILLES LEBEAU](#) de MARIEVILLE

30 mars 2012 à 14 h 17 HAE en réponse à [Pierre Bouttangne P.André de st-joseph](#)

Pauvre elle, mais voyez-vous , elle n'avait pas de sérieuses questions. Elle sait déjà les réponses à ses questions avant de les poser.

Envoyé par [Michel Ménard](#) de Montréal

30 mars 2012 à 14 h 05 HAE

Le sujet de la hausse "quel principe devrait guider la hausse..." est connu depuis fort longtemps. Les représentants étudiants le répète depuis 1 mois. Mais il est bien que la Table des partenaires redise cette information... cela est souvent oublié et non-précisé lorsque les médias relaient la rhétorique Libérale.

Ce qui me choque le plus là-dedans cependant n'est pas que les dés aient été pipés... c'est plutôt cette phrase: "...étaient invités étaient minoritaires par rapport aux recteurs d'université et aux représentants du milieu des affaires."

Qu'est-ce que des représentants du milieu des affaires font à une réunion discutant du financement des universités??? Misère. C'était pas une

commission sur la relance de Montréal ou sur le Plan Nord ma foi mais sur l'éducation. Ça montre bien que les Libéraux considèrent l'éducation comme un simple produit de consommation comme une bouteille de Pepsi ou une Dodge Caravan!

Envoyé par [Pierre Lagasse](#) de st-Basile

30 mars 2012 à 14 h 51 HAE en réponse à [Michel Ménard de Montréal](#)

L'explication est simple:

L'éducation n'est que le troisième poste de dépense en importance des universités.

Le premier étant l'immobilier

Le second étant la recherche; cette dernière étant de moins en moins fondamentale (long terme) et de plus en plus appliquée (court terme) pour obtenir le plus rapidement possible des brevets exploitables commercialement. Brevets en grande partie abandonnés aux "partenaires" privés.

Comme vous le voyez, le gros de l'argent dépensés par les universités concernent beaucoup plus les "milieux d'affaires" (comme BUSAC, heureux partenaire de l'Ilot Voyageur) que les étudiants et les enseignants.

Envoyé par [Gino Tremblay](#) de Saguenay

30 mars 2012 à 14 h 04 HAE

Ce qui fait que les gens croient que nos Universités auraient un sous-financement, ne tiens qu'au fait que les fonds de recherche et d'immobilisation (ex: Brevets) ne sont pas dans l'équation. Combien croyez vous que les Universités reçoivent en subvention de recherche des industries privés et de leurs brevets ? Des millions, voir des milliards.

Ce qui est le comble du malheur, c'est qu'ils en reçoivent tous. Il serait grand temps qu'un ménage soit fait sur ce coté obscur de l'éducation et/ou les conflits d'intérêt sont ma foi, flagrant.

Vous ne croyez quand même pas que ces dites compagnies privés ne demandent rien en retour ? Voilà des millions et cela nous fait grand plaisir, faites ce que vous voulez avec, adieu... Ce sont eux qui payent les études de recherches... Ils donnent des millions, voir des milliards...

Je me pose de sérieuse question sur l'intégrité, le respect, l'honnêteté de ma société, de nos soi-disant professionnels ainsi que de ceux qui la gouvernent, pas vous ?

Envoyé par [Rémi Côté](#) de Montreal

30 mars 2012 à 14 h 04 HAE

Avec une Table des partenaires aussi imposante qui appuis les étudiants... comment est-ce que le gouvernement peut encore faire la sourde oreille?

Envoyé par [Ghislain Bélisle](#) de Namur

30 mars 2012 à 14 h 15 HAE en réponse à [Rémi Côté de Montreal](#)

hahaha c'est toute du syndicat .... grosse farce , le milieu patronaux eux n'on pas quitté la table ....

Envoyé par [Black Cat Revenge](#) de Québec

30 mars 2012 à 14 h 30 HAE en réponse à [Rémi Côté de Montreal](#)

Tout ce beau monde sont que des syndicaux et on sait que les syndicats seront éternellement contre le gouvernement peu importe ce que le gouvernement dira. Ça met pas de poid dans balance ça. C'est comme dire parce que Marois appuie les étudiants et bien c'est donc sûre que le gouvernement est croche. lol! Sachant que Marois dira toujours tout le contraire du gouvernement.

Tout ce beau monde appuient les étudiants uniquement parce que les étudiants sont contre le gouvernement.

Envoyé par [Marc Trudel](#) de laval

30 mars 2012 à 14 h 03 HAE

Bof! Mettons tous gratuits au Qc comme ça on aura la paix même si on fini dans la dèche!





Envoyé par [Pierre Bouttangne P.André](#) de st-joseph  
30 mars 2012 à 14 h 14 HAE en réponse à [Marc Trudel de laval](#)  
Les prisons gratuites ,117 Milles \$ un prisonnier par année en plus il paye pas d'im-pôts.

Envoyé par [Gerald Dumouchel](#) de Québec

30 mars 2012 à 14 h 02 HAE  
je pense que le problème, il y a trop de table de concertation, trop de fédération, trop de conseil de syndicat, on se rapproche de plus en plus de la tour de babel, si celle ci a déjà existé. Les établissements devrait être composé de professeurs qui enseigne et d'étudiant qui étudie, c'était comme ça avant et ça marché, aujourd'hui

faut consulter mille et un conseil pour savoir qui va ouvrir la porte a qui, qui vas passer en premier, qui vas la fermer, qui vas la barrer, etc.....  
Envoyé par [Pierre Lajeunesse](#) de Montréal  
30 mars 2012 à 14 h 02 HAE  
Les dés étaient pipés: Tout le monde sait ça depuis 2 ans. SVP retournez tous à la table de négociations comme des grands...

## **LEDEVOIR.COM: Les étudiants veulent que la ministre Beauchamp démontre plus d'ouverture – Vendredi 30 mars 2012, 12h24**



Photo : Jacques Nadeau - Archives Le Devoir

Hier, Line Beauchamp s'est dite ouverte à discuter avec les associations étudiantes en grève, mais a répété qu'il n'était pas question de gel des droits de scolarité.

[La Presse canadienne](#) 30 mars 2012 12h24 [Éducation](#)

Les associations étudiantes saluent ce qu'ils appellent la petite ouverture de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp, mais veulent une plus grande ouverture de sa part à discuter également des droits de scolarité, pas seulement de l'aide financière.

La Fédération étudiante universitaire (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale (FECQ) ont rencontré la presse ce matin devant le Collège Rosemont, à Montréal, pour exprimer leur satisfaction de voir la ministre entrouvrir la porte à des discussions avec les étudiants en grève, mais exprimer aussi leur insatisfaction de voir qu'elle refuse d'emblée leur revendication de gel des droits de scolarité.

Pour nous, le noeud du problème se situe autour des droits de scolarité à l'université. La ministre ne peut donc pas occulter complètement cette situation-là», a estimé le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin.

Le leader étudiant s'est montré décidément optimiste. «On est très confiant qu'on entre dans un point tournant de cette grève; on entre dans une phase payante, entre guillemets, pour les grévistes. On a des scores de plus en plus forts. Nous, on pense être capable de tenir encore plusieurs semaines. On arrive à un moment où va dénouer l'impasse au cours des prochains jours»

Hier, la ministre Beauchamp s'est dite ouverte à discuter avec les associations étudiantes en grève, mais a répété qu'il n'était pas question de gel

### **Vos réactions**

- Pierre Germain – Inscrit, 30 mars 2012 12 h 36  
Pantin  
Line Beauchamp est en train de perdre le peu de crédibilité qu'elle a en faisant le pantin de Charest, lequel va bientôt, fidèle à son habitude, lui tourner le dos pour faire une déclaration publique et impromptue à l'encontre de la position défendue par Mme Beauchamp.
- France Marcotte – Abonnée, 30 mars 2012 17 h 46  
C'est ce que vous souhaitez ou vous lisez dans les pensées?
- Père Léon – Inscrit, 30 mars 2012 12 h 52  
Une négociation avec le gouvernement nécessite implicitement une concession

Une négociation avec le gouvernement nécessite implicitement une concession de la part de La Classe sur la gratuité.

Alors, je leur propose une concession qu'ils pourraient proposer à la ministre Beauchamp.

Proposer la gratuité scolaire tout en permettant aux étudiants qui le désirent de payer plus pour accéder à leur éducation.

La ministre Beauchamp ne pourra pas refuser car elle prétend qu'il y a une majorité d'étudiant qui désire la hausse des frais de scolarité. Donnez à ceux qui le désirent cette hausse des frais de scolarité, tout en donnant la gratuité à ceux qui la désirent.

Cette proposition permettrait aux associations membres de LA CLASSE d'être aussi les représentants de leurs étudiants qui sont en faveur d'une hausse ou d'un simple gel des frais de scolarité.

des droits de scolarité, ce que revendiquent la FECQ et la FEUQ, ou de gratuité scolaire, ce que veut la CLASSE (Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante).

Les fédérations étudiantes croient que la ministre ne peut pas limiter ainsi le cadre des négociations.

Entre-temps, d'autres actions sont à venir de la part des étudiants, notamment une autre grande manifestation à Sherbrooke, la circonscription du premier ministre Jean Charest, le 4 avril.

«On s'attend vraiment à plusieurs milliers d'étudiants. Le 22 mars, on a fait la plus grande manifestation de l'histoire de Montréal. On s'est donné le défi de faire la plus grande manifestation de l'histoire de Sherbrooke», a indiqué M. Bureau-Blouin.

Par ailleurs, les associations étudiantes FECQ et FEUQ, d'une part, et la CLASSE, d'autre part, qui ont traditionnellement vécu quelques tensions, semblent vouloir se rapprocher de façon plus formelle.

M. Bureau-Blouin a précisé que ces associations allaient discuter pour «mettre sur pied un comité inter-associatif de négociation», arguant que «c'est extrêmement important que les étudiants continuent de faire front commun, continuent d'être unis».

«Entre chaque organisation, ça arrive des fois qu'il y ait de petits irritants, mais nous on veut vraiment abaisser ça au maximum. On pense que les étudiants n'en ont que faire des guerres de bannières. L'important, c'est de se concentrer sur la cible», a plaidé M. Bureau-Blouin.

### **Demandes d'injonctions rejetées**

D'autre part, les demandes d'injonction réclamées à la Cour supérieure du Québec par un étudiant réfractaire aux grèves ont été rejetées.

Guillaume Charette, inscrit en droit de l'Université de Montréal, soutenait que les étudiants qui ont payé pour des cours devraient avoir le droit de les suivre sans obstruction ou harcèlement. Ses demandes visaient des associations étudiantes, l'université et un regroupement au coeur des actuelles protestations.

Après avoir pris connaissance de la décision du tribunal, Guillaume Charette a expliqué son revers par son incapacité à avoir prouvé que les injonctions étaient nécessaires.

Le tribunal lui a indiqué que sa demande ne contenait pas les critères requis par que les injonctions soient émises. Pour obtenir une injonction préliminaire, Guillaume Charette devait démontrer l'urgence de sa requête et prouver qu'il avait subi des préjudices irréparables.

Guillaume Charette avait expliqué n'avoir pu se rendre en classe lors de deux journées en particulier au cours de la dernière semaine. Il a soutenu que la notion de grèves étudiantes ne fait aucun sens car les étudiants sont davantage des consommateurs que des travailleurs syndiqués.

Le jeune homme a signifié que des étudiants avaient le droit de protester mais que cela ne devrait pas contraindre tous à suivre la même voie. Il a aussi demandé à l'Université de Montréal de reprendre les cours annulés durant les protestations.

Cette proposition permettrait même à LA CLASSE de faire une alliance avec le Mouvement des étudiants socialement responsables (MERSQ) qui désire cette hausse des frais de scolarité.

Donc, donnez aux étudiants qui le désirent cette hausse des frais de scolarité, tout en donnant la gratuité à ceux qui la désirent et ainsi tous le monde est content.

Carole Dionne – Inscrite, 30 mars 2012 13 h 44  
Brillant comme réponse!!!

Quand à faire, faisons travailler le monde et l'employeur paiera le montant qu'il veut, à qui il veut. Aussi brillant je crois.

Slo Mo – Inscrit, 30 mars 2012 14 h 36  
@Carole Je crois que vous venez de comprendre pourquoi la gauche se mobilise. Suffit de transposer votre réflexion aux étudiants. Allez Carole, un petit effort.

- Père Léon – Inscrit, 30 mars 2012 15 h 44 @Carole Dionne  
Donc, vous prétendez que les étudiants qui sont en faveur d'une hausse des frais au nom de la responsabilité individuel se désponsabiliseraient aussitôt que leur choix ne serait qu'un choix personnel.  
Donc, vous prétendez que les étudiants qui sont en faveur d'une hausse des frais sur le principe qu'il faut faire "notre juste part" n'est que de l'hypocrisie mensongère.
- François G – Inscrit, 30 mars 2012 19 h 05 @père léon :  
Votre proposition est complètement farfelue, ainsi que les conclusions que vous faites par rapport aux gens pour la hausse.  
Je vais suivre votre mode de pensée : puisque les gens contre la hausse sont pour une redistribution de la richesse et une taxation augmentée des plus nantis, ils devraient commencer par se départir de tous leur biens matériels et d'envoyer l'argent en Afrique pour donner l'exemple. En effet même la pauvre et la classe moyenne d'ici est très riche pour un Africain moyen. Sinon, serait-il possible que les demandes de redistribution de la richesse ne soit que de l'hypocrisie mensongère.
- Père Léon – Inscrit, 31 mars 2012 10 h 27 @François G  
Votre réplique n'a plus aucun rapport avec ma proposition.  
Ensuite, ceux qui se mobilise le plus en faveur d'une plus grande redistribution de la richesse vis-à-vis l'Afrique, c'est justement cette gauche qui prône la gratuité scolaire. La droite fait tout le contraire elle exploite l'Afrique à son avantage.  
De plus, sachez que la gratuité scolaire est aussi une façon de redistribuer la richesse en permettant au plus démunis d'aller à l'université.  
L'idée générale est de démontrer que ceux qui sont en faveur de la hausse, le sont que par pure égoïsme.  
De l'égoïsme fiscal.
- François G – Inscrit, 31 mars 2012 12 h 45 @père léon  
La droite qui exploite l'Afrique ...  
Nous profitons TOUS ici du fait que nous exploitons les pays en voie de développement. C'est cette supposée hypocrisie dont je parlais. Combien d'étudiants ont des iphone fait en Chine par des quasi-esclaves? On s'en prend aux riches ici mais sans réaliser que nous faisons presque tous partie ici au Québec de la bourgeoisie mondiale. La gauche ne veut pas plus de redistribution envers l'Afrique que la droite. Personne n'est prêt à faire les sacrifices que demanderait une réelle redistribution. Au bout de compte, les étudiants se battent pour leur clan comme les autres, pas plus ou moins égoïste que les syndicats qui se battent pour leur cause, les hommes d'affaire qui se battent pour la leur, etc. Certains réussissent mieux que d'autres, c'est tout.  
En fait, si les étudiants se battaient vraiment pour la justice sociale et l'accessibilité, ils auraient misé sur l'augmentation des prêts et bourses et surtout, pour un meilleur encadrement des jeunes de quartiers défavorisés au primaire et au secondaire, pas pour la gratuité pour tous. La gratuité scolaire, c'est comme dire : c'est dur de payer beaucoup d'impôts pour les citoyens mon nantis alors on va baisser l'impôt à 1000\$ par an par personne. Les gens devraient payer leur études selon leur moyens. C'est inconcevable que comme société on paie les études de fils de médecins et avocats pour devenir eux mêmes très riches. Est-ce que c'est un gros problème les médecins ou dentistes qui n'arrivent pas à payer leurs dettes? Non. Alors investissons ailleurs.
- Père Léon – Inscrit, 31 mars 2012 16 h 20 @Francois  
Qui pensez-vous qui s'endette, les étudiants riches ou les étudiants pauvres ?  
C'est les étudiants pauvre qui s'endette, donc vous êtes en faveur de l'endettement des plus pauvres.  
Le fils de médecin ne s'endette pas, ils payent ses frais cash, alors que l'étudiant pauvre s'endette et avec l'intérêt sur la dette, il se retrouve à payer plus que le riche pour le même cours.  
La réalité dans ce débat actuel c'est qu'il y a des gens qui sont privilégiés d'avoir des revenus assez élevé pour payer de l'impôt et ils ne veulent plus payer pour les plus pauvres. L'égoïsme est fiscale et provient des payeurs d'impôts et non des étudiants qui vivent avec moins 10 000 \$ par année.
- François G – Inscrit, 1 avril 2012 12 h 58  
C'est exactement mon point : les riches ne s'endettent pas pour leurs études, alors ils peuvent payer plus. Compensons avec de l'aide aux étudiants moins nantis.  
J'ai passé 6 ans à l'université et je peut vous dire que la grande majorité des élèves sont loin de vivre avec 10 000\$ par année. Aidons ceux qui en ont vraiment besoin.
- Maxime Massarotto – Inscrit, 1 avril 2012 23 h 26 @ François G  
Citation: "je peut vous dire que la grande majorité des élèves sont loin de vivre avec 10 000\$ par année"  
Après avoir payé les frais de scolarité actuels (dépense incompressible), le budget médian d'un universitaire est de 9600\$/année. Donc, oui, sans l'ombre d'un doute, plus que 50% ont moins que 10 000\$/année pour vivre, i.e., "la grande majorité". C'est facile de critiquer sans rien connaître, moi aussi je peux inventer des arguments de paille. Les associations étudiantes ont fait des recherches étoffées sur la situation des étudiants et sur la situation de l'éducation universitaire au Québec. Je vous invite à lire l'argumentaire de la Fédération des Étudiants Universitaires du Québec qui est appuyé de vraies données: <http://1625canepassepas.ca/wp-content/uploads/2011> Peut être, après vous êtes informé de nos arguments, pourrez-vous nous critiquer sur une base plus solide. En passant, la hausse des droits de scolarité coûtera plus cher aux contribuables; je m'en limiterai à une seule observation tirée de l'Équité sur la Dynamique du Travail et du Revenu de Statistiques Canada. En 2002, les diplômés universitaires payaient 35% des impôts sur le revenu, étaient 15% de la population et recevait 8% des transferts publics (services, etc.). Le genre de contribuable dont on ne voudrait pas diminuer la proportion avec une baisse d'accessibilité aux études, pas vrai?
- François G – Inscrit, 2 avril 2012 14 h 33  
Premièrement, vos chiffres viennent de la FEUQ, qui est loin d'être un observateur neutre (quand quelqu'un cite une étude d'un groupe de fiscalistes, il se fait démolir tout de suite, mais ça marche des deux côtés).  
Deuxièmement, plus du tiers des étudiants habitent chez leur parents! C'est probablement ceux-là qui ont des revenus moindre car le salaire moyen augment avec le cycle (maîtrise, doctorat) en même temps que de moins en moins d'étudiants vivent à la maison. Donc, on peut conclure que ceux qui vivent avec le moins d'argent sont ceux du premier cycle, qui vivent plus souvent chez leurs parents. Un budget de 10 000 par année quand tu es chez tes parents, c'est pas la misère noire.  
Et je suis désolé mais je n'invente rien. J'ai fréquenté des gens de plein de milieu différents, de Montréal comme des régions dans les deux programmes que j'ai réalisés et je sais ce que j'ai vu : certains avait un budget plus strict que d'autre mais la grande majorité n'était pas à plaindre.  
Et de toute façon c'est ce que je dis depuis le début : aidons les vrais démunis au lieu de garder les frais bas pour tous.
- Père Léon – Inscrit, 3 avril 2012 08 h 36 François G  
Le gouvernement n'aide pas les démunis et vous voulez que le gouvernement augmente les frais de scolarité.  
C'est cela la réalité.  
L'augmentation des frais, augmente l'endettement et ceux qui s'endette sont les plus pauvres et non les riches.  
Je connais des étudiants qui doivent manger dans les poubelles pour finir le mois et vous voulez augmenter leur frais de scolarité.  
C'est cela la réalité.  
Il y des étudiants qui se prostitue pour finir le mois et vous voulez augmenter leur frais de scolarité.  
C'est cela la réalité.  
Vous avez cotoyé des milieux aisé et moi j'ai cotoyé la misère.
- Roland Berger – Abonné, 30 mars 2012 13 h 02  
Une suggestion à la Ministre  
Des collègues américains admettent en première ligne des étudiants et étudiantes prêts à payer davantage pour leurs droits de scolarité, parfois du simple au double. Voilà ce qui devrait plaire au gouvernement libéral-conservateur dont Madame Beauchamp défend les position et décisions.  
Roland Berger  
Richard Larouche – Inscrit, 30 mars 2012 13 h 54  
Je ne crois pas que ce soit une bonne idée parce qu'à long terme, ça risquerait de faire de l'accès aux études universitaires une sorte de vente aux enchères. À mon avis, mieux vaut miser sur l'impôt. Il ne faut pas oublier que compte tenu de la rémunération supérieure des diplômés universitaires, ces derniers rembourseront, au cours de leur carrière, plusieurs fois le montant que le gouvernement a investi (via l'impôt) pour leurs études. Ainsi, il serait dans l'intérêt du gouvernement d'augmenter la proportion de contribuables ayant fait des études universitaires. Hélas, la hausse prônée par le gouvernement Charest ne profiterait, en bout de ligne, qu'aux institutions financières.
- Carole Dionne – Inscrite, 30 mars 2012 13 h 56  
Branle- bas de combat ce matin  
Aie, les syndicats, les professeurs ( j'en ai deux dans ma famille. Des méchants computers), la CLASSES, tout le monde dénonce la supposée table de concertation (ou autre nom, je m'en c) où les étudiants ont quitté la table: ils se sont sentis pris dans un piège où le gouvernement les obligeait à augmenter les frais .  
Par contre, ces chers étudiants ne parlent pas du piège tendu au gouvernement: " On est d'accord à discuter en autant que le gouvernement promet un gel des frais de scola-

- rité" . Pas pareil, vont dire nos brillants étudiants. Piégé pour piégé.
- Le gouvernement savait déjà que les étudiants voulaient le gel des frais. Donc il s'est protégé en leur indiquant qu'il y aurait augmentation mais sans dire le coût. On aurait pu étaler ce coût mais les étudiants parlaient d'un gel ou rien du tout.
- Quel est la pire proposition: le gel avant toute chose, ou l'augmentation mais on peut discuter du montant.
- Si le piège est bon pour minou, il doit aussi être bon pour pitou. Mais les professeurs sont comme les artistes: on peut compter sur les doigts de la main ceux qui ont fait des affaires importantes et qui ont réussi.
- Lacroix Yannick – Inscrit, 30 mars 2012 16 h 18  
Je crois aussi dans le gel avant toute chose.
  - Julie Savoie – Inscrite, 30 mars 2012 16 h 32  
Mais de quoi parlez-vous avec votre histoire de professeurs, d'artistes et d'affaires? Où est le lien, la pertinence?
  - Julie Savoie – Inscrite, 30 mars 2012 16 h 33  
Vive le gel!!!
  - Catherine Labelle-Leonard – Inscrite, 30 mars 2012 17 h 35  
Madame, je vous trouve bien arrogante et pleine de sophismes injustifiés. Nous sommes en grève pour une raison bien précise, nous refusons la hausse. Nous n'allons pas entrer en négociation juste pour retourner à l'école au plus vite et oublier toutes nos revendications. Ces 6 semaines de grève n'auront servies à rien sinon.  
Nous avons en ce moment le gros bout du baton. Nous sommes 200 000 étudiants en grève et plus de 50 000 à avoir voté la grève jusqu'à une offre raisonnable de la ministre. Le sommet de l'éducation, c'était bien différent. Nous n'avions aucun rapport de force et il n'y avait aucune discussion à faire. On nous imposait une hausse et c'est tout. Maintenant, nous sommes en position pour négocier. Nous n'allons pas abandonner maintenant peu importe ce que vous en pensez.
  - Carole Dionne – Inscrite, 30 mars 2012 17 h 42  
S'il y a un gel  
Voulez-vous bien me dire pourquoi faire une table de concertation avec les "brillants" étudiants? S'il y a un gel, le tout est réglé.  
Démagogie, quand tu nous tiens  
Les professeurs et syndicats de profs demandent au gouvernement de s'asseoir à la table et négocier. Mais si la prémisse est un gel, qu'est ce que le gouvernement va pouvoir négocier?  
J'oubliais, la démagogie n'existe que dans le cas de la droite. Et arrêtez avec vos réponses: " Vous voyez bien avec des réponses comme la votre mme dionne.." Autre chose svp.
  - Fernand Lavigne – Inscrit, 30 mars 2012 14 h 43  
Fini la récréation  
Le temps est venu pour la ministre de sonner la fin de la récréation et demander aux collèges et universités de reprendre les cours. Quitte, à ce que les protestataires continuent de sécher leurs cours s'ils le dédient. Pensons d'abord à tous ceux et celles qui n'ont pas de temps à perdre et qui désirent terminer leur session.  
Fernand Lavigne
  - Carole Dionne – Inscrite, 30 mars 2012 15 h 55  
D'accord à 100%

- Comme quelqu'un qui écrivait sur ce blog: ceux qui veulent payer, n'ont qu'à payer... La même chose doit s'appliquer aussi: ceux qui veulent faire "la grève", ils n'ont qu'à rester dans la rue, vous n'êtes toujours bien pas 200,000. Et les autres iront à leur cour. Et lors des examens, ...
- De toutes façon, il y a toujours assez d'étudiants qui coulent leur cours . Quelques centaines de plus en sciences politiques ou en sciences sociales qui coulent, le Québec va pouvoir absorber ce choc.
- Julie Savoie – Inscrite, 30 mars 2012 16 h 30  
@ Carole Dionne  
Celui qui écrivait que "ceux qui veulent payer n'ont qu'à payer" faisait de l'IRONIE. Il ne fallait pas une grande dose de nuance et de finesse d'esprit pour le comprendre.
  - Gabriel Beauchemin – Inscrit, 30 mars 2012 17 h 21  
Ahahah! Ce genre de commentaire me fait bien rire, mais en même temps cela démontre que notre société peut être très limitée au débat. Le gouvernement Charest pense que le débat sur l'éducation est terminé depuis longtemps, mais je ne comprends pas comment on puisse dire une ânerie pareille, car dans une société chacun chacune des institutions (dont le système d'éducation) où il y a une coopération entre les citoyens doit constamment faire l'objet d'un débat actif. Présentement, les étudiants qui boycottent ou font la grève (j'espère que les gens honnêtes sont capables de passer outre l'ostinisme sémantique et « juridique ») manifestent quotidiennement dans les rues pour dénoncer le tour de passe-passe que le gouvernement essaie de leur passé. Les étudiants sont loin d'être « caves » et ont tout un argumentaire soutenue par des instituts de recherche intègre comme l'IRIS et qui concorde avec les propos de l'OCDE sur les perspectives en matière d'éducation.  
Avec un titre comme « Fini la récréation », je me demande si ces jeunes qui sont dans la rue en savent plus que vous et sont plus matures à discuter de ces enjeux que vous M. Lavigne.
  - Quant à Mme. Dionne, je vois que vous tenez en haute estime les étudiants des départements de science sociale. Étudiant présentement les sciences politiques et la philosophie à l'UdeM, je constate que les étudiants dans ces domaines sont poussés à développer leur sens critique et d'aborder des problèmes aussi importants tel le développement économique, institutionnel et humain aux travers de cadres théoriques et d'outils méthodologiques. Ce qui me dérange, c'est de voir des étudiants qui souhaitent être chercheur en biologie ou en médecine, mais qui sont incapable de raisonné au-delà d'un utilitarisme assez bancale. Alors, Mme. Dionne la prochaine fois que vous rédigerez ce genre de commentaire rayer les petits préjugés et peut-être il vous r
  - Philippe Turgeon – Abonné, 30 mars 2012 18 h 07  
En utilisant un tel titre, vous démontrez un mépris et une incompréhension totaux envers les étudiants. Ils ne sont pas en "récréation", mais en "travail forcé". Vous oubliez également de dire que le mouvement étudiant reçoit un appui massif de la population.  
Nous avons tous hâte de reprendre nos cours, tant les professeurs que les étudiants, mais la hausse proposée, et surtout les mesures de remplacement au financement des universités, qui sont en accord soit dit en

- passant avec les mesures sur la recherche appliquée annoncées hier par les Conservateurs.
- Face à la montée de la droite (claire au Canada et plus sournoise au Québec), les étudiants doivent se lever.
- Toutes les grandes révolution commencent par la jeunesse.
- Gabriel Beauchemin – Inscrit, 30 mars 2012 18 h 13  
Ouff... j'aurais dû me relire un peu pour éviter les fautes de syntaxes et de formulation. Je m'excuse pour ceux qui buchent sur ces fautes.
  - michel lebel – Inscrit, 30 mars 2012 16 h 33  
Des États généraux  
Ouvrir les ponts, le dialogue, mais le gouvernement ne doit pas céder sur la question de la hausse des droits de scolarité. Le gouvernement pourrait proposer la tenue pour bientôt d'un genre d'États généraux sur l'enseignement supérieur. Mais la hausse prévue des droits doit demeurer. Chaque partie assume les conséquences de ses choix. C'est cela être responsable.
  - Michel Lebel  
JinYe – Inscrit, 30 mars 2012 18 h 45  
Attention avec les comparaisons douteuses  
Les étudiants ne sont ni des salarié ni des consommateurs, ni plus près de l'un ni plus près de l'autre.  
C'est pourquoi ils peuvent se permettre une telle mobilisation et faire réfléchir de force une population qui n'a pas toujours le temps, le soir et les fins de semaine, de se rendre compte combien le gouvernement nous manipule!
  - Julien de Tilly – Abonné, 30 mars 2012 19 h 53  
De la rigueur ...  
Mon présent commentaire veut premièrement rectifier une erreur grossière présente dans la dépêche de la Presse Canadienne. En effet, contrairement à ce qu'on entend trop souvent et à ce que la Ministre semble se plaire à répéter, la CLASSE, dans le cadre de la présente grève, ne revendique pas la gratuité scolaire, mais bien le gel des droits de scolarité, comme la FECQ et la FEUQ. Toutefois, les associations étudiantes qui sont membres de cette coalition ont toutes adoptées une proposition de principe en faveur de celle-ci, dans l'espoir qu'ainsi la grève pourra aussi nourrir une réflexion collective sur cette enjeux.
  - Amateurisme ? contraintes liées au paradigme du tout-maintenant-toujours ? ou tentative éhontée de biaiser l'opinion publique en rapportant consciemment des informations connues comme étant fausses ? Étant partie prenante du mouvement étudiant, je vois avec quel niveau d'incapacité la plupart des médias et des acteurs publics ont rapporté le discours d'autrui durant cette grève. L'idée que j'en ai conscience uniquement par le fait que j'y participe me laisse froid d'angoisse quant aux autres sujets d'intérêts publics, ceux dans lesquels je ne suis pas pris corps et âme. Prudence, donc, à tous.
  - Ensuite, la Minsitre, en demandant aux étudiants de renoncer à leurs revendications, est ridicule, et ce pour deux raisons. Premièrement, elle agit [encore une fois] de manière infantilisante devant un groupe de citoyens. Elle agit comme si nos revendications ne seraient qu'un pur fétiche, une phrase sans sens qu'on branlerait à qui-veut-l'entendre comme un hochet. Qu'on prenne bien : les étudiants ne sont pas niais. Le



mouvement étudiant est engagé depuis de nombreuses années dans une profonde réflexion sur le système d'éducation. Les étudiants, réunis en Assemblée générale, comprennent parfaitement la nature de l'état dans lequel ils se trouvent. Ils se battent pour ce qu'ils pensent être juste.

Deuxièmement

- Lise Moga – Inscrit, 30 mars 2012 21 h 49  
Le noeud du problème est l'accessibilité!  
"Les fédérations étudiantes croient que le ministre ne peut pas limiter ainsi le cadre des négociations."  
Mais il ne s'agit ni d'une grève et par le fait même ni d'une négociation. Les étudiants n'ont pas d'employeur... ils boycottent un service, ce qui est leur droit après tout. Sur toutes les tribunes, ils exprimaient que le noeud du problème était l'accessibilité aux études supérieures, mais voilà que quand la porte du dialogue s'ouvre sur cette problématique, ils se retirent de la discussion.
- Yvon Chartrand – Inscrit, 30 mars 2012 22 h 11  
l'anarchie étudiante  
Ça ne peut être autre chose ce qui se passe actuellement.  
On se croirait en recherche du communisme.
- Ariane Bottex – Abonnée, 31 mars 2012 00 h 01  
Au journaliste : petite erreur dans les faits  
J'attire votre attention sur une petite erreur qui s'est glissée dans votre texte quant aux positions de la CLASSE.  
Ce regroupement ne "revendique" pas la gratuité dans le cadre de la présente lutte : il s'agit plutôt d'une position de principe qui sert à orienter la réflexion et qui offre un fondement idéologique à la coalition. Certes, plusieurs individus et certaines associations impliqués dans ce mouvement militent pour la gratuité, mais la CLASSE en elle-même (coalition temporaire formée dans le cadre de la présente lutte) ne compte pas la gratuité au rang de ses revendications officielles.

Cette idée vient plutôt du Parti Libéral qui répète sans cesse que la CLASSE demande la gratuité totale dans le but (sans doute) de faire paraître plus radicales les positions de son adversaire et de nourrir cette image de "bébés gâtés" qui lui permet de saper sa crédibilité.

Autrement dit, il aurait suffi d'ajouter "selon la Ministre" pour éviter de reconduire cette idée reçue qui, malheureusement, circule un peu trop bien. Merci de veiller à l'avenir à ces petites nuances qui évitent bien des malentendus :)

Donald Bordeleau – Inscrit, 31 mars 2012 00 h 30

6 décembre 2010 . début  
Rencontre des partenaires en éducation 6 décembre 2010

Le ministre des Finances et ministre du Revenu, M. Raymond Bachand, s'est adressé à l'assemblée, soulignant: « Notre plus grande richesse, c'est l'esprit de nos jeunes, c'est leur cerveau. Ceux qui ont étudié font rayonner partout dans le monde le génie québécois.

Line Beauchamp dit lors de la rencontre du 6 décembre 2010 au Hilton de Québec que l'avenir économique du Québec passe par l'éducation.

Le ministre Bachand a donné le ton en indiquant que la hausse des droits de scolarité devait se poursuivre et s'accélérer. La suite de la journée a donné lieu à une surenchère entre les recteurs et le patronat pour savoir qui proposerait le plus grand endettement pour les étudiants québécois.

Le problème de performance des universités concerne une meilleure reddition de comptes, pour une utilisation optimale des fonds alloués à chacune des universités.

Ghyslain Duguay – Inscrit, 31 mars 2012 00 h 56

Démagogue de Sherbrooke.

Lu dans la presse:

De passage à Gaspé, vendredi, le premier ministre Jean Charest a justifié l'augmenta-

tion des droits de scolarité en alléguant que les étudiants allaient absorber 17 pour cent du coût, alors que dans les années 1960, les étudiants assumaient 25 pour cent du coût.

Monsieur Charest vit en 1960, c'est pourquoi il donne nos ressources du nord aux entreprises étrangères.

Vous saluez Mr Duplessis en passant.

Michel J. Grenier – Inscrit, 31 mars 2012 09 h 12

Choix de société...

Je regarde le déroulement des événements entre les étudiants et le gouvernement du Québec.

Si nous désirons nous aligner sur plusieurs pays européens, nous opterons pour la quasi gratuité et encouragerons les étudiants dans leur lutte.

Si nous regardons la réalité nord-américaine, il me semble opportun d'augmenter graduellement les frais de scolarité afin de pouvoir soutenir une éducation vraiment adéquate.

Lorsque je vois les étudiants pleurer pour une augmentation d'à peine 7\$ par semaine, puisque c'est de ça dont il s'agit, j'ai de la difficulté à les suivre dans leur raisonnement. Qu'est-ce que c'est 7\$ ? Un paquet de cigarettes en moins ? Deux bières de moins ?

Il n'est pas rare de voir des étudiants brûler 100\$ lors d'une soirée dans un club... Ça... c'est pas cher !!!

Sans parler que la plupart d'entre eux ont aussi une auto fournie par leur " papa " au lieu d'utiliser les transports en commun ou la marche.

Il est à peu près temps que les étudiants cessent de pleurnicher, se trouvent un travail d'été et ils n'auront aucune difficulté à couvrir la mince augmentation de 7\$ par semaine demandée par la ministre.

Quant aux recteurs d'université, il est plus que temps qu'ils retombent les deux pieds sur terre et touchent un salaire pas plus élevé qu'un ministre.

Voilà !

## **RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: La rémunération des recteurs sème la controverse – Mise à jour le vendredi 30 mars 2012 à 9 h 57 HAE**

VIDÉO: Le reportage de Benoit Giasson

Une compilation obtenue par Radio-Canada montre que certains recteurs d'établissements québécois reçoivent plus d'un demi-million de dollars par année, en incluant le remboursement de frais comme les repas d'affaires ou les déplacements.

Le président de la Fédération québécoise des professeurs d'université, Max Roy, s'indigne de la rémunération de certains recteurs. La plupart des universités sont autonomes et déterminent les salaires, mais l'argent provient en grande partie des fonds publics, rappelle-t-il.

« Ce qu'on trouve scandaleux, c'est que l'université c'est un bien public. On n'est pas dans l'entreprise privée, ce n'est pas des entreprises, c'est des services », ajoute-t-il.

La rémunération totale des recteurs varie en outre beaucoup d'une université à l'autre en 2009-2010. Selon la compilation, la rectrice de McGill, Heather Munroe-Blum, arrive en tête avec un salaire de base de 358 173 dollars, et de 596 061 dollars en incluant les remboursements de frais, devant Luc Vinet de Université de Montréal (370 937 dollars) et Denis Brière de l'Université Laval (355 244 dollars).

Selon le professeur Yves Gingras, du département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal (UQAM), les rémunérations ne sont pas proportionnelles à l'importance de la tâche.

La rectrice de l'Université de Sherbrooke, Luce Samoisette, par exemple, reçoit 30 000 dollars de moins, en incluant les remboursements de frais, que Michael Goldbloom, le principal et vice-chancelier de Bishop, une université presque dix fois plus petite.

« Je pense que si on est sérieux, on ne peut pas croire que gérer ces deux universités-là, dont l'une est assez minuscule comparée à l'autre, ça réclame le même salaire », s'indigne Yves Gingras.

### **Rester compétitif**

Pour Stuart Cobbett, président du Conseil des gouverneurs de l'université McGill, c'est plutôt une question de marché. « McGill est une institution

internationale. Nous considérons nos compétiteurs comme les universités les plus connues au monde », dit-il.

Dans cette logique de marché, comparé au reste du Canada, McGill n'arrive pourtant qu'au 14e rangs des recteurs les mieux payés.

Le professeur Gingras craint pour sa part une « surenchère » des salaires des hauts dirigeants. « Le danger d'accepter ce marché c'est que maintenant l'Université de Montréal va vouloir le même salaire que McGill, qui est une université comparable, et là on va avoir une surenchère d'augmentation des salaires au moment où les universités ont des budgets de plus en plus serrés », prévient-il.

Par ailleurs, pour tout le réseau de l'Université du Québec, les rémunérations sont beaucoup plus basses, puisque le gouvernement y fixe les traitements.

Le recteur de l'UQAM, Claude Corbo, reçoit 186 826 dollars, comparativement à la rectrice de Concordia, Judith Woodsworth, à qui sont versés 502 666 dollars. Les deux universités sont pourtant de taille comparable.

Comme les étudiants en grève, les syndicats des professeurs demandent des états généraux sur l'éducation et exigent que le salaire de dirigeants fasse partie des discussions.

*Avec un reportage de Benoit Giasson*



### Rémunération de base des recteurs d'université au Canada 2005-2009

Établissement	2009		2005		Hausse %
	Rang	Salaire	Rang	Salaire	
McMaster University	1er	524 000 \$	1er	410 055 \$	27,8%
University of Waterloo	2e	485 040 \$	2e	383 000 \$	26,6%
University of Alberta	3e	479 000 \$	8e	301 000 \$	59,1%
York University	4e	478 073 \$	6e	347 347 \$	37,6%
University of Calgary	5e	442 000 \$	15e	287 000 \$	54,0%
Université de Montréal	13e	364 204 \$	20e	260 000 \$	28,6%
Université McGill	15e	358 173 \$	3e	369 250 \$	-3,0%

Source: Almanach de l'enseignement post-secondaire au Canada produit par l'Association canadienne des professeurs et professeurs d'université

### Rémunération et remboursement des frais des recteur/principal/directeur général des établissements universitaires en 2009-10

	Salaire de base	Autres éléments	Alloc.&frais remboursés	Total	Charges de fonctionnement (millions \$)
Université McGill	358 173,00 \$	131 379,00 \$	106 509,00 \$	596 061,00 \$	626,6 \$
Université de Montréal	364 204,00 \$	4 348,00 \$	2 385,00 \$	370 937,00 \$	610,5 \$
Université Laval	330 000,00 \$	1 751,00 \$	23 493,00 \$	355 244,00 \$	524,6 \$
Université Concordia	350 000,00 \$	815 973,00 \$	56 593,00 \$	502 666,00 \$	373,6 \$
UQAM	181 310,00 \$	2 853,00 \$	2 663,00 \$	186 826,00 \$	338,7 \$
Université Sherbrooke	276 577,00 \$	2 265,00 \$	3 857,00 \$	282 699,00 \$	319,3 \$
UQTR	170 913,00 \$	22 402,00 \$	15 475,00 \$	208 790,00 \$	120,6 \$
HEC	251 960,00 \$	55 511,00 \$	15 799,00 \$	360 270,00 \$	111,4 \$
Polytechnique	211 663,00 \$	41 489,00 \$	23 300,00 \$	278 452,00 \$	97,5 \$
UQAC	171 767,00 \$	24 485,00 \$	34 600,00 \$	230 852,00 \$	80,7 \$
École de technologie supérieure	161 418,00 \$	23 520,00 \$	9 236,00 \$	194 174,00 \$	76,5 \$
UQAR	162 225,00 \$	18 443,00 \$	19 769,00 \$	200 437,00 \$	63,8 \$
Institut national de la recherche scientifique	170 913,00 \$	3 018,00 \$	54 654,00 \$	228 585,00 \$	60,6 \$
UQO	162 225,00 \$	17 863,00 \$	12 537,00 \$	192 625,00 \$	58,9 \$
TELUQ	162 367,00 \$	15 021,00 \$	16 592,00 \$	193 980,00 \$	40,5 \$
Université Bishop	260 000,00 \$	28 128,00 \$	27 097,00 \$	315 225,00 \$	39,8 \$
UQAT	151 923,00 \$	17 182,00 \$	22 389,00 \$	191 494,00 \$	35,0 \$
Université du Québec (Siège social)	189 904,00 \$	3 091,00 \$	12 972,00 \$	205 967,00 \$	30,8 \$
ENAP	151 923,00 \$	4 932,00 \$	13 092,00 \$	169 947,00 \$	28,7 \$

Source: Rapports annuels des établissements déposés à l'Assemblée nationale en novembre 2011 par la ministre de l'Éducation

Les composantes du traitement comprennent le salaire de base, les autres éléments du traitement et les frais remboursés.

Les principaux éléments de traitement autres que le salaire de base sont les exemptions de droit de scolarité des dépendants, la part de l'employeur à des régimes privés d'assurance imposable, l'utilisation d'un véhicule de l'université, les primes diverses, honoraires pour des cours d'appoint, les compensations de jours de vacances ou de maladie, et les allocations pour congés sabbatiques.

Les principaux frais remboursés sont les allocations de fonction, les dépenses de voyage, congrès, réunions, les cotisations professionnelles, les activités de perfectionnement et les frais de représentation.

### Les commentaires (137)

Envoyé par [Julie Simard](#) de Montréal  
30 mars 2012 à 14 h 38 HAE

Je serais curieuse de voir la rémunération des cadres qui sont juste sous les recteurs. Je ne serais pas étonnée que certains soient grassement payés pour réparer ou camoufler les erreurs et autres filouteries de ces gens qui voient l'université comme une grande entreprise. L'éducation est un service public, pas une business. Si ces gens avaient le talent de faire de leur université un milieu stimulant et agréable, ils n'auraient pas besoin de se prostituer auprès des grandes entreprises pour attirer les meilleurs profs.

Si l'ampleur de leur tâche justifiait leur gros salaire, ils ne gagneraient pas plus cher qu'un premier ministre.

Envoyé par [Louise Séguin](#) de Montreal  
29 mars 2012 à 16 h 21 HAE

Encore de l'information pour faire enrager la population. Est-ce que quelqu'un se donne la peine de prendre cette information et l'analyser ou l'expliquer objectivement? N'est-ce pas bizarre que les salaires payés aux recteurs sont proportionnels à la réputation, la grosseur et la qualité de l'enseignement de l'université? C'est ça la notion de compétitivité.

Envoyé par [560069](#)

29 mars 2012 à 14 h 28 HAE

L'éducation est un droit et non un privilège, et tout le monde doit y avoir droit peu importe son revenu. Québec Solidaire est le seul parti qui propose la gratuité scolaire de l'élémentaire jusqu'à l'université. Jacques Lecours

Envoyé par [Jean-Jacques Choret](#) de Sherbrooke  
29 mars 2012 à 10 h 24 HAE

Pour les colonnes "Autres éléments" et "frais remboursés", très généreuses, pourrait-on connaître les factures et justifications ?

Ça a tout d'un jackpot, d'une vache à lait, d'une barate à beurre tout frais payés !

Ça leur arrive-tu, des fois, d'inviter leurs ti z'amis et de leur payer un verre sur leur bras et non sur celui du contribuable ? Ça leur arrive de se payer un condo à même leur salaire de base, hein, Mme Woodsworth l'ex-rectrice ?

Comme les vieux disaient; plus ils en ont, plus ils en veulent. Et il s'en trouve encore pour reprocher aux "étudiants-enfants-rois" d'avoir un iPad et de prendre une bière sur la terrasse ! Comme si ceci justifiait cela. Pitié !

Envoyé par [Serge Clément](#) de Montréal

29 mars 2012 à 09 h 43 HAE

Certains semblent justifier un salaire par rapport aux argents dont il doit gérer plutôt que sur la vraie responsabilité qu'il a assumé. Sur ce deuxième élément on repassera car au Québec nommez-moi un cas d'imputabilité qui a conduit à un renvoi parmi les hauts dirigeants.

Alors pour bien dégonfler votre baloune sachez par exemple que pour un budget "X" et bien 90% de ce budget est récurant d'année à l'autre (copier, coller) alors faites moi rire quand un cravaté vous dit ... Messieurs moi je gère un budget de 500 millions de dollars par année.

Mon deuxième point sur lequel j'ai accroché dans cette rubrique, et bien moi aussi, j'aimerais bien connaître le salaire de nos téléscripteurs et téléscripteuses à radio-canada. Il s'agit de l'argent de nos impôts aussi. "on gage que c'est pas loin de celui d'un recteur"

Envoyé par [Nicolas Paillard](#) de Québec

29 mars 2012 à 09 h 24 HAE

Le salaire n'est pas le seul facteur. Parlons aussi des fonds de pension...

Voici une source d'information que je n'utilise pas beaucoup, mais là, c'est quand même très impressionnant:

[http://www.fm93.com/player\\_2011.php?play=pod-cast/EntrevuesBouchard/2012.03.28/2012.03.28-08.02.07-D.mp3&Id=2&Date=2012-03-28](http://www.fm93.com/player_2011.php?play=pod-cast/EntrevuesBouchard/2012.03.28/2012.03.28-08.02.07-D.mp3&Id=2&Date=2012-03-28)

Comme je dis depuis longtemps, il faut revoir la gestion des hauts cadres avant de revoir la contribution des plus pauvres...

Envoyé par [P.Quirion Pierre](#) de Québec

29 mars 2012 à 08 h 43 HAE

Nous comprenons bien que l'élite de notre société se sert allègrement dans nos poches, allégants compétition inter-universitaire et facteur de comparaison pour justifier des hausses salariales indécentes au moment même où nos dirigeants prônent l'austérité pour le peuple et les institutions. Ces salaires ne sont pas payés par l'entreprise privée, ils sont payés par les transferts des gouvernements puisés à même les impôts des citoyens qui doivent composer avec un coût de la vie de plus en plus dispendieux.

Nul métiers, le plus noble soit il, ne doit planer à une telle hauteur au dessus de la société.

Envoyé par [Sébastien Lucas](#) de Québec

29 mars 2012 à 07 h 42 HAE

Faut bien les payer c'est pas des gérants chez McDo.

Normalement ils ont travaillé fort pour se rendre à ce poste je peux comprendre que des Universités les payent si cher.

Envoyé par [Yvon Payeur](#) de Montréal

29 mars 2012 à 03 h 53 HAE

Une chance que les recteurs et les autres cadres dans les universités ne sont pas syndiqués !



Ca serait le bordel sur ce blog...  
Là tout est beau, tout est justifié pourvu qu'il n'y a pas de syndicats !!!  
Quand des syndiqués sont bien payer bien c'est la critique totale incluant des fonctionnaires...  
Envoyé par [Constantinople 1er](#) de Lachine  
29 mars 2012 à 00 h 13 HAE  
"Si on appliquait votre raisonnement à tous les haut-fonctionnaires et aux politiciens, vous avez une idée de combien tout cela nous coûterait?!"  
Sauf que si nos ministres gagnaient un salaire décent, on ne serait pas dans le trou de \$240 milliards!  
Les gens les plus compétents ne vont pas en politique, ce n'est pas assez payant.  
Envoyé par [Yvan Dubois](#) de Québec  
28 mars 2012 à 22 h 30 HAE  
Les Universités reflètent bien le monde actuel. Quelque riches et beaucoup de sous-payés.  
Envoyé par [Ferafriser Isabelle](#) de Québec  
28 mars 2012 à 22 h 27 HAE  
Il n'y a pas de comparatif entre la taille des universités ou si peu, si peu.....pourtant ce serait pertinent.  
Envoyé par [Nicolas P. Nicolas](#) de Québec  
28 mars 2012 à 22 h 23 HAE  
Les gens s'indignent farouchement de réaliser l'ampleur du gaspillage à l'université. D'un autre côté, les gens se scandalisent face à nos revendications et nos moyens de pressions. Je ne comprend plus rien.  
Qu'elle employé n'aurait pas envis de tout casser alors qu'il apprend qu'il doit accepter des mesures d'austérité de son usine au même moment que les patrons se voient augmenter leur salaire de manière totalement obscène.  
Autre chose, dites-vous bien que ce qui arrive à nos universités est le même sort qui est réservé à l'ensemble de nos institutions. Je vous le dit, il n'y a pas seulement de quoi montrer les dents, il y a de quoi mordre!  
Envoyé par [Sylvain Côté](#) de Montréal  
29 mars 2012 à 08 h 54 HAE *en réponse à Nicolas P. Nicolas de Québec*  
Ha ca, c'est un peu la norme. Les gens chialent (payeurs de taxes) contre le gouvernement, les exploitateurs (les minières qui n'ont payé que 5% d'impôts jusqu'en 2008 par exemple, en empochant des milliards et en saccageant l'environnement, nous laissant avec ces coûts payés à même nos impôts), et chialent contre le monde qui osent non seulement se lever, mais rester debout.... ah mais c'est vrai, pour le monde qui reste chez eux à chialer, les faits médiatiques ont une durée de vie... on s'en écoeure et voulons passer à autre chose...  
Envoyé par [Sylvain Côté](#) de Montréal  
29 mars 2012 à 09 h 06 HAE *en réponse à Nicolas P. Nicolas de Québec*  
Je veux préciser que je ne veux cependant pas généraliser, comme le font plusieurs internautes sur les étudiant-e-s...  
Envoyé par [Denis Gravel](#) de Québec  
28 mars 2012 à 22 h 18 HAE  
« des états généraux sur l'éducation et exigent que le salaire de dirigeants fasse partie des discussions. »  
Oui j'appuie.  
Envoyé par [GILLES LEBEAU](#) de MARIEVILLE  
28 mars 2012 à 21 h 56 HAE  
J'espère que nos héros et héroïnes vont nous trouver des bons trucs pour demain. Sans briser rien et sans violence cependant., mais qu'ils ,elles continuent à embêter le gouvernement par leurs trucs.  
Mme Beauchamp va s'apercevoir que les enfants d'école , comme on dit , ils,elles ont du chien dans le nez  
Bravo et lâchez pas.

En terminant savez-vous pourquoi les pro-hausse et les pro-Charest tiennent tant à ce que Charest reste debout : c'est leur seule et dernière raison qu'ils,elles peuvent se donner comme excuse pour voter pour le pire premier ministre que le Québec ait eu.  
Envoyé par [Ferafriser Isabelle](#) de Québec  
28 mars 2012 à 22 h 26 HAE *en réponse à GILLES LEBEAU de MARIEVILLE*  
Et Duplessis? On l'oublie quand ça fait l'affaire?  
Envoyé par [Rémi Fontaine](#) de Saint-Jean-sur-Richelieu  
28 mars 2012 à 21 h 44 HAE  
Rester compétitif? Non, la vérité est qu'ils ont ces salaires seulement à cause de leurs connections et de leurs amis.  
Envoyé par [Christian Tremblay](#) de Gatineau  
28 mars 2012 à 21 h 01 HAE  
100% d'accord avec tous les commentaires qui disent que c'est carrément indécent!!!! Moi, je suis prêt à y aller pour 150,000!!!! Comme on dit par chez nous: dehors les chiens pas de médailles!  
Envoyé par [Claire Lévesque](#) de Cap-Chat  
28 mars 2012 à 20 h 49 HAE  
Encrasser de part et d'autre! Il faut faire quelque chose, car cela ne finira jamais! Il est temps que le peuple reprenne son pouvoir! Que l'on nous a volé.  
Envoyé par [Victor Nazaire](#) de ottawa  
28 mars 2012 à 20 h 40 HAE  
Et pendant ce temps-la ( le temps des recteurs a 300 mille et plus) les étudiants a la maîtrise et au doctorat qui corrigent les copies des étudiants de 1e année du baccalauréat reçoivent des salaires de misère .  
Envoyé par [Ferafriser Isabelle](#) de Québec  
28 mars 2012 à 22 h 22 HAE *en réponse à Victor Nazaire de ottawa*  
Pas tous. Ma soeur enseignait dans un collège à très bon salaire tout en faisant un doctorat. Et elle n'était pas la seule. C'est fréquent. Il y en a qui cumulent 2 emplois sans problème les heures d'enseignement étant limitées. Font pas pitié tant que ça.  
Envoyé par [Maxime Beaulieu](#) de Thetford Mines  
28 mars 2012 à 23 h 19 HAE *en réponse à Victor Nazaire de ottawa*  
@Ferafriser Isabelle  
Vous n'avez pas compris - Victor parles des contrats que les étudiants à la maîtrise et au doctorat peuvent décrocher pour aider les professeurs de premier cycle dans la correction des travaux et des examens. Ces contrats sont très faiblement rémunérés, et finissent généralement par des heures de bénévolat... mais bon, on se dit que ça paraît bien sur un C.V. Il ne parle pas de la possibilité d'être chargé de cours lorsque vous êtes étudiant au doctorat.  
Envoyé par [Hermit LeBel](#) de St-Damien-de-Brandon  
28 mars 2012 à 20 h 27 HAE  
Ces rémunérations représentent une insulte projetée au visage des étudiants qui ont raison de s'indigner contre ces abus indécents. Le temps est venu de sonner la fin de la récréation.  
Envoyé par [Hermit LeBel](#) de St-Damien-de-Brandon  
28 mars 2012 à 20 h 25 HAE  
Comment expliquer de tels chiffres concernant Concordia, la controversée...  
Salaire de base 350 000  
Autres éléments 815 973  
Allocations et frais remboursés 56 593  
Total 502 666 ?  
Envoyé par [Sandrine Vautrin](#) de Montréal  
28 mars 2012 à 20 h 22 HAE  
Les étudiants sont pris entre 2 pains (les universités et le gouvernement). Merci de continuer à publier de telles informations.

On aura beau dire que les universités manquent d'argent, mais l'inflation a ces limites.  
Aux étudiants: Lâchez pas! Y'a pas de raison que vous vous endettiez pour rattraper ce que les autres (ceux qui travaillent aujourd'hui) n'ont pas payé  
Envoyé par [Eric Drev](#) de Laval  
28 mars 2012 à 20 h 15 HAE  
Pis... Vous aimez ça, jeter de l'huile sur le feu? j'imagine que vous êtes très fiers de votre trouvaille... Allez-vous maintenant sortir les salaires des parents de ceux qui dirigent la CLASSE? Ils sont au même niveau... Pourquoi ne pas en parler?  
Envoyé par [Guy Masson](#) de Québec  
28 mars 2012 à 19 h 43 HAE  
Tout ça est carrément révoltant! Même à 150 000\$ par année, il y aura toujours d'excellents candidats prêts à prendre la place de ces recteurs.  
Envoyé par [Simon Ouellet](#) de rimouski  
28 mars 2012 à 19 h 28 HAE  
Maintenant que l'on connaît les salaires et les avantages des recteurs, quelqu'un peut-il nous faire connaître les salaires des professeurs ainsi que tous les avantages ( primes de retraite, etc...) que ceux-ci ont. Vous verrez aussi des exagérations monstrueuses et incroyables. Des profs, qui ont une compagnie et dont les étudiants font les recherches ou le travail. Des profs qui font des recherches pour certaines compagnies durant leur travail à l'Université. Faites la recherche et vous trouverez bien des petites caches.  
Envoyé par [Pierre-Paul St-Onge](#) de Montréal  
28 mars 2012 à 19 h 26 HAE  
La hausse des frais de scolarité c'est vraiment super car le salaire des recteurs pourra augmenter davantage et rattraper la moyenne canadienne.  
Envoyé par [Andre Kelly](#) de baie comeau  
28 mars 2012 à 19 h 08 HAE  
bienvenue au club des jaloux.gerer une universite de 30 a 50000 étudiants et des milliers de membres du personnel avec des budgets de 400 a 800 millions de dollars par an merite un salaire de 500000 ou plus.personne ici s'offusque qu un joueur de hockey de 4 e trio dans la ligne nationale gagne 750000 dollars avec une 11 eme année avec specialisation en macrame.  
Envoyé par [France Martin](#) de Laval  
28 mars 2012 à 19 h 02 HAE  
Continuer le combat les enfants, vous avez raison.  
Envoyé par [Philippe Ribeiro](#) de montreal  
28 mars 2012 à 19 h 01 HAE  
Notre ministres des finances disait avec un peu d'arrogance les étudiants doivent faire leur justes part, alors selon les chiffres l'évidence et là... mais leur choix sont fait ...  
de plus le plan nord est plus important que nos jeunes. La gratuité et rien de moins  
Envoyé par [Anna Derwaun](#) de Québec  
28 mars 2012 à 18 h 59 HAE  
"Et on ose demander aux étudiants de...faire leur part?"  
Etes-vous entrain de dire que les étudiants ne font pas leur part ?  
isshh ... des plans pour qu'ils arrivent bloquer l'accès à votre domicile !!  
Envoyé par [Jean Deau Jean](#) de Québec  
28 mars 2012 à 18 h 58 HAE  
Franchement, l'UDM est en 13ième position et McGill en 15ième...en terme de rémunération de base. En coupant le tableau de la rémunération de base à partir de la 5ième position et en poursuivant directement avec la 13ième on donne l'impression que la rémunération est dans le top 10. Un tableau dans le style de USA Today !

On cherche quoi ? Un candidat à 90,000 \$ ? Il ne viendra certainement par des meilleures organisations. Un autre exemple de la pensée magique. Envoyé par [Robert Paradis](#) de Boucherville 28 mars 2012 à 18 h 44 HAE

L'argent, c'est le bonheur ! Les écarts s'élargissant de plus en plus rapidement entre le prolétariat et les privilégiés, c'est la Société qui agonise pour faire place aux ghettos sous la loi et l'ordre, les prisons harperiennes et bientôt les villes privées, clôturées, gardées avec caméras, gardes armés et chiens, l'état policier, le règne de "Bildberg-Big brother". Avance en arrière ! Gwad bless capitalOILism déchaîné, sauvage !!

Envoyé par [France Morin](#) de Québec 28 mars 2012 à 18 h 42 HAE

Si on suit la logique de monsieur Cobbett, le personnel administratif et de soutien de ces mêmes institutions devraient également profiter de cette "saine compétition" qui fait gonfler le salaire de nos recteurs. Pourtant, la majorité d'entre eux se contentent des augmentations décrétées dans la fonction publique québécoise. Après cela, on nous demande de nous serrer la ceinture

Envoyé par [Nicolas Fontaine](#) de Montréal 28 mars 2012 à 18 h 40 HAE

Ok, est-ce que Radio-Canada peut nous fournir le salaire de ses lecteurs(trices) de nouvelles? Juste pour comparer.

Merci.

Envoyé par [Pierre Glover](#) de Pointe-Claire 28 mars 2012 à 18 h 38 HAE

Le premier tableau semble truffé d'erreurs. L'addition en rangée fonctionne généralement. De toutes évidences pas pour la personne de Concordia ni pour celle de HEC. Contrôle de qualité? D'autres parts, en supposant que la partie "autres éléments" de Concordia soit incorrecte, on constate que c'est à McGill où le recteur se démarque des autres. Considérant le caractère "international, unique, pas touche" de McGill, je pense qu'on devrait sérieusement se questionner sur la pertinence de financer à même nos taxes les activités de cette institution plus intéressée à avoir des étudiants des États-Unis, d'Europe ou d'Asie que du Québec. On affirmerait alors, une fois pour toutes et à notre avantage, son caractère "unique". Je doute que la Ministre québécoise de l'anglicisation Christine St-Pierre soit en accord avec cette idée.

Envoyé par [Jeannot Charette Jeannot](#) de Québec 28 mars 2012 à 18 h 30 HAE

@ Vincent Gagné de Québec 28 mars 2012 à 17 h 57 HAE

HaHa! Quelle similarité...

Pour ceux qui ne savent pas ce que c'est une administration d'université, ils n'ont qu'à s'imaginer la scène dans le film "Le temps des bouffons" de Pierre Falardeau et se remémorer le personnage qui disait "We are magnificent people".

Pour Stuart Cobbett, président du Conseil des gouverneurs de l'université McGill, c'est plutôt une question de marché. « McGill est une institution internationale. Nous considérons nos compétiteurs comme les universités les plus connues au monde », dit-il. (l'article de Radio Canada)

Et vian!

Envoyé par [Emilien Marcoux](#) de Plessisville 28 mars 2012 à 18 h 30 HAE

Scandaleux, tout simplement scandaleux... et je comprends mieux ces 50 médecins spécialistes anglophones qui font signer une pétition pour demander à Harper et aux gouvernements des provinces de leur faire payer plus d'impôt pour soulager la classe moyenne. Et en haussant les droits de scolarités...on pige dans les poches

des petits et de la classe moyenne.... Une revision du système universitaire s'impose!!!

Envoyé par [Marc Loricaire](#) de Saint-Clinclin 28 mars 2012 à 18 h 23 HAE

Personnellement, je n'ai aucun problème avec le salaire du recteur de McGill. Ils reçoivent des centaines de millions en dons par an (en fait ils reçoivent plus en dons que le budget total de l'UQAM), ils peuvent aisément se payer ce luxe. Ils sont en compétition avec les meilleures universités sur la planète. Je serais bien curieux de voir le salaire du recteur des universités de calibre semblable (ça doit être bien au dessus du million).

Pour les autres universités, je crois qu'il faut qu'ils puissent prouver qu'ils ont besoin de ce salaire. L'Université de Montréal reçoit aussi beaucoup en dons des entreprises, ils peuvent probablement ce payer un bon recteur, si cela peut augmenter leur rang dans les classement internationaux. Pour les autres, particulièrement Concordia (qui tente de se comporter comme McGill mais qui en fait n'a rien avoir), il faudrait qu'ils se comparent plus aux dirigeants d'entreprises publiques et de s'ajuster en fonction du nombre d'argent qu'ils gèrent.

Envoyé par [Robert Beauchamp](#) de Montréal 28 mars 2012 à 18 h 20 HAE

Est-ce que quelqu'un est capable de nous dire maintenant combien de dirigeants (cadres et membres de conseils d'administration) de nos universités profitent d'exemptions de droits de scolarité en raison de leur filiation avec certains étudiants (es)?

J'espère que ce n'est pas gratis pour les uns et qu'on décrète une hausse pour les autres! Il faudrait y voir n'est-ce pas?

Envoyé par [Mario Falardeau](#) de Ville-Émard 28 mars 2012 à 18 h 19 HAE

En passant, vous savez que leur fond de retraite (comme bien d'autres employés du secteur de l'éducation) est assuré à 100%? Eh oui, alors que vous et moi pouvons espérer (au gros max.) un versement de 1/1 de la part d'un employeur, c'est 0/1 pour ces bonnes gens.

Et on ose demander aux étudiants de...faire leur part?

Envoyé par [Jeannot Charette Jeannot](#) de Québec 28 mars 2012 à 18 h 17 HAE

Une proposition. Rebaptisons recteurs et étudiants. Ainsi : les seigneurs exigent davantage de leurs censitaires afin qu'ils fassent leur "juste part".

Envoyé par [Alexandre Bonin](#) de Montréal 28 mars 2012 à 18 h 16 HAE

Le salaire des recteurs représentent même pas 0,05% des revenus en éducation.

Et sachant qu'un recteur est diplômé souvent post-doc, qu'il aurait un meilleur salaire dans une autre province ou même au privé... je ne vois pas ce qu'il y a de scandaleux. Ils doivent gérer une université et font pourtant moins que certains CEO ou PDG de PME...

Et arrêter d'être jaloux du salaire des médecins, des avocats, etc...

La plupart d'entre vous n'auriez même pas le courage de faire la semaine d'un médecin omnipraticien ni même le courage et le talent pour réussir une année du doctorat en médecine.

Envoyé par [Guy Masson](#) de Québec 28 mars 2012 à 18 h 16 HAE

Rien pour aider à convaincre les étudiants de laisser tomber la grève!

Envoyé par [Jeannot Charette Jeannot](#) de Québec 28 mars 2012 à 18 h 10 HAE

Je me trompe-tu si je dis qu'un recteur a une fonction quasi-strictement protocolaire, un peu comme le gouverneur général du Canada. Si je me souviens bien, le recteur de mon université

travaillait surtout le soir, dans des banquets, avec son petit verre à la main...

Envoyé par [Anna Derwaun](#) de Québec 28 mars 2012 à 18 h 08 HAE

"Voilà une des causes-racines de la grogne des étudiants actuellement en grève."

On le sait tous que les étudiants ne reprendront le chemin des universités et des collèges que lorsque le gouvernement leur aura promis la gratuité scolaire, aura promis de mettre un frein au système capitaliste, aura revu à la baisse le salaire des recteurs, etc ....

Moi je leur dit de rester en grève tant qu'ils ne seront pas heureux de vivre au Québec dans les conditions actuelles.

Il ne faut pas oublier qu'ils ont voté pour une grève contre la hausse des frais de scolarité. Ils n'ont pas voté de faire une grève contre les salaires des recteurs ni contre le système capitaliste.

Envoyé par [John Christopher Austin](#) de Montréal 28 mars 2012 à 18 h 08 HAE

Ah oui? Dites-moi ce que je ne sais pas maintenant.

Envoyé par [Denis Noel](#) de gatineau 28 mars 2012 à 18 h 02 HAE

Et dire que certaines sociétés ont voulu et ont éliminé les intellectuels. Quand le roi mange le boeuf et donne les os au peuple on peut s'attendre à ce que l'affamé se révolte. Au moins Castro prêche par l'exemple.

Envoyé par [Gino Tremblay](#) de Saguenay 28 mars 2012 à 17 h 57 HAE

Ce que vous ne savez pas et qui est encore plus choquant, ce sont les montants des subventions de recherches que les compagnies pharmaceutiques donnent aux Universités. J'ai bien hâte qu'un média vous en fasse part, vous risquez de tomber sur le c...

Envoyé par [Jeannot Charette Jeannot](#) de Québec 28 mars 2012 à 17 h 56 HAE

Quand on sait que c'est les recteurs qui poussent le plus pour augmenter les frais de scolarité, ça écoeure.

Envoyé par [559964](#) 28 mars 2012 à 17 h 56 HAE

je ne trouve pas ça exagéré non plus compte tenu de la taille de certains établissements. Attention aux remboursements de frais; quant le recteur voyage par affaires, j'espère que ses dépenses sont remboursées ou assumées par une carte de crédit de l'employeur!

Envoyé par [Stan Tremblay](#) de Trois-Rivieres 28 mars 2012 à 17 h 55 HAE

Une étude sur les dons (oups) sur les subventions du gouvernement Libéral aux écoles privées serait très intéressante aussi.

Combien nous coûte les écoles privées? Peut-être qu'il ne serait pas nécessaire d'augmenter les frais des plus démunis, si l'État ne payait pas si cher pour "aider" les riches de ce monde!

Envoyé par [Ferafriser Isabelle](#) de Québec 28 mars 2012 à 17 h 46 HAE

Ce n'est rien comparé au secteur privé. Air Canada est un bon exemple.

Envoyé par [Denis Noel](#) de gatineau 28 mars 2012 à 17 h 44 HAE

Tout pour certains et rien pour les autres. Vive les quelques milliers de rois du Québec de la santé, de l'éducation et des institutions. Que le reste crève de faim. C'est cela la justice sociale de notre société.

Envoyé par [Clèvesque Chantal](#) de Québec 28 mars 2012 à 17 h 42 HAE

Eh bien voilà où le gouvernement pourrait trouvé l'argent pour ôter la hausses des frais scolaire!

Envoyé par [Vincent Archambault](#) de Montreal 28 mars 2012 à 17 h 42 HAE

Je suis d'accord que c'est inacceptable. Mais avez-vous pensé que le problème doit être multiplié par le nombre de médecins spécialistes qui tirent aussi des salaires de plusieurs centaines de milliers de dollars à même l'argent des contribuables?... Payons-les moins et payons-en plus! (pas plus de recteurs, par contre... 1 par université c'est assez)

Envoyé par [Pierre-Paul St-Pierre](#) de Brossard  
28 mars 2012 à 17 h 39 HAE

Luc Vinet n'est plus recteur de l'Université de Montréal. Pour comprendre pourquoi il a un salaire aussi élevé, regardez ses accomplissements sur Wikipédia. Tout un cv...

Envoyé par [Samuel Croteau](#) de Montréal  
28 mars 2012 à 17 h 38 HAE

J'espère qu'ils sont gênés, maintenant. Samuel Croteau, Étudiant à l'UdeM

Envoyé par [Steve Harrison](#) de Sainte-Foy  
28 mars 2012 à 17 h 34 HAE

Voilà une des causes-racines de la grogne des étudiants actuellement en grève.

Envoyé par [Mario Jean](#) de Montreal  
28 mars 2012 à 17 h 33 HAE

Certain recteur ont un meilleur salaire que notre PM!

Envoyé par [Samy Drissi](#) de montréal  
28 mars 2012 à 17 h 32 HAE

Allez la, ils veulent du Champagne maintenant ? On va leur donner voyons...

Envoyé par [Victor Nazaire](#) de ottawa  
28 mars 2012 à 17 h 30 HAE

Aucun critère uniforme de décision :

Les recteurs anglophones gagnent mieux en moyenne que les francophones

Le recteur de McMaster gagne mieux que le recteur de McGill

Le directeur de H.E.C. gagne plus que le recteur de l'UQAM

Un vrai galimatias !

Et si on étudiait les revenus des Vice-recteurs ?

Envoyé par [Mathieu Roy](#) de Sherbrooke  
28 mars 2012 à 17 h 29 HAE

Hum... Ca me semble pas si exagéré, comparé à un dentiste ordinaire qui fait un salaire plus élevé...

Envoyé par [Clèvesque Chantal](#) de Québec  
28 mars 2012 à 17 h 45 HAE en réponse à [Mathieu Roy de Sherbrooke](#)

les dentistes ont eux bcp de dépenses. En commençant leurs carrières ils sont hyper endetté à cause des équipements.

De plus les dentistes n'est pas payer par l'état.

Envoyé par [Mathieu Roy](#) de Sherbrooke  
28 mars 2012 à 18 h 06 HAE en réponse à [Mathieu Roy de Sherbrooke](#)

Je parlais des profits qu'ils gagnent. Par ailleurs, pourquoi donc ils roulent sur l'or? Parce que c'est passé au privé et à but lucratif.

Comme les universités aux USA qu'on essaie d'imiter.

Envoyé par [Jessé Beaupré](#) de Sherbrooke  
28 mars 2012 à 17 h 28 HAE

Mc Gill est l'université la plus surcotée au pays. Le gouvernement du Québec ne devrait pas financer ce genre d'entreprise privée.

Envoyé par [Jacques Savoie](#) de Québec  
28 mars 2012 à 17 h 25 HAE

Les étudiants on raison de questionner ceux qui gèrent et dépenses l'argent des contribuables. Si les élites se montraient moins gourmands, il en resterait pour éduquer nos enfants.

Envoyé par [Maxime L](#) de Montreal  
28 mars 2012 à 17 h 25 HAE

Il est normal qu'un gestionnaire qui a sous sa responsabilité plus de 600 000 000.00\$ a gérer de gagner un salaire de 500k par an.

Vous pouvez retourner aux études et devenir chef d'entreprise ou gestionnaire d'une société d'état.

Il est tellement simple d'être jaloux et envieux de ceux et celles qui ont fait des sacrifices pour se rendre ou ils sont aujourd'hui.

Envoyé par [Paul Derome](#) de Montréal

28 mars 2012 à 17 h 47 HAE en réponse à [Maxime L de Montreal](#)

Généralement, ces postes ne sont pas attribués parce que vous avez des compétences, mais des amis qui ont des amis et que vous avez un jour appuyé un autre amis.

Un recteur n'a pas de responsabilité, car il n'est pas imputable de ses décisions, au même titre que l'ensemble des fonctionnaires de notre société. S'ils font un bon coup, ils vont se péter les bretelles, s'ils font un mauvais coup, c'est la faute au sous-financement.

Et pour terminer, un recteur n'a pas l'ensemble du budget à administrer car il a un bataillon de cadres intermédiaires pour le faire. Les sous fifres !

Envoyé par [Vincent Gagné](#) de Québec

28 mars 2012 à 17 h 51 HAE en réponse à [Maxime L de Montreal](#)

Donc nous devrions augmenter le salaire de Premier ministre puisqu'il a de plus grandes responsabilités.

Par ailleurs, les universités ne sont pas des entreprises privés. Si c'est le cas, arrêtons de les subventionner, non? De plus, cela impliquerait d'autant plus que les universitaires ne sont pas bénévoles au système collectif, ce qui est une des plus grandes aberrations jamais mentionner sur ce blogue.

Envoyé par [Hélène Morin](#) de Bonaventure

28 mars 2012 à 17 h 59 HAE en réponse à [Maxime L de Montreal](#)

Quoi???

Vous pensez sérieusement que ceux et celles qui réussissent le doivent à leur seul mérite?

Vous êtes vraiment sérieux?

Vous dites quoi à ces hommes et femmes qui travaillent 70 ou 80 heures par semaine au salaire minimum et qui se font exploiter allègrement pour enrichir le 1% de nos seigneurs et maîtres?

Qu'ils ne travaillent pas suffisamment fort?

J'en ai marre de la droite et de leurs idées du genre «Si tu veux tu peux»

Je suis plus capable!!!

Envoyé par [Carl P.](#) de Montréal

28 mars 2012 à 22 h 39 HAE en réponse à [Maxime L de Montreal](#)

Alors, je me demande quel salaire le premier ministre du Québec devrait commander pour un budget de 60-70 milliards de dollars. Votre raisonnement est tronqué. D'autant plus que les recteurs sont des administrateurs, certes, mais à ma connaissance, sont avant tout des anciens professeurs. Déjà, la compétition au sein des différents départements université est féroce entre professeurs pour prendre la direction du département, et ce, sans avoir d'importants bénéfices financiers.

Pourquoi ne pas limiter la rémunération des universités à celui que reçoit le premier ministre du Québec ? Il n'y aura pas moins de professeurs universitaires intéressés et qualifiés pour prendre la relève. Après tout, la raison pour laquelle ils veulent presque tous accéder à ce poste n'est pas pécuniaire, mais repose bien sur la symbolique sociale qu'un tel poste confère.

Envoyé par [Bob G. Vincent](#) de Québec

28 mars 2012 à 17 h 21 HAE

Ça gagne 1/2 million par année pis ça vient dire aux étudiants et familles de la classe moyenne de se serrer la ceinture au nom de la 'juste part'....hmmm que le concept de "bonne gestion" peut être flexible.....

Envoyé par [Dominique Beaulieu](#) de Saint-Louis

28 mars 2012 à 17 h 19 HAE

"Pour Stuart Cobbett, président du Conseil des gouverneurs de l'université McGill, c'est plutôt une question de marché. « McGill est une institution internationale. Nous considérons nos compétiteurs comme les universités les plus connues au monde », dit-il."

Ah bon? Et les autres universités ne sont pas "internationales"? Ça veut dire quoi ça "nous autres on est international"? Ça veut dire que vous autres vous ne valez rien?

Envoyé par [André Simard](#) de Chicoutimi

28 mars 2012 à 18 h 24 HAE en réponse à [Dominique Beaulieu de Saint-Louis](#)

Pour votre information, McGill regarde toutes les autres universités du Québec comme des équipes des ligues mineures - particulièrement les établissements du Réseau de l'UQ. C'est bien connu et ça ne date pas d'aujourd'hui.

Envoyé par [Jeannot Charette Jeannot](#) de Québec

28 mars 2012 à 19 h 26 HAE en réponse à [Dominique Beaulieu de Saint-Louis](#)

Effectivement, c'est connu, McGill souffre d'un complexe de supériorité.

Envoyé par [Dominique Beaulieu](#) de Saint-Louis  
28 mars 2012 à 19 h 35 HAE en réponse à [Dominique Beaulieu de Saint-Louis](#)

Pfff ... croyez-moi, nous n'avons absolument pas à rougir du niveau de notre recherche, je suis très bien placé pour le savoir.

Envoyé par [Michel Deschenes](#) de St-Eustache

28 mars 2012 à 17 h 18 HAE

Un peu trop cher payé, il me semble que 150 000\$ par année inclant les dépenses serait un excellent salaire pour des gens qui passe le plus clair de leur temps sur les terrains de golf.

Envoyé par [Trop c'est trop Robert](#) de Québec  
28 mars 2012 à 17 h 51 HAE en réponse à [Michel Deschenes de St-Eustache](#)

D'accord avec toi.

Mais si un recteur d'université gagne 150,000 \$, on devrait exiger aux professeurs d'universités d'abaisser leur salaires à 75,000\$, aux professeurs de CEGEP à 50,000\$ et toi, ton salaire, à 15000\$.

Une société qui se plaint des salaires des hauts placés n'ont même pas une hésitation à payer 150\$ pour aller voir le Canadien avec ces joueurs de 3,4,5 et 6,000, 000@année, les Paul McCartney qui gagne 20,000,000± année. Quand un syndiqué exige 30\$/heure pour conduire un lift ou balayer un plancher, le recteur d'une université méritent 350,000 @ année.

Envoyé par [Vincent Gagné](#) de Québec

28 mars 2012 à 17 h 57 HAE en réponse à [Michel Deschenes de St-Eustache](#)

Les professeurs sont, de loin, les éléments les plus importants dans la formation universitaire. À ce que je sache, les seules fois où j'ai vu mon recteur, c'est lorsqu'il avait un cocktail bien arrosé dans une salle où les étudiants étudient à l'habitude. Ces derniers sont obligés de se trouver un autre endroit pour le faire.

Envoyé par [Edith Vezina](#) de Sherbrooke

28 mars 2012 à 18 h 15 HAE en réponse à [Michel Deschenes de St-Eustache](#)

D'accord que les salaires sont très (trop) élevés.

Cependant, de dire que ces gens-là passent leur temps au golf est faux et c'est assez rude comme déclaration. Je ne voudrais pas leur tâche pour tous les salaires du monde.

Envoyé par [Constantinople 1er](#) de Lachine

28 mars 2012 à 17 h 13 HAE

Et on devrait offrir combien alors? \$45,000?

Et on se retrouverait comme au gouvernement, avec des cancreps?

Envoyé par [Vincent Gagné](#) de Québec





28 mars 2012 à 17 h 46 HAE en réponse à Constantinople 1er de Lachine  
 Insinuez-vous que le salaire est proportionnel à la compétence et à l'intelligence?  
 Que tous ceux qui gagnent 45 000\$ sont des cancrenes.  
 En passant, même s'ils ont d'énormes responsabilités, j'en conviens, le Premier ministre du

Québec ne gagne même pas autant qui pourtant a des responsabilités beaucoup plus élevées!  
 Envoyé par Constantinople 1er de Lachine  
 28 mars 2012 à 18 h 14 HAE en réponse à Constantinople 1er de Lachine  
 "Insinuez-vous que le salaire est proportionnel à la compétence et à l'intelligence?"

Que tous ceux qui gagnent 45 000\$ sont des cancrenes."  
 Pour des postes de cette importance, c'est l'évidence même. Moins on paye, plus les cerveaux vont travailler ailleurs.  
 Vous pouvez être sûr que si nos ministres gagnaient un salaire décent, ils seraient d'office plus compétents.

**LE DEVOIR: Grève étudiante - Les appels au dialogue se font pressants: Des voix étudiantes s'élèvent pour souhaiter un compromis alors que Québec rappelle que la reprise des cours, notamment au cégep, sera plus problématique après le congé de Pâques - Vendredi 30 mars 2012**



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Des centaines d'étudiants masqués et déguisés ont paralysé le centre-ville de Montréal hier après-midi, le temps d'une manifestation sur le thème de la grande mascarade.

Lisa-Marie Gervais

Pas chauds à l'idée d'un dégel, les étudiants accueillent néanmoins favorablement les signes d'ouverture de la part du gouvernement Charest. «On voit que ça bouge de son côté alors que ça fait des mois qu'il se campe sur ses positions. [...] Pour les étudiants, ça donne un espoir», a dit Martine Desjardins, présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ).

Hier, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a réitéré son «ouverture» à discuter de l'aide financière. «Il y a toujours, toujours de l'ouverture pour parler de la question du programme des prêts et bourses et de l'accessibilité. Ça a toujours été vrai», a-t-elle soutenu hier matin à l'Assemblée nationale. «Mais peu importe le signal qui est lancé aux étudiants, leur réponse est toujours la même. C'est: "nous ne voulons que parler du gel"», a-t-elle ajouté en déplorant leur intransigeance.

La Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) se réjouit de cette oreille tendue, mais rappelle que le gel doit être accepté comme prémisses. «Les étudiants ne veulent pas négocier leur endettement, mais le retrait de cette mesure injuste et inéquitable

qu'est la hausse des frais de scolarité», a déclaré Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE. L'organisation accuse la ministre de «noyer le poisson» en posant des conditions au dialogue.

**La pression monte**

Reste que le temps passe et que la pression devient de plus en plus forte. Sur diverses tribunes, ils sont de plus en plus nombreux à souhaiter un compromis. Même que le symbole du «carré jaune» est en train de se répandre, pour promouvoir l'idée d'une hausse de 1625 \$... mais sur dix ans au lieu de cinq. La présidente de la FEUQ en est consciente. «Dans les lettres ouvertes, on voit que de plus en plus de gens proposent des solutions. Même François Legault s'est proposé comme médiateur. Tout le monde est en mode action, reconnaît-elle. Mais les étudiants aussi veulent avoir une discussion le plus rapidement possible.»

Selon la ministre Beauchamp, le congé de Pâques sera le point critique, en particulier pour cinq établissements collégiaux de la région de Montréal qui «boycottent» leurs cours depuis plusieurs semaines. Elle rappelle que la reprise des cours sera de plus en plus «problématique».

Avec environ 185 000 étudiants en grève (dont une majorité de cégépiens), les appuis fluctuent très peu. Cette semaine, douze cégeps ont reconduit la grève et six devaient se prononcer aujourd'hui. Onze autres voteront la semaine prochaine. Les universités sont plus frileuses. Par exemple, les étudiants des cycles supérieurs de l'Université Laval ont été favorables à un débrayage jusqu'au 4 avril, mais par moins d'un point de pourcentage. Par un vote tout aussi serré, les étudiants en médecine de l'Université de Montréal prolongeront leur grève jusqu'à lundi, une première historique.

**Pied de nez masqué**

Des centaines d'étudiants masqués et déguisés ont paralysé le centre-ville de Montréal hier après-midi. Reprenant l'idée des quatre lignes de métro, ils ont manifesté pacifiquement selon quatre trajets de couleurs différentes, connus des policiers. Étudiant en biologie à l'UQAM, Alexandre Fouillet a rappelé que ce charivari aux allures de Mardi gras était aussi un pied de nez à tous ceux qui critiquent le droit de se masquer. «On n'a rien à cacher. Mais on se masque pour éviter le profilage des policiers», a-t-il expliqué. «On n'est pas juste des gens qui cassent des fenêtres. On est créatifs aussi. On veut le montrer au gouvernement. Des philosophes ont dit que résister, c'est créer. C'est ce qu'on est en train de faire», a-t-il conclu.

Avec la collaboration d'Antoine Robitaille

**Vos réactions**

- Marcel Bernier - Inscrit, 30 mars 2012 03 h 16  
 Un réel combat politique...  
 Espérons que madame Beauchamp, monsieur Bachand et monsieur Charest changeront leur fusil d'épaule : les citoyens et les citoyennes qui revendiquent l'abandon de la hausse des frais de scolarité ne sont pas des enfants d'école. Pour sûr, ils et elles ont une vision bien précise de ce qu'est l'éducation et le font savoir haut et fort.  
 Il serait intéressant que les syndicats et les organismes communautaires s'investissent de façon active aux côtés de tous ceux et celles qui recherchent le bien commun, la justice sociale et le sens de la dignité.  
 Et vive la gratuité de l'éducation!
- Pierre-Alain Gouanvic - Abonné, 30 mars 2012 12 h 29  
 Question de droit international!  
 « Le juriste, ex-député du Parti Québécois et professeur de droit Daniel Turp a recommandé d'amener le gouvernement Charest devant les tribunaux pour l'empêcher, a-t-il dit, de violer un de ses engagements internationaux les plus importants (l'Article 13 du

Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels). S'adressant à une assemblée d'étudiants à l'Université de Montréal le 19 mars 2012, il a expliqué sa position :

« Il faudrait plutôt suivre l'exemple de ceux qui respectent leurs engagements. Le Liban, par exemple, a instauré la gratuité. Et comme l'a rappelé Christian Rioux récemment dans les pages du journal Le Devoir, la quasi-gratuité reste la norme dans les États développés d'Europe. [...] Le monde entier pourrait vous regarder. Et si vous gagnez en première instance, imaginez le tremblement de terre que ça ferait ! »»

[http://fr.wikipedia.org/wiki/Gr%C3%A8ve\\_#](http://fr.wikipedia.org/wiki/Gr%C3%A8ve_#)

- Christian Montmarquette - Inscrit, 30 mars 2012 04 h 24  
 Proposition de moyen de pression : l'exemple de l'Islande  
 Les étudiants devront trouver un moyen de pression en cas d'échec des négociations ou pour obtenir la gratuité scolaire.  
 Voici une proposition d'action qui a reçu l'appui de plus de 24 personnes sur Facebook et qui recèle un excellent potentiel d'efficacité à notre avis :

- Occupons l'Assemblée nationale !  
 La démonstration que les étudiants sont en train de faire, c'est qu'il n'est pas nécessaire d'être ou d'obtenir «50% +1» des effectifs, ou encore d'attendre les élections pour changer les choses. 200 milles personnes décidées et prêtes à se battre jusqu'au bout suffisent.

L'exemple de l'Islande  
 En Islande, pays de 350,000 habitants, les citoyens ont formé un cercle devant leur parlement et on tapé sur des barils durant des jours, jusqu'à ce que le bruit rende les sessions parlementaires impossibles.

- Sortons nos tambours et faisons de même !  
 Il n'y a qu'une seule manière de gagner, c'est d'aller jusqu'au bout !

- Occupons l'Assemblée nationale !  
 Solidairement !

Christian Montmarquette, Montréal  
 Référence : l'exemple de l'Islande :

<http://www.wikistrike.com/article-revolution-loin->

• Gilbert Talbot - Abonné, 30 mars 2012 11 h 21

C'est une excellente idée ! Forçons ce gouvernement à démissionner: dégage Charest !



- Gilbert Talbot – Abonné, 30 mars 2012 11 h 24  
Et puis, au lieu d'engorger le centre-ville de Montréal, pourquoi ne pas se concentrer là où est le pouvoir oppressif, sur la colline parlementaire de Québec, et devant l'Assemblée Nationale, là où doivent se prendre les décisions importantes pour l'avenir de nos jeunes.
- Pierre-Alain Gouanvic – Abonné, 30 mars 2012 12 h 19  
On ne fait pas d'omelettes sans casser les oeufes! Excellente idée. Mais gare aux poivreurs casqués, il faut des caméras... et bravo aux profs contre la hausse qui sont intervenus lors de la comission sur ... l'intimidation.
- Henry Fleury – Inscrit, 30 mars 2012 06 h 56  
Carré rouge, carré noir  
Dû à l'immobilisme du gouvernement Charest dans ce dossier, par sa faute, Montréal est devenu le théâtre quotidien de manifestations de tout genre, dont celle masquée d'hier qui nous rappelle le carnaval de Bâle où le citoyen profite de l'occasion pour critiquer la classe politique sur tous les plans. Sauf que là-bas ça dure trois jours, pas des mois. Hier matin, c'était le grand carrousel de circulation au centre-ville, et nous avons tourné 1h autour des nombreux cars de police plantés aux intersections, les girophares en folie. Parlant des flics, leur tâche est ingrate puisqu'ils se voient coincés dans cette affaire entre l'arbre de la société et l'écorce de la vie. Ça ne doit pas être drôle de se voir obligé de tabasser son enfant comme ça, de le poivrer, de le frapper à coups de matraque et de poing (images délirantes du téléjournal il y a deux jours) parce que le gouvernement en place ne prend pas ses responsabilités. Vivement le jour où ils commenceront eux-mêmes à porter le carré rouge. Il s'en vient je pense...
- Danielle Gill – Inscrite, 30 mars 2012 09 h 25  
point de vue intéressant...j'appuie!
- Lise Moga – Inscrit, 30 mars 2012 09 h 45  
Le dialogue est impossible avec les antagonistes de la gratuité ou du gel, et l'autre qui a la responsabilité de financer adéquatement les universités afin qu'elles demeurent de qualité. Que l'on remette les recteurs ou autres dirigeants au pas pour ce qui concernent leur facilité à détourner une trop grosse part du butin public à leur avantage individuel est une évidence; d'autre part, les étudiants doivent contribuer à leur formation dans une plus large mesure. Que l'on arrête de me faire pleurer avec le 75% de majoration du coût des études: 75% divisé par 5= 15%/an... \$325, c'est moins d'un dollar par jour. J'ai aidé à payer les études de mes enfants et ce n'était pas le bar ouvert ici pendant ces années: les échecs et le trainage de pieds, c'était à leur risque monétaire. L'éducation au sens des responsabilités, c'était de ma responsabilité et le dialogue était là parce mes interlocuteurs étaient réceptifs.
- Nicolas Beaudet – Abonné, 30 mars 2012 21 h 33  
@Lise Moga  
Heureux de constater que vous réaliser que les recteurs universitaire on la facheuse tendance à profiter du système.  
Par contre, le reste de votre raisonnement ne fait aucun sens. Premièrement, vous n'avez pas saisis le fonctionnement de la hausse: il s'agit d'une augmentation de 325\$ chaque années par rapport à l'année dernière pendant 5 ans, ce qui veut dire qu'en 2017, il en

couterà 1625\$ de plus par année que les couts actuels qui augmente par rapport au couts de la vie.

De plus, vous vous plaindre lamentablement du fait que vous avez du participer au financement de études de vos propres enfants. Comment auriez-vous réagis si cette hausse de 1625\$ aurait été appliqué à la facture que vous avez payé à vos enfant? Vous les auriez laisser payer cette sommes pas eu même sous prétexte qu'il doivent acquérir leur sens des responsabilités? Si c'est le cas, cela voudrait dire que vous seriez prêt à restreindre l'accessibilité aux études des moins nantis uniquement pour compenser le sentiment d'impuissance que vous ressentir quand vous songer au rare étudiants qui \*trainent des pieds\* à l'universiter et qui gaspille la maigre part de vos impots qui ira au secteur de l'éducation.

Q1234 – Inscrit, 30 mars 2012 08 h 18

Il faut que madame Beauchamp démissionne!

Ça suffit, elle a eu la chance de dialoguer, elle ne l'a pas prise. Je pense maintenant qu'elle devrait démissionner. Elle n'est pas digne d'une ministre, elle infantilise tous ceux qui sont contre la hausse des frais de scolarité comme si ni les étudiants, ni les professeurs, ni les parents et grands-parents n'étions des adultes Elle fait la sourde oreille et nous prend pour des imbéciles qui ne comprenons pas les enjeux. Nous ne manifestons pas pour des prêts et bourses nous manifestons contre une hausse des droits de scolarité.

Elle ne peut plus occuper le poste de ministre.

Signé: Une mère de trois enfants, une citoyenne adulte.

Elisabeth Doyon – Inscrite, 30 mars 2012 10 h 21

C'est la troisième fois de suite que je vois cette proposition ce matin dans les forums et blogues. J'ai déjà envoyé une lettre à la Ministre pour demander sa démission, je me trouvais très radicale. Les pétitions de l'assemblée nationales ont toutes un terme, dans le cas présent je crois que sa démission devrait être immédiate. Dans le jargon éducatif : Elle n'a pas les connaissances, les compétences, ni la dévotion requise pour gérer la crise en cours.

Signé : Citoyenne, étudiante, future enseignante d'Éducation à la citoyenneté!

merry bouchard – Inscrite, 30 mars 2012 10 h 36

Je vous appuie et je suis plus qu'à 100% d'accord avec vous!

Postez le lien de la pétition et soyez en sure que je la signerai! En rouge de surcroit!

Citoyenne, étudiante à l'UQAM et futur enseignante des mathématiques au secondaire et mère de trois enfants!

Jacques Anar – Inscrit, 30 mars 2012 16 h 23

Je la signerai aussi avec grand plaisir et ferai suivre le lien. Cette souriante chose ne semble rien comprendre à ce qui se passe, elle répète sans cesse le même boniment dicté par son boss.

Cet affrontement est inutile et Charette joue les gros bras pour faire plaisir à ses bailleurs de fonds. Mais en même temps, il enlève huit milliards de taxes aux banques et compagnies. Les mêmes banques qui feront plus de fric sur le dos des prêts étudiants...

C'est tout se système universitaire qui est à revoir avec les vrais intervenants et pas

juste les profiteurs du Conseil du Patronat. Ou du recto-rat.

Madame Beauchamp ne fait pas le poids! Façon de parler bien sûr... Démission!

Solange Bolduc – Abonné, 30 mars 2012 21 h 29

Comment demander à madame Beauchamps de démissionner, elle est bien trop bien payée!

Et puis avec son diplôme en psychologie (Qui a payé pour elle?), elle n'est même pas capable d'appliquer ce qu'on lui aurait enseigné : la psychologie ou l'empathie. Ellepréfère le pouvoir ou l'orgueil démesuré sur le dos de ceux ou celles qui n'ont pas les moyens de défrayer tous les coûts inhérents à la poursuite d'études universitaires.

Si Line Beauchamp est en train de s'enrichir à ne rien faire de sérieux pour les jeunes étudiants composant notre société distincte (se comparant toujours autres autres pour justifier sa position obsédante, elle est encore plus pénible à entendre la pauvre ministre dans sa folie de grandeur!

David Pelletier – Inscrit, 30 mars 2012 08 h 29

Dégel?

Svp, arrêtez de parler de «dégel» des frais de scolarité. Depuis 5 ans, le gouvernement augmente les frais de 50\$ par session. Ça représente une hausse de 500\$ depuis 2007, soit environ 33%! On est loin d'être dans une période de gel! L'amorce de votre article («Pas chauds à l'idée d'un dégel, les étudiants...») ne fait donc aucun sens en 2012. Si Charest et Beauchamp aiment bien utiliser ce mot, c'est parce qu'il biaise la réalité en leur faveur. Les journalistes du Devoir, eux, devraient être un peu plus consciencieux dans leur choix de vocabulaire.

Lise Moga – Inscrit, 30 mars 2012 10 h 03

Parmi les frais de subsistance, \$50,00 n'étaient pas difficile à trouver pour ceux qui s'imaginent que la société doit les assumer, car parmi les contribuables, beaucoup ne peuvent se permettre pareil budget. Je serais curieuse de connaître les items d'un budget pour ceux qui travaillent 6 mois par année pour payer le "caviar" d'un petit groupe qui s'imaginent que tout leur est dû.

- 95 % accordent un budget pour les restaurants, montant moyen : 2 028 \$/an

- 79 % accordent un budget pour un service de téléphonie cellulaire : 516 \$/an

- 93 % accordent un budget pour vêtements et accessoires, montant moyen : 912 \$/an

- 53 % ont des dépenses reliées à l'utilisation d'une automobile, montant moyen : 2 712 \$/an

- 56 % des étudiants ayant recours au programme de prêts et bourses disent avoir une voiture personnelle

- 21 % accordent un budget pour les voyages d'agrément, montant moyen 1 644 \$/an

\* Étudiants à temps plein, Léger Marketing, 2010,

Pier-Luc Theberge – Abonné, 30 mars 2012 11 h 45

@Lise Moga:

- Quel luxe de manger!

- Quel luxe de téléphoner et de se payer les outils pour coordonner notre vie (y compris les travaux scolaires)

- Quel luxe d'avoir des vêtements!

- Quel luxe de devoir s'adapter à nos infrastructures tout à l'auto!

- Quel luxe de ne pas travailler 24/7/365 et de se reposer!

Signé un étudiant.

- Francis Paradis – Inscrit, 30 mars 2012 11 h 57  
@Lisa  
Je vous ferais remarquer que les étudiants ont, pour la majorité, toutes les dépenses des contribuables moyens. En quoi est-ce surprenant que les étudiants aient un budget resto, cellulaire, vêtement et automobile? Je crois qu'il est tout à fait légitime d'affirmer que tous les contribuables ont un budget pour ces activités. D'ailleurs, 1 000\$/an pour se vêtir est loin d'une dépense extravagante. Je vois d'ailleurs mal comment les étudiants qui habitent en région peuvent se rendre à l'université sans une voiture. Le transport en commun entre l'Épiphanie et Montréal est très limité, tout comme celui entre Trois-rivières et Fortierville.  
Et pour ce qui est des voyages, je crois qu'il serait plus juste de féliciter les étudiants qui gagnent 12 000\$/an et qui réussissent à économiser suffisamment pour aller en voyage. Si tous les contribuables réussissaient à épargner autant, en pourcentage de leur salaire, on économiserait plusieurs millions de dollars par année pour les aînés.
  - Valerie Boisvert – Abonné, 30 mars 2012 09 h 21  
"Par un vote tout aussi serré, les étudiants en médecine de l'Université de Montréal prolongeront leur grève jusqu'à lundi, une première historique." Je ne crois pas que les étudiants de la faculté de Médecine prennent cette décision par intérêt personnel. Ils ne sont pas non plus reconnus pour faire parti des mouvements de gauche... Ils le font parce qu'ils croient aux bienfaits, sur une société, d'une éducation accessible pour tous. Je félicite ces étudiants de se soucier de l'avenir de leur société. C'est un beau geste de médecine préventive à mon avis! Ce qui manque beaucoup dans notre système de santé actuel. L'avenir du système de la santé semble encourageant s'il prend le virage de la prévention.
  - Jean Lapointe – Abonné, 30 mars 2012 09 h 35  
Un dialogue est-il possible?  
Je doute fort qu'un dialogue soit possible. Le gouvernement Charest est le responsable de la situation qui prévaut actuellement. Il a sans doute cru que les étudiants finiraient par plier et que la majorité de la population finirait par prendre parti pour lui et qu'une majorité de la population finirait par condamner les manifestations des étudiants. Or, il semble bien que ce ne soit pas ce qui est en train de se produire. Ils se sont joliment trompés. Le gouvernement doit donc démissionner pour que des élections puissent être tenues. C'est ce à quoi ne peuvent que mener des excès d'autoritarisme. Le fait de détenir le pouvoir n'autorise pas un gouvernement à ne faire qu'à sa tête dans un pays qui se veut démocratique.
  - P. Boutet – Abonné, 30 mars 2012 09 h 39  
Dictature démocratique  
Ce que font les politiciens, c'est transformer la démocratie en dictature. On vote démocratiquement aux 4 ans et entre les élections c'est une dictature.  
Regardons du côté de ceux qui nous proposent une démocratie participative. C'est précisément ce que les étudiants expérimentent actuellement. Normalement une manifestation comme on a connu aurait du suffire... mais ce n'est pas dans les manières de faire des néolibéraux.
- Pendant qu'on donne les "claims" de l'île d'Anticosti aux amis du pouvoir et que les redevances demeurent dérisoires, on chique la guenille pour l'éducation!  
Le néolibéralisme c'est donner en pâture la société aux lois du marché.  
On doit faire un choix entre les lois du marché et la démocratie et ce choix se fera dans la rue et non pas sur les bancs de l'assemblée nationale.
- Lise Moga – Inscrit, 30 mars 2012 22 h 11  
"...on chique la guenille pour l'éducation!"  
Vous devriez payer plus qu'un petit 12% pour vos études, vous vous apercevriez que les chiqueux de guenilles sont dans votre camp. La même observation vaut pour toutes les choses que vous avez détériorées depuis le début de votre "crise existentielle". Chez moi, les poques dans les murs se réparaient par ceux qui les avaient faites... c'est ce qu'on appelle prendre la responsabilité de ses actes.
  - André Michaud – Inscrit, 30 mars 2012 09 h 45  
Un autre vote s'impose  
Les étudiants doivent revoter.  
Cette fois pour savoir combien veulent conserver la voie de la non négociation prônée par leurs leaders, ou profiter de l'ouverture pour négocier pour augmenter l'aide aux démunis...???
  - L'intransigeance des leaders étudiants mène à un cul de sac et au sabotage de la session...il est temps de changer de tactique...ou tout perdre!
  - Sarah Fontaine – Inscrit, 30 mars 2012 10 h 50  
La plupart du temps, les votes se font aux 4 jours, monsieur, tout comme les assemblées générales. Je vous l'accorde, beaucoup d'associations ont voté un mandat de reconduction jusqu'à table de négociation avec le ministre, mais il n'y en a pas en ce moment. Elle n'est pas ouverte à parler de la hausse, mais bien des prêts et bourses dont le fonctionnement est déjà totalement dérèglementé.
  - Gabriel Beauchemin – Inscrit, 30 mars 2012 12 h 41  
Savez-vous qu'est-ce qui se passe dans les associations étudiantes? Beaucoup trop de gens gobent ce qui se dit dans les médias sans faire le moindre effort et d'aller voir par soi-même ce qui se passe dans les séances hebdomadaires. Dans ces séances, les procédures sont très respectées et dans une association très large comme celle du département de médecine de l'UdeM (environ 1300 membres), il est nécessaire que celles-ci le soient. Bien sûr, ce ne fait pas l'affaire de tout le monde qu'une session dure 4 heures, mais il est nécessaire que les détails de ces procédures soient pris en compte pour que les débats et les votes se fassent dans les règles de l'art.  
Personnellement, j'ai assisté au premier vote de l'association de science politique et du programme d'études internationales et ma plus grande crainte était de voir des partis pris au niveau de ceux qui présidaient l'assemblée. Pourtant, la session s'est très bien déroulée et c'était même un exemple de démocratie.  
Bien sûr, il y a des personnes frustrées de la tournure des événements et qui cherchent à discréditer ceux qui sont responsables de diriger les séances. Ce que je trouve absurde, c'est qu'ils ne participent généralement pas aux séances malgré le fait qu'elles soient hebdomadaires.
- Enfin, dans ce débat comme dans tout débat, les préjugés finissent par ressortir et certains ont l'imagination assez fertile pour s'imaginer une sorte de complot de la part des leaders des associations étudiantes. Les étudiants contre la hausse tiennent un discours très cohérent et qui jusqu'à maintenant tient encore la route. Alors s'ils sont dans les rues c'est parce qu'ils croient en ce discours et non parce que les leaders étudiants les manipulent, ce qui serait tout simplement ridicule.
- Lagace Jean – Inscrit, 30 mars 2012 10 h 26  
Une âme, un vote  
Au risque de troubler la complaisance tranquille de certains lecteurs de cet article, je dirai pour ma part que j'apprécie peu ceux qui croient qu'on puisse braquer (hold upper) l'ordre démocratique comme le feraient des braqueurs dans une banque. Les gens dans la rue ne représentent personne sinon eux mêmes et leur vote n'est pas multiplié par 100 parce qu'il s'exprime à partir d'un pont ou d'une artère bloquée. Le gouvernement n'a pas à négocier avec quiconque revendique une autorité née d'un rassemblement hétéroclithe d'intérêts particuliers. La démocratie a un prix. Une âme, un vote. Sous la forme d'un bulletin déposé dans une urne le jour d'élection annoncée d'avance. Rien à voir avec la clameur tapageuse d'une foule brandissant des slogans.
  - Thierry Letourneau-Touchette – Inscrit, 30 mars 2012 12 h 39  
Vous semblez, oubliez, monsieur que les manifestations étudiantes, ne devraient pas être discriminer, si les syndicats, peuvent eux-mêmes manifester, les enseignants aussi et ce sans être inquiété par une population cynique et avec une mémoire de poisson, pourquoi n'en serait-il pas de même avec les étudiants??? Où est la différence?  
Pour en revenir avec votre sujet principal, sachez, que ce n'est pas que lors d'élection que le peuple à le pouvoir de renverser les choses c'est un devoir de s'indigner et de montrer notre contentement au même titre. Toute personne qui pense le contraire, est à mon humble avis un aveugle, une autruche qui préfère se cacher la tête dans le sable au lieu de vraiment regardé autour d'elle et de constaté qu'il est temps d'agir...
  - Pierre-Alain Gouanvic – Abonné, 30 mars 2012 12 h 41  
Vision anhistorique de la démocratie. Les dicitateurs se font souvent élire démocratiquement et Dieu merci, le peuple sait reconnaître les abus de pouvoir, tandis que les tenants « de l'ordre démocratique » et du silence religieux de l'isoloir défendent leurs privilèges.
  - Christian Montmarquette – Inscrit, 30 mars 2012 12 h 54  
Ce n'est pas le peuple qui holdup le pouvoir. C'est l'oligarchie qui holdup le gouvernement du peuple .  
- Vous proposez quoi ?  
La dictature entre les élections et de nous résigner à laisser la mafia en place lorsqu'elle s'arroge le pouvoir ?  
Personne n'est au dessus du peuple.  
Même pas l'État.  
L'occupation de l'Assemblée nationale comme instrument politique :  
Les citoyens doivent apprendre à se défendre et à riposter en tout temps contre tout gouvernement scélérat et à se donner les moyens de destituer tout gouvernement qu'il juge indigne.



«La démocratie n'est pas toujours intelligente, Harper aussi, c'est de la démocratie.»  
- Josée Boileau, Bazzo.tv

Nous devrions même lutter pour que s'inscrive l'occupation de l'Assemblée nationale dans notre culture en cas d'urgence politique, ou de toute décision cruciale prise sans l'accord de la société comme c'est le cas pour le Plan Nord actuellement.

La démocratie «doit» désormais être appliquée selon les principes de «démocratie participative» sur un mode continu et dans un débat de société permanent, de manière à pouvoir contrer toute décision gouvernementale jugée illégitime, immorale ou antidémocratique.

On ne peut plus laisser nos dirigeants agir comme des bandits ou des chiens fous, ou les laisser se vendre à des intérêts particuliers, contre le bien commun et contre les intérêts de la nation, en demeurant impuissants, bouche bée et bras croisés.

Je dirais même que la vigilance est le devoir et la responsabilité du peuple.

L'occupation de l'Assemblée nationale devrait donc devenir un instrument citoyen de manière à ce que le peuple puisse reprendre en tout temps le pouvoir sur son gouvernement lorsqu'il abuse ou n'agit plus dans l'intérêt des citoyens, comme lorsqu'il lutte pour réduire l'accès au droit fondamental à l'Éducation.

N'attendez pas de vos oppresseurs qu'ils adoptent des procédures en votre faveur ou qu'ils vous f

- Roland Berger – Abonné, 30 mars 2012 15 h 48

« Les gens dans la rue ne représentent personne sinon eux mêmes », écrit Monsieur Jean Lagacé. Serait-ce qu'il a la conviction que les bradeurs du PLQ le représentent bien ?

Roland Berger

- Gilbert Talbot – Abonné, 30 mars 2012 11 h 36

Le moment est propice à la négociation !

Le gouvernement Charest ouvre une petite porte, en attendant d'ouvrir la grande. Il tend une perche aux associations étudiantes : qu'est-ce que ça veut dire ? Il doit régler ce conflit avant de déclencher des élections, car il y aura des élections à l'automne, ça Charest ne peut pas l'éviter, à cause de l'ouverture prochaine de la Commission d'enquête sur la construction.

Alors, les jeunes c'est pas le temps de flancher, vous avez gagné l'appui populaire; vous êtes près du but, ne lâchez surtout pas votre emprise. Vous allez obtenir bientôt ce que vous demandez: le gel de la hausse des frais de scolarité. Charest est capable de trouver l'argent ailleurs, comme vous le lui avez démontré à maintes reprises. Et ce gouvernement a montré aussi par le passé qu'il cède sous la pression populaire et dans le cas de la Commission d'enquête, et dans le cas du Mont Orford.

Bon courage ! Vous allez réussir !

- Thierry Letourneau-Touchette – Inscrit, 30 mars 2012 12 h 32 @Molga

Je suis loin d'être en accord avec vous, le fait que les étudiants doivent travailler pour payer leurs études, est une nuisance notre emploi à nous c'est les études à ca l'a toujours été! Travailler pendant les semaines de cours est un soucis et un poids inutile, cela draine de notre énergie. Je dois aussi ajouter, que si vous pensez que l'on doit faire comme vous, parce que vous avez dû travailler pour vos études eh bien je dirais, que n'importe qui veut le bonheur de ses enfants alors pourquoi voudrions nous endetter plus les étudiants d'aujourd'hui??

Où est l'intérêt en tant que société de diminuer les chances de réussir de notre relève, de ceux qui nu jour prendront soin de vous lors de votre vieillesse??? Pourquoi, devrais-je donner de l'argent à un gouvernement corrompu, lobbyiste et individualiste???

Expliquez-moi pourquoi, je devrais faire cela? Il est dit dans la charte des droits et libertés du Canada, à l'article 26, que le droit et l'accès à l'éducation est une affaire de gratuité universelle... Alors depuis quand, l'étudiant que je suis doit-il payer pour ses études collégiales ou universitaires???

Nous payons déjà trop d'argent, ce que les étudiants souhaitent c'est au minimum un gel et dans le meilleur des mondes (que soit dit en passant nous n'obtiendront pas en nous tournant les pouces comme des moutons et en acceptant de nous fermer les yeux sur les méfaits d'un gouvernement de gangsters!!!!!!) la gratuité scolaire!

Ce que les médias oublie de dire dans ces cas là, c'est que les étudiants loin d'être fermés au dialogue, souhaitent également que le ministre discute d'autre chose que du système de prêts déjà déficient et troué et discute d'autre chose que la hausse. Malheureusement, elle reste intransigeante et nous refuse de discuter des autres alternatives possibles.

Quand l'on s'avance sur un sujet comme vous, il vaut mieux, à mon avis présenter plus que des chiffres biaisés provenant de son Lise Moga – Inscrit, 30 mars 2012 22 h 24

Votre point était l'accessibilité aux études... c'est de cela que le ministre de l'éducation veut échanger avec vous. Dites-moi pas que dans la griserie de la contestation, vous avez oublié votre objectif!

- Sébastien Bois – Inscrit, 30 mars 2012 17 h 52

CARRÉ JAUNE = Non à Gentilly-2 !

Ouf! À ma grande surprise on apprend que certains étudiant(e)s porteront un "Carré jaune" pour appuyer la hausse des frais de scolarité. Ce symbole est utilisé depuis 2 ans pour appuyer la sortie du nucléaire au Québec; le déclassé de Gentilly-2 (+moratoire sur l'uranium). On parle ici de milliard\$ dilapidés qui peuvent facilement être réorientés en partie vers l'éducation! Je déplore donc l'utilisation de ce symbole et la message qu'elle véhicule. Ce regroupement devrait s'expliquer et se dissocier de notre mouvement au plus vite. Merci d'en prendre bonne note.

Sébastien Bois, porte-parole des Centrico(es) et Mauricien(ne)s pour le déclassé nucléaire.

- Donald Bordeleau – Inscrit, 31 mars 2012 00 h 34

6 déc. 2010

Rencontre des partenaires en éducation 6 décembre 2010

Le ministre des Finances et ministre du Revenu, M. Raymond Bachand, s'est adressé à l'assemblée, soulignant: « Notre plus grande richesse, c'est l'esprit de nos jeunes, c'est leur cerveau. Ceux qui ont étudié font rayonner partout dans le monde le génie québécois.

Line Beauchamp dit lors de la rencontre du 6 décembre 2010 au Hilton de Québec que l'avenir économique du Québec passe par l'éducation.

Le ministre Bachand a donné le ton en indiquant que la hausse des droits de scolarité devait se poursuivre et s'accélérer. La suite de la journée a donné lieu à une surenchère entre les recteurs et le patronat pour savoir qui proposerait le plus grand endettement pour les étudiants québécois.

Le problème de performance des universités concerne une meilleure reddition de comptes, pour une utilisation optimale des fonds alloués à chacune des universités.

Nous avons des recteurs bien complaisants avec le patronat et le gouvernement. De plus depuis 2006, les recteurs ont été gavés avec un fond de pension amélioré payé sur le budget d'opération des universités en su du fond de pension des fonctionnaires. Ce pont d'OR est une gracieuseté du charmant Ministre de l'Éducation Jean-Marc Fournier, celui-là même qui a été à l'origine du gouffre financier de l'Îlot Voyageur. Ce PPP avec BUSAC était sans risque pour Monsieur Michel Couillard ou a gravité et oui gravité le frère Bob du PM était impliqué.

Depuis plusieurs personnes se sont évaporées dans la nature par la suite, dont Monsieur Fournier qui a démissionné pour se faire oublier. Mais il est revenu.

Maintenant il faut se demander s'il s'agit bien plus d'un mal-financement alors que les budgets de fonctionnement sont redirigés vers les immobilisations, la recherche avancée et bonifié drôlement le fond de pensions des recteurs et cadres.

<http://www.csn.qc.ca/web/csn/communiquer/-/ap/Comm0>

- Lise Moga – Inscrit, 1 avril 2012 15 h 50

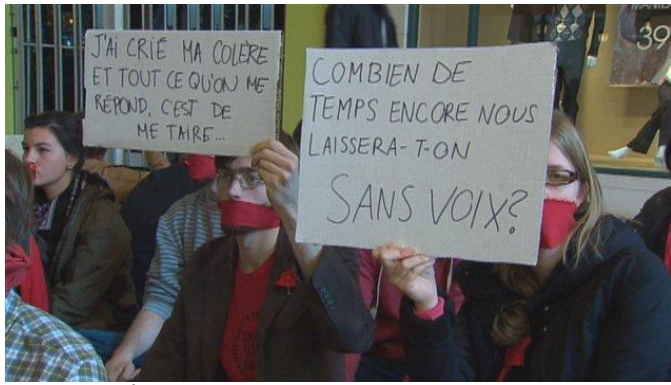
@Nicolas Beaudet

"De plus, vous vous plaignez lamentablement du fait que vous avez du participer au financement de études de vos propres enfants."

Je ne me suis jamais plaint "lamentablement" de devoir aider à financer aux études de mes enfants. Mes enfants ont toujours été mon choix personnel et il ne m'est jamais venu à l'esprit d'assujettir la société à se responsabiliser face aux dépenses qui en découlent: ils ont été le meilleur investissement de ma vie. Vos croyances sont aux antipodes des miennes et les valeurs de vos géniteurs ne s'y retrouvent certainement pas, c'est l'évidence même.

**RADIO-CANADA / ESTRIE: Manifestations nationales à Sherbrooke : la CSRS inquiète pour la sécurité de ses élèves – Mise à jour le jeudi 29 mars 2012 à 17 h 05 HAE**





Les étudiants ont tenu plusieurs manifestations, jeudi

Des associations étudiantes du Cégep de Sherbrooke et de l'Université de Sherbrooke ont sollicité la participation des élèves des écoles secondaires de la CSRS, dans le cadre de deux manifestations nationales étudiantes qui auront lieu à Sherbrooke la semaine prochaine, soit les 2 et 4 avril.

Les élèves ont informé la CSRS de leur volonté de participer spécifiquement à la marche nationale du 4 avril, qui devrait rassembler quelques milliers d'étudiants provenant de différentes régions de la province.

### Les commentaires (4)

Envoyé par [Etienne Marcoux](#) de Kingston, 2 avril 2012 à 12 h 50 HAE

Si les étudiants du cégep et de l'université veulent boycotter leurs études pour manifester c'est leur choix cependant les élèves du secondaires sont mineurs, la plupart ont même 16 ans et moins...

Il y a des raisons pourquoi le droit de vote vient avec l'âge de la majorité. Personnellement, la loi oblige que les jeunes fréquentent l'école jusqu'à 16 ans, cette journée manquée devrait être traitée comme une journée d'absence non-autorisée et l'étudiant devrait aller en retenue.

Si les organisations étudiantes veulent la participation des jeunes du secondaires, ils n'ont qu'à manifester la fin de semaine ou lors de congé scolaires.

Etienne Marcoux, Gatineau

Envoyé par [Will Rots](#) de Sherbrooke, 30 mars 2012 à 06 h 33 HAE

Mr. Grimard, les élèves du secondaire ont toutes les raisons de manifester puisqu'ils seront les principales victimes de la hausse des frais de scolarité. En effet, cette hausse de 1625\$ qui s'échelonne sur 5 ans les frappera beaucoup plus durement que les cégepiens et les universitaires actuels. Ce sont d'ailleurs eux qui ont contacté les associations étudiantes pour avoir de l'information et non le contraire.

- William Rheault

Envoyé par [Michel Grimard](#) de sherbrooke, 29 mars 2012 à 20 h 03 HAE

pourquoi les élèves du secondaire iront manifester, c'est ridicule; aussi bien demander les élèves du primaire et ceux de la maternelle.....franchement il y a des limites de vos stupidités.

La direction se dit inquiète pour la sécurité des élèves du secondaire, car plusieurs ont indiqué qu'ils comptent participer à la marche du 4 avril qui aura lieu dans les rues de Sherbrooke.

La commission scolaire a envoyé une lettre aux parents pour les informer et ne recommande pas aux élèves de participer aux manifestations.

« On demande aux parents d'engager une discussion avec leurs jeunes. Compte tenu de l'ampleur probable d'une telle manifestation, nous ne sommes pas en mesure d'assurer la sécurité des jeunes qui souhaitent y participer. Si les parents jugent que la sécurité de leur enfant est garantie, ils devront téléphoner à l'école pour justifier leur absence », explique le directeur général de la CSRS, Michel Bernard.

La Commission scolaire des Sommets émet les mêmes réserves et exige que les parents motivent l'absence des élèves. Les cours seront maintenus malgré les manifestations.

### Manifestation du 4 avril

La Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke a fait connaître les détails entourant la manifestation nationale contre la hausse des droits de scolarité qui se tiendra à Sherbrooke mercredi prochain.

Les participants quitteront l'Université à 13 h 15 pour se rendre au bureau de Jean Charest situé à côté de l'hôtel Delta, rue King Ouest. Les manifestants vont notamment emprunter les rues Galt, Belvédère et pour remonter par la King Ouest.

Les organisateurs refusent de dire combien de participants ont confirmé leur présence.

Quant aux organisateurs de la manifestation du 2 avril, chapeauté par la CLASSE, ils refusent de dévoiler le trajet qu'emprunteront les manifestants à Sherbrooke.

Envoyé par [Alicegr Alice](#) de Québec, 2 avril 2012 à 18 h 20 HAE en réponse à [Michel Grimard de sherbrooke](#)

Je ne sais pas si ce sont effectivement les élèves du secondaire qui ont contacté les associations étudiantes dans tous les cas, mais une chose est sûre:

cette sensibilisation leur amène une certaine implication politique (qu'ils soient pour ou contre), ce qui ne peut être que positif pour des électeurs de demain.

Pour le reste, j'appuie complètement la position de M. Rheault, à savoir que c'est la première génération qui sera complètement touchée par la hausse à son maximum (dans 5 ans) et qu'à raison ils sont plus que concernés par les évènements actuels.

## LESOLEIL.COM: Grèves étudiantes: la ministre Beauchamp lance un avertissement - Publié le jeudi 29 mars 2012 à 11h45 | Mis à jour le jeudi 29 mars 2012 à 20h17



La Presse Canadienne

«Il y a toujours de l'ouverture pour parler de la question du programme de prêts et bourses et de l'accessibilité, ça a toujours été le cas», a dit la ministre Line Beauchamp.

Marc Allard, Le Soleil

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, est prête à discuter avec les étudiants d'une bonification des prêts et bourses s'ils acceptent la hausse des droits de scolarité.

Lors de la période de questions, jeudi matin, à l'Assemblée nationale, la ministre Beauchamp a rappelé que son gouvernement n'avait pas l'intention de revenir sur l'augmentation de 1625 \$ en cinq ans. «Mais, si nous sommes fermés sur la hausse des droits de scolarité, a-t-elle poursuivi, nous n'avons jamais été fermés au dialogue, par exemple, sur des réaménagements,

des ajustements au programme de prêts et bourses.»

La ministre de l'Éducation a souligné que le Programme de prêts et bourses a notamment été ajusté pour les familles monoparentales. «C'est un processus continu et nous sommes extrêmement ouverts au dialogue sur ces notions», a-t-elle ajouté.

Le député caquiste Éric Caire, dont le parti est d'accord avec la hausse, mais propose de réduire la contribution des parents de classe moyenne et de plafonner le remboursement de la dette étudiante à 5 % du revenu du diplômé, a demandé à la ministre Beauchamp de fixer un moment et un lieu pour rencontrer les étudiants.

Mais celle-ci a refusé, expliquant qu'elle ne pouvait négocier avec eux s'ils tenaient au gel des droits de scolarité. «Leur position est intransigeante, leur réaction est toujours la même, c'est le gel ou la gratuité du diplôme. On voit bien que ce n'est plus tenable», a précisé Line Beauchamp à la sortie d'une réunion du caucus des députés libéraux.

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, considère que l'ouverture de la ministre sur les prêts et bourses est «un pas dans la bonne direction», mais ne voit pas comment les étudiants pourraient négocier si elle ne veut pas bouger sur la hausse des droits de scolarité.

«Nous, on ne demande pas à la ministre de l'Éducation de renier publiquement sa hausse de 75 % avant même de discuter avec nous, dit-il. C'est pour ça que je comprends mal pourquoi, nous, ils nous demandent de renier ce pour quoi les étudiants font la grève en ce moment.»

M. Bureau-Blouin souhaiterait que la ministre mette d'abord des propositions sur la table. «Le gel, c'est ce qu'on prône, parce qu'on pense que c'est la façon la plus simple de garantir l'accessibilité aux études, sauf qu'on est prêt à regarder toutes les solutions pour financer le réseau universitaire.»

Pour sa part, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) refuse de négocier avec le gouvernement si celui-ci n'est pas prêt à reculer sur la hausse des droits de scolarité.

«C'est un peu insultant pour les étudiants et les étudiantes de se faire dire qu'elle va discuter de tout sauf de la raison pour laquelle ils sont en grève, dit le porte-parole, Gabriel Nadeau-Dubois. Lorsqu'il y a un conflit de travail dans le milieu syndical, la partie patronale ne fait pas un tri dans les revendications des travailleurs et travailleuses. Il accepte de s'asseoir à la table en prenant le cahier de revendications, en les passant une après l'autre, pour discuter de bonne foi.»

Selon M. Nadeau-Dubois, les membres de la CLASSE ne sont pas prêts à abandonner le gel

des droits de scolarité. «Ce n'est pas ça qu'on sent actuellement», dit-il.

### Retour en classe

Les étudiants en service social, qui ont été les premiers à déclencher la grève à l'Université Laval - avec les étudiants des cycles supérieurs en sociologie - vont reprendre leurs cours dès lundi. Mercredi, la majorité des étudiants réunis en assemblée générale ont voté à forte majorité pour mettre fin à la grève dimanche. Après six semaines de débrayage, certains auraient voulu continuer, mais craignaient notamment pour leurs stages. «On a quand même fait un bon bout», souligne David Patenaude, secrétaire du Mouvement des étudiants en service social de l'Université Laval. Les quelque 450 étudiants en service social ont encore un mois pour rattraper

leur session. Jeudi, 16 336 étudiants étaient en grève à l'Université Laval.

### Sur la ligne de départ

Les cinq candidats en lice pour le poste de recteur de l'Université Laval sont maintenant connus. L'actuel recteur, Denis Brière, le doyen de la faculté des sciences sociales et professeur, François Blais, la professeure au département des relations industrielles, Esther Déom, le doyen de la faculté des sciences de l'administration, Robert W. Mantha, et la professeure à la faculté de philosophie, Marie-Hélène Parizeau, restent dans la course. La professeure au département d'information et de communication, Florence Piron, s'est retirée de la course. Le président de l'Association des étudiantes et des étudiants de Laval inscrits aux études supérieures, Marc-André Carle, n'a pas pu passer à l'étape finale. Une

rencontre à huis clos entre chaque candidat et les 146 membres du collège électoral se tiendra le 16 avril. Le collège se réunira une dernière fois le 1er mai pour élire le recteur.

### Second vote de grève à Ste-Foy

Les étudiants du Cégep de Sainte-Foy se sont prononcés une seconde fois sur la grève, jeudi. À la suite du dépôt d'une pétition signée par 10% des membres de l'association étudiante, un nouveau vote a été tenu sur Internet. Les résultats devaient être connus vendredi matin. Les cégépiens devront décider s'ils veulent déclencher une grève - renouvelable tous les trois jours - le 4 avril. Le 9 mars, les étudiants du plus peuplé cégep de la région avaient voté à 71,8% contre la grève. Le taux de participation s'élevait à 89%.

## CYBERPRESSE: Jean Charest justifie l'augmentation des droits de scolarité - Publié le vendredi 30 mars 2012 à 09h22 | Mis à jour le vendredi 30 mars 2012 à 20h06

Lia Lévesque, La Presse Canadienne

De passage à Gaspé, vendredi, le premier ministre Jean Charest a justifié l'augmentation des droits de scolarité en alléguant que les étudiants allaient absorber 17 pour cent du coût, alors que dans les années 1960, les étudiants assumaient 25 pour cent du coût. Par ailleurs, les associations étudiantes ont salué l'ouverture de la ministre de l'Éducation Line Beauchamp.

Les étudiants réclament toutefois une plus grande ouverture de la part de la ministre Beauchamp en vue de discuter des droits de scolarité, pas seulement de l'aide financière.

La Fédération étudiante universitaire (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale (FECQ) ont rencontré la presse vendredi matin devant le Collège Rosemont, à Montréal, pour exprimer leur satisfaction de voir la ministre entrouvrir la porte à des discussions avec les étudiants en grève, mais exprimer aussi leur insatisfaction de voir qu'elle refuse d'emblée leur revendication de gel des droits de scolarité.

Le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin estime que le noeud du problème se situe autour des droits de scolarité à l'université. Selon lui, la ministre ne peut donc pas occulter complètement cette situation-là.

En après-midi, vendredi, des centaines d'étudiants se sont rassemblés devant la maison de Jean Charest à Westmount, dans le but de sensibiliser les citoyens mieux nantis.

Ils étaient aussi nombreux à manifester un peu partout à Québec, dont à Gaspé, où le premier

ministre Jean Charest était de passage pour faire la promotion du Plan Nord, et à Québec devant l'Assemblée nationale.

Toutefois, le premier ministre n'a pas fléchi. «Quand on inclut le calcul du crédit d'impôt auquel ont droit les citoyens québécois sur les droits de scolarité, ça revient à une augmentation de 235 \$ par année. À terme, quand seront terminées les augmentations, les étudiants vont assumer 17 pour cent du coût, alors que dans les années 60, les étudiants assumaient 25 pour cent du coût. Et c'est très raisonnable surtout quand on tient compte du fait que chaque étudiant coûte aux contribuables québécois 12 500 \$ par année.»

Jeudi, la ministre Beauchamp s'était dite ouverte à discuter avec les associations étudiantes en grève, mais avait répété qu'il n'était pas question de gel des droits de scolarité, ce que revendiquent la FECQ et la FEUQ, ou de gratuité scolaire, ce que veut la CLASSE (Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante).

En entrevue, vendredi, la ministre a réitéré sa position. Il n'y aura pas de discussion sur la base de la contribution financière des étudiants. «Je ne peux pas aller m'asseoir à une table avec les étudiants et dont le sujet de discussion est: "à qui d'autre vous devez refiler la facture." Non, je n'accepterai pas de refiler la facture à quelqu'un d'autre», a-t-elle dit.

La porte reste ouverte, a précisé Mme Beauchamp, si les étudiants veulent discuter de l'ac-

cessibilité aux études ou de la gestion des universités. Mais les fédérations étudiantes croient que la ministre ne peut pas limiter ainsi le cadre des négociations.

Entre-temps, d'autres actions sont à venir de la part des étudiants, notamment une autre grande manifestation à Sherbrooke, la circonscription du premier ministre Jean Charest, le 4 avril.

«On s'attend vraiment à plusieurs milliers d'étudiants. Le 22 mars, on a fait la plus grande manifestation de l'histoire de Montréal. On s'est donné le défi de faire la plus grande manifestation de l'histoire de Sherbrooke», a indiqué M. Bureau-Blouin.

Par ailleurs, les associations étudiantes FECQ et FEUQ, d'une part, et la CLASSÉ, d'autre part, qui ont traditionnellement vécu quelques tensions, semblent vouloir se rapprocher de façon plus formelle.

M. Bureau-Blouin a précisé que ces associations allaient discuter pour «mettre sur pied un comité inter-associatif de négociation», arguant que «c'est extrêmement important que les étudiants continuent de faire front commun, continuent d'être unis».

«Entre chaque organisation, ça arrive des fois qu'il y ait de petits irritants, mais nous on veut vraiment abaisser ça au maximum. On pense que les étudiants n'en ont que faire des guerres de bannières. L'important, c'est de «focuser» sur la cible», a plaidé M. Bureau-Blouin.

## LESOLEIL.COM: L'Université Laval prête à étirer la session d'un mois - Publié le jeudi 29 mars 2012 à 05h00 | Mis à jour le jeudi 29 mars 2012 à 08h38



Photothèque Le Soleil, Yan Doublet

*Les étudiants, qui ont commencé à boycotter leurs cours autour du 13 février, auraient manqué 10 semaines dans leur session et en auraient 4 pour la rattraper.*

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) L'Université Laval est prête à étirer la session jusqu'à un mois de plus pour permettre aux grévistes de rattraper les cours manqués.

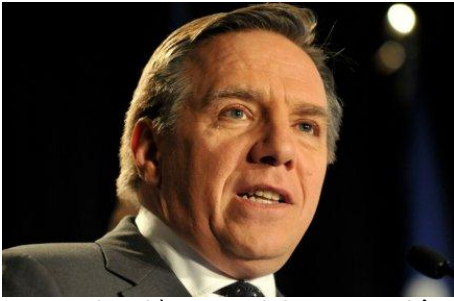
Dans le «pire des scénarios», indique le vice-recteur aux études, Bernard Garnier, si la première cohorte de grévistes arrête de débrayer à la fin de la session - dans la semaine du 23 avril -, elle ferait du rattrapage jusqu'au 25 mai. Ces étudiants, qui ont commencé à boycotter leurs cours autour du 13 février, auraient manqué 10 semaines dans leur session et en auraient 4 pour la rattraper.

Sinon, l'Université prévoit que ceux qui débraient moins de six semaines devront récupérer leurs cours avant la fin de la session, le 27 avril. Mais après six semaines, une semaine de cours s'ajoute au calendrier universitaire par semaine supplémentaire de grève.

Quant aux étudiants qui ne peuvent pas prolonger leurs sessions, ils auront cinq jours ouvrables après la date du début du rattrapage pour abandonner leurs cours sans mention d'échec et sans remboursement.

## LESOLEIL.COM: Legault craint les coûts de la grève étudiante - Publié le 29 mars 2012 à 05h00 | Mis à jour le 29 mars 2012 à 09h28





Photothèque Le Soleil, Steve Deschênes

Les rassemblements des grévistes ne sont pas sans répercussions pour les services de police des villes les plus touchées, constate le chef de la Coalition avenir Québec, François Legault.

Simon Boivin, Le Soleil

(Québec) François Legault, qui propose sa solution à l'impasse sur les droits de scolarité, croit que Québec doit s'ouvrir à compenser certaines

pertes financières liées aux manifestations étudiantes.

Les rassemblements des grévistes ne sont pas sans répercussions pour les services de police des villes les plus touchées, constate le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ). De quoi peser sur les budgets prévus.

«Ce qu'on n'a pas chiffré, c'est les impacts économiques au port de Montréal», a ajouté le chef caquiste, mercredi. «Je pense que le gouvernement doit être capable d'aller s'asseoir avec les maires où il y a des coûts importants. Et on va commencer à avoir, je suis certain, des entreprises privées qui vont se plaindre aussi des impacts.»

Mercredi, M. Legault a aussi fait connaître sa proposition pour amener à la table le gouvernement et les représentants du mouvement étudiant. Une suggestion à deux volets, qui conserve dans son entièreté la hausse des droits de scolarité de 1625\$ sur cinq ans.

Il s'agit d'abord de permettre aux étudiants de rembourser leur prêt proportionnellement aux revenus qu'ils engrangeront sur le marché du travail, à raison de 5 % de leur salaire annuel. Après 10 ans, la créance serait annulée.

Aussi, dans le calcul de l'aide financière, la contribution parentale assumée diminuerait de façon «significative» pour les ménages de 60 000 \$ et moins. La «classe moyenne». Ces mesures seraient par contre financées par l'abolition pour tous du crédit d'impôt de 20% pour les droits de scolarité. Une somme de 120 millions \$ par année.

«On pense que c'est une proposition qui est équitable, a commenté M. Legault. Il est temps que le gouvernement s'assoie avec les étudiants.»

Le chef de la CAQ assure que les leaders des fédérations étudiantes ont montré de l'ouverture par rapport à sa proposition.

## JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC: Droits de scolarité: Beauchamp prête à négocier - Publié le: jeudi 29 mars 2012, 11H52 | Mise à jour: jeudi 29 mars 2012, 11H57

VIDEO: Line Beauchamp est prêt à discuter si les étudiants abandonnent le gel des frais de scolarité. , 29 mars 2012 , Journal de Québec Geneviève Lajoie

### Jugeant « intéressante » la proposition de la CAQ, la ministre Line Beauchamp offre aux étudiants d'améliorer l'accessibilité aux études, à condition qu'ils renoncent à la gratuité et au gel des frais de scolarité.

« On peut s'asseoir pour parler. Est-ce qu'il y a des gestes à poser pour encore mieux assurer l'accessibilité des études? » a répondu hier la ministre de l'Éducation lorsque questionnée sur la possibilité que les fédérations étudiantes abandonnent leurs revendications pour le gel des frais de scolarité.

Line Beauchamp assure que son gouvernement ne reculera pas sur la hausse des frais de scolarité de 1 625 \$ sur cinq ans. La bonification des prêts et bourses pourrait toutefois être un compromis. « Je pense qu'on l'a indiqué cette semaine que, de tout temps, depuis 2003, chaque année,

on a fait des améliorations, des bonifications et des changements », a-t-elle rappelé.

La proposition de François Legault – que les jeunes libéraux avaient déjà soumise – d'instaurer un régime de remboursement des prêts proportionnel au revenu est intéressante, reconnaît la ministre. Le chef caquiste suggère que les étudiants arrivant sur le marché du travail consacrent durant 10 ans jusqu'à 5 % de leurs revenus au remboursement de leurs prêts, après quoi, la créance est annulée.

### Compliqué

Mme Beauchamp trouve cependant qu'il « y a quelque chose de compliqué là-dedans ».

« Rembourser selon son revenu, ça veut dire que le remboursement dépend de mon rapport d'impôt. (...) Est-ce qu'on est capable de trouver une solution, de trouver un lien entre le rapport d'impôt, qui est secret, et l'institution financière qui prête à l'étudiant? Il faut trouver le bon mécanisme », a-t-elle expliqué.

### Afficher 11 commentaires

- coutu\_ju  
Tenez votre point madame la ministre. Les étudiants vont nous faire croire encore une fois qu'ils ne sont pour rien dans le fait que des voitures de polices aient été vandalisées, que des graffitis ont été écrits sur des autobus de la STM, que des oeufs ont été lancés sur la vitrine d'un commerce...ben voyons !! Les pauvres...ah oui ! C'est vrai !! Ils sont si parfaits les petits étudiants. C'est sûrement des membres d'un groupe d'anarchistes qui a fait tout ça !!!  
Ça va être beau tantôt ça, quand ces jeunes morons vont demander une augmentation de salaire et qu'elle sera refusée...
- [Pascal-Marc Savard](#)  
Votre existence doit être pénible pas à peu près pour manifester et déverser autant de haine envers des gens qui défendent et revendique le droit de la population québécoise d'être entendu par les Parlementaires. Je voudrais pas être pogné pour vivre en votre compagnie cela doit être pénible.
- coutu\_ju  
Je ne crois pas que ce soit aussi pénible que d'entendre pleurnicher à longueur de journée des criss d'étudiants qui à l'âge adulte ne savent pas vivre !! Et n'ont pas l'air de savoir ce que veut dire "NON" !!! Tsé, l'acharnement thérapeutique un moment donné...ÇA FAIT !!!  
J'ai été embarrasé dans mon bureau à l'UQAM aujourd'hui à cause des étudiants...ça fait que vos revendications, tu peux te les mettre où je pense. Quand vous revendiquerez sans faire ch... le peuple, j'arrêterai de vous traiter en enfants gâtés !!!
- Fiere

- Quoi?De plus, vous travaillez à l'UQAM!  
Ne lâchez pas les étudiants! Nous avons ici une preuve vivante que vous avez raison! Étudiants, tous pour une société mieux éduquée! So So So Société mieux éduquée! Uni, Uni, Université avec des employés mieux éduqués!
- coutu\_ju  
hahaha!! Vous êtes tellement pathétique !! Je l'ai mon diplôme universitaire, je l'ai eue probablement quand vous étiez aux couches. Vos propos ne me touchent pas du tout, du fait que je l'ai obtenue sans faire ch... le peuple :)  
Vous êtes tellement drôle, des enfants dans des corps de jeunes adultes !! Sérieusement, dites-moi, vous allez réagir comment à un refus d'augmentation de salaire quand vous serez sur le marché du travail avec votre diplôme.....ben, si vous finissez par le finir ??  
Vous me faites tous bien rire !! Continuez, lâchez pas...ça va être encore plus drôle !!
- [Pascal-Marc Savard](#)  
En matière de civisme vos écrits parlent d'eux-mêmes. Il faut constater que vous êtes une référence dans le domaine.
- [Pascal-Marc Savard](#)  
Il ne s'agit d'une ouverture à la discussion mais plutôt d'un stratagème honteux pour détourner le propos et diviser le mouvement étudiants et rallier l'opinion publique de son bord parce que là elle se rend bien compte qu'elle ne l'a lus. M. Beauchamp contrairement à ce que vous croyez les étudiants ne sont pas dupes!!! Le débat présentement ne porte pas sur les prêts et bourses mais plutôt sur votre réforme portant sur les frais de

scolarité. Nous consentirons à faire preuve d'ouverture envers votre Gouvernement dès le moment où nous aurons l'impression que vous cesserez de nous prendre pour des imbeciles!!

### [Pascal-Marc Savard](#)

Voici une belle preuve que la Ministre Beauchamp nous ment à tous et toutes en pleine face. Elle a toujours prétendu ne jamais avoir eu de contact avec le MERSQ alors que cette image d'elle nous prouve le contraire. <http://www.journaldemontreal.com>  
Réveillez-vous québécoise et québécoise avant qu'il soit trop tard !!!

### GhostRiderRun

Belle stratégie Mme la ministre mais le problème ce n'est pas les prêts et bourses par rapport à la bonification proportionnelle qui vous donnerait un meilleur contrôle. Le problème c'est la formule en elle-même qui n'est plus viable économiquement tant pour le gouvernement que les étudiants. Cessez de vous perdre en déclarations houleuses. Les étudiants voient très bien le problème de l'enjeu et c'est probablement ce que vous ne digérez pas.

### francinelavigne

enfin, le gouvernement est prêt à négocier...en tant que représentant de la population...m.j.charest se doit de mettre en valeur le projet permettant à en arriver à la gratuité scolaire...lui ou et l'opposition officielle, c'est certain...On doit penser que si les étudiants et étudiantes manquaient leurs sessions, qu'importe leur âge à chacun(e)s...que de payer des professeurs...depuis le début...cela devient très couteux...alors on devrait mettre ces argents pour la gratuité scolaire...!!!



- gernath [Réduire](#)  
Ce n'est que du bla bla pour faire accroire qu'elle est de bonne fois et ainsi mettre en-

core plus le poids de la responsabilité face à la crise sur le dos des étudiants alors que le problème vient en fait de la mauvaise ges-

tion du système qu'on veut faire payer aux étudiants.

**TVANOUVELLES: Frais de scolarité: Beauchamp prête à s'asseoir avec les étudiants - Première publication jeudi 29 mars 2012 à 11h40**



Crédit photo : Agence QMI

La ministre de l'Éducation Line Beauchamp Par Geneviève Lajoie | Agence QMI  
La ministre Line Beauchamp a signalé jeudi matin aux étudiants qu'elle est ouverte au dialogue pour améliorer l'accessibilité aux études, à condition qu'ils cessent de prôner uniquement le gel des frais de scolarité.

«On peut s'asseoir pour parler. Est-ce qu'il y a des gestes à poser pour encore mieux assurer l'accessibilité des études?», a dit jeudi matin la ministre de l'Éducation lorsque questionnée sur la possibilité que les fédérations étudiantes

abandonnent leurs revendications pour le gel des droits de scolarité.

Si Line Beauchamp assure que son gouvernement ne reculera pas sur la hausse des frais de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans, la bonification des prêts et bourses pourrait être un compromis. « Je pense qu'on l'a indiqué cette semaine que de tout temps, depuis 2003, chaque année, on a fait des améliorations, des bonifications et des changements », a-t-elle insisté.

La proposition de François Legault - que les jeunes libéraux ont déjà proposé - d'instaurer un régime de remboursement des prêts proportionnel au revenu lorsque les étudiants entrent sur le marché du travail est intéressante, reconnaît la ministre.

Mme Beauchamp a ajouté cependant du même souffle qu'il « y a quelque chose de compliqué là-dedans ».

« Rembourser selon son revenu, ça veut dire que le remboursement dépend de mon rapport d'impôt, c'est comme si on voulait que tout le programme de prêts et bourses soit un programme du gouvernement, alors qu'en ce moment, notre

système, c'est plus une caisse populaire, une banque qui prête à l'étudiant et le gouvernement se porte garant, mais ce n'est pas un programme gouvernemental. Est-ce qu'on est capable de trouver une solution, de trouver un lien entre le rapport d'impôt, qui est secret, et l'institution financière qui prête à l'étudiant? C'est ça qu'il faut trouver, le bon mécanisme », a expliqué la ministre, manifestement disposée à en discuter avec les étudiants.

La ministre de l'Éducation a également prévenu les étudiants que la poursuite de leur grève risque d'avoir des conséquences graves pour leur session.

« À la fin, c'est quand même l'étudiant qui a boycotté son cours qui va vivre les plus grandes perturbations. Ça va vouloir dire reprendre les cours, vivre des semaines d'enfer, des cours du soir, des semaines de travail ratées. Les votes qui se prennent sont des votes importants », a-t-elle tranché.

**CYBERPRESSE: Line Beauchamp ouverte à la discussion... à une condition - Publié le jeudi 29 mars 2012 à 08h28 | Mis à jour le vendredi 30 mars 2012 à 07h38**



Photo: Jacques Boissinot, PC  
La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, reproche aux étudiants de rejeter toutes les propositions qu'on leur fait.

Tommy Chouinard, La Presse

(Québec) La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, se dit ouverte à des discussions avec les étudiants « pour encore mieux assurer l'accessibilité des études », mais à une condition: ils doivent cesser de revendiquer le gel des droits de scolarité ou encore la gratuité scolaire. Pas question, répond la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

« Le mouvement de grève porte sur la hausse des droits de scolarité, et elle dit: "On ne veut pas parler du sujet qui a déclenché la grève." C'est un peu de la mauvaise foi », a lancé son président, Gabriel Dubois-Nadeau, jeudi.

Québec reste toujours aussi « ferme », comme l'a martelé Mme Beauchamp, sur la hausse des

droits de scolarité de 325\$ par année pendant cinq ans - à terme, une augmentation de 75%. La ministre veut plutôt discuter, par exemple, de « réaménagements » au programme de prêts et bourses. L'idée de la bonifier fait son chemin au gouvernement après que le premier ministre Jean Charest eut envoyé, mardi, un premier - et timide - signal. En outre, le gouvernement n'écarte pas la création d'un mode de remboursement des dettes d'études proportionnel au revenu, une proposition de la commission jeunesse de son parti. La Coalition avenir Québec (CAQ) milite également pour cette mesure.

La CLASSE juge toutefois inacceptable la condition que pose Line Beauchamp pour entamer des discussions. « Nous, c'est un gel qu'on veut, a dit Gabriel Nadeau-Dubois. Tous les sujets doivent être sur la table dans des négociations. »

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) « tient au gel, et c'est ferme ». Sa présidente, Martine Desjardins, « salue » néanmoins l'ouverture à la discussion manifestée par le gouvernement. Elle réclame une « discussion complète » sur les droits de scolarité, mais aussi sur le financement et la gestion des universités.

« On ne renoncera pas au gel avant même qu'il y ait des discussions, a dit de son côté le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin. S'il y a une offre du gouvernement dans des négociations, on va l'analyser et, si on la juge intéressante, on va la soumettre à nos membres. » Notons que M. Nadeau-Dubois et Mme Desjardins ont fait le même commentaire.

Le gouvernement Charest refusait jusqu'à main-

tenant d'ouvrir tout dialogue avec les étudiants. Mais il a assoupli timidement sa position depuis mardi. « Il y a toujours de l'ouverture pour parler de la question du programme de prêts et bourses, de l'accessibilité. Cela a toujours été vrai », a déclaré Line Beauchamp. Dans son budget de l'an dernier, le gouvernement a accompagné la hausse des droits de scolarité d'une bonification de ce programme de 118 millions de dollars en cinq ans.

Si les étudiants renoncent au gel, le gouvernement pourra discuter avec eux des gestes à faire « pour encore mieux assurer l'accessibilité des études », a-t-elle dit.

La ministre reproche aux étudiants d'opposer une fin de non-recevoir à toute proposition qui leur est faite. « Peu importe qui fait la proposition, la réponse est toujours la même: "Nous, on veut le gel ou la gratuité scolaire", a-t-elle affirmé. Au moment où on se parle, peu importe le signal lancé aux étudiants, leur réponse est intransigeante. »

Elle estime que la revendication des étudiants « n'est pas le reflet de la position de la majorité d'une Assemblée nationale élue démocratiquement par la population ».

La CAQ appuie la hausse du gouvernement Charest. Un gouvernement péquiste l'abolirait et tiendrait un sommet sur l'éducation. La chef Pauline Marois n'exclut pas de remplacer la hausse du gouvernement par une autre moins substantielle.

**CYBERPRESSE: Droits de scolarité: Claude Castonguay appelle à la médiation - Publié le jeudi 29 mars 2012 à 06h55**



Photo: Rémi Lemée, Archives La Presse  
L'ancien ministre libéral Claude Castonguay.

Pascale Breton, La Presse

C'est au gouvernement qu'il incombe de faire les premiers pas afin de rétablir un dialogue avec les étudiants, estime l'ancien ministre libéral Claude Castonguay, qui préconise la nomination d'un médiateur pour résoudre le conflit.

«Je ne sais vraiment pas comment on peut se dégager d'une telle situation où chacun reste campé sur ses positions, à moins qu'un certain dialogue s'ouvre et que les gens acceptent de part et d'autre de rechercher une solution», a déclaré M. Castonguay dans une entrevue à La Presse.

Québec doit faire montre d'ouverture, ajoute-t-il du même souffle. «Même si les étudiants ont refusé il y a un an de discuter, je pense qu'on doit se souvenir que lorsqu'on est jeune, parfois, on fait des gestes plus ou moins réfléchis sans être trop conscient des conséquences. Il me semble qu'il appartient au gouvernement de faire les premiers pas.»

Le temps presse, cependant. «Je crains qu'à un moment donné, les jeunes ne se radicalisent et que ça n'aggrave la situation», a ajouté l'ancien ministre. Il croit d'ailleurs qu'un médiateur pourrait permettre aux deux parties de rétablir les ponts, mais précise ne pas avoir été pressenti pour jouer un tel rôle.

Il y a quelques jours, dans nos pages, l'ancien haut fonctionnaire au gouvernement et aujourd'hui consultant Louis Bernard a proposé lui aussi la nomination d'un médiateur.

Lors de la grève étudiante de 2005, l'ancien président de la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), Henri Massé, avait discrètement joué un rôle dans les coulisses afin d'amener les étudiants et le gouvernement à convenir d'une entente. C'était après avoir soulevé l'ire des étudiants en les invitant publiquement «à mettre de l'eau dans leur vin».

## LE DEVOIR: 1ère page / Conflit Québec-étudiants - Legault tente une médiation - Les étudiants rejettent la proposition du chef caquiste - Jeudi 29 mars 2012

Antoine Robitaille

Québec — François Legault a tenté en vain de se poser en médiateur dans le conflit entre les étudiants et le gouvernement hier, esquisant une proposition d'amélioration du système de prêts et bourses assortie d'un programme de Remboursement proportionnel au revenu (RPR). Le ministre des Finances Raymond Bachand a soutenu que le gouvernement était «prêt à regarder ces idées-là», reprenant une formule de Jean Charest de la veille selon laquelle le système de prêts et bourses était toujours parfait; notamment sur le plan de l'accès aux études supérieures de la classe moyenne. M. Bachand a tout de suite déploré que les associations étudiantes ne veuillent «discuter de rien, sauf du gel des droits de scolarité». La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, avait déclaré la même chose avant la période de questions, ajoutant qu'en Ontario, les droits de scolarité ont été baissés cette semaine, mais sont toujours beaucoup plus élevés qu'au Québec, et qu'il en serait de même après la hausse prévue.

### CONFLIT QUÉBEC-ÉTUDIANTS

# Legault tente une médiation

## Les étudiants rejettent la proposition du chef caquiste

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — François Legault a tenté en vain de se poser en médiateur dans le conflit entre les étudiants et le gouvernement hier, esquisant une proposition d'amélioration du système de prêts et bourses assortie d'un programme de Remboursement proportionnel au revenu (RPR). Le ministre des Finances Raymond Bachand a soutenu que le gouvernement était «prêt à regarder ces idées-là», reprenant une formule de Jean Charest de la veille selon laquelle le système de prêts et bourses était toujours parfait; notamment sur le plan de l'accès aux études supérieures de la classe moyenne. M. Bachand a tout de suite déploré que les associations étudiantes ne veuillent «discuter de rien, sauf du gel des droits de scolarité». La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, avait déclaré la même chose avant la période de questions, ajoutant qu'en Ontario, les droits de scolarité ont été baissés cette

Les leaders étudiants ont qualifié la sortie du chef caquiste

VOIR PAGE A 8: LEGAULT

- Le climat se dégrade dans les universités, page A 4
- L'éditorial de Marie-Andrée Chouinard, page A 6

tôt en matinée avec les présidents de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) pour leur soumettre son esquisse de solution. «Je n'ai pas senti de fermeture à cette proposition. Je n'ai pas senti qu'il était hors de question de considérer cette proposition. Au contraire, ils m'ont dit: "on peut la

considérer, maintenant, on aimerait la bonifier". Pour ça, il faut négocier avec le gouvernement.» Récemment, lorsqu'il avait prôné l'ouverture des conventions collectives d'employés du secteur public, M. Legault avait pourtant lancé: «Ce n'est pas vrai que ce sont les groupes de pression qui vont décider de ce qui se passe au Québec.»

Hier, M. Legault a expliqué que le RPR consisterait — pour un citoyen qui vient de sortir de l'université et qui a obtenu son premier emploi — à rembourser ses prêts à coups de 5 % par année pendant 10 ans. Après cette décennie, l'État s'engagerait à effacer toute dette qui resterait. Autre mesure suggérée par le chef caquiste (qui, rappelons-le, est favorable à la hausse): hausser le seuil d'admissibilité au régime de prêts et bourses pour les familles ayant un revenu inférieur à 60 000 \$. Pour que l'implantation de ces deux mesures se fasse «à coût nul», M. Legault abolirait le crédit d'impôt non remboursable pour les droits de scolarité, ce qui dégageait 120 millions par année selon ses calculs.

Les leaders étudiants ont qualifié d'«intéressante» la sortie du chef caquiste. «Ce n'est plus juste les partis qui sont pour le gel qui le réclament un dialogue», a noté Martine Desjardins, présidente de la FEUQ. «L'intention est bonne, de tenter de trouver une solution au conflit», a pour sa part dit Léo Bureau-Blouin, de la FECQ. Les deux leaders ont toutefois accueilli avec scepticisme la proposition caquiste. Certes, le rehaussement à 60 000 \$ du seuil de revenus pour obtenir des prêts et bourses est considéré d'un bon œil par Martine Desjardins: «Ça fait longtemps qu'on demande que le seuil soit haussé à 45 000 \$ et M. Legault monte déjà plus haut que ce qu'on proposait!» Autre opinion favorable: l'abolition du crédit d'impôt plaît aussi à la FEUQ, mais croit qu'il devrait servir plus directement à la bonification de l'aide financière aux études. Du reste, la marge qui pourrait être dégagée serait moindre; 100 millions et non 120 millions par année comme le soutient M. Legault.

Mme Desjardins refuserait toutefois totalement de discuter de la mise en place éventuelle d'un système de RPR lors d'une négociation. En Australie, où ce système a été appliqué, soutient Mme Desjardins, «les pauvres s'endettent encore plus et les riches qui peuvent payer leurs frais de scolarité diminuent leur endettement de manière proportionnelle». Aux dires de la FEUQ, le RPR aurait aussi un effet haussier sur les droits de scolarité.

Du reste, selon Léo Bureau-Blouin, de la FECQ, François Legault «sous-évalue de beaucoup le coût de l'augmentation du seuil de contribution parental à 60 000 \$». Hausser ce seuil coûterait plus cher — entre 150 et 200 millions — que le montant dégagé par l'abolition du crédit d'impôt. Par conséquent, selon M. Bureau-Blouin, il vaudrait mieux annuler simplement la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ sur cinq ans qui, elle, devrait rapporter 200 millions par année: «Visiblement, les calculs ont été faits un peu vite du côté de la CAQ», a conclu le président de la FECQ.

### Commission perturbée

En après-midi hier, la Commission de la culture et de l'éducation qui étudiait le projet de loi no 56 visant à lutter contre l'intimidation et la violence à l'école a été perturbée par des militants contre la hausse. «Huit professeurs du regroupement Profs contre la hausse [...] ont déployé de larges bannières rouges en pleine Assemblée. Nous pouvions y lire "6





semaines d'indifférence, c'est assez!"», selon la description faite dans un communiqué du regroupement. Le cabinet de Mme Beauchamp a refusé de commenter le geste.

Avec la collaboration de Lisa-Marie Gervais



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir

### Vos réactions

- Jason Keays – Inscrit, 29 mars 2012 00 h 46  
Hyppocrite  
Le même Legault qui disait au milieu du mois mars que Charest devait tenir tête aux étudiants.
- Carole Dionne – Inscrite, 29 mars 2012 13 h 09  
Donc si je comprends bien votre intervention, si Legault essaie de trouver un arrangement... par contre s'il s'objecte à tout arrangement c'est un  
Donc dans les deux cas, il ne peut pas parler et il est perdant
- Pierre-Alain Gouanvic – Abonné, 29 mars 2012 21 h 30  
Hm, oui, c'est ça.
- Nelson – Inscrit, 29 mars 2012 01 h 00  
À la lumière du budget fédéral l'universalité gratuite pour les riches n'est plus valable. Oui, plus de bourses pour les pauvres. Garder les hausses pour les riches. Payer les emprunts après diplômé et travaillant, selon revenus.  
L'universalité gratis ou presque pour les riches n'est plus réaliste devant la menace de décade des Agences de Crédit.  
 Dette Québec 200 milliards, Canada 600 milliards, déficits annuel que s'accumulent  
Un 15% revenus Québec et Canada juste pour payer des intérêts des dettes !!!  
Attention ne pas tomber dans la situation d'Europe.
- Pierre Bellefeuille – Inscrit, 29 mars 2012 09 h 45  
Nelson,  
On ne doit pas écouter les menaces de décotes, car ces maisons de notation ont joué le jeu des cotes AAA données sur demande aux banques ayant provoqué la crise financière 2008.  
Les gouvernements doivent s'attaquer fermement à la dérégulation des marchés des spéculateurs travaillant pour les grandes banques d'affaires. Les gouvernements doivent aussi s'attaquer féroce aux paradis fiscaux dans lesquels se cachent de milliers de milliards de dollars.  
C'est exactement le jeu du néoconservatisme de droite américain ou du néolibéralisme sauvage canadien de dénigrer depuis les 30 dernières années tout ce qui s'apparente à des services sociaux équitables. Par la force de la répétition dans les médias qu'ils possè-

Le chef de la CAQ, François Legault, abolirait le crédit d'impôt non remboursable pour les droits de scolarité.

- dent, les oligarques de ce monde arrivent à faire croire que seule leur stratégie est la bonne, soit réduire constamment les dépenses publiques, sachant très bien que la demande ne diminuera pas, ils se proposent eux-mêmes comme une alternative, et ça finit toujours par coûter plus cher aux contribuables.  
Legault ne nous avance pas davantage à ce niveau-ci, il nous enferme dans une logique toute faite, prédigérée, pour servir d'autres objectifs que l'intérêt de la population en général.  
Si on veut vraiment comprendre toutes les ramifications autour du néoconservatisme, je ne pourrais recommander mieux que la lecture des livres écrits par le journaliste d'enquête Éric Laurent.
- Jeremie Poupart Montpetit – Inscrit, 29 mars 2012 01 h 13  
ah la CAQ et ses solutions de facilité... comment déplacer un problème de dette version CAQ 2.0 ?  
Le programme des remboursement proportionnels... appelons un chien un chien et un chat un chat, 30 000\$ de dettes étalé sur 5 ans ou 10 ans (dans le cas d'un remboursement dit "proportionnel"), c'est toujours 30 000\$ de dettes, point à la ligne...  
Mr. Legault devrait arrêter de copier les idées des jeunes libéraux et des banquiers en banqueroute pour se concentrer sur les vrais problèmes -> la mauvaise gestion des avoirs des universités et le manque d'équité au sein des processus décisionnels...  
Jérémie Poupart Montpetit
- Pierre Bellefeuille – Inscrit, 29 mars 2012 09 h 46  
Vous avez tout à fait raison Monsieur Poupart!
- Dominic Cliche – Inscrit, 29 mars 2012 10 h 09  
En fait, 5% du revenu moyen d'un diplômé universitaire correspond à 2635\$ par année. Sur 10 ans, c'est donc 26350\$ Un étudiant avec 30000\$ de dette, s'il gagne le revenu moyen (52700\$), s'en tirerait avec une diminution de sa dette. S'il gagne plutôt autour de 40000\$ par année, il aura remboursé après 10 ans 20000\$. Le tiers de sa dette se trouverait épongé par le gouvernement.  
Il est clair qu'il est préférable de s'attaquer à l'endettement étudiant à la racine, mais un RPR n'est pas une politique inéquitable.

- Jeremie Poupart Montpetit – Inscrit, 29 mars 2012 11 h 44  
@ Mr Cliche,  
cette mesure a certains aspects positifs, mais c'est une autre "carte de crédit" pour étudiants au lieu de bonifier les bourses dans le programme de prêts et bourses -> Bourses débonifiées par les libéraux (depuis 8 ans). Pour un diplômé ayant un salaire faible à moyen (arts), sa dette sera étirée sur 10, 15, voire 20 ans durant lesquels il lui sera plus difficile de fonder d'autres projets (famille, maison) ou d'investir dans des REER, REEE. En cumulant ce 20 ans de difficultés financières aux 10 ans passés sur les bancs d'écoles sans avantages sociaux, on arrive à un portrait plutôt désolant. le RPR n'est pas en soi inéquitable, mais ce n'est pas du tout une solution aux problèmes d'endettement.
- Unsigned Char – Abonné, 29 mars 2012 02 h 34  
M.Legault - Le Richard Martineau de la politique  
Bordel, combien de sous instruits nous allons encore faire élire au rang de politicien?  
Pour vrai, aucune de ces déclarations n'a de substance... J'aurais bien aimé être là lors de cette dite rencontre! Afin de le voir patiner sur les chiffres!  
À quand les politiciens qui sont de vrais spécialistes dans leur domaine! Et non pas seulement des pousseurs de phrases et des souffleurs de chiffres.  
De la démagogie bien des québécois en rafolement mais ce qui est important c'est qu'une majorité, et ce dans l'intérêt des générations présentes et futures, ne supporte plus de se faire dire n'importe quoi! Juste parce que ça fait plaisir à entendre...  
M.Legault, votre solution ne tient pas la route! Par contre, sans entrer dans une bataille politique, celle du PQ est bien plus réaliste... Elle n'avance pas de chiffre sortent de nul part et ne va pas la chercher dans les poches des contribuables...  
Non vraiment le RPR... Pourquoi les contribuables paierai pour financer les banques? Quand il suffit de ne pas augmenter les frais et donc moins de financement!!!  
Voyons-donc!!!  
Pis le crédit d'impôt, c'est pas juste les parents qui en profitent, c'est les étudiants aussi, les travailleurs qui continuent ou retournent aux études!!!

- Pourquoi faut toujours que l'auditoire du Journal de Montréal soit représenté en politique?
- Jeremie Poupart Montpetit – Inscrit, 29 mars 2012 11 h 51  
En théorie les politiciens ont une armada de chercheurs qui effectuent pour eux le travail de recherche et de développement palliant à l'intégration de l'ensemble des facteurs sociaux/économiques d'une solution. Cependant, certains politiciens avarés de pouvoir, ces "carréristes", ont lentement transformés le paysage politique en une sorte de foire au Charisme puérile... on vote pour des images, pas des politiques !!! Après, il ne faut pas s'étonner que ces "images" ne soient pas en mesure d'écouter la population ou de prendre des décisions éclairées.
  - I poisson – Inscrit, 29 mars 2012 02 h 37  
MM Charest, le Duplessis des années 2000 Le noyau dur des étudiants qui ne décrochent pas commencent à énerver M. Charest. Ses propos d'aujourd'hui contredisent ceux tenus par sa ministre de l'éducation il n'y a même pas 10 jours. Le "dossier" est dorénavant au bureau du Premier ministre. La consigne de Mme Beauchamps est dorénavant: "Sois belle et tais-toi". Le jovialiste M. Bachand prend la relève pour gaver les média.  
M. Charest a réussi à endormir l'électorat avec ses slogans "la santé, la santé, la santé" et " les deux mains sur le volant". Son petit dernier: "Pour une université de classe mondiale, il faut hausser les frais de scolarité" a fait patate... même son ami Sarkozy rappellerait M. Charest à l'ordre. L'université européenne est accessible alors que le coûteux modèle universitaire américain reconduit les classes dirigeantes de générations en générations.  
M. Charest ne voulait même pas rencontrer les représentants étudiants. Il lance aujourd'hui des messages codés via les média pour aménager des modalités. Un peu comme le gentil bourreau offrant le choix entre la corde et la chaise électrique.  
Avec son famélique Plan Nord, M. Charest voudrait en plus offrir aux financiers une main d'oeuvre docile (un peu comme dans les chantiers d'antan).  
L'actuel premier ministre risque de passer à l'histoire comme le croque-mort du système d'éducation québécois, un des piliers de la révolution tranquille. Une odeur de fin de régime empeste le printemps québécois. Bientôt sur nos écrans: "La Commission Charbonneau et le Chef"
  - Chris Eustace – Abonné, 29 mars 2012 04 h 27  
Un bon compromis  
29 mars 2012  
Le plan de François Legault fait beaucoup de sens. De La Gazette de Montréal (avec l'aide de Google):  
Les étudiants se plaignent des frais plus élevés signifient une dette plus élevée, et certains de familles à faible revenu ne seront pas poursuivre des études universitaires. Legault a dit sa solution serait de relever le plafond du revenu familial de se qualifier pour l'aide aux étudiants à 60.000 \$, par rapport au montant actuel 30.000.  
Selon le plan Legault, après avoir fini leurs études, les étudiants paient un maximum de cinq pour cent de leur revenu dans les remboursements de prêts pour les 10 ans.
- Si à la fin de 10 ans, les prêts ne sont pas payés, le gouvernement radier le solde, le leader du CAQ a dit.  
Pour payer son plan, dont il estime en coûterait au gouvernement 120 millions de dollars de plus par année, Legault abolirait le crédit d'impôt de 20 pour cent pour les «riches» les parents ayant un revenu familial plus de 60.000 \$.  
( En outre, Il est facile de comprendre pourquoi les étudiants sont en colère. Réfléchissez à ceci:  
Récemment, le commission scolaire Lester B. Pearson attribué un minimum de 800,00 \$ pour chacun des 15 commissaires pour assister à la Canadian School Boards Association Congress, dans un hôtel cher, à Québec, ce juillet. (2 jours)  
L'année dernière, le CSBA «congrès» a eu lieu à Ottawa, et le bord payé 450,00 \$ pour chacun des deux commissaires pour assister à la fête .... (2 jours)  
Le gouvernement devrait également prendre de l'argent des fêtards. )  
Chris Eustace
- Jeremie Poupart Montpetit – Inscrit, 29 mars 2012 11 h 58  
ce qui est fou, c'est de considérer un revenu familial brut de 60 000\$ comme étant "riche"... on parle d'un salaire de 30 000\$ par adulte !!! on est loin de la grosse richesse !!! en gros, on coupe pour les individus riches, mais aussi pour les familles de classes moyennes basse...  
Peut-être une petite révision des concepts "riche" et "pauvre" et des palliers d'impositions s'impose (quelqu'un payé 200 000\$ paye le même % d'impôts que quelqu'un payé 400 000\$... un peu fou non ?)
  - Q1234 – Inscrit, 29 mars 2012 07 h 10  
Pas une meilleure façon de hausser, les étudiants sont contre la hausse!!  
Beaucoup de difficultés les politiciens à entendre le message: PAS DE HAUSSE !!!! Pas de cours de "Comment payer un prêt 101", c'est chercher ailleurs l'argent! Chez les recuteurs anglos peut-être...  
C'est pour l'ÉDUCATION ACCESSIBLE À TOUS que les étudiants se battent. C'est pas si difficile à comprendre . Après on se demande pourquoi les gens sont cyniques face à la politique: c'est pour cette attitude là! Criez plus fort pour que personne ne vous ignore,  
Criions plus fort pour que personne ne nous ignore!
  - Jack Bauer – Inscrit, 29 mars 2012 15 h 03  
La CLASSE n'a que faire de l'objectif valable "d'éducation accessible", ils veulent que la collectivité assume TOUS les coûts de LEUR éducation qui LEUR rapportera un salaire beaucoup plus élevé que ceux qui les ont subventionné, c'est la raison pourquoi je supportes la cause d'opposition à la hausse, mais me désassocie des ass. étudiantes qui donnent dans l'idéologie et le militantisme aveugle, et refuses donc de participer à leurs événements.
  - Polo09 – Inscrit, 29 mars 2012 07 h 26  
Y en a pas d'argent !!! Une farce.  
A écouter  
[http://www.fm93.com/player\\_2011.php?play=%2Fpo](http://www.fm93.com/player_2011.php?play=%2Fpo)
  - Monsieur Brodeur – Inscrit, 29 mars 2012 10 h 51  
Ayoye..  
Si même les radios-poubelles, derniers remparts de l'ignorance, commencent à s'ouvrir les yeux, (ne serait-ce qu'un seul œil..), et cessent d'être des larbins en mettant plutôt
- leurs énergies fieleuses au service du bien commun, au lieu de faire la job de propager les idées égoïstes de leur maîtres-à-penser libéral-caquiste(même gang, même philosophie), eh bien c'est le début de la débandade du 1%..  
Avec un peu de cohérence, le peuple Québécois est capable de résoudre ses problèmes et obtenir le meilleurs de ses services sans endetter qui que ce soit, et sans faire payer la classe moyenne outre-mesure.  
Cessons d'être autant individualistes et divisés. Construisons un nouveau Québec pour tous.  
Stéphane Brodeur, montréal.  
ps.(je vous aime pareil, les gens de La-baumeville, vous nous faites souvent rire... et je trouve que vous êtes des gens fiers, bien plus qu'ici à montréal..)  
Jeremie Poupart Montpetit – Inscrit, 29 mars 2012 12 h 03  
Merci Mr. Brodeur, excellent commentaire !!! j'ajouterais ceci: Le québec n'est pas une nation pauvre comme on voudrait nous le faire croire depuis près d'un décennie. Ni économiquement, ni intellectuellement. Nous avons diversifié notre économie, fait des avancées spectaculaires dans les domaines sociaux, économiques et scientifiques. à quand sortirons nous la tête du sable pour le réaliser ? Ne reste plus qu'à s'assurer de tirer les véritables avantages de nos développement !!!
- Mirusc – Inscrite, 29 mars 2012 07 h 31  
Ontario versus Québec  
Bonjour,  
Les gens ne cessent de dire combien les droits de scolarité sont bas au Québec. Par ailleurs, Mme L.Beauchamp nous a indiqué que même après une baisse des droits de scolarité l'ontario à des frais plus élevé que le Québec. Néanmoins, n'est-il pas vrai que les contribuables paient plus de taxe sur l'impôt que l'ontario à cet effet n'est-il pas normal que nous payons moins chers pour les services publics... Nous devons nous questionner à cet effet.
  - Dominic Cliche – Inscrit, 29 mars 2012 10 h 14  
Je connais des politiciens qui seront ravis, dans quelques années, lorsque les étudiants devenus contribuables à temps plein viendront demander des baisses d'impôts parce qu'ils auront payé plus cher pour leurs études et les autres services.  
Pour faire une révolution, il faut en semer la graine chez les plus jeunes. La révolution culturelle de Charest et Bachard semble précisément viser cela : faire d'emblée des jeunes des utilisateurs-payeurs, qui ajusteront leurs demandes politiques en conséquence...
  - JinYe – Inscrit, 29 mars 2012 11 h 08  
Et la question est de reconnaître quelle orientation nous voulons prendre. Eux les baissent, les frais, nous les haussons. C'est un mauvais choix de société. Encore un fois: comment aller chercher du financement là où il n'y a jamais eu d'argent? Ce n'est pas les étudiants qui vont payer, c'est soit les banques qui ne font pas trop leur juste part, soit leurs parents, payeurs de taxes. Non, vraiment, je ne comprends pas la droite québécoise!
  - Jeremie Poupart Montpetit – Inscrit, 29 mars 2012 12 h 07  
@ Mr. Cliche  
et pire encore, on jette à la poubelle 50 ans de contestation sociales pour faire croire aux gens qu'il est normal de faire comme les

"américains" et d'individualiser des dépenses astronomiques (en santé en particulier). Le véritable danger reste dans l'atteinte à nos valeurs morales en tant que société... Quand les libéraux demanderont-ils l'abolition du programme d'assurance maladie ? ils ont bien commencé à tâter le terrain avec le fameux ticker modérateur...

• [Signaler](#)

DelireWeb - Inscrit

29 mars 2012 07 h 33

Extrait : « une formule de Jean Charest de la veille selon laquelle le système de prêts et bourses était toujours perfectible; notamment sur le plan de l'accès aux études supérieures de la classe moyenne »

Un étudiant universitaire adulte dont les parents sont de la classe moyenne, n'est pas lui-même de la classe moyenne mais bien de la classe pauvre.

Mais jouons le jeu et comprenons comme le politicien veut l'entendre : qu'en est-il si l'étudiant provient de parents pauvres ? Condamné dès la naissance ?

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

jean brunet - Inscrit

29 mars 2012 07 h 36

Opinion

Sans faire de compromis les étudiants vont tout perdre...

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

JinYe - Inscrit

29 mars 2012 10 h 12

Sans faire de compromis le gouvernement aussi...

Ils vont perdre notre session serait l'expression la plus juste, car c'est aux finances publiques qu'en revient le vrai prix.

De mon côté, tant qu'on va faire payer 5% d'impôts aux minières et donner nos ressources brutes aux étrangers, je vais croire que ce gouvernement nous utilise, pour rester poli.

Bertrand Loranger, étudiant en acupuncture en grève générale illimitée.

• [Signaler](#)

Jeremie Poupart Montpetit - Inscrit

29 mars 2012 12 h 11

Ce n'est pas tant que nous ne voulons pas de compromis, plutôt qu'aucune offre raisonnable n'est faite.

Voyez l'astuce:

libéraux: "nous augmenterons les frais et pallieront par une bonification du programme de prêts et bourses"

Premier budget: "augmentation des frais tel que prévu, pas de bonification des prêts et bourses"

Croyez vous que les étudiants sont en mesure de croire un gouvernement qui dès le départ renie ses promesses ?

• [Signaler](#)

Pierre Vincent - Inscrit

29 mars 2012 07 h 56

La FECQ devrait enlever ses oeillères...

Ainsi, Léo Bureau-Blouin estime que la CAQ sous-estime le coût du rhaussement du seuil de contribution aux parents gagnant plus de 60 000 \$. Il dit que cela pourrait coû-

ter jusqu'à 200 M\$, plutôt que les 120 M\$ mentionnés par François Legault. Et il suggère que ce 200 M\$ étant identique au 200 M\$ de la hausse des frais de scolarité, ce serait plus simple de l'abolir. Du point de vue des étudiants, c'est évident, mais du point de vue des universités, cela ne leur donnerait pas un sou de plus...

La proposition Legault est donc valable, d'autant plus qu'elle est assortie d'une formule de remboursement des prêts étudiants sur 10 ans, avec une contribution maximale de 5% du salaire gagné, et l'effacement du solde de la dette après dix ans. Que demander de mieux, dans le contexte actuel, je vous le demande, Mesdames et Messieurs les étudiant(e)s?

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

M. Enseignant - Abonné

29 mars 2012 10 h 27

Demander des redevances sur la valeur marchande et non sur les profits pour les minières, remettre la taxe sur le capital (=2,4 milliards) et pourquoi ne pas prendre des actions lorsque l'on sauve une entreprise? Je ne suis pas fort en chiffre mais je crois que le Québec sortirait des déficit et pourrait offrir l'éducation gratuitement.

• [Signaler](#)

Monsieur Brodeur - Inscrit

29 mars 2012 11 h 05

Mais tout ce que ça fait, c'est d'appauvrir la classe moyenne au profit des banques! Vous ne voyez donc pas où cela mène?? Eh oui.. une immense bulle toxique de prêts étudiants. Avec en prime, une dépense à la consommation moindre pour toute une génération, donc une économie au ralenti pour très longtemps.. donc.. une récession tranquille qui durera des années.

Tout ça pour 200M, qu'on peut trouver facilement en coupant dans la corruption, ou en exigeant aux riches de faire leur "juste part" en acceptant une hausse d'imposition suite à la baisse qu'ils ont eue depuis la prise du pouvoir par le PLQ en 2003.

Stéphane Brodeur, montréal.

• [Signaler](#)

Sylvain Auclair - Abonné

29 mars 2012 11 h 42

Monsieur Vincent,

si le gouvernement était prêt à se priver de 200 M\$ et que, d'un autre côté, les universités empochaient 200 M\$ de plus, pourquoi ne pas donner cet argent directement aux universités plutôt que de mettre au point des mécanismes compliqués?

• [Signaler](#)

Francois Robitaille - Inscrit

29 mars 2012 08 h 02

Hmm

Des étudiants scandent que 70% des familles n'ont pas accès aux prêts et Bourses, voilà une solution intéressante il me semble? Non?

Et le rempousement proportionnel aux revenus? C'est pas une solution pour le supposé égorgement du prêt en sortant de l'école?

Les groupes de pression étudiants, ces futurs syndicalistes en formations, nous montre que ce qu'ils veulent, c'est que ce soit les autres qui payent, pas eux!!!! Et ça me révolte!

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

j Lacourse - Abonnée

29 mars 2012 09 h 41

pension et soins de santé

N'oubliez pas que ces jeunes qui vous révoient devront payer les pensions et les soins de santé de leurs prédécesseurs! Ne pas les endetter pour étudier relève d'un rapport intergénérationnel équilibré!

• [Signaler](#)

M. Enseignant - Abonné

29 mars 2012 10 h 32

Ils veulent de l'équité monsieur et non une faveur. Qui a payé pour vos études ? Les autres! Qui paiera pour vos soins de santé ? Les autres ! Qui paie des électricité moins cher que partout en Amérique du Nord ? Les mêmes autres. Qui videra les caisses du RRQ? Les autres ? Pauvres autres il ne faudrait surtout pas qu'ils paient pour les étudiants.

• [Signaler](#)

Monsieur Brodeur - Inscrit

29 mars 2012 11 h 16

Le remboursement proportionnel au revenu pendant 10 ans, c'est aussi une bonne façon d'augmenter le travail au noir. C'est quant même un début de réflexion, je vous l'accorde, mais ça reste dans le concept de l'utilisateur-payeur, et de la marchandisation du savoir. Et on veut pas ça.

Nous restons sur nos positions; La gratuité, 400M, reste la meilleure solution à long terme. L'argent est là. Corruption et mauvaises gestion le détourne, comme partout dans tout les ministères du PLQ.

Stéphane Brodeur, montréal.

• [Signaler](#)

Francois Robitaille - Inscrit

29 mars 2012 11 h 21

Je comprend qu'ils veulent l'équité, et c'est normal, mais cette équité elle est où? Personne ne le sait vraiment, parce qu'on se fait lancer au visage toute sorte de chiffres et de statistiques, toute valable les une que les autres.

Je suis aussi de ceux qui payerons pour les choix peu courageux du passé comme le trop bas taux pris sur les payes de la RRQ...Je n'ai que 35 ans.

L'argent ne pousse pas dans les arbres, et c'est vrai autant pour le contribuable que le gouvernement. On ne peut scander une injustice intergénérationnelle par un nouvel investissement, on va s'enfoncer encore plus....

• [Signaler](#)

Francois Robitaille - Inscrit

29 mars 2012 11 h 31

Ha oui je ne suis pas allé à l'université, je ne vois pas pourquoi je m'apovriserais pour que d'autres deviennent riches....Qu'ils investissent c'est un choix personnel.

L'argument que c'est une richesse "collective", c'est vrai et faux à la fois: Normalement on paie plus d'impôt quand on gagne plus cher, mais on a aussi accès à beaucoup plus de règle de déductions. Autre chose l'exode, on a un voisin du sud pas mal gourmand, et il offre des salaires concurrentiels et enfin il y a des étudiants qui viennent de l'extérieur...et qui reparte.

C'est un sujet délicat et très complexe, j'avoue que je m'y perd....et probablement tout les québécois aussi!





• [Signaler](#)

Jeremie Poupart Montpetit - Inscrit  
29 mars 2012 12 h 18

Il est étrange de considérer que les étudiants ne paient pas leurs études... payer ses études, ce n'est pas seulement une question de frais, on parle d'une quantité importante de temps qui ne peut être investit en travail rémunéré, donc sans avantages sociaux (Chômage, assurance, fonds de pension, etc.)

Selon vous, les étudiants ne se logent pas, ne mangent pas, n'achètent pas de matériel scolaire, ne paient pas de frais afférent pour des cours/stages à l'extérieur des murs universitaires, ni les assurances, permis de conduire, plaques, ni leur transport en commun, soins de santé payant (ex: dentiste) ?

Non, le RER n'est pas une solution, c'est une mesure de mitigation, mais certainement pas une solution magique comme voudraient l'entendre la CAQ et les jeunes libéraux. Le RER c'est une carte de crédit pour étudiants...

• [Signaler](#)

kfs78 - Inscrite  
29 mars 2012 12 h 26  
@JLacourse

N'oubliez pas que les prédécesseurs dont vous parlez ont été ceux qui ont payé pour les leurs, leurs prédécesseurs.

Les baby boomers que tout le monde dénonce ont été les premiers à payer pour la génération qui les a précédé et que ces derniers n'avaient pas payé car le système, tel qu'on le connaît, n'existait pas avant les années soixante. Ils ont également payé pour les jeunes qui les ont suivi.

Ils ont été les premiers à le faire et ils l'ont fait.

La véritable équité intergénérationnelle se fera lorsque l'État ne laissera pas en héritage une dette faramineuse à la prochaine génération. Et c'est maintenant qu'il faut s'y attaquer, pas dans 10 ans, pendant que plusieurs boomers sont encore des travailleurs payeurs de taxes et d'impôts.

• [Signaler](#)

Jean-Michel Picard - Inscrit  
29 mars 2012 08 h 04

Recyclage  
Une médiation par un transfuge de droite ! Wow, ça va être beau. On appelle ça du recyclage politique mon cher !

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Francois Robitaille - Inscrit  
29 mars 2012 10 h 49

Premièrement il n'est pas de droite, et deuxièmement, pourquoi être da droite ne comporterait pas de médiation?

Et ça s'appelle de la récupération politique, pas du recyclage!

• [Signaler](#)

Jeremie Poupart Montpetit - Inscrit  
29 mars 2012 12 h 25

@ François Robitaille: c'est une récupération politique et il peut le faire en étant de droite (rien ne l'en empêche)  
petit bémol: F. Legault pas de droite ? alors il est quoi ? pseudo-droite ? droite ascendant centre droite ?  
Ce n'est pas parce que Mr. Legault reste flou

sur ses positions qu'il n'est pas de droite (ou droite-centre-droite)... Au contraire, nous en avons plusieurs preuves tant au niveau de ses déclarations concernant l'éducation qu'en santé et en économie. Sa politique du "on verra" perdus peu à peu de son vernis et bientôt, on verra apparaître du rouge libéral et du bleu conservateur...

• [Signaler](#)

Richard Miron - Inscrit  
29 mars 2012 08 h 41

Très confuses les propositions de Legault  
Je me demande à quoi peuvent bien servir les propositions de Legault compte tenu des objectifs qu'il se fixe. Pour lui, la hausse des frais est incontournable parce qu'il faut financer les universités. Il appuie donc Charrest sur cet aspect. En contrepartie, il propose d'hausser le seuil de revenus des parents pour l'obtention des prêts et bourses. Même si, de mon point de vue, la mesure serait excellente, cela entraînerait des coûts. La proposition du Remboursement proportionnel au revenu est plus curieuse. Il dit qu'il abolirait le crédit d'impôt pour frais de scolarité. Combien ça coûte annuellement? Il ne le dit pas. Dans sa proposition, il dit qu'il limiterait le remboursement à 5% du revenu sur 10 ans. Avec la hausse de l'endettement, je me demande comment la mesure pourrait être rentable de son point de vue. Dans les dix premières années où on sort de l'université, on n'est pas au top des revenus es-comptables suite aux études. Quelle est la moyenne de ses revenus? Quel est l'effectif en deça de cette moyenne? Quelle sera la dette moyenne à rembourser? Admettons un revenu moyen (je n'ai pas les chiffres) de 70000 sur dix ans, le Remboursement Proportionnel au revenu rapporterait 35000\$, la balance serait effacée. Or, présentement, ce n'est pas rare un niveau de dette supérieur à ce montant et ce niveau croîtrait.

La mesure de Legault, à première vue, me semble plus coûteuse et ne répond pas aux problèmes soulevés par les étudiants. Ces dernières, avec des nuances, parlent du droit à l'éducation, parlent de l'accessibilité. Ce qui est davantage prohibitif, c'est le coût à l'entrée et le manque à gagner durant les années de fréquentations que l'endettement qui s'en suit. La proposition gouvernementale nuit à l'accessibilité et accroît l'endettement. Celle de Legault nuit à l'accessibilité mais semble être moins problématique au niveau de l'endettement (Quoique?)

La proposition gouvernemental accroît à peine les

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Camille Proulx - Inscrit  
29 mars 2012 09 h 00

Bravo aux Profs contre la hausse!  
«Huit professeures du regroupement Profs contre la hausse [...] ont déployé de larges bannières rouges en pleine Assemblée. Nous pouvions y lire "6 semaines d'indifférence, c'est assez!"»

Je suis fière de vous! D'autant plus lorsque j'apprends qu'une professeure du Conservatoire de musique de Montréal a été suspendue pour avoir refusé de pénaliser ses étudiants grévistes.

C'est pire que l'indifférence.

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Carole Dionne - Inscrite  
29 mars 2012 09 h 35

Contrairement à Pauline Marois... Legault cherche à faire un bon compromis. Je ne crois pas qu'il court les votes étudiants, comme une certaine Mme Marois. C'est ce qui me fait peur avec Marois: vouloir accommoder tout le monde pour pouvoir devenir première ministre.

Quand elle était ministre, elle s'est fait construire des toilettes à \$300,000.. Si elle devient première ministre, combien devrait coûter ses nouvelles toilettes?

Va-t-elle s'arranger pour faire augmenter la pension de son mari?

J'ai toujours peur des personnes qui veulent mon bien. Des fois, ils le font mais réellement: en augmentant les impôts.

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Louka Paradis - Inscrit  
29 mars 2012 10 h 35

Des procès d'intention et des bobards éculés sur les toilettes (un des éléments d'une rénovation nécessaire), des propos mensongers sur la pension de son mari (pension méritée et inscrite à son contrat d'embauche comme pour tous ceux qui occupent ce genre de poste), tout ça, ce sont des épouvantails en lambeaux complètement dépassés. Nous apprécierions lire d'autres arguments moins entachés de partisanerie et plus pertinents pour l'actuel débat. Merci.

Louka Paradis  
Gatineau

• [Signaler](#)

Jeremie Poupart Montpetit - Inscrit  
29 mars 2012 12 h 28

@ mme Dionne:

Je n'irais pas aussi loin que L. Paradis, mais si vous croyez que Mme Marois cherche des votes en essayant d'accomoder tout le monde, vous devriez plutôt craindre Mr. Legault et ses politiques du "on verra" à tout vendre qui servent exclusivement à faire croire qu'il peut accommoder tout le monde... Si Mme. Marois court dans trop de direction, au moins elle s'assumer et n'essaie pas de se cacher dans un flou artistique du cirque médiatique...

• [Signaler](#)

Carole Dionne - Inscrite  
29 mars 2012 13 h 16

Cher Louka

Mettons de côté les toilettes et la pension de son conjoint: que pensez-vous des aplat-ventrismes devant toutes ces personnes qui pourraient lui rapporter des votes?

• [Signaler](#)

ysengrimus - Inscrit  
29 mars 2012 09 h 53

Le lapin...

Conflit des carottes et des laitues. Le lapin tente une médiation...

Paul Laurendeau

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

heure-juste - Inscrit  
29 mars 2012 10 h 00

Rejet de la proposition Legault CAQ

Il serait agréable de lire en première page de l'édition de fin de Semaine du Le Devoir la position claire des étudiants, à savoir:

A-2 Associations étudiantes refusent de discuter avant qu'on leur garantisse au préalable de la gratuité scolaire totale, et B-L'Autre Association étudiante refuse de discuter à moins qu'on leur garantisse le gel des taux.

Et c'est ça la vérité et la réalité., et on peut ainsi dire c'est:

L'heure-juste

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Jeremie Poupart Montpetit - Inscrit  
29 mars 2012 12 h 36

Heure-juste, vous faites malheureusement erreur... et je corrige: ne tentez pas de résumer inadéquatement les arguments des différentes factions étudiantes !

A- 2 associations étudiantes refusent de discuter tant que le gouvernement n'éliminera pas sa mesure d'augmentation des frais puisqu'elle recherche l'augmentation de l'accessibilité aux études qui passe à long terme par la gratuité scolaire. (c'est l'opinion du groupe)

B- Si on garantis le gel des taux, on abandonne la hausse, donc si le gouvernement abandonne son projet de hausse, l'association sera prête à discuter.

j'en rajoute, car la position du gouvernement aussi mérite d'être clarifiée:

C- Le gouvernement Libéral refuse de songer à une autre solution que la hausse et ne propose aucun compromis. (lui non plus, alors on est dans un dialogue de sourds...)

D- Le gouvernement Libéral refuse sciemment de se pencher sur les problèmes de gestion des avoirs au sein des universités.

E- Le gouvernement Libéral ne compte aucunement reconnaître l'intérêt de financer la recherche étudiante qui a pourtant des retombés et des résultats fort intéressants pour des coûts de production moindres !!!

c'est plutôt ça; l'heure-juste ;)

• [Signaler](#)

Jean Lapointe - Abonné  
29 mars 2012 10 h 27

Voici une piste intéressante qui devrait être explorée.

«Cela étant, le lien n'est plus à établir entre le niveau d'instruction, la productivité et la création de richesse. Améliorer l'éducation doit être un souci constant du gouvernement, depuis le cours primaire jusqu'aux études supérieures.»

À la lumière de cette déclaration, je suis persuadé, monsieur le ministre, que vous êtes capable de récupérer à même les programmes d'aide financière aux entreprises les centaines de millions que vous voulez aller chercher dans les poches des étudiants.»

C'est Michel Girard de LA PRESSE qui la propose au ministre des Finances du Québec.

C'est, à ma connaissance, la première fois que cette solution est mise de l'avant.

<http://lapresseaffaires.cyberpresse.ca/opinions/ch>

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Charles F. Labrecque - Abonné  
29 mars 2012 10 h 36

Anarchie

La proposition de vouloir négocier avec les étudiants en ce moment, c'est d'envoyer un bien mauvais signal aux québécois en leur déclarant que notre gouvernement est sous le contrôle des anarchistes et les décisions doivent se prendre dans la rue. Au diable la démocratie, les prochaines élections seront celle de la rue. Vive le Québec libre.

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Jeremie Poupart Montpetit - Inscrit  
29 mars 2012 12 h 42

Je trouve un peu étrange la comparaison du mouvement étudiant à celui des anarchistes... nous ne rejetons pas le système politique et hiérarchique, seulement les décisions prises... nous ne pouvions voter lors des dernières élections, mais nous vivons avec notre gouvernement qu'il nous plaise ou non.

Le moyen de protester est démocratique et légal:

on descend dans la rue pour manifester notre mécontentement à une mesure pour laquelle nous (étudiants) ne sommes pas réellement consultés, mais qui nous affecte directement.

l'anarchie, c'est plutôt la perte de contacts entre la classe dirigeante (sourde) et la population (en colère)

• [Signaler](#)

ROGERBONTEMPS - Inscrit  
29 mars 2012 11 h 06

C'EST DE L'OPPORTUNISME.....

C'est drôle, quand on est dans l'opposition.....on as toutes les solutions.....Quand je vois Mme. Marois et F. Legault qui ont déjà été ministres et que leurs bilans n'est pas plus reluisant que le gouvernement que l'on à présentement.....je me dis "pour qui nous prennent t'ils ?" pour des imbéciles.....Que ce soit le P.L.Q. le P.Q. ou la C.A.Q. c'est du pareil au même, la seule différence que l'on aime ou pas, les libéraux sont moins hypocrites.....Salut

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Jack Bauer - Inscrit  
29 mars 2012 15 h 07

Exactement, Marois sport le carré rouge dans une décision purement politique... dégoûtant

• C. Boisvert - Abonnée, 29 mars 2012 20 h 05

Remboursement de la dette étudiante: 6% du revenu net annuel jusqu'à remboursement complet. Prêt sans intérêt

Ce que j'ai trouvé très pénible lors du remboursement de mon prêt étudiant fut les mensualités à rencontrer, même lors des périodes où je n'avais pas de travail.

Le gérant de la Caisse Pop qui vous interpelle avec mauvaise humeur, le sentiment d'être une nulle et une médiocre. L'impression que je n'allais pas m'en sortir, presque la peur de répondre au téléphone....

Que ce soit pour des raisons de santé ou la difficulté de trouver un travail dès sa sortie de l'université dans le domaine où on a étudié, ou pour l'étudiant qui n'a pu poursuivre ses études jusqu'à la maîtrise ou le doctorat les mensualités sont un cauchemard.

Augmentation des coûts de scolarité, je dirais ok. Mais, changer la méthode de remboursement.

Ce que j'aurais aimé:

Remboursement annuel lors du rapport d'impôt, avec un pourcentage de... disons 6% sur le Revenu Net et ce, jusqu'à remboursement complet.

En plus, le prêt étudiant sans intérêt évidemment.

Voilà ce qui m'aurait bien plu. Le sentiment d'avoir payé ma dette sans avoir le système nerveux complètement détraqué.

C. Boisvert

**CYBERPRESSE: Droits de scolarité: une guerre d'usure / 1<sup>ère</sup> page: Grève étudiante: quel dialogue? - Publié le mercredi 28 mars 2012 à 23h49 | Mis à jour le jeudi 29 mars 2012 à 09h25**





Photo: Patrick Sanfaçon, La Presse

Les étudiants ont bloqué les accès aux bureaux de la Conférence des recteurs et des principaux des universités du Québec (CREPUQ), mardi, rue Sherbrooke Ouest, à Montréal.

Pascale Breton, La Presse

Des dizaines de milliers d'étudiants et de cégépiens en grève. Des perturbations économiques. Des manifestants bloquant le port de Montréal, le pont de la Concorde et la permanence du Parti libéral. Il ne s'agit pas de l'actuelle grève étudiante, mais de celle de 2005.

En sept ans, le Québec aura connu deux printemps étudiants. Deux mouvements aux causes différentes, mais avec un résultat similaire: des semaines de perturbations.

En 2005, les étudiants et les cégépiens sont descendus dans la rue pour protester contre des coupes de 103 millions dans le régime de bourses.

Cette fois, les étudiants manifestent contre la hausse «brutale» des droits de scolarité qui passeront de 2168\$ à 3793\$ par année en 2016-2017.

Un débat plus large et englobant qu'en 2005, estime le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois.

«La grève est en train de s'élargir et d'aborder des problèmes de société plus larges sur le rôle de l'éducation et le rôle des universités», croit-il.

Cette année, les étudiants ont sorti les pancartes et commencé à désertier les salles de cours le 14 février. Le mouvement en est aujourd'hui à sa 44e journée de grève. En 2005, la grève avait duré 52 jours.

Six semaines après le début de la grève, plus de 200 000 étudiants et cégépiens sont toujours en grève, rappelle la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins.

«Le plateau d'étudiants est plus élevé qu'en 2005. Le mouvement est clairement plus fort», lance-t-elle.

#### Dialogue rompu

Mais une différence est notable entre les deux grèves. En 2005, les canaux de communication sont restés ouverts entre le gouvernement et les étudiants.

Nommé à peine quelques jours avant le déclenchement de la grève, le ministre de l'Éducation de l'époque, Jean-Marc Fournier, a même fait quelques offres aux étudiants avant d'en arriver à une entente de principe.

Cette fois, le dialogue est tout à fait rompu, et ce, depuis longtemps. La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a expliqué à plusieurs reprises que les étudiants avaient choisi de quitter une rencontre portant sur le financement des universités, en décembre 2010, fermant la porte à toute discussion. Elle a aussi répété qu'il n'y a pas lieu de négocier avec des organisations qui réclament soit le gel des droits de scolarité, soit la gratuité.

Le conflit semble maintenant atteindre un point de non-retour, malgré, cette semaine, une timide ouverture du premier ministre Jean Charest qui a évoqué une possible bonification du régime de prêts et bourses.

Plusieurs voix s'élèvent par ailleurs pour mettre en garde le gouvernement contre une radicalisation du mouvement si le conflit ne se règle pas.

Les actions se sont d'ailleurs multipliées dans la province au cours de la dernière semaine.

## GRÈVE ÉTUDIANTE

# QUEL DIALOGUE?

Québec et les étudiants ont poursuivi les négociations pendant la grève de 2005. Pas cette fois. PAGES A2 ET A3



Des étudiants sont montés sur le toit de l'immeuble de la permanence du Parti libéral du Québec, hier.

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

La manifestation d'envergure de la semaine dernière - qui a réuni entre 100 000 et 200 000 personnes selon les estimations - s'est déroulée dans le calme, mais n'a pas trouvé d'écho auprès du gouvernement, souligne le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin.

«C'est sûr que lorsqu'on retourne dans nos assemblées et qu'on demande à nos membres de rester pacifiques, c'est notre crédibilité qui en prend un coup. Le gouvernement force les étudiants à envisager des moyens de pression plus forts», dit-il.

Il est évident que le mouvement va se radicaliser, croit quant à lui Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la CLASSE.

«Ça va faire sept semaines que les gens font des sacrifices académiques en espérant ouvrir un dialogue avec les libéraux et les libéraux refusent même de discuter.»

#### Comment tout cela va-t-il finir?

En 2005, la grève étudiante a fini en queue de poisson au bout de sept semaines. À contrecœur, les étudiants ont ratifié une entente de principe qui prévoyait le retour de 482 des 618 millions de dollars en bourses sur six ans. Rien n'était toutefois prévu pour la première année de l'entente.

«Nous avons réussi à faire reculer le gouvernement sur l'essentiel, c'est-à-dire le retour des prêts et bourses, mais sur deux ans», se souvient le président de la FEUQ à l'époque, Pier-André Bouchard St-Amant.

En 2005, la CLASSE a toutefois été exclue de la table de négociation. Une situation qui a causé de vives tensions avec la FEUQ et la FECQ, et même entraîné des représailles à l'endroit de M. Bouchard St-Amant.

Cette fois, les trois organisations étudiantes affirment s'être entendues pour que toutes trois soient présentes à une hypothétique table de négociation.

On a toutefois pu voir des signes évidents de divergences au sein des associations le 22 mars, lorsque le temps des discours de clôture est venu.

«Il y a des détails sur lesquels ça accroche, mais globalement, on s'entend sur les objectifs, assure toutefois le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin.

Les associations ne doivent pas donner la chance au gouvernement de jouer la carte de la dissension, ajoute la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins. «On s'entend sur l'objectif final qui est d'annuler la hausse.»

**RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Droits de scolarité : la CAQ propose une bonification de l'aide financière – Mise à jour le mercredi 28 mars 2012 à 19 h 22 HAE**





François Legault

La Coalition avenir Québec (CAQ) lance deux pistes de solution dans le but de dénouer l'impasse entre le gouvernement de Jean Charest et les étudiants en grève. Elle propose de réduire la contribution parentale de la classe moyenne et de plafonner le remboursement de la dette étudiante à 5 % du revenu du diplômé.

Le chef de la CAQ, François Legault, soutient d'entrée de jeu que le débat ne devrait pas se tenir sur la hausse des droits de scolarité contre la gratuité scolaire, mais autour de l'accessibilité et de la qualité de l'enseignement.

« La Coalition avenir Québec appuie la hausse des droits de scolarité de 1625 \$ échelonnée sur cinq ans. » — François Legault

M. Legault estime que cette contribution financière des étudiants est incontournable pour assurer la qualité de l'enseignement universitaire. En revanche, il croit que le système d'aide financière doit être revu. « L'aide financière aux études doit être bonifiée en réduisant de façon significative la contribution parentale qui est attendue de la classe moyenne », avance-t-il.

Il propose de réduire la contribution parentale des ménages québécois dont les revenus annuels sont inférieurs à 60 000 \$, une frange de la population qui correspond à la situation de 70 % des ménages québécois, selon lui.

Le chef de la CAQ souhaite qu'on rassure les étudiants quant à leurs craintes de terminer leurs études lourdement endettés. Il estime que 50 % des étudiants terminent leur baccalauréat sans aucune dette. Il suggère que le remboursement de la dette étudiante soit plafonné à 5 % du revenu des nouveaux diplômés, et ce, sur une période de 10 ans. Après cette période, le solde de la dette restante serait tout simplement effacé.

La CAQ propose de financer cette nouvelle mesure en annulant le crédit d'impôt pour les études. M. Legault juge ce crédit inéquitable puisqu'il accorde une exemption d'impôt de 20 % des droits de scolarité à tous les parents, peu importe leur condition économique. Il croit que plusieurs parents ont les moyens de contribuer davantage au financement des études de leurs enfants.

L'abolition de ce crédit d'impôt rapportera quelque 120 millions de dollars au trésor québécois.

M. Legault estime que les étudiants devraient amorcer des discussions sur cette base avec le gouvernement.

La modulation du remboursement de la dette étudiante est une proposition déjà avancée par l'aile jeunesse du Parti québécois, proposition qui a d'ores et déjà été écartée par le gouvernement.

#### La FEUQ et la FECQ réagissent

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) estiment que les propositions de M. Legault seraient plus coûteuses pour les étudiants que l'annulation de la hausse des droits de scolarité.

Ils estiment qu'avec les mesures mises de l'avant par la CAQ, les étudiants seraient aux prises

avec une dette croissante et devraient payer des intérêts importants sur l'argent prêté.

« Le travail de recherche de la CAQ semble avoir été fait à la va-vite. Si M. Legault veut investir des sommes dans l'accessibilité aux études, il devrait les investir dans des mesures dont l'efficacité a été démontrée, comme la diminution des frais de scolarité », fait valoir le président de la FECQ, Léo Bureau-Blouin, dans un communiqué.

Les fédérations rappellent que leurs propositions pour améliorer le financement et la gestion des universités sont nombreuses. « Il est possible de maintenir abordables les études universitaires sans augmenter le fardeau des contribuables. Pas besoin de chercher midi à quatorze heures des échappatoires, comme le fait la CAQ, pour résoudre la crise », poursuit le communiqué.

#### Les commentaires (1)

Envoyé par [Cécile Lafamme](#) de Bois-Francs

28 mars 2012 à 23 h 47 HAE

Les étudiants qui le plus besoin d'aide c'est sûr que sont ceux de la classe moyenne, on devrait pouvoir recevoir des bourses si les revenus sont entre 35 et 65,000 et même des prêts pour combler les trous, mais pas des prêts impossibles à rembourser, et rendu à un certain âge bien va travailler pour payer tes études, car tu es un adulte, tu es responsable de ta vie.

Les plus riches vont toujours avoir les capacités d'envoyer leurs jeunes à l'université et les moins riches aussi, car ils ont des bourses qui suivent les hausses des frais...

A l'émission de Jean-Luc Mongrain cet après-midi un fiscaliste a très bien expliqué comment les bourses fonctionnaient... pas pire "on a presque intérêt à être plus pauvre que riche ou de classe moyenne" on a plus d'aide que si on gagne sa vie à travailler mais dans la moyenne du Québec.

### TVANOUVELLES: Grève: L'Université Laval lance un ultimatum à ses étudiants - Première publication mercredi 28 mars 2012 à 18h50



Crédit photo : archives, TVA Nouvelles

TVA Nouvelles

Alors que certains de ses étudiants sont en grève depuis le 13 février, l'Université Laval sonne, en quelque sorte, la fin de la récréation.

Dans un courriel expédié à l'ensemble des étudiants, le vice-recteur aux études, Bernard Garnier, avertit les grévistes qu'ils vont devoir suivre des rattrapage, les soirs ou les fins de semaine, s'ils veulent compléter leur session d'étude d'hiver.

Plus encore : si la grève se prolongeait au-delà de cette semaine, ceux des étudiants qui sont grève depuis le plus longtemps vont voir leur calendrier de session prolongé d'une semaine par semaine supplémentaire de grève, en plus de devoir faire du rattrapage.

«Certains ont un peu surpris, mais on dit : Écoute, tu n'as pas le choix, nous n'avons pas le choix. Il faut que la qualité de la formation soit respectée. Il faut qu'on garde notre nom.»

L'Université Laval veut garder son nom mais, aussi, répondre aux exigences des ordres professionnels, qui se sont déjà inquiétés, dans le passé, de l'impact d'une grève des étudiants sur la qualité de la formation qui leur était dispensée.

Et, attention, la session d'hiver ne pourra pas être prolongée au-delà du 25 mai. Sinon, on compromettrait la session d'été.



Photo: TVA Nouvelles

Bernard Garnier, vice-recteur aux études de l'Université Laval

Quant aux étudiants qui ne voudront pas on ne pourront pas prolonger leur session, ils pourront abandonner leur cours sans encourir la mention «échec» et en conservant leur statut d'étudiant permanent. Mais ils ne seront pas remboursés et ils devront payer les cours qu'ils vont reprendre. «Ça fait partie des conséquences parce qu'on a déjà payé notre personnel. Les professeurs ont été payés, les chargés de cours et les auxiliaires de correction aussi. Eux étaient disponibles.»

Il faut dire, là-dessus, qu'une prolongation de session implique aussi des coûts supplémentaires pour l'Université Laval. Déjà, les chargés de cours ont fait savoir qu'ils exigeraient d'être payés s'il y avait prolongation.

«On a demandé aux directions de départements de faire l'inventaire des cours touchés, d'approcher chaque enseignant pour leur demander s'ils vont être disponibles en cas de prolongation de session et on leur a demandé de documenter les coûts.»

Présentement, 18 400 étudiants de l'Université Laval sont en grève, certains, depuis plus longtemps que d'autres. Les 12 000 étudiants des deuxième et troisième cycles, en grève depuis une semaine, sont conviés à un vote électronique pour décider s'ils vont continuer de faire la grève.



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Ce matin, un groupe d'étudiants a de nouveau pris d'assaut la rue pour aller bloquer l'accès au port de Montréal.

À retenir

[«Nous sommes toujours à l'écoute»: Jean Charest évoque la possibilité d'améliorer encore le régime des prêts et bourses, mais les étudiants n'entendent pas négocier sur ce terrain](#)

La Presse canadienne

Les manifestations étudiantes se poursuivent sans relâche et s'intensifient même au cours des prochaines heures.

Les leaders étudiants estiment qu'ils approchent du point de rupture où le gouvernement Charest n'aura d'autre choix que de discuter avec eux.

Selon le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, le gouvernement Charest commence à subir des pressions qui viennent d'autres sources que les étudiants.

«Ce sont les prochaines semaines de grève qui sont payantes en ce sens que la pression sur les administrations de collèges qui doivent réorganiser le calendrier devient très importante, a-t-il expliqué aujourd'hui. On a entendu plusieurs administrations collégiales qui font des appels de plus en plus au ministère de l'Éducation en pressant le gouvernement de s'asseoir avec les étudiants pour trouver une solution.»

M. Bureau-Blouin fait valoir que le coût d'une double cohorte au niveau collégial, avec l'arrivée des finissants du secondaire, n'est tout simplement pas supportable économiquement, de sorte que la menace d'annuler la session n'est pas crédible.

Par ailleurs, des acteurs économiques commencent aussi à se manifester, selon lui. «On a vu également les chambres de commerce qui s'inquiètent pour les emplois d'été. Je pense qu'on arrive dans un moment crucial pour la grève et c'est pour cela qu'il est important que les étudiants poursuivent pour les prochaines semaines parce que c'est dans les prochaines semaines, selon moi, qu'on va avoir un règlement satisfaisant», a-t-il dit. L'intensification des moyens de pression se prépare. Dès ce soir, les étudiants promettent de se rendre devant la résidence du premier ministre Jean Charest à Westmount.

Demain, la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE) appelle à une grande manifestation qui risque de paralyser tout le cœur de Montréal durant plusieurs heures.

La manifestation doit se mettre en branle en plein centre-ville, au square Phillips, et les étudiants se diviseront pour emprunter quatre trajets différents couvrant simultanément tous les secteurs compris entre les rues Guy et Papineau à l'ouest et à l'est, René-Lévesque et Sherbrooke au sud et au nord, ainsi que le quartier international entre Saint-Antoine et Viger plus au sud.

La manifestation, surnommée Grand Charivari, doit commencer à midi et se terminer à 22h au quartier des spectacles, près de la Place des arts.

La CLASSE a déjà donné le ton sur son site Web, invitant les manifestants à se masquer et indiquant clairement qu'elle n'a aucune intention d'empêcher les débordements, puisqu'elle indique d'avance qu'elle ne tolérera pas que l'on s'en prenne aux casseurs.

«Notez que le comité organisateur est en faveur de la diversité des tactiques, peut-on y lire. Nous ne condamnons pas et nous n'interviendrons pas si des individus ou un groupe décide d'entreprendre des actions plus radicales. La police fait déjà assez de répression comme ça. En ce sens, aucune altercation physique et aucun profilage entre manifestants et manifestants ne seront tolérés.»

La journée d'aujourd'hui a été marquée par de nombreuses actions. En matinée, un groupe d'étudiants s'est présenté devant l'édifice abritant la résidence officielle du premier ministre Charest à Québec. Les étudiants ont ensuite envahi la rue pour finalement aboutir devant les installations de la papetière White Birch où les policiers sont intervenus, procédant à l'arrestation d'une douzaine d'entre eux qui se sont vu imposer des constats d'infraction pour des sommes allant de près de 450\$ à près de 500\$.

À Montréal, d'autres étudiants ont bloqué pendant quelques heures l'accès à la permanence du Parti libéral du Québec (PLQ), allant même jusqu'à se positionner sur le toit de l'immeuble.

Un autre groupe d'étudiants a de nouveau pris d'assaut la rue pour aller bloquer l'accès au port de Montréal dans un secteur fort achalandé de l'Est de Montréal. La rue Notre-Dame a été fermée durant quelques heures, soit jusqu'à ce que les policiers décident d'intervenir, utilisant notamment du gaz-poivre pour déloger les jeunes. Ceux-ci ont repris la rue, se divisant en deux et suivant des parcours improvisés qui donnaient toujours des maux de tête aux policiers et automobilistes en fin d'après-midi.

«Les gens sont impatients, a expliqué le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois. Ils sont rendus à faire des actions comme ça qui perturbent un peu plus. Comme on le dit souvent, le gouvernement ne semble comprendre que le langage de l'argent et c'est pour cela qu'on fait des actions de perturbation économique comme ce matin.»

En avant-midi, un autre groupe de manifestants s'était rendu face au siège social d'Hydro-Québec, sur le boulevard René-Lévesque, bloquant cette artère du centre-ville le temps de tenir une conférence de presse avant de quitter les lieux.

Sur l'heure du midi, les enseignants du Collège Édouard-Montpetit, de Longueuil, ont tenu une occupation pacifique de la rue Gentilly, qui borde leur institution, où ils ont installé une salle de classe à ciel ouvert afin de symboliser à leur tour leur attachement aux principes d'une école accessible, gratuite et ouverte à tous.

À Sherbrooke, des étudiants de l'endroit ont tenu un procès symbolique de Jean Charest.

#### **Charest doit négocier, dit Legault**

Un gouvernement dirigé par François Legault reverrait pour sa part tout le régime fiscal d'aide financière aux étudiants.

C'est la seule façon, selon lui, de dénouer l'impasse qui perdure entre le gouvernement et les étudiants qui ont déclenché la grève en raison d'une hausse de 1625\$ des droits de scolarité en cinq ans.

En conférence de presse, aujourd'hui, M. Legault a expliqué comment il s'y prendrait pour diminuer la contribution parentale exigée de la classe moyenne [revenu de moins de 60 000\$], dans le calcul de l'aide aux étudiants, et a dit avoir reçu un accueil favorable des porte-parole des deux principales associations étudiantes à sa proposition.

Selon le vœu de M. Legault, une fois terminées ses études, le diplômé aurait 10 ans pour remettre sa dette à l'État, à raison d'une ponction de cinq pour cent de son revenu. Après une décennie, s'il n'a pas liquidé sa dette étudiante, elle disparaîtrait.

Le programme de remboursement des prêts étudiants viserait l'autofinancement, selon la CAQ, qui abolirait du même coup le crédit d'impôt - 120 millions - non remboursable pour frais de scolarité actuellement en vigueur.

Cette somme serait totalement utilisée pour diminuer la contribution parentale exigée des familles dont le revenu est inférieur à 60 000 \$. Celles qui gagnent davantage devraient quant à elles payer davantage que les autres, d'autant plus qu'elles n'auraient plus droit au crédit d'impôt.

«Cette proposition rejoint les objectifs des étudiants et ils m'ont dit clairement, les deux [associations étudiantes], qu'ils étaient prêts à considérer la proposition», a dit M. Legault, qui a rencontré Martine Desjardins, de la Fédération étudiante universitaire (FEUQ), et Léo Bureau-Blouin, de la Fédération étudiante collégiale (FECQ).

«Le véritable enjeu [de la grève], c'est l'accessibilité» à l'université, a ajouté M. Legault.

L'important, à court terme, c'est que le gouvernement Charest accepte de s'asseoir avec les étudiants pour dénouer l'impasse autour des hausses de droits de scolarité, selon celui qui dit craindre «l'impact économique important» de la grève.

«On a atteint une limite. On ne peut pas continuer à Montréal à voir des artères importantes être bloquées», a-t-il commenté.

Sur le fond, M. Legault a réaffirmé qu'il était toujours d'accord avec le gouvernement quant aux hausses de 1625 \$ en cinq ans imposées aux étudiants.

Le chef de la CAQ était de passage à Québec pour présenter deux candidats de sa formation aux prochaines élections générales dans les circonscriptions de Taschereau et Charlesbourg.

Une fois de plus, il s'est dit d'avis que le premier ministre Jean Charest allait déclencher des élections hâtives, dès ce printemps, d'ici le début du mois de mai pour un scrutin en juin, en cherchant à éviter d'éventuels témoignages incriminants attendus de la Commission Charbonneau sur l'industrie de la construction.

Avec les deux nouveaux noms annoncés aujourd'hui, la Coalition avenir Québec a jusqu'à maintenant rendu publics les noms de seulement 19 des 125 candidats qui porteront ses couleurs. Mais il y en aurait quelque 60 autres qui n'attendraient que le moment opportun pour se lancer dans la course, selon le parti.

Dans Charlesbourg, une circonscription libérale, la CAQ sera représentée par une conseillère municipale de Québec et ex-péquistes, Denise Trudel,

### Vos réactions

- [Signaler](#)

Polo09 - Inscrit

28 mars 2012 14 h 01

Jeunes et Politiques

Les partis politiques se plaignent de l'absence des jeunes de la scène politique. Quand on regarde ce qui se passe force est de constater que les jeunes sont là mais ce que les partis politiques se plaignent c'est du manque de jeunes laquais, assujettit à leurs bottes.

Bravo les jeunes lâchez pas, ça fait longtemps que rien ne bouge dans la province de grand parleur ti faiseur. Vous autres au moins vous ne faites pas que parler et vous plaindre.

Encore une fois BRAVO

### Répondre

- [Signaler](#)

Philippe Gauthier - Abonné

28 mars 2012 15 h 23

Merci de l'encouragement!

- [Signaler](#)

Christine N - Inscrite

28 mars 2012 15 h 41

Tout à fait. Étudiant(es), ne lâchez surtout pas!! On est avec vous.

- [Signaler](#)

Christine N - Inscrite

28 mars 2012 15 h 42

Tout à fait. Étudiant(es), ne lâchez surtout pas!! On est avec vous.

- [Signaler](#)

Nelson - Inscrit

28 mars 2012 14 h 07

Nous n'avons plus les moyens de payer des services pour les riches.

Mais nous pouvons socialement bonifier l'aide, les bourses, aux classes moyennes basses et les familles à salaire minimum, et les très pauvres.

Comme propose Pauline en santé, pas de tarif 200 dollars pour les pauvres, mais les riches paient un peu plus de 200 dollars.

Tarifs, impôts et taxes PROGRESSIVES selon la capacité de payer.

Les jeunes de Westmount peuvent payer un peu plus que les 300 dollars demandés par année....et les jeunes de Hochalaga Maison-neuve, plus de bourses.

Justice social, pour ne se faire pas poignarder dans la rue, comme dans tous les pays avec injustice social.

### Répondre

- [Signaler](#)

Luc Archambault - Abonné

28 mars 2012 16 h 51

Augmenter les frais de scolarité ne fait que continuer à subventionner l'éducation des riches en privant la basse classe moyenne d'accé-

der à plus d'instruction, sous prétexte que quelques pauvres boursiers peuvent accéder à l'instruction supérieure.



der à plus d'instruction, sous prétexte que quelques pauvres boursiers peuvent accéder à l'instruction supérieure.

Ce n'est pas aux étudiants, es à payer pour l'éducation, c'est aux diplômés, es, en fonction de ce que leur procure leurs diplômes, surtout quand ils quittent le Québec. Ce ne sont pas les étudiants, es qui font de gros salaires, ce sont les diplômés, es... NUANCE !

- [Signaler](#)

Guillaume L'altermontréaliste - Inscrit

28 mars 2012 20 h 26

J'appuie, avec nuances, les 2 commentaires précédents :

@nelson : en effet, la justice économique d'un revenu décent et d'un filet social fort sont non seulement les meilleures dépenses en sécurité, elles sont, c'est le meilleur moyen pour les riches de ne pas devoir vivre dans une cage dorée.

@luc : je ne pourrais être plus d'accord avec ton 1er paragraphe. Je suis d'accord que le diplômé doit payer plus ; qu'en est-il de l'entreprise, pour qui la formation profite autant sinon plus qu'au diplômé, ou du diplômé de médecine qui quitte malgré que l'on ait besoin de ses services dans le système public et qu'on subventionne ses études à cet effet?

Guillaume Blouin-Beaudoin

- [Signaler](#)

Julie Savoie - Inscrite

28 mars 2012 21 h 18

Les "jeunes de Westmount" paieront des impôts proportionnels à leur salaire APRÈS leurs études. C'est ça la justice sociale.

- [Signaler](#)

S Philippe - Inscrit

28 mars 2012 15 h 03

Savoir vivre en démocratie

Les étudiants qui protestent vont devoir accepter que vivre en démocratie c'est voter pour un représentant qui prend les décisions pour nous. On vit la même impuissance face aux décisions fatales de Stephen Harper au Fédéral mais que voulez-vous, si on veut une société différente qu'on vote différemment.

### Répondre

- [Signaler](#)

Luc Archambault - Abonné

28 mars 2012 16 h 55

@ S Philippe 28 mars 2012 15 h 03

L'un n'empêche pas l'autre ! L'actuel gouvernement n'a pas obtenu le mandat électoral nécessaire pour agir unilatéralement, au mépris de l'avis étudiant.

Élire une députation n'est pas une licence complète pour faire n'importe quoi et son contraire ! La démocratie c'est aussi protester contre les décisions d'un gouvernement

élu. Non pas lui donner carte blanche entre les élections.

- [Signaler](#)

S Philippe - Inscrit

28 mars 2012 17 h 35

Oui, la démocratie et la liberté d'expression nous permettent de nous exprimer et de manifester mais c'est la responsabilité du gouvernement élu de prendre la décision finale. Ce même gouvernement n'a pas un devoir de négociation même si ça serait courtis de recevoir les groupes étudiants à l'assemblée nationale pour les écouter. Je crois bien que Jean Charest a entendu et il a décidé d'aller de l'avant avec l'augmentation...Ce n'est pas parce qu'on ne voit pas de manifestation de gens qui souhaitent l'augmentation des frais de scolarité que personne ne la souhaite. Charest est au pouvoir, ça en dit beaucoup. Je dois avouer que s'il pliait j'aurais des doutes sur sa colonne vertébrale.

- [Signaler](#)

Luc Archambault - Abonné

28 mars 2012 19 h 33

@ S Philippe - 28 mars 2012 17 h 35 - La démocratie ce n'est pas que la liberté d'expression, c'est aussi être doté d'une députation et un gouvernement responsable devant le peuple, et pas qu'à tous les 4 ou 5 ans. OUI, le gouvernement prend les décisions. On est en droit de s'opposer à ses décisions, d'autant que le gouvernement ne représente qu'une fraction du vote populaire, comme c'est le cas dans l'actuel système électoral uninominal à un tour qui permet de former des gouvernements majoritaires en sièges mais minoritaires en voix sur la base d'une distorsion induite du vote populaire. Dans un tel cas, il faudrait au moins que d'autres partis et une portion plus importante de la députation du peuple approuvent la décision du gouvernement, ce qui n'est pas le cas. Le PQ, QS, la fausse Coalition Sirois/Legault, les indépendants, es s'y opposent et réclament à bons droits la révision du système de financement de l'éducation, ce que réclament les étudiants, à bons droits. Avoir une colonne vertébrale ce n'est pas aller à l'encontre du bon sens, quel que soit la décision prise. Le bon sens, ne pas faire porter le fardeau de l'éducation aux étudiants, mais le faire porter sur les diplômés, es.

- [Signaler](#)

michel lebel - Inscrit

28 mars 2012 15 h 16

Non à la rue!

On ne discute pas, on ne négocie pas avec la rue! Point final!

### Répondre

- [Signaler](#)

Gabriel Beauchemin - Inscrit

28 mars 2012 16 h 13

Monsieur Lebel, je vois que vous avez une culture de la pensée politique très limitée. Au lieu de dire des âneries aussi peu considérées que "On ne discute pas, on ne négocie pas avec la rue! Point final!", nous devrions plu-



tôt nous servir du contexte des manifestations pour comprendre ce qu'est la démocratie. Le commentaire de S Philippe rejoint un peu votre opinion et j'aimerais vous répondre que la démocratie ce n'est pas juste voter et retourner à son nombril. En fait, le malaise social qui a duré trop longtemps est justement dû au manque de mobilisation de la société civile pour protéger les individus contre les mesures de l'État. Au moins, les étudiants démontrent que ce n'est pas toutes les couches de la société qui sont composées d'individus atomisés à la condition du moi, moi, et moi... Bref, étudié un peu l'histoire et constater que l'essence de la démocratie ne s'est pas construite sur une série d'élections, mais par les contestations civiles pour l'égalité des sexes, les droits du travail, l'accès à l'éducation, etc...

• [Signaler](#)

Luc Archambault - Abonné  
28 mars 2012 16 h 59

@ michel lebel - 28 mars 2012 15 h 16 - Ce n'est pas avec la rue qu'il faut discuter, mais avec les 3 associations étudiantes. Elles sont dans la rue parce qu'il y a un clair refus de discuter et entêtement à agir unilatéralement contre les étudiant,es, leurs professeur,es, et un très grand nombre de parents et de citoyen,nes.

• [Signaler](#)

Lesfaits - Inscrit  
28 mars 2012 19 h 52

Tous les dictateurs disent ça. Mais ils doivent finalement quitter le pays incognito, se font lyncher, ... C'est toujours la rue qui gagne finalement. Toutes les révolutions l'on prouvé`. Arthur Desgagnés

• [Signaler](#)

Michel Savard - Inscrit  
28 mars 2012 15 h 46

Des étudiants ? Voulez-vous dire que ces personnes masquées sont des étudiants ? Est-ce que la cause qu'ils prétendent défendre est si mauvaise qu'ils doivent se couvrir le visage de peur d'être reconnus ?

Et, croyez-le ou non, ces personnes masquées parlent de discuter et de "négociation" ! Quelle farce !!

M. Tremblay, quand y aura-t-il une loi interdisant le port des masques dans la rue et quand la police montréalaise pourra-t-elle faire comme à Québec ce matin et distribuer des amendes à ceux qui perturbent la circulation ?

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Luc Archambault - Abonné  
28 mars 2012 17 h 02

@ Michel Savard - 28 mars 2012 15 h 46 - Ce ne sont pas avec les perturbateur,trices qu'il faut négocier, mais bien avec les associations étudiantes, les professeur,es, les parents, et les citoyen,nes opposé,es à la subvention de l'éducation des riches au mépris de celle de la basse classe moyenne. Ce n'est pas aux étudiant,es à payer pour l'accès à l'éducation supérieure, mais aux diplômé,es.

• [Signaler](#)

Jason Keays - Inscrit  
28 mars 2012 15 h 47

Frapper là ou ca fait mal

Depuis 2010 que le gouvernement ne veut pas parler aux représentants étudiants votés

par nos assemblée générales. Nous leur avons envoyés des centaines d'études qui démontreraient que cette hausse serait néfaste, nous leur avons envoyés des centaines de suggestions pour financer l'université d'une autre façon que cette hausse.

Le gouvernement libéral ne veut pas nous entendre. Nous avons monter la pression en novembre par une marche de 30 000 étudiants a Montréal avec la menace de déclencher une grève cette hiver si le gouvernement refusait de négocier. Encore une fois, ils ont refusés et nous on tournés au ridicules, en se moquant de nous.

Nous avons déclenché une grève en février 2012. Elle dur depuis 6 semaines et implique plus de la moitié des étudiants postsecondaire du Québec. Le gouvernement a continuer a nous ignorer et ridiculisé. Nous sommes sortie 200 000 dans la rue dans la plus grande marche pacifique de l'histoire du Québec. Ça n'a rien changé.

Nous avons maintenant décidé de frapper ou ca fait mal. Dans les poches des entreprises qui soutiennent ce gouvernement. Le blocage du port de Montréal ce matin leur a fait perdre des milliers de dollars, et nous l'avons ressentie par la vitesse avec laquelle la police a intervenu et chargé les étudiants pacifiques avec matraque et poivres.

Mais ils ne vaincrons pas notre détermination. Chaque jour ils nous donnent raison, et nous allons continuer, chaque jour jusqu'a ce que le gouvernement recule.

Le printemps érables est en marche

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Michel Savard - Inscrit  
28 mars 2012 17 h 06

Ça fait mal là où ça frappe !

Vous êtes en grève depuis 6 semaines et il faut croire que l'absence d'activités scolaires commence à frapper lourd sur votre capacité d'écrire un texte dans un français correct !

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Luc Archambault - Abonné  
28 mars 2012 19 h 54

@ Michel Savard - 28 mars 2012 17 h 06 - Ce qui prouve que la démocratisation de l'instruction n'a pas donné tous ces fruits. Ce n'est pas le moment d'entraver, ni de rendre plus difficile son accès. Au contraire, et ce fait n'en fait que démontrer l'urgence de bien réfléchir à la façon dont il faut financer le système d'éducation. C'est aux diplômé,es à payer davantage, non pas aux étudiant,es. D'autant qu'il y a toujours plus de diplômé,es que d'étudiant,es pour assumer la facture de la présente augmentation, ce qui divise par 10 la facture, soit : pour les ± 4M de diplômé,es versus 400 000 étudiant,es, la facture n'est plus de ± 1 600\$ mais bien de 160\$... pour les diplômé,es...

• [Signaler](#)

Ari666 - Inscrite  
28 mars 2012 20 h 35

Quelle commentaire qui manque de pertinence! Si vous désirez soulever des critiques contre le mouvement de grève, faites le au moins sur des points importants, non sur la capacité d'écriture d'un étudiant. De plus, grand nombre de la population ne sait pas écrire

correctement. Une autre bonne raison de promouvoir l'éducation...

• [Signaler](#)

Michel Simard - Abonné  
28 mars 2012 21 h 11

On aime des commentaires édifiants comme celui-là! Ça en dit long sur la capacité de réfléchir et de faire un raisonnement autonome, qui va plus loin que de simplement suivre des conventions linguistiques ou autres.

• [Signaler](#)

Fernand Lavigne - Inscrit  
28 mars 2012 18 h 11

Pas de négociations avec les étudiants Les augmentations sont là pour y demeurer. Si une bonification du système de prêts et bourses est envisageable, il n'en demeure pas moins que les étudiants devront retourner en classe avant toutes discussions. De plus, au sujet de la gestion des universités, aucun étudiant n'a les compétences, le recul, et l'expérience nécessaires afin de contribuer positivement à de telles discussions. À, bien sûr on va me répondre que je fais partie des dinosaures, bon voilâ.

Fernand Lavigne

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Josee Desforges - Inscrite  
28 mars 2012 22 h 30

Je ne sais pas si vous êtes un dinosaure, mais il est étrange de considérer que les étudiants, dont certains sont aux cycles supérieurs (maîtrise, doctorat et post-doctorat), n'ont pas les compétences pour discuter des questions politiques, économiques et sociales. Si les étudiants sont si ignares sur ces questions, je me demande ce qui les rend subitement assez intelligents pour être embauché par l'État ou par des entreprises privées après (et même parfois avant) avoir reçu leur diplôme?

• [Signaler](#)

Gabriel Beauchemin - Inscrit  
28 mars 2012 22 h 33

Selon vous, quelles sont les figures d'expérience qui pourraient faire évoluer la discussion, parce que moi je vois des politiciens comme Legault qui essaie de trouver une ouverture pour se faire du capital politique ou un ancien recteur qui propose des solutions trop élaborés. Malgré sa grande expérience dans les sciences économiques, monsieur Lacroix propose une solution inutilement complexe et brouillon avec son programme RPR (remboursement de la dette étudiante selon le revenu correspondant au champ d'étude) qui n'est rien d'autres qu'une forme d'impôt selon le revenu. Pour ce qui est de notre chère ministre madame Beauchamp, il semble clair qu'elle ne connaît pas vraiment le système encadré par son propre ministère quand elle affirme que la session ne sera pas perdue, mais que des cours seront à reprendre les soirs et les fins de semaine (je ne pense pas qu'elle ait consulté les syndicats des enseignants). Pour la gestion de nos universités, l'flot voyageur est un bel exemple que les administrations s'y connaissent en investissement. Bref, peut-être que beaucoup de gens devraient connaître un peu mieux la situation avant de dire n'importe quoi, car aux dernières heures il n'est pas encore criminel de s'informer et d'aller voir soi-même ce que font les étudiants dans les rues. Ces dernières semaines beaucoup de questions ont été soulevées et les réponses ne

sont jamais mauvaises; il faut seulement apprendre à les défendre et les argumenter. Si l'on prend le temps de les écouter, les étudiants en ont long à dire et le gros de leur argumentaire reste à ce jour logique. Alors, si vous pensez qu'ils doivent retourner en classe, il me semble rationnel que « ces gens d'expérience » dont vous parler devraient avoir des arguments valables contre ceux des étudiants.

- [Signaler](#)
- michel lebel - Inscrit  
28 mars 2012 18 h 19

Le dialogue doit se faire!  
Le premier ministre et la ministre de l'Éducation doivent rencontrer les dirigeants étudiants, à l'exception de ceux qui représentent des étudiants masqués. Le dialogue doit exister. Mais ce qui ne veut pas dire négocier ou céder sur l'essentiel. Mais il importe que le gouvernement s'engage à traiter dans les prochains mois de toute la question universitaire avec toutes les parties intéressées. Il y a beaucoup de questionnement légitime sur la chose universitaire ces temps-ci. Celui-ci déborde largement la seule question des droits de scolarité.

Michel Lebel  
Ancien professeur d'université

- [Répondre](#)
- [Signaler](#)
- Félix Dubé - Inscrit  
28 mars 2012 19 h 49
- Chapeau M. Legault!

Je suis étudiant, je porte le carré rouge, et j'appuie la proposition de M. Legault. Enfin un politicien qui écoute les revendications de la rue et ceux des pro-hausse et qui réussit à élaborer un compromis raisonnable. La proposition conserve l'accessibilité aux études, empêche le surendettement étudiant, et donne la responsabilité de payer au diplômé plutôt qu'aux parents.

- [Répondre](#)
- [Signaler](#)
- Poirier Sylvie - Inscrite  
28 mars 2012 20 h 02
- Bravo aux 300 000 étudiants  
C'est impressionnant de voir ce que les étudiants ont fait jusqu'à ce jour. Cette vague d'éner-

gie de 300 000 hommes et femmes, de tous les âges qui nous disent c'est assez... je regarde la parade et mon esprit les entoure. C'est un déploiement à grande échelle. Les leaders seront probablement les leaders de demain. Je pense que M. Michel Lebel n'a aucune idée des heures investies pour faire un tel ressemblant. Et là, je peux parler de réussite. Et Joh James Charest se vente que c'est une question de leadership. Mon oeil! Nous voyons bien qui sont les leaders dans le mouvement étudiant.

Tout le monde regarde la même photo... qui a remarqué que les hommes masqués ce sont surtout les policiers ? Ils sont non seulement masqués mais armés. Comment savoir qui est dans ce chapeau et derrière ce masque?

Si tout le monde se lève pour faire du Québec un pays comme ces étudiants pour leur cause... ah qu'il serait beau notre pays.

- [Répondre](#)
- [Signaler](#)
- Marie Ulysse - Inscrite  
28 mars 2012 22 h 54
- Non à la négociation

Le gouvernement n'a rien à négocier. Ce n'est pas à La rue de décider. Les étudiants sont à court d'idées et puisque la classe moyenne, les petits travailleurs ne les soutiennent pas, ils s'attaquent de façon personnelle aux membres du gouvernement. Moi je n'attends qu'une seule chose que la session soit annulée et que tout le monde recommence à zéro en septembre. Si Charest recule, je mobiliserai tous les parents qui paient plus de 7\$ par jour dans les garderies pour qu'on puisse avoir notre part du gâteau.

- [Répondre](#)
- [Signaler](#)
- Ari666 - Inscrite  
29 mars 2012 13 h 37

Si la session est annulée encore plus d'argent sera perdu. Je crois comprendre que le conflit ne vous touche pas directement, mais il est nécessaire de se mettre à la place des étudiants. De plus, vous parlez du 7\$ dans les garderies, si le gouvernement disait aux parents qu'il est nécessaire d'augmenter les frais dans ces établissements pour avoir une "meilleure qualité" alors que de nombreux politiciens pigent grassement dans l'argent des contribuables, je crois que ce serait aussi

sujet à une grande indignation des personnes concernées. Et les étudiants aussi sont citoyens, ils ont le droit d'être entendus, quoi que vous en pensiez.

- [Signaler](#)
- Marie Claude Théroux - Inscrite  
28 mars 2012 23 h 26
- M. Legault ment et oublie lui aussi la classe moyenne.
- Sur le site Web de la FEUQ aujourd'hui " Montréal, le 28 mars 2012 – La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) réagissent froidement aux propositions de François Legault, chef de la Coalition Avenir Québec (CAQ), sur la hausse de 1625 \$ des frais de scolarité. Selon les fédérations étudiantes, les mesures mises de l'avant par la CAQ coûteraient plus cher que d'annuler la hausse des frais de scolarité. La FECQ et la FEUQ sont déçues de voir que François Legault cautionne la hausse des (...)"

- [Répondre](#)
- [Signaler](#)
- La Grenouille - Inscrit  
28 mars 2012 23 h 49
- Lâcher pas la gagne...  
Gagne de jeune impressionnant. Lâcher pas parce que ça devient payant. Les professeurs ne veulent pas du tout allonger la session, les administrations commencent à hurler. L'opposition vous appui, le population aussi. Les sourires de Jean et de Lyne commencent à changer sur leurs faces. Attention, ils vont tenter des injonctions, des recours aux tribunaux...  
Je suis fier de votre détermination!  
Printemps chaud...ben chaud!

- [Répondre](#)
- [Signaler](#)
- Genevieve Lebel - Abonnée  
29 mars 2012 00 h 28
- M. Legault à t-il vraiment l'appui des étudiants?  
M. Legault, vous semblez oublier qu'il n'y a pas deux mais bien trois centrale syndicale étudiantes. Avant de vous promouvoir du titre de: <défenseur de l'accessibilité aux études> et dire que vous avez l'appui des étudiants pour hausser votre image politique, rappelez vous que la démocratie c'est l'affaire de tous.

## **LAVANTAGE.QC.CA: Quatre associations patronales : ferme appui à la hausse des droits de scolarité - Publié le mercredi, 28 mars 2012 14:41**

Communiqué de presse  
**Devant la réaction négative des étudiants, quant à un dialogue éventuel avec le gouvernement, tel que rapporté dans l'article du Devoir d'aujourd'hui, les quatre associations patronales, la FCCQ, le CPQ, la FCEI et les MEQ (1) tiennent à rappeler leur accord avec la stratégie et la position gouvernementale face à la hausse des droits de scolarité. équitable et nécessaire**

Il est malheureux que les étudiants aient choisi, il y a deux ans, de refuser la main tendue par le gouvernement afin de discuter de ces questions. Leur réaction, telle que rapportée aujourd'hui dans les médias, ne peut encourager aucun dialogue.  
« Nous estimons que la cessation de la grève et la reconnaissance, par les associations étudiantes, de la nécessité de la hausse des droits au niveau proposé par le gouvernement sont un préalable à tout dialogue avec les associations

étudiantes », déclarent les dirigeants des quatre organismes.  
« Dans le contexte actuel et compte tenu de la position des étudiants, il est évident que le climat n'est pas au dialogue à très court terme. Le gouvernement n'a d'autre choix que de maintenir sa position. »  
(1): Fédération des chambres de commerce du Québec, Fédération canadienne de l'entreprise indépendante, Conseil du patronat du Québec et Manufacturiers exportateurs du Québec.

## **TVANOUVELLES: Bonification les prêts et bourses: Legault presse le gouvernement d'agir - Première publication mercredi 28 mars 2012 à 11h53 - Mise à jour : mercredi 28 mars 2012 à 17h46**





Crédit photo : archives Agence QMI

Par Geneviève Lajoie | Agence QMI

S'il est fermement opposé à un gel des frais de scolarité, le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ), François Legault, presse le gouvernement de s'asseoir avec les étudiants pour bonifier le programme de prêts et bourses.

La CAQ propose en outre la mise en place d'un régime de remboursement des prêts proportionnel au revenu pour les étudiants qui entrent sur le marché du travail.

«Il doit y avoir une ouverture du gouvernement au dialogue avec les étudiants. Le gouvernement doit être ferme sur les frais de scolarité, mais je pense que ce qui est important, c'est l'accessibilité, qui passe par le programme de prêts et bourses. Je pense qu'il y a nécessité de bonifier le programme de prêts et bourses», a-t-il déclaré mercredi en conférence de presse à Québec.

Le chef de la CAQ mise aussi sur un régime de remboursement des prêts proportionnel au revenu.

«On pense qu'on doit mettre en place un régime de paiement proportionnel au revenu, donc s'assurer que les étudiants ne soient pas étouffés après leurs études avec les remboursements de leur dette», a-t-il insisté.

Le chef caquiste estime néanmoins que le premier ministre Jean Charest doit garder « la ligne dure » avec les étudiants perturbateurs.

#### La FECQ et la FEUQ en désaccord

La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire

du Québec (FEUQ) ont critiqué les propositions de la CAQ en affirmant qu'elles coûteraient plus cher que d'annuler la hausse des droits de scolarité.

Les deux organisations étudiantes soutiennent qu'avec la solution de la CAQ, les étudiants se retrouveront avec une dette importante, notamment en raison des intérêts sur les sommes empruntées

«Le travail de recherche de la CAQ semble avoir été fait à la va-vite. Si M. Legault veut investir des sommes dans l'accessibilité aux études, il devrait les investir dans des mesures dont l'efficacité a été démontrée comme la diminution des frais de scolarité », a dit Léo Bureau-Blouin, président de la FECQ, par communiqué.

La FECQ et la FEUQ affirment que « le gel des frais de scolarité est la manière la plus simple et la moins coûteuse pour contrer l'endettement des étudiants tout en améliorant l'accessibilité aux études ».

## JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Une porte de sortie pour Charest - Publié le: mercredi 28 mars 2012, 11H00 | Mise à jour: mercredi 28 mars 2012, 20H23

VIDEO: Conférence de presse de François Legault et Eric Caire au foyer du parlement, concernant la hausse des frais étudiant. , 28 mars 2012, Journal de Québec  
Geneviève Lajoie

### La ligne dure à l'égard des étudiants faiblit. La bonification du programme de prêts et bourses apparaît de plus en plus comme une porte de sortie pour le gouvernement Charest.

Enfilant son costume de médiateur, François Legault a pressé mercredi le gouvernement d'instaurer un régime de remboursement des prêts proportionnel au revenu pour les étudiants qui entrent sur le marché du travail. Une option que ne rejette pas d'emblée le gouvernement Charest.

« Notre Commission jeunesse a suggéré ça à deux reprises. Je suis heureux de voir que M. Legault s'inspire des idées de notre Commission jeunesse. Ce sont des choses qui ont déjà été étudiées. M. (Jean) Charest a dit que si, au niveau de la classe moyenne, il y a des choses à faire pour s'assurer que l'accessibilité soit là, on est toujours prêts à regarder ces idées-là », a commenté le ministre Raymond Bachand.

Le grand argentier du gouvernement libéral ajoute que ce n'est toutefois pas ce que semblent vouloir les étudiants à l'heure actuelle, qui continuent de militer pour le gel des droits de scolarité.

### Nouveau régime proposé

Le chef caquiste suggère l'abolition du crédit d'impôt pour les frais de scolarité, ce qui permettrait à l'État de mettre la main sur 120 millions de dollars par an. De ce montant, 70 millions serviraient à « réduire la contribution parentale pour toutes les familles qui ont un revenu de 60 000 \$ ou moins », c'est-à-dire environ 70 % de la population selon la CAQ.

La mise sur pied d'un régime de remboursement proportionnel, où les étudiants entrant sur le marché du travail devraient rembourser un maximum de 5 % de leur revenu pour dix ans, coûterait environ 50 millions de dollars, estime François Legault. La CAQ propose aussi le retour des contrats de performance avec les universités, que M. François Legault avait mis en place lorsqu'il était ministre de l'Éducation et que les libéraux ont aboli à leur arrivée au pouvoir.

### Ouverts aux propositions

Le chef caquiste assure que les représentants étudiants sont ouverts à ses propositions. « J'ai eu l'occasion de parler avec Léo Bureau-Blouin, le président de la FECQ, et Martine Desjardins, présidente de la FEUQ, qui m'ont dit tous les deux qu'ils étaient prêts à considérer notre proposition, qu'ils étaient prêts à s'asseoir avec le gouvernement pour discuter et négocier sur la base de cette proposition », a-t-il insisté.

Pourquoi proposer ça seulement maintenant? « On a atteint une limite. On ne peut pas conti-

nuer, à Montréal, à avoir des artères importantes être bloquées, on ne peut pas avoir le port de Montréal qui soit bloqué », de rétorquer M. Legault.

### Afficher 2 commentaires

• gernath

M. Legault vient de confirmer qu'il n'est pas mieux que Charest. Prenons à la classe moyenne pour donner encore plus aux hauts dirigeants et ainsi conserver la bureaucratie boulimique.

• mctheroux

M. Legault prend ses désirs pour des réalités. Le site de la FEUQ est clair, les propositions de la CAQ continuent de déterminer l'accès à l'université en fonction de la classe sociale des parents et pénalisent la classe moyenne. "Montréal, le 28 mars 2012 - La Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) réagissent froidement aux propositions de François Legault, chef de la Coalition Avenir Québec (CAQ), sur la hausse de 1625 \$ des frais de scolarité. Selon les fédérations étudiantes, les mesures mises de l'avant par la CAQ coûteraient plus cher que d'annuler la hausse des frais de scolarité. La FECQ et la FEUQ sont déçues de voir que François Legault cautionne la hausse des (...) "

## JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Grève étudiante: Liette Yergeau prend le risque du congédiement - Publié le: mercredi 28 mars 2012, 15H36 | Mise à jour: mercredi 28 mars 2012, 16H25



Photo Jean-François Desgagnés

Taïeb Moalla

### Liette Yergeau persiste et signe. Au risque de se voir carrément congédiée de son emploi, la professeure du Conservatoire de musique de Montréal (CMM) maintient qu'elle ne pénalisera pas les étudiants grévistes absents de ses cours.

La professeure d'histoire de la musique a repris ses cours ce mercredi après une suspension sans solde de deux jours imposée par sa direction (ici et là).

Mardi soir, elle a publié [une lettre](#) pour exprimer son « refus » de la suspension qui l'a frappée. « J'ai la responsabilité de participer à la Défense et au Respect des Droits et Libertés, soutient-elle. En parcourant l'histoire de la musique à travers des Idées et des Hommes, Monsieur le Directeur général, mes étudiants et moi sommes souvent arrivés à constater que 'La Liberté a un Prix'. »

Dans une [autre missive](#) à saveur lyrique, adressée aux étudiants qui la soutiennent, elle ajoute que : « Seule en scène pour protéger des droits fondamentaux gagnés de hautes luttes par tant d'autres, je ne suis qu'une cible facile et des plus vulnérables. Cependant, je dois ma «survie» à chacun d'entre vous qui unissez vos voix.

La professeure a donc repris ses activités aujourd'hui, mercredi. « Ce matin, il y avait un seul étudiant sur 25 à mon cours, a-t-elle décrit au





Journal. J'ai donné le cours, car j'apprécie sa présence et je respecte sa décision d'être là, comme j'apprécie et je respecte la décision de ceux qui sont en grève. Pour le cours de cet après-midi, de 13h à 15h, aucun étudiant n'était présent. »

Même si elle confie avoir été « atterrée » par [l'avis de suspension](#), Liette Yergeau jure qu'elle ira jusqu'au bout de sa logique. « Désormais, ça dépasse le cadre de notre institution, assure-t-elle. Il y a des règles fondamentales de démocratie qui sont bafouées, car la directive de pénaliser les élèves pour leurs absences brime leur droit de manifester. »

## LE DROIT: Charest doit s'asseoir et discuter avec les étudiants, dit Legault - Publié le 28 mars 2012 à 10h43



Photo: Robert Skinner, La Presse  
François Legault

Jocelyne Richer, La Presse Canadienne, Québec  
Le gouvernement Charest doit s'asseoir avec les étudiants pour dénouer l'impasse autour des hausses de droits de scolarité, selon le chef de la Coalition avenir Québec (CAQ), François Legault. M. Legault a réaffirmé mercredi qu'il était d'accord avec le gouvernement quant aux hausses de 1625 \$ en cinq ans imposées aux étudiants, mais il s'est dit d'avis que la sortie de crise devait être du côté d'une ouverture du gouvernement pour des discussions avec les étudiants en vue de bonifier le programme de prêts et bourses.

Car l'accessibilité aux études supérieures passe avant tout par le programme de prêts et

bourses, selon le chef de la CAQ, qui était de passage à Québec pour présenter deux candidats de sa formation aux prochaines élections générales dans les circonscriptions de Taschereau et Charlesbourg.

Une fois de plus, il s'est dit d'avis que le premier ministre Charest allait déclencher des élections hâtives, dès ce printemps, d'ici le début du mois de mai pour un scrutin en juin, en cherchant à éviter d'éventuels témoignages incriminants attendus de la Commission Charbonneau sur l'industrie de la construction.

## LE DROIT: Trois syndicats du Cégep de l'Outaouais appuient le mouvement étudiant: Nouveaux appuis pour les étudiants grévistes - Publié le mercredi 28 mars 2012 à 05h30



Etienne Ranger, LeDroit

Les grévistes du Cégep de l'Outaouais ont manifesté devant le Musée canadien des civilisations, en fin d'après-midi, sans perturber la circulation.

Mathieu Bélanger, Le Droit

« Vous n'êtes pas seuls dans votre lutte, nous sommes tous unis contre la hausse. »

Les étudiants en grève du Cégep de l'Outaouais ont obtenu officiellement, hier, l'appui indéfectible de trois syndicats qui représentent 97 % des employés de l'établissement. « Les résolutions ont été adoptées la semaine dernière, mais les lettres d'appui sont maintenant rendues publiques, a indiqué le président de l'Association générale des étudiants du Cégep, Jérémie Carrier. Ce sont des appuis importants pour nous et pour notre cause parce qu'ils démontrent que la grève n'aura pas un impact aussi néfaste sur notre session que certains veulent nous le faire croire. » Dans une lettre datée du 22 mars dernier, le Syndicat des enseignants et enseignantes du Cégep de l'Outaouais (SEECO) invite les étudiants à ne pas plier l'échine devant les menaces du gouvernement et à continuer leur combat.

« La dignité, l'émancipation et l'épanouissement de tous les êtres humains passent par l'éducation, dont nous avons fait notre métier, et nous dénonçons le recul inqualifiable que le gouvernement Charest voudrait faire subir à la société québécoise en limitant l'accessibilité aux études supérieures, écrit le comité exécutif du SEECO. C'est maintenant, au lendemain de la plus grosse manifestation de l'histoire du Québec, que s'amorce la phase décisive de la lutte. Le gouvernement mise sur la peur et sur l'essoufflement du mouvement, et s'appête sûrement à brandir des menaces de plus en plus lourdes. A vous dont l'énergie et la créativité nous inspirent au plus haut point, nous vous disons : 'Nous sommes fiers de vous et nous vous appuierons jusqu'au bout.' »

## LE DEVOIR: Hausse des droits de scolarité - L'IRIS lance une alerte à la bulle - Mercredi 28 mars 2012



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir

L'IRIS rappelle que le gouvernement du Québec défend la hausse des droits de scolarité en les présentant comme un investissement, «exactement le discours qu'on avait lors de la dernière crise économique avec les subprimes». Sur notre photo, des étudiants manifestent à Montréal contre la hausse des droits de scolarité.

Mélissa Guillemette

Et si la hausse des droits de scolarité menait le Canada tout droit vers une bulle spéculative comme celle des prêts hypothécaires subprimes aux États-Unis, qui a mené à la crise financière de 2008?

C'est une [hypothèse avancée par l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques \(IRIS\)](#), qui voit la croissance des droits de scolarité et de l'endettement étudiant comme un danger à long terme.

Depuis la dernière crise financière, des observateurs américains comparent l'endettement des étudiants et celui des ménages américains avant l'éclatement de la bulle immobilière. Récemment, la Réserve fédérale indiquait justement que 27 % des prêts étudiants sont en défaut de paiement depuis au moins 30 jours aux États-Unis. Au total, les étudiants américains cumulent un billion de dollars en prêts. Si la bulle éclatait, les conséquences économiques seraient majeures, selon ces analystes.

Le Québec est loin de la situation américaine, reconnaît l'auteur de la note socio-économique de l'IRIS publiée hier, Eric Martin. «On n'est pas rendus là, mais c'est exactement pourquoi on prend le temps d'en parler aujourd'hui, alors qu'on n'a pas encore recopié ce modèle ici.»

Ce modèle est celui où les droits de scolarité sont très élevés dans un contexte de privatisation du financement des établissements d'enseignement. Selon l'IRIS, le Canada, puis le Québec, suivent peu à peu la tendance du désengagement de l'État dans l'éducation et de l'augmentation de la contribution étudiante.

### Une dette, un investissement?

Le chercheur rappelle que le gouvernement du Québec défend la hausse des droits de scolarité en les présentant comme un investissement. «C'est exactement le discours qu'on avait lors de la dernière crise économique avec les subprimes. On disait aux gens: "Achetez-vous des maisons et si

vous n'en avez pas les moyens, ce n'est pas grave, vous pourrez rembourser plus tard quand vous ferez plein d'argent". Mais la bulle est tombée et les gens ont perdu leur maison», rappelle Éric Martin.

Une bulle spéculative basée sur la valeur des diplômes d'études supérieures pourrait tout aussi bien éclater ici avec un taux de chômage élevé ou des taux d'intérêt à la hausse, selon l'IRIS.

La question inquiète d'autant plus l'IRIS que le gouvernement du Québec garantit les prêts étudiants. Les contribuables pourraient donc avoir à

payer pour les prêts étudiants qui ne peuvent être remboursés, suggère l'Institut.

Selon une étude de la Fédération étudiante universitaire du Québec publiée l'automne dernier, 65 % des étudiants québécois terminent leur baccalauréat avec des dettes, qui s'élèvent en moyenne à 14 000 \$. Les étudiants québécois demeurent tout de même moins endettés que la moyenne canadienne.

### Vos réactions

- Donald Bordeleau – Inscrit, 28 mars 2012 10 h 08

C'est déjà débuté.

Il y a aussi une augmentation des faillites des étudiants. Au début de 1980, les taux d'intérêt étaient de 18% et j'avais une dette 6000 \$.

Des années difficiles à prévoir, comme prévu les intérêts sur les prêts vont monter comme prévu pour ce cycle financier.

L'IRIS n'a pas tout à fait tort.

- Pierre-E. Paradis – Inscrit, 28 mars 2012 12 h 10

Un cadeau aux banques

Merci de publier cette étude éloquent (ainsi que celle de MM Grandbois et St-Onge hier).

On voit bien que la hausse des frais n'est qu'un autre moyen de saigner une clientèle captive, au profit des banques et des p'tits zamis des Libéraux.

L'endettement est une véritable fuite en avant.

Plusieurs jeunes vont reconsidérer leurs études universitaires.

Cela aura pour effet de revaloriser le système d'enseignement technique dans les cégeps, ce qui est une bonne chose. Par contre, le financement accru des universités que l'on espérait avec la hausse ne sera pas au rendez-vous (pour cause de baisse des inscriptions), et certains secteurs de l'économie (je pense à la R&D en particulier) manqueront de main d'oeuvre suffisamment qualifiée.

Bref, les décisions sont prises pour satisfaire les besoins du secteur financier, et non de la société en général.

- favreau.d@videotron.ca – Abonné, 28 mars 2012 12 h 38

Analyse bancaire

Comparer les droits de scolarités aux subprimes est un raccourci malhonnête intellec-

tuellement puisqu'il s'agit de 2 phénomènes complètement différentes. Les subprimes étaient adossés à des actifs dits 'toxiques', de plus les investisseurs ne possédaient pas d'informations sur ceux-ci. Il s'agit d'un produit financier, intangible, purement mathématique. Un diplôme n'est rien de tout ça.

S'endetter pour s'éduquer n'est un investissement à haut risque, les pourcentages d'intérêts sont fixés par l'AFE, et les prix ne sont pas liés à une spéculation.

Vraiment, je m'attendais à mieux d'une institut de recherche...

- jacques bisson – Inscrit, 28 mars 2012 13 h 59

Pourquoi simplifier ce qu'on peut compliquer...

Pourquoi ne pas exposer les choses simplement au lieu de justifier l'existence de son organisme en compliquant les choses. La situation se résume simplement comme suit:

Cas 1: Pas de hausse des frais de scolarité (statu quo):

Business as usual, c'est le contribuable qui contribue (notez le pléonasme) pour combler le manque à gagner (et les excès) des universités.

Cas 2: Hausse des frais de scolarité tel que décrété:

C'est l'étudiant (le plus souvent ses parents) qui contribue à son éducation. Pour maintenir l'équité (accessibilité à son niveau actuel comme base), le régime des prêts et bourses doit être révisé à la hausse. Encore là, pour y arriver, c'est le contribuable qui contribue (déjà) par ses impôts.

Comme dirait M. Parizeau (mais qui n'a pas inventé l'expression), "c'est le principe des vases communicants". Dans tous les cas, c'est le contribuable qui paiera en bout de ligne.

Pour ma part, je préfère le cas 2 (à condition que la réforme d'aide soit à la hauteur) qui

réflète plus fidèlement le coût réel (bien qu'on soit loin de la moyenne canadienne). Elle couvre le cas des étudiants qui s'envolent pour des ailleurs meilleurs et je crois bien que ce soit la seule issue dans l'imbroglio actuel. C'est également la position de Claude Gastonguay que je considère comme un grand penseur de notre époque.

Paiera bien celui qui paiera le dernier...

Jacques Bisson, Laval

- Monsieur Brodeur – Inscrit, 28 mars 2012 19 h 47

Cas 3: Gratuité scolaire. Hausse des impôts des riches. Ménage dans la gestion des universités, dans la construction, le plan nord, la mafia, et au gouvernement.

Cas 4: Gratuité scolaire, en plus de payer les étudiants pour réussir et pour qu'ils deviennent compétitif sur le marché mondial du haut savoir. Toujours avec une hausse d'impôts pour les riches, un grand ménage dans la corruption, etc. On en fait une priorité nationale.

Pour moi, le cas 4 est mon préféré. En plus, ça évite de faire engraisser les banquiers, qui nous content un méchant pourcentage de notre richesse en terme de payage d'intérêts inutiles vers les paradis fiscaux.

Stéphane Brodeur, montréal.

- Marc O. Rainville – Inscrit, 28 mars 2012 14 h 04

Marché de dupes

Cette hausse est une décision du Marché. Le budget Bachand est le budget du Marché. Le gouvernement libéral et toute la cohorte des membres de notre petite bourgeoisie boutique qui émargent aux mamelles de l'État sont au service du Marché.

Les citoyens ne sont plus dupes !

## **TVANOUVELLES: Ultimatum de la ministre Beauchamp: «Ils ne peuvent pas tout avoir» - Première publication mercredi 28 mars 2012 à 05h09**



Crédit photo : Archives Journal de Montréal  
Par Sarah-Maude Lefebvre | Le Journal de Montréal

La ministre de l'Éducation Line Beauchamp somme les étudiants de choisir, alors que les prochains votes de boycottage seront cruciaux pour le déroulement du reste de la session. «Ils ne pourront pas tout avoir: le boycott, le diplôme et le travail».

En entrevue au *Journal de Montréal*, la ministre Beauchamp a invité les étudiants à revenir en classe, puisque les votes de reconduction de grève qui auront lieu dans les prochains jours pourraient entraîner de «graves perturbations» pour le reste de leur session.

[Pour l'entrevue complète avec la ministre Beauchamp, consultez le site Internet du Journal de Montréal.](#)

## **LESOLEIL.COM: Piquetage des étudiants: l'Université Laval en cour - Publié le mercredi 28 mars 2012 à 05h00 | Mis à jour à 09h55**





Le Soleil, Erick Labbé  
Une ligne de piquetage à l'Université Laval

Michel Corbeil, Le Soleil (Québec) L'Université Laval (UL) est sommée de comparaître, lundi, devant un juge de la Cour supérieure, pour faire en sorte que les lignes de piquetage étudiant cessent de bloquer l'accès en classe. Un huissier a fait part de cette convocation, mardi après-midi, a informé Laurent Proulx. Outre la direction, la Confédération des associations d'étudiantes et d'étudiants de l'Université Laval (CADEUL) l'a reçue, de même que les syndicats des professeurs et des chargés de cours, a-t-il précisé.

M. Proulx est un des initiateurs de cette démarche entreprise sous forme de recours collectif par une dizaine d'inscrits. La semaine dernière, un membre de ce groupe, Philippe Champagne, avait annoncé l'intention d'aller devant les tribunaux pour forcer Laval à rompre les lignes de piquetage.

Mardi, M. Proulx a plaidé que, «si le juge nous donne raison, bloquer l'accès à une salle de cours, à un pavillon ou au campus deviendra un outrage à magistrat. S'il n'y a pas de lignes de piquetage, les professeurs sont tenus de rentrer».

Laurent Proulx est la même personne qui entend s'adresser à la Cour des petites créances pour obtenir un dédommagement de 600 \$ de l'Association des étudiants en anthropologie pour les classes dont il a été privé. Joint au téléphone, il a soutenu que nul ne peut mettre en question le sérieux de l'injonction interlocutoire dont il débattrait, lundi, au palais de justice de Québec.

«Mes frais de cour sont déjà payés», a-t-il indiqué. Des frais en partie payés par des dons de gens qui l'ont contacté à la suite d'entrevues radiophoniques.

Laurent Proulx a signalé que «même si les sciences sociales ont voté contre la grève, le piquetage est maintenu» devant le pavillon où se donnent ces cours. Il y a eu «des actes de vandalisme, a-t-il déploré. C'est le zoo, au [pavillon] de Koninck, en ce moment.»

La direction de l'Université n'a pas confirmé réception de l'ordre de se présenter en cour. La CADEUL, elle, l'a fait. Son responsable des communications, Maxime Vallée, s'est étonné que la Confédération soit mise en cause.

La CADEUL est contre la hausse des droits de scolarité, a-t-il dit. Mais elle n'est responsable d'aucun piquet de grève. «Nous ne comprenons pas l'ensemble de sa démarche [de Laurent Proulx] qui s'adresse aux associations étudiantes et aux autres acteurs à l'Université.»

**JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: 1<sup>ère</sup> page: Line Beauchamp aux étudiants: "Le boycott ou le diplôme" / Éducation | Conflit: Line Beauchamp: « Ils ne peuvent pas tout avoir »: Les étudiants ont des choix à faire, affirme la ministre de l'Éducation - Publié le: mardi 27 mars 2012, 23H21 | Mise à jour: mardi 27 mars 2012, 23H29**



Photo d'archives  
La ministre de l'Éducation Line Beauchamp invite les étudiants à retourner rapidement sur les bancs d'école.

**LINE BEAUCHAMP AUX ÉTUDIANTS: « Le boycott ou le diplôme »**

Sarah-Maude Lefebvre

**La ministre de l'Éducation Line Beauchamp somme les étudiants de choisir, alors que les prochains votes de boycottage seront cruciaux pour le déroulement du reste de la session. « Ils ne pourront pas tout avoir: le boycott, le diplôme et le travail ».**

En entrevue au *Journal*, la ministre Beauchamp a invité les étudiants à revenir en classe, puisque les votes de reconduction de grève qui auront lieu dans les prochains jours pourraient entraîner de « graves perturbations » pour le reste de leur session.

« J'invite tous les étudiants à aller voter, à se faire entendre, dit-elle. Les prochains votes seront extrêmement importants. Les étudiants ne peuvent pas tout avoir: le boycott, les cours, le diplôme et le travail d'été. S'ils choisissent le boycott, il y a des choses qui devront être sous-traitées à la fin, comme des heures payantes de travail d'été. »

Line Beauchamp, qui n'entend pas « reculer » sur la question de la hausse des droits de scolarité, a fait le point sur les dossiers chauds de la grève étudiante avec le *Journal*.

**Question : A-t-on atteint un seuil critique pour les sessions des universitaires et des cégepiens ?**

**Réponse :** Les votes de reconduction de grève qui auront lieu cette semaine et la semaine prochaine seront extrêmement importants pour le déroulement de la session. La majorité des cours au cégep se terminent à la mi-mai. Pour les établissements qui sont en grève depuis plusieurs semaines, on déborderait déjà sur le mois de juin, mais pas encore sur la saison estivale. Il est difficile de se prononcer à ce stade-ci, mais nous suivons la situation avec attention.

**Question : À quelles conséquences doivent s'attendre les étudiants qui boycottent leurs cours ?**

**Réponse :** Ils doivent s'attendre à des perturbations importantes dans le déroulement de leur session, si le boycott se poursuit. On parle d'un horaire de rattrapage extrêmement chargé, avec possiblement des cours de soirs. Cela signifie que des étudiants pourraient être privés d'heures de travail qui servent souvent à payer leur session.

**Question : Pourquoi refusez-vous d'établir des pourparlers avec les associations étudiantes ?**

**Réponse :** Il n'y a pas lieu de tenir des négociations. La décision est prise. L'an dernier, les étudiants ont claqué la porte lorsque nous avons tenu des consultations à ce sujet. Des mois plus tard, on ne peut pas me demander de m'asseoir avec un seul groupe qui réclame la gratuité scolaire et qui ne veut pas entendre parler de la contribution étudiante. On ne peut pas parler de négociations quand le groupe en face de moi me

dit: « prenez l'argent qui manque dans les poches des autres, mais pas dans les miennes ». Les autres poches, celles des contribuables, ne sont pas là pour en discuter.

**Question : La grève étudiante a été marquée par de nombreuses confrontations entre les étudiants et les policiers. Pensez-vous que ces derniers sont parfois allés trop loin ?**

**Réponse :** À ma connaissance, la plupart des interventions policières ont eu lieu à la suite d'actes de vandalisme. On doit condamner ce type d'actions. Certains leaders étudiants l'ont fait, mais pas tous. Je le déplore. Lorsqu'il y a du vandalisme ou menace à la sécurité de la population, ça demande une certaine forme d'intervention. Là-dessus, c'est aux policiers de s'expliquer. Personnellement, ça m'indigne et je trouve cela intolérable. C'est l'œuvre d'un groupe qui utilise la violence pour faire dévier le débat. La grande majorité des étudiants sont pacifiques, comme nous avons pu le constater lors de la marche de jeudi dernier.

**Question : Vous avez été la cible de plusieurs attaques personnelles depuis le début du boycott étudiant. Avez-vous senti votre sécurité menacée à certains moments ?**

**Réponse :** Je ne me laisse pas intimider facilement. Ce n'est pas être bravache, mais c'est ainsi. J'ai toujours invité les victimes d'intimidation à dénoncer leurs agresseurs, je vais faire de même si c'est nécessaire. Je me comporte de façon responsable. J'ai des gardes du corps qui assurent ma sécurité et j'ai confiance en eux. Mais encore une fois, je sais qu'il y a des agitateurs au sein du mouvement étudiant, mais ils sont très minoritaires.

**TVANouvelles: Grève d'étudiants à l'Université Laval: Le dossier porté devant les tribunaux - Première publication mardi 27 mars 2012 à 19h08**





Crédit photo : TVA Nouvelles

Des étudiants [qui veulent qu'on leur dispense leurs cours interrompus par la grève](#) dans certains départements de l'Université portent leur cause devant les tribunaux.

La semaine dernière, on le sait, une dizaine d'étudiants en science politique, en économie et en relations industrielles avaient expédié une mise en demeure à l'Université Laval, l'intimant de prendre les moyens pour dispenser les cours qui sont interrompus par la grève «illégal» de certains de leurs confrères.

La démarche n'ayant pas porté fruit, ils vont se présenter, lundi prochain, en Cour supérieure pour lui demander d'émettre une injonction qui va forcer l'Université Laval à prendre acte.

Les dissidents disent que les étudiants n'ont pas le droit de grève et, donc, pas le droit d'ériger les lignes de piquetage qui les empêchent d'avoir accès à leurs cours et ils accusent l'Université d'être demeurée passive devant les actions des grévistes.

Ils disent aussi qu'ils ont signé un contrat avec l'Université Laval, en vertu duquel ils ont payé pour qu'on leur dispense des cours et qu'elle doit respecter son contrat.

**CYBEPRESSE: Un étudiant met en demeure Line Beauchamp - Publié le mardi 27 mars 2012 à 18h25**



Photo: PC

Line Beauchamp a confirmé avoir reçu la mise en demeure lundi matin, mais a refusé de la commenter.

Émilie Bilodeau, La Presse

Un étudiant a envoyé une mise en demeure à la ministre Line Beauchamp. Jean-François Boisve-

nue prétend qu'en refusant d'ouvrir les négociations avec les étudiants contre la hausse des droits de scolarité, la ministre de l'Éducation porte atteinte à la démocratie. Il lui accorde 10 jours pour entrer en négociations avec les fédérations étudiantes, sans quoi il pourrait entamer des procédures judiciaires.

Dans sa lettre, M. Boisvenue évoque la manifestation qui a réuni 200 000 personnes la semaine dernière et un sondage qui révélait que 78% de la population souhaite que la ministre négocie avec les étudiants. Selon le doctorant en littérature comparée, la ministre n'a plus de choix: elle doit s'asseoir avec la CLASSE, la FEUQ et la FECQ.

«À la base, c'était un acte symbolique pour démontrer à quel point il n'y a rien qui défend la démocratie dans notre charte des droits et libertés», dit-il à La Presse. Mais en publiant sa lettre

dans les médias sociaux, il affirme avoir reçu de nombreux appuis et n'écarte pas l'idée d'une poursuite.

Rachel Chagnon, professeure au département des sciences juridiques de l'UQAM, ne croit pas que la ministre va se plier à la demande de l'étudiant au doctorat. «Cette mise en demeure est intéressante parce qu'elle symbolise l'idée qu'une partie de la population a le sentiment que le gouvernement ne respecte plus son rôle politique qui est de gérer l'état pour l'ensemble de la population et non pas pour certains groupes uniquement.»

Le ministère de l'Éducation a confirmé avoir reçu la mise en demeure lundi matin, mais a refusé de la commenter.

**TVANOUVELLES: Saint-Jean-sur-Richelieu: La grève étudiante affecte le transport en commun - Première publication mardi 27 mars 2012 à 17h53**



Crédit photo : Agence QMI

Manifestations étudiantes

Par Jean-François Guillet | Agence QMI

La grève étudiante a des conséquences sur le service de transport en commun de Saint-Jean-sur-Richelieu. Les étudiants y pensent deux fois avant d'investir dans des titres de transport en commun.

Guyline Lamothe, qui travaille au guichet du terminus de la rue Boucher, estime que la vente de passes mensuelles pour les trajets vers Montréal a diminué d'environ 15 % depuis le début de la grève.

«Les étudiants n'ont pas besoin de la passe mensuelle», explique celle qui travaille depuis plus de 24 ans pour la société de transport de Saint-Jean-

sur-Richelieu. «Ils ne l'achèteront pas s'ils ne savent pas si les cours reprendront.»

**Des autobus vides**

Dans les autobus, les chauffeurs ont constaté une baisse de l'achalandage. Guy Blanchette, qui assure six départs interurbains de type express, a notamment remarqué un changement dans les départs de fin d'avant-midi. «Habituellement, mon départ de 11 h 30 est plein. Là, j'ai à peu près 30 personnes.»

**Trop tôt pour mesurer l'impact**

À la Ville de Saint-Jean-sur-Richelieu, qui gère le transport en commun, Diane Blanchet affirme qu'il est encore trop tôt pour connaître le réel impact que la grève aura sur la vente de titres interurbains.

Elle croit que la semaine de relâche pourrait en partie expliquer l'absence des étudiants dans les autobus. Elle reconnaît toutefois que d'un point de vue étudiant, la carte mensuelle peut s'avérer peu rentable par les temps qui courent.

Pour qu'une carte mensuelle soit rentable, elle doit être utilisée 42 fois, soit 21 allers-retours. «Si j'étais à leur place, j'investirais mon argent ailleurs que dans les cartes mensuelles de transport pour l'instant», lance-t-elle.

Selon les données de 2011, 40 % des titres de transport urbain étaient vendus au prix réduit, auquel les étudiants de moins de 25 ans et les personnes de 60 ans et plus ont droit.

Bien que de telles données ne soient pas disponibles pour le transport interurbain, Diane Blanchet estime que la proportion de billets vendus à tarif réduit est similaire. Une carte de transport interurbain en direction de Montréal coûte 73 \$. Les livrets de dix billets interurbains, eux, sont vendus pour un peu plus de 25\$.

**JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTREAL: Professeure suspendue: Marc Hervieux exprime son soutien - Publié le: mardi 27 mars 2012, 17H42 | Mise à jour: mardi 27 mars 2012, 17H55**





© Les archives Didier Debusschère

Le ténor québécois Marc Hervieux

Taïeb Moalla

**QUÉBEC - Le ténor québécois Marc Hervieux a tenu à exprimer son soutien à Liette Yergeau, suspendue sans solde de son emploi pour deux jours. Passant outre les consignes de sa direction, la professeure du Conservatoire de musique de Montréal (CMM) avait promis aux étudiants grévistes de ne pas les pénaliser pour leurs absences de ses cours.**

Une lettre ouverte adressée au Directeur général du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec, Nicolas Desjardins, circule depuis lundi soir sur le réseau Facebook. D'anciens étudiants de Mme Yergeau

### Afficher 21 commentaires

• Jrdaoust3

Est-ce que certains des signataires des commentaires ci-dessous sont seulement au courant de ce qui s'est passé et qui est cette femme? Premièrement, elle a écrit dans son courriel aux étudiants qu'elle avait l'obligation de donner ses cours et le ferait, alors Nicole Bourget, informez-vous avant d'écrire n'importe quoi. Et Lydya, si vous pensez que la signature d'un contrat vous enlève le droit de penser et d'avoir une conscience sociale, je vous souhaite bonne chance.

Jason D'Aoust, Montréal, ancien étudiant du CMM.

• Lydya

Un contrat n'enlève pas le 'droit de penser' mais, ça enlève 'LE DROIT D'IGNORER' les conditions du contrat du signataire envers l'organisme.

• jeffdesrosiers

LA Chartes des Droits et Libertés nous donne ce droit. Surtout qu'elle a donné ses cours malgré tout...

• Lydya

Désolé la Charte ne donne aucun droit particulier à quiconque, à faire une 'bris de contrat'.

• jeffdesrosiers

En fait si. Elle respecte le droit des étudiants au point 2 de la constitution. Je vous annonce de plus qu'un professeur a la liberté d'évaluer ses étudiants comme bon lui semble et ne doit aucunement obéissance au directeur général. C' est la ministre de la culture la patronne... Libertés fondamentales

2. Chacun a les libertés fondamentales suivantes

- liberté de conscience et de religion;
- liberté de pensée, de croyance, d'opinion et d'expression, y compris la liberté de la presse et des autres moyens de communication;
- liberté de réunion pacifique;
- liberté d'association.

• Elvis

il devrait être bain de toute subvention gouvernemental....

• Elvis

Bani

• jeffdesrosiers

À tous ici qui disent que Madame Yergeau profite des subventions et qu'elle a renié son contrat. Elle travaille depuis 30 ans comme professeure au Conservatoire de Musique de Montréal dont elle est un membre émérite du corps professoral. Elle a respecté un vote de boycott des étudiants qui voulaient participer à la marche du 22 mars avec leurs collègues étudiants, droit qui leurs avaient été retiré unilatéralement par la direction des Conservatoires. Si il y a quelqu'un qui a erré dans cette histoire c'est la direction générale qui n'a pas accepté qu'une enseignante fasse passer la Chartes des Droits et Libertés avant une décision unilatérale et illégitime (dans le contexte que seul le sous-ministre peut signer une suspension et qu'il doit y avoir gradation dans les sanctions) d'un seul homme.

Liette Yergeau est titulaire d'un Doctorat de la Sorbonne, un membre émérite de sa profession qui n'a fait que respecter la liberté des étudiants à ne pas aller à leur cours tout en respectant son contrat en donnant les cours à ceux qui le désiraient. En plus, pour ceux qui décidaient de manquer le cours, elle leur offrait gratuitement des reprises de cours lorsque la grève serait terminée afin qu'ils ne manquent rien.

Pour ceux qui ici jettent leur fiel sur une femme qu'ils ne connaissent pas avec leurs arguments dignes d'un Q.I. de 64, je vous invite à méditer sur ceci: "En parcourant l'histoire de la musique à travers des Idées et des Hommes, Monsieur le Directeur général, mes étudiants et moi sommes souvent arrivés à constater que «La Liberté a un Prix.» (dernière phrase de Liette Yergeau dans sa lettre envoyée à Nicolas Desjardins, Directeur Général)

ont visiblement mal digéré le ton de la missive expédiée dimanche par le DG à la professeure.

« Nous trouvons la lettre qui lui a été adressée odieuse et souhaitons par la présente témoigner de notre appui à cette enseignante et la remercier de nous avoir permis de penser librement », écrivent quelques dizaines de signataires, dont Marc Hervieux.

Sur Facebook, M. Hervieux s'est décrit comme « étudiant au conservatoire de musique de Montréal et élève chanceux d'avoir eu madame Yergeau sur son chemin ». Le Journal a réussi à le joindre l'artiste en Floride, mardi en début de soirée. « Liette a été une professeure marquante pour moi quand je suis passé par le Conservatoire entre 1992 et 1997. C'est une femme avec de grandes qualités humaines et artistiques. Je trouve la sanction injustifiée », a-t-il regretté.

Les signataires de la lettre disent avoir accueilli « avec stupéfaction » les « mesures de représailles à l'endroit de l'un des membres les plus prestigieux (du) corps enseignant ». Qualifiant Madame Yergeau d'une des « figures marquantes du Conservatoire », les protestataires ont défendu leur vision de l'éducation. « Enseigner n'est pas seulement transmettre des connaissances. C'est également former ceux qui réfléchissent aux enjeux d'une société sans cesse en mouvement », insistent-ils.

### Grief syndical en vue?

Mardi, des sources syndicales ont laissé entendre qu'un grief pourrait être déposé pour protester contre une mesure « illégale et abusive ». On a affirmé au Journal que le principe de la gradation des sanctions n'avait pas été respecté. Normalement, une suspension sans solde doit être précédée d'un avis puis d'une réprimande, croient savoir nos sources.

Cela dit, le mutisme observé pour le moment par la professeure incite les uns et les autres à une extrême prudence. Marchant sur des œufs, la plupart des intervenants préfèrent attendre la réaction de Liette Yergeau avant de se prononcer.

Tout comme c'était le cas lundi, le Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec n'a jamais rappelé le Journal.

Je vous dis chapeau bas Madame Yergeau et je suis triste de voir autant de médisance sur votre cas.

P.S. Message spécial à Lydya, les étudiants travaillent pour les travailleurs, contre le néo-libéralisme qui va appauvrir la classe moyenne et faire comme aux États-Unis, créer que deux classes sociales les pauvres et les très riches. À voir à quelle hauteur se situent vos commentaires, je crois que vous devriez leurs dire merci à l'avance...

Lydya

Les travailleurs savent très bien se défendre eux-mêmes. Les étudiants ont déjà fait la preuve de leur manque de respect POUR les travailleurs.

Pour ce qui est du 'résumé' de madame Yergeau, qu'elle ait étudié à la Sorbonne ou ailleurs n'a absolument rien à voir avec le fait qu'elle ait fait 'un bris de contrat' et que son employeur soit parfaitement EN DROIT à décider des conséquences.

Pour ce qui est de la comparaison avec les É.-U., ce genre de démagogie ne m'impressionne NI ne m'intéresse aucunement - pas plus d'ailleurs que les comparaisons avec l'Europe ou n'importe quel autre pays ailleurs dans le monde.

Le combat qui se livre actuellement dans notre société en est un d'origine 'IDÉOLOGIQUE'. Certains parlent de gauche l'autre de droite; la réalité est le fait que notre société se doit de décider si elle veut demeurer DÉPENDANTE des gouvernements ou si elle préfère MOINS D'INGÉRENCE des gouvernements dans sa vie ie.: responsabilité individuelle ?

Est-ce que notre société veut que les gouvernements aient TOUS LES CONTRÔLES sur nos vies ou si cette société a suffisamment de maturité pour S'ASSUMER ?

Est-ce que notre société veut toujours que les gouvernements soit 'le gestionnaire' de notre économie (\$\$\$\$), de notre 'social' etc. ou, veut-elle (société) au contraire, que le potentiel des individus (capital humain) soit

beaucoup mieux utilisé pour mieux mousser l'entrepreneursip, les idées inovatrices etc.etc. ?

Les étudiants sont devant ce dilemne idéologique. Ou ils acceptent que les gouvernements continuent à vivre A CRÉDITS et ILS payeront demain ou, ILS payent aujourd'hui pour éviter devoir payer TROP demain ?!

Oui que ce soit l'idéologie de "la gauche" ou celle de "la droite" qui l'emporte dans l'avenir, il est certains qu'aucune n'est "PAR-FAITE". Dans toutes les idéologies il y a du négatif et du positif.

• jeffdesrosiers

Je ne parle pas d'idéologie mais de faits. Il n'est nulle part spécifié dans un contrat d'enseignement les modalités d'évaluation. Chaque professeur est libre. Alors informez vous.

Selon votre idéologie personnelle vous devriez vous en prendre à monsieur Desjardins le directeur des conservatoires pour avoir permis un déficit de 5 millions de par sa gestion déficiente...

Arrêtez de supposer des droits et devoirs des gens sans connaître les faits. Vous vous autopoluredebananisez...

Envoyé depuis un mobile

Disqus <> a écrit :

Lydia wrote, in response to jeffdesrosiers:

Les travailleurs savent très bien se défendre eux-mêmes. Les étudiants ont déjà fait la preuve de leur manque de respect POUR les travailleurs.

Pour ce qui est du 'résumé' de madame Yergeau, qu'elle ait étudié à la Sorbonne ou ailleurs n'a absolument rien à voir avec le fait qu'elle ait fait 'un bris de contrat' et que son employeur soit parfaitement EN DROIT à décider des conséquences.

Pour ce qui est de la comparaison avec les É.-U., ce genre de démagogie ne m'impressionne NI ne m'intéresse aucunement - pas plus d'ailleurs que les comparaisons avec l'Europe ou n'importe quel autre pays ailleurs dans le monde.

Le combat qui se livre actuellement dans notre société en est un d'origine 'IDÉOLOGIQUE'. Certains parlent de gauche l'autre de droite; la réalité est le fait que notre société se doit de décider si elle veut demeurer DÉPENDANTE des gouvernements ou si elle préfère MOINS D'INGÉRENCE des gouvernements dans sa vie ie.: responsabilité individuelle ?

Est-ce que notre société veut que les gouvernements aient TOUS LES CONTROLES sur nos vies ou si cette société a suffisamment de maturité pour S'ASSUMER ?

Est-ce que notre société veut toujours que les gouvernements soit 'le gestionnaire' de notre économie (\$\$\$\$), de notre 'social' etc. ou, veut-elle (société) au contraire, que le po-

tentiel des individus (capital humain) soit beaucoup mieux utilisé pour mieux mousser l'entrepreneursip, les idées inovatrices etc.etc. ?

Les étudiants sont devant ce dilemne idéologique. Ou ils acceptent que les gouvernements continuent à vivre A CRÉDITS et ILS payeront demain ou, ILS payent aujourd'hui pour éviter devoir payer TROP demain ?!

Oui que ce soit l'idéologie de "la gauche" ou celle de "la droite" qui l'emporte dans l'avenir, il est certains qu'aucune n'est "PAR-FAITE". Dans toutes les idéologies il y a du négatif et du positif.

Link to comment

• Simon Rivard

Je tiens à préciser que Mme Yergeau a donné ses cours ce matin à un seul étudiant qui s'est présenté, tout en ayant pris l'engagement de reprendre ce cours avec ceux qui ne se sont pas présentés. Il s'agit d'une position admirable qui respecte tous les points de vue. Vos commentaires sont insultants, dégradants et ne devraient pas avoir lieu d'être dans une démocratie. La liberté d'expression commence par le respect.

Simon Rivard, étudiant du CMM

• Lydia

Où est le "respect" des étudiants envers les travailleurs ?

• Nicole Bourget

Si elle n'est pas en classe, à son poste, elle n'a pas à être rémunérée ! Et cela vaut pour tous les professeurs qui sont dans la rue plutôt qu'en salle de cours.

• jeffdesrosiers

elle y était à son poste, sauf pendant la suspension! Elle a simplement remis les évaluations à plus tard et cessé d'appliquer la politique du Conservatoire selon laquelle tu ne peux pas manquer plus que 2 cours dans toute la session...

• Lydia

Il semble qu'elle ait prit une décision sans toutefois en faire part à ses 'patrons'.

• jeffdesrosiers

Ils étaient au cotant les patrons et ont décidé de la suspendre...

Envoyé depuis un mobile

Disqus <> a écrit :

Lydia wrote, in response to jeffdesrosiers:

Il semble qu'elle ait prit une décision sans toutefois en faire part à ses 'patrons'.

• Lydia

Un autre tartiste vivant sur le bras des payeurs de taxes (subventions) qui abuse du podium dont il a le 'privilège' d'avoir.

Madame Yergeau a signé un contrat qu'elle a "renié"; étant donné qu'elle a fait "un bris de contrat" l'organisme à tous les droits de prendre les décisions dont il est en droit.

• jeffdesrosiers

Madame Yergeau n'a pas eu de subventions gouvernementales depuis au moins 25 ans et j'en suis certain. Enseignant pour un salaire moindre que ce qu'elle aurait gagné à l'international étant donné son statut....

Je me demande qui êtes-vous pour pouvoir traiter quelqu'un de tartiste sous le couvert de l'Anonymat...

• Lydia

Qui a dit que madame Yergeau avait eu des subventions gouvernementales ? Votre émotif l'emporte sur votre raison quoi ?

L'article concerne Marc Hervieux et l'utilisation de son 'podium' particulier et préférentiel pour émettre une opinion lequel en bout de ligne, TIENT DU POLITIQUE et non du domaine artistique.

Les 'tartistes' sont libres de leurs opinions politiques mais ILS n'ont pas à utiliser leur 'talent' et leur position pour TENTER d'influencer la masse par l'utilisation de ce 'talent' pour fin de PROPAGANDE.

P.V.I., Lydia est mon nom et non pas un 'couvert anonyme'... Au faite pourquoi ne passez-vous pas le même commentaire à machiniste, Elvis ?

Serait-ce parce que vous préférez 'la pensée unique' donc, ceux qui pensent comme vous AUCUN REPROCHE mais ceux qui 'osent' penser en dehors de votre boîte alors là...

• jeffdesrosiers

Marc Hervieux a défendu son ancien pro. C' est le JdeQ qui l'a approché...

Envoyé depuis un mobile

Disqus <> a écrit :

Lydia wrote, in response to jeffdesrosiers:

Qui a dit que madame Yergeau avait eu des subventions gouvernementales ? Votre émotif l'emporte sur votre raison quoi ?

L'article concerne Marc Hervieux et l'utilisation de son 'podium' particulier et préférentiel pour émettre une opinion lequel en bout de ligne, TIENT DU POLITIQUE et non du domaine artistique.

Les 'tartistes' sont libres de leurs opinions politiques mais ILS n'ont pas à utiliser leur 'talent' et leur position pour TENTER d'influencer la masse par l'utilisation de ce 'talent' pour fin de PROPAGANDE.

P.V.I., Lydia est mon nom et non pas un 'couvert anonyme'... Au faite pourquoi ne passez-vous pas le même commentaire à machiniste, Elvis ?

Serait-ce parce que vous préférez 'la pensée unique' donc, ceux qui pensent comme vous AUCUN REPROCHE mais ceux qui 'osent' penser en dehors de votre boîte alors là...

• machiniste

le recteur un grand ami des libéraux CHAREST LE TOUT PUISSANT=MAFFIA

**LEDEVOIR.COM: Droits de scolarité: mince ouverture de Jean Charest sur les prêts et bourses: Des manifestations d'étudiants sont organisées dans plusieurs villes du Québec – Mardi 27 mars 2012, 16h21**





Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

À Montréal, au siège de la SAQ, la manifestation a donné lieu à des échauffourées, alors que les employés attendent encore d'avoir accès à leur lieu de travail.

La Presse canadienne

Des policiers ont dû intervenir ce matin pour contrer des manifestations d'étudiants devant le ministère des Finances à Québec et la Société des alcools du Québec à Montréal. Pendant ce temps, le premier ministre Jean Charest a donné un premier signe — quoique très mince — d'ouverture.

Sans aller jusqu'à soumettre une proposition aux étudiants en grève, le premier ministre, qui participait à une conférence de presse à Québec, a créé une brèche non pas du côté de la hausse des droits de scolarité, comme le réclament les étudiants, mais bien de celui de l'aide financière.

«Au fil du temps, on va toujours chercher à améliorer notre système de prêts et bourses qui est le plus généreux en Amérique du Nord. On met un demi-milliard par année en bourses au Québec. Est-ce que c'est possible de rendre meilleur notre système? La réponse sera toujours oui», a-t-il indiqué.

«Nous sommes toujours à l'écoute des étudiants, nous n'avons jamais arrêté d'écouter et nous sommes sensibles à ce qu'ils expriment», a-t-il poursuivi.

M. Charest a cependant fait comprendre que son gouvernement ne cédera pas sur la question de l'augmentation des tarifs imposés aux étudiants, peu importe les manifestations et les pressions exercées sur les députés libéraux.

La décision d'accroître de 1625 \$ les droits de scolarité au cours des cinq prochaines années a beau être impopulaire, elle n'en demeure pas moins nécessaire pour assurer la compétitivité de l'enseignement supérieur au Québec, a insisté le premier ministre.

«Gouverner au Québec, ce n'est pas toujours dire oui. Être premier ministre du Québec, c'est de prendre des décisions qui de temps en temps ne sont pas populaires, mais l'avenir du Québec commande que nous ayons la capacité, comme société, de prendre des décisions d'avenir», a-t-il dit.

#### La SAQ ciblée

À Montréal, au siège de la SAQ, la manifestation a donné lieu à des échauffourées, alors que les employés attendent encore d'avoir accès à leur lieu de travail.

«Nous avons lu un ordre d'éviction, a expliqué le lieutenant Ian Lafrenière, du Service de police de la ville de Montréal (SPVM). Nous avons fait une première intervention avec les policiers du poste de quartier. Il y a eu beaucoup de résistance physique. Les jeunes n'ont pas voulu quitter. Il y

#### Vos réactions

- [Signaler](#)

Roland Berger - Abonné  
27 mars 2012 11 h 34

Ne lâchez pas !

Étudiants et étudiantes, ne lâchez pas ! Ne vous préoccupez pas de ceux et celles qui ne savent que « chiâler » contre tout ce qui ne se fait pas selon leurs règles, les règles qui servent au pouvoir politique pour « fourrer » la population entre les élections.

Roland Berger

#### Répondre

- [Signaler](#)

Caron Sylvie - Inscrite  
27 mars 2012 13 h 50

a alors eu intervention avec le groupe d'intervention et finalement nous avons dû utiliser aussi des gaz irritants, à savoir du poivre de Cayenne.» Les étudiants ont ensuite pris d'assaut les rues, bloquant la circulation sur un long parcours improvisé dans le centre-ville de Montréal pour finalement aboutir devant l'Université Concordia. Un manifestant a été appréhendé.

Jeanne Reynolds, porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), a ainsi expliqué la décision de cibler la SAQ: «si le gouvernement, le seul langage qu'il veut parler, c'est celui de l'argent, c'est celui avec lequel on va lui répondre et on espère que, de cette façon, il va peut-être accorder un peu plus de sérieux à nos revendications».

«Il semble bien qu'une manifestation historique ça ne le fait pas bouger. Alors on va continuer comme ça avec des petites perturbations», a-t-elle ajouté.

En après-midi, une nouvelle marche a été entreprise par quelques centaines d'étudiants qui se sont rendus de l'Université Concordia aux bureaux de Loto-Québec, qui abritent également le siège social de la Conférence des recteurs et des principaux d'universités du Québec (CREPUQ), là même où une manifestation avait mal tourné le 7 mars dernier. Le tout s'est cependant déroulé dans l'ordre jusqu'ici, bien qu'un groupe de manifestants se soit détaché et ait de nouveau mis les policiers sur un pied d'alerte en empruntant spontanément des artères sans avoir fourni d'itinéraire.

La manifestation s'est amorcée plus calmement à Québec, devant le ministère des Finances. Après avoir été tenus à l'extérieur par les étudiants pendant 90 minutes, les fonctionnaires ont pu entrer dans l'édifice, à la suite de l'intervention des policiers, qui leur ont ouvert le passage.

#### Dans le calme à Québec

La manifestation s'est déroulée plus calmement à Québec, devant le ministère des Finances. Après avoir été tenus à l'extérieur par les étudiants pendant 90 minutes, les fonctionnaires ont pu entrer dans l'édifice, à la suite de l'intervention des policiers, qui leur ont ouvert le passage.

Environ 75 étudiants de la région de Québec, munis de banderoles, ont scandé des slogans pendant que les fonctionnaires entraient en file dans l'immeuble du Vieux-Québec, à côté du Château Frontenac.

Marie-Christine Trottier, porte-parole du front régional des associations étudiantes à Québec, a déclaré que l'objectif de perturber le ministère avait été atteint.

Mme Trottier, dont le mouvement est rattaché à la CLASSE, a affirmé que les étudiants voulaient rappeler leur opposition à la hausse des droits de scolarité.

«C'est quand même un ministère de 400 employés et leur faire perdre quelques heures de travail, ça peut être significatif au niveau de l'impact, a-t-elle dit. On espère que ça pu perturber et permettre de passer un message au ministre [Raymond] Bachand.»

Alors que le mouvement contre la hausse des droits de scolarité a culminé la semaine dernière par une gigantesque manifestation à Montréal, Mme Trottier a affirmé que la mobilisation continue.

«Il y a près de 200 000 étudiants en grève et le but c'est de maintenir le mouvement, a-t-elle dit. Le mouvement n'a pas l'air de s'essouffler dernièrement. Plusieurs votes de grève ont été reconduits lundi et vendredi dernier.»

#### Ailleurs au Québec

Plus tard dans la journée, des manifestations se tiendront dans les villes de Montréal, Laval, Saint-Hyacinthe, Sherbrooke, Jonquière et Val-d'Or, de même que devant l'Assemblée nationale, à Québec. Elles sont organisées par Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ). Dans le cas de la manifestation montréalaise, le parcours a été déterminé et communiqué aux forces de l'ordre.

Par Alexandre Robillard, La Presse canadienne

et j'ajoute... Étudiants et Citoyens... Signez cette pétition si vous êtes contre la hausse des frais de scolarité de 1 625\$ sur le site de l'Assemblée Nationale du Québec :

<https://www.assnat.qc.ca/fr/exprimez-votre-opinion/petition/Petition-2597/index.html>

Il faut distribuer ce lien, une façon pacifique de nous faire entendre (étudiants et citoyens).

- [Signaler](#)

Hubert Lavigne - Inscrit  
27 mars 2012 12 h 49  
Assez, c'est assez.....

M. Charest et Mme Beauchamp, ne lâchez pas et ne vous laissez pas influencés par ces jeunes inconséquents; la majorité silencieuse est derrière vous.

Il est temps que les étudiants retournent à l'école et cessent cette désobéissance civile qui risque de causer des problèmes à tout notre système économique, particulièrement durant cette période vulnérable que nous vivons..

Et vous autres, au gouvernement, il est également temps que vous cessiez le gaspillage éhonté qui se perpétue d'année en année par la négligence et la bureaucratie extrême que vous tolérez. Sur ce point, les étudiants ont

raison.....

Quant aux journalistes, j'espère que vous vous attaquerai aux vrais coupables plutôt que de verser le plus souvent dans le sensationnalisme malsain.

huby

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Maco - Abonné

27 mars 2012 14 h 31

Vous n'êtes plus dernière, puisque vous n'êtes plus muet! Vous vous êtes exprimé. Vous êtes devant. Devant quoi? Votre miroir! Et regardez bien ce qu'il projette et ne riez pas, puisque cela, je m'en charge.

• [Signaler](#)

Jeremie Poupert Montpetit - Inscrit

27 mars 2012 15 h 26

la majorité silencieuse... celle-là même qui descends dans les rues appuyer les étudiants ?

ou celle qui dors au gaz dans un bungalow a regarder la Tv en mourrant sur le sofa et en criant à tue-tête que les étudiants sont égoïstes ?

La majorité silencieuse, c'est celle qui est tannée de se faire taper sur le crâne par un gouvernement goinfre qui gère son état comme une banque en donnant des subventions à des entreprises riches tout en empêchant ses propres citoyens d'accéder à des services sociaux de qualité et à prix modique...

• [Signaler](#)

J Mill - Inscrit

27 mars 2012 15 h 37

En fait, les appuis sont assez répartis de part et d'autre, en plus d'être segmentés - l'appui aux étudiants baisse en même temps que les répondants montent en âge et en revenus.

La "majorité silencieuse" est ainsi plus que jamais une construction de l'esprit: on a plutôt quelque chose comme une "moitié silencieuse" et une "moitié mobilisée".

Loin de parler au nom d'une "majorité silencieuse" qui n'existe pas, le gouvernement s'adresse plutôt à son électorat privilégié, généralement plus âgé, mieux nanti, et souhaitant un gouvernement "qui se tient debout face aux syndicats et aux groupes de pression".

Pour ce qui est du gaspillage et du sensationnalisme, nous sommes d'accord.

• [Signaler](#)

Yves Claudé - Inscrit

27 mars 2012 15 h 38

À Monsieur Hubert Lavigne,

Merci d'exprimer votre point de vue. Avec un peu de recul, j'espère que vous jugerez cependant différemment ceux et celles qui seront au coeur de la nouvelle économie du savoir, et que vous qualifiez peut-être un peu trop rapidement de «jeunes inconséquents».

Je vous suggère de leur parler : avec quelques nuances et en se rapprochant des faits, vous arriverez peut être, sinon à un point de vue commun, du moins à une dynamique d'ouverture et de dialogue, qui fait d'ailleurs défaut aux autorités gouvernementales supposément responsables.

Yves Claudé - père de famille

• [Signaler](#)

hugues2 - Inscrit

27 mars 2012 16 h 30

Ah! Elle est soudainement moins silencieuse cette majorité.

Je suis surpris de lire de tels propos, complètement déconnectés et mal informés. L'éducation devrait être gratuite au Québec, ne vous en déplaise, le printemps québécois est là.

M. Charest s'assure un lendemain de veille très dur lors de la prochaine élection.

• [Signaler](#)

Q1234 - Inscrit

27 mars 2012 16 h 42

"Ces jeunes inconséquents?"

En quoi ces jeunes sont-ils inconséquents au juste? Au contraire, je les trouve tout à fait conséquent. Et 51% de la population sont avec eux. Savez-vous que 51%, c'est plus que ce qu'a obtenu le gouvernement aux dernières élections? Ça rend le discours contre la hausse assez crédible à mes yeux et le recul de gouvernement nécessaire s'il dit représenter la population du Québec.

Bravo les étudiants et poursuivez votre combat! Vous avez raison!  
Mère de 3 enfants.

• [Signaler](#)

Pierre Sabourin - Abonné

27 mars 2012 16 h 46

C'est vraiment drôle, sérieux, étudiants retourner à l'école, c'est quoi ça, un oximore ... un postulat auto-destructif.....?

A moins que vous vouliez dire retourner à l'école, arrêter de faire la grève, parceque je suis certain que ce n'était pas dévaluateur comme jugement,

Bon la je vais me hâter lentement de faire mon souper Bonne bouffe!

• [Signaler](#)

David Descartes - Inscrit

27 mars 2012 17 h 53

Les étudiants sont inconséquents uniquement selon la logique néolibérale, qui rappelons-le, est justement l'objet de leur révolte. Des jeunes inconséquents j'en veux mille fois plus, parce qu'il faut se battre contre une logique de privatisation, d'exploitation et d'individualisme.

Et vous n'avez pas tort, effectivement le système économique va être ébranlé. C'est la raison pour laquelle le gouvernement doit reculer! Non pas les étudiants. Les étudiants avancent et demande au gouvernement de se tasser ou de les suivre.

• [Signaler](#)

plan sud - Inscrit

27 mars 2012 13 h 22

Discrédit

Comme c'est pratique d'avoir une police. Celle-ci décide quand et comment intervenir. A 200,000 ils sont tranquilles les étudiants mais à 75 ou 100 ils deviennent vraiment dangereux...

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Pragmatique - Abonné

27 mars 2012 15 h 20

La police protège les citoyens et le bien public.

• [Signaler](#)

Philippe Turgeon - Abonné

27 mars 2012 18 h 28

Et les manifestants sont des citoyens autant que les autres!

• [Signaler](#)

Killian Meilleur - Inscrit

28 mars 2012 00 h 47

Ouais, la police protège le citoyen et le bien public, sauf qu'elle utilise moins ses bras lorsqu'elle se trouve confrontée à une foule agressive comme après une défaite des Canadiens, qui, elle, est véritablement dangereuse pour le citoyen et le bien public...

• [Signaler](#)

Annabella Durocher - Inscrit

27 mars 2012 13 h 49

Bravo les étudiants(es) et ne lâchez pas !

Je vous remercie de vous tenir debout face à ce Gouvernement qui est à dilapider nos finances publiques pour le pouvoir de son parti politique.

D'une maman qui son peut d'économie dans les études de sa filles.

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

André Michaud - Inscrit

27 mars 2012 14 h 43

Aider les démunis, OUI!

Il serait injuste d'aider les riches et les démunis de la même façon. L'égalitarisme c'est totalement absurde!

Par contre je serais pour augmenter l'aide aux plus démunis. Même si je connais des gens de quartiers ouvriers, dont des membres de ma parenté, qui ont été à l'université et ont réussi mieux que des riches avec des efforts soutenus, une petite job et des bourses.

Les leaders étudiants qui demandent plus, doivent donner plus. Accepter de faire un service civil de au moins deux ans partout au Québec. Accepter que les cours débouchant sur peu de chance d'emploi soient plus contingents. Ou accepter de baisser leurs prix pendant deux ans si ils sont dentistes etc..

On ne peut tout réclamer des citoyens et ne rien donner en échange sauf bêtement dire que l'on paiera des impôts..ce qui n'est RIEN donner de PLUS!!! Ils le paieront de toute façon.

Au CEGEP Limoilou au début des années soixantes dix les révolutionnaires de salon (dont je fis un peu partie) voulaient être au service des travailleurs comme nous le conseillait St-Marx. Aujourd'hui c'est l'inverse, demander plus aux travailleurs sans RIEN leur donner de PLUS en retour.

Dans notre jargon d'alors l'attitude des leaders étudiants est plus Réactionnaire aujourd'hui que Révolutionnaire. Le but est de moins payer possible. C'est légitime, mais aussi un trip un peu anti-social caché sous un vocabulaire angélique d'au nom des démunis..

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Q1234 - Inscrit

27 mars 2012 16 h 54

Pourquoi continger des programmes moins rentables? Nous avons besoin d'artistes, de philosophes et non seulement des travailleurs rentables pour avoir une société où l'on veut vivre humainement et non seulement fournir la main d'oeuvre aux entreprises!

Battez-vous pour que les impôts soient payés par les riches qui réussissent à se prévaloir de paradis fiscaux et les coûts de l'éducation seront payés . Battez-vous pour que les hauts de la finance cessent de nous voler et les coûts de l'éducation seront payés, battez-vous pour que les banques cessent de faire de l'argent sur le dos des travailleurs, que les compagnies de crédit soient contrôlées dans les taux d'intérêts dignes des prêteurs sur gage et les coûts de l'éducation seront payés. Et si vous pensez encore que les classes sociales n'existent plus parce que votre génération n'a pas réussi à redistribuer équitablement la richesse et bien ouvrez les yeux, les jeunes eux continuent la bataille et je les en félicite!

Mère de 3 étudiants!

• [Signaler](#)

Josee Desforges - Inscrite  
27 mars 2012 17 h 30

À l'UQAM, dans les années 2010, les personnes s'opposant à la hausse des frais de scolarité veulent être au service des travailleurs en leur permettant d'accéder à un savoir intellectuel qui profitera à l'ensemble de la société. Il faut arrêter de s'attendre à recevoir un profit en échange d'un investissement dans le bien-être collectif. Je ne pense pas que St-Marx serait très heureux de voir comment le fétichisme de la marchandisation a envahi les universités. Le but n'est pas de payer le moins possible, mais de refuser le subterfuge qui consiste à augmenter le prestige de nos universités en faisant gonfler leur valeur marchande au détriment de l'accessibilité (en plus de contester l'ingérence des universités et le refus du gouvernement libéral de revoir à la hausse les redevances des compagnies minières).

• [Signaler](#)

Josee Desforges - Inscrite  
27 mars 2012 17 h 50

(Ais-je osé seulement parler de l'UQAM? Mes excuses pour l'ensemble des universités, des cégeps et des écoles secondaires qui appuient également la cause avec vigueur! L'expérience personnelle a pris le dessus, mes excuses)

• [Signaler](#)

André Michaud - Inscrit  
27 mars 2012 18 h 02  
@ mme q1234

Je comprends qu'avec 3 enfants à l'université vous souhaiteriez que ça vous coûte moins cher..moi aussi je le souhaiterais.

Savez-vous que pour 2,000\$ de frais de scolarité, il y a un retour d'impôt de 1258\$ , donc le coût réel pour les étudiants est de 742\$. Le 1258\$ est transférable aux parents, si l'étudiant n'est pas imposable, ou cumulatif pour lui-même quand il travaillera.

Et si vous êtes une mère monoparentale ou est démunie financièrement vos enfants ont droit aux prêts et bourses.

Tous les pays qui payent les études ont aussi des contingents. Les citoyens n'ont pas à payer pour des cours sans possibilité de travail qui ne sont dans les faits que des cours de connaissances personnelles presque comme le macramé..

J'étais justement en philo au CEGEP, siégeant sur le département de philo comme étudiant et mes profs voulaient que j'aille à l'université. Mais avec seulement prof au CEGEP

comme emploi disponible je m'aurais endetté comme les amis qui ont décidé de le faire..et qui ont vécu leur vie soit sur le Bs, soit en trouvant un emploi sans rapport avec leurs études...

Les études sont le GROS investissement autant en énergie qu'en argent que fait un individu dans sa vie. Il ne doit pas miser en pariant sur l'impossible, mais en se trouvant un centre d'intérêt qui lui permettra de bien vivre au lieu d'avoir des dettes et en vouloir à tout le monde..il en va de son bonheur.

• [Signaler](#)

JS L - Inscrit  
27 mars 2012 23 h 22

Le gouvernement aussi va contribuer davantage. Vous allez payer plus. C'est contre la hausse que nous faisons la grève. De l'argent il y en a déjà.

• [Signaler](#)

Colin Brosseau - Inscrit  
27 mars 2012 15 h 17

Merci les étudiants

Merci les étudiants pour votre bataille pour l'accessibilité aux études. Ça me fait chaud au coeur de voir que pour beaucoup d'entre-vous vous vous battez plus pour les générations futures d'étudiants que pour vous-même.

Colin Brosseau

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Pragmatique - Abonné  
27 mars 2012 15 h 18

Les règles dont établies pour le bien public. En encourageant les étudiants à ne pas respecter les règles, vous faites preuve d'irresponsabilité

L'argent des contribuables n'est pas dilapidé: il sert aux hopitaux, à l'éducation, aux garderies, aux pensions, aux transport, etc. Quelles preuves avez-vous pour salir les gens qui nous gouvernent démocratiquement

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

merry bouchard - Inscrite  
27 mars 2012 16 h 11

Nos personne âgées mangent pour 3,84\$ par jour au CHSLD. Voilà une des preuves!!!

• [Signaler](#)

Polo09 - Inscrit  
27 mars 2012 16 h 39

Je pense que s'il vous faut encore des preuves, il n'y aura jamais rien pour vous satisfaire.

Tomassi et les garderies  
MTQ et les enveloppes brunes.  
Népotisme aux post-it

Mais quand on veut pas voir... on voit rien

• [Signaler](#)

Annabella Durocher - Inscrit  
27 mars 2012 16 h 51

Désolée,

Mais avec tous les gros projets de béton que ce Gouvernements est à distribuer et je passe sur les grosses publicités qu'il fait passer pour ses crédits d'impôts de toutes sortes et bourses d'études aux étudiants.

Normalement le calcul utilisé pour les crédits d'impôt de notre Ministre des finances = 0 de crédit d'impôts ou le contribuable va avoir mis le prix pour le crédit d'impôts.

• [Signaler](#)

Q1234 - Inscrit  
27 mars 2012 17 h 01

Vous avez peu consulté les journaux, les études de l'IREC, de l'Iris et les nombreux livres sur le sujet . Vous n'avez pas suivi le scandale des contrats octroyés par le gouvernement aux amis de celui-ci à des prix exorbitants et sans appels d'offre? Vous n'avez pas suivi le dossier du PLAN Nord, des ressources que l'on donne aux compagnies pour une boucchée de pain? Vous n'avez pas suivi l'entêtement du gouvernement à mettre sur pied une commission d'enquête ? L'électricité donnée aux entreprises qui après avoir empoché leur argent , ferment et laissent les Québécois au chômage sans rembourser un sous que le gouvernement a versé à ses entreprises? Où vivez-vous donc, Pragmatique?

• [Signaler](#)

Yves Claudé - Inscrit  
27 mars 2012 16 h 00

Déplorable stratégie gouvernementale !

Monsieur Charest et son "garnement" - comme disait le regretté Sol, poursuivent une déplorable stratégie qui se compose à la fois d'arrogance feutrée, d'attentisme et de fermeture, de paternalisme, mais aussi d'un calcul sordide sur le fait que cette stratégie pourrait avoir pour effet de pourrir et d'envenimer le conflit qui oppose le pouvoir étatique tel qu'exercé par le PLQ, à la jeunesse étudiante.

Cette jeunesse qui aura à prendre sa place au coeur d'une économie du savoir mérite d'être reconnue et écoutée. La «mince ouverture», tardive par ailleurs, manifestée par le premier ministre n'est pas à la mesure des enjeux actuels.

Pour acquérir une entière légitimité, la jeunesse étudiante devra aussi reconnaître les droits et aspirations de l'autre jeunesse, celle qui n'a pas poursuivi d'études postsecondaires, et qui est passablement occultée dans la conjoncture actuelle. Les jeunes travailleurs, chômeurs, décrocheurs, y compris les "jeunes de la rue" etc., ne doivent pas disparaître derrière l'immense écran d'un carré rouge qui s'affirme avec détermination et dynamisme !

Yves Claudé

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

michel lebel - Inscrit  
27 mars 2012 17 h 42

Nous sommes en démocratie!

Le gouvernement doit accepter de rencontrer les étudiants, doit garder la porte ouverte. Mais attention! Il ne doit pas être question de négocier. La décision gouvernementale est prise et elle me semble juste. La contestation doit se terminer!

C'est aux urnes que dans une démocratie un gouvernement est jugé. Pas dans la rue! Et comme il n'est pas question de violation de droits fondamentaux et d'oppression, je le répète, c'est lors d'élections que les choses doivent être jugées. Et J'ajouterais que le désordre public commis par certains ne doit plus être toléré. Nous ne sommes pas ici en Tunisie, en Égypte ou en Syrie!! Nous sommes en démocratie!!

Michel Lebel

[Répondre](#)

• [Signaler](#)





pe10078 - Inscrit

27 mars 2012 23 h 26

Et justement, nous somme en démocratie. Le gouvernement doit écouter le peuple, et au dernière nouvelles, nous étudiantEs, nous en faisons parti.

La démocratie ne s'exerce qu'aux urnes, je ne croit pas. le gouvernement doit répondre de ses actes devant le peuple, et si le peuple ne veut pas d'un gouvernement, ce gouvernement doit aller en élection, car il pert sa légitimité, qui lui avait été donné par le peuple.

En démocratie il s'agit d'un non-sens qu'un gouvernement qui tire sa légitimité du peuple ait peur d'aller en élection et de perdre le pouvoir. selon ce que vous dites: "C'est aux urnes que dans une démocratie un gouvernement est jugé." sa somme, selon moi, comme, Nous ne somme un pays/province démocratique qu'une fois au 4 ans, le reste du temps, les élues dictent les reglès.

Le désordre public comme vous l'appelez est ce qui à fait avancer les peuple. Où en serions-nous sans les manifestation, les greve et autre action, féministe, anti-racismes, syndicales, ect.

C'est vrais que nous ne sommes pas en Tunisie, en Égypte ou en Syrie, il y a une grande différence. Là-bas il revendiquaient des droit qu'il ne possédait pas, par des moyens qu'il n'avait pas le droit. Ici, nous rendiquont des droit aquis par nos ancêtre, par des moyens qui ont fait leur preuves et qui, dans la mesure du possible, est légale.

• [Signaler](#)

Killian Meilleur - Inscrit

28 mars 2012 01 h 15

Votre vision de la « démocratie » est celle d'un peuple n'ayant d'autre droit que celui d'élire un tyran tous les quatre ans.

Sachez que notre système prend en compte

la possibilité toujours présente qu'un individu au pouvoir faisse mauvais usage du pouvoir qui lui est conféré, et qu'il est tout à fait acceptable, et même nécessaire, de contester et de critiquer les décisions qui semblent mauvaises. Autrement, nous serions totalement à la merci de l'institution.

Et il est faux de prétendre que l'éloignement géographique nous protège de quoi que ce soit.

L'Allemagne a été la plaque tournante de la culture européenne, elle a donné naissance à certains des plus grands penseurs de notre temps... Et aussi au plus grand massacre que l'Europe ait connu, et cela en très peu de temps.

C'est justement pour éviter un glissement du pouvoir vers l'autocratie que la démocratie laisse au peuple la chance de protester si le pouvoir en place le trahis, ou du moins diverge des intérêts de la majorité.

La désobéissance qui vous horripile tant est en grande partie responsable du fait que, présentement, nous n'« appartenons » pas à un souverain... Parce que sans révoltes, l'aristocratie européenne n'aurait jamais été délogée.

Le « désordre » dont vous parlez n'est qu'un retour de balancier, c'est l'hygiène du peuple.

Lisez Thoreau, ça vous fera du bien.

• [Signaler](#)

Jean-François Du Cresson de la Rochandière -

Inscrit

28 mars 2012 11 h 30

à Killian

Augmenter les droits d'inscriptions de

quelques dollars, ce n'est pas faire mauvais usage du pouvoir qui (lui) a été confié.

Toutes ces décisions ont été mûrement pensées en amont. Il arrive effectivement que le Gouvernement prenne des décisions impopulaires, mais c'est comme ça. Ceci dit, l'ampleur de la manifestation devrait faire réfléchir ce gouvernement...

Quant à lire Thoreau, j'ai moi même essayé et c'est vraiment trop compliqué....

• [Signaler](#)

Nelson - Inscrit

27 mars 2012 18 h 11

Un sou de plus par litre d'essence et améliorer les bourses des pauvres.

Nous n'allons pas gaspiller l'intelligente et les talents des jeunes et leurs familles à faible revenu POUR UN SOU DE PLUS.

La société pourrait les taxer 35 ans par la suite.

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Richard Laroche - Inscrit

27 mars 2012 21 h 57

Comparaison et contraste

"Le budget de 400 millions \$ pour le nouveau colisée sera respecté." Régis Labeaume 2012.

"Notre système de prêts et bourses est le plus généreux en Amérique du Nord. On met un 500 millions par année en bourses au Québec" Jean Charest 27 mars 2012.

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

grannith - Inscrit

28 mars 2012 11 h 11

Étudiants ne lachez pas!

## **JOURNALDEMONTREAL / JOURNALDEQUÉBEC: Manifestations: Charest, imperturbable - Publié le: mardi 27 mars 2012, 15H31 | Mise à jour: mardi 27 mars 2012, 17H09**



Photo Agence QMI / Archives  
Jean Charest

**Le premier ministre Jean Charest est demeuré imperturbable, indiquant que les étudiants comprendront plus tard cette hausse des droits de scolarité.**

«Ça devient une question de leadership et on ne peut pas toujours dire oui. Parfois, il faut prendre des décisions qui sont impopulaires, mais l'avenir du Québec commande que nous ayons la capacité comme société de prendre des décisions d'avenir.»

«On parle de leadership. Pourquoi le gouvernement laisse dégénérer les choses? », a dit Martine Desjardins de la FEUQ en entrevue. « Le gouvernement devrait nous répondre. On demande des discussions, mais on nous a toujours refusé des rencontres. Le gouvernement dit

prendre au sérieux les jeunes et les étudiantes; il faudrait le démontrer.»

Elle ajoute que ce n'est pas avec gaieté de cœur que les étudiants sont dans la rue. Elle ajoute que les citoyens manifesteraient tout autant si leur facture d'électricité augmenterait de 75 %. Mme Desjardins affirme que les étudiants sont déterminés. «S'il (Jean Charest) pense que le mouvement s'es

### **Afficher 2 commentaires**

• GhostRiderRun

Il y a deux visions qui s'oppose entre l'augmentation des frais et la gratuité scolaire. Ces deux visions sont à l'extrémité l'une de l'autre et pourtant il n'y a pas de communication qui passe.

Avec la culture de droit que nous avons en tant que démocratie, il est difficile de demander à des étudiants de se serrer la ceinture plus qu'il ne le faut. Peut-être que M. Jean Charest avec sa vision fine des choses en demande-t-il un peu trop aux étudiants qui sont à l'aube de leur vie. Ne serait-ce pas là une erreur de jugement de sa part d'imposer une aussi grande augmentation des frais de scolarité comme sacrifice ? Ne reconnaît-il pas la limite de ces jeunes en devenir ?

Je pense sincèrement que le Premier Ministre a manqué le coche comme on dit pour ce qui est de la perception des étudiants et leurs limites.

En restant inflexible, il s'aborde son intégrité morale et remet en question une génération complète d'étudiants.

• janvier1969 [Réduire](#)

S'il vous plait les Médias pourriez vous ARRÊTEZ de couvrir ses manifestations étudiantes qui tourne à l'absurde et j'ose espérer que la majorité des étudiants sont plus responsable que les quelque caves qui frappent les mauvaises cibles et qu'ils ne se surprennent pas les étudiants récalcitrant si la Police usent d'un peu plus de muscles envers eux et je ne pensent pas que la majorité de la population va pleurer sur leur sort si jamais un étudiant se faisait un peu poivrer comme on dit.... et sans compter que des amendes très salées seraient bienvenue envers les fauteurs de troubles et si par hasard des syndicats seraient en arrière de ce mouvement en UTILISANT des jeunes de 15 à 16 ans en leur disant qu'ils n'ont rien à craindre puisqu'ils sont mineurs et bien s'ils étaient PROUVER hors de tout doute que des syndicats seraient en arrière de ces manifestations et bien elle devraient être mise très sérieusement à l'amande si cela était le fait de syndicat .Je suis pour la cause étudiante mais pas pour des manifestations qui frappe de mauvaise cible et la hausse d'environ 1700.00 dollars sur 5 ans ou de 0.89 cent par jour pour la première année ne me semble pas exagérer et d'ailleurs je crois que le Gouvernement Charest est même près à

**CYBERPRESSE: Grève: cessez d'infantiliser les étudiants, dit la Fédération des cégeps - Publié le mardi 27 mars 2012 à 13h02**



Photo : Marco Campanozzi, La Presse

«L'étudiant qui sait qu'il ne finira pas à la mi-mai et qui avait un emploi qui l'attendait, il sait très bien qu'il va perdre des revenus, ce sont des choses que savent les jeunes adultes qui sont chez nous», dit Jean Beauchesne, président-directeur général de la Fédération des cégeps.

Vincent Larouche, La Presse

Le président-directeur général de la Fédération des cégeps en a assez des commentateurs qui «infantilisent» les étudiants québécois en laissant entendre qu'ils ne comprennent pas les enjeux de leur grève ou qu'ils sont manipulés par leurs représentants.

«Dans ce débat, ce qui est un peu tannant, c'est qu'on a voulu infantiliser les jeunes à bien des égards. Ils savent très très bien dans quoi ils s'embarquent», a insisté Jean Beauchesne lors d'une conférence de la Fédération, mardi matin.

«Dans certains rapports qu'on a faits de ce conflit, on tente de rappeler aux étudiants qu'il y a 82 jours de cours et d'évaluation... J'ai lu dans certains médias qu'il faut rappeler aux étudiants les conséquences de leurs gestes, mais ils le savent très bien! Ils savent les marges de manœuvre et de réaménagement du calendrier, ils savent jusqu'où peut être

l'extrême limite, ils savent quelle est l'obligation d'heures de cours par étudiant et la marge de manœuvre pour réaménager la période d'exams», a-t-il ajouté.

Comme les directions d'établissement et les enseignants, les étudiants qui boycottent leurs cours savent que, à partir d'un certain point, le trimestre doit être prolongé, ajoute M. Beauchesne. Il précise toutefois que jamais un trimestre n'a été annulé dans l'histoire du Québec.

«L'étudiant qui sait qu'il ne finira pas à la mi-mai et qui avait un emploi qui l'attendait, il sait très bien qu'il va perdre des revenus, ce sont des choses que savent les jeunes adultes qui sont chez nous», a-t-il dit.

Quant à la possibilité que le processus de vote ait été vicié et que les associations étudiantes manipulent leurs membres, il la balaise d'un revers de main. «Je n'y crois pas ! Je crois qu'il y a eu moins de dérapages dans les votes dans les collèges que dans des situations autres que l'enseignement», dit-il.

À son avis, la grève constitue un apprentissage formateur pour les étudiants, quelle que soit leur opinion de la chose.

«J'ai salué le fait que ça se passe démocratiquement. C'est dommage qu'on ne puisse pas mettre de note ou d'évaluation à côté de ça», lance-t-il.

Seule ombre au tableau, le vandalisme commis dans les bureaux de la Fédération des cégeps cette semaine par quelques manifestants masqués. «Ça demeure mineur, ce n'est pas catastrophique, mais ça n'aide pas la cause des étudiants», dit-il.

Il assure que la question du calendrier scolaire est «préoccupante» mais que des arrangements sont encore possibles pour limiter les dégâts. «Au moment où on se parle, même au Vieux-Montréal, qui est sorti à partir du 17 février, c'est jouable», dit-il.

La conférence de presse avait été organisée par la Fédération des cégeps pour dévoiler les résultats d'un sondage sur les services de francisation dans le réseau collégial. Ils révèlent que 89 % des personnes immigrées se disent satisfaites des cours de francisation suivis au cégep, et 87 % apprécient le fait de suivre ces cours parmi des adultes plutôt que des enfants.

Le sondage Léger Marketing a été réalisé alors que les cégeps craignent de perdre des ressources de francisation au profit des commissions scolaires.

**CYBERPRESSE: Prêts et bourses: une mince ouverture de Jean Charest - Publié le mardi 27 mars 2012 à 11h41 | Mis à jour le mercredi 28 mars 2012 à 08h25**



Photo: Jacques Boissinot, PC

«Est-ce que c'est possible de rendre meilleur notre système [de prêts et bourses]? La réponse sera toujours oui à ça, peu importe le jour où vous me posez la question. La réponse sera toujours oui», a dit hier le premier ministre Jean Charest.

Tommy Chouinard, La Presse

(Québec) Il est toujours possible de «rendre meilleur» le régime de prêts et bourses, a déclaré le premier ministre Jean Charest mardi, en entrouvrant légèrement la porte à un compromis avec les étudiants. L'aile jeunesse de son parti lui demande d'instaurer un mode de remboursement des dettes d'études proportionnel au revenu. Ni le bureau de M. Charest ni celui de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, n'excluent cette option.

Jean Charest a une fois de plus été questionné sur le conflit qui oppose son gouvernement et les

étudiants et cégépiens, mardi, au cours d'une conférence de presse portant sur le prolongement de la promenade Samuel-De Champlain à Québec. Il est demeuré inflexible sur la hausse des droits de scolarité de 75% en cinq ans.

**Bonification**

Mais lorsqu'on lui a demandé s'il est «ouvert à quelque compromis que ce soit», il a aussitôt abordé la question de l'aide financière aux études. Et dans des termes qu'il n'avait pas utilisés jusqu'ici. «Au fil du temps, on va toujours chercher à améliorer notre système de prêts et bourses qui est le plus généreux en Amérique du Nord», a-t-il dit. Il a rappelé que les bourses totalisent 500 millions de dollars par année. Puis il a ajouté: «Est-ce que c'est possible de rendre meilleur notre système? La réponse sera toujours oui à ça, peu importe le jour où vous me posez la question. La réponse sera toujours oui.»

Québec a déjà annoncé une bonification de 118 millions de dollars des prêts et bourses d'ici à 2017-2018. Line Beauchamp s'est contentée de rappeler cette mesure lorsqu'on lui a demandé de commenter la mince ouverture du premier ministre. Son cabinet et celui du premier ministre refusent d'écarter une révision du total de 118 millions.

Réunie en assemblée le 18 mars, la Commission-Jeunesse du Parti libéral du Québec a réitéré son appui à la hausse des droits de scolarité. Mais elle a également demandé au gouvernement - et c'est moins connu - d'instaurer un programme de remboursement proportionnel au revenu, une

position qu'elle défend depuis 2008. Sa présidente, Maripier Isabelle, en a d'ailleurs fait la promotion sur les médias sociaux mardi. Les cabinets de M. Charest et de Mme Beauchamp n'ont pas voulu mettre cette idée de côté.

**Les étudiants ne lâchent pas le morceau**

La mince ouverture de Jean Charest est «une bonne nouvelle», mais les étudiants et cégépiens veulent «plus que ça», a réagi le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Léo Bureau-Blouin. Selon sa collègue de la Fédération étudiante universitaire, Martine Desjardins, «ça pourrait être bien de bonifier le régime de prêts et bourses, mais avant d'en arriver là, il faut geler les frais de scolarité».

Au cours de sa conférence de presse, Jean Charest a voulu rappeler «avec beaucoup d'insistance» que la hausse des droits de scolarité a fait l'objet de débats «sur une bonne période de temps» et que sa décision a été «longuement mûrie». «On est toujours à l'écoute des étudiants, et on est sensible à ce qu'ils expriment. Cela étant dit, le choix que nous faisons est pour l'avenir du Québec, pour avoir un système d'éducation postsecondaire de calibre mondial», a-t-il soutenu. Il a rappelé que, à terme, les étudiants paieront 17% des coûts de leur formation. «Ce n'est pas une ligne dure. C'est une position raisonnable, qui demande à tous de faire un effort.»

- Avec David Santerre





Photo: François Roy, Archives La Presse

Catherine Tremblay, responsable des communications à La Ronde, assure que le parc d'attractions ouvrira le 19 mai, comme prévu. La situation obligera toutefois l'entreprise à «jongler» avec les disponibilités de ses jeunes employés.

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse

Les chambres de commerce lancent un cri d'alarme: un prolongement de la session des cégepiens et des étudiants universitaires en grève pourrait créer une grave pénurie de main-d'œuvre temporaire cet été.

Le débrayage n'a pas que des impacts sur la vie des étudiants québécois. Selon Françoise Bertrand, PDG de la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ), c'est tout le réseau touristique qui en pâtira si la grève repousse la fin de la session aux calendes grecques.

#### Problèmes dans le tourisme

«Je penserais que, dans le tourisme, l'impact sera majeur», a expliqué Mme Bertrand, en entrevue avec La Presse. «Ce sont des maux de tête et des pertes [financières] parce que si vous n'avez pas le personnel, comment allez-vous être capables d'offrir les services?»

La FCCQ ne disposait toutefois pas de chiffres précis sur les pertes potentielles pour le secteur privé. Même son de cloche chez son collègue de la métropole, Michel Leblanc. Il y a deux semaines, la Chambre de commerce du Montréal métropolitain a acheté des emplacements publicitaires dans plusieurs médias pour «briser des mythes» relatifs à la grève étudiante. Si les étudiants devaient rattraper leurs cours durant la période estivale, «c'est toute notre activité économique qui en souffrirait», conclut notamment la chambre.

M. Leblanc estime qu'il s'agira notamment d'un problème majeur pour beaucoup d'entreprises qui ne sont pas dans le tourisme. «Les étudiants sont aussi une main-d'œuvre qui travaille pendant que les travailleurs annuels prennent leurs vacances. Ça va faire une pression dans les entreprises», estime-t-il.

Si M. Leblanc et Mme Bertrand redoutent des difficultés pour certains secteurs économiques, ils continuent d'appuyer la position ferme du gouvernement envers le mouvement étudiant. Les deux organisations se sont déjà positionnées pour la hausse des droits de scolarité.

«Je trouve difficile pour le gouvernement de revenir à table [si les étudiants] font une condition sine qua non qu'il n'y ait pas de hausse des droits de scolarité», explique Françoise Bertrand.

#### «Jongler» avec les disponibilités

À La Ronde, par exemple, on dit «suivre la situation de près». Catherine Tremblay, responsable des communications, promet que le parc d'attractions ouvrira ses portes le 19 mai, comme prévu. La situation obligera toutefois l'entreprise à «jongler» avec les disponibilités de ses jeunes employés, admet-elle.

La main-d'œuvre estivale de La Ronde est composée «en grande partie» d'étudiants, mais les retraités y sont aussi représentés, a spécifié Mme Tremblay.

### LE DEVOIR: Grève étudiante - Le mouvement perd des appuis: Des actions de soutien continuent d'avoir lieu partout au Québec - Mardi 27 mars 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Le retour du temps froid n'a pas empêché des étudiants de manifester devant l'UQAM hier.

Lisa-Marie Gervais

Carré rouge suspendu à la tour du pavillon principal de l'Université de Montréal, occupation et vandalisme dans les bureaux de la Fédération des cégeps, piquetage à l'hôtel de ville, marche à reculons près de l'UQAM. Les étudiants refusent de déposer les armes. Mais, pendant ce temps, le mouvement perd certains de ses appuis.

Bien que les étudiants en médecine de l'Université de Montréal aient prolongé leur débrayage de trois jours, les 34 000 étudiants de premier cycle de l'Université Concordia (Concordia Student Union) n'ont pas réussi à renouveler le mandat de grève, faute de quorum. Un coup dur, reconnaît le vice-président externe de la CSU, Cahd Walcott. «Mais il y a encore 6000 étudiants de Concordia en grève dans d'autres associations. On est en train de lancer une pétition pour convoquer une autre assemblée d'ici une semaine», a-t-il noté.

#### Vos réactions

• [Signaler](#)

Polo09 - Inscrit

27 mars 2012 05 h 36

N'en déplaise à l'analyse journalistique, la partie ne se joue plus au niveau de l'appui de l'opinion publique surtout quand on regarde à quelle point celle-ci est volatile et discutable. C'est cette même population qui a donné un troisième mandat à un gouvernement cor-

Vendredi dernier, l'Association générale des étudiants l'Université du Québec à Trois-Rivières, qui compte près de 10 000 membres, a également voté contre la reconduction de la grève générale illimitée dans une proportion de près de 60 %.

Hier, la grève a toutefois été reconduite aux cégeps Rosemont et Marie-Victorin (jusqu'à ce qu'une offre satisfaisante soit déposée) et à ceux de L'Assomption et de Valleyfield (dans des majorités très faibles toutefois). Le vote de reconduction se tient aujourd'hui au cégep Montmorency et de Drummondville, et d'autres sont prévus au cours des prochains jours.

#### Vandalisme à la Fédération des cégeps

Les bureaux de la Fédération des cégeps ont été occupés hier par des dizaines d'étudiants du cégep de Maisonneuve dont certains masqués, non sans qu'il y ait eu des actes de vandalisme. Les manifestants ont forcé la porte pour entrer et sont repartis au bout de deux heures après avoir notamment arraché les logos en métal. Vers 14h, un groupe de manifestants se dirigeait vers le métro Jarry lorsqu'un individu a fracassé la vitre d'une SAQ. Le groupe a par la suite été rattrapé à l'intérieur du souterrain par les policiers, qui ont utilisé du poivre de Cayenne pour les disperser.

En revanche, les étudiants ont manifesté pacifiquement aux abords de l'hôtel de Ville, où le maire Gérald Tremblay recevait le recteur de l'UdeM et le ministre des Finances pour lancer le chantier du campus Outremont. Néanmoins, l'intolérance à l'égard des étudiants s'est fait également sentir au sein des universités. Certaines administrations ont indiqué en avoir assez des obstructions au bon fonctionnement de leurs établissements, notamment à l'Université Concordia, où les étudiants ont été avertis que leur grève était illégale et qu'ils ne pouvaient empêcher la tenue des cours. Au Conservatoire de musique de Montréal, l'enseignante Liette Yergeau a été suspendue sans solde pour deux jours pour avoir dit aux étudiants qu'elle ne pénaliserait pas les étudiants pour leurs absences. Les trois grandes organisations étudiantes ont fait connaître hier quelques-unes des actions qu'elles mèneront au cours des prochaines semaines. Des manifestations se tiendront aujourd'hui aux quatre coins du Québec, notamment devant l'usine Rio Tinto Alcan d'Alma, actuellement en lockout. Un rassemblement est prévu le 4 avril à Sherbrooke, qui est la circonscription du premier ministre Charest.

rompu.

Dorénavant la partie se joue au niveau monétaire. Les CEGEP et les universités ne peuvent se permettre de voir une session annulée. Au niveau des coûts, de l'organisation des cours et des professeurs, l'annulation



d'une session est un vrai cauchemar. Si les étudiants tiennent le coup le gouvernement devra céder. Se faisant il fera la preuve de sa vulnérabilité. Tout cela aurait pu être évité n'eût été de l'égo sur-dimensionné de notre pm. Mais je suppose qu'il va s'en remettre, ça faisait tellement de fois qu'il le fait. Mais pour ce qui est de sa ministre, je pense personnellement que son chef vient de sonner le glas de sa carrière politique. De toute façon je suis certain que cela n'empêche pas son chef de dormir tant il a l'habitude de prendre ses laquais pour des carpettes. Mais est carpette qui veut l'être et il semble bien qu'au PLQ la carpette est la norme.

#### Répondre

- [Signaler](#)

Jean Bourgeois - Inscrit  
27 mars 2012 08 h 33

La session pourrait être perdue selon moi. Je vous explique. Ceux qui entreront à l'université l'an prochain sont des cégépiens. Le seul problème se pose envers ceux qui passent du secondaire 5 au CEGEP. Mais c'est pas tellement grave puisque des cours de CEGEP peuvent être condensés. C'est du moins ce qu'un responsable gréviste du CEGEP local admettait candidement au représentant du journal local. Donc, si le fait de grèver depuis 5 semaines n'a pas d'impact sur le calendrier, il s'agira pour les profs l'an prochain de condenser leurs cours de façon à pouvoir recevoir deux groupes d'étudiants à la fois. D'ailleurs, tant que durera cette grève, tout le monde sera retardé. De quoi vous permettre de travailler pour gagner vos frais de scolarité.

- [Signaler](#)

JinYe - Inscrit  
27 mars 2012 10 h 16

Condenser les cours dans les programmes techniques de la santé est dramatique.

- [Signaler](#)

Lise Moga - Inscrit  
27 mars 2012 13 h 10

Qui a élu le gouvernement actuel? Les étudiants ne s'intéressent à la politique que lorsqu'ils veulent se faire assumer par les autres. 40% de la population pensent aussi avoir un pouvoir sur le porte-monnaie des 60% qui paient des impôts.

- [Signaler](#)

JinYe - Inscrit  
28 mars 2012 08 h 47

Ce que Mme Moga avance s'apparente à du salissage. Comme si la vaste masse des étudiants ne comprenait pas l'importance d'aller voter. Cela n'a de toute évidence pas l'air suffisant pour préserver le bon fonctionnement de la démocratie et de la justice sociale. Connaissez-vous les lois encadrant l'exploitation minière? Tant que vous n'avez pas pris la peine de vous renseigner à ce sujet, vous ne saurez pas combien ce mouvement de contestation vous profite!

Pouvez-vous imaginer que les compagnies les plus riches du monde, qui rendent la population malade et démolissent le paysage sont presque toujours exemptés de taxes!

Et on leur offre une belle route de 300M\$?

De grâce, soyons unis face à l'injustice!

- [Signaler](#)

Yves Claudé - Inscrit  
27 mars 2012 06 h 16

Défaitisme inapproprié !

Dans le contexte stratégique du mouvement étudiant et de son rapport de force avec un gouvernement en perte radicale de légitimité, il me semble que le choix du titre de cet article, «Le mouvement perd des appuis», malgré la présentation de certains faits, ne laisse pas le lecteur que je suis sans une certaine amertume, que d'aucuns partageront sans doute.

Après la gigantesque mobilisation du 22 mars, le mouvement étudiant se trouve certes dans une phase cruciale. Mais l'Histoire n'est jamais jouée d'avance, et le défaitisme me paraît tout à fait inapproprié !

Campé dans une fermeture absolue, et protégé par une police à ses ordres, le gouvernement Charest, s'il advenait qu'il remporte une facile et lâche victoire contre la jeunesse étudiante, il en paierait à brève échéance un coût politique et moral considérable.

Il suffit de s'immerger quelque peu dans l'action présente du mouvement étudiant pour comprendre qu'il ne s'agit pas seulement de revendications économiques, mais d'enjeux plus fondamentaux qui commandent une solidarité intergénérationnelle.

Yves Claudé - père de famille

#### Répondre

- [Signaler](#)

Q1234 - Inscrit  
27 mars 2012 07 h 09

Continuez le combat mais ne pas céder à la colère!

Il ne faut pas lâcher mais faut pas jouer ce que la ministre voudrait bien nous voir jouer: devenir tellement en colère que nous allons nous tirer dans le pied. Je crois que la population est de plus en plus sensibilisée aux enjeux entourant la hausse des frais de scolarité mais ne nous soutiendra que dans des actions non-violentes.

#### Répondre

- [Signaler](#)

Regine Pierre - Abonnée  
27 mars 2012 08 h 24

Sage conseil, d'autant plus que c'est là-dessus que le gouvernement compte.

- [Signaler](#)

Valérie Boisvert - Abonné  
27 mars 2012 09 h 47

Par contre, les actions pacifistes sont applaudies mais ne font pas broncher le gouvernement...il (le gouvernement) a été averti que s'il continuait de jouer à la sourde oreille que les étudiants prendront des moyens plus forts...

- [Signaler](#)

RobertB - Inscrit  
27 mars 2012 10 h 22

Malheureusement, la cohérence du mouvement semble s'effriter; les actions faites ce matin, par exemple (mardi), n'ont que très peu d'appuis dans la population. Le gouvernement le sait. J'irai jusqu'à dire, au mon dieu, que les étudiants sont en train de renforcer la position de Charest pour les prochaines élections. L'image d'une étudiante criant de façon hystérique devant des policiers, pq'elle bloque l'entrée aux employés émeut peu de gens.

- [Signaler](#)

BROMONTOIS - Inscrit  
27 mars 2012 09 h 40

Et pendant ce temps ...

Les gens d'Aveos sont mis à la porte, ceux de Papier White Birch doivent sacrifier 10% de leur paye, 50% de leur fonds de pension et ce sans être sûr de sauver leur emploi et leurs pensionnés perdre 30% de leur revenu. Soyons solidaire, peut-être accepter une certaine hausse mais sans parler de gratuité.

#### Répondre

- [Signaler](#)

j Lacourse - Abonnée  
27 mars 2012 20 h 17

Ce n'est pas les étudiants qui sont coupables de cela. Pour Aveos, le gouvernement Harper ne respecte pas la loi votée, pour Papier White, il faut se souvenir qu'il y a eu une aide minime à la foresterie au Québec tandis que massive dans l'industrie automobile de l'Ontario. Enfin, malgré 3,6 milliard d'aide en 2011 aux entreprises par le gouvernement du Québec, les dirigeants d'entreprises au Canada préfèrent verser cet argent aux actionnaires et se voter des augmentations de salaires plutôt que moderniser leurs entreprises. Ce constat vient du président de la Banque du Canada. Il est temps que les gouvernements contraignent les entreprises à faire leur part et être responsable.

- [Signaler](#)

AML - Inscrit  
27 mars 2012 10 h 21

J'ai honte de mon ancienne institution d'enseignement

Le Conservatoire de musique est donc bien rendu conservateur... Liette on est derrière toi, continue d'encourager tes étudiants dans leur lutte !

#### Répondre

- [Signaler](#)

AML - Inscrit  
27 mars 2012 10 h 26

Rester debout !

Le meilleur allié dans cette lutte, c'est le temps !

Il ne faut surtout pas lâcher. Il faut que les étudiants continuent de se mobiliser pour garder la flamme et garder l'objectif ultime de vue : ne pas plier devant le gouvernement. C'est une lutte de pouvoir et le gouvernement ne doit pas gagner. C'est dommage de perdre des joueurs, mais ceux qui restent doivent absolument comprendre qu'il faut rester actif dans la lutte. Le gouvernement n'aura pas le choix de négocier lorsqu'on sera près de l'annulation de session. C'est l'arme des étudiants, non celle du gouvernement et des universités. Ils ne veulent pas que la session soit annulée, ça serait bien trop le bordel, ça désorganiserait complètement le système. Il faut se rappeler que si on reste debout, ils finiront pas plier... Imaginez les conséquences d'une annulation de session, est-ce réellement les étudiants qui seront le plus perdant dans cette histoire ?

#### Répondre

- [Signaler](#)

MarcP - Abonné  
27 mars 2012 10 h 51

Perte d'appui

Plus les étudiants vont bloquer l'accès et la circulation, moins ils auront l'appui de la population. Et plus ils perturberont l'économie, plus la position du gouvernement va se renforcer. Le gouvernement ne peut plus reculer devant ces actes. Si oui, ça voudrait dire que tout group qui est en désaccord avec le gouvernement pourrait tout simplement manifester



et bloquer la circulation, créer des embouteillages monstres pour que le gouvernement cède. De jour en jour le mouvement de grève perd de sa crédibilité.

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Michel Leclaire - Abonné  
27 mars 2012 11 h 51  
Lutte des classes

Je vais avoir 68 ans dans 3 semaines. Toute ma vie durant, j'ai refusé d'adhérer au concept de la lutte des classes. Plus maintenant.

"hasta la victoria siempre, compañeros (ras)"

Michel Leclaire

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Hubert Lavigne - Inscrit  
27 mars 2012 11 h 59  
Assez, c'est assez.....

M. Charest et Mme Beauchamp, ne lâchez pas et ne vous laissez pas influencés par ces jeunes inconséquents; la majorité silencieuse est derrière vous.

Il est temps que les étudiants retournent à l'école et cessent cette désobéissance civile qui risque de causer des problèmes à tout notre système économique, particulièrement durant cette période vulnérable.

Et vous autres, au gouvernement, il est également temps que vous cessiez le gaspillage éhonté qui se perpétue d'année en année par la négligence et la bureaucratie extême que vous tolérez. Sur ce point, les étudiants ont raison.....

Quant aux journalistes, j'espère que vous vous attaquerai aux vrais coupables plutôt que de verser le plus souvent dans le sensationnalisme malsain.

huby

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Sanzalure - Inscrit  
27 mars 2012 16 h 04

Monsieur Lavigne, c'est vous qui êtes inconséquent.

Ce combat n'est pas seulement celui des étudiants, c'est celui du 99% contre le 1%, c'est celui de la démocratie contre la dictature, c'est celui du long terme contre le court terme.

Si les étudiants perdent, nous allons tous perdre.

Si les étudiants gagnent, nous allons tous gagner.

Serge Grenier

• [Signaler](#)

Michel Leclaire - Abonné  
27 mars 2012 12 h 01

Réflexion

Lorsque le laxisme, le favoritisme, l'incompétence et la courte vue sont un mode de gouvernance, la désobéissance et la révolte sont un devoir. Pascal Mercier "train de nuit pour Lisbonne" Éditions 10/18

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Ti-coq - Inscrit  
27 mars 2012 14 h 47

Qui a compris ?

Nous ADULTES, nous comprenons une chose : afin de gérer un budget, il faut premièrement des REVENUS, donc on participe par une cote part OU on ajoute par voie de taxation.... ça va les tous petits ?..... Le "wernement" vous offrent le choix le comment du débourser ? .... Marchez, sifflez, criez ou cassez, la fin ne justifie pas les moyens..... Notre énergie dépensée à vos manifestations a été plus utile à vos cerveaux sur le banc de l'école ou travailler pour payer votre cote part peu importe la forme qu'il va prendre..... un et un font deux et cest toujours bon ..... Merci de me lire

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Nicolas Beaudet - Abonné  
27 mars 2012 18 h 42

Je ne comprend pas où vous voulez en venir...

Etes vous en train de pointer du doigt le fait que les étudiants (ou enfant comme vous semblez le considérer) devrais faire \*leur juste part\*, pour reprendre le slogan idéologique du gouvernement?

Pour ma part, je crois que l'équation au niveau économique de la question de la hausse est simple :  
hausse des couts de l'éducation = baisse de la fréquentation des universités = moins de diplômés universitaire avec un revenue élevé (c'est à ce moment que \*L'ENFANT\* paye sa part pour la société, part le biais de l'impôts sur le revenue, où leur part dépassera largement une bonne partie de la population).

De toute façon, je ne pense pas que vous réalisez pleinement tout l'ampleur de la situation actuelle, puisque la hausse n'est pas d'ordre économique, elle est d'ordre idéologique.

• [Signaler](#)

JS L - Inscrit  
27 mars 2012 16 h 28

SVP

C'est une lutte mondiale, contre la privatisation, pour la démocratie. Voyez plus loin que le débat local! Les étudiants luttent pour une meilleure société! On se politise, on s'éduque

et on grandit en vivant la grève, l'injustice, la répression. Ce ne sont pas des caprices de pauvre.

<http://www.emancipating-education-for-all.org/>  
<http://www.educationfree.co/wordpress/?p=11>

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

BROMONTOIS - Inscrit  
27 mars 2012 19 h 24

Si vraiment c'est le 99% contre 1%.

Alors ne bloquez pas les ponts ; allez plutôt grossir les rangs des gens d'Aveos , de Papiers White Birch ou de Air Canada et invitez les à faire front commun . L'Aristocratie fut et sera toujours vaincu par la solidarité du peuple et les autres guerres intestines . Vos actions additionnées à celle des autres vous mettrons en position de pouvoir sur le gouvernement . Ensemble la classe moyenne surtaxée et les autres opprimés , appuyé par les syndicats et l'ensemble des travailleurs aurez plus de poids afin de faire plier le gouvernement et la rue St. Jacques .

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Lise Moga - Inscrit  
29 mars 2012 08 h 31

La propriété publique, un bien collectif

"Les bureaux de la Fédération des cégeps ont été occupés hier par des dizaines d'étudiants du cégep de Maisonneuve dont certains masqués, non sans qu'il y ait eu des actes de vandalisme."

La propriété publique est un bien que collectivement, nous nous sommes payé à coup d'efforts; nous travaillons 6 mois par année pour leur acquisition, qu'une bande d'inconséquents peut saccager en quelques heures. Brisez tout et vous allez convaincre les contribuables à payer davantage pour vos conséquences.

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Zarie - Inscrit  
29 mars 2012 09 h 54

Il est si beau de mentionner les échecs ou d'altérer les victoires avec des parenthèses tel que "dans des majorités très faibles toutefois". Pourquoi ne pas mentionner qu'au Cégep de St-Laurent, la grève est reconduite jusqu'à une offre satisfaisante de la ministre et que cette motion à été adopter à 79%? Cet article est biaisé et je trouve décevant qu'il soit paru dans ce journal que je respecte énormément.

**CYBERPRESSE: Grève étudiante: les vacances des cégepiens pourraient être amputées / 1<sup>ère</sup> page: Droits de scolarité: Un printemps étudiant, un été en péril - Publié le mardi 27 mars 2012 à 06h27**



Photo: Olivier Pontbriand, La Presse

*Une manifestation étudiante devant l'hôtel de ville de Montréal.*

Pascale Breton, La Presse

Une semaine cruciale s'amorce pour le mouvement étudiant. Le nombre de jours manqués en raison de la grève commence à poser problème, au point où des syndicats de professeurs se réunissent cette semaine pour discuter de la question.

Si la grève perdure la semaine prochaine, certains établissements d'enseignement devront empiéter sur la période estivale.

Au collégial, la loi prévoit obligatoirement des trimestres de 82 jours, évaluations incluses. Les étudiants doivent suivre une formation de 45 heures dans chaque cours.

Les professeurs doivent aussi bénéficier de deux mois de vacances entre le 15 juin et le 1er septembre.

«Nous ne sommes pas loin du moment où il va falloir se poser des questions», affirme le président de la Fédération nationale des enseignants du Québec (FNEEQ-CSN), Jean Trudelle.

#### **Convocation à huis clos**

Préoccupée par la situation, la Fédération a d'ailleurs convoqué les 46 syndicats qui la composent - soit 85% du réseau collégial - pour discuter de la question à huis clos jeudi. Une conférence de presse suivra.

La grève étudiante, qui a été déclenchée à la mi-février, risque d'entraîner des coûts supplémentaires, surtout si des cours doivent être repris le week-end, comme le laisse entrevoir la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

«Il y a un problème qui se pose avec la convention collective, explique M. Trudelle en réitérant toutefois l'appui de ses membres aux étudiants.

Les contrats de travail au collégial prévoient de l'enseignement le soir, dans des situations exceptionnelles, mais pas les week-ends.

La grève étudiante en est à sa sixième semaine. Les premières facultés universitaires ont décrété la grève le 14 février. Au collégial, c'est le cégep du Vieux Montréal qui a déclenché le mouvement le 17 février.

«Nous sommes encore dans une zone aménageable, mais on est très préoccupés par la situation de quelques collèges», confirme le président-

directeur général de la Fédération des cégeps du Québec, Jean Beauchesne, en entrevue.

Il souligne que quatre cégeps sont en grève depuis plus de quatre semaines, tandis que sept autres le sont depuis plus de trois semaines. Cela représente au total le quart du réseau des cégeps.



Une manif a dégénéré hier dans le quartier Villeray, alors que les jeunes grévistes ont continué à faire pression.

PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE

## DROITS DE SCOLARITÉ

# UN PRINTEMPS ÉTUDIANT, UN ÉTÉ EN PÉRIL

Si la grève perdure, des établissements d'enseignement devront empiéter sur la période estivale. PAGE A12

#### **Scénarios à l'étude**

Plusieurs universités et collèges songent à des scénarios pour permettre aux étudiants de rattraper leur trimestre.

Au cégep de l'Outaouais, la direction révisé la situation de semaine en semaine. Le calendrier s'échelonne désormais jusqu'au 14 juin, une donne qui pourrait changer puisque les étudiants se prononcent tous les vendredis sur la reconduction de la grève.

Plusieurs associations sondent d'ailleurs leurs membres cette semaine. Hier, pas moins de cinq établissements ont choisi de reconduire la grève, dont les étudiants en traduction de l'Université de Montréal, qui ont décrété une grève illimitée jusqu'à ce que le gouvernement «dépose une offre». En 2005, la grève avait duré près de sept semaines. Une quinzaine de cégeps avaient dû prolonger leur trimestre jusqu'à la fin du mois de juin. Le trimestre d'automne avait même été décalé dans certains cas. Au plus fort du mouvement, 200 000 étudiants étaient en grève.

**LESOLEIL.COM: Session sous pression à l'Université Laval - Publié le mardi 27 mars 2012 à 05h00 | Mis à jour le mardi 27 mars 2012 à 10h02**



Photothèque Le Soleil

*Alors que les premières associations étudiantes à avoir déclenché la grève entament leur septième semaine de débrayage, l'Université Laval n'a plus le choix d'envisager le rattrapage pour valider les sessions, qui comprennent au moins 12 semaines de cours sur 15.*

Marc Allard, Le Soleil

(Québec) Devant la grève étudiante qui perdure, l'Université Laval s'apprête à proposer aux grévistes des arrangements pour rattraper leur session.

Alors que les premières associations étudiantes à avoir déclenché la grève entament leur septième semaine de débrayage, l'Université n'a plus le choix d'envisager le rattrapage pour valider les sessions, qui comprennent au moins 12 semaines de cours sur 15.

«On est à préparer un scénario de récupération qui sera présenté sous peu aux associations et par la suite aux étudiants», a indiqué lundi au *Soleil* le porte-parole de l'Université Laval (UL), Sylvain Gagné.

Il n'a pas été possible de savoir si ces scénarios commenceraient avant ou après la grève. Mais ceux-ci risquent fort d'être refusés dans le premier cas, indique la Confédération des associations d'étudiants et étudiants de l'Université Laval (CADEUL).

Chaque association prend sa propre décision en assemblée générale. Mais «si du rattrapage est proposé pendant que la grève est encore effective, je pense que ce serait refusé, parce que ça va à l'encontre du mandat de grève», explique le nouveau président de la CADEUL, Martin Bonneau.

L'Université Laval compte maintenant environ 1200 étudiants en grève sur 36 000 étudiants inscrits à la session d'hiver, qui se termine le 20 avril.

Quelque 11 000 étudiants des cycles supérieurs débrayent depuis à peine une semaine. Mais près de 3000 étudiants boycottent leurs cours depuis plus de trois semaines et devront faire du rattrapage avant la fin de la session s'ils veulent qu'elle soit validée.

#### **Rattrapage à prévoir**

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a indiqué samedi au *Devoir* que les étudiants n'avaient pas à s'inquiéter que leur session soit annulée. Mme Beauchamp a néanmoins rappelé aux étudiants qu'ils devraient assumer les conséquences du débrayage en rattrapant les cours manqués tôt le matin, les soirs et les fins de semaine, leur laissant moins de temps pour travailler.

Durant la grève de 2005, les étudiants d'une dizaine d'associations de premier cycle de l'UL avaient dû faire du rattrapage intensif durant la dernière semaine de la session, les fins de se-



maine et les soirs. Dans certains programmes, les étudiants avaient poursuivi leurs cours une semaine après la fin de la session. La grève avait duré six semaines avant que le gouvernement s'entende avec deux fédérations étudiantes. La grève actuelle entame sa septième semaine et la ministre Beauchamp refuse toujours de négocier avec les étudiants. Alors que plusieurs associations décident cette semaine de reconduire ou non la grève, les étudiants en grève ne semblent pas près d'abandonner et sont prêts à en assumer les risques, estime le président de la CADEUL. Selon Martin Bonneau, c'est sur les universités que la ministre met de plus en plus de pression.

«Plus elle nous ignore, plus ça motive les gens à continuer, dit-il. Et c'est les universités qui en paient le prix.» Il n'a pas été possible de parler au syndicat des professeurs de l'UL, lundi. Du côté du syndicat des chargés de cours, le président, Puma Freytag, assure que les administrateurs sont au fait que les chargés de cours vont essayer de «tout faire» pour que leurs étudiants ne perdent pas leur session. «Mais ils savent très bien que si on nous demande de reprendre des cours hors de nos horaires habituels, à la fin de la session et plus loin que la fin de la session, ils vont devoir rémunérer, dit-il. Il va y avoir une incidence financière.»

Selon M. Freytag, il est difficile de déterminer un seuil au-delà duquel il n'est plus possible de rattraper sa session. La flexibilité varie selon les enseignants et les cours. Néanmoins, plus la grève perdure, plus il sera ardu de sauver la session, croit-il. Or, si le gouvernement et les étudiants ne réussissent pas à s'entendre, les conséquences de doubles cohortes seraient importantes, non seulement sur le plan des finances, mais aussi de l'organisation, anticipe M. Freytag. «Il va y avoir des problèmes organisationnels qui, je l'avoue, m'effraient un petit peu», dit-il.

**CYBERPRESSE: Grève étudiante: une prof suspendue - Publié le lundi 26 mars 2012 à 19h11**



Photo Patrick Sanfaçon, La Presse

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse

Le Conservatoire de musique de Montréal n'entend pas à rire avec les violons discordants. L'école a suspendu temporairement l'une de ses professeurs pour avoir reconnu la grève des étudiants de l'établissement, selon l'association étudiante locale. Liette Yergeau aurait fait parvenir un courriel avertissant ses élèves qu'elle ne pénaliserait pas les grévistes qui s'absentent de ses cours. «Il s'agit d'un geste déplorable qui constitue une violation sérieuse et importante de votre obligation de loyauté», lui a répondu le Conservatoire dans une lettre mise en ligne par les étudiants. «Nous n'avons d'autre choix que de vous suspendre sans solde pour deux jours.» L'Association étudiante du Conservatoire de musique de Montréal a dénoncé la décision de leur école, appuyant la «professeure émérite» qui a eu «le courage et l'honnêteté d'appuyer le mouvement étudiant». Dans un communiqué, l'établissement a simplement souligné qu'elle entendait appliquer «les règles [...] liées à l'assiduité» parce que les examens finaux seraient impossibles à repousser. Le Conservatoire de musique de Montréal n'a jamais rappelé La Presse pour expliquer sa position sur le cas de Mme Yergeau.

**JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Pour délit de solidarité: Professeure suspendue - Publié le: lundi 26 mars 2012, 17H04 | Mise à jour: lundi 26 mars 2012, 18H01**



© Agence QMI

Taïeb Moalla

**QUÉBEC - Liette Yergeau, professeure au Conservatoire de musique de Montréal (CMM), vient d'être suspendue deux jours, sans solde, de son travail après s'être montrée solidaire de ses étudiants en grève. Furieuse, sa hiérarchie juge qu'elle a manqué de «loyauté» envers l'institution scolaire.**

La semaine dernière, Mme Yergeau a écrit un courriel aux «artistes du Conservatoire de musique de Montréal» dans lequel elle jugeait que la grève qu'ils ont déclenchée était «légale». Partant de ce principe, la docteure d'État en musique explique sa façon de procéder durant la grève. «J'ai l'obligation de donner tous mes cours, rappelle-t-elle. Cependant, comme la grève étudiante est légale, je ne pénalise pas les absences durant toute cette grève, ni l'obligation de déposer les documents ou les

**Afficher 29 commentaires**

• Maxime  
Ça fait 28 ans qu'elle enseigne et qu'elle se dédie à cette institution. Par soucis d'humanisme et de démocratie elle a décidé de respecter la décision des élèves. Ayant étudié avec elle je connais sa rigueur éthique, mo-

rale et intellectuelle. Comportement immature? Les titres ont un poids relatif...mais dire ça quelqu'un qui est mainte fois diplômée et docteur c'est incroyablement condescendant et exécrable. Mme Yergeault, dans les 4 ans de cours que j'ai suivis m'a imprimé d'une méthode, de points de vues qui

présentations/interprétations», écrit la professeure d'histoire de la musique. Cette missive a fortement déplu au directeur général du Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec, Nicolas Desjardins. Dans une lettre adressée à la professeure, et étrangement datée de dimanche, il soutient que : «Vous (Liette Yergeau) avez de façon préméditée et volontaire transmis un courriel aux étudiants les informant que vous ne respecteriez pas les directives du Conservatoire. Il s'agit d'un geste déplorable qui constitue une violation sérieuse et importante de votre obligation de loyauté d'autant plus que vous occupez un poste de confiance au sein de l'organisation.» La DG rappelle à Mme Yergeau que les professeurs doivent signaler les «absences non motivées» des étudiants et à appliquer, le cas échéant, les «pénalités habituelles». **Immature et irresponsable?** Liette Yergeau a donc été suspendue de son travail, sans salaire, aujourd'hui (lundi) et mardi. Invitant la professeure à adopter «un comportement plus mature et responsable», M. Desjardins ne cache pas que la sanction pourrait s'alourdir. «Il est nécessaire de vous faire réaliser la gravité de vos négligences et que nous ne pouvons tolérer une telle attitude et insouciance de votre part, regrette-t-il. Nous n'avons d'autre alternative que de vous aviser très clairement que si vous ne respectez pas les directives du Conservatoire, nous devons alors envisager des mesures disciplinaires plus importantes pouvant aller jusqu'au congédiement.» Représentés par une association indépendante, les étudiants du CMM ont largement voté en faveur de la grève depuis le 21 mars. Un vote de reconduction doit avoir lieu d'ici le 30 mars. En Assemblée générale, cet après-midi, l'association a apporté un «appui sans condition» à la professeure suspendue. «Les étudiants sont outrés», a résumé Charles Quevillon, président de l'Association des élèves du conservatoire de musique de Montréal (AECMM)

ont eu une incidence sur toute ma façon de penser sur des éléments qui dépassent largement son plan de cours, elle mérite le plus grand respect pour son dévouement et son intégrité. Honte sur Nicolas Desjardins!

• Mikaël



Il y a un mot pour ça et c'est l'oppression. L'effet des oppressions est de diviser les travailleurs et rendre plus difficile la rébellion contre l'ordre établi. Une logique de « bouc émissaire » convaincra une partie des travailleurs que leur intérêt ne réside pas dans l'unité de l'ensemble des travailleurs.

• S Boutet

De part et d'autre, on procède de la même façon... Les étudiants qui veulent continuer à suivre leurs cours en sont découragés, voire empêchés, par leurs pairs. La liberté d'opinion n'est tolérée ni d'un côté, ni de l'autre.

• Mikaël

Il y a eu un vote démocratique, la majorité l'a emporté. Dans le cas du professeur il n'y a pas eu consultation des pairs. Le contexte est différent.

S'il y a eu découragement et intolérance de l'opinion lors du débat étudiant, c'était fait par une minorité d'un bord et de l'autre. Il ne faut pas généraliser. Le fait qu'il y a eu plus de gens présent que la moitié des étudiants en grève lors de la manifestation nationale du 22 mars, et ce malgré l'éloignement, prouve que le vote a effectivement été démocratique.

• Michelle

Le boycott est illégal et la professeure à l'obligation de se présenter en classe pour attester de la présence ou de l'absence des étudiants. L'établissement a bien fait. Si au moins les autres établissements d'enseignement avaient le courage de faire de même...

• lalalaid

Ok. Mais la docteure d'État n'a pas dit quelle ne se présenterais pas au cours, mais bien qu'elle ne pénaliserait pas les étudiants qui choisissaient de ne pas s'y présenter...

• mariachi

La grève

• Michelle

Boycott, ou si vous préférez "journée de congé".

La grève est une option qui existe uniquement dans le cadre du Code du travail du Québec et uniquement pour des employés salariés sous le même employeur. Dans le cadre d'une grève, les employés sont protégés contre les conséquences de leurs absences du travail. Par exemple, l'employeur ne pourrait retirer les avantages de l'ancienneté aux grévistes. Dans le cadre d'un boycott comme c'est actuellement le cas, les étudiants ne sont pas protégés des conséquences de ne pas être présent au cours car ils ne sont couverts par aucune protection légale étant donné que les levées de cours et les décisions prises en assemblée générale sont illégales. Par exemple, même si le gouvernement dit qu'il n'annulerait pas la session, rien n'empêche les établissements d'enseignement de ne pas reconnaître les acquis et ils forceraient ainsi les étudiants à reprendre les cours à une session ultérieure et ce, sans remboursement.

Donc "boycott" ou "journée de congé".

• Maxime

Sa lettre stipule clairement qu'elle respecte les règlements et qu'elle a l'obligation d'être présente mais qu'elle ne pénalisera pas les travaux remis en retard.

• S Boutet

Son contrat ne stipule pas uniquement qu'elle doit être présente en classe. Elle doit également faire son travail dans le cadre qu'elle a accepté d'appliquer en signant ce contrat, faute de quoi elle ne respecte pas sa part dudit contrat. Il n'y a pas lieu de tenir de consultation chez les enseignants, ils ont accepté d'enseigner et d'assumer les tâches

et responsabilités qui font partie de leur contrat. Je ne dis que Mme Yergeau n'est pas une bonne enseignante, loin de là. Cependant, si en ce moment elle ne s'acquitte pas de l'ensemble de sa tâche, son employeur n'a pas à respecter sa propre part du contrat. Dans le monde du travail, si tu arrêtes de faire ton travail, il y a des conséquences.

Francois-Gab

Lettre ouverte aux gens concernés par l'avenir du Conservatoire de Musique de Montréal, professeurs, élèves, et administrateurs

Dimanche 25 mars 2012,

Bravo encore aux membres de L'AGECMM pour cette grève reconductible de 8 jours (21 mars au 30 mars)! Déjà plusieurs membres du personnel du Conservatoire de Musique de Montréal nous témoignent leur appui. Bravo aux professeurs et aux administrateurs qui n'ont pas peur pour leur poste et qui affirment leurs opinions politiques; qu'ils soient pour ou contre la grève comme moyen de pression, il nous rappelle que la solidarité est essentielle à tout mouvement social. À ceux qui exercent le discours de la peur - qu'ils se joignent à nous, ou qu'ils s'opposent à nous - nous tenons à dire que ce qui est remis en question n'est pas leur poste, mais bien les orientations prises par la direction générale et la gestion du budget du conservatoire.

M. Fouquet [directeur du Conservatoire de Montréal], les étudiants ne sont pas contre vous, ils sont contre l'éloignement progressif des valeurs héritées de la révolution tranquille. Nous sommes conscients que le poste de directeur du conservatoire vous place dans une situation difficile où vous ne pouvez pas prendre part directement à ce conflit avec la direction générale et nous vous remercions les meilleures intentions quant à l'avenir de notre institution et de nos élèves. Trop souvent, les personnes qui ont occupé la direction du Conservatoire de Montréal ont dû quitter leur poste en raison de conflits avec la direction générale. Si les étudiants et professeurs, à l'époque, avaient eu le courage de soutenir leur direction locale, nous aurions pu avoir gain de cause. Le Conservatoire étant plus que jamais uni, nous ne permettrons pas de mesures arbitraires venant de la direction générale.

Cependant, beaucoup d'étudiants ont été choqués de subir une certaine forme d'intimidation de la part de leurs professeurs, et alimentés par la note de service de la direction. Cette lutte que nous menons pour le Conservatoire ne doit pas être une lutte personnelle. C'est une responsabilité commune de donner des arguments pour faire valoir notre point de vue, sinon le débat n'avance pas.

Ce « printemps érable » est un ralliement des citoyens du Québec pour réclamer une vraie démocratie. La cause des droits de scolarité n'est que l'élément déclencheur, mais au-delà de cela, les gens sont écœurés de payer toujours plus pour toujours moins de services. On se demande vraiment : « Où notre argent se perd-t-il ? » La corruption de nos institutions publiques a atteint un seuil critique, personne ne peut nier ce glissement éthique, à moins qu'il ne bénéficie, dans les faits, de cette corruption. L'industrie de la construction n'est qu'un exemple qui cache tant d'autres collusions qui saignent à blanc nos finances publiques. Le Québec est extrêmement riche, pourtant; à moins que nos gestionnaires soient unanimement incompé-

tents, il est clair que l'on se fait voler. Les institutions nous appartiennent et c'est à nous de décider de leur avenir, de les gérer; pas à des individus qui servent d'abord leurs intérêts.

En tant que jeune génération, nous sommes reconnaissants des legs sociaux que nos parents ont obtenus. Nous savons qu'ils ne les ont pas obtenus uniquement en exerçant leur droit de vote. Ces gains ont été obtenus d'abord et avant tout par une lutte sociale. Les boomers ont dû, eux aussi, renverser le rapport de force, pour obtenir ce qu'ils voulaient. Ce que nous déplorons, c'est qu'ils aient laissé et laissent encore, des gouvernements irresponsables réaliser un agenda qui nous fait perdre progressivement tout nos acquis. Nous perdons nos hôpitaux, nos écoles publiques, nos ressources naturelles, notre qualité de vie; derrière la prétention de nous protéger, les gouvernements qui se succèdent depuis les années 80, ont été main dans la main avec les intérêts privés, qui n'ont cessé de s'approprier notre richesse collective, morceau par morceau.

Nous réagissons aujourd'hui avec autant de force, parce que nous considérons que nous arrivons à un seuil historique au-delà duquel c'est la capacité même à réclamer nos droits qui est menacé. Le fait que nous ayons à « réclamer » nos droits en dit long, d'ailleurs, sur les intentions du gouvernement. Nous réagissons, parce que nous savons très bien que l'on ne pourra peut-être pas récupérer ce qui nous a été volé; nous voulons d'abord que cesse le pillage de notre richesse collective et que les individus qui auront été reconnus coupables de fraude ou de mauvaise gestion soient destitués de leurs fonctions.

Nous n'attendons pas que la situation financière du Québec s'aggrave avant de tirer la sonnette d'alarme. Si nous ne réagissons pas maintenant, c'est nous-mêmes qui aurons à en faire les frais, quand nous serons plus vieux. Pourquoi remettre à plus tard? Pourquoi attendre que la situation s'aggrave?

La seule autre option que nous avons est le cynisme.

Veillez recevoir l'entière ouverture des jeunes générations et cette invitation historique à l'union générationnelle pour une société meilleure,

François-Gabriel Madden,

Au nom de tous les gens du Québec, jeunes et moins jeunes, qui souhaitent que cesse la disparition des valeurs héritées de la révolution tranquille.

Kro\_kack

Merci pour votre soutien madame yergeau, merci de votre solidarité, merci d'avoir la descende de respecter cette décision étudiante. C'est à notre tour de vous soutenir, en criant notre mécontentement et notre colère face aux décisions ridicules qui sont prises!

S Boutet

On écrit "décence". Ne ratez pas trop de cours :)

[Maxime Bégin](#)

On met un point à la fin des phrases. Ne passez pas trop de temps sur les forums! :-)

machiniste

VIVE LA PROFESSURE JE LUI DONNE UNE NOTE DE10 SUR 10 ELLE PREND POUR NOS ENFANTS ET ON LE JUGE JE VOIE QUI A ENCORE BEAUCOUP DE MONDE QUI VONT VOTER LIBÉRAL =MAFFIA VOUS ALLEZ EMCORE DEVENIR^PLUS PAUVRE

[Maxime Bégin](#)



C'est révoltant et tout à fait à l'image de ce que j'ai connu des Conservatoires. Ceci dit, l'article est écrit dans un français épouvantable.

• [Jean-Marc Côté](#)

Il faudrait peut-être rappeler à ce monsieur Desjardins qu'il vit en démocratie et que ce sont ses procédés à lui qui pourraient lui coûter cher...

• S Boutet

Et qu'en est-il des étudiants qui veulent aller à leurs cours mais qui en sont empêchés par leurs pairs?

• R.BÉ

Qu'ils aillent voter à leur assemblée!!! Francement, ce n'est pas compliqué... c'est ce que je fais!! Même si je suis pas toujours d'accord... c'est quoi ce commentaire là!! comme si c'était Hitler qui avait demandé cette grève!!!... Un peu de réflexion avant d'écrire serait de mise, vous qui n'avez «peut-être» que des préjugés comme opinion face à leur grève. On entend tellement de mesquinerie sur le je m'enfouissisme des jeunes, mais quand ils se lèvent et dise enfin ce qu'il souhaite.... RALALALALAAA!!! tuons les tous!! JE ME MOI!! Regardez tous ce qui circule sur les réseaux sociaux, les vidéos les articles.. et j'en passe...Si vous n'avez qu'écouter tout le monde en parle.. Désolé... mais sa manque de sérieux.. prière de faire vos devoir SVP!!.. Les jeunes l'ont fait eux et ils prennent les moyens légaux qui sont à leur disposition. Ça fait chier je l'admet.. mais dans le fond! c'est pas ça la démocratie!??... j'ai honte d'entendre tous vos arguments vides... Je souhaite fortement que ce ne soit que vos argument qui le sont!! Les jeunes pense au nous.. pouvez vous en dire autant!?? et quand je parle du nous.. je parle clairement de quelque chose de plus grand que de vous et votre cercle d'amis.. je parle du NOUS!.. Haaaa les contribuables tellement tannés de ce faire fourrer que quand viens le temps de se faire fourré pour une cause juste.. vous courez à quatre pattes chez celui qui vous fourre depuis 12 ans QUOI!! vous êtes habitué à celui-là!! je me disait aussi!! pourquoi changer!?? excuser moi j'ai pété une coche!!

Pour ceux et celles qui veulent s'informer et COMPRENDRE les convictions des étudiants.. sortez de vos préjugés. faites de vous des citoyens... Ensuite vous pourrez être pour ou contre... si vous n'avez pas le courage de le faire.. aillez de courage de vous taire! Merci! vidéos PERTINENT rapide et droit aux buts

<http://www.youtube.com/watch?v...>

<http://www.youtube.com/watch?v...>

• Michelle

Permettez-moi d'éclairer votre lanterne mon cher "R. Bé" puisqu'un peu de réflexion avant d'écrire serait effectivement de mise pour vous aussi.

La grève est une option qui existe uniquement dans le cadre du Code du travail du Québec et uniquement pour des employés salariés sous le même employeur. Dans le cadre d'une grève, les employés sont protégés contre les conséquences de leurs absence du travail. Par exemple, l'employeur ne pourrait retirer les avantages de l'ancienneté aux grévistes. Dans le cadre d'un boycott comme c'est actuellement le cas, les étudiants ne sont pas protégés des conséquences de ne pas être présent au cours car ils ne sont couverts par aucune protection légale étant donné que les levées de cours et les décisions prises en assemblée générale sont illégales. Par exemple, même si le gouvernement dit qu'il n'annulerait pas la session, rien n'empêche les établissements d'enseignement de ne pas reconnaître les acquis et ils forceraient ainsi les étudiants à reprendre les cours à une session ultérieure et ce, sans remboursement.

Donc "boycott" ou "journée de congé" et non "grève". Étant donné l'absence de légalité entourant les levées de cours et le piquetage, les étudiants désireux d'avoir leurs cours peuvent avoir leurs cours et ceux qui se mettent dans le chemin méritent de se faire arrêter.

La journée où votre argumentaire sera basé sur la légalité, nous aurons une bonne base pour une conversation.

Le "prière de faire vos devoirs" s'applique très bien à vous dans ce cas.

• AECMM

Il n'y a aucune ligne de piquetage dure au Conservatoire de musique de Montréal. Les

étudiants respectent la décision de leurs pairs et sont solidaires face à leurs choix.

• Tite\_bouddha

Ces pauvre étudiants n'ont qu'à se manifester au vote de reconduction de la grève, fait hebdomadairement. C'est très simple et démocratique.

• Visiteur

Oui, mais certains étudiants associés à la droite dure pensent qu'ils auront plus d'avantages à répéter la ligne du parti libéral, qu'à se présenter aux assemblées démocratiques. Quel spectacle!

• AECMM

Pour des informations complémentaires à la suspension de Madame Liette Yergeau, vous pouvez visiter le

<http://cmmengreve.wordpress.co...>

• Nat Rodvilla

Lwe conservatoire devrait soutenir ses employés ainsi que ses étudiants... c'est tres triste de voir ce qui est arrivé a cette enseignante..

• Caze

Lorsque dans une compagnie X et que les employés font la grève, est-ce que tout arrête et l'employeur continu de payer ses employés avec comme raison sousis d'humanisme, de démocratie, etc.?? Alors pourquoi les professeur devraient tout arrêter afin de pénaliser personne ??? La «paye» d'un étudiant est l'éducation qu'il recoit, payé par la collectivité, ainsi que les résultat obtenu. Toute personne qui fait une grève ou manifestation va assurément subir certaines conséquences négative. Le côté négatif de la «grève d'ados» ne doivent pas être toujours absorbé par la population qui paye.

• Serge Grenier

Est-ce qu'il y a quelqu'un qui pourrait expliquer à ce Monsieur Desjardins que les étudiants ont parfaitement raison d'être dans la rue et que sont les gens qui n'y sont pas qui ont des explications à nous donner.

• Bibi

C'est grave !

• Emile\_Emile

J'espère qu'elle a un bon syndicat pour la défendre. C'est un abus de pouvoir manifeste de la part du conservatoire. Honte à eux !

## **RADIO-CANADA / ESTRIE: Grève étudiante : appui des enseignants du Cégep de Drummondville – Mise à jour le lundi 26 mars 2012 à 16 h 32 HAE**



Les étudiants ont installé un immense carré rouge à la tête de la croix du mont Bellevue, à Sherbrooke.

Les enseignants du Cégep de Drummondville ont donné leur appui aux étudiants lundi matin. Les 175 professeurs ont même appelé à la résistance face à un gouvernement qui, selon eux, mine leur droit à l'éducation.

Ils ont mis en place des « Teach in », des ateliers permettant de mieux comprendre différents sujets liés à l'actualité. Au nombre de ces ateliers,

on retrouve : « Inégalités scolaires et reproduction », « Mouvements de résistance » et « Médias et mouvement étudiant ».

Une manifestation s'est mise en branle sur les coups de 13 h 30 lundi. Quelque 150 personnes étaient sur place.

### **À Sherbrooke**

Du côté du Cégep de Sherbrooke, plusieurs actions seront menées tout au cours de la semaine. Lundi, les leaders étudiants étaient d'ailleurs en réunion pour planifier leurs activités. Déjà, un immense carré rouge a été installé sur la croix du mont Bellevue, à Sherbrooke.

La direction du Cégep de Sherbrooke a annoncé qu'en raison de la grève, la session d'été doit être retardée.

À l'Université de Sherbrooke, les étudiants de la Faculté des lettres et sciences humaines sont actuellement en assemblée générale pour voter sur la reconduction de la grève et pour évaluer les moyens de pression à mettre en place.

### **Circonscriptions libérales visées**

La FECQ et de la FEUQ ont aussi annoncé que des membres se rendront dans dix circonscriptions de députés libéraux élus avec une faible majorité des voix dont celle de Monique Gagnon Tremblay dans Saint-François.

Le candidat du Parti Québécois dans la circonscription de Saint-François, Réjean Hébert, soutient les étudiants du Québec et de l'Estrie dans leur lutte contre la hausse des frais de scolarité. Il encourage ces derniers à poursuivre la campagne d'information et de mobilisation entamée aujourd'hui dans la circonscription représentée par Monique Gagnon-Tremblay.

« Au cours de ma pratique comme doyen, j'ai pu constater que les faibles droits de scolarité au Québec permettent à nos facultés de médecine qué-



bécoises d'accueillir des étudiants en provenance de milieux moins favorisés, ce qui permet la formation de médecins plus sensibles aux problématiques de ces milieux et qui, on le sait, ont davantage tendance à pratiquer la médecine dans des quartiers ou régions moins favorisés », soutient-il.

La Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante, la CLASSE, a annoncé ce matin que des manifestations et des actions auront lieu chaque jour.

Sherbrooke sera dans la mire des manifestants lundi prochain alors qu'une manifestation nationale se déroulera dans les rues de la circonscription du premier ministre, Jean Charest.

## **RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC: Grève étudiante : la facture sera salée – Mise à jour le lundi 26 mars 2012 à 15 h 02 HAE**



L'UQAR en grève

La facture de la grève étudiante contre la hausse des droits de scolarité risque d'être élevée pour les établissements d'enseignement.

À l'UQAR par exemple, la présidente des chargés de cours, Louise Bérubé évalue à 100 000 \$ par semaine, ce qu'il en coûtera pour prolonger le contrat des chargés de cours après la fin du mois d'avril.

L'UQAR a mené une vaste consultation la semaine dernière auprès de son corps professoral pour évaluer l'impact de la grève et établir comment il

sera possible de mener à terme à session, une fois qu'elle reprendra. La direction doit se réunir lundi pour évaluer les scénarios disponibles. De nouvelles consultations suivront. Une décision sera prise le 2 avril.

Selon la directrice des communications de l'UQAR, Marie-Thérèse Brunelle, il n'y pas seulement la question des coûts dont il faut tenir compte, il y a aussi celle liée à la disponibilité du personnel enseignant.

### **Un contrat à renégocier**

Au Cégep de Matane, le contrat des professeurs, qui se termine le 13 juin, pourrait aussi être renégocié. Le délégué de l'association étudiante, Nicolas le Berre, croit que les coûts importants pousseront peut-être les directions des établissements à faire pression sur Québec. « Il va y avoir des administrations qui vont finir par dire au gouvernement de faire quelque chose parce que sinon ça va leur coûter excessivement cher ».

### **Autre impact économique**

Autre facteur d'inquiétude concernant cette grève : son impact économique dans l'industrie touristique et le commerce au détail. De nombreux sites, attrait et commerces comptent sur la main-d'oeuvre étudiante durant la saison estivale.

En Gaspésie par exemple, les étudiants représentent normalement le quart de la main d'oeuvre de l'industrie touristique. Si leur disponibilité est remise en question en raison de la fin tardive de la session, cela pourrait faire mal aux employeurs de tout l'Est du Québec.

*D'après le reportage de Guillaume Dumont*

### **Les commentaires (14)**

Envoyé par [Daniel Guillemette](#) de Trois-Rivières, 31 mars 2012 à 13 h 22 HAE

Plus les conséquences de la grève seront grandes, plus ça contraindra le gouvernement à écouter le peuple et lui redonne du pouvoir, tout va très bien.

Envoyé par [André 3 André](#) de Québec, 31 mars 2012 à 09 h 36 HAE

Prise deux ;-) ..... une faute de frappe c est glissé

L entêtement du gouvernement Charest a ne pas négocier va nous coûter cher !!

Quand vous ouvrez une école vous fermez une prison . de Victor Hugo

Envoyé par [André 3 André](#) de Québec, 31 mars 2012 à 09 h 00 HAE

L entêtement du gouvernement Charest a ne pas négocier va nous coûter cher !!

Quand vous ouvrez une école vous fermez une prison . de Victor Hugo

Envoyé par [Daniel Gagnon](#) de Montréal, 29 mars 2012 à 11 h 51 HAE

Les étudiants luttent pour un droit fondamental : le droit à l'éducation. Un peuple instruit est un peuple qui va de l'avant, sinon c'est la bêtafication. Il ne faut pas obliger nos jeunes à s'endetter pour avoir une éducation.

Si le gouvernement de Charest remettait les centaines de millions de dollars qu'il a données à Stornoway Diamond, qui exporte des emplois, la grève serait vite terminée et l'économie ne s'en porterait que mieux.

Envoyé par [Francois Bullock](#) de Laval, 28 mars 2012 à 19 h 43 HAE

La pression s'en vient.....et le temps fera que même l'arrivée tardive des étudiants sur le marché du travail aura des conséquences économiques autant au niveau fiscale que sociale « Vive les milliards du plan nord » pour les entreprises étrangères qui sont venues vidanger nos sous-sols terrestres et comme tous bon citoyen qui fait vidanger son réservoir septique bien il faut payer l'entrepreneur car au-delà des emplois

créés qu'en est-il de ce don que nous payons pour être vidangé !

Envoyé par [Vanessa Gareau](#) de Montréal, 28 mars 2012 à 13 h 38 HAE

Il ne faut pas oublier que le gouvernement, même s'il ne le mentionne pas, tient absolument à ce que la session ne soit pas annulée. Ce serait très coûteux pour le gouvernement si la session était annulée, il ne peut pas se le permettre autant au niveau financier qu'au niveau des ressources de travail. Par exemple: toutes les étudiantes finissantes en soins infirmiers qui sont sensées travailler comme candidate à l'exercice de la profession infirmière sont attendues avec impatience dans les centres hospitaliers étant donné la pénurie actuelle d'infirmières. Ce faisant, si elles ne terminent pas leurs études en mai, le gouvernement sera pris avec un énorme problème supplémentaire de manque d'infirmière.

Envoyé par [Helene Pelletier](#) de grand-sault, 28 mars 2012 à 11 h 14 HAE

Pourquoi prolonger le contrat des chargés de cours??? Les étudiants n'ont qu'à reprendre leur année en septembre.....Ce n'est pas la faute des professeurs alors pourquoi ceux-ci seraient punis???

Envoyé par [Benoit Dupuis](#) de Gatineau, 29 mars 2012 à 14 h 12 HAE en réponse à [Helene Pelletier de grand-sault](#)

En réfléchissant un peu, j'en arrive à la conclusion que remettre en septembre la session de plus de 300000 étudiants en grèves, causera des embouteillages monstres avec la nouvelle cohorte. Il y aura des problèmes de logistique ingérable. Quand Beauchamp menace annuler la session, elle bluffe. Aussi simple que ça

Envoyé par [Stéphanie Mathieu](#) de Saint-Georges-de-Beaucé, 28 mars 2012 à 09 h 28 HAE

Plusieurs étudiants savent que la grève entraîne des coûts importants. C'est pour cela que la grève est utilisée comme moyen de pression.

Envoyé par [Kathryn Thibeault](#) de Montreal, 26 mars 2012 à 19 h 07 HAE

Faut pas exagérer non plus en prétendant que les étudiants du Cégep et Université représentent la seule et unique main d'oeuvre du pays des emplois d'été. La plupart des emplois d'été sont bien simple (caissiers dans des épicerie, des dépanneurs, cueillir des phrases., le touriste....etc). Il n'y a pas de besoin d'une main d'oeuvre hautement qualifié

Les gens sur le chômage par manque de formation seront heureux de prendre leur place, tout comme les élèves du secondaire qui doivent chercher très longtemps pour avoir un emploi d'été car les personnes avec expérience sont souvent préférés. Il y a beaucoup plus d'offre que de demande pour les emplois d'été, sans ses étudiants, il y aura plus un équilibre, assez d'emplois pour tous. Il ne faut pas oublier que ça ne sera pas le cas de tous les étudiants de Cégep/universités qui seront retardés non plus. Sur les 200 000, il y a les 10 000 de l'UQTR qui se sont retiré, les 30 000 de Concordia aussi, pour n'en nommer que quelques exemples

Envoyé par [M Lemonde](#) de sadm, 27 mars 2012 à 07 h 35 HAE en réponse à [Kathryn Thibeault de Montreal](#)

Le hic, c'est que plusieurs petites entreprises qui engagent des étudiants l'été peuvent recevoir des subventions pour ces dits étudiants, souvent à condition que ceux-ci soit inscrit à la sessions d'automne suivante. Du coup, s'ils doivent engager des pas étudiants, la facture sera plus élevée pour l'employeur.

Envoyé par [Jeff Lafleur](#) de Bas du Fleuve, 26 mars 2012 à 17 h 47 HAE

De l'argent en moins pour les étudiants. Ils en ont décidé ainsi, mais je crois qu'ils n'ont pas fait l'équation des jours perdus à l'école, jours perdus en salaire l'été prochain et pour certains paies en moins à la fin de leurs études s'il y a fin de session abrupte.

Envoyé par [Adam Joly](#) de Trois-Rivières, 26 mars 2012 à 18 h 35 HAE en réponse à [Jeff Lafleur de Bas du Fleuve](#)

Si. Ils ont fait l'équation et ils ont jugé que ça valait la peine de se sacrifier un peu pour les

générations futures. C'est quelque chose qui est pour plusieurs difficiles à comprendre dans une société du chacun pour soi. Ces jeunes étudiants ont compris que sans "nous" il n'y a pas de "je".

Envoyé par [Cynt Pelletier Cynthia](#) de Québec, 26 mars 2012 à 18 h 48 HAE en réponse à [Jeff Lafleur de Bas du Fleuve](#)

Peut être de l'argent de moins pour l'instant, mais vis à vis la dette a la fin des études cela en vaut la peine.

## RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: La session n'est pas perdue – Mise à jour le lundi 26 mars 2012 à 14 h 43 HAE



La manifestation du 22 mars à Montréal © PC/Ryan Remiorz

Le vaste mouvement de grève qui frappe les universités n'a pas, pour l'instant, compromis le trimestre d'hiver des étudiants.

Des institutions consultées, seule l'Université du Québec à Montréal (UQAM) a mis sur papier un plan d'urgence détaillé. Ailleurs, on se prépare à du cas par cas.

À l'UQAM, la commission des études de l'université a élaboré une série de scénarios de retour en classe qui permettront aux étudiants de récupérer toutes les heures de cours et de formation prévues au trimestre Hiver 2012.

Le premier scénario élaboré est déjà caduc, puisqu'il prévoit un retour en classe le lundi 26 mars. Par ailleurs, selon le 4e scénario, la session se termine là où commence le trimestre d'été. Les cours seront notamment allongés, d'autres pourraient avoir lieu les fins de semaine.

Échéancier 1 : 26 mars au 13 mai 2012

Échéancier 2 : 2 avril au 20 mai 2012

Échéancier 3 : 9 avril au 27 mai 2012

Échéancier 4 : 16 avril au 3 juin 2012

Il faut souligner qu'à l'UQAM, plusieurs associations de poids sont en grève depuis la mi-février, dont celles de sciences humaines et de droit.

### Les commentaires (34)

Envoyé par [Oak123 Mathieu](#) de Québec

28 mars 2012 à 08 h 12 HAE

Voir autant de gens ce mobiliser pour sont peuple ça me donne enfin espoir. Il y a des gens qui sont pour et d'autre contre les soulèvements des peuples, et c'est souvent la peur qui nous empêche d'aller plus loin. Comment quelqu'un peut dire que 200 000 personnes marche sans savoir de quoi ils parlent. Enfin des gens qui ne font pas du chialage leur sport national, mes qui marche pour la santé d'une génération future.

Pour tout ceux qui crois encore au enfant roi, regarder les documentaires de l'enfant et autre. Réfléchir à ce qu'on fait avec les enfants quand on les envois dans un cpe pour soutenir notre économie. Le débat est large aujourd'hui et je crois que nous avons un monde à refaire. Ceux qui non pas la force de le faire retirer vous. J'ai pour mon dire qu'il faut agir dans son temps. Lacher pas les étudiants vous et l'avenir. Rendez vous le 22 avril pour la journée de la terre!

Envoyé par [Théodora Pérusse](#) de Pte- Claire

27 mars 2012 à 07 h 20 HAE

Que ces enfants Rois retournent sur les bancs d'école et cessent de dépenser l'argent des payeurs de taxe, ont les assez entendues se plaindre pour un simple petit 30.00 dollars par mois, c'est complètement ridicule, j'espère que ça ne démontre leurs degrés d'intelligence..... ??

Envoyé par [Pierre-Olivier Girard](#) de Saint-Augustin-de-Desmaures

28 mars 2012 à 10 h 27 HAE en réponse à

[Théodora Pérusse de Pte- Claire](#)

Bonjour Théodora Pérusse,

Je tiens à préciser que les étudiants en grève se battent contre une hausse de 1625\$ (ça ne change pas grand chose qu'elle soit étalée sur 5 ans). Par mois dans l'année, c'est 135,42\$ de plus. Par mois scolaire (moment où les étudiants ne travaillent pas à temps plein (souvent)), c'est 203,13\$. Je suis désolé, mais sur un budget personnel au baccalauréat en bas de 10 000\$, une telle hausse c'est plus que contraignant!

Envoyé par [Nadine St-Amand Giasson](#) de Québec

28 mars 2012 à 16 h 02 HAE en réponse à

[Théodora Pérusse de Pte- Claire](#)

C'est une hausse de 200\$ par mois scolaire. C'est comme payer un second loyer pour les étudiants.

On dit 1625\$ par année, mais c'est par années scolaire, si un étudiant étudiait l'été ce serait de 2500\$.

Envoyé par [Michel Laframboise](#) de Gatineau

26 mars 2012 à 22 h 14 HAE

Payé les dettes d'études ou payé la dette sous forme d'impôt ... d'une façon ou d'une autre c'est cette génération qui payera.

Envoyé par [Bond James Bond](#) de Québec

26 mars 2012 à 21 h 51 HAE

Le grand syndical en chef des étudiants a même dit à la télévision qu'il y aurait un grand spectacle avec des artistes prochainement dans les prochaines semaines mais ou il prend son argent ce grand magicien

Nous fermerons les écoles le soir de votre grand spectacle d'artistes payés à vos frais c'est la que, vous prouvez au peuple que vous avez l'argent pour faire vos études, a moins que démocratiquement vous donné la source des payeurs de spectacle, nous comme payeurs de taxes nous

À l'Université de Montréal, aucun scénario n'est officiellement à l'étude. Selon l'UdeM, il est encore trop tôt pour arrêter un scénario précis. Mais on ne parle pas pour l'instant de prolongement de la session.

À l'Université Concordia, malgré les appels à la grève, la session n'a jamais été interrompue, mis à part quelques cours qui ont dû être annulés. Bien que de nombreuses associations soient officiellement en grève, la grande majorité des cours se tient comme à l'habitude et les étudiants, pour la plupart, vont en classe. Aussi, aucun scénario de retour en classe n'a été jugé nécessaire par la direction.

Les professeurs s'efforcent d'accommoder les étudiants ayant manqué des cours pour maintenir en leur permettant de reprendre des examens ou de remettre certains travaux à une date ultérieure.

Concordia, qui insiste sur sa volonté de respecter la liberté d'expression des étudiants, déplore par ailleurs que, dans certains cas, des étudiants aient tenté d'empêcher à certains de leurs condisciples l'accès aux classes. Elle rappelle que des sanctions peuvent être appliquées à ceux qui posent de tels gestes, comme le stipule son Code des droits et responsabilités, et appelle les étudiants lésés à porter plainte devant un comité lui-même composé d'étudiants.

La direction de l'Université Laval laisse pour l'instant filtrer peu d'informations sur ce qu'elle entend faire. L'Université « analyse la situation » et « déposera d'ici quelques jours un scénario de récupération de session », explique Sylvain Gagné, responsable des relations médias.

À l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), quelque 2500 des 3000 étudiants du campus de Rimouski sont en grève depuis le 24 février. Une levée des cours a rapidement suivi, le 27 février.

Le mouvement de contestation, un des premiers à se former au Québec, n'a cependant jamais gagné le campus de Lévis, qui accueille lui aussi 3000 étudiants.

L'UQAR n'a pas encore arrêté sa position sur le sort à réserver à la session en cours. Elle a mené une vaste consultation la semaine dernière auprès de son corps professoral pour évaluer l'impact de la grève et établir comment il sera possible de mener à terme à session, une fois qu'elle reprendra. La direction se réunit lundi 26 mars pour évaluer les scénarios disponibles. De nouvelles consultations suivront. Une décision sera prise le 2 avril.

payons présentement votre spectacle dans la rue en frais de policiers et de sécurité, alors nous payons avec un budget de société, alors j'espère que vous garderez toutes vos factures pour le grand spectacle d'artistes normalement ça coûte des milliers de dollars avec 250,000 participants

Envoyé par [Black Cat Revenge](#) de Québec

26 mars 2012 à 23 h 56 HAE en réponse à [Bond James Bond de Québec](#)

il n'est pas rare de voir de nombreux étudiants, et oui, des étudiants en chair et en os à des spectacle à 250 ou 300\$ le billet. Bizarrement, ils ont l'argent pour ça, mais leur budget tombe douteusement dans le rouge quand c'est le temps de réclamer de l'argent à la société en essayant de faire pitié.

Envoyé par [Pierre-Olivier Girard](#) de Saint-Augustin-de-Desmaures

28 mars 2012 à 10 h 32 HAE en réponse à [Bond James Bond de Québec](#)

Black Cat Revenge a dit : "Il n'est pas rare de voir de nombreux étudiants, et oui, des étudiants en chair et en os à des spectacle à 250 ou 300\$ le billet".

J'aimerais savoir où vous avez trouvé cette information? Sur quelles données statistiques vous basez-vous pour affirmer cela? Sans données crédibles permettant d'appuyer votre propos, je considère pour ma part que vous confondez préjugés et arguments.

Je ne connais personnellement pas les statistiques sur le revenu moyen des étudiants post-secondaires au Québec. Mais je suis assez certain qu'il soit sous le seuil de pauvreté. Si des personnes arrivent à économiser, durant plusieurs mois, avec un faible revenu pour se payer



un gros spectacle qu'ils souhaitent voir, je n'y vois rien de mal. L'important est de garder à l'esprit que globalement, les étudiants sont pauvres.

Envoyé par un utilisateur non divulgué  
26 mars 2012 à 21 h 40 HAE  
Ce commentaire a été retiré par le modérateur car il ne respectait pas la [nétiquette](#).

Envoyé par [Pierre Laroche](#) de la sarre  
26 mars 2012 à 1 h 07 HAE  
L'enjeu n'est plus et n'a probablement jamais été la hausse des frais de scolarité mais le prétexte. L'enjeu m'apparaît maintenant une tentative de renverser un gouvernement démocratiquement élu, ça va vraisemblablement foiré et ça doit foiré, punto. Mais il y a une leçon à en tirer, la corruption ou au moins une forte apparence de corruption à donner des munitions à une femme ambitieuse qui semble disposer à tout pour arriver à ses fins, rien de bon pour personne.

Envoyé par [Kéwee. Vincent](#) de Québec  
26 mars 2012 à 21 h 04 HAE  
Puisque les libéraux aiment ça faire des analogies avec des voitures (les deux mains sur le volant), je vais m'amuser à en faire une aussi. Quand ta voiture perd de l'huile de tout bord, tout côtés (gaspillage de fonds publiques), ce n'est pas en ajoutant une pinte neuve (hausse des frais) que tu vas régler le problème de manière permanente.

Je ne suis pas fondamentalement contre l'idée de hausse (il faut bien s'ajuster au coût de la vie un moment donné), mais j'en ai marre de voir le gouvernement s'acheter du temps à même la poche des citoyens (parce que oui, ces étudiants là sont autant des [futurs] citoyens payeurs de taxes que vous et moi).

Si vous voulez chiâler parce vous trouvez que ça vous coûte cher de taxe au Québec, visez donc les bonnes personnes (vos incompetents de fonctionnaires/politiciens qui gèrent vos taxes comme de l'argent de Monopoly) plutôt que de vous en prendre à celles qui vont actuellement vous faire vivre quand vous aurez atteint vos vieux jours.

À bon entendeur, salut  
Envoyé par [Black Cat Revenge](#) de Québec  
27 mars 2012 à 00 h 04 HAE *en réponse à Kéwee. Vincent de Québec*

Avant de réclamer de l'argent à la société en affirmant que le gouvernement dépenses beaucoup d'argent inutilement, les étudiants devraient plutôt commencer par arrêter de donner les contributions (à chaque session) aux associations étudiantes qui se servent de votre argent pour payer tout plein de choses qui ne sont pas justifiable non plus. C'est quand même drôle de voir les étudiants dire qu'ils n'ont pas d'argent, qu'il faut renverser le gouvernement tout en donnant généreusement une bonne contribution obligatoire aux associations étudiantes sans dire un mot contre ça. Les associations font quand même une tite fortune sur le dos des étudiants, mais ça, c'est correct et normal, mais un gouvernement qui injecte de l'argent dans une étude ça c'est pas acceptable.

Avant d'accuser quelqu'un ou une organisation de mal gérer leur finance ou de corruption, il sera bon de regarder autour de soi pour voir si on est pas dans la même situation que ceux qu'on accuse.

Envoyé par [Kéwee. Vincent](#) de Québec  
27 mars 2012 à 01 h 00 HAE *en réponse à Kéwee. Vincent de Québec*

Des votes de désaffiliation aux groupes étudiants, c'est possible et c'est même facilement proposable par n'importe quel membre du corps étudiant en assemblée (je l'ai vu moi-même et j'ai voté pour une proposition du genre), chose que vous ne pourrez jamais faire vous-même à en

tant que citoyen à l'assemblée nationale pour une quelconque taxe.

Et svp. arrêtez moi ça les clichés de "l'étudiants pas d'argent". Une bonne partie du mouvement de protestation actuel est causé par plusieurs personnes qui sont écœurées de se faire prendre pour des valises quand elles voient tout le gaspillage qui se fait au niveau de la gestion du système d'éducation.

Envoyé par [Pierre Côté](#) de Québec  
26 mars 2012 à 20 h 41 HAE  
Si le gouvernement augmente les frais de scolarité avec un rattrapage de 30 ans de gel (augmentation de 75 %) soyons consistant et augmentons les tarifs d'hydro de 75% (rattraper le gel de 30 ans). L'espérance de vie était de 72 ans dans les années 70 et est maintenant de 82 ans, alors la retraite de la régie des rentes qui était à 60 ans il y a 30 ans devrais suivre l'espérance de vie et monter à 70 ans ou faire comme ailleurs et monter à 67 ans, sans possibilité de prendre avant. Si les coupures sont bonnes pour les jeunes, elles sont bonne pour les autres aussi. Si vous n'avez pas le courage de faire ces coupures, lachez les jeunes tranquille. Dernièrement je m'aperçoit que la société veut empêcher les jeunes de vivre. Boisson au volant pas avant 22 ans, pourtant je me souvient d'être assis sur les genoux de mon père au volant de sa mustang, sans ceinture de sécurité, la caisse de bière entre les bancs, la bière dans une main, la cigarette dans l'autre, roulant à 60 miles à l'heure en plein village. Soyons juste et tolérant envers les jeunes. Ne leur faites pas subir ce que nous ne voulons pas subir.

Envoyé par [Privet Pierre](#) de Québec  
26 mars 2012 à 20 h 40 HAE  
Annuler la session est une arme à deux tranchants, car cela coûtera beaucoup plus cher au gouvernement qu'une année d'augmentation de frais de scolarité perdue et de bourses. Et puis, comment loger les étudiants en reprise de session avec la nouvelle cohorte qui arrive dans les mêmes classes? De fait, financer la reprise d'une session coûterait beaucoup plus cher que de négocier avec les étudiants. le gouvernement s'est piégé lui-même, encore une fois.

Envoyé par [Bond James Bond](#) de Québec  
26 mars 2012 à 20 h 22 HAE  
@Mathieu Clément

Demandez au gouvernement l'augmentation brute après crédit d'impôt pour les étudiants le montant est de \$230,00 par année vérifiable maintenant, ceci sans provocateur de syndicat, j'avoue une chose l'augmentation aurait dû être sur 30 ans les frais sont gelés depuis 30 ans c'est la raison que le P.Q. a toujours pris le pouvoir mais malheureusement mais tout augmente demandez à Mme Marois pourquoi elle a voté une pension a vie de \$80,000 par année a son mari a 56 ans et aussi des personnes bien placés peuvent se voté a la SGF un bonus de \$729,000 par année en plus d'une prime de départ de \$257,000 et un bonus de départ de \$18,000

La Bétonnière vous appuie elle vous promet un pays soyez prudent et surtout vigilant Pour prendre le pouvoir les anciens séparatistes ont promis une augmentation de salaire de 15% a tous les employés de l'état et une fois avec le pouvoir en mains un super décret qui n'a pa donné d'augmentation mais en plus une coupure de salaire de 20% pour tous les employés

Comme je disait soyez prudent avec des promesses séparatistes ils ont le pouvoir de vous mettre a la rue sauf eux.

Envoyé par [Black Cat Revenge](#) de Québec  
27 mars 2012 à 00 h 55 HAE *en réponse à Bond James Bond de Québec*

Ce qui me faire rire, c'est d'entendre du monde dire qu'ils n'ont absolument aucune confiance au politiciens et au gouvernement, mais qui disent oui les yeux fermés à Marois, qui est, elle aussi, une politicienne.

Envoyé par [Bond James Bond](#) de Québec  
26 mars 2012 à 19 h 05 HAE  
Avec le budget que les jeunes pour se promené a la grandeur du Québec, il n'y a pas un syndicat d'étudiants qui peut se permettre une telle mascarade, ou prennent-t'il l'argent pour chialier pour \$230,00 par année et avoir autant de ressources, soit le P.Q. est y partice et ainsi que les syndicats.

Envoyé par [Mathieu Clément](#) de Québec  
26 mars 2012 à 19 h 39 HAE *en réponse à Bond James Bond de Québec*

Je ne sait pas où vous allez cherchez vos chiffres, mais la hausse prévu selon le mel est de 1625\$.

Envoyé par [Jichome Jean-Claude](#) de Québec  
26 mars 2012 à 19 h 51 HAE *en réponse à Bond James Bond de Québec*

Au niveau universitaire du moins, les étudiants payent une cotisation à chaque session au syndicat étudiant. Voilà d'où viens une bonne partie de l'argent. De plus, les associations étudiantes payent aussi une quote-part à des organisations plus larges comme la FEUQ, la FECQ et l'ASSE.

Envoyé par [Bond James Bond](#) de Québec  
26 mars 2012 à 18 h 52 HAE  
Wow une gang de masqué nos futurs universitaires qui nous coûtent minimum \$10,000 de formation et sont dans la rue, le gouvernement ne pliera pas c'est clair et la majorité du peuple appuie le gouvernman, en plus la Bétonnière devra prendre le contrôle sur ses jeunes si elle veut être dans les sondages aux prochaines élections l'an prochain en décembre 2013.

La limite s'en vient les jeunes, la prochaine étape si vous préférez la rue pour \$230,00 par année vous l'aurez jusqu'en septembre les payeurs de taxes scolaires en ont rat le bol.

Envoyé par [Jichome Jean-Claude](#) de Québec  
26 mars 2012 à 19 h 52 HAE *en réponse à Bond James Bond de Québec*

Pourtant les payeurs de taxes scolaires (qui n'ont aucun rapport avec les cegep et les universités en passant) ne sont pourtant pas nombreux à aller voté lors des élections scolaires...

Envoyé par [Black Cat Revenge](#) de Québec  
27 mars 2012 à 01 h 00 HAE *en réponse à Bond James Bond de Québec*

@Jichome Jean-Claude Le monde vont pas voté aux élections scolaires, car ça fait des année que la société demande d'abolir les commissions scolaires et certains postes inutiles dans le domaines de l'éducation. Pourquoi aller voter quelque chose que vous ne voulez plus?

Envoyé par [Gilles Chartrand](#) de gatineau  
26 mars 2012 à 18 h 28 HAE  
Le party achève mes cocos, vous allez être frapper en pleine face dans pas long...

Envoyé par [Denis Gravel](#) de Québec  
26 mars 2012 à 17 h 51 HAE  
Si les étudiants qui sont contre augmentations des frais de scolarité mais aussi contre la grève ils doivent de toutes évidences aller voté. Si non ils donne leurs pouvoirs à d'autre qui en ferons ce qu'ils voudrons voir une grève infinie. Remaquon, que l'on assiste a la même problématique au élection provincial fédéral et surtout municipal sans parlé des scolaires. Les taux de participation sont parfois si bas qu'il s'agit simplement pour un partie minoritaire de bien faire sortir le vote en leurs faveur à l'aide du fameux pointage et il peuvent alors se faulilé et prendre un compté.



Ce n'est pas par ce que l'on es contre, que l'on doit de dispensé d'aller voté, ce serait l'équivalent de ne rien comprendre à la démocratie.  
 Envoyé par [Jacques C-Royer](#) de Québec  
 26 mars 2012 à 17 h 50 HAE  
 Moi j'annulerais la session, ils y penseraient à 2 fois avant de faire des conneries!  
 Envoyé par [Jicihome Jean-Claude](#) de Québec  
 26 mars 2012 à 19 h 55 HAE *en réponse à Jacques C-Royer de Québec*  
 Pour quoi est-ce une connerie? Les étudiants eux se tiennent debout. On ne peut pas en dire autant du reste de la population qui "chiale" mais ne fais rien et encaisse. Pensez-un peu à la Grèce qui est un excellent exemple ou la "confiance" que nous mettons en nos politiciens peut nous mener. Il serait peut-être temps au reste du Québec de dire stop (la taxe santé? la révision à venir de vos fonds de pension? les investissements hasardeux? les dépassement de coût systématique?...il y en a tellement des raisons pourquoi nous devrions dire: ça suffit!)  
 Envoyé par [Robert Vaughn Robert](#) de Québec  
 26 mars 2012 à 16 h 29 HAE  
 Non, non, non ! Pas question d'annuler les sessions. Que vont faire les parents jusqu'aux vacances? Je vous rappelle qu'il y a déjà pénurie de places en garderie.  
 Envoyé par [Georges Auger](#) de Windsor  
 26 mars 2012 à 15 h 18 HAE  
 Non, c'est non j'ai dit Jean.....  
 Envoyé par [Caroline Fontaine](#) de Montréal

26 mars 2012 à 14 h 58 HAE  
 L'incertitude il n'y a rien de pire... L'UQAM devrait annuler les sessions tout de suite. De toute façon, l'AFESH a voté une grève jusqu'à ce que la ministre fasse une offre, alors c'est sans issue de toute façon.  
 Dommage qu'il n'y ait pas de Quorum aux assemblées, ça éviterait qu'une minorité tienne en otage une autre... Au moins à Concordia, les étudiants qui le voulaient pouvaient aller à leurs cours sans pénaliser ceux qui manifestaient. Ça c'est démocratique!  
 Envoyé par [Mathieu Dumas](#) de Mexique  
 26 mars 2012 à 15 h 47 HAE *en réponse à Caroline Fontaine de Montréal*  
 Non, malheureusement la solution ce que vous proposez avais déjà été proposées maintes fois ailleurs et a été refusée puisqu'elle est anti-démocratique : elle punie de facto les pro-grèves en les empêchant de faire la grève. C'est une solution qui favorise que les anti-grèves, donc pas très "démocratique", comme vous dites...  
 Pour ce qui est du Quorum dans les assemblées, eh ben, ceux qui sont pour n'ont qu'à se présenter au même titre que ceux qui sont contre, pour ainsi faire un vote le plus représentatif possible. C'est ça la démocratie! Les absents ont toujours torts...  
 Envoyé par [Jicihome Jean-Claude](#) de Québec  
 26 mars 2012 à 16 h 52 HAE *en réponse à Caroline Fontaine de Montréal*

Est-ce vraiment une minorité qui tient en otage une autre? De ce que je sache, les votes ne sont pas interdits à ceux qui sont contre! Par ailleurs, il faudrait apprendre à séparer un vote contre la grève et une opinion sur la question des frais de scolarité. On peut très bien être contre la grève mais aussi contre la hausse des frais! L'AFESH n'est pas la seule à avoir voté cette résolution, qui est survenue après des votes de reconduction. Les personnes contre ont donc eu amplement de possibilités de s'y opposer.  
 Envoyé par [Caroline Fontaine](#) de Montréal  
 26 mars 2012 à 17 h 00 HAE *en réponse à Caroline Fontaine de Montréal*  
 @Dumas  
 Comment se fait-il que des votes sont parfois reportés parce qu'il y a trop de monde?  
 Par ailleurs, je ne vois pas comment le fait d'aller en classe empêcherait les autres de manifester s'ils ne sont pas pénalisés. Par ailleurs, cette solution permettrait de faire les deux... et oui elle serait démocratique...  
 Envoyé par [Mathieu Clément](#) de Québec  
 26 mars 2012 à 19 h 44 HAE *en réponse à Caroline Fontaine de Montréal*  
 La démocratie dit que c'est la majorité qui l'emporte.  
 C'est la même chose que d'empêcher un travailleur qui est contre la grève de travailler pour l'entreprise en grève.

**LA TRIBUNE: Cégeps: un réaménagement scolaire en vue - Publié le lundi 26 mars 2012 à 09h34**



Imacom, Maxime Picard  
 La Tribune  
 (Montréal) Même s'il admet que la situation commence à être préoccupante, le président-directeur général de la Fédération des cégeps du Québec n'appuie pas encore sur le « bouton de panique » en ce qui a trait à l'actuelle session, perturbée par la grève de milliers d'étudiants.  
 Jean Beauchesne estime qu'il est toujours possible de réaménager le calendrier scolaire, si le boycott des cours prenait fin dans les prochains jours.  
 La loi oblige les cégeps à donner 82 jours de cours et d'évaluations. M. Beauchesne s'attend à ce que la session soit prolongée au-delà de la mi-mai, mais des cours pourraient être donnés les soirs et les fins de semaine pour minimiser les inconvénients.  
 M. Beauchesne souligne que des situations pires que celle qui prévaut actuellement ont été vues dans le passé. Ainsi, les réaménagements pourraient s'étaler jusqu'à la Fête nationale du 24 juin.

**LE DEVOIR: Les étudiants étrangers redoutent les effets de la grève: Certains craignent de perdre leur bourse d'études s'ils ne terminent pas leur formation à temps - Lundi 26 mars 2012**

Lisa-Marie Gervais  
 Venus pour une session ou plus, les étudiants étrangers vivent d'une autre manière le débrayage des cégeps et universités. Sont-ils des victimes collatérales de la grève?  
 Colombienne d'origine, Clara Muñoz Dorado en a vu, des mouvements sociaux, dans sa vie. Lorsqu'elle est arrivée au Québec, il y a deux ans, pour faire sa maîtrise, elle ne s'attendait toutefois pas à voir ses études universitaires bouleversées par une grève. Et encore moins à être confrontée à un tel dilemme moral. «Je suis une personne engagée et solidaire des étudiants québécois qui assument le risque de la hausse des droits de scolarité. Mais d'un autre côté, j'ai des intérêts personnels dans mes études», a noté l'étudiante en sciences de l'environnement à l'UQAM qui paie environ 10 000 \$ par année, uniquement en droits de scolarité.  
 Elle craint notamment de perdre la bourse que lui octroie le gouvernement colombien, qui est soumise à des règles strictes. La Colombienne de 28 ans doit par exemple terminer sa maîtrise avant septembre 2012, chose qu'elle croit de moins en moins possible. «Si je ne termine pas à temps, ma bourse va m'être retirée. J'ai déjà fait quelques demandes à mon gouvernement, mais il n'est pas très flexible et je dois partir d'ici en septembre, sinon on ne va pas me donner plus de soutien et je vais même devoir payer», a-t-elle expliqué.  
 Il existe au Québec des milliers d'autres étudiants étrangers dont le séjour est perturbé par la grève étudiante.  
 Lucie Vincent, qui travaille à l'accueil des étudiants étrangers de l'UQAM, confirme qu'ils sont nombreux à s'inquiéter. «Beaucoup d'étudiants viennent ici paniqués, car ils ont des papiers d'immigration du Québec et du

Canada. Ils doivent aussi obtenir des notes et ne peuvent pas partir avant d'avoir complété leurs cours», a-t-elle souligné. «Il nous demande combien de temps durera la grève. On n'a pas de boule de cristal. Et on ne sait pas comment sera rattrapé le temps perdu.»  
**Pas tous grévistes**  
 Aussi originaire d'Amérique latine, Sofia, qui souhaite garder l'anonymat, a vu interrompre les cours de son certificat en français écrit qu'elle suit à l'UQAM en raison de la grève. Qu'à cela ne tienne. La sociologue de formation a empoigné son appareil photo et est sortie dans les rues, avec les manifestants. «Je ne suis pas venue au Québec pour être égoïste. Il y a des valeurs dans cette société que j'aime et que je partage», a-t-elle soutenu. Même si elle verse 18 000 \$ pour un certificat qui coûte six fois moins cher aux Québécois, Sofia soutient les Québécois en grève.  
 Elle remarque toutefois que la plupart des étudiants étrangers qu'elle rencontre pensent différemment. «La majorité des étudiants internationaux ne sont pas d'accord avec la grève. Ils disent qu'ils ont besoin de finir leur certificat pour pouvoir bien parler le français et se trouver un travail», a-t-elle noté.  
 Étudiant à la maîtrise en sciences politiques à l'UdeM, Nicolas Hubert, un ressortissant français, souligne que son pays d'origine a connu des mouvements de débrayage, notamment pour soutenir les programmes contre la privatisation de l'université. Il s'accommode plutôt bien de cette «pause». «Je vais devoir prolonger mon visa, mais ce n'est pas grave. Pour moi, le fait que ma session est retardée me laisse plus de temps pour faire de la recherche», a-t-il reconnu.



Les étudiants étrangers seront eux aussi soumis à la hausse des droits de scolarité de 1625 \$. Hormis ceux qui proviennent de pays qui ont des ententes avec le Québec, les étudiants internationaux sont obligés de payer les droits de base, outre un montant forfaitaire qui peut atteindre plus de 14 000 \$. Toutefois, dans six familles d'études (génie, informatique, mathématiques, sciences pures, administration et droit), les droits ne sont assujettis à aucun plafond limite.

### Vos réactions

- André Michaud – Inscrit, 26 mars 2012 10 h 39  
étudiants non démunis  
On sait bien que les étudiants étrangers africains ne viennent pas de la pauvreté de la brousse..mais sont des enfants de notables riches..  
Les démunis du monde n'ont pas les moyens de venir étudier au Canada..
- Caroline Dubois – Inscrit, 26 mars 2012 12 h 55  
Quel ramassis de préjugés! Plusieurs pays africains donnent des bourses d'études à des étudiants doués de familles modestes pour venir faire leurs études au Canada. Ces gens-là ont vraiment besoin de ces bourses et ce serait très dommage qu'ils perdent tout. J'avais une amie de Madagascar qui avait ce type de bourses quand nous étions à l'Université.  
Alors que la plupart des étudiants française se plaignaient tout le temps de tout au Québec, comme ils savent si bien le faire, je n'ai jamais vus de gens plus contents que les africains d'être au Canada pour leurs études. J'ai aussi connus des fils de ministres africains, qui étaient très conscients de leur chance.  
Sans oublier que mon mari vient d'Afrique du Nord, d'une famille de classe moyenne. Sa famille ont fait d'énormes sacrifices pour l'envoyer ici. Les africains paient le tarif des étudiants étrangers qui est très élevé, même s'ils sont francophones, contrairement aux français qui paient les tarifs québécois. Je ne

sais pas si vous êtes conscients que la monnaie nord-africaine vaut beaucoup moins que le dollar canadien. Cela représente des sommes énormes, pour des gens pas plus riches que la classe moyenne québécoise. Ils le font, parce que pour ces familles, l'éducation est une priorité pour améliorer leur condition (et ils ne vont pas en Sciences humaines non plus). Souvent, toute la parenté contribue, car ils sont très solidaires, chose qui manque cruellement aux jeunes québécois.  
Ces gens-là savent c'est quoi la vie. La vie, ils l'apprennent à la dure, et ils travaillent très fort.

- Jean-François Du Cresson de la Rochandiere – Inscrit, 27 mars 2012 15 h 00  
à Caroline DUBOIS...  
Vous avez entièrement raison : les étudiants étrangers qui viennent au Québec sont de vrais étudiants triés sur le volet. Qui sont conscients de leur chance. Cela étant dit, je comprends les français qui se plaignent, car au niveau médical par exemple, il faut bien avouer que ça fonctionne bien mieux en France. Votre système de santé est sans doute parfait pour les Africains qui débarquent de rien, mais frustrant pour les français! Sans compter que l'internet et les ententes cellulaires qui coutent une fortune ici par rapport à Paris, je comprends que ça fasse hurler les Français! Tout de même n'oublions pas que nous devons continuer à encourager la venue des Français, la sauvegarde de la langue ici au Québec en dépend.

- Airdutemps – Inscrite, 26 mars 2012 12 h 01  
Herbe verte  
Ils verront que l'herbe n'est pas plus verte dans le champ du voisin...  
Qu'ils s'assument !
- Caroline Dubois – Inscrit, 26 mars 2012 16 h 00  
C'est ça! Faites fuir les étudiants internationaux et restez juste entre vous autres, repliés sur votre petit nombril! Fermez-vous au reste du monde! Cela va être bon pour la réputation mondiale de votre établissement et de vos chercheurs! (Ironie).  
merry bouchard – Inscrite, 27 mars 2012 00 h 29  
Vous ne pouvez savoir l'apport intellectuel qu'ils apportent. S'ils sont ici c'est qu'ils sont la crème de la crème!  
Et vous n'imaginez pas comment on les courtise pour qu'ils restent et s'établissent ici!
- Andrés Felipe Gamboa – Inscrit, 28 mars 2012 19 h 44  
Un étudiant étranger paye, je pense, 6 à 10 fois plus fois que les étudiants résidents ou citoyens canadiens. Puis, d'arrêter les subventions pour les étrangers serait bien plus que nefaste, c'est se renfermer, d'ailleurs, je crois que c'est ce que certains Québécois connaissent le mieux depuis des décennies. On est bien en 2012, puis un Québécois a bien plus des moyens financiers pour étudier que certains étudiant étrangers qui laissent tout pour étudier.  
Certains sont bien trop orgueilleux et trop nationalistes...

## LE SOLEIL: La session des cégeps pas encore en péril – Lundi 26 mars 2012

La Presse Canadienne  
MONTRÉAL— Même s'il admet que la situation commence à être préoccupante, le président-directeur général de la fédération des cégeps du Québec n'appuie pas encore sur le « bouton de panique » en ce qui a trait à l'actuelle session, perturbée par la grève demilliers d'étudiants. Jean Beauchesne estime qu'il serait toujours possible de réaménager le calendrier scolaire, si le boycottage des cours prenait fin dans les prochains jours. La loi oblige les cégeps à donner 82 jours de cours et d'évaluations. M. Beauchesne s'attend à ce que la session soit prolongée au-delà de la mi-mai, mais des cours pourraient être donnés les soirs et les fins de semaine pour minimiser les inconvénients. Ainsi, les réaménagements pourraient s'étaler jusqu'à la fête nationale du 24 juin. Cette éventualité risquerait toutefois de nuire aux étudiants qui prévoient effectuer un travail d'été dès la fin de la session. Jean Beauchesne explique que sa fédération ne prend pas position dans ce conflit sur les droits de scolarité. Il se contente de « saluer l'exercice démocratique » des étudiants qui, selon lui, s'est généralement bien déroulé.

## JOURNAL DE MONTRÉAL: Ses prêts étudiants pour payer sa maison – Lundi 26 mars 2012

ERIC THIBAUT  
Pendant que des milliers d'étudiants protestent contre la hausse des frais de scolarité, une jeune ingénieure de la Montérégie s'est offert une maison neuve avec les prêts qu'elle a touchés pour financer ses études... avant de déclarer faillite. La femme de 31 ans espérait s'en laver les mains, en demandant à la Cour supérieure d'être libérée de sa faillite, mais le tribunal vient de lui passer un savon.  
Résultat : celle qui avait emprunté 50 025 \$ de la Banque Nationale du Canada (BNC) pour payer ses études, en plus d'obtenir 17 000 \$ d'aide financière du ministère de l'éducation, n'a pas vu ses dettes complètement effacées. Elle devra en rembourser une partie, que la Cour a fixée à 18 105 \$.  
Repartir à zéro  
Au moment d'entreprendre ses études universitaires en génie mécanique, en 2002, la jeune femme recevait déjà des prêts du gouvernement – qu'elle n'a pas encore fini de payer – quand elle a contracté une première marge de crédit de 5 000 \$ à la BNC. La limite a été augmentée à plusieurs reprises, de sorte qu'à l'automne 2007, elle devait plus de 50 000 \$ à la BNC.  
Malgré cela, elle s'achète une maison neuve de 310 000 \$ (financée par une autre banque) avec son conjoint, à Marieville, en août 2008, peu après s'être trouvé un emploi.  
Prise à la gorge, la dame déclare faillite un an plus tard et demande au tribunal de prononcer une ordonnance de libération absolue envers ses créanciers.  
La Cour a rappelé que la Loi sur la faillite et l'insolvabilité reconnaît le droit à « une seconde chance » pour un étudiant « honnête, mais malchanceux et croulant sous les dettes ». Permettre à un ex-étudiant d'utiliser la loi « comme un moyen facile de se libérer de ses dettes », après « négligence et incurie », serait « choquant aux yeux du public ».

## JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Pour la hausse: Une éducation à 40 000 \$ annuellement – Publié le: dimanche 25 mars 2012, 19H41 | Mise à jour: dimanche 25 mars 2012, 20H21



**UN NOUVEAU PORTE-PAROLE AU MESRQ?**

Olivier Bouvier-Johnston's Education

Université de Montréal  
2011 - 2016 (suspendu)

Green Mountain Valley School  
2007 - 2010

GREEN MOUNTAIN VALLEY SCHOOL

Home:  
GMVS Tuition

**PASSE 4 ANS DANS UNE ÉCOLE À 42000\$/AN AUX USA**

**VIENS VOUS DIRE QUE VOUS DEVEZ PAYER PLUS**



Olivier Johnston, porte-parole du MESRQ avec Rob Lurie de CTV News devant l'Université McGill — with Olivier Johnston.

Facebook

Jean-François Villeneuve / Agence QMI

**Un des porte-parole du Mouvement des étudiants socialement responsables du Québec (MESRQ), qui milite pour la hausse des droits de scolarité, aurait effectué son parcours secondaire dans une prestigieuse école américaine, où les frais s'élèvent à plus de 40 000 \$ US annuellement.**

Olivier Bouvier-Johnston, étudiant en science politique à l'Université de Montréal, aurait auparavant bénéficié de services académiques au Green

Mountain Valley School, à Waitsfield, au Vermont, une école privée spécialisée dans l'entraînement pour le ski de compétition.

Une photo du principal intéressé circulait sur les réseaux sociaux, dimanche, dans le but de le discréditer au sein du MESRQ. Elle a été commentée et partagée plusieurs dizaines de fois par des internautes se positionnant contre la hausse des droits de scolarité.

M. Bouvier-Johnston participe encore à différentes compétitions de ski alpin sous la juridiction de la Fédération internationale de ski (FIS), comme en témoigne sa fiche sur le site web de l'organisme.

Il a d'ailleurs reçu la bourse FIDA – Fasken Martineau en 2009, dont le montant de départ est de 1000 \$.

Joint à ce sujet, le MESRQ a refusé catégoriquement de commenter le dossier.

M. Bouvier-Johnston ne serait pas le seul à avoir fréquenté une école privée avant de se lancer dans la guerre autour de la hausse des droits de scolarité. Son opposant de la Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, a lui-même admis être sorti des bancs du collège privé Regina Assumpta de Montréal.

En compétition de ski à Stoneham pour le week-end, Olivier Bouvier-Johnston n'avait pas été en mesure de répondre aux demandes d'entrevue de l'Agence QMI faites par téléphone et par écrit.

<https://www.facebook.com/photo.php?fbid=102774016522156&set=o.318839044813345&type=1&theater>

**JOURNALDEQUÉBEC / JOURNALDEMONTRÉAL: Éducation | McGill: Ils étudient à l'hôtel: Une formation de l'Université McGill donnée à l'Hôtel Mont-Gabriel durant 12 jours - Publié le: dimanche 25 mars 2012, 19H05 | Mise à jour: dimanche 25 mars 2012, 19H13**



Photo le Journal de Montréal, Benoît Pelosse

*Les étudiants à la maîtrise internationale sur le leadership en santé, une formation qui doit leur coûter 60 000 \$, suivent, entre autres, des cours durant 12 jours à l'hôtel Mont-Gabriel, dans les Laurentides. Sur la photo, le fondateur du programme, Henry Mintzberg, donne un cours.*

Héloïse Archambault

**Pendant que les manifestations contre la hausse des frais de scolarité se multiplient, des étudiants de l'Université McGill suivent une formation de 60 000 \$ dans un chic hôtel des Laurentides.**

Jusqu'à jeudi, les étudiants du programme international de leadership en santé reçoivent une formation à l'hôtel Mont-Gabriel, à Sainte-Adèle, dans les Laurentides.

Le programme, qui coûte 45 000 \$, comprend cinq sessions de 12 jours, réparties sur une période de 16 mois.

En plus du coût de la maîtrise, les étudiants doivent déboursier environ 14 000 \$ pour les frais d'hôtels, de restaurants et de transports.

La maîtrise de la faculté Désautels s'adresse à des cadres d'organisations internationales de la santé, notamment des infirmières, des pharmaciens, des travailleurs sociaux ou des psychologues.

La formation donnée à Sainte-Adèle est la première des cinq sessions, dont certaines se tiennent parfois à l'étranger.

Il s'agit de la quatrième cohorte à suivre cette maîtrise. À ce jour, une certaine de personnes ont suivi la formation.

Questionnée au sujet du coût de cette maîtrise, l'Université McGill explique que ce programme s'adresse à des professionnels du réseau de la santé et non à des étudiants.

**Pas des vrais étudiants**

« Ce sont des gestionnaires qui proviennent de partout dans le monde, indique la porte-parole Julie Fortier. C'est davantage une formation d'appoint qu'une maîtrise ordinaire. »

Selon Mme Fortier, la plupart des organisations qui embauchent ces gestionnaires assument les coûts de la formation. Chaque année, environ le tiers des participants proviennent du Québec.

Durant ces sessions de formation, les étudiants suivent plusieurs cours sur la gestion dans le domaine de la santé.

Parmi eux, les mythes sur le système de santé, les besoins des patients et la place des gestionnaires dans le système.

**Un programme privé**

Par ailleurs, Julie Fortier indique que cette maîtrise n'est pas financée par l'Université McGill.

« C'est un programme autofinancé à 100 % par les étudiants, il n'y a pas de fonds publics qui y sont investis, dit-elle. Nous avons quelques maîtrises comme celle-là. »

Pour la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), cette maîtrise illustre la dérive vers la privatisation des universités.

« C'est inacceptable, déplore le porte-parole Gabriel Dubois-Nadeau. Une université ne devrait pas servir à donner des formations sur mesure pour des hauts gestionnaires. C'est un bel exemple de la dynamique de la privatisation des formations qui crée un système à deux vitesses. »

Selon ce dernier, la hausse des frais de scolarité entraînera une multiplication de ce type de formations privées.

« C'est odieux, croit aussi un employé de l'Université McGill, qui a préféré conserver l'anonymat. C'est comme si on avait une entreprise dans une institution publique. Qu'ils s'ouvrent une école privée. »

**JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Droits de scolarité: Les étudiants fourbissent leurs armes - Publié le: dimanche 25 mars 2012, 16H46 | Mise à jour: dimanche 25 mars 2012, 19H05**





Maxime Deland / Agence QMI

Des milliers d'étudiants marchent dans les rues du centre-ville de Montréal, à l'occasion de la manifestation nationale contre la hausse des droits de scolarité, à Montréal, le jeudi 22 mars 2012.

Agence QMI

**Au lendemain de la grande manifestation qui a réuni près de 200 000 personnes dans les rues de Montréal, les leaders étudiants**

**prévoient augmenter la pression sur le gouvernement Charest pour protester contre la hausse des droits de scolarité.**

De nouvelles mesures ont notamment été adoptées au cours d'un congrès de la Coalition large de l'ASSÉ (CLASSE), cette fin de semaine, de façon à «mettre une pression sans précédent sur le gouvernement de Jean Charest». Les détails de cette nouvelle stratégie seront dévoilés lundi à 10 h, au cours d'une conférence de presse.

Du côté des fédérations étudiantes des cégeps et des universités, la FEUQ et la FECQ, on a annoncé la tenue d'un point de presse, lundi à 9 h 30, devant le Pavillon Roger-Gaudry de l'Université de Montréal. Les représentants étudiants dévoileront alors les actions qui seront entreprises «pour déstabiliser les députés libéraux dans le contexte préélectoral actuel».

Un groupe d'étudiants a par ailleurs prévu d'occuper la place Laurentienne, entre le pavillon Jean-Brillant et le pavillon Lionel-Groulx de l'Université de Montréal, au cours de la journée de lundi. Il s'agit d'une «action de résistance combinée aux méninges enflammées qui s'approprient l'espace public», peut-on lire sur le site internet de l'évènement.

**Toujours pas de dialogue**

Près d'une centaine de délégués représentant une quarantaine d'associations étudiantes de la CLASSE se sont réunies samedi et dimanche au Collège Édouard-Montpetit. Plusieurs actions ont été adoptées au cours de la fin de semaine et les associations étudiantes promettent aussi des actions de masse, comme la grande manifestation de jeudi dernier ainsi que des gestes ciblés.

«On va continuer à faire des manifestations, on va continuer à faire des actions», a notamment confié une source de la CLASSE.

«Suite au refus de dialoguer avec le gouvernement après la plus grosse manifestation de l'histoire du Canada, on est réuni en congrès, et on décide de la marche suivre», a-t-il ajouté.

**CYBERPRESSE: Grève et cégeps: le calendrier peut encore se réaménager - Publié le dimanche 25 mars 2012 à 11h46**



Photo: Marco Campanozzi, La Presse

De 100 000 à 200 000 étudiants ont manifesté le 22 mars dernier, à Montréal.

La Presse Canadienne

Même s'il admet que la situation commence à être préoccupante, le président-directeur général de la Fédération des cégeps du Québec n'appuie pas encore sur le «bouton de panique» en ce qui a trait à l'actuelle session, perturbée par la grève de milliers d'étudiants.

Jean Beuchesne estime qu'il est toujours possible de réaménager le calendrier scolaire, si le boycott des cours prenait fin dans les prochains jours.

La loi oblige les cégeps à donner 82 jours de cours et d'évaluations. M. Beuchesne s'attend à ce que la session soit prolongée au-delà de la mi-mai, mais des cours pourraient être donnés les soirs et les fins de semaine pour minimiser les inconvénients.

M. Beuchesne souligne que des situations pires que celle qui prévaut actuellement ont été vues dans le passé. Ainsi, les réaménagements pourraient s'étaler jusqu'à la Fête nationale du 24 juin.

Cette éventualité risquerait toutefois de nuire aux étudiants qui prévoient effectuer un travail d'été dès la fin de la présente session.

Jean Beuchesne explique que sa fédération ne prend pas position dans ce conflit sur les frais de scolarité. Il se contente de «saluer l'exercice démocratique» des étudiants qui, selon lui, s'est généralement bien déroulé.

**LE DEVOIR: Pas question d'annuler la session, dit Beauchamp: La manifestation monstre de jeudi n'a pas ébranlé la ministre - Samedi 24 mars 2012**

Lisa-Marie Gervais

Les étudiants n'ont pas à s'inquiéter: il n'y aura aucune annulation de leur session. En entrevue au Devoir, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a indiqué que cette mesure n'était pas une option. «Je n'ai pas l'intention d'annuler la session», a-t-elle déclaré. En aurait-elle même le pouvoir réglementaire? «Je n'avais posé la question sous cet angle, car je n'ai jamais eu le scénario de penser que j'allais imposer une annulation de la session», a-t-elle ajouté.

Dans certains cas, au collégial notamment, les conventions collectives donnent droit aux enseignants d'avoir deux mois consécutifs sans cours, et ce, quelque part entre le 15 juin et le 1er septembre, comme l'explique la Fédération des cégeps. Et, selon cette dernière, lors du dernier grand mouvement de grève en 2005, un calcul révélait qu'il pouvait en coûter à un cégep jusqu'à 100 000 \$ par jour de rattrapage, rien qu'en masse salariale.

Pas d'annulation, donc, car selon la ministre, la «vraie» perturbation demeurera celle vécue par

l'étudiant: reprises de cours, en rattrapant des heures tôt le matin ou les soirs, y compris les fins de semaine. «Et ça veut dire moins de travail prévu dans une année et moins de revenus accumulés», souligne-t-elle. Alors que l'heure est aux votes de reconduction de la grève, Mme Beauchamp tient à rappeler qu'il y a déjà des établissements où la prolongation de la session est déjà incontournable. Elle en appelle d'ailleurs à ce que les débats se fassent correctement et que les votes tenus soient secrets.

Même si, depuis le début du mouvement, la grève et les perturbations économiques entraînent des coûts pour la société, ne serait-ce qu'en sécurité ou les emplois d'été que certains étudiants ne pourront occuper et qui pourraient perturber le marché, la ministre refuse d'admettre qu'ils sont plus importants que ceux dont sont victimes les étudiants. «Personne n'a intérêt à ce que ça se poursuive, tant du point de vue de l'étudiant, du gouvernement que de celui de la société», avance-t-elle.

Bien qu'elle en salue le caractère pacifique, la manifestation monstre de jeudi, l'une des plus grandes qu'a connues Montréal et certainement la plus importante du mouvement étudiant, n'émeut guère la ministre. Malgré l'impasse, elle continue à démontrer beaucoup de fermeté et aucune place à la négociation. «La manifestation d'hier a permis de voir que c'était possible de manifester sans perturbation. Il y a une certaine faction du mouvement qui, par idéologie, veut parler de perturbation sociale qui bloque des ponts, mais ça ne représente pas tout le mouvement étudiant. Un gouvernement ne peut pas non plus céder à cette forme d'action», a-t-elle soutenu.



Photo : - Archives Le Devoir  
Line Beauchamp

Mise-t-elle sur l'essoufflement du mouvement? «Il ne s'agit pas de miser sur quoi que ce soit. Le contexte dans lequel on travaille, c'est un contexte de finances publiques qui a été étalé au grand public cette semaine et où, de façon évidente, la capacité du gouvernement [de payer] a

### Vos réactions

- Carole Dionne - Inscrite, 24 mars 2012 00 h 57  
Ce n'est pas un enjeu véritable Pour convaincre une population qui ne sait pas grand-chose et surtout qui ne veut rien savoir, on pige dans différents pays les choses qui font notre affaire  
1- Oui dans certains pays scandinaves, il y a la gratuité scolaire. Sauf : il y a un contingentement, comme en pharmacie ou en médecine au Québec. De plus, l'étudiant doit faire son service militaire « gratuitement » pendant 18 mois. Cela en fait paie les cours. Seuls les meilleurs peuvent continuer à étudier. Les étudiants québécois rejettent le contingentement : » Tout le monde a le droit d'étudier à l'université, indépendamment des notes de l'étudiant ou de la demande du marché de la profession ».  
2-« C'est gratuit en France ». Encore là, ce n'est qu'une demi-vérité. Oui c'est gratuit mais allez voir les universités infectes. 400 à 500 étudiants par classe. Aucune disponibilité pour voir le prof, etc. Veut-on des universités comme celle-là au Québec? D'ailleurs, souvent le diplôme français manque de reconnaissance. Par contre, la France a de très bonnes écoles supérieures, qui sont très reconnues. Mais les frais coûtent très chers. Que veulent les étudiants québécois? Le meilleur des deux mondes. Une partie scandinave, une partie française, seulement la partie qui fait leur affaire.
- NiDieuNiMaitre - Inscrit, 24 mars 2012 09 h 22  
Si je comprend bien votre raisonnement les diplômés des québécois ne valent rien depuis plus de 30 ans?
- André Michaud - Inscrit, 24 mars 2012 10 h 13  
Excellent commentaire ! On compare ce que l'on veut comparer de façon malhonnête intellectuellement..On vante ces systèmes européens mais on ne veut pas faire comme eux?  
Qui chez les leaders étudiants a réclamé un service civile ou a demandé que les diplômés dont on paierait les études s'engagent à moins demander de fric à leurs clients qui auraient payé leurs cours? Les dentistes qui

franchement ses limites», martèle-t-elle en rappelant que la hausse des droits de scolarité est une décision responsable. Car cela aurait pu être pire. «L'étalement de la hausse sur cinq ans ne permet pas d'équivaloir à la moyenne canadienne des droits», ce que voulaient les recteurs. Certains auraient même voulu que l'augmentation soit de 1000 \$ par année ou encore un rattrapage sur trois ans, rappelle la ministre. «On n'a pas du tout pris ce chemin-là.»

### L'impasse se poursuit

Elle tient mordicus au principe de la juste part. «Il y a des principes qu'on défend et auxquels la population adhère. On demande à l'étudiant de contribuer. Et la gratuité ne correspond pas à ce principe, où on demande à l'étudiant de payer une partie de la valeur de son diplôme», réitère Line Beauchamp. Et si les étudiants acceptaient un dégel? Négocierait-elle? «Je n'ai jamais entendu aucun signal où les étudiants disaient accepter de parler de la contribution étudiante», a dit la ministre en indiquant qu'elle ne commenterait pas des scénarios aussi hypothétiques. «Je le répète, la décision est budgétaire et fait partie des équilibres financiers du gouvernement. Et cet équilibre est précaire», a-t-elle insisté.

N'y aurait-il pas une possibilité d'ouverture en promettant une bonification supplémentaire du

chargerait 50\$ au lieu de 100\$ pour extraire une dent (10 minutes)..??

- Ils veulent le beurre et l'argent du beurre...  
b\_deshar - Abonné, 24 mars 2012 10 h 59  
Le service militaire n'existe plus en Suède depuis 2010.  
<http://www.letemps.ch/Facet/print/Uuid/27f59f2e-84>  
J'ai étudié en Suède pendant un an et, malgré les examens d'entrée, je n'ai pas trouvé les étudiants Suédois meilleurs que les étudiants québécois. Par ailleurs, il est faux de dire que tout étudiant québécois peut entrer à l'université dans le programme qui lui plaît. Souvent, même, et en particulier en sciences, beaucoup d'étudiants sont d'abord acceptés, mais plusieurs se font montrer la porte au terme de la première année si leurs performances ne sont pas satisfaisantes. Pour conclure, y a-t-il quelque chose de mal à rechercher le meilleur des systèmes plutôt que de se contenter d'imiter le modèle anglo-saxon qui a lui aussi ses limites ?
- Magali Bouchard - Abonné, 24 mars 2012 13 h 22  
« Pour convaincre une population qui ne sait pas grand-chose et surtout qui ne veut rien savoir, on pige dans différents pays les choses qui font notre affaire. »  
N'est-ce pas précisément ce que vous faites dans votre commentaire qui contient erreurs après inepties ?
- [Signaler](#)
- Françoise Maertens - Inscrite  
24 mars 2012 13 h 50  
Minute, Mme Dionne,  
J'ai étudié à l'université en France (Lille III) gratuitement et j'ai reçu une très bonne formation! Non, Madame, nous n'étions pas 500 par cours mais une trentaine, nous avions des laboratoires de langue avec des postes individuels et une technologie très adéquate pour l'époque. J'en suis sortie avec une maîtrise en enseignement de l'anglais sans aucune dette. J'ai aussi fait une maîtrise et un doctorat à l'Université de Montréal et pour approximativement la même qualité d'enseignement, j'en suis sortie avec une dette de 18000\$ et je n'ai pas eu de salaire pendant mes 5 ans d'études. J'ai donc une perte de salaire + perte au nouveau du nombre d'an-

programme des prêts et bourses en échange d'une augmentation des droits de scolarité? Non, aucune bonification supplémentaire n'est dans les plans, affirme Line Beauchamp. «Le programme a été bonifié et c'est le plus avantageux en Amérique du Nord. En 2016-2017, ça va être un demi-milliard qu'on va donner en bourses.»

Mme Beauchamp savait à quoi elle s'attaquait en décrétant une hausse de 75 % des droits de scolarité sur cinq ans. «Ce n'est pas une décision facile et à l'évidence, on l'a vu dans l'histoire du Québec, c'est une décision qui ne peut pas être populaire dans le mouvement étudiant.» Bien que les étudiants aient démontré qu'ils avaient l'appui de professeurs et de parents lors de la manifestation de jeudi, la ministre ne craint pas de perdre ses appuis. «Ça fait l'objet d'un débat de société et on comprend ça. On le savait. Par ailleurs, bon nombre de contribuables québécois sont conscients que chacun doit faire sa part. Je ne veux pas commenter les sondages, mais récemment, ils ont montré qu'il y avait un appui au gouvernement. Et c'est pas de gaieté de coeur, mais nous, on doit prendre des décisions», a-t-elle conclu.

nées pour ma retraite + une dette. Ici, grâce à ma formation française, j'ai eu des A dans tous mes cours sauf un!!! Alors...tirez-en vos conclusions vous-même...

- [Signaler](#)
- Chezbrod - Abonné  
24 mars 2012 14 h 02  
Vos propres choix sont également bien tendancieux...Le système universitaire gratuit allemand? Vous en pensez quoi?  
P Brodeur
- [Signaler](#)
- Alexandre L.-Piche - Inscrit  
24 mars 2012 15 h 05  
Mme Dionne, ce que je comprends de votre argument au point 1 en terme de contingentement, c'est que ce serait plus logique que ce soit les étudiants les plus riches qui aient leur place sur les bancs universitaires (ce qui améliorerait leurs chances d'avoir un revenu élevé à leur tour), plutôt que les étudiants les plus doués (mobilité sociale), car au Québec, il y a un contingentement dans plusieurs autres domaines de formation que Médecine et Pharmacie: Architecture, Droit, Économie, etc. Désolé, c'est un non-sens pour moi.
- [Signaler](#)
- Caron Sylvie - Inscrite  
24 mars 2012 18 h 47  
Il semble que chaque tranche de 1 000\$ de plus en frais par année entraîne une diminution de 4% des inscriptions. Si moins d'inscrits = moins de jeunes pour combler les retraites massives prévues très prochainement. On les veut sur l'aide sociale ?  
  
On ne sait pas grand-chose? Vrai. Mais, sans être des mathématiciens chevronnés, on peut se faire une petite idée des retombées ? Par exemple, toutes choses étant égales par ailleurs, considérons la vraie demande, soit l'abolition du 1 625\$ de plus par année.  
  
Partons de 2017 et d'un étudiant au cégep à 17 ans. 2 ans de cégep = 3 250\$ + 4 ans d'université = 6 500\$. En 2023, il en aura coûté 9 750\$ à la société sans cette hausse. Le double avec les intérêts, soit 19,5K ? Le triple ? Ok. Beaucoup de sous ? À court terme, pour le gouvernement afin de bien paraître aux prochaines élections, oui. Mais à

moyen et long terme pour nous tous, je ne crois pas.

À moyen terme, ce même étudiant de 24 ans en 2024 pourrait avoir par exemple des revenus potentiels de 40K au lieu d'être à la charge de la société. En admettant qu'il ait ce même salaire jusqu'à 65 ans et qu'il ait à verser 18K par an en impôts. 65ans - 24 ans = 41 ans sur le marché. 41\*18K = il aura contribué 730K en impôts. De ce 730K on ne calcule pas les intérêts exponentiels qu'ils peuvent générer sur 41 ans, de la part de l'employeur à verser aux gouvernements sur ce salaire, en plus de son salaire net qu'il aura injecté dans l'économie. La citoyenne que je suis et qui ne sait pas grand-chose pense que la société sera gagnante à moyen et long terme en encourageant cette abolition de 1 625\$.

Je souhaite investir aujourd'hui dans leur formation pour que demain je ne sois pas obligée de les entretenir s'ils sont sans emploi. Je souhaite qu'il y ait une meilleure gestion au gouvernement pour éviter cette augmentation afin de ne pas faire porter le fardeau de NOTRE dette actuelle aux jeunes. En ce moment

• [Signaler](#)

Mimi Merridici - Inscrite  
24 mars 2012 20 h 17

500 étudiants par classe en France ? Dans l'amphithéâtre de quelques disciplines en première année, oui ... mais cela est très variable selon les disciplines et l'étape du cursus.

Quant aux grandes écoles, on y accède par concours après des classes préparatoires : certaines sont payantes d'autres sont gratuites et dans d'autres, l'état vous rémunère. Le système d'enseignement supérieur français est varié et parfois excellent, parfois moins ... Le jugement porté est caricatural selon mon expérience personnelle comme étudiante et professeure dans l'enseignement supérieur en France et au Québec. Le débat ne porte pas tant en France sur la gratuité (inhérente au système public) que sur la reproduction sociale dans l'enseignement supérieur et avant.

• [Signaler](#)

hyde - Abonné  
24 mars 2012 01 h 22

Mensonges par-dessus mensonges  
On ne demande pas la gratuité, on demande le GEL!

La juste part, on l'a fait déjà Mme Beauchamp. 2600\$ par année! Vous inventez une demande de la part des étudiants qui n'existe pas. Maintenant que vous voyez que la population est contre le gel, ils vous faut de nouveaux mensonges, c'est ça?

Je me souviens qu'en février vous menaciez d'annuler les sessions. Vous saviez que vous mentiez, vous savez que vous mentez encore et vous allez continuer en pensant qu'on est assez con pour croire ce qui sort de votre bouche de corrompu libéral.

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Yves Claudé - Inscrit  
24 mars 2012 01 h 47

La perte de légitimité de Madame Beauchamp !

La légitimité du pouvoir a ses limites. Madame Beauchamp ne semble pas l'avoir compris, pas plus que le fait qu'elle sera sans doute sacrifiée par le premier ministre, lorsqu'il faudra mettre fin à la crise que son refus obstiné du dialogue et son absence de sens des responsabilités aura causée.

Ce qui est par ailleurs désolant, c'est le fait que Madame Beauchamp, empêtrée dans une stratégie et dans des attitudes mesquines, dans les pénibles répétitions d'un discours qui a pris la forme d'une véritable "langue de bois", n'a manifestement pas une stature morale qui soit en mesure d'imposer un certain respect au monde de l'école et aux élèves en particulier. Ce déficit moral de la ministre est de nature à porter atteinte à l'autorité des maîtres et des maîtresses d'écoles, qui auraient plutôt besoin d'une personne mature et ouverte, capable de faire preuve de philosophie et de culture... pour représenter et diriger le système scolaire.

Si la ministre a échoué à se présenter comme une personne respectable face aux étudiants du secteur collégial et universitaire, et de plus en plus face aux élèves du secondaire qui commencent à s'impliquer dans le mouvement... que dire de la perte de confiance qu'elle est en train de susciter chez les enseignants !

Madame Beauchamp, je vous prie, en tout respect de ma part, de quitter au plus vite ce poste de ministre, avant que votre politique de la "terre brûlée" n'ait fait trop de dommages à l'école québécoise. Merci de votre compréhension.

Yves Claudé

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Françoise Maertens - Inscrite  
24 mars 2012 18 h 06

Merci, Mr Claudé! C'est effectivement une question de respect... et nous n'en avons plus beaucoup (je suis mère et enseignante) pour cette ministre qui ne sait pas dialoguer intelligemment. Les étudiantes et étudiants parlent de façon brillante et originale, la moindre des choses serait de les écouter. Ils ont d'excellentes idées!!!

• [Signaler](#)

Chantal\_Mino - Abonné  
25 mars 2012 07 h 41

Merci M. Claudé! J'adhère à votre commentaire et je rajouterai :

Que la ministre a échoué aussi à se présenter comme une personne respectable face aux élèves du primaire qu'elle laisse étiqueter par des personnes non qualifiées à la demande de certains directeurs d'école primaire et enseignants qui voient les plans d'intervention, les cotes de difficulté mis sur des élèves HDAA et les services d'orthopédagogie et d'orthophonie comme un gain monétaire (\$\$\$\$\$\$), de service et de baisse du nombre d'élève dans la classe (la cote équivalait à diminuer le nombre d'élève dans la classe en fonction de celle-ci) beaucoup plus important que l'effet Pygmalion qui détruit plein de petites vies humaines de façon sournoise et ce, provoqué par des étiquetages erronés à profusion maintenant à partir de la garderie et l'ignorance intentionnelle d'investir dans le débit monétaire causé par un investissement dans la prévention tels que des services de psychoéducation dès la

maternelle auprès des enseignants, des parents, des éducateurs de l'école et du service de garde, de la direction, bref d'un travail d'équipe avec l'élève, l'équipe école et les intervenants du milieu naturel de l'élève dans le but d'une vraie réussite scolaire au niveau de son réel potentiel qui n'aura pas été limité de façon volontaire par l'effet Pygmalion que tous font semblant de méconnaître malgré que cela peut mener plusieurs élèves au décrochage et même au suicide. Car voyez-vous, la prévention et la réussite scolaire des élèves, ça ne rapporte aucun \$\$\$\$\$\$ comparativement au mal-être des élèves qui s'avère très payant en \$\$\$\$\$\$ pour les écoles primaires publiques du Québec. Oui, la ministre qui est très au courant de ce fait a définitivement échoué à se présenter comme une personne respectable qui mérite toute notre confiance! Son indifférence et son laxisme face à la souffrance et la destruction de petites vies humaines

• [Signaler](#)

Regine Pierre - Abonnée  
27 mars 2012 08 h 51  
Tout à fait d'accord!

• [Signaler](#)

Raymon Lutz - Inscrit  
27 mars 2012 21 h 02

Et J'insiste: le gouvernement Charest dès son élection n'avait AUCUNE légitimité. Grâce à notre mode de scrutin démocratiquement infect (dixit R. Lévesque) il a formé un gouvernement MAJORITAIRE avec seulement 1.4 millions de voix...

Alors que, désabusés ou apathiques, 2.8 millions de québécois ne sont pas allés voter! LE DOUBLE!

• [Signaler](#)

Polo09 - Inscrit  
24 mars 2012 02 h 58

Peinturé dans le coin

On comprends que ça doit commencer à paniquer à quebec. La ministre a beau se déridier la réalité c'est que les CEGEP et les universités vont vraiment être dans le trouble si les grèves continuent, dans les troubles temps et argents. Ils se sont eux-mêmes peinturé dans le coin. Qui accepterait 75% d'augmentation pendant 5 ans. Si on avait utilisé la même logique à l'ensemble de la population pour tous les tarifs qui étaient gelés au quebec, le permis de conduire devrait coûter \$120. Mais le gouvernement aime mieux d'attaquer aux étudiants qu'aux automobilistes. On dit corriger une injustice par une autre.

Mais on sait qu'on ne peut s'attendre à aucune intelligence de ce gouvernement tant il est englué dans l'égo de son chef et les enveloppent brunes de ses supporters.

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

maxime.gagne.8@gmail.com - Abonné  
24 mars 2012 09 h 41

Monsieur Polo...

"La ministre a beau se déridier (...)"

Les jeux de mots à saveur de botox, vous devriez savoir ce que j'en pense.

• [Signaler](#)

Michelle Bergeron - Abonné  
24 mars 2012 05 h 31

Parle trop vite

Commenter le sondage après l'histoire du pont est risqué madame. Si vous aimez cette fa-





çon de voir 70% des gens en ont ras -le-bol de votre gouvernement et ce depuis longtemps doit-on s'attendre que vous allez démissionner en bloc

#### Répondre

- [Signaler](#)

marc.collin - Inscrit

24 mars 2012 13 h 24

depuis le temps qu'il est au pouvoir.... il doit comme avoir une bonne partie de la population qui l'apprécie.....

- [Signaler](#)

Michel Leclair - Abonné

24 mars 2012 15 h 00

Peuvent-ils être "sous influence"?

- [Signaler](#)

Nathaniel Janelle - Inscrit

27 mars 2012 15 h 37

Si on se fit au élections de 2008, 57.94% des électeurs ne voulaient PAS des libéraux.

PLQ: 42,06%

PQ : 35,15%

ADQ:16,35%

QS : 3,80%

Autre:2,64%

Plus de la majorité d'entre nous ne voulais pas d'eux et ils sont tout de même majoritaire.

La racine du problème est notre système électoral au grand complet! (vote proportionnel et tout le tralala)

- [Signaler](#)

Simon-Pierre Chevarie Cossette - Abonné

24 mars 2012 07 h 25

De la nécessité de la cogestion

«L'étalement de la hausse sur cinq ans ne permet pas d'équivaloir à la moyenne canadienne des droits», ce que voulaient les recteurs. Certains auraient même voulu que l'augmentation soit de 1000 \$ par année ou encore un rattrapage sur trois ans, rappelle la ministre. «On n'a pas du tout pris ce chemin-là.»

Cette phrase dit tout : les recteurs ne se sont jamais aussi peu préoccupé de leurs étudiants. Ils gèrent les universités comme des entreprises et se disent qu'en diminuant l'accessibilité de l'offre, ils créeront une augmentation de la "valeur" des diplômes.

Pourquoi ne pas adopter le modèle de la République Tchèque et laisser la gestion des universités à ses professeurs et ses étudiants?

#### Répondre

- [Signaler](#)

Simon-Pierre Chevarie Cossette - Abonné

24 mars 2012 07 h 30

La stratégie de la droite

Lorsque Mme Beauchamp affirme que « la décision est budgétaire et fait partie des équilibres financiers du gouvernement. Et cet équilibre est précaire », elle adopte la stratégie usuelle des gouvernements de droite : 1) diminuer les sources de revenue (950 millions en élimination d'impôts et 890 millions à cause de l'élimination de la taxe sur le capital); 2) pointer la dette et dire qu'il est nécessaire de couper dans les services. Les positions idéologiques apparaîtront alors comme de simples "politiques raisonnables et nécessaires de gestion".

#### Répondre

- [Signaler](#)

Roland Berger - Abonné

25 mars 2012 23 h 25

Bravo ! Excellente analyse !

Roland Berger

- [Signaler](#)

Louis16 - Inscrit

24 mars 2012 07 h 49

Acharnement

Quelle décision ? : démocratique ou autocratique?????????

#### Répondre

- [Signaler](#)

André Michaud - Inscrit

24 mars 2012 10 h 54

On a élu démocratiquement ces gens pour décider et assumer leurs choix!

Ceux qui veulent décider à leur place doivent d'abord se faire élire pour avoir une légitimité..

La démocratie c'est cela...pas boucher de ponts..quoi que peuvent en penser certains..

- [Signaler](#)

Antoine Doyon - Inscrit

24 mars 2012 15 h 10

Quand la loi devient injuste, la résistance est un devoir. Ce n'est pas un gouvernement avec une légitimité faussé qui nous fera perdre notre droit à l'éducation supérieur dans le futur. La paix social ne sert qu'au bourgeois.

- [Signaler](#)

NiDieuNiMaitre - Inscrit

24 mars 2012 15 h 56

Quand un gvt se fait élire avec à peine 40% des voix exprimées (tant au Québec qu'au Canada) et qu'il fait ce qu'il veut, ce n'est pas une démocratie. Les canadiens et les québécois vivent dans une monarchie constitutionnelle. Alors oui, il est tout à fait légitime de manifester et bloquer des ponts et des routes si nécessaire.

- [Signaler](#)

Françoise Maertens - Inscrite

24 mars 2012 18 h 33

@ Mr Michaud : Je pense que vous faites erreur en disant que ce gouvernement a été élu démocratiquement. Dans les faits, seulement 57,43% des électeurs ont voté. De ce nombre, seulement 42,08% ont voté pour le PLQ. Sur les 5 739 811 électeurs, 1 366 046 ont voté pour le PLQ, soit 23,8%. Donc un maigre 24% a voté POUR ce gouvernement... et il se dit légitime??? NON, selon moi, il est complètement illégitime et il nous faut le dire.. et s'il n'écoute pas, il faut trouver des façons de se faire écouter. Ils profitent seulement d'une situation pour imposer leur point de vue et en faire bénéficier leurs amis...

- [Signaler](#)

Pierre Gabriel Dumoulin - Abonné

25 mars 2012 05 h 04

@ Françoise Maertens : Je me ferai l'avocat du diable pour une fois. Si voter n'est pas légitime, je voudrais bien savoir comment vous voulez élire votre gouvernement. J'en conviens qu'un gouvernement fermé, borné et qui refuse de voir le mécontentement de la population remet en doute sa légitimité. Toutefois, cela révèle surtout la faiblesse du Québec. Une trop faible partie de la population vote; et les votes sont divisés en différents partis. C'est normal, nous avons tous des choix et des opinions parfois très divergentes. Mais la démocratie est ainsi faite que le parti ayant le plus de soutien soit élu

comme gouvernement (mais je ne dis pas ici que c'est nécessairement pour le mieux). Je déplore qu'il s'agisse d'un faible pourcentage, mais ce problème de « légitimité » provient du Québécois, non pas du gouvernement. Je défends avec ardeur mes choix — moi-même étudiant —, mais il faut quand même accepter le fait qu'il a été élu « dans une certaine légitimité » malgré son 24%. On peut remettre en doute ses actions ses idéaux, mais dire qu'il est illégitime, c'est critiquer ledit 24 % de la population et leur dire que, parce qu'ils sont les plus nombreux, c'est illégitime. N'en demeure pas moins que, dans le cas de mécontentement, après avoir manifesté dans les rues, c'est d'agir en québécois « responsable » et d'aller voter aux prochaines élections pour élire ce qui nous représente le mieux. Critiquons le gouvernement, mais pas les votes. Si une plus grande partie de la population s'intéressait à la collectivité et à la politique, peut-être que le Québec serait différent aujourd'hui. Peut-être le système doit changer, mais encore faut-il trouver un système qui rend mieux compte des intérêts québécois... à condition que la population désire véritablement aller aux urnes!

- [Signaler](#)

André Michaud - Inscrit

25 mars 2012 10 h 12

@Mme Françoise Maertens

Comme disait Churchill la démocratie n'est pas parfaite, mais c'est le moins pire des systèmes..

Donc chaque fois qu'un parti serait élu sans la majorité absolue des votes des citoyens on pourrait tenter de le renverser? Alors presque aucun gouvernement démocratique resterait en place..et on installerait le chaos social partout ?

Au Québec est-ce que M.Labeaume serait le seul maire VRAIMENT élu démocratiquement, avec son 80% d'appui populaire??

Et les assemblées étudiantes avec à peine le quorum , et les votes de grèves avec moins de 60% qui vont voter ??

- [Signaler](#)

Pascale \_p - Inscrite

25 mars 2012 11 h 32

À Mme. Maertens

Comme le signale un commentaire plus haut, vous qui critiquez la légitimité du gouvernement en place (argument par ailleurs aberrant, s'il n'est pas légitime dans le cadre d'un vote démocratique, dont la date est connu des mois à l'avance, qui est le sujet premier de l'actualité et de nombreux débats, pour lequel on accorde des congés afin que chacun puisse s'acquitter de son droit de vote... Que proposez vous que fassent les instances en place, aller chercher les électeurs à leurs portes ?) je vous demande, que dites-vous de la légitimité du mouvement de boycott étudiant ? De leurs quorums "symboliques" de 2,3 % (tant qu'à cela, n'en mettez pas du tout car c'est de la malhonnêteté intellectuelle) ? Des vieilles tactiques syndicales qu'on aime récupérer en AGÉ, tel le vote à main levé ? Je suis étudiante moi-même, et j'ai eu l'occasion de constater à quel point l'intimidation est présente dans ce genre d'assemblée - non sans mentionner qu'on utilise l'argent des cotisations obligatoires aux associations pour mousser la campagne pro-grève depuis des mois. Vous voulez parler statistiques ? Le vote de reconduction de

grève de mon association de 1300 membres a été voté par 72 personnes. 120 au total étaient présentes, mais par contre cela serait légitime ? À Concordia, un groupe de 30 000 étudiants a été mis en grève dans le cadre d'une assemblée où 1000 personnes, 1000 (!) ont votées pour et 500 contre, mais cela est légitime ? L'association en a d'ailleurs profité pour voter une augmentation de la cotisation obligatoire de tout ses 30 00 membres, encore un fois en puisant leur légitimité dans le seul vote de leurs 1000 supporters (car les pauvres manquent d'argent pour faire rouler leur grève !) mais cela est légitime ? Au sens légal du terme, le droit des associations de bloquer l'accès d'autres étudiants au service pour lequel ils ont payés est caduc, mais cela est légitime ?

Contester les décisions

- [Signaler](#)

Q1234 - Inscrit

27 mars 2012 07 h 16

Pardon, la démocratie ne constitue pas uniquement à aller voter une fois au quatre ans, nous sommes citoyens tous les jours et si ceux que nous avons élus dérapent, nous avons le devoir de leur signifier. Ils dérapent. C'est notre devoir démocratique que nous remplissons en manifestant notre mécontentement. Penser que la démocratie c'est aller voter une fois au 4 ans puis de ne plus s'occuper des choses de la cité, c'est de l'irresponsabilité!

- [Signaler](#)

François Dugal - Abonné

24 mars 2012 08 h 03

La Joconde

Quand madame la ministre Beauchamp sourit, est-elle contente?

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

josephflavius - Inscrit

24 mars 2012 08 h 08

S'il-vous-plaît quelqu'un, faite la taire!

Madame la ministre ne fait que jeter de l'huile sur le feu. Elle se braque contre la population et se met dans la même position que Bourassa avec les syndicats. Le résultat fut catastrophique. Que l'on se rappelle la suite des événements. Toutes ces déclarations ne sont que pures provocations et génératrices de troubles sociaux.

Son analyse des coûts engendrés par la grève est très inexacte. Elle devrait demander à des spécialistes compétents de lui fournir une meilleure analyse.

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

Françoise Maertens - Inscrite

24 mars 2012 18 h 35

Oui, tout à fait d'accord!!! Elle manque de crédibilité alors que les étudiantes et étudiants ont de solides arguments et veulent en discuter!

- [Signaler](#)

NiDieuNiMaitre - Inscrit

24 mars 2012 08 h 32

Un argument fallacieux

Invoquer que même avec la hausse imposée aux étudiants ceux-ci paieront moins que les usa et le roc relève de la malhonnêteté intellectuelle. La ministre semble oublier qu'on lutte pour l'accessibilité à l'éducation depuis plus de 40 ans et que si on paye moins aujourd'hui c'est grâce à la détermination des boos

mers et ceux qui ont suivi. C'est un choix de société où l'éducation n'est pas considérée comme un bien qu'on achète mais un droit pour tous. Charest ne voudra pas reculer pour éviter de perdre la face mais ses carottes sont cuites et sa face ne revient plus à personne. Les étudiants devraient se constituer des «brigades rouges» armées de tomates pour suivre TOUS les députés libéraux et ceux qui se présenteront pour ce parti aux prochaines élections, et pas seulement là où la majorité à été faible. Comme ça ils ne seront pas les seuls à voir rouge!

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

gigimartin - Inscrite

24 mars 2012 11 h 12

Pour ceux qui comme vous tiennent tant à l'éducation pour tous, expliquez-moi donc pourquoi on tolère un système d'éducation à 2 vitesses au secondaire où les écoles privées ont beaucoup plus de moyens que les écoles publiques et beaucoup moins d'élèves en difficultés. C'est là que se fait le vrai clivage des jeunes qui accéderont aux études supérieures ou non. C'est drôle que personne ne s'en formalise, même pas les journalistes. Et après on veut que ceux-ci paient par leurs impôts les études des mieux nantis et de ceux qui ont déjà beaucoup reçu. Gigimartin.

- [Signaler](#)

NiDieuNiMaitre - Inscrit

24 mars 2012 12 h 25

L'éducation accessible à tous ne signifie pas qu'on doit subventionner les écoles privées et religieuses. Il s'agit là d'un profond irritant dénoncé depuis des décennies.

- [Signaler](#)

Antoine Doyon - Inscrit

24 mars 2012 15 h 12

Brigade Rouge ! ça serait bien joyeux. Des tomates bien mûr entendons nous.

- [Signaler](#)

NiDieuNiMaitre - Inscrit

24 mars 2012 16 h 32

Charest a tellement la tête dure qu'il vaudrait peut-être mieux en prendre des vertes et des pas mûres avec lui.

- [Signaler](#)

Françoise Maertens - Inscrite

24 mars 2012 18 h 43

" gigimartin : Rien ne dit que les personnes pour l'accessibilité `pour tous à l'université acceptent le privé au secondaire. Et j'en suis : je suis pour la gratuité de la maternelle à l'université et contre la "mode" du privé au secondaire!!! Il faut abolir les subventions au secondaire. Il n'est pas juste socialement de permettre une ségrégation sociale dès le secondaire!!!

- [Signaler](#)

Jean Bourgeois - Inscrit

24 mars 2012 08 h 46

Si les étudiants acceptaient un certain dégel, dit-elle que ça pourrait se négocier?

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

Antoine Doyon - Inscrit

24 mars 2012 15 h 14

Non elle à dit, qu'elle n'avait pas envisagé l'hypothèse.

- [Signaler](#)

Francois Nicolas Tetreault - Abonné

24 mars 2012 08 h 49

ATM-Beauchamp

En une phrase : La ministre Beauchamp autant de sympathie pour les étudiants qu'une ma-

chine ATM incapable de lire la bande magnétique d'une carte de débit .

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

Françoise Maertens - Inscrite

24 mars 2012 18 h 44

Très bien dit!!! Merci!!!

- [Signaler](#)

Francois - Inscrit

24 mars 2012 08 h 53

Les entreprises minière et gazière eux ?

En Australie et en Norvège ils obtiennent d'excellente redevance de leurs ressources naturelles et ils ont le meilleur système d'éducation au monde. Les libéraux sont simplement fermés à toute remise en question de leur leadership et font payer le manque à gagné à la population du Québec. Les entreprises gazières et minières viennent chercher des milliards au Québec en échange de quelques millions en redevance sans compter la destruction de la nature. C'est un manque de leadership du fédéral le vrai problème, ça ne sert à rien de faire des gros projets qui ne sont pas rentables.

Les libéraux demandent aux jeunes de payer avant même leur entrer sur le marché du travail et produire des semaines de 50 heures. Cette augmentation va exclure des jeunes à un meilleur avenir pendant que les profits des banques et gazières battent des records. Le gouvernement libéral manque simplement de courage et de leadership à trouver de vraie solution constructive et profitable pour le Québec.

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

NiDieuNiMaitre - Inscrit

24 mars 2012 10 h 11

Les richesses que renferme le sous sol québécois sont connus depuis belle lurette et si elles n'ont pas été exploitées jusqu'ici, c'est que les minières savaient que c'était non rentable si elles devaient payer pour les infrastructure . Le plan nord n'est pas fait pour les Québécois.

- [Signaler](#)

rene lefebvre - Inscrit

24 mars 2012 09 h 02

Le gouvernement veut-il punir les étudiants?

Le gouvernement libéral par la voix de Mme Beauchamp et M. Charest et M. Bachand, etc., répètent souvent que les représentants étudiants ont choisi de ne pas participer aux débats il y a deux ans, et qu'ils ont refusé de se joindre au groupes d'études sur le frais de scolarité. Ils disent que c'est à ce moment-là que les étudiants auraient dû faire valoir leurs arguments et que maintenant il est trop tard car, disent-ils, le gouvernement a fait ses choix budgétaires et la part à payer par les étudiants est juste et équitable, ils n'avaient "...qu'à ne pas boycotter les études préparatoires et dire ce qu'ils voulaient il y a deux ans, maintenant il est trop tard".

Mais si ce sont là les justifications du gouvernement pour refuser toute ouverture envers les étudiants, le public est en droit de se demander si le gouvernement ne cherche pas à punir ceux-ci pour un mauvais choix que leurs représentants ont fait il y a quelques années. Si le gouvernement laisse entendre que les choses auraient été différentes si les étudiants avaient participé aux groupes d'études sur les frais de scolarité, c'est qu'il fait maintenant preuve de fermeté

alors qu'il avait cherché l'ouverture auparavant. Cependant, la logique du "... j'ai raison et vous avez tort" du gouvernement a créé un paramètre dans lequel chacune des parties s'est enfermée dans un combat à finir où il est difficile de croire que les deux parties puissent trouver une formule où elles peuvent être toutes les deux gagnantes. Le gouvernement sait qu'il a tous les pouvoirs et il ne veut pas perdre la face devant les étudiants. Quant aux étudiants, malgré un support populaire impressionnant, leur combat est risqué et coûteux pour eux tous et ils s'exposent de plus en plus à une loi spéciale forçant leur retour en classe.

Si ce gouvernement voulait agir en bon père de famille, il trouverait une formule pour faciliter le retour en classe. Mais son entêtement légendaire

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Antoine Doyon - Inscrit  
24 mars 2012 15 h 20

Négociation d'il y a deux ans ? Je me demande pourquoi nos représentants n'en parle jamais. Le gouvernement obligeait nos représentants à choisir entre trois options aussi pire que celle contre laquelle nous nous battons, le ministre des finances, le premier ministre et la ministre de l'éducation avec été remplacé par des représentants et il servait du vin à nos chefs pour les amadouer. Bref c'était plutôt une mise en scène pour corrompre nos chefs et ceux-ci ont, courageusement claqué la porte. Voilà ou nous en sommes...

• [Signaler](#)

Q1234 - Inscrit  
24 mars 2012 09 h 06

Pas seulement sourde mais pas vite!  
On commence à se demander si le seul problème du gouvernement est d'être sourd au discours des étudiants car il nous semble que certaines notions simples ne sont pas comprises par la ministre et son gouvernement. A toujours répéter la même chose on passe pour un perroquet et non quelqu'un de déterminé!

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Lise Moga - Inscrit  
28 mars 2012 08 h 51

@Q1234 La meilleure façon de connaître le degré d'entêtement de quiconque, est de lui tenir tête. C'est pourquoi on dit que nul ne peut reconnaître chez l'autre un défaut, s'il n'existe pas d'abord en lui. Peut-on demander à un daltonien d'élucubrer sur la couleur verte si la perception de cette couleur est absente.

• [Signaler](#)

M. Enseignant - Abonné  
24 mars 2012 09 h 15

Chacun fait sa juste part  
Au dernière nouvelle les redevances sur les profits et non sur la valeur marchande ou l'annulation de la taxe sur le capital... C'est moi ou les entreprises ne font pas leur juste part!

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Patrick Halle - Abonné  
24 mars 2012 09 h 15

Payer la juste part de son diplôme?  
À qui profite le diplôme? Bien sûr, il va permettre d'obtenir un travail ainsi qu'un salaire à l'étudiant.

Mais l'entreprise qui va vendre le service à 4 ou 5 fois le prix du salaire? Elle la paye comment sa juste part du diplôme?

Et que dire des gouvernements qui vont venir puiser la majeure partie de ce salaire en taxes et impôts.

Je vous demande madame Beauchamp d'y réfléchir. Est-ce que pour vous un diplôme est un objet personnel qui n'appartient qu'à une seule personne? Et que cette personne sera la seule à en profiter?

Je crois qu'avec ces exemples des plus simples, je viens de vous démontrer qu'un diplôme ou plutôt un diplômé, profite avant tout à l'ensemble de notre société. C'est pourquoi je considère l'éducation comme une ressource nationale qui doit être accessible à tous.

Aussi, en ne réservant cela qu'à ceux qui peuvent se le payer, aurait un impact néfaste pour notre société en la privant d'une partie de nos meilleurs cerveaux.

Patrick Hallé

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

marc.collin - Inscrit  
24 mars 2012 14 h 36

impôt  
charge patronal

elle doit justement le vendre aussi cher pour rentrer dans son argent.... et oui les locaux, essence, électricité, équipement, marketing et cie ce n'est pas gratuit

• [Signaler](#)

Françoise Maertens - Inscrite  
24 mars 2012 18 h 46

Merci de rappeler à Mme Beauchamp que ce diplôme va servir à toute la population québécoise ce qu'elle a l'air d'ignorer ou d'oublier volontairement...

• [Signaler](#)

Sanzalure - Inscrit  
24 mars 2012 09 h 19

La population avec les étudiants!  
Désolé de contredire Madame la Ministre, mais la population soutient les étudiants, pas le gouvernement.

Serge Grenier

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Carole Dionne - Inscrite  
24 mars 2012 11 h 05

Où prenez-vous votre information?

C'est bien beau divaguer mais quand même. Mais la population est quand même bizarre: oui, à 42 %, elle est du côté des étudiants par contre, si on leur dit que l'on va monter leurs impôts, Oups, il ne reste que 25% d'accord.

Et lâchez-moi les redevances minières. Cela ne doit pas aller seulement aux étudiants. Il y a d'autres cas criants dans la société. Les redevances minières n'est pas l'apanage exclusif des étudiants à l'université!!

• [Signaler](#)

André Michaud - Inscrit  
24 mars 2012 11 h 11

Selon les sondages c'est 51% qui soutiennent le gel...on est loin d'un appui massif de la population...!!

• [Signaler](#)

Antoine Doyon - Inscrit  
24 mars 2012 15 h 22

Un sondage récent affirme que 75 % de la population demande à la ministre de faire des négociations avec la ministre pour régler le problème.

• [Signaler](#)

Carole Dionne - Inscrite  
25 mars 2012 11 h 56

@ André Michaud

Divaguer: " 51% d'appui de la population, " vous appelez cela un " un appui massif"!!  
Quand même...

• [Signaler](#)

Lise Moga - Inscrit  
28 mars 2012 08 h 57

@Sanzalure Le dernier sondage disait: 53% pour la hausse et 42% pour le gel et 79% de la population ne veut pas se faire faire les poches pour diminuer l'apport des étudiants.

• [Signaler](#)

François G - Inscrit  
24 mars 2012 09 h 56

Ils ne reculeront pas

Pour la simple raison qu'ils n'ont aucun vote à aller chercher avec un recul. Même en annonçant la gratuité demain, ils n'obtiendraient pas les votes de ceux qui portent un carré rouge. Ils ne vont quand même pas se mettre à dos le peu d'électeurs qui leur sont encore fidèles.

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Louis16 - Inscrit  
25 mars 2012 16 h 36

C'est possible mais, la guerre de Troie a quand même démontré le contraire.

• [Signaler](#)

Louis16 - Inscrit  
25 mars 2012 16 h 36

C'est possible mais, la guerre de Troie a quand même démontré le contraire.

• [Signaler](#)

Nicole Lamarre - Inscrit  
24 mars 2012 10 h 09

Madame la ministre  
Un autre ministre que Charest va brûler. Je ne sais pas si elle est consciente qu'elle joue sa carrière.

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Jason Keays - Inscrit  
24 mars 2012 10 h 28

Nous ne paieront pas la crise causée par leur corruption!

Malgré ce que répète le gouvernement et ses porte-voix éditorialistes dans certains médias, cette lutte ne peut être réduite à un simple débat sur la cherté d'une augmentation de 1625\$.

Cette révolte est avant tout causée par des étudiants qui lisent beaucoup et savent comment le gouvernement Charest gère les fonds publics.

Nous avons sorti dans la rue en février 2006 contre la construction du campus Îlot Voyageur, disant que ce PPP était une arnaque, ce qui s'est avéré vraie et nous passons devant sa carcasse chaque jour.



Nous avons sortie dans la rue contre les gaz de schiste.

Nous avons sortie dans la rue contre le Plan Nord.

Nous avons sortie dans la rue contre la corruption dans la construction.

Nous avons sortie dans la rue en novembre contre les 1625\$ de hausse.

Chaque fois on nous a ignoré et même ridiculisé. Nous ne faisons plus confiance en ceux qui sont au pouvoir.

Les étudiants sont le premier segment de la population à dire; Maintenant c'est assez, vous ne pigerez pas dans nos poches pour financer vos arnaques!

Le printemps commence plus tôt cette année et c'est tant mieux parce qu'il va être très long pour Beauchamp et le gouvernement Charest.

Il vont aller de surprise en surprise.

Ce n'est pas une girouette qui tourne, c'est le vent.

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Michel Leclaire - Abonné  
24 mars 2012 15 h 20  
On ne saurait mieux dire.

Michel Leclaire

•

• [Signaler](#)

François Desjardins - Abonné  
24 mars 2012 10 h 30

La classe moyenne... la ministre.....

La classe moyenne qui paie déjà trop, et que défend la ministre, est justement celle qui sera la plus grande victime de l'augmentation des frais: pas assez pauvre pour les bourses et trop riche pour les bourses....! Sans parler des prêts...

La ministre n'est qu'une femme de parti, en plan de carrière d'abord, soumise à la vie à la mort au parti et au chef, et qui transporte en bonne soumission, tout et son contraire, comme sa collègue Laurendeau pour les gaz de schiste...

Moi sa job, je ne le ferais pas. Je ferais mon petit «Thomas Mulcair»: bye bye!

[Répondre](#)

•

• [Signaler](#)

Jeffdesrosiers - Inscrit  
24 mars 2012 10 h 37

Les profs avec les étudiants

J'enseigne à l'Université et mon contrat se termine à la fin de la session. Pas question pour moi de reprendre les cours sans être rémunéré, car techniquement on me demande de faire acte de présence donc je suis au travail. Que les étudiants ne s'inquiètent pas ils vont terminer leur session à temps, le contraire coûterait trop cher. Ne lâchez pas, nous sommes avec vous!

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Lise Moga - Inscrit  
24 mars 2012 16 h 53

Avant d'engager la "fortune des payeurs d'impôt" avant la vôtre, pourquoi ne pas offrir un ra-

bais du coût de vos services pour abaisser le coût des services de l'universalité des études supérieures... Votre progéniture, vous êtes en moyen d'en défrayer les études, alors offrez aux étudiants une compensation équivalente aux avantages que vous soutirez de votre statut.

• [Signaler](#)

Caron Sylvie - Inscrite  
25 mars 2012 00 h 09

@ Mme Moga. M. Desrosiers dit qu'il est à contrat, donc il est chargé de cours. Savez-vous combien gagnent les chargés de cours dans les universités avant de dire qu'il a les moyens de payer les études à sa progéniture avec ce fameux "statut"? À moins d'un autre travail à temps plein il est probablement trop maigre même pour penser à se reproduire...

Excusez-moi M. Desrosiers, je tente simplement de faire un dessin plus clair pour que madame Moga comprenne pourquoi vous dites "pas question de reprendre les cours sans être rémunéré". C'est à cause d'idées préconçues comme celles-là que le dossier des étudiants n'avance pas. Trop de personnes passent à côté du vrai débat.

•

• [Signaler](#)

Denis Paquette - Abonné  
24 mars 2012 10 h 42

Bonne journée et bonne carrière

Madame vous qui voulez incarner la rigueur et la fermeté ,pourquoi vous ne dites pas clairement que c'est une question d'idéologie . On vous a demandé de faire la job de bras ,grand bien vous fasse, preuve que l'intelligence n'est pas nécessairement avoir du jugement.

Vous allez rester pour toujours dans l'inconscient de toute une génération l'exécutrice des basses oeuvres d'un gouvernement conspué et en perte de pouvoirs. Bonne journée et bonne carrière

[Répondre](#)

• [Signaler](#)

Carole Dionne - Inscrite  
24 mars 2012 14 h 31

Excellente idée

Mais pourquoi seulement le gel ou la gratuité pour les étudiants? Vous qui êtes chargé de cour à l'université. Juste m'expliqué pourquoi seulement les étudiants. Ce n'est pas une question philosophique, c'est souvent une question d'administration et de comptabilité.

Je peux vous dire bien des choses qui devraient être gratuites mais au prix de quel sacrifice. En passant, vous parlez d'intelligence et de jugement. J'espère que vous n'êtes pas comme mes deux beaux-frères professeurs, qui sont pour la gratuité mais qui ont tous les deux failli en affaires. Il faut prendre le terme failli pour "n'a pas gagné grand chose" et non pour avoir fait faillite.

Pourquoi pas les CHSLD gratuit, les transports en commun, etc Ce sont presque tous des services essentielles.

•

• [Signaler](#)

Suzanne Craig - Inscrite  
24 mars 2012 11 h 15

Pas la bonne cible!

Si les responsables des finances publiques allaient chercher l'argent qui manque dramatiquement en Éducation et en Santé dans les comptes cachés d'individus qui n'ont aucune

morale que de s'en mettre plein les poches via les paradis fiscaux (Écoutez l'émission de Dominique Poirier "L'après-midi porte conseil" du lundi 19 mars, sur les paradis fiscaux mondiaux), jamais les étudiants n'auraient à déboursier de leurs maigres poches ces frais de scolarité! Évidemment, cela prend de la volonté et du courage et des fonctionnaires bien formés.

De plus, rendez imputables ces institutions que sont les universités, tout comme le sont les commissions scolaires québécoises. En ce sens, jamais un monstre comme l'Ilôt voyageur n'aurait vu le jour, avalisé par un conseil d'administration minable, mou et manipulé. Dans les écoles secondaires, c'est incroyable tout ce qui est demandé aux gestionnaires en terme de reddition de comptes et c'est bien ainsi. Cette médecine devrait être appliquée avec autant de rigueur dans toutes les institutions publiques.

Suzanne Craig, ex gestionnaire d'école secondaire

[Répondre](#)

•

• [Signaler](#)

EPlante - Inscrit  
24 mars 2012 11 h 28

"L'équilibre budgétaire est précaire." -Line la Pas Fine Encore la cassette!

La dette, les néolibéraux mettent toujours l'accent sur la dette publique, celle qu'ils créent eux-même... Si on va sur le site de l'Institut Économique de Mtl, ils nous font le plaisir de mettre la dette en temps réel... Le but recherché? Alarmer les payeurs de taxes pour "justifier" des mesures draconiennes de coupures. Affamer la bête pour ensuite piger dans nos poches...

Pourquoi ne pas nourrir la bête? Pourquoi ne pas mettre l'accent sur nos ressources plutôt que sur la dette? Mais c'est le PRIVÉ qui dirige nos gouvernements-pantins. Si nous tirions notre JUSTE PART de l'exploitation de Plan Nord, nous nous ne serions pas dans cet état de précarité budgétaire!

[Répondre](#)

•

• [Signaler](#)

superscientific Michel - Inscrit  
24 mars 2012 11 h 42

Le jeu des comparaisons avec d'autres pays en termes de frais de scolarité et d'accessibilité est vain et insignifiant. Pourquoi? Parce qu'à l'évidence chacune des parties va choisir des modèles qui lui donnent raison.

On doit être en mesure de justifier logiquement les choix et la philosophie de notre système d'éducation sans avoir recours à ce qui se fait ailleurs. Notre référent doit être la société québécoise, point à la ligne.

Encore faut-il avoir PRÉALABLEMENT dégagé un consensus sur une philosophie, des orientations et des moyens pour notre système d'éducation suite à un véritable débat...

Mais puisque la ministre évoquait les récents sondages, « sans vouloir les commenter » (vous les commentez Mme Beauchamp), pour signifier que le gouvernement avait le soutien de la population, il aurait été intéressant de lui rappeler qu'ils montrent sans l'ombre d'un doute le souhait populaire d'une solution NÉGOCIÉE (78% des répondants)!

Quant à la pensée docile, que l'on peut entendre sur certains blogues et forums de discussions, qui ne conçoit pas que les étudiants rejettent une décision gouvernementale, elle témoigne simplement d'une vision résignée de notre système politique et de ce qu'est la démocratie : on vote aux quatre ans, le reste du temps on n'a rien à dire.

Auquel cas il faudrait avertir tous les lobbyistes de ce monde pour les informer qu'ils n'ont vraiment pas besoin de travailler à l'année longue ...

En terminant, Mme Beauchamp semble vouloir se prêter, provisoirement, à un exercice de lucidité en affirmant qu'elle savait qu'une hausse de 75% serait impopulaire au sein du mouvement étudiant. Serait-elle visionnaire?

Une hausse annoncée de 75 % dans N'IMPORTE QUEL SECTEUR serait, à juste titre, contestée et contestable.

Cordialement

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

Carole Dionne - Inscrite  
25 mars 2012 11 h 53  
Vous avez en partie raison

Une augmentation de 75% en 5 ans, c'est aberrant. Mais ce que vous oubliez de dire, c'est que il a eu un gel depuis plus de 10 ans. Quand vous sermonnez le monde sur la philosophie de la société, donnez au moins toutes les informations pour que nous aussi, petit peuple, puissions philosopher.

- [Signaler](#)

pierre jacques - Inscrit  
24 mars 2012 11 h 54

Madame devrait se méfier de notre « Grand Homme

Madame Beauchamp devrait se méfier de notre Grand Homme qui, si la Commission Carbonneau retarde encore un peu, va probablement nous refaire une pirouette dont il a le secret et déclencher des élections ! Son regard anxieux en dit long sur ses états d'âme !

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

Guylaine L'heureux - Abonnée  
24 mars 2012 11 h 55

Que des balivernes.

Si Hydro Québec n'avait pas vendu ses droits à Anticosti, si 30% des travaux publics n'allait pas directement à la mafia, si les minières payaient plus qu'un minable 10% de redevances, si toute cette collusion, cette corruption éhontée n'avait pas lieu tous les jours il y aurait suffisamment d'argent pour une éducation gratuite pour tous. Que les jeunes nous débarrassent de ce gouvernement fantoche, pourri jusqu'à la moelle et qui méprise la démocratie au quotidien.

Sylvestre Guidi  
Montréal

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

Carole Dionne - Inscrite  
24 mars 2012 15 h 00

Et si les étudiants avaient voté quand c'était les temps.

Parce que au cas où vous ne le savez pas, le pourcentage d'étudiants qui votent est très

bas. Et je sais déjà d'avance que vous allez me trouver un paquet de raisons expliquant cela

- [Signaler](#)

Michel Leclaire - Abonné  
24 mars 2012 15 h 23  
BRAVO

Michel Leclaire

- [Signaler](#)

hyde - Abonné  
24 mars 2012 22 h 36  
@Carole Dionne

La majorité des étudiants en grève n'étaient pas majeur lors des dernières élections. J'en suis à ma deuxième année de bacc, j'ai 21 ans, j'avais 16 ans lorsque les Libéraux ont été élu.

Pas besoin de trouver un paquet de raison. On n'avait juste pas le droit de voter!

- [Signaler](#)

Carole Dionne - Inscrite  
25 mars 2012 11 h 47  
C'est reconnu, cher hyde

Les étudiants ne votent pas. Encore une raison pour vous disculpe. Si vous voulez que cela change, allez voter aux prochaines élections. J'ai trois enfants ( 26,29 et 31 ans) qui ont fait leur BAC et pourtant, ils ont toutes les misères du monde à aller voter. Il faut que je les pousse dans le dos. Votre génération n'est pas pareille, j'imagine. Je vous vois avec le couteau entre les dents lors des prochaines élections.

- [Signaler](#)

pierre jacques - Inscrit  
24 mars 2012 11 h 57

Pauvres Recteurs !

Quand on donne des salaires de \$350,000. par année aux recteurs avec limousine et chauffeur privé ( Université Laval ) Je crois qu'on pourrait facilement trouver dans la gestion interne des universités le manque à gagner pour éviter l'augmentation aux étudiants !

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

josephflavius - Inscrit  
24 mars 2012 16 h 54

Enfin quelqu'un qui le fait remarquer. Il n'y a pas un recteur qui mérite plus que...50 000,\$ il y a en effet beaucoup à récupérer là!  
Pierre Paradis

- [Signaler](#)

Carole Dionne - Inscrite  
25 mars 2012 11 h 42

Là tu parles

Commencez par trouver les aberrations dans le système de gestion. C'est ainsi que vous allez mettre la population de votre côté.

- [Signaler](#)

Dominique Châteauevert - Abonnée  
24 mars 2012 12 h 37

Selon moi, nous sommes au début d'un grand travail

La tâche actuelle de toutes les populations, où qu'elles soient dans le monde, est ni plus ni moins que de remplacer le système économique actuel, érigé en mafia planétaire, par un autre qui mettra fin au vol organisé pratiqué par les banques et malheureusement aussi par les Caisses populaires, quoiqu'elles en disent.

Seule la population peut faire cette révolu-

tion face aux gouvernements déjà corrompus jusqu'à l'os.

Le prix des aliments augmentant de façon drastique et la faim justifiant les moyens, les mouvements de foule vont proliférer, au Québec comme ailleurs. Avec toutes les meilleures raisons du monde, les jeunes prendront le flambeau. Il y a de bonnes chances que leurs parents les supportent.

Le nouveau système financier se devra d'être une institution bénéfique pour tous. Son rôle sera de faciliter les échanges de service entre gens honnêtes, d'assurer la répartition équitable des richesses, de protéger les gens âgés et les plus faibles, de permettre aux personnes de travailler à un juste salaire, ceci afin de les rendre aptes à faire vivre leur famille et à la garder en santé. Non seulement il inclura la préservation des écosystèmes, mais il lui donnera la première place dans l'ordre d'importance des facteurs décisionnels.

Mesdames et messieurs du Gouvernement du Québec, vous savez sûrement que l'écart entre les riches et les pauvres est en constante augmentation et que les étudiants ont raison de proclamer « Payer nos études et nous paierons vos Fonds de pension. », la solidarité intergénérationnelle se devant d'être réciproque. Si vous ne le savez pas, votre mission étant d'être au service des citoyens, vous devriez céder vos places.

L'été s'en vient, les Indignés vont refaire surface jusqu'à ce que justice soit faite. Cette tâche est aussi la vôtre. Comme c'est le printemps, profitez-en pour un petit nettoyage de vos objectifs personnels.

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

Oues81 - Abonné  
25 mars 2012 10 h 16

Excellent résumé de la chose...

- [Signaler](#)

AnneCathS - Abonnée  
24 mars 2012 13 h 10

Ministre ???

C'est une impression ou cette femme n'est pas à sa place ? Elle est médiocre, elle n'apporte aucune réflexion personnelle, elle répète en boucle toujours la même chose, même lors d'un entretien spécifique avec un journaliste... ??? Indépendamment de son allégeance politique, elle donne l'impression de servir de bouclier à Charest. S'en rend-elle compte ? Tout ceci me donne d'autant plus l'impression que ce dernier n'en fait qu'à sa tête et doit peut-être consulter son équipe. Elle est l'employée idéale !

[Répondre](#)

- [Signaler](#)

josephflavius - Inscrit  
24 mars 2012 16 h 57

Vous avez tout très bien compris madame.

Pierre Paradis

- [Signaler](#)

Oues81 - Abonné  
25 mars 2012 10 h 22

Comme les gens au pouvoir sont juste assez perspicaces pour savoir qu'ils doivent éviter l'arène de l'information et de la discussion et qu'ils n'ont, pour se maintenir en place que l'opinion publique, la fausse représentation et la propagande sont leurs principales activités quotidiennes...

•  
• [Signaler](#)  
arick - Inscrit  
24 mars 2012 13 h 48  
On peut-tu?  
S'assoier et négocier le 1625\$ (5 ans), au lieu de perdre du temps à être contre toute attente d'autre chose...  
Négo pour un arrangement pour payer...  
Et on passe a autre chose, fini les vacances....  
Le vouer'ment attend un essouffement...

[Répondre](#)

•  
• [Signaler](#)  
sco100 - Abonné  
24 mars 2012 14 h 01  
Pendant ce temps...  
Les inscriptions à l'Université de Montréal sont en hausse de 6% pour la session s'automne, selon Joseph Facal, ancien ministre et prof aux HEC. Pour la menace à l'accessibilité, on repassera.

Je trouve l'attitude de la ministre plutôt rafraîchissante. Par ailleurs, Marois a beau promettre d'annuler les hausses si élue, on parie combien qu'en tant que première ministre, elle prendrait soudainement conscience de la précarité de la situation budgétaire et prétexterait un trou jusque-là insoupçonné dans les coffres pour maintenir les hausses? C'est un classique. Tous les nouveaux gouvernements nous font le coup quand vient le temps de renier leurs promesses. La vêtité, c'est qu'elle ne doit pas être fâchée de voir les Libéraux faire la job à sa place.

[Répondre](#)

• [Signaler](#)  
Caron Sylvie - Inscrite  
24 mars 2012 17 h 47  
Est-ce qu'il discute de la classe de revenus des parents des étudiants aux HEC ? Est-ce qu'il discute de l'impact dans 5 ans quand le sommet de 1 625\$ sera atteint ? Non ? Alors on repassera ? sco100, il serait bien d'afficher votre nom...

• [Signaler](#)  
Françoise Maertens - Inscrite  
24 mars 2012 18 h 53  
Oui mais qui s'inscrit??? Les plus riches?? Les étudiants étrangers qui viennent de Dubai??? Faut voir... D'après moi, ce ne sont certainement pas les jeunes de milieu défavorisé....

• [Signaler](#)  
Oues81 - Abonné  
25 mars 2012 10 h 24  
À votre place, je m'informerai comme il faut. Il y a tellement de choses qu'on ne dit jamais...

J'invite les gens à écouter, entre autres, les vidéos de l'iris sur youtube ainsi que celles des profs contre la hausse.

[http://www.youtube.com/watch?v=eOU7am\\_A2Fc](http://www.youtube.com/watch?v=eOU7am_A2Fc)

• [Signaler](#)  
Caron Sylvie - Inscrite  
25 mars 2012 12 h 35  
@ Oues81, merci pour ce lien. Voici le lien direct pour mieux comprendre tous les mythes entourant le débat:

<http://www.youtube.com/user/IRISrecherche?feature=>

Qui est l'IRIS ?

"L'IRIS, un institut de recherche sans but lucratif, indépendant et progressiste, a été fondé en 2000.

L'Institut produit des recherches sur les grands enjeux de l'heure (partenariats public-privé, fiscalité, éducation, santé, environnement, etc.) et diffuse un contre-discours aux perspectives que défendent les élites économiques.

[...]

L'IRIS ne reçoit pas de subvention directe du gouvernement et n'est pas affilié à une institution universitaire. Cela lui permet de conserver son autonomie tant pour l'élaboration de ses programmes de recherche que pour la gestion de ses affaires courantes."

<http://www.iris-recherche.qc.ca/mission/>

•  
• [Signaler](#)  
ROCH AMYOTTE - Inscrit  
24 mars 2012 14 h 50  
La population, c'est moi.  
Il y a des principes qu'on défend et auxquels la population adhère..... Vous tenez cela d'où cette affirmation. Des sondages, je suppose... Moi, je suis la population et je vous interdît d'utiliser mon nom pour véhiculer vos faussetés. Si vous voulez vraiment savoir si la population appuie votre thèse, allez en élection générale. Et je vous le prédît, ce sera la volée de votre vie. Mais vous êtes trop lâches pour le faire...

[Répondre](#)

• [Signaler](#)  
Carole Dionne - Inscrite  
25 mars 2012 11 h 39  
Effectivement, que les étudiants votent en grand nombre, c'est le début de la démocratie: aux étudiants qui nous cassent les oreilles avec le mot démocratie

• [Signaler](#)  
P. Boutet - Abonné  
24 mars 2012 14 h 51  
Stratégie  
Le gouvernement place ses pions actuellement. En refusant catégoriquement de négocier, la ministre cherche à épuiser l'énergie du mouvement étudiant. Une stratégie néolibérale bien connue.

La stratégie que pourraient adopter les étudiants serait de retourner sagement à leurs bancs d'école en promettant au gouvernement une élection mouvementée. Ce faisant ils inciteraient possiblement le gouvernement à demander lui-même de négocier!

[Répondre](#)

•  
• [Signaler](#)  
Luc Roland-Brunard - Inscrit  
24 mars 2012 15 h 15  
La juste part ?  
Aussi longtemps que je me souviens, la part des étudiants a été d'environ 12 %. C'était le cas à l'époque où j'étais à l'université, à peu de choses près la même que Jean Charest et Line Beauchamp. Je ne me souviens pas de les avoir vus manifester à l'époque pour payer plus. Ils sont en train de nous dire que leur contribution était injuste. Quand enverront-ils un chèque comblant le 5 % de différence par année d'études, avec les intérêts accumulés depuis environ 1980-85 ? Donner l'exemple ainsi serait au moins un gage de

bonne foi. Sinon, ils sont en train de dire aux jeunes d'aujourd'hui que notre génération a été injuste, mais leur demande à eux de ne pas l'être... Que dis-je, "demande" : elle le leur ordonne.

[Répondre](#)

• [Signaler](#)  
Louis16 - Inscrit  
25 mars 2012 16 h 50  
Je pense que l'important est d'investir dans l'avenir. Pour moi, la connaissance est la vie de demain, sinon ce sera la décadence.  
• [Signaler](#)  
Q1234 - Inscrit  
26 mars 2012 15 h 50  
Vous faites fausse route lorsque vous acceptez ce discours de "juste part", rien dans ce gouvernement ne se fait pour une juste part, c'est pour la part des riches, des entreprises, des banques qu'il travaille. Alors, cessez ce faux argument svp.

• [Signaler](#)  
Dominique Beaulieu - Inscrit  
24 mars 2012 15 h 28  
Scandinavie  
Je suis contre la hausse et pour la grève.  
Ceci dit, je trouve le modèle scandinave intéressant. Au moins, l'accès n'est pas liée au porte-monnaie et on s'assure que les finissants auront un emploi.

[Répondre](#)

• [Signaler](#)  
Françoise Maertens - Inscrite  
24 mars 2012 18 h 53  
Bravo et merci!!!  
• [Signaler](#)  
Carole Dionne - Inscrite  
25 mars 2012 11 h 36  
Ça commence..

Effectivement, si on contingente avec la méthode de ceux qui sont les meilleures notes, on ne viendra pas dire que c'est l'argent qui aide à faire l'université. Mais il y en a qui m'ont répondu que ce sont les plus riches qui ont les meilleures notes!!! Je ne pourrai jamais avoir raison.

Ex: Si le Québec a besoin d'environ 100 géographes, que l'on donne accès à 125 étudiants et nom à 1000. Je suis pour l'accès à l'éducation mais payer les études de 825 géographes pour presque rien, quand même.

• [Signaler](#)  
Caron Sylvie - Inscrite  
25 mars 2012 13 h 52  
@ Mme Dionne

Oui, riches = de meilleures notes car ils n'ont pas besoin de travailler en même temps que leurs études. Ils ont plus de temps à consacrer à leurs études.

Les notes ne sont utiles que pour la discrimination des étudiants qui sont à leur place de ceux qui ne le sont vraiment pas dans un programme. Par contre, de meilleures notes ne veulent pas dire qu'ils sont les plus compétents dans la réalité de tous les jours une fois sur le marché du travail. De là l'idée, en général, de conserver dans un programme les étudiants qui ont entre 60% et 100% de moyenne. Lors de l'embauche, celui qui obtiendra l'emploi n'est pas nécessairement celui qui a de meilleures notes, mais celui qui a aussi du « leadership », qui a une capacité d'analyse, etc.

Malheureusement, le système actuel ne permet pas d'évaluer toutes ces facettes. De plus, le système d'apprentissage n'est pas le même pour tous, donc la façon d'évaluer



- l'apprentissage n'est peut-être pas toujours bien adaptée à tous les étudiants. Certains ne supportent tout simplement pas la pression des examens alors qu'ils sont pourtant des génies lorsqu'on les met face à des études de cas. Le système favorise généralement les examens (par cœur) pour accélérer le temps de formation (moins de frais de scolarité) et les employeurs font le tri parmi les candidats par la suite.
- Carl Sagan a dit : "Somewhere, something incredible is waiting to be known." Il faut peut-être investir dans 1000 étudiants pour trouver les 100 plus grands génies. C'est le prix à payer, je pense, pour ne pas passer à côté de grandes découvertes qui feront évoluer nos sociétés. Les 900 autres ? On paiera pour qu'ils se recyclent ou se spécialisent dans un domaine où ils pourront contribuer à la société. Ne pas voir ça comme des faillies, rien n'est perdu si une personne a le courage de se relever pour mieux recommencer.
- Lise Moga – Inscrit, 24 mars 2012 17 h 04 @Dominique Beaulieu  
En scandinavie, les citoyens doivent accepter un an de service bénévole dans l'armée pour le gouvernement. Alors. il n'y a rien pour rien, tout a un coût.
  - hyde – Abonné, 24 mars 2012 22 h 50  
Je préfère faire un an de service que de payer des prix exubérants qui bloquent l'accès à l'Éducation.  
Les étudiants ne défendent pas le droit de ne pas faire d'effort, ils défendent le droit à tous d'avoir accès à des études postsecondaires de qualité.  
J'ai même déjà entendu la proposition de faire un an «d'engagement à l'État». Ce que cela signifie? Un an sur les chantiers de construction, à patcher des nids-de-poule, un an dans les bureaux de ministères à faire de la paperasse... tous ça sans salaire.  
Après ces services rendus, d'une valeur très élevée qui rembourse d'avances les coûts de l'Éducation, on offre les études postsecondaires gratuites.  
Mesure juste pour tous et, surtout, très productive!  
Pour info: c'est Benjamin Barber dans «Démocratie forte» (à lire absolument) qui propose cette idée.
  - P. Boutet – Abonné, 25 mars 2012 10 h 38  
Et pourquoi pas donner un an pour s'initier à développer une nouvelle société basée sur un développement durable et une économie verte?  
Un an pour se donner le goût de participer à quelque chose de constructif.
  - Q1234 – Inscrit, 26 mars 2012 15 h 53  
Peut-être pas dans l'armée mais pour le Québec serait une bonne idée car combien viennent étudier ici et s'envolent ensuite vers d'autres pays pour y travailler ? Un engagement à faire profiter le Québec des études serait intelligent.
  - Claude Kamps – Inscrit, 24 mars 2012 20 h 46  
Les jeunes ne votent pas et le gouvernement est dépassé  
Ni au fédéral, ni au provincial, certainement pas au municipal et encore moins dans leurs institutions scolaires.  
Si ils voulaient pas la grève ils avaient juste à aller voter !  
En démocratie c'est la seule chance du particulier d'influencer la gouvernance, ne pas voter c'est donner son vote à la majorité, au provincial c'est à Charest.  
Si vous voulez que cela change, allez voter aux prochaines élections...
- Quand à Charest il a pas d'argent pour les étudiants et un petit 2 piastres pour les aînés par mois... Mais des milliards de trop pour les constructions et le Nord...  
On est tellement bien administrer que les plans qu'on donne à deux entrepreneurs qui font chacun la moitié d'un pont sont de dates différentes et arrivé au milieu y a 5 pouces de différence....
- Francois Nicolas Tetreault – Abonné, 25 mars 2012 05 h 05  
Chérie , j'ai réduit les enfants..  
La pire erreur du Gouvernement de Jean Charest aura été de subventionner les sociétés étrangères qui viennent nous dépolluer de la matière première plutôt que d'investir le potentiel la matière grise Québécoise .  
Les libéraux à ce chapitre son assez réducteur et leur manque de confiance envers la jeunesse Québécoise est impardonnable .  
Chantal\_Mino - Abonné  
25 mars 2012 07 h 02  
Haut, très haut de sa tour d'ivoire ... elle ne regarde que les sondages virtuels.  
Est-ce que les personnes, les humains, les citoyens, notre jeunesse, l'avenir du Québec pour l'ensemble des Québécois ont une importance pour ce gouvernement du parti libéral, pour M. Charest, pour Mme Line Beauchamp? Quels sont leurs réels objectifs?  
Passons par-dessus leurs sondages manipulés et bidons et dirigeons-nous vers un printemps québécois afin de reprendre possession de nos avoirs, de nos acquis et développer une meilleure société québécoise en faisant des lois qui sanctionnent ceux qui ne respectent pas les lois, les règlements et les cadres de gestion au lieu de pénaliser l'ensemble des citoyens encore une fois en donnant des pénalités monétaires sur des budgets qui proviennent de nos poches pour que nous déboursions encore plus de nos poches face au manque à gagner, comme Mme Beauchamp l'a fait avec l'université Concordia et comme elle va le faire pour les commissions scolaires qui n'interviendront pas pour faire cesser l'intimidation. Si on disait à un fonctionnaire que s'il ne fait pas bien son travail, son employeur qui est le gouvernement, va devoir payer des pénalités avec notre argent qui rentre à flot, vous croyez vraiment que c'est convaincant pour l'arrêter?  
Pourquoi ne pas faire des sanctions monétaires directement aux gestionnaires? Pourquoi pas un congédiement justifié qui sera écrit dans nos lois budgétaires? Etc. Il est temps que ceux qui ne respectent ni nos lois, ni nos règlements, ni les citoyens qui les paient soient pénalisés eux-mêmes pour les gestes qu'ils posent et pas notre argent. C'est assez de faire payer les québécois pour les erreurs et l'insouciance des gestionnaires de nos institutions publiques.
  - Carole Dionne – Inscrite, 25 mars 2012 11 h 29  
Et commence-ton, svp? De la part d'une ex-fonctionnaire qui a regardé ses supérieurs faire gaffes par dessus gaffes sans problème? Parce que le supérieur de mon supérieur le protégeait.  
Là on parle de vraie administration.
  - François Dugal – Abonné, 25 mars 2012 08 h 15  
Le lobbyiste manquant  
Si les étudiants n'obtiennent pas de résultats dans leurs revendications, c'est qu'ils n'ont pas de lobbyiste à leur service.  
Dans notre démocratie «évoluée», quelqu'un qui a des «connexions» fait avancer
- les«dossiers» plus vite que 200 000 marcheurs réunis.
- Louis16 – Inscrit, 25 mars 2012 10 h 13  
À André Michaud  
Théoriquement, votre définition est juste. Cependant, au nom de la démocratie, il est très mauvais et très facile de confondre ce concept avec l'acharnement dans son application. Ce qui arrive malheureusement très souvent. Le dialogue a bien meilleur goût.
  - Marc Chénier (de Laval) – Abonné, 25 mars 2012 10 h 34  
Négociez! Il y a plein de solutions pour 220 millions \$  
Hausser de 75 % c'est trop trop vite.  
Se peindre dans le coin comme vous le faites Mme Beauchamp est incendiaire.  
Annuler la hausse et le retour aux boursiers, et remplacer par  
1) des hausses légitimes indexées IPC sur les frais de scolarité aux étudiants  
2) hausser les frais, impôts, taxes et redevances aux riches, aux "administratifs siphonnant l'argent dans leurs poches", aux pollueurs, aux mines  
3) Décret de taxe spéciale retroactive sur les permis accordés à quasi rien \$ aux "claims"  
4) couper le gras dans le gouvernement et l'administratif universitaire  
5) réduire le nombre de députés, comités, structures inutiles  
6) éliminer les pertes dues aux scandales de la construction avant de toucher encore plus la classe moyenne.
  - Lise Moga – Inscrit, 26 mars 2012 08 h 51 @Françoise Maertens  
"Je pense que vous faites erreur en disant que ce gouvernement a été élu démocratiquement. Dans les faits, seulement 57,43% des électeurs ont voté. De ce nombre, seulement 42,08% ont voté pour le PLQ. Sur les 5 739 811 électeurs, 1 366 046 ont voté pour le PLQ, soit 23,8%. Donc un maigre 24% a voté POUR ce gouvernement... et il se dit légitime???"  
À ce compte, il faudrait peut-être mettre en perspective la méthode adoptée par vos leaders syndicaux étudiants. Déjà un vote à main levée est problématique, que penser du taux de participation, de l'ouverture à l'autre option que la grève qui n'en est pas une, et à la récupération de tous (les non participants et les vote contre) pour grossir le nombre des étudiants pour le boycott des cours. Surprenant que des gens davantage informés aient choisi la pire des stratégies pour démontrer leur compréhension de LA DÉMOCRATIE. Ça explique pourquoi des horreurs persistent malgré le passage des générations, même davantage scolarisées.
  - Reggy – Abonné, 26 mars 2012 10 h 04  
Un accès gratuit ne signifie pas étude gratuite.  
Lettre d'un citoyen qui n'est ni journaliste, ni écrivain, ni économiste, ni politicien.  
Oui à la manifestation !  
La relation qu'entretient le gouvernement avec les manifestants me fait penser à un père de famille (le gouvernement) qui a de sérieux problèmes de jeux (le Fonds des générations) et de gestion (<http://www.soscontribuables.ca/horreurs/depassemen>)  
Le père a une grande difficulté à prendre les bonnes décisions (le gros bon sens) pour le bien présent et futur de sa famille. De plus, ce père de famille a eu la mauvaise tendance depuis plusieurs années de dépenser beaucoup plus que ses revenus lui permettaient.

Ce père de famille a beaucoup d'enfants, certains sont sur le marché du travail, certains de ses enfants travaillent pour le père avec des conditions qui ne sont pas toutes égales, d'autres travaillent pour des entreprises. D'autres de ses enfants sont aux études, ces derniers demandent de l'aide à ce père de famille, mais en raison de ses problèmes de jeu, et de gestion et de quelques mauvaises décisions qui furent prises par le passé, le

père n'a plus de moyen financier et il ne sait plus où donner de la tête. De plus ce père de famille boude ces enfants qui sont aux études, car le représentant des enfants aux études a probablement dérapé avec un certain saccage dans le bureau du conseil de famille, il aurait dû également prohiber le port du masque afin d'éloigner ceux dont les intérêts ne sont pas nécessairement en commun sur la finalité. Un porte-

parole qui encourage la violence dans les manifestations est toujours inacceptable. Le gros bon sens dicte qu'une manifestation se doit d'être intelligente, disciplinée, sans incident, sans casse, sans écart de conduite, l'important c'est le message et l'appui au message. Une manifestation pacifique ça a toujours un bien meilleur goût, celle du 22 mars dernier est le plus bel exemple. Il est possible que le por

## LE DEVOIR: «Ce n'était que le début» - Samedi 24 mars 2012



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir  
Manifestation du 22 mars dernier

Louis Chaput-Richard

Au lendemain de la manifestation monstre de jeudi, les leaders du mouvement étudiant ont promis d'intensifier leurs moyens de pression afin de forcer le gouvernement Charest à renoncer à la hausse des droits de scolarité. Aussi bien du côté de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) que de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), on estime que l'imposant rassemblement, qui a attiré quelque 200 000 personnes dans les rues du centre-ville de Montréal, a envoyé un message très clair au gouvernement: il n'a plus le choix d'écouter les étudiants et leurs revendications.

### Vos réactions

- mael demarcy - Inscrit, 24 mars 2012 12 h 31  
Le premier jour du printemps Érable.  
<https://vimeo.com/39081712>
- Christian Feuillet - Abonné, 25 mars 2012 08 h 13  
La victoire est au bout du bulletin  
Ce qui ressort de cette grandiose manifestation du 22 mars, c'est avant tout la remarquable capacité de mobilisation et d'organi-

sation qu'ont démontrée les mouvements étudiants. C'est une force et une arme considérable. Pourtant, le gouvernement continue à se moquer d'eux, pour la simple et bonne raison que les jeunes ne sont pas intéressés à la politique traditionnelle et ne se déplacent pas pour voter. Amis étudiants, si vous voulez vraiment faire fléchir le gouvernement, appliquez dès maintenant la même énergie et mobilisez-vous pour vous inscrire en masse sur les listes

électorales et vous préparer à aller voter aux élections prochaines en faveur des partis qui vous appuient. Votre poids électoral peut faire la différence. Dites-vous que la seule chose qui compte pour un politicien, c'est de gagner les élections. Si le gouvernement sent votre sérieux et votre détermination à le battre sur ce plan, vous n'aurez même pas besoin d'attendre les élections pour le voir faire des concessions.

«C'est maintenant au gouvernement de prendre ses responsabilités, a martelé la présidente de la FEUQ, Martine Desjardins, en conférence de presse hier en matinée. Il est plus que temps qu'on règle ce conflit-là, parce que du côté des étudiants, on va se montrer de plus en plus déterminés. Ce n'était que le début de la mobilisation.»

Même son de cloche du côté de la CLASSE, qui considère aussi que la manifestation nationale de jeudi ne représente que le «début» du mouvement de grève. Les membres de la CLASSE se réuniront en congrès aujourd'hui et demain pour déterminer la suite de leur plan d'action, mais les porte-parole de la coalition estiment déjà que les actions du mouvement devraient aller en s'intensifiant. «Ce qu'on constate dans les assemblées générales [...], c'est que les étudiants sont exaspérés par le mutisme et la surdité du gouvernement. Ils sont gonflés à bloc et encore plus déterminés», a affirmé au Devoir le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois.

### Relations tendues

Difficile toutefois de savoir si la CLASSE, la FEUQ et la FECQ coordonneront à nouveau leurs actions, comme elles l'ont fait pour la manifestation nationale. Jeudi, les relations semblaient pour le moins tendues entre les membres des deux fédérations étudiantes et ceux de la CLASSE: de vives discussions ont éclaté à la fin du rassemblement, lorsque des membres de la CLASSE se sont opposés à ce que les présidents de la FECQ et de la FEUQ utilisent la même scène qu'eux pour livrer leur discours.

Hier, les représentants des fédérations étudiantes ont évité de jeter de l'huile sur le feu et ont plutôt cherché à afficher leur unité contre la hausse des droits de scolarité. «On a parfois des moyens d'action et des cibles qui diffèrent, mais on a le même objectif, a indiqué Martine Desjardins. Je pense que d'avoir plusieurs types d'actions complémentaires peut être une bonne chose pour la cause.» Du côté de la CLASSE, on affirme que la question des rapports avec les fédérations étudiantes sera discutée par ses membres au cours de son congrès.

## JOURNALDEMONTRÉAL / JOURNALDEQUÉBEC: Montréal: Étudiant et sans-abri - Publié le: samedi 24 mars 2012, 3H09 | Mise à jour: samedi 24 mars 2012, 3H15



© Capture d'écran

Shane Dussault vit dans la rue pour éviter de s'endetter pendant ses études.

Agence QMI

**Shane Dussault est étudiant en philosophie à l'Université McGill, mais il n'a pas d'adresse de résidence : il est sans-abri, par choix.**

Il a choisi d'être sans-abri pour compléter ses études sans devoir un sou.

« Je n'aime pas trop les dettes, alors je veux limiter les dettes le plus possible. C'est une bonne façon de faire ça », explique Shane Dussault.

« Maintenant, j'ai assez de bourses pour payer pas mal toutes mes dépenses et j'utilise les prêts. Mais si je travaille à temps partiel l'été, je pourrais avoir tout payé pour la fin de l'année. » Il dort à la belle étoile autour de l'université, hiver comme été. « J'ai dormi ici au moins trois mois, je pense. C'est ma maison d'automne. » Outre son sac de couchage, tout ce qu'il possède entre dans ce sac à dos, dont son ordinateur portable.

« C'est assez semblable à quelqu'un qui vit en résidence, sauf que je prends ma douche après être arrivé à l'école au lieu d'avant. Mon chan-

dail, je le porte tous les jours. Je le lave peut-être une fois par mois. Mais ça marche! »

Malgré son mode de vie inhabituel, Shane ne se considère pas comme un bohème.

« À cause de l'université, je suis extrêmement sédentaire, dans le sens que je suis tout le temps à la bibliothèque. Je suis très pragmatique dans un sens. Je ne suis pas particulièrement idéaliste. Je ne m'identifie pas avec la gauche. »

Il ajoute que le milieu difficile dans lequel il a été élevé expliquerait un peu sa marginalité.

« J'ai été élevé un peu... Sans donner toute l'histoire, c'est un peu comme si je m'étais élevé moi-même pendant une grande partie de ma vie, donc je n'avais pas de normes à suivre. »

Il espère maintenant s'acheter un véhicule, au lieu de louer un appartement, question d'éviter à payer un loyer. « Si je veux avoir des enfants un jour, là, peut-être que j'aurai besoin d'une maison. »



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir

La balle est maintenant dans le camp des étudiants, a dit Mme Beauchamp dans une entrevue à La Presse canadienne, réitérant l'intention ferme du gouvernement d'accroître de 1625 \$ les droits de scolarité d'ici cinq ans.

La Presse canadienne

Québec — La grande démonstration de solidarité étudiante contre la hausse des droits de scolarité hier à Montréal n'a pas fait dévier d'un iota la trajectoire de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Au contraire, la ministre a resserré l'étau aujourd'hui, évoquant les conséquences encourues par les étudiants s'ils poursuivent le boycottage de leurs cours.

«À ce moment-ci, il faut que les étudiants comprennent que la perturbation sera avant tout dans leur vie. Boycotter ses cours, c'est choisir de perturber sa propre vie, ça va vouloir dire un prolongement de la session, la reprise des cours, possiblement des cours de soir», a-t-elle brandi.

En conséquence, la balle est dans le camp des associations étudiantes, a affirmé Mme Beauchamp dans une entrevue à La Presse canadienne. Sans leur fixer une date butoir, la ministre a prévenu les étudiants qu'ils auront un choix crucial à faire d'ici les prochains jours s'ils veulent éviter de «perturber leur vie».

«La décision est entre les mains des étudiants. Il y a beaucoup de votes [sur la poursuite de la grève] qui vont devoir se prendre aujourd'hui, lundi, mardi, mercredi, jeudi, et je souhaite que ce soit des votes secrets et que les débats se fassent au sein de la communauté étudiante au cours des prochains jours», a-t-elle dit.

Parce que les positions sont irréconciliables et que la décision de hausser de 1625 \$ les droits de scolarité sur cinq ans «est prise», il n'y aura pas de négociations avec les étudiants, a aussi statué Mme Beauchamp.

«Les associations étudiantes défendent deux options: l'une veut discuter de la gratuité complète, l'autre veut le gel et faire assumer la facture par d'autres. C'est un peu du "pas dans ma cour" et ça, ça ne peut pas être une position de discussion», a-t-elle soulevé.

**Pas un événement historique, dit le ministre**

Qu'il y ait eu 100 000 ou 200 000 manifestants dans les rues hier ne change rien à la nécessité de relever la part du financement assurée par les étudiants, selon la ministre.

**Vos réactions**

- Nicole Moreau – Inscrite, 23 mars 2012 16 h 46  
Que cherche au juste madame Beauchamp en réitérant sa position inflexible? Il me semble que l'heure est plutôt au dialogue qu'à la fermeture. Il me paraît pour le moins paradoxal qu'un gouvernement très impopulaire continue à se montrer aussi intransigeant. Son discours public comporte des risques. Pour quelle raison sortir publiquement de cette façon? Le Gouvernement aura aussi des impacts de cette grève. Est-ce que le Gouvernement pourrait aller jusqu'à "décréter" l'annulation de la session? cela serait fort étonnant. On n'a pas les ressources nécessaires pour assumer, à l'automne 2012, une double cohorte.
- hugues2 – Inscrit, 23 mars 2012 18 h 03

Votre questionnement m'interpelle puisque je pense la même chose, il y a quelque chose qui cloche et qui va à l'encontre du bon sens dans cette position aussi intransigeante de la ministre (Jean Charest). J'espère que Mme Beauchamp se pose la même question quant aux conséquences sur son avenir politique, ça ressemble presque à un suicide politique.

- merry bouchard – Inscrite, 23 mars 2012 21 h 37  
Absolument! C une sortie kamikaze! Le re-cours à la dernière balle!
- Jean-Francois Lachance – Inscrit, 23 mars 2012 22 h 08  
C'est simple, le gouvernement en ne fléchissant pas devant les étudiants veut s'approprier la sympathie de la droite les "orphelins" politiques qui faute d'une ADQ ou d'une aile conservatrice québécoise pourrait être tenté

Elle se réjouit que la grande manifestation se soit déroulée sans anicroche, mais refuse d'y voir un événement «historique» ou encore l'expression d'un quelconque «Printemps québécois».

«C'est une mobilisation importante, mais elle a réuni les joueurs que l'on voit traditionnellement. Le mouvement étudiant aux côtés des alliés syndicaux, du Parti québécois et de Québec solidaire, on savait que ça allait entraîner ce genre de mobilisation», a-t-elle dit.

De leur côté, les organisateurs ont salué «le caractère pacifique» de la manifestation de jeudi. Ils ont néanmoins lancé un avertissement: la situation pourrait s'envenimer si le gouvernement continue à faire la sourde oreille.

«Je pense qu'il y a des dangers que ça pète, oui, surtout si le gouvernement maintient la ligne dure pour la prochaine semaine», a dit le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin.

«À un moment donné, ça va devenir une véritable crise sociale. Les gens vont manifester tous les jours, ils vont perturber les bureaux de députés et je n'aurai plus aucun contrôle», a-t-il ajouté.

**Une main tendue, dit les manifestants**

Pour sa part, la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, a invité la ministre de l'Éducation à saisir la main tendue par la foule de manifestants.

«On attend que le gouvernement fasse aussi preuve de responsabilité et demande une table de discussion avec les étudiants. Il est plus que temps qu'on règle ce conflit-là, parce que du côté des étudiants, on va se montrer de plus en plus déterminés. Ce n'était que le début de la mobilisation», a-t-elle lancé.

L'absence d'ouverture affichée par la ministre au lendemain de cette démonstration d'unité du mouvement étudiant n'a pas surpris outre mesure le porte-parole de la Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois.

«C'est certainement décevant, c'est très décevant. C'est très provocant comme attitude, mais ce n'est pas surprenant. C'est l'attitude qu'a la ministre depuis le début de cette grève, elle fait comme si tout allait bien alors qu'il y a la moitié du système d'éducation post-secondaire québécois qui est en paralysie totale», a-t-il affirmé.

**Les derniers retranchements?**

Et si Mme Beauchamp a ressenti aujourd'hui le besoin de rappeler que la grève aurait des conséquences sur le déroulement des sessions au cégep et dans les universités, c'est essentiellement parce qu'elle a été poussée dans ses derniers retranchements, estime M. Nadeau-Dubois.

«Les gens qui ont voté la grève connaissent très bien ces risques-là [...] Ça me semble être une tentative désespérée, encore une fois, de saboter ce mouvement de grève», a-t-il suggéré.

À en croire les trois leaders étudiants, la mobilisation étudiante semble vouloir se poursuivre de plus belle.

En plus de manifestations prévues le 27 mars (à Montréal et en régions) et le 4 avril (dans la circonscription de Sherbrooke, celle du premier ministre Jean Charest), les moyens d'action à venir cibleront les députés libéraux qui ont été élus de justesse dans une dizaine de circonscriptions du Québec, ont annoncé vendredi la FECQ et la FEUQ.

La CLASSE doit quant à elle déterminer quelles seront les prochaines étapes de sa stratégie au cours d'un congrès qui se tiendra au cégep Édouard-Montpetit ce week-end.

de voter libéral une fois de plus au prochaines élections

- Slo Mo – Inscrit, 23 mars 2012 16 h 46  
Des tirs qui ratent  
Les étudiants proposent un sacrifice individuel (risquer de perdre sa propre session, perdre une partie de ses économies) afin de faire un gain collectif (accessibilité plus élargie aux études supérieures.) Mme Beauchamp semblent ne pas comprendre que le choix <<...de perturber sa propre vie...>> est déjà pris par les étudiants.  
C'est comme si elle se voyait en eux; tout ce qu'elle aurait en tête est cibler son propre cheminement. Comme une projection, en psychologie.  
C'est donc une véritable incompréhension de la cause des étudiants qui caractérise sa position. Après tout, les étudiants et la ministre





- n'ont pas les mêmes visées, elle, femme de pouvoir, eux, revendicateurs de l'égalité.
- Sebas124 – Abonné, 23 mars 2012 16 h 48  
Faux  
La conséquence n'est pas que sur les étudiants comme le suggère la ministre, elle et sur tout le Québec, les universités et le marché du travail.  
Si la session est annulée, les dépenses d'opérations des universités vont être payées pareilles... Sans que le Québec ne bénéficie de la transmission de savoir qui aurait du être fait...  
Non mais est-ce qu'elle comprend quelque chose???
  - Sébastien  
Nasboom – Abonné, 23 mars 2012 16 h 52  
piège  
«À ce moment-ci, il faut que les étudiants comprennent que la perturbation sera avant tout dans leur vie. Boycotter ses cours, c'est choisir de perturber sa propre vie, ça va vouloir dire un prolongement de la session, la reprise des cours, possiblement des cours de soir», a-t-elle brandi.  
Un jeune, ça ne pense pas vraiment comme ça. Elle est à court d'arguments ou alors cela fait longtemps qu'elle ne les cotoie plus. Bravo, en tout cas, pour la manifestation. Je crois qu'ils ont réussi à piéger ce gouvernement.
  - claud boucher – Inscrit, 23 mars 2012 17 h 33  
les conséquences de la grève  
Les conséquences de la grève Mme Beauchamp, sont beaucoup moindre qu'un PLQ au pouvoir dans toute sa splendeur de manguilles, de non respect de la loi 101, des écoles passerelles, du déficit à la caisse de dépôt, du salaire camouflé de John pendant dix ans, du refus de faire une enquête publique sur la construction, les enveloppes brunes déposées dans la caisse électorale du PLQ, le Plan Nord pour engraisser les petits amis du PLQ, etc. etc...
  - Jean de Cuir – Abonné, 23 mars 2012 17 h 38  
Éveil d'un débat!  
Que faire quand le départ est loupé? Au commencement, le verbe... Et oui, la communication. Entre personnes souveraines que peut-on espérer sinon une recherche de consensus. La place de l'éducation -- laquelle? -- dans la vie de la société comment la penser et comment l'évaluer? Déjà, une "teste bien faite" était nourrie des acquis du savoir, d'habiletés diverses et d'une vision du monde. Quels acquis transmettre, quelles habiletés acquérir et devant plusieurs visions du monde comment prendre acte des réseaux d'échange, des interactions actuelles aux divers plans de la vie sociale, et quelle tête formée pour pouvoir être autonome, critique et ouvert. Car, il me semble, que la décision prise d'augmenter les frais de scolarité, tout en étant une taxe déguisée, a eu comme effet de mettre devant la société la question de la place de l'éducation. On a entendu dernièrement la proposition que l'éducation doit être orientée en fonction du marché. Vieille rengaine utilitariste. Déjà un Task Force on Labour Market Development in the 1980's du gouvernement fédéral avait fait ce constat, mais sur des bases peu solides. Le "Task Force" méconnaissait la nature de l'Université. Je me demande si le gouvernement actuel est bien au fait. Par une démarche qui semble simple, ajouter des frais, on éveille un débat fondamental que l'on ne peut plus ignorer.
  - Que les étudiants fassent une proposition concrète, à eux de la définir. S'il y a refus qu'ils retournent aux cours et développent des stratégies qui auront comme effet de renverser ce gouvernement.
  - Maurice Tardif – Abonné, 23 mars 2012 17 h 55  
Machine infernal  
Il faut être incompétente comme une politicienne professionnelle pour ne pas comprendre son propre système scolaire. En effet, celui-ci est une sorte de machine infernale générationnelle basée sur le roulement de 1,5 millions d'étudiants. Les cohortes d'étudiants poussent les unes sur les autres du primaire à l'université: les finissants du primaire ont besoin que les finissants du secondaire leur cèdent la place pour y entrer; les finissants du secondaire ne peuvent aller au cégep qu'à condition que les cégepiens en sorte; à leur tour, les cégepiens ne peuvent aller dans les universités que s'ils y trouvent des places laissées vacantes par les universitaires qui finissent. Vouloir annuler un seul semestre reviendrait à stopper cette machine, ce qui entraînerait une suite de conséquences complètement absurdes. Je vous laisse le soin de les imaginer.
  - Gilles Thérberge – Abonné, 23 mars 2012 18 h 08  
Madame est dépassée  
On peut croire que madame est dépassée par les événements.
  - zetetikos – Inscrit, 23 mars 2012 18 h 19  
Quand la Raison nous quitte...  
J'avoue qu'en tant que Français, je ne pensais pas retrouver en Amérique du Nord ce genre de manifestations absurdes, dignes de la plus mauvaise scène sociétale française...  
Il s'agit bien de manifestations contre une hausse des droits de scolarité de 1625\$ sur 5 ans, soit 325\$/an ! Je dois bien reconnaître que tout cela me laisse pantois pour plusieurs raisons, sur le fond de l'enjeu, comme sur la forme...  
Premièrement, il est évident que dans un monde de plus en plus compétitif, avec des universités de plus en plus brillantes dans les pays dits "émergents", les sociétés occidentales doivent (et il s'agit bien d'un impératif absolu!) s'adapter à cette nouvelle réalité, ou régresser. Si adaptation il y a, alors moyens financiers pour la mettre en place il doit y avoir... Personne, même les étudiants les plus déconnectés du réel, n'ignorent la situation financière des États occidentaux, même si le Canada s'en sort plutôt bien, comparé à ce qui se passe en France. Il est donc, encore une fois, évident que les gouvernements ne peuvent prendre en charge seuls ces adaptations, et que les étudiants, qui sont tout de même les premiers concernés, doivent aussi "mettre la main à la poche".  
Si je ne m'abuse, les droits de scolarité au Québec sont les plus faibles de Canada.  
En outre, si l'État doit assurer l'éducation pour tous, il doit le faire dans la limite de l'école obligatoire; en France, par exemple, il s'agit de 16 ans (je ne sais pas quel est l'âge limite ici au Québec). En aucun cas, les États n'ont une obligation d'assurer l'Université pour tous. Il s'agit bel et bien d'un choix individuel, qui doit donc être assumé en tant que tel. De plus, nous savons tous (mais certains semblent ici feindre de l'ignorer...) que les sociétés occidentales produisent un nombre incalculable de diplômés de pacotille, pensant certainement qu'en abaissant le niveau de l'éducation supérieure et en ayant de ce fait plus de diplômés
  - Jean Francois – Inscrit, 23 mars 2012 18 h 41  
On dirait qu'il y a anguille sous roche. "on savait que ça allait entraîner ce genre de mobilisation" a dit la ministre, je me demande quel est le plan des libéraux ?  
Une autre technique pour mieux faire passer le plan nord ?  
A mon avis ils sont sur le bord de nous sortir une carte, mais pourquoi donc avoir fait un tel geste tout en sachant que cette réaction allait être aussi mobilisatrice et ce juste avant les élections ?
  - Christian Montmarquette – Inscrit, 23 mars 2012 18 h 54  
Occupons l'Assemblée nationale !  
Line Beauchamp veut rien savoir ?  
Répondons par la bouche de nos canons !  
Occupons l'Assemblée nationale !  
«À partir d'aujourd'hui la lutte contre la hausse des frais de scolarité ne doit plus jamais être dépeinte comme une «lutte étudiante». À partir d'aujourd'hui la lutte contre la hausse des frais de scolarité doit être appelée par son nom, c'est une «lutte populaire», une «lutte de classe !» - Gabriel Nadeau-Dubois
  - Intégral – Discours 22 mars 2012 - Jeanne Reynolds & Gabriel Nadeau-Dubois  
<http://www.youtube.com/watch?v=Y-39Vve3iY>
  - Christian Montmarquette, QS-c Montréal  
jocelync – Inscrit, 23 mars 2012 19 h 22  
Une autre politicienne totalement soumise à ses sous-ministres  
Plan A: La brigade antiémeute  
Plan B: La menace de catastrophe professionnelle  
Dénouement: Dehors les p'tits boss des bécoses qui se disent prêts à écraser ces jeunes pour leur soutirer un peu de cash, se croyant trop précieux pour se serrer juste un peu la ceinture pour solutionner ces problèmes financiers sociaux dont ils sont eux-mêmes en majeure partie responsables.
  - L Eclair – Inscrit, 23 mars 2012 19 h 29  
À qui s'adresse la ministre ?  
Il est tout de même amusant de lire les propos de la ministre. Il apparaît qu'elle prend la population étudiante pour des tarés... Ce qui ne saurait pas tardé, car au train où vont les choses, si les générations futures n'ont plus accès à l'éducation supérieure en raison de son coût, une bonne partie désertera la scolarité collégiale et un coup partie les études secondaires. Nous savons tous que le raisonnement énoncé relève de la pure sophistique. Mais que dire des propos de la Ministre ? À qui s'adresse-t-elle ? Je crois que le gouvernement actuel tente de gagner du temps, d'accumuler des timbres de chômage. Ça s'en vient. On en a marre ...
  - maximes – Abonné, 23 mars 2012 19 h 36  
Mme Beauchamp  
«possiblement des cours de soir», on voit que ça fait longtemps que Mme la ministre n'a pas vu un horaire d'étudiant universitaire.
  - claud boucher – Inscrit, 23 mars 2012 19 h 36  
les conséquences de la grève  
Les conséquences de la grève Mme Beauchamp, quand les parents de ces étudiants de la classe moyenne, vont devoir piger dans leur maigres salaires pour aider leurs enfant à payer leurs études, vous me faite rire.  
Votre gourou John, a camouflé un salaire d'appoint d'au moins 75,000\$ par année pendant dix ans ajouté à son salaire de PM en

disant qu'il ne pouvait joindre les deux bouts, c'est révoltant.

- Guillaume Langlois – Inscrit, 23 mars 2012 19 h 58

moi! je ne vauz rien fasse à l'enjeux

Elle rapelle aux étudiants les conséquences de la grève. Personne ne lui a dit les conséquences si il n'y avait pas de contestation. Je suis descendu de Québec avec le transport organisé et en revenant à Québec on est arrêté mangé dans un McDo dans le coin de Drummond et il y avait une fille de 7-8 ans qui était devant nous. Elle regardait le gars en face de moi qui avait le visage peinturé rouge et elle a demandé "Est ce que vous avez été à la manifestation à Montréal pour que je puisse aller à l'université moi aussi? Est ce que c'est difficile l'université?" et vous imaginez le reste de la conversation.

Les manifestations et les grèves ne sont pas des gestes individuels c'est collectif. Si la manif n'a pas dégénéré c'est par un mouvement collectif, tout le monde ne voulait pas faire de casse (28 sur 100 000 c'est comparable au taux de criminalité au Québec) Malheureusement, être entendus c'est pas être écouté et encore moins être compris.

- Pensee du jour – Inscrit, 23 mars 2012 21 h 00

La grève...

Hier, les commerces, restaurants et bars du Centre-Ville de Montréal ont certainement fait des affaires en Or... après la manifestation. Les temps ont bien changé... tous ensemble pour la gratuité...

- Monsieur Brodeur – Inscrit, 23 mars 2012 21 h 14

Nous connaissons la suite.

Vous saviez que cela provoquerait ce refus de la part des citoyens qui veulent que le gouvernement respecte l'article 13 du Pacte international relatif aux droits économiques,

sociaux et culturels de l'O.N.U. signée en 1966. Même ceux qui ne le connaisse pas, inconsciemment peuvent le défendre, puisqu'il est pour le développement humain.

Vous saviez, et vous le dites, que l'opposition réagirait de la sorte. Alors quel est votre véritable plan? En politicienne, vous ferez ceci:

- 1- Vous accepterez de considérer le gel des frais de scolarité. (Vous aviez prévu de faire ça, anyway, avant de déclencher la crise..)
- 2- Vous prendrez le temps de bien expliquer que pour "maintenir" les frais scolaires, il faut que le gouvernement coupe en quelque part, genre les garderies.. ou que sais-je d'autres.
- 3- Vos journaux et vos collaborateurs des médias de masse martèleront qu'on s'en va à la bankroutte et que le plan nard de Charest est la seule avenue possible.

Bref, votre jeu est clair. Vous espérez qu'on pliera sur le fait qu'on veuille un débat concernant nos ressources naturelles avant de les donner à vos amis, parce que vous aurez pliez vous même avant, avec comme seul effort de retirer votre nouvelle loi.

Méchante mise en scène en tout cas.. je vous lève mon chapeau!

Stéphane Brodeur, montréal, (et endetté en ta.. parce que vous ne respectez pas le pacte international. C'est comme arpeur, mais en plus hypocrite.)

- Pierre Germain – Inscrit, 23 mars 2012 21 h 47

"Beauchamp rappelle aux étudiants les conséquences de la grève..." Et moi je rappelle à Beauchamp les conséquences d'entraver l'accès à l'éducation. Il semble que l'activité neuronale de Mme Beauchamp de soit pas des plus intense ni des plus complexe.

- Laurent Caron Castonguay – Inscrit, 23 mars 2012 23 h 11

Point de vue d'un simple étudiant

Ce que Mme Beauchamp, fière gardienne de l'accessibilité et de la démocratie (sentez l'ironie), ne semble pas avoir compris c'est qu'il n'est aucunement question de nous les étudiants dans cette grève. Il s'agit de nos enfants et les leurs, c'est pour eux que nous nous battons. Pour qu'il n'ai pas à vivre dans un Québec d'aplatventrisme, riche en inégalité sociale. Nous nous battons pour un Québec d'avenir, prêt à affronter les futurs crise économique et ce par l'instruction. Ce n'est pas en nous menaçant qu'elle nous fera faiblir BIEN AU CONTRAIRE. Nous n'en sommes que plus mécontents! Si Claude Bachand qualifie son budget, remplis d'idiotie, de second mai '68 c'est parce qu'il sait qu'il nous tire tous 44 ans en arrière. Mes parents n'ont pas pu aller à l'université, il font parti de la classe moyenne (voir à faible revenu depuis quelques années). Je suis présentement à l'université et je me considère chanceux d'avoir eu assez de crédit pour payer. C'est simplement ridicule que je doive vivre sur une marge de crédit qui resserre son étiau autour de ma gorge. Revenons au budget Bachand, il réinvestis plus de 500m\$ dans l'industrie du jeu, qui détruit des milliers de familles québécoise chaque année, il investi dans les industries minière, chose qui normalement devrait être faite par la caisse de dépôt, même chose pour l'industrie forestière. J'en passe sur leur imbécilité pour ne pas encombrer la page avec autant d'inepties. Devant tant d'inégalité j'affirme, réitère et signe que le mouvement étudiant ne faiblira pas et que nous ne sommes pas seul à mener ce combat.

## LA PRESSE: Le maire Tremblay rappelle sa volonté de partager les coûts de la police - Publié le vendredi 23 mars 2012 à 15h53



Photo: André Pichette, Archives La Presse

Le maire a toutefois refusé de dire s'il demanderait carrément au gouvernement du Québec de partager la facture avec lui, puisque Montréal a été le théâtre de manifestations étudiantes quasi quotidiennes depuis un mois.

Lia Lévesque, La Presse Canadienne, Montréal

Au lendemain d'une méga-manifestation qui a sûrement entraîné des coûts importants pour les services policiers, le maire de Montréal, Gérald Tremblay, a rappelé sa volonté d'avoir des discussions avec le gouvernement du Québec sur des dépenses de ce type qui sont encourues par la Ville.

Le maire a toutefois refusé de dire s'il demanderait carrément au gouvernement du Québec de partager la facture avec lui, puisque Montréal a été le théâtre de manifestations étudiantes quasi quotidiennes depuis un mois. Or, ces manifestations ont été provoquées par une décision du gouvernement du Québec, soit la hausse des droits de scolarité.

Le maire a réitéré sa volonté d'avoir des discussions avec le gouvernement du Québec sur le sujet plus large de coûts additionnels dont la Ville écope pour ses services policiers.

Interrogé à ce sujet, le ministre des Finances, Raymond Bachand, a objecté que Montréal a l'avantage d'avoir quatre universités, donc des milliers d'étudiants qui stimulent son économie, et qu'elle a donc aussi le désavantage d'avoir à l'occasion des manifestations de ces mêmes étudiants.

## LESOLEIL.COM: Grève étudiante: Line Beauchamp resserre l'étiau - Publié le vendredi 23 mars 2012 à 15h39 | Mis à jour le vendredi 23 mars 2012 à 16h31



La Presse Canadienne

«À ce moment-ci, il faut que les étudiants comprennent que la perturbation sera avant tout dans leur vie. Boycotter ses cours, c'est choisir de perturber sa propre vie, ça va vouloir dire un prolongement de la session, la reprise des cours, possiblement des cours de soir», a brandi la ministre de l'éducation, Line Beauchamp.

La Presse Canadienne, Québec

La grande démonstration de solidarité étudiante contre la hausse des droits de scolarité jeudi à Montréal n'a pas fait dévier d'un iota la trajectoire de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Au contraire, la ministre a resserré l'étiau vendredi, évoquant les lourdes conséquences encourues par les étudiants s'ils poursuivent le boycottage de leurs cours.

«À ce moment-ci, il faut que les étudiants comprennent que la perturbation sera avant tout dans leur vie. Boycotter ses cours, c'est choisir de perturber sa propre vie, ça va vouloir dire un prolongement de la session, la reprise des cours, possiblement des cours de soir», a-t-elle brandi.

En conséquence, la balle est dans le camp des associations étudiantes, a affirmé Mme Beauchamp dans une entrevue à La Presse Canadienne. Sans leur fixer une date butoir, la ministre a prévenu les étudiants qu'ils auront un choix crucial à faire d'ici les prochains jours s'ils veulent éviter de «perturber leur vie».

«La décision est entre les mains des étudiants. Il y a beaucoup de votes (sur la poursuite de la grève) qui vont devoir se prendre aujourd'hui, lundi, mardi, mercredi, jeudi, et je souhaite que ce soit des votes secrets et que les débats se fassent au sein de la communauté étudiante au cours des prochains jours», a-t-elle dit.

Parce que les positions sont irréconciliables et que la décision de hausser de 1625 \$ les droits de scolarité sur cinq ans «est prise», il n'y aura pas de négociations avec les étudiants, a aussi statué Mme Beauchamp.

«Les associations étudiantes défendent deux options: l'une veut discuter de la gratuité complète, l'autre veut le gel et faire assumer la facture par d'autres. C'est un peu du «pas dans ma cour» et ça ne peut pas être une position de discussion», a-t-elle soulevé.

**Pas d'événement «historique»**

Qu'il y ait eu 100 000 ou 200 000 manifestants dans les rues jeudi ne change rien à la nécessité de relever la part du financement assurée par les étudiants, selon la ministre.

Elle se réjouit que la grande manifestation se soit déroulée sans anicroche mais refuse d'y voir un événement «historique» ou encore l'expression d'un quelconque «Printemps québécois».

«C'est une mobilisation importante, mais elle a réuni les joueurs que l'on voit traditionnellement. Le mouvement étudiant aux côtés des alliés syndicaux, du Parti québécois et de Québec solidaire, on savait que ça allait entraîner ce genre de mobilisation», a-t-elle dit.

De leur côté, les organisateurs ont salué «le caractère pacifique» de la manifestation de jeudi. Ils ont néanmoins lancé un avertissement: la situation pourrait s'envenimer si le gouvernement continue à faire la sourde oreille.

«Je pense qu'il y a des dangers que ça pète, oui, surtout si le gouvernement maintient la ligne dure pour la prochaine semaine», a dit le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin.

«À un moment donné, ça va devenir une véritable crise sociale. Les gens vont manifester à tous les jours, ils vont perturber les bureaux de députés et je n'aurai plus aucun contrôle», a-t-il ajouté.

Pour sa part, la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, a invité la ministre de l'Éducation à saisir la main tendue par la foule de manifestants.

«On attend que le gouvernement fasse aussi preuve de responsabilité et demande une table de discussion avec les étudiants. Il est plus que temps qu'on règle ce conflit-là, parce que du côté des étudiants, on va se montrer de plus en plus déterminés. Ce n'était que le début de la mobilisation», a-t-elle lancé.

**Poussée dans ses retranchements**

L'absence d'ouverture affichée par la ministre au lendemain de cette démonstration d'unité du mouvement étudiant n'a pas surpris outre mesure le porte-parole de la Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois.

«C'est certainement décevant, c'est très décevant. C'est très provocant comme attitude, mais ce n'est pas surprenant. C'est l'attitude qu'a le ministre depuis le début de cette grève, elle fait comme si tout allait bien alors qu'il y a la moitié du système d'éducation post-secondaire québécois qui est en paralysie totale», a-t-il affirmé.

Et si Mme Beauchamp a ressenti vendredi le besoin de rappeler que la grève aurait des conséquences sur le déroulement des sessions au cégep et dans les universités, c'est essentiellement parce qu'elle a été poussée dans ses derniers retranchements, estime M. Nadeau-Dubois.

«Les gens qui ont voté la grève connaissent très bien ces risques-là [...] Ça me semble être une tentative désespérée, encore une fois, de saboter ce mouvement de grève», a-t-il suggéré. À en croire les trois leaders étudiants, la mobilisation étudiante semble vouloir se poursuivre de plus belle.

En plus de manifestations prévues le 27 mars (à Montréal et en régions) et le 4 avril (dans la circonscription de Sherbrooke, celle du premier ministre Jean Charest), les moyens d'action à venir cibleront les députés libéraux qui ont été élus de justesse dans une dizaine de circonscriptions du Québec, ont annoncé vendredi la FECQ et la FEUQ.

La CLASSE doit quant à elle déterminer quelles seront les prochaines étapes de sa stratégie au cours d'un congrès qui se tiendra au cégep Édouard-Montpetit ce week-end.

**RADIO-CANADA / SUJET: Droits de scolarité au Québec: L'éducation supérieure : quelques chiffres - Mise à jour le vendredi 23 mars 2012 à 13 h 42 HAE**



Moyenne des droits de scolarité universitaires des étudiants canadiens du premier cycle à temps plein (2011 - 2012)

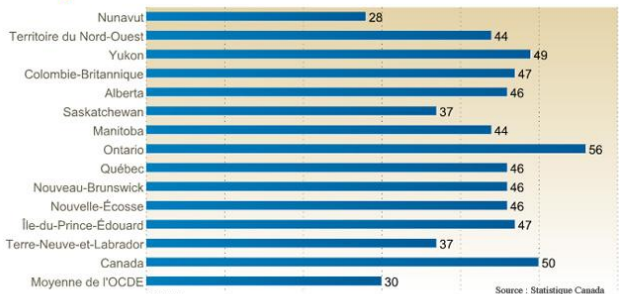


Source : Statistique Canada

Tiré de l'enquête sur les frais de scolarité et de subsistance des étudiants à temps plein dans les universités et les collèges du Canada de Statistique Canada.



Diplômés, collégial et universitaire, 25 à 64 ans (2009) (Pourcentage par rapport à la population)



OCDE: L'Organisation de coopération et de développement économiques compte 34 pays.

Tiré de la publication Indicateurs de l'éducation au Canada : une perspective internationale de Statistique Canada.

Droits de scolarité annuels moyens perçus par les établissements publics pour une formation universitaire à temps plein dans les pays de l'OCDE (2008-09)



Source : OCDE (2011). Regards sur l'éducation 2011

Tiré du rapport Regards sur l'éducation 2011 de l'OCDE, page 63

**Endettement étudiant**

Une étude de Statistique Canada, publiée en janvier 2010, a comparé le profil d'endettement des étudiants canadiens ayant obtenu leur diplôme en 2005 à ceux l'ayant obtenu dix ans plus tôt.

- Proportion des étudiants ayant un prêt étudiant en 1995 : 49 %
- Proportion des étudiants ayant un prêt étudiant en 2005 : 57 %
- Dettes d'études moyenne en 1995 : 15 200 \$
- Dettes d'études moyenne en 2005 : 18 800 \$
- Proportion des emprunteurs qui devaient plus de 25 000 \$ en 1995 : 17 %
- Proportion des emprunteurs qui devaient plus de 25 000 \$ en 2005 : 27 %

Tiré de l'étude sur les répercussions financières des prêts étudiants de Statistique Canada

**Des données sur l'aide financière au Québec (source : Conseil supérieur de l'éducation)**

En 2008, près de 40 % des étudiants québécois recevaient une aide financière provenant du Programme de prêts et bourses :  
 - Un peu plus du quart de ces étudiants avaient des bourses;  
 - 13 % de ces étudiants recevaient des prêts seulement.  
 Pour déterminer le montant d'aide, le Programme de prêts et bourses tient compte de différents facteurs :





**les dépenses admises, soit les frais de subsistance et les droits de scolarité moins les revenus de l'étudiant et la contribution parentale.**

Le résultat, s'il est positif et que l'écart est élevé, ouvre la porte à une bourse et un prêt.

S'il est positif, mais bas, l'étudiant aura droit à un prêt seulement.

**L'importance de la contribution parentale**

Dans tous les cas de figure, la contribution parentale est une donnée déterminante du calcul. C'est du reste une des raisons qui expliquent les mariages blancs que font les étudiants entre eux pour obtenir un maximum d'aide en éliminant la contribution parentale.

Et les mariages pourraient se multiplier. Parce que la diminution de la contribution parentale annoncée dans le budget du Québec aura surtout un impact positif pour les ménages à faible revenu.

**Les boursiers protégés**

Ce sont d'ailleurs les boursiers qui profiteront des hausses, puisqu'elles n'auront aucun impact négatif sur leur aide. Au contraire. Avec un plafond de prêt à 2400 \$ et étant donné que les droits de scolarité font partie des dépenses admises, les hausses des droits se traduiront par des bourses mieux garnies.

C'est d'ailleurs cette mesure de protection des boursiers qui accapare près des trois quarts des sommes consacrées à l'aide financière aux études dans le budget Bachand.

**L'allocation spéciale**

L'autre mesure qui aidera les étudiants à éponger les dommages collatéraux des hausses, c'est l'allocation spéciale, destinée aux détenteurs de prêts seulement. Cette allocation permet aux étudiants de disposer de liquidités pour éponger les hausses.

De 100 \$ en 2007, elle passera à 325 \$ pour les cinq prochaines années.

**CYBERPRESSE: Line Beauchamp brandit la menace de perturbation de la session - Publié le vendredi 23 mars 2012 à 10h48 | Mis à jour le vendredi 23 mars 2012 à 12h51**



Photo: Jacques Boissinot, Archives PC

En fin de compte, ce sont les étudiants qui seront les plus pénalisés, a rappelé la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

Pascale Breton, La Presse

Au lendemain de la grande manifestation qui a réuni des dizaines de milliers de personnes dans les rues de Montréal, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, brandit la menace de session perturbée pour les étudiants.

En entrevue à *La Presse*, Mme Beauchamp a indiqué qu'il n'est pas possible de déterminer à partir de quel moment des sessions pourraient carrément être annulées en raison de la grève générale illimitée des étudiants.

«On ne peut décréter une date, un moment. La situation est variable d'établissement en établissement, selon le vote de boycott», a-t-elle déclaré.

En revanche, alors que plusieurs associations doivent se réunir au cours des prochains jours pour discuter de la suite des choses, à savoir si le vote de grève sera reconduit ou non, la ministre brandit la menace de «perturbation possible des sessions».

Certaines associations sont en grève depuis cinq semaines. La fin des cours prévue au calendrier régulier approche dangereusement.

En fin de compte, ce sont les étudiants qui seront les plus pénalisés, a rappelé Mme Beauchamp.

«Quand on parle de prolongement de session, ça veut dire moins de revenus, ça peut vouloir dire des reprises de cours de soir. On rentre dans un moment où les votes qui se prennent sont très importants.»

Jeudi, au terme de la manifestation qui a déferlé dans les rues de Montréal, les organisations étudiantes ont appelé leurs pairs à une mobilisation encore plus forte contre la hausse des droits de scolarité.

Dans la rue, les nombreux manifestants ont reçu l'appui de groupes sociaux, de syndicats, d'élus et de citoyens en général, de jeunes familles comme de retraités.

Les images où le rouge prédominait, montrant les kilomètres de marcheurs qui scandaient des slogans, sont éloquentes.

La ministre a d'ailleurs reconnu l'ampleur de la mobilisation. Hier, dans le cadre de la manifestation nationale, c'est 300 000 étudiants et cégépiens qui avaient décrété une levée de cours. En date d'aujourd'hui, quelque 240 000 sont en grève générale illimitée.

«Bien sûr, j'ai constaté comme vous que la mobilisation d'hier (jeudi) était importante. Je suis très satisfaite que le message ait été entendu à savoir qu'une manifestation pouvait ne pas se transformer en confrontation.»

Mais le discours du gouvernement ne change pas. Il n'est pas question de s'asseoir avec les étudiants pour initier un dialogue.

Les organisations étudiantes prônent soit la gratuité scolaire, soit le gel des droits de scolarité. Les étudiants refusent de parler de leur contribution, mais veulent dire au gouvernement qui peut contribuer davantage dans la société, a fait valoir Mme Beauchamp.

Le bras de fer semble donc vouloir se poursuivre. De leur côté, les étudiants promettent en effet une mobilisation encore plus grande, avec davantage d'activités de perturbation au cours des prochains jours.

**RADIO-CANADA / SAGUENAY-LAC-ST-JEAN: Altercation à l'UQAC : aucune dissension chez les professeurs selon le syndicat - Mise à jour le vendredi 23 mars 2012 à 9 h 08 HAE**



Les étudiants de l'UQAC lors d'un vote de grève, le 14 mars

Il n'y a pas de dissension au sein des professeurs de l'Université du Québec à Chicoutimi (UQAC) par rapport à la grève étudiante, selon le président du Syndicat des professeurs, André Leblond.

Mercredi, le directeur du module des sciences humaines à l'UQAC, Martin Simard, aurait haussé le ton devant un piquet de grève d'étudiants et en aurait poussé quelques-uns.

Il a d'ailleurs remis sa démission aujourd'hui. Dans sa lettre, il fait valoir son désaccord avec le vote de grève des étudiants de son module. Il explique que le débrayage perturbe les cours, qu'il est incapable de ramener l'ordre et qu'il manque d'intérêt à planifier d'éventuelles mesures de rattrapage.

Le président du Syndicat des professeurs soutient qu'il s'agit d'un incident isolé qui reflète la pression que le recteur de l'UQAC met sur les professeurs et les étudiants.

**LA PRESSE: La bière Boris encourage le mouvement étudiant - Publié le vendredi 23 mars 2012 à 08h16**

Isabelle Massé

La bière Boris se positionne en tant que marque solidaire des étudiants contre la hausse des droits de scolarité.

Jeudi, dans une pleine page du quotidien *Le Devoir*, la marque a affiché non seulement ses

couleurs, mais une image remaniée de son logo le jour même de la grande manifestation étudiante à Montréal. Le drapeau sur lequel est affiché un B prend la forme du désormais célèbre carré rouge. «L'idée est venue la veille de la manifestation, raconte Michel Godin, vice-

président de Brasserie Licorne, qui brasse la bière Boris. On voulait absolument accompagner les étudiants, le groupe d'âge qu'on cible, sans être racoleur. On voulait leur faire un clin d'oeil d'encouragement.» C'est un flash de dernière minute, ajoute-t-il. On est convaincus que le

mouvement ne s'arrêtera pas demain. On risque de revoir la pub dans d'autres journaux.»



Image fournie par la Brasserie Licorne  
Le logo modifié de la brasserie pour le 22 mars  
Boris pourrait-elle se mettre à dos ceux qui ne sont pas contre la hausse des droits de scolarité? «Je suis pour la hausse, mais je bois quand même la Boris, car on a tous la liberté de nos choix, Boris inclus», a écrit un «ami» sur la page

Facebook de Boris, tandis que d'autres se questionnaient sur l'opportunisme de cette pub.



Image fournie par la Brasserie La Licorne  
Le logo officiel de la brasserie.  
Celle-ci (réalisée par l'agence Ig2) fait écho au slogan de la bière qui a vu le jour il y a une dizaine d'années. «Sur nos bouteilles et nos emballages, on communique ceci: «Mes valeurs sont celles d'une génération qui veut garder le contrôle sur sa vie et son avenir», dit Michel

Godin. À l'époque, je voulais créer une bière de discussion et non de party. Alors que d'autres lançaient de gros formats, on est allés à l'opposé. Nos bouteilles font 250 ml.»

#### Expansion

Brassée à Saint-Hyacinthe, la bière Boris est offerte dans 5000 points de vente au Québec, 1000 dans le reste du Canada, ainsi que dans une centaine de bars à Buenos Aires, en Argentine. La brasserie produit annuellement 35 000 hectolitres. «On va bientôt s'appeler liquid designer et non plus brasseur, annonce Michel Godin. On ne se limitera plus à la vente et à la fabrication à base de bière. Cet été, on va vendre de la vodka Boris à la SAQ. On va aussi produire des cidres. On veut toucher à toute forme de boisson alcoolisée. On projette une croissance de 25% en 2012.» La pub dans Le Devoir arrive, par ailleurs, quelques jours avant le lancement d'un thé glacé alcoolisé Boris.

## LE SOLEIL: Des étudiants proposent «l'antiémeute» pour accéder aux cours - Publié le vendredi 23 mars 2012 à 05h00



Photothèque La Presse

Michel Corbeil, Le Soleil

(Québec) Un autre groupe d'étudiants de la région exigent que l'Université Laval leur garantisse l'accès aux cours, quitte à envoyer «l'antiémeute» pour briser les piquets de grève, suggèrent-ils.

Québec, région distincte. Au moment où les tenants de la grève sur les droits de scolarité y allaient d'une manifestation monstre, à Montréal, la Coalition pour un investissement étudiant efficace écrivait au recteur Denis Brière pour obtenir un accès «sans entrave» aux salles de classe, a indiqué sa présidente, Gabrielle Brisebois.

Le groupement en formation ne compte qu'une soixantaine de membres, dont quelques-uns sont au cégep, a indiqué l'étudiante à la maîtrise en

littérature. Mais il vise à recevoir une accréditation officielle pour se donner une structure permanente, au-delà de l'actuelle vague de débrayages, a-t-elle poursuivi.

#### «Hausse responsable»

«Nous sommes pour une hausse responsable des frais de scolarité», a souligné Mme Brisebois. Elle s'est gardée de cautionner le gouvernement Charest sur l'utilisation qu'il promet de faire avec les fonds. Mais le groupe est surtout né «parce que nous sommes contre la grève».

La missive de la nouvelle Coalition est adressée au recteur de l'Université Laval pour qu'il prenne «ses responsabilités et [permette] aux étudiants qui veulent avoir accès à leurs cours de pouvoir y accéder sans entrave». Les signataires disent s'attendre à ce que Denis Brière prenne les mêmes mesures que celles prises «pour libérer ses bureaux, le 12 mars», lorsque des étudiants les ont envahis.

Ce moyen, c'est «l'antiémeute», précise la lettre. Gabrielle Brisebois a répondu qu'il faut envisager ce recours extrême. Pour le moment, le «service de sécurité [de l'Université] ne fait rien». Le règlement disciplinaire de l'institution est clair : «Les étudiants ne peuvent entraver l'accès à un cours ou «empêcher un événement de se dérouler».

Signalons que des mises en demeure ont été déposées pour contester les moyens de pression à Laval. Dans un cas, Laurent Proulx réclame un dédommagement de l'Association des étudiants en anthropologie pour l'enseignement dont il a été privé. Jeudi, 10 inscrits ont pris la même voie, sans demander un remboursement, pour que les cours «soient accessibles à l'ensemble des étudiants et enseignants, et ce, en toute sécurité».

## LE DEVOIR: Les partis d'opposition et les syndicats aux côtés des étudiants - Vendredi 23 mars 2012



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir  
Les étudiants ont reçu l'appui de camionneurs au port de Montréal hier matin.

Louis Chaput-Richard

Plusieurs partis politiques d'opposition et grandes organisations syndicales ont profité de la journée de manifestation nationale, hier, pour réitérer

leur opposition à la hausse des droits de scolarité et pour exhorter le gouvernement Charest à ouvrir un dialogue avec les étudiants.

Lors d'une conférence de presse coorganisée par la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), hier matin, la chef du Parti québécois, Pauline Marois, a demandé à nouveau au gouvernement Charest de changer d'attitude et de discuter avec les étudiants pour trouver un terrain d'entente. «En ce moment, le gouvernement se comporte comme si les étudiants étaient des ennemis de l'État. [...] En refusant de dialoguer avec les jeunes, Jean Charest fait preuve de faiblesse», a affirmé la chef du PQ.

Mme Marois a en outre rappelé qu'un gouvernement péquiste annulerait cette hausse des droits de scolarité et organiserait un sommet sur l'éducation supérieure afin de revoir le mode de financement des universités. «Personne n'accepterait une hausse de tarifs d'électricité, de taxes ou d'impôts de 75 %. Les familles de la classe moyenne n'ont plus les moyens d'encaisser une hausse brutale des frais de scolarité.»

Aux côtés de Mme Marois, la coporte-parole de Québec solidaire, Françoise David, a salué la mobilisation étudiante et a indiqué que son parti non seulement s'oppose à la hausse, mais veut même aller plus loin et instaurer «la gratuité scolaire de la maternelle à l'université». «L'éducation est un droit, au même titre que l'accès au système de santé [...], et c'est une richesse pour toute la société québécoise», a-t-elle affirmé.

#### Gratuité scolaire

La gratuité scolaire est aussi préconisée par le chef d'Option nationale, Jean-Martin Aussant, qui estime que la hausse prévue compromet grandement l'accessibilité aux études. «La gratuité scolaire, à terme, ça



s'autorembourse, a-t-il ajouté. Dans les pays qui ont fait [ce choix], on a constaté que les gens étudiant plus longtemps [...] ont des salaires plus élevés et paient donc plus d'impôts.»

Les représentants des grandes organisations syndicales membres de l'Alliance sociale — qui regroupe notamment la CSN, la FTQ et la CSQ — étaient également présents à cette conférence de presse pour appuyer les étudiants en grève et exiger du gouvernement qu'il entame rapidement un dialogue avec eux.

### Vos réactions

- Lise Moga – Inscrit, 23 mars 2012 07 h 33  
N'importe quoi pour un vote!  
"Mme Marois a en outre rappelé qu'un gouvernement péquiste annulerait cette hausse des droits de scolarité et organiserait un sommet sur l'éducation supérieure afin de revoir le mode de financement des universités".  
Mme Marois a eu l'occasion de manifester son leadership lorsqu'elle était ministre de l'éducation. Elle a contribué à l'impasse de maintenant.
- Curley – Inscrite, 23 mars 2012 09 h 13  
En effet, l'éditorial d'André Pratte ce matin en fait mention tout comme l'opinion de Bjorn Sundby Océanographe originaire de Norvège qui vit maintenant au Québec. Tout le monde vante ce système, c'est bien mais il faut redonner à l'État, comment? Service militaire non rémunéré pour tous les étudiants gradués pour 12 mois, auparavant il était de 18.  
On instaure au Québec.....manifestations en vue? Bravo au gouvernement Charest pour ce courage politique.
- Dominique Beaulieu – Inscrit, 23 mars 2012 14 h 06  
Je suis membre du PQ. Je suis l'auteur de la proposition sur la langue d'affichage. Donc, je vais la surveiller.
- Robert Dube – Inscrit, 23 mars 2012 11 h 18

N'importe quoi pour un vote!

@ Lisa Moga

Vous avez bien raison. Du grand guignol.

Samuel Gagnon – Inscrit, 23 mars 2012 11 h 24

Sa doit bouger

Je trouve drôle les gens qui veulent aller chercher 1650\$ dans les poches des étudiants (Un étudiant, l'été, quand il peut réellement travailler toute la semaine, arrive avec le salaire minimum à gagner plus ou moins 360\$ par semaine, donc quatre semaines et demi seulement pour combler l'augmentation de la hausse de frais de scolarité.

À condition de ne pas manger bien-sur, sinon c'est plus long.

Je suis contre la logique que tout le monde doit obligatoirement s'endetter pour vivre.

Au Québec, nous avons une population active de 4.75 millions d'individus sur 8millions.

La hausse devrait rapporter 250millions de plus aux Universités.

250 / 4,75 = 52,63 par personne active par année

Donc 4,39\$ par mois. De quoi vous avez peur.

Notez ici que je n'ai pas parler des impôts des entreprises.

Si on ajoute les entreprises,,,, je ne sais pas quel montant ridicule ça ferait.

Si c'est pour garder l'éducation la plus gratuite possible, la plus accessible possible, je suis prêt à payer. POUR TOUS.

Battons-nous pour la majorité. Battons-nous pour demain. Pourquoi est-ce qu'il devrait être normal d'accepter que nos enfants plus tard commence leurs vies déjà endetté. Ce n'est pas la société que je veux. Bougons pour la changer à notre image. À l'image de ceux qui au final, vont être pour la rembourser aussi la dette du Québec. Et les payer vos pensions. Ça ne me dérangera même pas, mais ne nous endettez pas avant que nous soyons sur le marché du travail S.V.P.

Se gouvernement doit revoir ses positions, nous sommes le futur de cette province après tout.

Enseignant – Abonné, 23 mars 2012 20 h 46

Je suis tout à fait d'accord, continué votre combat le gouvernement commence à paniquer car il est rendu au menace.

Eauze – Inscrit, 24 mars 2012 07 h 49

La petitesse de l'esprit fait l'opiniâtreté.

On ne croit pas à l'éducation en tant qu'investissement. Autrement, que font tous ces étudiants-grévistes et ses profiteurs (politiciens, syndicalistes) dans la rue alors que cet investissement est déjà payé à 80% par les contribuables ? La petitesse les rassure, car elle exige peu, mais il n'en est pas ainsi du réalisme économique, qui exige beaucoup.

## LE DEVOIR: Après la marche, la musique: Plusieurs artistes ont pris part à un spectacle gratuit en soirée – Vendredi 23 mars 2012



Photo : Pedro Ruiz - Le Devoir

Le chanteur Paul Piché est au nombre des artistes qui ont participé hier à Montréal à un spectacle en appui aux étudiants grévistes.

Mélissa Guillemette

Après la manifestation, quelques centaines d'étudiants opposés à la hausse des droits de scolarité ont terminé la soirée à l'Haussette d'show, un concert gratuit au Métropolis.

Étonnamment, la salle montréalaise de 2000 places n'était pas pleine. Mais la foule était absolument en liesse après chaque intervention sur scène concernant la manifestation nationale d'hier et les enjeux d'éducation.

Le spectacle, organisé par la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), marquait l'appui de plusieurs artistes à la cause.

D'abord, l'appui de l'Union des artistes qui a de nouveau dénoncé le refus du gouvernement de négocier avec les étudiants. «Le gouvernement doit être à l'écoute de ses citoyens et doit chercher à mettre en place un cli-

mat propice aux solutions, avec les représentants des associations étudiantes», a déclaré Louis-George Girard, au nom de l'Union.

Le comédien Paul Ahmarani, animateur du spectacle, en a rajouté. «On n'est pas des pions des nombreux plans de monsieur Charest», a-t-il dit avant de laisser la voix des artistes «faire écho à notre clameur». Les bravos et les encouragements ont en effet fusé de toute part sur scène.

La «Chorale des grévistes» à trois voix a lancé la soirée, chantant à «Monsieur le Premier Ministre» qu'ils ne peuvent «concevoir cette hausse grossière que vous comptez faire sans notre consentement», puis «vous direz "privilège", je parlerai de "droit"».

Jérôme Minière a enchaîné avec la pièce Le vrai le faux, de son dernier album du même nom. Il s'est dit très amusé par les slogans des étudiants.

Chloé Sainte-Marie a ensuite fait son effet en remplaçant le mot «madame» par «Charest» dans To be or not to be la vie, écrite par Gilles Carle.

Puis, c'était Paul Piché. «Merci de ne pas lâcher», a-t-il dit, avant de lancer sa toute première chanson composée pendant qu'il était un jeune étudiant: Y'a pas grand-chose dans l'ciel à soir. Ça tapait fort des mains au parterre.

Nomadic Massive, Manu Militari, Dan Bigras, des Hommes rapaillés (Louis-Jean Cormier, Michel Rivard, David Marin, Martin Léon), Les Zapartistes, Tomas Jensen, Paul Cargnello et Ivy ont tour à tour pris la scène. «Ce gouvernement essaie de vous faire à vous ce qu'il fait aussi avec les autres: vous vendre les droits que vous avez déjà», a dit Dan Bigras aux étudiants.

La soirée s'est terminée avec le groupe Misteur Valaire.

Les deux porte-parole de la CLASSE, Jeanne Reynolds et Gabriel Nadeau-Dubois, ont été littéralement accueillis en superstars. «[Le gouvernement libéral] avait tort de prétendre que nous n'étions qu'une minorité, a lancé Jeanne Reynolds, faisant allusion à la grande marche au centre-ville qui a attiré 200 000 personnes hier. Nous n'en avons pas fini avec lui!»

Au même moment, un autre spectacle postmanifestation se tenait au National, présentant des groupes et artistes émergents et engagés.

## LE DEVOIR: Le milieu des arts visuels appuie la grève – vendredi 23 mars 2012



Frédérique Doyon

Si la grève étudiante recourt volontiers à l'art pour s'exprimer, l'inverse est aussi vrai. Le milieu des arts visuels s'est joint au mouvement d'appui à la grève étudiante.

Le Regroupement des centres d'artistes autogérés du Québec (RCAAQ) invitait ses quelque 70 membres à fermer leurs portes hier, en guise de soutien aux étudiants qui luttent contre la hausse des droits de solidarité.

«Créateurs de nouveaux savoirs, les artistes ont besoin de latitude et de soutien dans leurs recherches, et l'accès aux études universitaires est un préalable pour le bon fonctionnement de l'écosystème de l'art actuel, écrivait l'équipe du

RCAAQ dans un communiqué diffusé hier. Lutter pour l'accessibilité aux études supérieures, c'est lutter pour une société qui valorise la culture au sens large.»

Une trentaine de centres d'artistes, dont Dare-Dare, Article Skol et Clark, avaient déjà confirmé leur participation. Sur la page Facebook de l'événement Le 22 mars, on ferme!, quelque 600 des 1300 invités, issus de l'art contemporain comme des organismes communautaires, signalaient qu'ils allaient y être.

Joli symbole, le centre Artexpte offre même une bourse de 325 \$ pour souligner l'apport de l'enseignement supérieur à la recherche de pointe en art contemporain. Les étudiants universitaires en

arts ou en histoire de l'art sont invités à soumettre une proposition de sujet de recherche qui s'intègre à leurs études et qui pourrait être menée à Artexpte d'ici la fin du mois de septembre. Artexpte gère et met en valeur un imposant fonds documentaire touchant tous les aspects des arts visuels depuis 1965.

Mardi, le Regroupement des artistes en arts visuels, qui rassemble près de 1500 créateurs, a pour sa part invité le gouvernement Charest à déclarer un moratoire sur les droits de scolarité.

La semaine dernière, l'Union des artistes dénonçait le refus du gouvernement du Québec de négocier ou de discuter avec les étudiants.

## LE DEVOIR: Droits de scolarité - Charest demeure intraitable - Vendredi 23 mars 2012



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir

De l'avis du premier ministre, les dirigeants étudiants ont tort d'accuser le gouvernement de faire la sourde oreille, eux qui avaient claqué la porte de la Rencontre des partenaires de l'éducation en 2010 pour ne pas débattre de l'augmentation des droits de scolarité.

La Presse canadienne

Québec — Les grandes manifestations n'y changeront rien: la hausse des droits de scolarité est inéluctable, a tranché hier le premier ministre Jean Charest.

De l'avis du premier ministre, les dirigeants étudiants ont tort d'accuser le gouvernement de faire la sourde oreille, eux qui avaient claqué la porte de la Rencontre des partenaires de l'éducation en 2010 pour ne pas débattre de l'augmentation des droits de scolarité. «Ils ont choisi de boycotter la discussion, malheureusement. Depuis, nous avons fait une réflexion. Nous avons fait un choix fondé sur notre volonté d'avoir un système d'enseignement postsecondaire de calibre mondial et de se donner les moyens pour y parvenir», a dit M. Charest.

Le débat sur les droits de scolarité perdure depuis des années au Québec et la décision du gouvernement, longuement mûrie, «reflète une politique juste», a poursuivi le premier ministre. Même après la hausse de 1625 \$ sur cinq ans des droits de scolarité, l'effort financier des étudiants québécois

sera moindre — en proportion — que celui exigé de la cohorte des années 1960, a-t-il justifié.

Au terme de l'exercice, ce sont les contribuables qui continueront d'assumer l'essentiel de la facture alors que la part des étudiants ne sera que de 17 % du coût total de leur formation, a insisté le premier ministre.

Plus tôt en matinée, le ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a de nouveau fait la leçon aux dirigeants étudiants à l'origine des entraves à la circulation et des gestes de «perturbation économique».

S'en prendre aux travailleurs qui paient la note n'aidera pas la cause étudiante, a-t-elle soutenu. «C'est un peu mordre la main qui nous nourrit. Les étudiants disent: "je ne veux plus rien payer du tout ou je ne veux pas augmenter ma contribution". Mais l'argent doit venir de quelque part. Si on nuit à l'activité économique, si on empêche des gens d'aller au travail, c'est carrément mordre la main de celui à qui on veut refiler la facture», a dit le ministre.

Pendant qu'il est question de coups d'éclat et de blocus des voies publiques, les vrais enjeux du débat sont occultés, a de son côté déploré le porte-parole de Québec solidaire, Amir Khadir. «Le débat aujourd'hui, c'est le débat sur l'avenir de l'éducation, l'accessibilité de l'éducation, l'avenir de tout le Québec. Tout le reste, ces histoires de contestation, de manifestation, de blocage de pont, de quelques grabuges ne font que dévier du véritable enjeu», a argué le député de gauche en point de presse.

S'il ne cautionne pas «tout le détail de ses actions», le député de Mercier s'est dit «fier» de l'engagement de sa fille, interceptée par la police après avoir participé mardi au blocage du pont Champlain sur la Rive-Sud de Montréal avec un groupe de manifestants. «Je suis solidaire de ma fille, j'aime ma fille et je suis fier de ce qu'elle fait. Elle est très engagée, c'est ce qu'elle a reçu comme éducation de ses parents. [...] Si elle a besoin de moi pour payer sa contravention, je vais la payer», a-t-il dit.

Le premier ministre a quant à lui décoché quelques flèches en direction de sa vis-à-vis de l'opposition péquiste, Pauline Marois, qui évite de révéler ses vues sur le financement des études postsecondaires.

Mme Marois promet en effet d'annuler la hausse décrétée par les libéraux une fois portée au pouvoir, mais ne formule aucune proposition de rechange, si ce n'est la tenue d'un vaste sommet sur l'enseignement supérieur. Le refus de Mme Marois de prendre position sur la question du financement universitaire est un «échec de sa part» et un «manque de leadership», a déclaré M. Charest. «Après des années de débat, elle devrait être en mesure [de prendre position]. Je regrette infiniment qu'elle n'assume pas de leadership sur cette question et qu'elle choisisse d'écouter l'aile gauche», a-t-il relevé.

### Vos réactions

- I poisson - Inscrit, 23 mars 2012 01 h 45 M. Charest, le passé est-il garant de l'avenir ?

(extraits d'une lettre ouverte de M. Pierre Doray et de Mme Amélie Groleau dans cette même édition du Devoir)

"Toutefois, au début des années 1990, le gouvernement libéral de Robert Bourassa décida de procéder au dégel des droits de scolarité et de les augmenter de manière substantielle; ils passèrent en l'espace de quatre ans en moyenne de 581 \$ à 1630 \$. La conséquence fut immédiate: les inscriptions universitaires chutèrent progressivement jusqu'en 1997. Cette décroissance se fit essentiellement sentir dans les universités francophones, qui connurent une baisse de plus de 26 000 inscriptions en cinq ans. Si les universités anglophones ne furent pas autant touchées par cette décision politique,

c'est probablement en raison de leur plus fort recrutement en dehors du Québec. À noter que toujours pour les universités francophones, il a fallu attendre l'année 2003, soit dix ans après la fin du dégel, pour atteindre à nouveau le niveau des inscriptions de 1992."

-----  
Subventionnant en douce des écoles privées juives ne respectant pas les normes minimales du Ministère de l'éducation, M. Charest s'est amendé seulement devant la grogne de Mme Monique Jérôme-Forget.

Mme Line Beauchamp n'a pas actuellement ce courage politique. Malheureusement, les étudiants devront mobiliser encore plus la société québécoise pour sauvegarder le droit à l'éducation.

- François Ricard - Abonné, 23 mars 2012 06 h 00 Selon M. Aussant

Le simple fait d'instaurer un rapport d'impôt unique au Québec permettrait au gouvernement d'épargner 500 millions de dollars annuellement, ce qui couvrirait davantage que la hausse des frais de scolarité qu'il veut imposer aux étudiants qui sont actuellement dans la rue!

- Gilles Delisle - Abonné, 23 mars 2012 06 h 48

Et si c'étaient eux!

Les millions de Québécois, qui attendent depuis des années, de pouvoir se débarrasser de cette bande d'incapables et d'incompétents qui nous dirigent depuis neuf ans, pourraient peut-être avoir toute une surprise en voyant tomber le semblant de gouvernement actuel, grâce aux jeunes étudiants!

- Pierre-R. Desrosiers - Inscrit, 23 mars 2012 08 h 02 Pour une fois ...

- ... Charest a raison sur un point: le PQ devrait se commettre. Au moment d'aller en élection, il devrait proposer un plan de financement universitaire qui soit crédible, quitte à y inclure des hausses raisonnables ou une gratuité financée autrement. Renvoyer tout cela à une Commission ne fait que repousser à plus tard une décision difficile. Il est étonnant que ce parti n'ait pas encore dégage là-dessus une position claire. Il est vrai que depuis l'affaire du futur Colisée de Québec, il lui est difficile de mettre un pied devant l'autre sans crainte de trébucher.
- Desrosiers, Val David
- Sanzalure – Inscrit, 23 mars 2012 08 h 15  
Ce gouvernement doit tomber !  
Il ne tient plus debout. Nous sommes tous tannés, pas juste les étudiants, les professeurs, les parents, les syndiqués, les travailleurs autonomes, les écologistes, les pacifistes, les aînés, les boomers, les marginaux, les poètes, les musiciens, les comédiens, les laissés pour compte...  
Nous sommes tannés !  
Ce gouvernement doit tomber et doit être remplacé par quelque chose d'autre, quelque chose de nouveau, quelque chose qui marche.
  - Serge Grenier
  - Gilbert Talbot – Abonné, 23 mars 2012 10 h 32  
Dégage Charest !
  - André Michaud – Inscrit, 23 mars 2012 11 h 20  
Ce sera votre droit de le faire aux prochaines élections...  
Mais qui a t'il de vraiment nouveau?? Le PQ? Le programme économique farfelu de Québec Solidaire ??  
Reste la CAQ ???
  - emmerdeur – Inscrit, 23 mars 2012 14 h 27  
programme économique farfelu = libéraux et conservateur. On ne peut pas faire pire : on offre les richesses aux multinationales, on endette les jeunes, on diminue l'accès à l'éducation, on gaspille dans l'armée et on construit des ouvrages qui tiennent pas droit et sont à refaire années après année, on finance la mafia et les corrompus...  
Les libéraux sont en train d'emmenner le Québec vers le tiers monde, vers une perte certaine. Alors farfelu Québec solidaire, je ne pense pas. Au moins eux réfléchissent à améliorer la situation et non à enrichir leur amis et eux même avec l'argent des travailleurs québécois.
  - frederic bedard – Inscrit, 23 mars 2012 14 h 37  
même si il est absent de la scène médiatique pour l'instant Jean-Martin aussant d'option national me semble très bien articulé. Même si vous n'êtes pas souverainiste prenez le temps de connaître cette alternative, elle pourrait vous surprendre
  - André Michaud – Inscrit, 23 mars 2012 15 h 44  
@ emmerdeur  
C'est sûr que Québec Solidaire pense à distribuer des milliards à tout vent, créer de nouveaux services, l'éducation gratuite, les garderies gratuites etc... mais pour créer la richesse nécessaire leur programme est "faisons payer les riches" comme si c'était LA panacée économique qui comblerait tous nos besoins..!  
De plus, il y a peu de très riches au Québec, contrairement aux USA qui eux pourraient aller chercher plusieurs milliards..  
Comme avant de donner du fric à leurs enfants, les parents doivent le gagner, même si

- les enfants en voudraient plus et plus et disent à papa "tu n'as qu'à prendre ta carte de crédit", la vie n'est pas aussi naïve..
- Jude-Jean – Inscrit, 23 mars 2012 09 h 23  
le fat  
On le surnomme le politicien tefflon. C'est, d'après-moi, une façon beaucoup trop gentille et polie de qualifier ce Premier Ministre entêté et complètement insensible à sa population.
- Mais malheureusement, encore une fois, comme pour le Mont Orford, les gaz de schistes et la commission d'enquête tant réclamée, ce fat attendra d'avoir le dos au mur avant de céder. D'ici là, il n'y aura aucune ouverture de sa part. Il ne donnera rien, jusqu'à ce qu'il soit obligé, encore une fois, de tout lâcher.
- Alors aux étudiants je dis : TENEZ BON, VOUS AUREZ GAIN DE CAUSE !  
On est fiers de vous !  
André Hamel, compositeur et enseignant
- André Michaud – Inscrit, 23 mars 2012 09 h 38  
Troquer les déductions?  
Pour 2,000\$ de frais de scolarité, il y a un retour d'impôt de 1258\$, donc le coût réel pour les étudiants est de 742\$. Le 1258\$ est transférable aux parents, si l'étudiant n'est pas imposable, ou cumulatif pour lui-même quand il travaillera.  
Seriez-vous prêts à ce que le gouvernement enlève ces crédits d'impôt et abaisse les frais de scolarité de moitié? "
  - Ça lui coûterait moins cher. Les étudiants perdraient au change, mais ne s'en rendraient vraisemblablement pas compte, car personne n'est au courant de la fiscalité on dirait ??  
Baisse ou fin des déductions?
  - Lise Moga – Inscrit, 23 mars 2012 11 h 07  
Absolument! Personne n'est au courant de la fiscalité où on prend les éléments qui servent la cause et on tait les autres.
  - frederic bedard – Inscrit, 23 mars 2012 14 h 41  
si on instaure la gratuité scolaire, on pourrait abolir ce retour d'impôt. agir directement à la source au lieu de donner des retours après coup permettrait d'avoir une fiscalité avec une gestion moins lourde.
  - Marc-André Perron – Inscrit, 23 mars 2012 10 h 00  
Pour en finir avec ce "somet" en 2010  
Si les associations étudiantes ont décidé de quitter cette discussion en 2010, c'était parce que c'était un simulacre!  
Pourquoi?  
Parce que les associations étudiantes n'avaient pas le droit de vote!
  - Étienne Marcoux – Abonné, 23 mars 2012 10 h 41  
Le gouvernement est intraitable, alors que... dans l'article "Réfection de la centrale Gentilly-2 - 275 millions bien embêtants pour le ministre Gignac", publié ce matin (<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/345754/re>), on peut lire :  
"Comme le projet de réfection est arrêté depuis août 2010, Hydro-Québec fournit au ministère des Finances des prévisions d'investissement erronées depuis au moins trois ans. Selon les plans budgétaires présentés par le ministre des Finances, Raymond Bachand, Hydro-Québec devait investir 414 millions dans la centrale Gentilly-2 en 2010-2011, puis 157 millions l'année suivante et 275 millions cette année."  
Et on peut lire, encore :

- "Au ministère des Finances, on ne se formalisait guère que des données erronées figurent dans le dernier plan budgétaire présenté mardi par le ministre Bachand."  
C'est très troublant. Comment un gouvernement peut-il prendre à la légère de tels erreurs, alors qu'il montre tant d'intransigeance à l'égard des étudiants?  
Que peut bien vouloir dire cet argument de la "juste part" quand il est avancé par un gouvernement qui par ailleurs semble si peu se préoccuper de la bonne gestion du budget d'Hydro-Québec...
- Jacques Anar – Inscrit, 23 mars 2012 10 h 44  
Étonné et ravi!  
Je savais comme tout ceux qui suivent l'actualité, que les étudiants et leurs supporters seraient très nombreux à la manif. Mais le nombre et la qualité de cette démonstration m'ont surpris et ravi! Pas de violence, trop de gens pour que la flicaille ne fonce dans le tas, des parents, des syndicalistes, des citoyens engagés et ayant une conscience sociale... C'était grandiose! Bravo!  
Charest a débité son couplet, son valet Beauchamps idem, je revoisais le scénario de la commission d'enquête sur la construction et sur la corruption de ce même gouvernement. Beauchamps remplaçait Fournier...  
Ces politicards véreux oublient que les étudiants et les supporters, ça vote! Vivement la porte ouverte et dehors John James et sa clique!
  - Michele – Inscrit, 23 mars 2012 11 h 13  
Questions au premier ministre  
1. Vous avez accepté un bonus de \$75 000 pendant quelques années alors que votre salaire est dans les 6 chiffres. Le salaire moyen des Québécois est de \$40 000 par année. En comparant vos gains à ceux du Québécois moyen qui est aussi un parent, expliquez ce que vous entendez par «faire sa juste part»  
2. Les parents d'étudiants québécois, n'ont jamais payé autant de taxes. Tenant compte de ce fait, expliquez ce que vous entendez par «faire sa juste part».  
3. L'inflation augmente plus vite que les salaires des parents, dans ces conditions expliquez, ce que vous entendez par «faire sa juste part».  
4. Vous subventionnez des compagnies étrangères qui ferment leurs portes dont les dirigeants partent avec les profits. En comparant l'apport économique des gradués universitaires à long terme à l'apport économique des entreprises étrangères à long terme, justifiez votre stratégie.
  - Daniel Parent – Abonné, 23 mars 2012 12 h 18  
S'entêter  
Monsieur Charest.  
Votre position est très raisonnable : c'est de la folie d'imposer à l'ensemble des Québécois la totalité du fardeau financier du système d'éducation. Il serait souhaitable que les premiers bénéficiaires assument leur part des coûts.  
Cependant, il est à noter que c'est en permettant l'accès à l'éducation au plus grand nombre que vos prédécesseurs ont permis au Québec de se développer de manière aussi fulgurante au cours des cinquante dernières années. Par ailleurs, il est fort probable qu'au cours des cinquante prochaines années, nous aurons à relever des défis d'une ampleur que nous avons peine à imaginer. Et pour être en mesure de relever ces défis, nous devons faire des choix en tant que société. Est-il plus important de conti-

nuer à investir dans l'exploitation de nos ressources naturelles pour créer des emplois traditionnels ou devons plutôt apprendre à vivre en harmonie avec la planète qui nous héberge?

Comme les événements des derniers mois sur la scène politique québécoise l'ont démontré, l'entêtement peut parfois porter fruit. Ne vaudrait-il pas mieux s'entêter à préserver et même améliorer l'accessibilité au savoir que s'entêter à développer une pseudo richesse bien éphémère?

Je vote pour le savoir.  
Daniel Parent, Montréal

- emmerdeur – Inscrit, 23 mars 2012 14 h 33  
Ce qui est fou c'est de priver les québécois d'éducation.

Chaque étudiant payera des impôts lorsqu'il travaillera et participera à aider les plus jeunes. Ceci est normal et sain.

Le reste n'a aucun sens, c'est juste de l'individualisme primaire garant de la ruine du Québec.

Le Québec s'est développé grâce à ses professionnels formés. Mais le fulgurant est excessif. Le pays tombe en ruine, les infrastructures sont dans un état lamentable et les travaux sont toujours mal réalisés et peu durables. Je pense que Monsieur Parent manque de réalisme et d'objectivité de ces commentaires, il faut regarder la réalité en face plutôt que de vivre dans un rêve télévisuel.

Investir dans le pillage des ressources naturelles ? Voyons... c'est un gaspillage direct et ce n'est pas en fouillant l'histoire que vous démontrerez le contraire. La facture de se pillage est très salée et l'état de l'environnement au Québec est déjà très préoccupant. Arrêtez de faire l'autruche, on vit dans un monde de merde et il est plus que temps de le changer.

mcformat – Abonné, 23 mars 2012 12 h 27  
Ça suffit la droi-droite!

Les pays scandinaves, surtout la Suède et le Danemark (qui eux n'ont pas de pétrole ou de ressources vraiment spéciales) ont fait des réformes qui leur ont permis de garder des droits de scolarité inexistantes, un système public de santé gratuit ou quasi-gratuit considéré dans le cas de la Suède comme le meilleur et le plus efficace au monde (au niveau du contrôle de l'augmentation des coûts autant qu'au niveau des délais), et ce avec une dette brute aux environs de 40% du PIB et une richesse par habitant parmi les plus élevés au monde.

Oui, ils ont fait des réformes. Oui, les Suédois y ont particulièrement goûté et le parti social-démocrate aussi. Mais qu'on arrête de rire bêtement de l'expression gauche efficace. Oui, c'est possible.

Une certaine droite au Québec voudrait qu'on jette tous les acquis de la révolution tranquille au poubelle sous prétexte qu'il y a des problèmes. Faut surtout pas céder à cette tentation là. Le Québec est capable de faire lui aussi les réformes nécessaires à la survie d'une social-démocratie, qui sera plus productive et moins onéreuse.

• France Marcotte – Abonnée, 23 mars 2012 12 h 30

La machine se lève

Il n'y a que lorsqu'on avait un plan de match très précis qu'on est aussi têtue, inapte à improviser, à composer avec les circonstances. Ce gouvernement a toujours semblé loin des gens et pour cause.

Les gens ne figurent pas à son programme ou bien ils y sont comme des figurants au comportement prévisible parce que télémarkétés, téléguidés, zombies.

Au programme il n'y avait que des choses.

Quand même étrange qu'au moment où tout le monde est supposé dormir au gaz (selon les modèles des experts), on assiste à la plus grande manif de tous les temps en ville.

Il y a un bogue dans l'engrenage et le gouvernement est tout déboussolé. Il répond aux questions comme un automate désarticulé.

Danger danger! disait le robot en agitant les mandibules.

Vite sortons les manuels de fonctionnement de la grande mécanique citoyenne, réparons la fuite.

Mais inutile de chercher. Ce qui arrive c'est que la machine marche, elle est redevenue vivante.

• homocalculus – Inscrit, 23 mars 2012 21 h 39

Droits de scolarité et notre...P.M.

On reconnaît notre p.m. dans son entêtement: souvenons-nous, entre autres, son entêtement (sa détermination?) à enfin, créer une commission d'enquête sur le crime dans la construction, après deux ans de tergiversations et de conseils de plusieurs élites, scientifiques, juristes etc. S'il recule (encore) cette fois-ci, il vient de se suicider avec son parti, politiquement, il le sait. Il est allé trop loin pour...reculer!

Faut juste un peu "écouter" les personnes instruites qui conseillent de modifier votre position inacceptable ou du moins, rencontrer les principaux intéressés, les étudiants. Sachez cher P.M. que ces derniers ne sont pas des...idiots et ils représentent notre avenir et qu'un pays non scolarisé ne vaut pas cher!

Amen

HOMOCALCULUS - maurice.bernard@videotron.ca

## **JOURNALDEMONTRÉAL.COM / JOURNALDEQUÉBEC.COM: sondage léger: Une baisse des appuis: Le soutien de la population envers les étudiants s'est effrité depuis le blocage du pont Champlain - Publié le: jeudi 22 mars 2012, 23H20 | Mise à jour: jeudi 22 mars 2012, 23H26**



photo agence qmi, maxime deland

39% des Québécois supportent le mouvement des étudiants.

Mélanie Collet | Le Journal de Montréal

**Malgré l'imposante manifestation qui s'est déroulée hier dans les rues de Montréal contre la hausse des frais de scolarité, l'appui aux étudiants a continué de diminuer.**

Un sondage Léger Marketing, réalisé pour le compte du Journal pendant et après la marche, entre 15h30 et 19h30 jeudi, révèle qu'au cours de la dernière semaine, le support aux étudiants a reculé de trois points. Ils gardent le soutien de 39 % des Québécois contre 53 % en faveur du gouvernement. Le blocage du Pont Champlain mardi pèse certainement dans la balance, selon Christian Bourque, vice-président exécutif chez Léger Marketing. « Les pelures de bananes ont inévitablement leurs consé-

**Résultats principaux du sondage**

quences et dans ce cas, je pense qu'on peut pointer du doigt le pont Champlain », estime-t-il.

Malgré ces quelques débordements, à Montréal, où se déroule le plus gros des actions étudiantes, l'appui reste fort alors qu'il chute en région. « C'est la ville la plus touchée et la plus à gauche au Québec, donc c'est logique », explique Christian Bourque. À l'opposé, c'est dans la région de Québec que l'appui aux étudiants est le moins fort.

### **Conflit des générations**

Les résultats du sondage démontrent également que passé le cap de la trentaine, les gens soutiennent de moins en moins les étudiants. « Plus ils paient des impôts depuis longtemps, plus ils ont envie que les étudiants paient à leur tour », relève le sondeur.

### **En faveur de négociations**

Même si les appuis diminuent, la majorité de la population estime malgré tout que le gouvernement devrait entamer des négociations avec les étudiants. « C'est un phénomène bien connu, au Québec on n'aime pas les conflits, peu importe la forme qu'ils prennent », avance M. Bourque.

### **Revirement de situation ?**

Il est encore trop tôt selon l'analyste pour mesurer l'effet de la manifestation d'hier sur l'opinion publique, mais un revirement de situation en faveur des étudiants est selon lui très incertain.

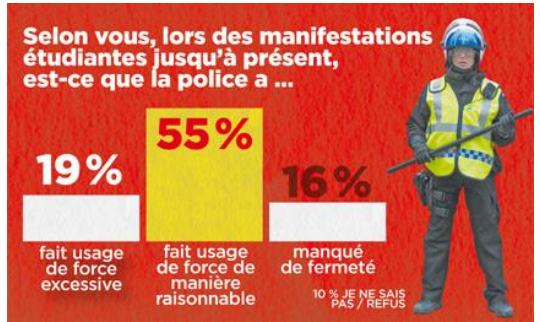
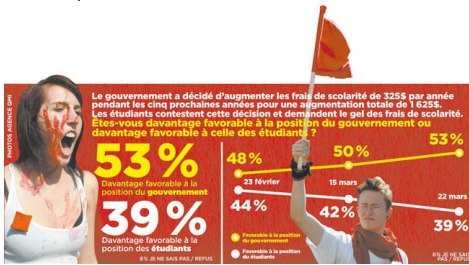
« Ça reste difficile à dire et à prévoir mais dans la tête des gens, un étudiant doit aller à l'école. » D'ailleurs, le sondage avance que les deux tiers des Québécois sont en faveur des marches et manifestations, alors que la grève est moins soutenue. « Les actions plus radicales comme le blocage des routes ne sont pas encouragées non plus mais on s'y attendait », ajoute M. Bourque.

Enfin, les interventions policières sont raisonnables pour la majorité des sondés. La blessure subie par Francis Grenier durant une manifestation ne semble pas avoir eu d'impact très important. « L'étudiant blessé à l'oeil a été considéré comme un incident isolé », précise-t-il.

**MÉTHODOLOGIE** > La présente étude a été réalisée par Internet auprès de 613 Québécois, âgés de plus de 18 ans répartis dans chacune des ré-



gions de la province, le 22 mars 2012. Pondération et marge d'erreur : les données finales du sondage ont été pondérées selon l'âge, le sexe, la langue maternelle, la scolarité, la présence d'enfants à la maison et la région, de façon à garantir un échantillon représentatif de population québécoise. Des échantillons probabilistes de 613 répondants auraient une marge d'erreur de +/- 4 % dans 19 cas sur 20.



**LA PRESSE.CA: Le gouvernement devrait-il négocier avec les étudiants? - Publié le jeudi 22 mars 2012 à 18h15**



Photo: Alain Roberge, La Presse  
Plusieurs dizaines de milliers d'étudiants ont envahi les rues de Montréal pour la grande manifestation du 22 mars.

La Presse  
Dans le dossier de la hausse des droits de scolarité, le gouvernement Charest devrait-il accepter de négocier avec le mouvement étudiant afin de trouver un terrain d'entente et de mettre fin à la grève? **LE COMMENTAIRES DOIVENT ÊTRE SIGNÉS.**

Louis Bernard, Consultant et ancien haut fonctionnaire au gouvernement du Québec.  
**À TABLE, ÇA PRESSE**



La grève des étudiants n'est pas en tout point semblable à une grève dans une entreprise privée où la production interrompte peut être remplacée par celle d'autres établissements ou reprise lors du retour au travail. C'est le cas si la session peut être prolongée ou reportée dans le temps, mais pas si elle devait être annulée. D'ailleurs, jamais lors de grèves antérieures d'étudiants ou de professeurs, une session n'a été annulée. Cela doit être évité à tout prix, car cela créerait la pagaille dans les universités et même dans les cégeps. Il faut aussi tenir compte des pertes financières que subissent les étudiants à mesure que la grève se prolonge en raccourcissant le temps disponible pour le travail d'été. Il y a donc urgence à trouver une voie de sortie et d'amorcer un dialogue entre les parties. Dans le cas d'un conflit privé, le ministre du Travail aurait depuis longtemps nommé un médiateur pour rapprocher les parties et suggérer un compromis. Cela pourrait être fait dans le conflit actuel si le gouvernement veut trouver une solution sans perdre la face. Quoi qu'il advienne, il devra sans doute, tôt ou tard, accepter de se mettre à la table. Pourquoi attendre que les choses dégènerent?

Marc Simard, Professeur d'histoire au collège François-Xavier-Garneau, à Québec.

**UNE HAUSSE ÉQUITABLE**



Plusieurs bonnes âmes voudraient que le gouvernement tende un rameau d'olivier aux étudiants en grève et les invite à une négociation sur l'augmentation des droits. Certains voudraient qu'il réduise la facture, d'autres qu'il la ventile dans le temps. La négociation n'est pas souhaitable parce que la décision du gouvernement est équitable. L'augmentation rétablit un certain équilibre entre les contribuables et les étudiants, qui font partie des privilégiés de demain. Elle ne pénalise pas les 25% d'étudiants les plus pauvres, dont les bourses seront augmentées en proportion. Elle recrée une équité intergénérationnelle en haussant la facture à un montant équivalant à celui payé en 1968. Enfin, elle élève la part des étudiants à 17% du total des coûts, le même pourcentage que paient les parents qui ont un enfant en CPE. À côté de ces balises, les arguments des rouges (justice sociale; accessibilité; marchandisation de l'éducation) ne sont que des affabulations artistiques. La négociation est impossible parce que les grévistes n'ont prévu aucune position de repli. Ses leaders ont décrété la stratégie du tout ou rien et aucun n'est prêt à concéder la moindre hausse, ne serait-elle que d'un cent. De plus, toute ouverture du gouvernement serait perçue comme un aveu de faiblesse que les étudiants interpréteraient comme une victoire. Leur



principal levier de mobilisation n'est-il pas justement le gouvernement a toujours cédé? Ne serait-ce que pour casser ce pattern, le gouvernement Charest doit tenir bon.



*Claudette Carbonneau, Ex-présidente de la CSN.*

**M. CHAREST DOIT DÉNOUER LA CRISE**

Le gouvernement du Québec doit cesser de se réfugier derrière des prétextes pour ne pas ouvrir le dialogue avec le mouvement étudiant. Il faut être aveugle pour ne pas voir l'impasse et le gâchis qui pointent à l'horizon. 300 000 étudiants qui ne décolèrent pas. Un mouvement qui reçoit un appui significatif des parents et de la société civile. Voilà qui témoigne de l'ampleur de la fracture qui divise la société québécoise sur un sujet qui concerne la perception des faits, nos valeurs et notre vision de l'avenir. Devant l'engagement citoyen des jeunes, le premier ministre doit prendre de la hauteur et donner le signal qu'en démocratie, le dialogue social est préférable à la confrontation et à la volonté d'écraser. Jean Charest doit démontrer qu'il a à cœur d'être le premier ministre de tous les Québécois et au premier chef de sa jeunesse. Ce n'est pas trop lui demander que de l'inviter à faire sa part pour dénouer la crise, combattre le cynisme ambiant et redonner à la politique ses lettres de noblesse.



*Michel Kelly-Gagnon, PDG de l'Institut économique de Montréal. Il s'exprime à titre personnel.*

**LE GOUVERNEMENT NE DOIT PAS CÉDER**

Le gouvernement Charest ne doit absolument pas céder, et ce pour plusieurs raisons. Premièrement, la hausse de 325\$ par année est objectivement fort modeste et les étudiants québécois auront encore des droits de scolarité significativement moins élevés que ceux des autres provinces canadiennes, même après l'augmentation.

Deuxièmement, l'accessibilité ne sera pas affectée, vu la bonification du programme de prêts et bourses. D'ailleurs, le taux de fréquentation universitaire au Canada est plus élevé à l'extérieur du Québec et ce malgré des droits de scolarité

rité onéreux. Troisièmement, si un gouvernement élu démocratiquement (et qui bénéficie par ailleurs de l'appui de la majorité de la population sur cette question) s'avise de reculer à chaque fois que des manifestants mettent de la pression, cela envoie le message, haut et fort, que toute réforme (même assez modeste) est impossible au Québec.

*Martin Lépine, Professeur de didactique du français à l'Université de Sherbrooke et enseignant au primaire et au secondaire pendant 10 ans.*



**DES ÉTATS GÉNÉRAUX**

Le gouvernement Charest devrait non seulement négocier avec les étudiants et les différents acteurs du monde de l'éducation, mais aussi et rapidement lancer une vaste consultation ouverte sur le financement des universités. Près de 20 ans après les États généraux sur l'éducation, il est temps de se s'interroger sur l'ensemble du fonctionnement de notre système scolaire, et ce, des centres de la petite enfance à l'université, les deux extrêmes de notre réseau qui présentent des problèmes d'accessibilité. Les étudiants présents et passés que nous sommes tous doivent avoir une place de choix dans ces discussions tant politiques qu'apolitiques. Dans un XXIe siècle où tout s'accélère, où les études ne sont qu'un commencement sur la route du mieux-être individuel et collectif, il semble important de rappeler que personne n'a et n'aura jamais fini d'apprendre, dans et hors de l'école. L'apprentissage étant souvent ponctué d'une série d'essais et d'erreurs que l'on tente au mieux de corriger, que le gouvernement actuel donne l'exemple en continuant lui aussi d'apprendre!



*Guy Ferland, Professeur de philosophie au Collège Lionel-Groulx de Sainte-Thérèse.*

**UNE RESPONSABILITÉ À ASSUMER**

À la suite de la plus grande manifestation des opposants à la hausse des droits de scolarité, non seulement le gouvernement libéral doit accepter de négocier avec le

mouvement étudiant afin de trouver un terrain d'entente et mettre fin à la grève, mais il doit même proposer de nouvelles pistes de solution. Un gouvernement responsable doit être à l'écoute de la population et trouver des terrains d'entente lorsque ses prises de décisions vont à l'encontre des intérêts fondamentaux d'une société. La grève des étudiants dépasse largement le débat sur l'augmentation ou le gel des droits de scolarité, mais touche l'ensemble des valeurs d'une société à l'égard de son avenir. Veut-on une société dans laquelle l'éducation est une marchandise comme une autre ou une société où l'éducation incarne une valeur primordiale? Jean Charest n'arrêterait pas de dire que la santé était la priorité des priorités, maintenant, il devrait affirmer que c'est l'éducation qui devient la priorité des priorités et s'asseoir avec le mouvement étudiant afin de trouver des solutions parmi lesquelles la gratuité scolaire n'est pas exclue. C'est un moment historique qui s'offre au Parti libéral de montrer sa sensibilité et son ouverture d'esprit aux aspirations des jeunes pour la société de demain.



*Caroline Moreno, écrivain et comédienne.*

**LES DEVOIRS DU GOUVERNEMENT**

Le gouvernement a le devoir de parvenir à une entente satisfaisante avec ses étudiants, car c'est l'avenir du Québec qui est en jeu. En effet, du primaire à l'université, l'école prépare les jeunes à devenir de futurs travailleurs oeuvrant au bien-être de la société ainsi qu'à sa prospérité. Ils deviendront électriciens, plombiers, médecins, enseignants, ingénieurs, gens d'affaires ou sculpteurs. Chacun participera, dans la mesure de ses capacités et de ses talents, au développement de la nation. Le Québec est riche : il possède un territoire immense, des lacs, des forêts, des minerais, des industries, des artistes, des artisans, bref, il pourrait, à l'instar de la Suède qui compte un peu plus de 9 millions d'habitants, assurer la gratuité scolaire pour tous. L'éducation n'est pas une dépense déraisonnable, c'est un investissement. Éduquer, c'est lutter contre la délinquance, la pauvreté, le chômage, la médiocrité. Non à la hausse des frais de scolarité ! Oui à la gratuité !

**Commentaires (45)**

- o tisafo, 24 mars 2012, 04h22

Je suis absolument pour la hausse des frais de scolarité. Il suffit d'être dans le milieu de la recherche pour se convaincre de la nécessité d'une université compétitive. Ceux qui croit qu'une université à rabais peut survivre se trompent royalement. Elle "vivra" uniquement. Dans un milieu où la compétition est tout simplement féroce et où les fonds de recherche sont littéralement déchirés entre les protagonistes, l'augmentation des frais de scolarité - si en bout de ligne elle permet de majorer de quelques \$\$\$ le budget de fonctionnement des équipes de recherches, permet l'émergence de nouvelles équipes ou encore l'achat d'équipement - sera toujours pleinement justifiée. Le droit à l'éducation est certes un droit. Mais n'oublions la double vocation de l'université : éduquer et faire progresser le savoir universel. Deux nobles missions qui sont soumises néanmoins à des obligations très pragmatiques notamment celle d'une obligation de résultats dans le monde de la recherche. Les chercheurs de haut calibre doivent nécessairement bénéficier d'infrastructures pour produire. C'est une question de vie ou de mort pour une institution de haut savoir. Cette hausse est raisonnable et non-négociable.

- o J.F. Guay
- o bobof, 24 mars 2012, 04h21

Je serais plutôt en faveur d'une telle négociation. À la condition que tous les étudiants y soient représentés, ceux POUR et CONTRE la hausse. Et la décision qui en découlerait ne devrait pas être basée sur

un vote "démocratique" des négociateurs mais sur des critères socio-économiques bien démontrés, documents à l'appui.

Tout ça, en tenant compte de notre réalité nord-américaine; je suis tanné d'entendre les comparaisons avec les approches européennes. (Ex.: le système norvégien serait inapplicable dans notre système fédéral-provincial).

- o M. Payeur
- o kathlap, 24 mars 2012, 04h21

Au lendemain de la manifestation contre la hausse des frais de scolarité, quand j'ai lu les articles concernant le sujet, j'ai été déçue.

Comment peut-on affirmer que cette hausse est juste et équitable ? Comment M. Simard peut-il dire que la négociation est impossible ?

C'est une question de démocratie, refuser d'écouter ce que le peuple nous dit, n'est PAS démocratique. Je crois que les jeunes (et les moins jeunes) ont montrés plutôt clairement qu'ils étaient en désaccord avec la décision d'hausser les frais de scolarité aussi radicalement. Environ 200 000 personnes dans les rues, ça commence à faire beaucoup de monde.

Personnellement, je ne suis pas pour un gel des frais de scolarité, je crois qu'une hausse doit bel et bien avoir lieu, mais pas de cette façon. De plus, si négociations il y a, je crois que les représentants des étudiants devraient consulter tous les étudiants, pour savoir, qu'est-ce qu'ils veulent en majorité. C'est certain qu'un gel n'est pas la solution envisagée par tous. Ce pour quoi les gens sont descendus dans la rue hier, c'était non seulement contre la hausse des frais de scolarité, mais aussi pour dénoncer la façon dont l'argent est gérée.





- Alors pourquoi continuer à faire la sourde oreille, alors que c'est possible de trouver des solutions et de faire des compromis ? Ça me révolte de voir qu'une manifestation aussi bien faite que celle d'hier, n'aie pas d'impact sur le gouvernement, ça m'amène à me poser des questions sur notre chère patrie tellement démocratique, à quoi ça sert de s'exprimer s'il n'y a personne pour nous écouter ?
- Finalement, la solution de moduler les droits de scolarité selon les programmes est selon moi, une sorte de discrimination. Pourquoi empêcher des jeunes brillants d'aller en médecine (parce que ça coûte plus cher), parce qu'ils n'ont pas les moyens ? Aimez-vous mieux que la façon de choisir les étudiants dans les programmes contingentés se basent sur l'argent ou plutôt sur leurs compétences? Bien sûre, indexer le remboursement au revenu par après, n'est pas une si mauvaise idée, mais moduler les frais avant, je ne suis pas certaine.
- Il y a beaucoup d'autres solutions qui empêcheraient une hausse de passer aussi radicalement et qui n'obligeraient pas les pauvres contribuables à continuer de payer autant. Parce que le vrai problème, ce n'est pas si le gouvernement veut négocier ou pas, c'est plutôt parce qu'on se renvoie la balle de qui devra payer, à qui le gouvernement viendra-t-il piger dans les poches ? Il faut s'ouvrir les yeux, voir qu'il y a d'autres solutions, qui pourraient faire l'affaire de tous et chacun, mais tout d'abord, il faut surtout que le gouvernement écoute ce qu'on a à dire.
- J.F. Guay
- o gujstras, 24 mars 2012, 04h20  
Le gouvernement ne doit pas reculer. Ce gouvernement a été élu démocratiquement et l'augmentation des frais était justifiée.  
Si le gouvernement reculait, tous les syndicats de la fonctions publiques y verraient une faiblesse et en profiterais pour revendiquer. Tous les services publiques de la province se retrouveraient en grève et l'impact serait plus grand que 200 000 étudiants qui cessent d'étudier ce qui n'a aucun impact social présentement.
  - o guillaume jutras  
little82, 24 mars 2012, 04h19  
Le gouvernement ne doit surtout pas céder. Cette hausse est nécessaire si on veut continuer à être capable de fournir un bon niveau d'enseignement, sinon ce sont les contribuables qui devront ENCORE payer. Les étudiants agissent comme des enfants qui cris après leur mère jusqu'à ce qu'elle cède. Ils ne sont pas conscients qu'ils se pénalisent eux-mêmes parce que: plusieurs vont perdre tout leur été à étudier sans pouvoir travailler, les finissants universitaires n'auront pas leur diplômes et ils ne pourront pas trouver de travail, les finissants du CEGEP devront attendre avant de pouvoir aller à l'université, ceux qui font une technique au CEGEP vont perdre 1 an d'études parce que les cours perdus seront donner seulement à l'hiver prochain. Audrey Gélinas
  - o NigelSpencer, 24 mars 2012, 04h19  
Enterrer un projet dans une masse de paperasse pour ensuite dire, c'est le plus lâche recours aux moeurs politiques de l'ancien régime dont la devise subsiste encore à Québec:  
Nigel Spencer
  - o AlainRi, 24 mars 2012, 04h18  
Tenons-nous debout, nous la majorité, devant tous ces doctorants en philo (et Dieu sait que le Québec en compte une quantité incroyable), chanteurs sur le déclin, chroniqueurs qui courtisent leur clientèle de base, professeurs de sciences-po et autres bruyants rêveurs. Leur rêve est beau, nous n'y sommes pas insensibles. Mais non, nous n'avons pas l'obligation de le concrétiser.  
Alain Richard, Montréal
  - o FHoule, 24 mars 2012, 04h17  
Quelques arguments  
1)On veut que les étudiants paient comme leurs collègues des autres provinces.  
On oublie de dire que les gradués québécois paieront beaucoup plus d'impôts durant leur carrière que leurs collègues des autres provinces. En fait en 3 ou 4 ans, le gouvernement québécois reprendra toutes ses billes.  
2)Est-ce que le gouvernement veut que les étudiants travaillent davantage à temps partiel durant les sessions ?  
Si oui, c'est pas une façon d'améliorer l'éducation (bien au contraire). J'ai travaillé à temps partiel durant mes sessions parce que je n'avais pas le choix.  
3)Il y a des avantages économiques, pour le Québec, à avoir des frais de scolarité bas.  
Les ingénieurs, les professeurs et plusieurs autres diplômés, coûtent moins cher au Québec.  
L'échelle salariales des ingénieurs est utilisée pour attirer des entreprises au Québec.  
François Houle  
Oui à une négociation et ... à une faible augmentation
  - o raoul914, 24 mars 2012, 04h17  
Dans une confrontation, c'est toujours celui qui refuse de négocier qui est blâmé pour les conséquences de cette confrontation.  
Pour votre information, tous les cégeps en grève générale illimitée qui votaient aujourd'hui ont reconduit la grève générale illimitée.  
R Gauthier  
claud poulin, 24 mars 2012, 04h15  
Se pourrait-il qu'en marge de ce mouvement étudiant se retrouvent rassemblés des groupes d'intérêts divers: intérêts corporatistes (comme certains syndicats d'enseignants, d'universitaire en mal de clientèle) auxquels s'ajoutent une bonne partie de notre classe bien pensante et de certains de nos médias qui poursuivent leur lutte pour défendre le modèle que nous savons (ne rien changer sur les droits acquis et les monopoles de l'État en éducation) et qui finalement trouvent dans cet évènement le « momentum » rêvé pour consolider la position actuelle de l'opposition pour en finir avec le gouvernement actuel? Bien possible! Alors essayons aussi de mette ce évènement dans sa conjoncture politique réelle. Finalement ce qui serait un fait d'histoire à retenir ce serait de voir le gouvernement maintenir sa position après tant d'années de recul et pourquoi pas éventuellement en payer le prix politique. Claude Poulin Québec  
vezinamonique, 24 mars 2012, 04h15  
ABSOLUMENT D'ACCORD AVEC Bercos, le temps de négociations qu'ils devaient prendre est expiré; à la limite qu'ils reprennent leur session pour avoir séché des cours. PAS QUESTION DE CÉDER POUR LE GOUVERNEMENT EN PLACE 9ET JE NE SUIS PAS LIBÉRALE...)  
Monique Vézina  
tantrum, 24 mars 2012, 04h15  
Non. C'est une guerre entre les syndicats et le gouvernement. L es syndicats ne digèrent pas la venue de la ministre Thibault qui a sù tenir son bout devant l'arrogance des syndicaats. Les syndicats se sont trouver quelques grandes gueules démagogiques pour soulever et influencer les étudiants et c'est un succès. On a même réussi à sortir les enfants des écoles primaires. Quelle honte. Quelle honte aussi de voir la fréillante mme Marois se mêler à la foule; tous les moyens sont bons. S. Pelletier  
djieffe, 24 mars 2012, 04h14  
Non.  
Le système d'éducation manque d'argent. Un diplôme ne coute presque rien au Québec si on se compare aux autres provinces. Cette hausse est justifiée et raisonnable.  
Ces enfants gâtés se plaignent le ventre plein. Comme si ces étudiants devaient abandonner le cellulaire intelligent et rationner leur nouilles Ramen... Il n'en est rien.  
Veut-on vraiment donner le message que si on veut obtenir quelque chose du gouvernement, on n'a qu'à bloquer la circulation routière à Montréal?  
Non, et ça suffit. Vous dites que l'université est gratuite en Lybie? Et bien déménagez-y . C'est par là.  
JF Côté  
alexandrine55, 24 mars 2012, 04h14  
Non, non et encore non... Ce qui m'inquiète davantage, c'est l'image que le Québec projette dans le monde: les Québécois contestent , des syndicats aux étudiants... Ce qui est fort loin d'être encourageant pour de futurs employeurs ou des compagnies qui songeraient à venir s'installer au Québec...  
Il serait temps que la discipline règne et remplace le chaos social qui perturbe le Québec et qui donne l'image de gens irresponsables qui veulent gérer et prendre le contrôle .  
F Vézina  
johanaud, 23 mars 2012, 16h48  
L'université (technologie actuel) est trop cher et ne vaut pas cher depuis longtemps. Je ne vois pas comment on doit payer du personnel et des locaux pour faire du copiage de note au tableau, écouter les profs faire des blagues et raconter leur vie et expliquer très peu de matière. La classe est désuète et improductive depuis longtemps. Il faut convertir tout en cours à distance bien fait. On pourrait se déplacer à l'ocasion pour quelques laboratoires.... J. Naud  
parfoislucide, 23 mars 2012, 16h47  
Si la politique budgétaire du gouvernement commence à être dictée par la rue, jamais nous ne pourrons corriger les énormes problèmes de dettes qui nous pendent au bout du nez et qui feront en sorte que TOUS les québécois (y compris les étudiants futurs travailleurs) passeront encore plus à la caisse un jour prochain. Le gouvernement essaie de préserver la pérennité de nos institutions en essayant tant bien que mal de garder une capacité suffisante pour les financer (il a encore beaucoup de travail à faire). Les étudiants ont parfaitement le droit de revendiquer mais nos politiciens ont la responsabilité d'un gouvernement qui doit quelquefois prendre des décisions impopulaires. Celle-ci en est une. Gilles Duguay



- o Pedro, 23 mars 2012, 16h47

Hors de question, le gouvernement ne doit pas négocier. L'augmentation des frais de scolarité est justifiée et doit rester en place. Les étudiants qui veulent la grève et qui manifestent contre l'augmentation ne sont que des enfants-roi. Le manque à gagner pour les frais scolaires c'est vous et moi qui le payons tout comme les garderies à 7\$. Le gouvernement n'imprime pas d'argent. Il collecte des impôts principalement pour ses revenus. L'étudiant qui s'oppose à la logique de ces augmentations de frais de scolarité n'est pas prêt à laisser aller ses voyages dans le sud, ses sorties dans les Pubs, son Iphone avec forfaits à haut prix, son Ipad, sa voiture, etc. Qu'il aille dans la province voisine: l'Ontario et ils pourront voir que les frais de scolarité au Québec sont une vraie farce. Assez c'est assez. P. Lanthier

- o PerDan, 23 mars 2012, 16h47

Il me semble qu'il y ait un grand manque de réalisme dans les discours et les demandes des étudiants. Les leaders qu'on entend parlent un langage idéologique qui n'est pas connecté avec nos valeurs québécoises et qui est emprunté à un idéal socialiste en continuelle lutte contre le capitalisme. Ils se servent du thème de la justice sociale pour faire valoir leur intention de faire payer par d'autres ce qu'ils considèrent être leur dû. Or la justice nécessite qu'il y ait un rapport équitable dans le partage des devoirs et responsabilités. Oui l'État et les payeurs de taxes doivent contribuer à l'éducation post-secondaire des jeunes, et ils le font déjà largement. Mais une équité responsable exige que les étudiants fassent aussi leur part. Et ils en sont capables à la condition qu'ils fassent des choix. Pour s'offrir de bonnes études il est important de travailler très fort pour réussir. Aussi il faut savoir renoncer à des petits plaisirs coûteux qu'on pourra s'offrir une fois les études terminées.

L'éducation est en effet une valeur très importante dans notre société. Il y a des gens venant de tous les milieux qui souhaitent en profiter. Je ne pense pas qu'une augmentation des frais de scolarité empêche qui que ce soit, pauvre ou riche, de faire de bonnes études à la condition de ne pas perdre son temps. Les prêts et bourses tels que bonifiés récemment peuvent suppléer au manque des moins nantis.

La justice impose qu'on pense aussi aux générations futures. Un gel des frais de scolarité ne ferait que de placer les institutions d'enseignement dans un étau financier qui empêcherait tout effort de mise à jour et de progrès scientifiques. Est-ce cela que l'on veut pour l'éducation des générations futures? Est-ce cela que les étudiants contestataires d'aujourd'hui veulent pour leurs enfants de demain? J'espère que non! Car ce serait faire preuve d'un égoïsme inouï.

Oui je reconnais qu'il y a des injustices dans le régime capitaliste d'aujourd'hui. Il y a des abus toujours possibles. Mais ce régime a l'avantage de favoriser l'initiative et la créativité dans un climat de liberté. Et surtout notre société démocratique a le pouvoir d'instaurer des règles pour prévenir et diminuer les risques d'abus et d'exercer une surveillance qui obligent les capitalistes à ouvrir leur livres.

Le socialisme quant à lui a fait ses preuves: Partout où il s'est exercé (peut être avec les meilleures intentions du monde) il a abouti à l'échec et la ruine et l'extrême pauvreté.

J'invite donc notre gouvernement à tenir bon devant les manifestations et protestations des étudiants. Surtout à dénoncer les erreurs idéologiques qui démontrent soit une ignorance de certains leaders ou leur aveuglement émotif devant certains courants de pensée qui ont pourtant échoué.

D. Perreault

- o Ulysse\_04@, 23 mars 2012, 16h46

Le gouvernement ne doit pas reculer sinon, c'est la fin de la gouvernance de la province. N'importe qui pourra faire reculer le gouvernement sur n'importe quoi.

En tant que parent qui paie pour les études post-secondaires de son enfant, j'appuie le gouvernement dans sa hausse des frais de scolarité.

Par contre, je crois que les universités doivent être imputables des sommes qui leur sont versées pour éviter des dérapages comme les trop généreuses indemnités de départ des recteurs, style Concordia et le fiasco de l'Ilot Voyageur et que l'argent aille là où il doit aller : à l'amélioration constante de la qualité de l'enseignement et de la recherche.

Ceci dit, il faudrait que les étudiants réalisent qu'ils seront les grands perdants de tout ce boycottage de leurs cours. Les frais de scolarité pour la session en cours ne leur seront pas remboursés, pas plus que les frais de location des résidences et les autres frais afférents. Cela représente des centaines, voire des milliers de dollars en pure perte. Et que dire du manque à gagner en emplois d'été ou à temps partiel..... tout ça pour économiser quelques 165 \$ par session. C'est pas sérieux..... Cela représente quoi : un expresso en moins par jour....

Je pense qu'il est temps que notre jeunesse cesse de se comporter en enfant Walmart : beau, pas cher et c'est quelqu'un d'autre qui

paie.(en référence à une pub actuellement en cours).. et assument leurs responsabilités, c'est à dire se préparer à jouer un rôle de premier plan dans la société.

J. Morin

- o Garytremlay, 23 mars 2012, 16h46

Bravo aux étudiants pour une manif dans les règles de l'art, traditionnelle et rassembleuse. Ça lance un message beaucoup puissant que n'importe quel cassage de vitrine.

Est-ce que le gouvernement va bouger pour autant, ou bien restera-t'il bouché ? Hummm, ça serait trop beau, trop constructif et profitable à tous de bouger, alors il se contentera d'être égale à lui-même et de s'entêter à rester sur ses positions, en se bouchant les oreilles, et en pelletant les problèmes dans la cours du prochain gouvernement?

Ce qu'il faudrait, si le gouvernement avait du courage, ce serait une refonte du système des frais de scolarité. Un courage qui manque cruellement au gouvernement, qu'il soit de n'importe quel parti. Le PQ a eu sa changer dans les années '80 et '90, mais il a préféré le statu quo, le gel, et de pelletter ses problèmes en avant. Maintenant, les Libéraux sont aussi pitoyable.

On ne peut pas se permettre la gratuité, même si ça sera le rêve ultime de tous les étudiants. Je crois qu'ils doivent participer au financement de leur éducation, à la hauteur de leurs moyens financiers. Ça les responsabilise, et ça leur évite d'abuser du système. On pourrait se comparer comme d'autres pays qui offrent la gratuité des études. Mais ça, c'est un combat inutile. Aujourd'hui, ici, il est trop tard pour penser à ça. C'est une utopie. Nous sommes tous trop endettés. Nos bouffons de dirigeants, avec leur esprit obtus, nous ont plongés dans un puits sans fond qu'est le déficit. On ne pourra pas s'en sortir de sitôt. Par contre, l'augmentation faramineuse qu'on impose aux étudiants ne comblera pas ce déficit à elle seule.

Il faut revoir la façon de faire, changer de paradigme. Les moyens financiers des étudiants sont différents de l'un à l'autre. Certains sont mieux nantis, d'autres ont des parents plus confortables.

Égale ne veut pas dire équitable, disait le journaliste?

Certains programmes sont plus coûteux que d'autres. Il faudrait que les étudiants paient une partie raisonnable de leur programme, et fonction de leur moyen disponible.

C'est vrai qu'on connaît tous des étudiants qui ont des cellulaires, avec des forfaits data, qui partent en voyage? Est-ce qu'ils sont tous comme ça ? Probablement pas? Est-ce qu'ils vivent tous au-dessus de leurs moyens ? Autant que leurs parents, je dirais...

Le gouvernement s'attend à ce que les parents aident leur enfant à payer leurs frais de scolarité. Mais le gouvernement devrait savoir, en consultant nos rapports qu'on a peut seulement un enfant? que notre pouvoir d'achat est nettement plus bas depuis plusieurs années? qu'on est déjà endettés par dessus les oreilles? Il y en a qui ont encore une maison a payé (surtout avec les augmentations des dernières années?), ou de toutes sortes d'autres dépenses qu'ils doivent assumer.

Les étudiants scolarisés vont finir par payer leur "juste part" plus tard, quand ils paieront des sommes astronomiques à l'impôt, tout en sachant que ces argents seront dépensés n'importe comment? Ils le savent que puisqu'ils auront plus de scolarité, leur salaire risque d'être plus haut.

Les étudiants ont seulement un seul moyen de pression, et c'est la grève. Me semble que ça serait si facile de s'asseoir, discuter un peu, et de corriger la situation, pour que tous en sortent la tête haut, avec une situation gagnant-gagnant.

Le gouvernement, et les universités dépensent des sommes gigantesques sans qu'on ait quoi que ce soit à dire. Mais quand vient le temps de récolter, ouf, là, on n'a pas plus notre mot à dire? Ils dépensent des millions dans des études, des colloques, des voyages, des publicités, dans des souliers? Mais ça va venir chercher 200\$ dans nos poches parce qu'on n'a pas rempli le bon document, ou fait signer tel rapport, ou bien qu'on tombe pas dans la bonne catégorie?

La hausse des frais est scandaleuse. 75% en 5ans. Le gouvernement de l'époque a eu tort de geler les frais dans les années '70. Par contre, ce gouvernement-ci a tort de vouloir mettre une hausse pour rétablir les frais de scolarité comme si on les avait pas geler.

Si en '70 le gouvernement avait geler le prix du lait à 50cennes, et que aujourd'hui le gouvernement décidait d'enlever le gel, et de mettre le prix à 2\$ le litre (comme aujourd'hui), tout le monde sortirait dans les rues, à faire des manif. Pourtant, je suis pômal sûr que personne ne consomme 1000 litres par année (20L par semaine par personne), ce qui serait comparable aux frais de scolarité.

Je suis d'accord pour qu'il n'y ait pas de gel. Mais svp, augmentez les frais de façon correcte, pas comme des sauvages. 3% par année, comme le coût de la vie, comme le litre de lait.

Je ne suis pas super bien articulé, comme certains autres, mais je crois qu'il y a des gens qui ont bien réfléchi à la question, qui sont des

personnes crédibles, et qui voient plus loin que leur nez, qui ne pensent pas qu'à leur propres intérêts ni à leur agenda. On devrait écouter ces personnes qui font preuve de bon sens, et sans tomber dans la démagogie. Ça serait vraiment une bonne occasion pour faire des modifications efficaces, en profondeur.

Réduire et mieux gérer les dépenses de l'état, ou des universités, éviter les gaspillages. Chaque dollar dépenser doit avoir une raison, une signification. Nous travaillons tous très fort pour gagner notre argent. Est-ce que c'est possible de le dépenser de judicieusement, svp ? On n'a pas tous une retraite dorée qui nous attend...

200 000 étudiants dans les rues, c'est quelque chose !

Plus tous leurs appuis, supporteurs, amis, familles...

Autant de personnes ne peuvent se tromper, comme disait le poète.

C'est mon opinion.

Merci de votre attention.

Gary Tremblay

- o craymond52, 23 mars 2012, 16h44

OUI définitivement, d'autant plus que plusieurs avenues de solutions ont été identifiées par les experts du milieu. L'attitude de Mme la Ministre est inacceptable dans notre société moderne, ....et l'approche paternaliste est dépassée.

C Raymond

- o djonathan, 23 mars 2012, 09h14

Étant donné que la décision de hausser les droits de scolarité est un choix discutable, le gouvernement doit négocier, car j'ose croire que les étudiants se battront jusqu'au bout et forceront les libéraux à finalement faire des choix difficiles (seulement pour eux) au lieu de simplement créer des taxes ou les hausser.

Il existe pourtant tellement d'alternative à la hausse actuelle.

Réduire la hausse.

Réaliser la hausse sur une période plus longue.

Partager la hausse avec les cégeps pour une situation moins lourde pour les universitaires.

Bien entendu, ces alternatives ne sont pas désirées, mais possible. Il est préférable de simplement revoir la fiscalité au Québec. Instaurer à nouveau dix paliers d'imposition au lieu de trois. De plus, nous pouvons voir que les entreprises contribuent de moins en moins au fil du temps. Il est temps qu'elle fasse à nouveau leur juste part... Nous pourrions également augmenter les redevances sur nos ressources minières. Le Danemark l'a fait et s'en est très bien tiré.

En connaissance de toutes ces choses, le gouvernement doit négocier, car il est insensé que les étudiants cessent de s'opposer à cette hausse injuste considérant que l'argent qui n'est pas si nécessaire en passant malgré le dire de certains recteurs est facilement trouvable ailleurs et il peut être perçu de manière plus équitable. D. Jonathan

- o Syllab24, 23 mars 2012, 09h13

L'éducation, un choix de société.

Les faits : le gouvernement Charest s'est mis dans la tête d'augmenter les frais de scolarité de 75 % sur 5 ans, à un rythme d'environ 15 % par année. Une augmentation environ 5 à 8 fois supérieur au taux d'inflation que l'on a connu ces dernières années. Et il le fait sous le prétexte que les universités doivent être mieux financées.

La réalité : ces augmentations de frais de scolarité, pourtant significatives pour chacun des étudiants, n'apporteront pas plus de 1 % au budget des universités.

Le choix qui se révèle ici est un choix de société. Doit-on prioriser l'accès à l'éducation au même titre qu'on le fait, par exemple, pour les soins de santé ou au développement des routes pour le plan Nord ?

Quelle est la valeur que l'on accorde à l'éducation dans notre société ? Dans l'optique du gouvernement Charest, la valeur de l'éducation en est une dont l'aboutissement revient essentiellement à l'individu et que, conséquemment, elle doit être traitée comme une marchandise monnayable sans autres fondements, c'est le principe de l'utilisateur payeur. Comme si nous ne profiterions pas collectivement de cet apport d'intellectuelles qui composeront l'avenir de notre société.

Beaucoup plus profondément que cette aspect purement monétaire, il y a les priorités que l'on met de l'avant afin de développer notre société dans son ensemble. Je crois en l'éducation comme moyen efficace dans l'essor et l'évolution de notre collectivité. Je crois que plus un peuple est éduqué, plus il a les moyens de se définir et de se prendre en main. Un peuple qui a à coeur le déploiement intellectuel de ses générations futures, a à coeur l'accroissement de son niveau de vie, a à coeur l'évolution de la communauté et par le fait même a à coeur l'humanité qui le transcende. Il est plus au fait des enjeux, son niveau de compréhension est amélioré, il se laisse moins manipuler, il a plus d'outils pour se déployer et se prendre en main, il acquiert de l'assurance et de la maturité. L'éducation est un outil sans pareil dans la prise de conscience de nos moyens et un levier formidable pour le progrès de notre civilisation.

Dans cet optique de développement, pour favoriser l'accroissement de notre richesse humaine dans le futur et notre capacité collective à évoluer, je me prononce contre cette hausse démesurée des frais de scolarité tel que stipulé par le gouvernement Charest. Et oui le gouvernement Charest doit négocier avec les étudiants. Dans l'optique d'un compromis, je maintiendrais tout simplement les frais au niveau où ils sont présentement en les indexant au coup de la vie, ce qui serait un compromis tout à fait acceptable pour chacune des parties qui s'opposent aujourd'hui. Et je réviserais, tout simplement, certains points de fiscalité afin d'attribuer plus de ressources à nos universités. ?On est loin de la gratuité scolaire de certains pays du nord de l'Europe, par contre, l'accessibilité serait maintenue au niveau actuel tout en donnant aux universités la capacité de mieux subvenir aux besoins de développement de ceux et celles qui formeront la société de demain. Je trouve que ça serait un compromis louable dans la cause qui se joue aujourd'hui. C'est un choix de société, que j'assume pleinement. S. Labonté

domi00, 23 mars 2012, 09h13

Se rendant compte que les manifestations ne feront pas bouger le gouvernement ,les associations d'étudiants veulent maintenant essayer de gagner l'opinion publique.

"On est prêt à négocier à tout moment et à mettre tout sur la table ,c'est le gouvernement qui ne veut pas" disent-ils.

En réalité c'est faux.Les associations ne veulent tout simplement pas toucher au gel des frais scolaires ,même sous des formes atténuées telle que proposées par l'ex-ministre Castonguay ou d'autres personnes.

Deux sondages indiquent que la moitié de la population est en faveur d'un dégel des frais scolaires.Il est temps que les étudiants en grève tiennent compte également de cette donnée.

Donc le gouvernement ne doit pas réagir dans ce contexte actuel. D. Robidoux

johanaud, 23 mars 2012, 09h12

Pour augmenter les frais de scolarité il faudrait commencer par criminaliser les produits dérivés tel que les Credit default swap car ce sont les banques qui volent les pays en ce moment avec la complicité des agences de notations. Ensuite il faudrait donner des vrais cours dans les université car en ce moment les étudiants qui non pas le choix d'écouter les profs raconter leur vies en classe se sont transformé en psychothérapeute. Les cours sont de très piètre qualité. La classe est devenu complètement inutile et désuète, transformer tout en éducation à distance et là on couperait vraiment beaucoup de coûts! J. Naud

FLavigne, 23 mars 2012, 09h12

L'augmentation des droits de scolarité doit demeurer non négociable. Point à la ligne! C'est à propos des prêts et bourses qu'une bonification serait envisageable pour les familles de deux étudiants ou plus. Et à cet effet, les étudiants sont-ils réellement les interlocuteurs de première ligne ou les parents? Mais d'abord les étudiants doivent impérativement retourner en classe avant toute discussion, dans le calme. Sinon, le Québec deviendra encore plus ingouvernable rendant et les gouvernements encore plus soumis aux exigences de tous les groupes de pression qui lui demanderont de trouver l'argent AILLEUR. Avis à Mme Marois.

Il est incontournable, il est grand temps de briser le cercle vicieux du toujours plus des gouvernements afin de reprendre contrôle de la dette.

Fernand Lavigne

Cheniern, 23 mars 2012, 09h12

Moi même initialement favorable aux arguments du Gouvernement, j'ai changé d'idée depuis déjà quelques semaines. À qui avons-nous demandé subitement 75 % de hausse? Mme Beauchamp, M. Bachand et M. Charest se sont "peinturés dans le coin". Vous aviez changé d'opinion sur la Commission d'enquête récemment par exemple. SVP, faites de meme sur ce sujet. Il y a du GRAS ailleurs que dans la classe moyenne. SINON, vous alimentez les probabilités d'un prochain gouvernement indépendantiste. Pour le bien du Québec, SVP.

Marc Chénier, Laval (Québec) Canada

Grou, 23 mars 2012, 09h11

De retour d'un voyage en Floride, on peut facilement avoir comme commentaire: "Beaucoup de ciment et de voitures... pas beaucoup de culture..."

De mon point de vue, le débat actuel ne concerne pas seulement les frais de scolarité... il est beaucoup plus large. C'est vrai que l'éducation coûte cher mais ce n'est pas le seul poste budgétaire dispendieux. Notre désir d'économiser et de diminuer nos coûts communs devrait prendre une perspective et considérer l'ensemble des dépenses pour être valable. Le débat des frais de scolarité devient bien relatif lorsque l'on compare le coût des frais de scolarité dont il est ici question aujourd'hui et le coût des travaux routiers prévus cette été, ceux du plan nord, le coût du dossier patient en santé ? si

on veut revoir un budget à la baisse, voyons le dans son ensemble pour faire de vrais choix de société.

L'idée d'imposer les plus favorisés est valable? mais est-ce que l'augmentation des frais de scolarité est le moyen à prendre pour imposer les plus favorisés? Ne serait-il pas plus efficace de simplement revoir la progression du taux d'imposition selon les revenus?

Autre commentaire à la suite de l'éditorial de monsieur Boisvert d'hier: il n'est pas du tout certain que les universitaires retrouvent leur investissement financier via le salaire - dans la comparaison des revenus à vie, la différence n'est pas évidente surtout à mesure que la scolarité augmente? sauf peut-être dans quelques départements et pour quelques doués des autres facultés.

Allez monsieur Charrest, voyez l'ensemble? écoutez les québécois... un peu moins de ciment et un peu plus de culture. G. Routhier

o suzi80, 23 mars 2012, 09h02

Oui, le gouvernement devrait retourner à la table de négociations, mais uniquement pour discuter de l'augmentation des frais de scolarité et des moyens de l'appliquer. Je crois que cela permettrait de régulariser la situation actuelle en retournant les étudiants à leurs études. Sinon, c'est le chaos annoncé.

Pour ce qui est de la question de la gratuité des études supérieures, de l'augmentation des tarifs, de l'appauvrissement de la classe moyenne, etc. on en reparlera ailleurs que dans la rue...

Les étudiants en mènent trop large dans ce combat. carole Nadeau

o bfries, 23 mars 2012, 09h01

Je lis ici beaucoup de gens protester contre le fait de devoir payer la scolarité des étudiants. Outre le fait que ce soit un choix de société de longue date au Québec, et que personne ne semble voir de problème à financer de l'école primaire au cégep, j'aimerais rappeler que les étudiants payent déjà leur scolarité, au travers de leurs futurs impôts. En effet, selon statistiques-Québec, la rémunération moyenne horaire d'un non-diplômé varie de 15 à 20\$, tandis que celle d'un universitaire est à 29\$. Les universitaires payent donc plus d'impôts, et se situent généralement de surcroît dans la marge salariale la plus lourdement imposable (ils rapportent donc à l'état un plus grand pourcentage d'un plus gros salaire). Proportionnellement, ils payent donc plus de services, plus de retraites, etc., pas juste pendant quelques années d'études, mais pendant toute leur carrière. Et cela sans compter l'effet qu'ils ont sur la société au travers de l'ingénierie et de la recherche.

Est-ce un problème de leur faire payer d'avance, puisqu'ils gagneront plus par la suite? Non. La pilule sera dure à avaler, mais ils s'en remettront. Mais quel effet est-ce que cela aura sur la société? Les moins nantis y réfléchiront à deux fois avant de se lancer dans des études poussées. Les moins confiants aussi, car si tu échoues, tu seras endetté sans bénéficier d'un salaire supérieur pour autant. Au final, il y aura moins de diplômés. Donc plus de bas salaires et moins d'argent pour la collectivité.

Il s'agit donc d'une fausse économie, qui risque en réalité de nous coûter cher.

Benoit Fries

o JPDM, 23 mars 2012, 05h01

Étant donné que le gouvernement du Québec n'a pas la possibilité d'imprimer d'argent, c'est de nos poches dont viennent ces montants, sous forme de frais de scolarité ou de taxes.

La solution que je propose est que tous ceux qui appuient la position des étudiants, adoptent un étudiant à chaque année et qu'ils paient ses frais de scolarité. Cet argent viendra de nos poches d'une façon ou d'une autre.

Il va de soi que les bourses sont aussi une solution. En me tournant encore vers ceux qui supportent la position des étudiants, je me demande combien d'entre eux répondent aux demandes de leur alma mater dans les levées de fonds pour renflouer les fonds de bourses? Combien donnent un demi de 1% de leur revenu quand ils reçoivent l'appel? Le réponse on la connaît, très très peu de gradués le font au Québec.

Toutes les causes sont bonnes pour faire payer l'Etat: les garderies subventionnées, l'indemnisation des victimes, la gratuité scolaire, etc. Typiquement au Québec on veut que l'État paie, jamais nous. Mais l'État c'est nos poches!!! Il ne faut pas demander au gens, voulez-vous que les gouvernement paie mais êtes vous prêts à payer. Juste à voir les résultats des campagnes de levées de fonds des universités, la réponse est non.

JP De Montigny

o MarcManCan, 23 mars 2012, 05h01

NON!!!

Marc Tremblay // Montréal

o Jeanbottari, 23 mars 2012, 05h00

Il est évident que cette situation ne peut pas se poursuivre indéfiniment. Le gouvernement devrait mettre de l'eau dans son vin et discuter avec les étudiants. Il faudrait aussi que le gouvernement du Qué-

bec examine la gestion des universités qui laisse à désirer. Et que dire aussi de la ministre Beauchamp qui plutôt que rendre les décideurs à Concordia imputables pour les énormes sommes d'argent dépensées en primes de toutes sortes, a imposé une amende de 2M \$ à l'université. C'est d'un ridicule! Concordia se retrouve donc avec 2M \$ de moins et personne n'est imputable. Cet argent sera amputé ou au juste? Ce sont probablement les services aux élèves qui vont écoper.

Jean Bottari

Montréal

o Ansonduran, 23 mars 2012, 05h00

Bonjour,

Le gouvernement devrait négocier avec les étudiants, mais pas n'importe quoi. Il devrait dire aux étudiants qu'il est prêt à négocier une réforme de l'attribution de l'aide financière aux études, par exemple en reconsidérant le critère d'aide parentale. Il devrait aussi évaluer les options alternatives comme le Remboursement Proportionnel au Revenu (la proposition de la Commission-Jeunesse du PLQ) ou l'Impôt Post-Universitaire.

Le prix des études importe peu, c'est l'accessibilité qui est le noeud du problème de la hausse car elle va durement affecter les enfants de la classe moyenne. Il faut garantir que tout étudiant pourra accéder à l'université. Il est hors de question de parler de gratuité scolaire ou de gel, car on ne fait que pelleter en avant nos problèmes et ultimement, c'est tout le Québec qui en paiera le prix. Malheureusement, les positions de la CLASSE et des fédérations étudiantes sont fermes quant à la hausse et je crois qu'il sera difficile de négocier quoi que ce soit, comme on a pu le constater lors de la rencontre entre les partenaires de l'Éducation en décembre 2010.

Anson Duran, Étudiant

o Claudepierbernard, 23 mars 2012, 05h00

Le système d'éducation universitaire subventionne les mieux nantis qui sont surreprésentés à l'université. Présentement 50% des étudiants sont de deuxième génération ou plus, c'est-à-dire qu'au moins un de leurs parents est un diplômé universitaire. Or ces diplômés représentent au plus 20% de la population.

Donc moins les droits sont élevés, plus nous aidons les moins démunis.

Si nous voulons aider les plus pauvres, c'est au primaire ou même avant qu'il faut mettre nos efforts pour corriger cette situation et non pas en gelant ou encore pire en diminuant les droits de scolarité.

claude bernard

o Thowdede, 23 mars 2012, 04h59

Je suis pour la hausse des frais de scolarité. Je suis dans la mi-quarantaine et j'ai 3 enfants entre 6 et 13 ans qui subiront directement cette hausse. Il faut arrêter de croire que l'éducation est un droit... C'est un droit jusqu'au 5ième secondaire... Dépassé ça, c'est un choix, un privilège... Je suis d'accord que les frais plus élevés risquent de diminuer le nombre d'inscription dans les collèges et universités. La contre partie, c'est que les diplômés de ces mêmes institutions auront, je l'espère, reçu une formation de meilleure qualité.

Aujourd'hui, je vois trop souvent des jeunes se chercher un emploi en croyant, à tort, que parce qu'ils ont un BACH, ils doivent obtenir les gros salaires... Je trouve personnellement que l'éducation dite supérieure n'a plus la même signification aujourd'hui qu'elle avait il y a plusieurs années. Le fait est que c'est devenu trop accessible. Il manque énormément de main-d'oeuvre pour les emplois qui typiquement ne requiert pas un niveau universitaire et à l'opposé, il y a tellement d'offre (beaucoup plus que la demande) de diplômé universitaire, que les salaires ne suivent pas.

Je crois fondamentalement que l'équilibre doit être rétablie et qu'il faut redonner ces lauriers à la formation universitaire. Je le répète, l'éducation supérieur est un privilège et non un droit. Rétablissons l'équilibre, fessons en sorte que la formation professionnelle au collégiale et au secondaire soit valorisé afin que nos jeunes comprennent qu'ils peuvent bien réussir dans la vie.

Le gouvernement a prévu et prévoit toujours de maintenir les prêts et bourses. Les personnes qui ont la capacité et le vouloir de faire des sacrifices pour obtenir une formation supérieure seront aidés par celle-ci. Ceux dont les parents ont les moyens et la volonté de faire en sorte que leurs enfants reçoivent une formation supérieure continueront de le faire, quel qu'en soit le prix.

Ne jouons pas à l'autruche, regardons les choses en face.

Une façon pour le gouvernement de se sortir de cette crise serait d'offrir des déductions d'impôt supplémentaire qui ferait en sorte que les familles à faible revenu obtiendraient un remboursement presque intégrale des frais payés, alors que les familles plus nantis n'obtiendraient pas ce retour. Pour moi, c'est une piste de solution à évaluer...

André Chartrand, Sept-Iles

o Mdebe, 23 mars 2012, 04h59



M. Guy Ferland a écrit ceci : "C'est un moment historique qui s'offre au Parti libéral de montrer sa sensibilité et son ouverture d'esprit aux aspirations des jeunes pour la société de demain." Cette affirmation résume assez bien ce que je pense de toute cette histoire.

D'un côté, je suis un payeur de taxe fatigué et découragé par l'utilisation complètement disjonctée de nos sous, fait par les commissions scolaires, universités et autres PME publiques de ce genre. Y'en a marre de payer ! D'un autre côté, il y a les jeunes qui préparent leur avenir (notre avenir). Pourquoi devraient-ils être défavorisés dans leur choix de carrière à cause de leur "caste économique". Je vais devoir payer - veut veut pas !

Je pense qu'effectivement, c'est le bon moment pour régler les problèmes inhérents à une bureaucratie trop volumineuse qu'est tout le monde de l'éducation. Une fois cela bien fait, le gouvernement pourra voir si il est nécessaire de s'attaquer au coût pour les étudiants.

C'est peut-être vraiment un moment historique qui pourrait être utilisé par le gouvernement pour préparer le futur.

m déblois

- o JMP1, 23 mars 2012, 04h58

Le gouvernement ne doit pas céder. Il n'y a rien à négocier. L'augmentation est tout à fait raisonnable. Un petit nombre d'étudiant est dans le besoin, et ceux-ci auront de l'aide. Quant à la majorité d'enfants gâtés, ils devraient tout simplement ajuster leurs habitudes de consommation à leurs besoins. Ils se permettent des choses que bien des travailleurs ne peuvent se permettre; téléphone cellulaire dernier modèle, iPad, auto, voyages,... Il est vraiment temps qu'on cesse de céder aux divers groupes de pression.

j m prevost

- o Mlebel, 23 mars 2012, 04h58

Attention! Le gouvernement doit ouvrir sa porte et écouter les étudiants. Être toujours prêt à les écouter. Ce qui ne veut pas dire négocier! Mais bien écouter, ouvrir des ponts, expliquer, dialoguer, mais il ne doit pas négocier. Sa décision est prise sur le sujet et cette décision me semble juste. Donc il n'a pas à céder, mais les ponts doivent rester ouverts.

Michel Lebel

- o Bercos, 23 mars 2012, 04h57

En aucune façon le gouvernement doit céder au chantage des étudiants qui bénéficient des taux les plus bas en Amérique et surtout ne me parlez pas de grève car cela n'en est pas une mais bien un séchage de cours pour aller faire suer les travailleurs qui paient par leurs impôts jusqu'à 85% des frais scolaires de ces jeunes. Je suis royalement tanné de tout ce discours socialiste à l'extrême qui sont charrier par les partis en mal d'électeurs qui sont prêt à acheter le vote des Québécois avec des engagements que nous devons payer tôt ou tard. Le Québec est presque dans le rouge et si nous voulons ne pas laisser un gouffre financier aux générations futures, hé bien il va falloir que se mette à la tâche maintenant et cesser de prendre l'état Québécois pour une vache à lait. Si le Québec était un état riche on pourrait penser à ne pas augmenter les frais de scolarité mais ce n'est pas le cas, nous sommes une province pauvre qui vit au dessus de ses

moyens. Je suis rarement en accord avec le gouvernement Libéral mais la je suis en total accord avec eux  
Bernard cossette

- o Passetoutgrain, 23 mars 2012, 04h57

Dans le rapport Corporate Income Taxes, Profit, and Employment Performance of Canada's Largest Companies, du CCPA, on constate que l'imposition des entreprises passera de 28 % en 2000 à 15 % en 2012. Une diminution de 13 points de %, ou de quasiment 50 % du taux d'imposition, dont 7 points pendant la période libérale et 6 points pendant la période conservatrice.

Augmentons de 1% l'impôt des entreprise pour subventionner l'éducation et la recherche.

S. Tougas, Plateau

- o Bercos, 23 mars 2012, 04h57

En aucune façon le gouvernement doit céder au chantage des étudiants qui bénéficient des taux les plus bas en Amérique et surtout ne me parlez pas de grève car cela n'en est pas une mais bien un séchage de cours pour aller faire suer les travailleurs qui paient par leurs impôts jusqu'à 85% des frais scolaires de ces jeunes. Je suis royalement tanné de tout ce discours socialiste à l'extrême qui sont charrier par les partis en mal d'électeurs qui sont prêt à acheter le vote des Québécois avec des engagements que nous devons payer tôt ou tard. Le Québec est presque dans le rouge et si nous voulons ne pas laisser un gouffre financier aux générations futures, hé bien il va falloir que se mette à la tâche maintenant et cesser de prendre l'état Québécois pour une vache à lait. Si le Québec était un état riche on pourrait penser à ne pas augmenter les frais de scolarité mais ce n'est pas le cas, nous sommes une province pauvre qui vit au dessus de ses moyens. Je suis rarement en accord avec le gouvernement Libéral mais la je suis en total accord avec eux  
Bernard cossette

- o Basilic, 23 mars 2012, 04h55

Non, pas de discussion. La hausse est raisonnable. Si le gouvernement cède, il dit clairement qu'il suffit de manifester pour bloquer toute réforme, toute loi qui dérange un groupe ou l'autre. Nos étudiants ont les frais les moins élevés au pays. Le diplôme en poche ils gagneront un bien meilleur salaire. Tant mieux.

Albert Champagne

- o sapinette12, 23 mars 2012, 04h55

Non, non et non. Pas de négociations ! On en a assez de ces enfants gâtés. Au lieu de les chouchouter, envoyez-les étudier en Suisse. Ils vont avoir toute une surprise !

S. Muller

- o Robert9, 23 mars 2012, 04h54

Le gouvernement doit garder le cap. Reculer maintenant serait le comble du ridicule. ET puis la prochaine fois qu'ils décident quelque chose de pas très populaire, quelques manifestations et hop, on recommence? La hausse n'est pas abusive comme semblent le dire les étudiants. Maintenant, ces derniers devraient avaler la pilule et rentrer car ils vont aussi perdre leur été à reprendre le temps perdu. Et NOUS allons devoir payer des enseignants en surtemps?

Robert Arcand

## LEDEVOIR.COM: Hausse des droits de scolarité: la population est divisée - Selon un sondage CROP, 51 % des répondants demeurent en faveur de la hausse de 1625 \$ sur cinq ans - Jeudi 22 mars 2012, 17h49

[Pour consulter le sondage \(PDF\)](#)



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir

Un millier de personnes ont répondu en ligne au coup de sonde de CROP: les résultats indiquent que 51 % de ces répondants demeurent d'accord avec la hausse de 1625 \$ sur cinq ans, alors que 49 % s'y opposent.

**À retenir**

Guillaume Bourgault-Côté

La population québécoise demeure tout à fait divisée au sujet de la hausse des frais de scolarité. Après six semaines de manifestations étudiantes pour dénoncer l'augmentation des droits de scolarité décidée par le gouvernement, la (courte) majorité de ceux qui soutiennent la hausse ne s'étiole pas.

C'est ce que révèle un sondage CROP réalisé pour la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et dévoilé ce soir. Un millier de personnes ont répondu en ligne au coup de sonde: les résultats indiquent que 51 % de ces répondants demeurent d'accord avec la hausse de 1625 \$ sur cinq ans, alors que 49 % s'y opposent.

Le sondage montre autrement que 78 % de la population souhaite une solution négociée au bras de fer actuel. Parmi ceux qui supportent la hausse, on trouve majoritairement des répondants âgés de 55 ans et plus (61 % d'appuis) et des diplômés collégiaux ou universitaires (près de 60 %).

C'est la première fois que CROP mesure la perception de la hausse des droits de scolarité — impossible, donc, d'établir des comparatifs précis. Deux autres sondages ont toutefois été menés depuis le début du mouvement de grève (par Léger Marketing — pour TVA), le 23 février et le 15 mars. Dans le premier, Léger accordait 48 % d'appui à la décision du gouvernement Charest. Le deuxième montrait que cet appui était en légère hausse, à 50 %.

À l'inverse, le soutien aux revendications des étudiants est passé dans le même laps de temps de 44 % à 42 %, selon les mesures de Léger. Les deux sondages ont été réalisés en ligne auprès de 414 répondants (23 février) et de 813 répondants (15 mars): des échantillons probabilistes de cette taille auraient une marge d'erreur respective de 4,9 % et de 3,5 %.

Le sondage CROP-FECQ est extrait d'une enquête omnibus réalisée en ligne entre les 15 et 19 mars auprès de 1000 personnes. CROP n'accorde pas de marge d'erreur à ce type de sondage, en respect des règles de l'Association de la recherche et de l'intelligence marketing (ARIM).

## **RADIO-CANADA: Droits de scolarité au Québec: Les grèves étudiantes au Québec : quelques jalons - Mise à jour le jeudi 22 mars 2012 à 14 h 39 HAE**

Les grèves étudiantes au Québec : quelques jalons



*Des étudiants manifestent à Québec.*

1958

Environ 21 000 étudiants des universités de Montréal, Laval, McGill, Bishop's et Sir George-Williams (aujourd'hui Concordia) font une grève d'un jour en mars. Ils revendiquent l'abolition des droits de scolarité pour favoriser l'accès aux études supérieures.

Le 7 mars, trois étudiants (Francine Laurendeau, Jean-Pierre Goyer et Bruno Meloche) se rendent à Québec et demandent à rencontrer le premier ministre Duplessis, qui refuse de les recevoir. La scène se répète pendant 37 jours.

Lire aussi : [Les problèmes de l'éducation](#) en 1958 (page des archives) 1968

Le 12 octobre, une quinzaine de cégeps et quelques facultés et départements universitaires sont en grève pour réclamer la création immédiate d'une deuxième université de langue française à Montréal, une révision du régime des prêts et bourses, et l'abolition de la politique des présences obligatoires au cégep.

Le 21 octobre, 10 000 étudiants organisent une manifestation à Montréal, suivie d'une nouvelle vague de grèves et d'occupations en novembre. Des lock-out sont décrétés aux cégeps Édouard-Montpetit, de Chicoutimi et de Jonquière. Le cégep Lionel-Groulx reprend ses activités normales le 9 décembre, près de deux mois après la mobilisation qu'il a engagée.

1974

Un premier mouvement de grève commence le 9 octobre aux cégeps de Rosemont, de Joliette, de Rouyn-Noranda, de Saint-Hyacinthe et de Saint-Jean pour réclamer le retrait des Tests d'aptitude aux études universitaires (TAEU). Québec y a répondu favorablement en suspendant les TAEU.

En novembre, une nouvelle mobilisation voit le jour au cégep de Rimouski pour l'amélioration du système des prêts et bourses. Le mouvement de grève gagne vite du terrain et voit l'adhésion d'une trentaine de cégeps, en plus d'écoles secondaires et de départements universitaires. Quelque 100 000 étudiants étaient alors en grève. C'est dans ce contexte qu'est née l'Association nationale des étudiants et étudiantes du Québec (ANEEQ).

Dans la semaine du 9 au 14 décembre, la police anti-émeute intervient dans plusieurs cégeps, à l'appel des administrations locales voulant interrompre la grève par des lock-out.

Voir aussi la [page des archives](#)

1978

Une grogne étudiante est apparue après l'abandon du gouvernement péquiste de ses promesses électorales sur la gratuité scolaire à tous les niveaux et un programme de préscolaires.

Le 7 novembre, des étudiants du cégep de Rimouski votent pour la grève générale illimitée, suivis quelques jours plus tard par ceux de Chicoutimi et de La Pocatière. Le 23 novembre, on comptait une trentaine d'établissements ayant pris part au mouvement. Ce jour-là, une manifestation de 1500 personnes, qui se tient devant les bureaux du ministère de l'Éducation à Montréal, se transforme en occupation improvisée.

Dans la foulée, l'UQAM emboîte le pas aux cégeps. C'est la première fois qu'une université est complètement fermée pour grève. Des départements de sciences humaines des universités de Montréal et de Laval font de

même. La mobilisation commence toutefois à perdre de sa vigueur en décembre.

1986

Le 7 octobre 1986, les cégépiens du Vieux-Montréal amorcent un mouvement de grève pour revendiquer le maintien du gel des frais de scolarité jusqu'à la fin du mandat du gouvernement Bourassa, le retrait des frais afférents à l'université et une réforme du régime d'aide financière.

La mobilisation voit l'adhésion d'environ 25 associations, dont une seule universitaire, l'Association générale des étudiants de l'Université du Québec à Montréal (AGEUQAM). Plusieurs départements de l'Université de Sherbrooke votent pour la grève, mais les autres composantes ne suivent pas, ce qui empêche le débrayage.

Le 22 octobre 1986, le gouvernement s'engage à maintenir le gel des frais jusqu'en 1989, mettant fin au mouvement.

1988

Le 26 octobre, plus de 100 000 cégépiens amorcent une grève de trois jours dans 23 des 44 établissements du Québec pour réclamer une amélioration du régime des prêts et bourses. Cinq autres établissements se joignent bientôt au mouvement.

Le 29 octobre, l'Association nationale des étudiants et étudiantes du Québec (ANEEQ) se prononce en faveur du déclenchement d'une grève générale illimitée. Le mouvement s'enclenche avec le ralliement d'une vingtaine d'associations étudiantes, mais certaines, collégiales, s'y opposent.

Le mouvement décline toutefois et l'ANEEQ met fin à la grève le 13 novembre. Les cours reprennent dans les cégeps, mais la grève déclenchée le 2 novembre par les 12 000 étudiants des sciences humaines, arts et lettres de l'UQAM se poursuivra encore pendant trois jours.

1990

L'Association nationale des étudiants et des étudiantes du Québec (ANEEQ) et la nouvelle Fédération des étudiantes et étudiants du Québec (FEEQ, qui deviendra plus tard la FEUQ) ont lancé un mouvement pour s'opposer au dégel des droits de scolarité (les droits universitaires qui sont de 540 \$ - gelés depuis 20 ans - devaient passer à 890 \$ l'année suivante, puis à 1240 \$ l'année d'après).

Même si la majorité des associations étudiantes n'ont pas obtenu le mandat de grève, les étudiants en sciences humaines, arts et lettres de l'UQAM débrayent le 13 mars. Ils sont suivis le lendemain par les étudiants du Cégep de Rimouski et de l'Université du Québec à Rimouski, ainsi que par ceux des cégeps de Saint-Laurent, de Joliette et de Rosemont.

Plusieurs manifestations, parfois accompagnées d'arrestations, marquent les journées de protestation. Au plus fort de la mobilisation, seulement une douzaine de cégeps et trois universités (l'UQAM, l'UQAR et l'Université de Montréal) étaient en grève. Le mouvement perd de son importance, sans réussir à faire fléchir le gouvernement.

1996

Les étudiants du cégep Maisonneuve déclenchent une grève générale, le 23 octobre, pour protester notamment contre l'annonce de la ministre Marois d'une hausse des droits de scolarité à l'université et une augmentation des frais afférents au cégep.

Les cégeps du Vieux-Montréal et Marie-Victorin leur emboîtent le pas, avant que la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) et de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) décident le 31 octobre de se joindre au mouvement, qui s'étendra à plusieurs établissements. La mobilisation était ponctuée de nombreuses manifestations et occupations.

Le 8 novembre, 23 cégeps sont en grève, soit plus de 60 000 étudiants sur un total de 165 000. La ministre Marois annonce, dix jours plus tard, le gel des droits de scolarité à l'université et le maintien du plafond des frais afférents au cégep. Elle instaure cependant une pénalité aux étudiants qui échouent à plus d'un cours au niveau collégial.

Rejoints tardivement par des étudiants de McGill, de l'Université de Montréal, de Concordia et de l'UQAM, les cégépiens réintègrent les classes le 25 novembre, certains après une vingtaine de jours de grève

2005

Six cégeps et une douzaine d'associations étudiantes universitaires entament officiellement une grève générale illimitée le 24 février pour exiger que Québec récupère 103 millions de dollars convertis de bourses en prêts. Environ 175 000 étudiants débrayaient au plus fort de la mobilisation.

Les organisations étudiantes finissent par accepter l'entente proposée par Jean-Marc Fournier, alors ministre de l'Éducation. L'accord prévoyait la



transformation de 70 millions de dollars de prêts en bourses en 2005-2006, puis le retour des 103 millions de bourses supprimés par Québec les quatre années suivantes.



En 2005...

Les 60 000 membres de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) mettent fin à la grève, même si le tiers d'entre eux ont signifié leur désaccord avec la proposition de Québec. Quelque 16 000 étudiants

du réseau collégial et 50 000 étudiants de l'UQAM, de l'Université de Montréal et de l'Université Laval sont demeurés un peu plus longtemps en grève.

2012

Le 13 février, des associations étudiantes lancent un mouvement de grève pour contrer la décision du gouvernement du Québec d'augmenter annuellement de 325 \$ les droits de scolarité dans les universités, et ce, pendant cinq ans.

En date du 22 mars, plus de 300 000 étudiants étaient en grève. Jamais la mobilisation étudiante n'a été aussi forte au Québec.

Plusieurs manifestations et occupations ont eu lieu, dont certaines ont tourné à l'affrontement avec les forces de l'ordre. Le 22 mars, une marche nationale monstre a regroupé des milliers d'étudiants à Montréal.

En dépit de cette pression soutenue, le gouvernement Charest demeure intransigeant et refuse de revenir sur sa décision de hausser les droits de scolarité.

## LE DEVOIR: 1<sup>ère</sup> page: L'imagination au pouvoir – Jeudi 22 mars 2012

LE JEUDI 22 MARS 2012

### ART ET MANIFESTATIONS



À la manière de l'artiste emballer Christo, des étudiants en urbanisme de l'UQAM ont drapé de rouge le monument George-Étienne-Cartier au pied du mont Royal.

## L'imagination au pouvoir

LISA-MARIE GERVAIS

Des statues et des bancs de parc enveloppés «à la Christo». Des centaines d'étudiants en tenues écarlates liges au beau milieu de la place publique ou alignés le long des quais du métro. Sans oublier le petit carré de

feutre carmin à la boutonnière des militants et des badauds. Ces jours-ci, il est impossible de ne pas voir rouge. Et c'est tant mieux pour les étudiants, croit Ève Lamoureux, professeure au Département d'histoire de l'art de l'UQAM, qui seront des milliers à prendre la rue aujourd'hui pour protester contre la hausse des droits de scolarité. «Le rouge, c'est un symbole de ralliement qui a un double rôle. D'abord, en interne, car il permet aux protagonistes du mouvement de se reconnaître entre eux. Et puis, d'un point de vue extérieur, il permet aux autres de comprendre que toutes les petites initiatives collectives appartiennent au même mouvement», souligne-t-elle.

VOIR PAGE A 10: IMAGINATION

Autres informations, page A 2 ■ L'éditorial de Marie-Andrée Chouinard, page B 4

Lisa-Marie Gervais

Tirant sur le ketchup ou la fraise écrasée, la couleur rouge sert d'inspiration à de nombreuses manifestations artistiques. Qu'elles soient performances, installations, constructions architecturales ou affiches. Dans les mouvements sociaux, la dimension culturelle est d'ailleurs de plus en plus

importante, remarque Mme Lamoureux, également auteure d'un livre sur les nouvelles formes d'engagement artistique au Québec. «À partir du courant altermondialiste et des nouveaux mouvements sociaux et de protestation, la dimension culturelle de l'action est omniprésente. Et c'est même un phénomène revendiqué par les acteurs de ces mouvements.»

Avec la chute de l'Union soviétique, plusieurs avaient prédit la mort de la contestation. Dans cette hécatombe, on constatait aussi le décès de l'euphorie et de l'exaltation créatrice. La morosité des années 80 n'a pas menti sur ce point. Jusqu'à ce que tranquillement, l'envie de faire la fête revienne. «Il y avait un ras-le-bol à l'encontre des luttes très sérieuses qui étaient trop associées à la gauche militante marxiste. Il y a eu un désir de laisser de côté le discours autoritaire et de faire des manifestations plus joyeuses et plus inclusives», note Mme Lamoureux.

Et c'est là un terrain fertile pour de nouvelles manières de protester. «Il y a aussi toute l'influence du slogan féministe "Le personnel est politique". L'idée d'explorer soi-même son vécu et sa propre expérience par la créativité ouvre la voie à des formes de contestation qui sont inusitées», dit-elle. C'est le mouvement Reclaim the Streets (libérer les rues) en Angleterre: le simple fait de danser dans la rue est une forme de contestation, ce que reprennent un peu les manifestants, croit Mme Lamoureux.

L'art est également universel et pacifique, croit Carolann Shea, une étudiante en danse contemporaine à l'Université Concordia. Avec ses camarades, elle a chorégraphié une danse de zombies façon théâtre butô et une performance symbolique silencieuse où leurs corps entremêlés ont reposé sur un immense drap couleur sang. «On pense qu'une installation corporelle rend les gens beaucoup plus curieux et ça passe mieux notre message que si on faisait un kiosque», a-t-elle expliqué.

L'art est souvent lié au politique, car il est efficace, pense Ève Lamoureux. «Il y a cette idée un peu simpliste mais pas fausse que l'art est plus accessible qu'un discours politique bien articulé. Il est aussi plus efficace parce que ça joue sur l'identification et la sympathie, a-t-il noté. C'est plutôt un bel apprentissage. C'est une façon intéressante d'apparaître dans l'espace public. Et en plus, ça ne perturbe pas beaucoup.»

### Créativité révolutionnaire

«L'imagination au pouvoir», disait un des slogans de Mai 68. C'est un peu ce qu'ont réussi à incarner les étudiants en grève de l'École de design de l'UQAM à travers l'École de la montagne rouge, où on conçoit et réalise pancartes, tracts et constructions plus complexes (comme les fameux cubes rouges géants triés par des étudiants) qui servent au mouvement contre la hausse. Vêtu d'une chienne de mécanicien écarlate, Guillaume Lépine, qui a eu l'idée de cette école, pointe une série de croquis affichés au mur, résultat d'une «tempête d'idées» qui a eu lieu l'avant-veille. «On était une dizaine à la recherche de l'image qui va changer le cours de l'histoire. On veut que cette image soit la bougie pour le mouvement étudiant», a-t-il raconté.

Pour lui, la création à l'École de la montagne rouge comporte dimension «humaniste». «Personne ne parle de "son" projet. On est tous unis pour le projet de l'affiche. C'est l'idée du design au service des autres, a-t-il insisté. Les gros cubes rouges incarnent la collectivité parce que pour que le concept marche, tu as besoin de plus d'une personne.» Le fait de créer pour un mouvement aussi porteur est stimulant. «On a des choses à dire, c'est aussi simple que ça. Et pour parler, toutes les façons sont bonnes. Nous, c'est le langage visuel qui est notre vocabulaire», a-t-il avancé.



Selon le professeur à l'École des médias de l'UQA, Jean-Pierre Boyer, cet élan créatif ne peut se trouver que dans un contexte révolutionnaire. «Il y a comme un enthousiasme à inscrire une symbolique forte. Le problème c'est qu'il n'y a plus beaucoup d'endroits d'expression libre, considérant que dans le métro, il faut payer si on veut des espaces. Les autres imaginaires spatiaux n'ont pas droit de cité. C'est quand même assez majeur, à une époque où les médias de masse sont omniprésents», a-t-il indiqué. Il loue cette créativité nouvelle des étudiants, qui exultent hors classe. «Ils sont le sujet de leur propre histoire. Ces moments privilégiés révèlent la force de l'imagination.»

#### Vos réactions

- Regine Pierre – Abonné, 22 mars 2012 06 h 34  
L'importance du symbolique  
Belle analyse des symboles de protestation. On l'a vu avec le printemps arabe, le symbolisme est ce qui a fait tourné le regard du monde sur la cause. J'ai personnellement été particulièrement touchée par la manifestation au cours de laquelle la masse des manifestants s'est fichée en silence comme des statues. Le message était si fort qu'il n'y avait pas besoin de pancartes ou de slogans: le silence de la ministre était dénoncé de façon convaincante.  
C'est la force de la jeunesse de réinventer les symboles et les jeunes d'aujourd'hui ne manquent certainement pas d'imagination.
- André Savary – Abonné, 22 mars 2012 10 h 44  
Bravo!  
Depuis quelque années j'étais déçu, du moins j'en avais l'impression, de l'individualisme des jeunes, de leur non engagement politique et/ou social...Mauvaise perception de ma part!!!  
Quelle belle jeunesse!!! Ça c'est la relève et il était temps qu'elle se manifeste!...

- Martin Tanguay – Inscrit, 22 mars 2012 10 h 56  
ArchiContre  
Nous sommes un collectif d'étudiants de la faculté d'aménagement de l'Université de Montréal et tentons de continuer nos apprentissages et de pousser plus loin notre réflexion de futurs designers en manifestant de façon créative et pacifique. Vous pouvez constater notre travail: <http://www.facebook.com/ArchiContre>  
[archicontrere.blogspot.ca](http://archicontrere.blogspot.ca)  
Bien que la direction de notre faculté soit en parfait accord avec notre façon de débattre, la sécurité de l'Université nous a évincé du bâtiment dans la soirée de mardi dernier. Qu'à cela ne tienne, ArchiContre poursuivra son travail, même si nous étions poussés dans la rue.
- Gilbert Talbot – Abonné, 22 mars 2012 11 h 56  
Le retour de Mai 68 avec les Y  
Les Y forment une génération beaucoup plus revendicatrice que la précédente les X et reviennent à la contestation de leurs grands-parents, les baby boomers de Mai 68.
- France Marcotte – Abonnée, 22 mars 2012 12 h 48

Aujourd'hui, lors de la grande manifestation, les participants seront assurément armés de pancartes qui composeront un chaos visuel et éclaté, mélange pas toujours très heureux des idées de tous les porteurs de messages. Pour Guillaume Lépine, l'important c'est que les gens y donnent un sens. «Il faut surtout qu'on comprenne que c'est pas une fin, mais le début de quelque chose», a-t-il dit. D'ailleurs, parmi les 2000 affiches qu'ils impriment cette nuit avec sa joyeuse bande — clin d'oeil à la fabrique de Mai 68 —, certaines ont un slogan qui semble d'ailleurs le dire mieux que lui. Dans un style épuré, l'image d'une vague porte l'inscription: «Le combat est avenir».

L'imagination comme mode de vie  
La créativité au Québec est un peu partout. Elle n'est pas seulement à mon avis le fait de ceux qui sont formés pour.  
L'être humain par nature est créatif quoique à des degrés divers... peut-être.  
Pour être créatif, il ne faut pas être coincé.  
La créativité de la génération actuelle est surtout pour moi un signe de succès de notre système d'éducation.  
Dès son plus jeune âge, le jeune Québécois est incité à développer son potentiel créatif, il n'est pas systématiquement brimé comme autrefois par une éducation stricte qui étouffait ses forces vitales.  
Il n'y a pas longtemps, pour pouvoir être créatif, il fallait d'abord réussir à se déconditionner d'une éducation opprimante.  
Maintenant cette étape n'est plus nécessaire et tous les Québécois sont créatifs.  
Donc pour moi ce n'est pas l'imagination au pouvoir, car tout pouvoir suppose "des gens" sur lequel il s'exerce.  
C'est l'imagination comme mode de vie des Québécois et cela commence à se manifester dans tous les domaines.

### LA PRESSE.CA: La CSDM appuie la contestation étudiante / Imposons les riches, disent les médecins - Publié le jeudi 22 mars 2012 à 07h41

Pascale Breton, La Presse  
Pendant que quelques milliers d'élèves du secondaire s'apprentent à participer aujourd'hui à la grande manifestation contre la hausse des droits de scolarité, la Commission scolaire de Montréal (CSDM) appuie le mouvement étudiant.  
«Le mouvement actuel en cours est un exercice démocratique d'implication citoyenne que la CSDM ne peut que saluer.»  
C'est ainsi que se termine une lettre signée par la présidente, Diane De Courcy, et le directeur général, Gilles Petitclerc, qui a été envoyée aux parents en fin de journée hier.  
Cette communication voulait principalement informer les parents que la tenue de la manifestation nationale, aujourd'hui, risque de perturber le déroulement des cours dans certaines écoles.  
Près de 5000 élèves du secondaire, selon les organisateurs, sont en effet attendus aujourd'hui pour prendre part à la manifestation.  
Ils se réunissent d'abord au square Phillips pour ensuite converger tous ensemble à la place du Canada, lieu du grand rassemblement.  
**Des «jeunes matures»**  
La participation des élèves du secondaire est d'autant plus nécessaire que ce sont eux qui seront les plus durement touchés par la hausse des droits de scolarité, souligne Mattis Savard-

Verhoeven, élève de 4e secondaire de l'école Paul-Gérin-Lajoie.  
«Oui, il existe des jeunes au secondaire qui sont matures et conscients des enjeux de leur société. Non, nous ne sommes pas tous cyniques», déclare celui qui est aussi membre de l'Association indépendante des écoles secondaires, instigatrice du rassemblement au square Phillips.  
Les élèves de plusieurs écoles de la région de Montréal ont tenu des votes de grève au cours des derniers jours.  
Hier midi, des élèves du collège Saint-Louis, à la commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, ont voté majoritairement pour une levée de cours aujourd'hui.  
**Un débat contradictoire**  
La veille, à la suggestion de la direction de l'école, le conseil étudiant avait invité des élèves pour présenter les arguments pour et contre la grève.  
«Nous avons organisé ce débat parce que le mouvement prenait de l'ampleur et nous étions conscients qu'à l'école, beaucoup d'élèves étaient intéressés sans connaître véritablement les enjeux», explique la présidente du conseil étudiant, Sarah Thibault.  
Ce matin, des élèves organisent aussi des piquets de grève devant certaines écoles. C'est le

cas à Paul-Gérin-Lajoie où les enseignants ont reçu la consigne de donner leurs cours, à moins qu'il ne soit dangereux pour leur sécurité d'entrer dans l'école.  
À l'école secondaire Saint-Louis, de la Commission scolaire de Montréal, la direction a plutôt choisi d'annuler les cours après que les élèves eurent voté pour un débrayage.  
«Par mesure de sécurité et dans le souci de respecter la voie démocratique, les lignes de piquetage ne seront pas franchies», a fait savoir la direction de l'école dans une lettre distribuée aux parents hier.  
Par ailleurs, certains établissements ont aussi annoncé une levée de cours pour la manifestation d'aujourd'hui. C'est le cas de l'Université de Montréal et de l'Université du Québec à Trois-Rivières.

### Santé Imposons les riches, disent des médecins

Un groupe de médecins demande aux gouvernements fédéral et provinciaux d'augmenter le taux d'imposition sur le revenu des Canadiens nantis.  
Le groupe a lancé une pétition pour obtenir du soutien pour la campagne, dont le slogan est «Imposons-nous, le Canada le mérite».  
Le groupe «Doctors for Fair Taxation» (Médecins pour une imposition équitable) propose d'augmenter les impôts de ceux dont le revenu annuel dépasse 100 000\$.  
Selon la proposition, les contribuables dont le revenu se situe entre 100 000\$ et 170 000\$ paieraient un supplément de 1%.  
Ceux dont le revenu se situe entre 170 000\$ et 640 000\$ seraient touchés par un taux d'imposition de 2% de plus.  
— La Presse Canadienne

### LESOLEIL.COM: Mobilisation étudiante: l'Université Laval mise en demeure - Publié le jeudi 22 mars 2012 à 05h00

Michel Corbeil, Le Soleil (Québec)  
À son tour, le conseil d'administration de l'Université Laval vient d'écoper d'une mise en demeure à propos des piquets de grève étudiants, qui bloquent l'accès aux cours de la faculté des sciences sociales.  
C'est le deuxième recours juridique entrepris par un inscrit à Laval pour s'opposer à la grève qui

vise à faire reculer le gouvernement Charest sur la hausse des droits de scolarité.  
La semaine dernière, *Le Soleil* révélait qu'un étudiant, Laurent Proulx, réclame 600\$ à l'Association des étudiants en anthropologie pour l'enseignement dont il a été privé. Les deux requêtes allèguent que les piquets de grève sont illégaux.  
Cette fois, la menace de poursuite prend la forme d'un recours collectif, une lettre endossée

par 10 étudiants. Le groupe ne réclame aucun dédommagement. Il se limite à exiger que la direction prenne «les mesures nécessaires pour que tous les cours» prévus «soient accessibles à l'ensemble des étudiants et enseignants, et ce, en toute sécurité».  
L'avertissement a été expédié, hier après-midi, signale un des 10 signataires, Philippe Champagne. Il donne à l'Université jusqu'à vendredi



prochain pour obtenir une réponse. Le service des communications de l'institution s'est refusé de se prononcer sur l'affaire. «Nous attendons de recevoir le document.» Selon les 10 étudiants, «l'Université Laval est tenue, par contrat et en vertu de la facture qu'elle nous présente pour un service qui n'est pas reçu, de prendre les moyens qui s'imposent pour assurer l'accessibilité à son campus, ses pavillons et ses salles de cours».

Philippe Champagne a profité de l'entrevue pour réitérer le caractère jugé «illicite» des piquets de grève. Dans un premier temps, le groupe réclame que «l'université donne signe de vie, [...] qu'elle nous informe de ses démarches [devant les moyens de pression].

«Moi, quand j'ai payé ma facture de frais de scolarité, a commenté M. Champagne, je m'attendais [...] à ce que l'Université Laval me donne de la formation.» Il a confirmé que la mise en demeure s'inspire de celle déposée par Laurent Proulx.

**Pas de droit de grève**

Celui-ci plaide «qu'une association étudiante ne bénéficie pas d'un droit de grève, au sens du Code de travail». Selon lui, ce moyen de pression appartient «exclusivement aux membres d'un syndicat de travailleurs», un groupe formé «en vertu de la Loi sur les syndicats professionnels. [...] Le droit de grève allégué par les associations étudiantes est illusoire».

Joint hier, M. Proulx a indiqué qu'il maintient sa menace de poursuite. Il ira devant la Cour des

petites créances si l'Association des inscrits en anthropologie ne répond à sa missive d'ici le 2 avril. La présidente de l'association, Pascale Boudreault, a préféré ne pas commenter le dossier.

Laurent Proulx ne sait pas si une majorité d'étudiants sont d'accord avec lui. «Mais, je pense que ceux qui payent [les services en] éducation, la classe moyenne, sont de notre bord. Il faut comprendre que l'éducation est financée à 90% par des gens sans diplôme d'études supérieures. Se prévaloir de droits de travailleurs pour nuire à des travailleurs qui vont à la "job", c'est une connerie», a-t-il commenté en faisant allusion au blocage du pont Champlain, à Montréal, mardi.

**L'EXPRESS DE DRUMMONDVILLE: Grève étudiante: les profs du Cégep de Drummondville sont solidaires - Publié le jeudi 22 Mars 2012**



Les étudiants en grève du Cégep de Drummondville ont l'appui de leurs profs

Le Syndicat des enseignantes et des enseignants du Cégep de Drummondville (SEECD) s'est prononcé en faveur des revendications des étudiants et des étudiantes qui sont actuellement en grève et qui réclament du gouvernement une révision de sa politique concernant la hausse des droits de scolarité.

«Notre organisation syndicale oeuvre à la défense de l'éducation au Québec et il va de soi que nous appuyons les revendications des étudiants, de déclarer Jean Vaillancourt, le secrétaire général du SEECD. À nos yeux, la hausse des droits de scolarité va dans le sens d'une privatisation du financement des universités. Ce n'est pas du tout une réponse adéquate au problème de mal-financement des universités.»

De plus, le syndicat appuie officiellement aussi le mouvement des Profs contre la hausse et y a délégué des représentants locaux. Dans un vibrant manifeste diffusé le 15 mars, ce regroupement de professeurs déclare vouloir «léguer un savoir à tous ceux et celles qui désirent s'instruire, [et appuyer] les étudiants en grève dans leur défense démocratique de l'accessibilité aux études universitaires et dans leur opposition justifiée à la marchandisation de l'éducation. Nous disons à cette jeunesse étudiante qui se tient debout qu'elle n'est pas seule.» Le Manifeste a été signé par plus de 2100 professeurs de collèges et d'universités de partout au Québec, dont évidemment des enseignants de Drummondville.

Par ailleurs, le SEECD dénonce vigoureusement l'attitude du gouvernement dans la situation actuelle. Le 19 mai 1976, le Canada adhère au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (PIDESC) des Nations unies, par lequel le Québec s'est aussi lié grâce à un décret du Conseil exécutif la même année. La hausse des droits scolaires universitaires décrétée par le gouvernement s'oppose à l'article 13 de ce Pacte international. Notons qu'en 1960 et 1966, l'équipe libérale de Jean Lesage s'était engagée à assurer la gratuité scolaire à tous les niveaux de l'enseignement, y compris celui de l'université. «Le syndicat des enseignants déplore ce recul démocratique qui nous ramène cinquante ans en arrière avec ce choix idéologique» de dire M. Vaillancourt.

**TVA NOUVELLES: Grève des étudiants: Mise en demeure contre l'Université Laval - Première publication mercredi 21 mars 2012 à 16h35**



Crédit photo : TVA Nouvelles

TVA Nouvelles

Une dizaine d'étudiants somment l'Université Laval de prendre les moyens de dispenser ses cours qui sont interrompus à cause de la grève d'une partie de ses étudiants.

Ils étudient en science politique, en économie ou en relations industrielles et, depuis le 13 février, ils n'ont plus accès à certains de leurs cours parce que L'Association des étudiants en sciences sociales a déclenché une grève générale et qu'elle dresse des lignes de piquetage aux portes des salles de cours pour protester contre la hausse des frais de scolarité.

«C'est fâchant (...) je respecte leurs idées. Ils veulent manifester, ils veulent faire savoir leur mécontentement au gouvernement. Mais ils nous

empêchent physiquement d'aller à nos cours. Qu'ils aillent manifester, qu'ils fassent leur show mais qu'ils nous laissent étudier si, nous, on veut poursuivre», dit Pierre-Luc Daigle, étudiant en science politique.

Les dissidents disent qu'ils ont signé un contrat avec l'Université Laval, en vertu duquel ils ont payé pour qu'on leur dispense des cours. Or, selon eux, le piquetage des autres étudiants est illicite parce qu'il les empêche de suivre leurs cours.

«Selon un jugement de la Cour supérieure du Québec, le piquetage ne doit pas interférer dans les autres droits qu'on possède qu'on titre d'étudiants. Et il nous empêche de profiter du droit de recevoir notre enseignement», explique Philippe Champagne, lui aussi étudiant en science politique.





Mais pourquoi expédier une mise en demeure à l'Université Laval ? Parce que l'Université était informée, dès l'automne dernier, qu'une grève des étudiants se préparait et parce qu'elle est quand même demeurée passive, tolérant les lignes de piquetage, explique l'avocat Yvon Garneau qui conseille les étudiants *pro bono*.

«L'Université est propriétaire des terrains, l'Université à des obligations de sécurité et de rendement envers ses étudiants (...) L'Université s'expose à s'obliger de laisser le libreaccès aux étudiants qui veulent aller à leurs cours.»

La mise en demeure a été envoyée aujourd'hui (mercredi) à l'Université par courrier recommandé.

Les étudiants lui donnent sept jours pour réagir. Sinon, disent-ils ils vont prendre d'autres moyens pour se faire entendre. Parmi les possibilités qu'ils évoquent : des poursuites devant la Cour des petites créances ou le Tribunal des droits de la personne, voire, un recours collectif.

L'Université Laval n'a pas voulu commenter leur démarche.

Lundi dernier, on le sait, on apprenait qu'un étudiant en droit de l'Université Laval réclamait 800 \$ à l'Association des étudiants en anthropologie parce que ses lignes de piquetage l'empêchent d'avoir accès à un cours, Sa réclamation couvre notamment le coût de son cours et ses frais de déplacement.

**LAPRESSE.CA: La CLASSE montre les dents - Publié le mercredi 21 mars 2012 à 11h53 | Mis à jour le mercredi 21 mars 2012 à 16h28**

Philippe Teisceira-Lessard, La Presse

Le budget Bachand est «extrêmement provocant» et les étudiants en grève comptent bien y répliquer, a fait valoir aujourd'hui la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

«Le ton devrait hausser significativement, a menacé Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole du groupe étudiant. Les choses vont sérieusement se corser au Québec.»

Demain, l'ensemble du mouvement étudiant prévoit un grand rassemblement à Montréal. Certaines associations étudiantes disent viser une participation de 100 000 protestataires.

Mais avant même la manifestation, la CLASSE prévoit une mystérieuse «action de perturbation économique». Le rendez-vous est prévu au carré Berri, mais les étudiants se déplaceront par la suite. «Les gens commencent sérieusement à être impatients», a expliqué M. Nadeau-Dubois.

**Une attaque contre la classe moyenne?**

Par ailleurs, au lendemain du blocage du pont Champlain par un groupe d'étudiants, certains

leaders du mouvement de grève veulent dépeindre la hausse des droits de scolarité comme une attaque envers la classe moyenne.

Les deux fédérations étudiantes (la FECQ au collégial et la FEUQ à l'universitaire) soutiennent qu'elles n'ont rien à voir avec l'organisation de cette action qui a frustré bien des automobilistes. Mais c'est contre le gouvernement que les citoyens pris en otage devraient se retourner, selon eux.

Les prêts et bourses aident les jeunes de familles démunies à accéder à l'université, mais ceux de la classe moyenne sont délaissés, selon Martine Desjardins, présidente de la FEUQ. Le montant versé par le gouvernement est inversement proportionnel aux revenus des parents. «On exige d'une famille gagnant 60 000 \$ qu'elle verse 5700 \$ à son enfant», a illustré la leader étudiante, qualifiant le calcul d'«irréaliste».

La hausse des droits de scolarité touchera donc la classe moyenne de plein fouet, selon Mme Desjardins. Les étudiants boursiers verront le soutien qu'ils reçoivent augmenter pour compen-

ser totalement l'augmentation. Les jeunes qui ne touchent que des prêts ou dont les parents touchent un salaire un peu trop élevé pour recevoir de l'aide financière devront encaisser le coup, rappelle Martine Desjardins.

**Médiation possible?**

Les deux fédérations étudiantes se sont exprimées en faveur d'une médiation entre le gouvernement et le mouvement étudiant. Elles refusent toutefois de négocier une hausse des droits de scolarité. Une médiation servirait plutôt à évaluer la possibilité pour le gouvernement d'aller chercher de nouveaux revenus et à mieux encadrer la gestion des fonds publics par les universités.

Le recteur de l'Université du Québec à Rimouski, Michel Ringuet, a déjà évoqué l'idée de recourir à un médiateur pour sortir de l'impasse.

Jusqu'à présent, aucune rencontre n'a eu lieu entre Line Beauchamp et les représentants du mouvement étudiant. La ministre de l'Éducation a fait valoir à plusieurs reprises que la décision du gouvernement était irrévocable.

**LESOLEIL.COM: Des cours sur le Web pour contourner les piquets de grève - Publié le mercredi 21 mars 2012 à 16h09**

Marc Allard, Le Soleil (Québec)

Pour contourner les piquets de grève, un vice-doyen de la faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval a proposé à des profs de donner leurs cours sur le Web.

Dans un courriel interne obtenu par *Le Soleil*, le vice-doyen André Gascon suggère ce détour aux enseignants de deuxième et troisième cycles dont les cours seront piquetés en raison de la grève amorcée hier par l'Association des étudiantes et des étudiants de l'Université Laval inscrits aux études supérieures (AELIES).

«Comme l'Université a pris comme proposition de ne pas intervenir, vous risquez fort d'être empêchés de donner vos cours, écrit M. Gascon. Devant cet état de fait, je vous invite à considérer des solutions alternatives à l'aide de technologies.»

**PowerPoint et audio**

Le vice-doyen conseille aux enseignants de diffuser sur le Web des présentations PowerPoint de leurs cours avec des commentaires audio et d'ouvrir un forum pour que les étudiants puissent poser des questions.

André Gascon recommande aussi aux enseignants de donner ces cours en ligne le même jour et à la même heure que d'habitude.

«Ce qu'il faut comprendre, c'est qu'il y a une majorité d'étudiants à la faculté chez nous qui veulent avoir leurs cours, qui nous disent qu'ils ne sont pas contents de la situation», a expliqué M. Gascon au *Soleil*. «En même temps, on cherche à répondre aux besoins de ces étudiants-là.»

**Contre «l'esprit de la grève»**

Le président de l'AELIES, Marc-André Carle, s'est dit en désaccord, mercredi, à propos de la suggestion du vice-doyen aux professeurs. «Ça contrevient à l'esprit de la grève, dit-il. C'est plus une façon de contourner que d'accepter le verdict des étudiants.»

Réunis en assemblée générale lundi soir, les membres de l'AELIES ont voté à 56% en faveur d'une grève d'une semaine. Le taux de participation était de 10,3%. Le vote engage les quelque 11500 étudiants de l'association, qui a promis de ne pas assister à tous les cours de maîtrise et de doctorat durant le débrayage.

Mercredi, les membres de l'AELIES décideront par vote électronique s'ils souhaitent reconduire la grève.

**LESOLEIL.COM: Droits de scolarité: Marois invite Charest et les étudiants au dialogue - Publié le mercredi 21 mars 2012 à 15h42**



La Presse Canadienne

*La chef du Parti québécois, Pauline Marois*

La Presse Canadienne, Québec

Le premier ministre Jean Charest doit «ouvrir le dialogue» et négocier une entente avec les étudiants en grève, a estimé mercredi la chef péquiste Pauline Marois.

Mais qu'il y ait dialogue ou non, le Parti québécois annulera la hausse des droits de scolarité décrétée par le gouvernement Charest une fois porté au pouvoir.

En conférence de presse à Québec, la chef du Parti québécois a qualifié de «bornée» l'attitude du premier ministre Charest face aux associations étudiantes exigeant le gel des droits ou la gratuité scolaire.

Alors que le conflit s'envenime, il est temps «d'ouvrir le dialogue et de chercher une entente», a dit la leader péquiste.

**Accessibilité**

Selon elle, l'augmentation annuelle de 325\$ des droits de scolarité pendant cinq ans va «heurter de plein fouet» les familles de la classe moyenne et compromettre l'accessibilité aux études supérieures.



La gratuité scolaire ne figure pas dans les plans du PQ mais Mme Marois refuse de chiffrer ce qui serait à ses yeux une juste contribution financière des étudiants. Il est clair toutefois qu'un gouvernement péquiste ferait table rase de l'augmentation décrétée par le gouvernement, a-t-elle dit. Plutôt que de leur imposer de nouvelles conditions, les étudiants seraient convoqués à une vaste rencontre au sommet afin de déterminer «s'il y a lieu» de hausser les droits de scolarité, a expliqué Mme Marois.

**Intensifier l'action**

Entre-temps, les étudiants en grève ont promis mercredi d'intensifier leurs actions.

Une porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Jeanne Reynolds, a indiqué que la contestation continuerait à prendre de l'ampleur.

Selon Mme Reynolds, les étudiants sont «décus» et «fâchés» du budget déposé mardi, qui ne prend pas en considération les revendications du plus important mouvement de contestation actuellement actif au Québec.

**Manifestation jeudi**

La porte-parole de la CLASSE s'attend à un nombre record de participants à la manifestation prévue jeudi à Montréal. Le rassemblement devrait être plus imposant que celui de dimanche, qui avait rallié 30 000 personnes dans la métropole.

Au lendemain du blocage du pont Champlain par un groupe d'étudiants, Mme Reynolds a expliqué que ce moyen de protestation était «légitime», notamment parce que le gouvernement refuse de discuter avec les étudiants après plusieurs semaines de grève.

Il est par ailleurs possible que d'autres «perturbations économiques» surviennent prochainement, selon elle, dans l'espoir de forcer le gouvernement Charest à tendre l'oreille.

**LE DROIT: 1<sup>ère</sup> page: Une voix de plus / Les étudiants de Grande-Rivière sèchent deux périodes: Des élèves du secondaire se font entendre (en vidéo) - Publié le mercredi 21 mars 2012 à 09h52 | Mis à jour le jeudi 22 mars 2012 à 10h55**



Jonathan Blouin, Le Droit

Au tour des élèves du secondaire de sortir dans la rue. Bruyamment, hier matin, plus de 300 adolescents de l'école secondaire Grande-Rivière ont séché deux périodes et fait connaître leur désaccord face à la hausse des droits de scolarité.

À la grande joie d'une trentaine d'étudiants du Cégep de l'Outaouais venus les encourager.

Vers 9 h 30, les élèves ont quitté l'établissement pour se rassembler sur le trottoir de la rue Broad, dans le secteur Aylmer. Sous les cris de solidarité, ils n'ont pas hésité à brandir leurs pancartes et montrer leurs écussons rouges.

« La hausse des frais de scolarité, c'est quelque chose qui ne touche pas seulement les cégeps et les universités. Ça nous touche aussi au secondaire et toutes les générations qui suivront », a lancé l'instigatrice de l'événement, Magalie Rondeau.

Dès sa mise sur pied, son comité a rapidement reçu sa part d'appuis par l'entremise des médias sociaux.

L'étudiante de secondaire IV croyait important de sensibiliser ses collègues aux revendications des dernières semaines. « C'est un choix de société.

Certains étaient d'accord avec la hausse, mais on a fait de la sensibilisation dans les classes, on a présenté nos arguments et là, on a une grande participation ».

**Des conséquences**

Ceux qui ont passé l'avant-midi sur le trottoir doivent toutefois s'attendre à en payer le prix. Avant même la tenue de la manifestation, les élèves avaient été avertis qu'ils seraient réprimandés.

« Si on avait des examens, on aura un zéro et on ne pourra pas le reprendre. Ou on aura une retenue du soir. Tous les manifestants étaient conscients. On leur a dit qu'ils sortaient sur une base volontaire », a ajouté la jeune étudiante.

**LE DROIT: Mutisme du maire Bureau au sujet de la hausse des frais de scolarité: «Je ne rentrerai pas dans ce débat-là» - Publié le jeudi 22 mars 2012 à 05h30**



Étienne Ranger, LeDroit

Jean Charest en compagnie de Marc Bureau

Alors que des élus municipaux n'hésitent pas à se prononcer sur les grèves étudiantes et la hausse des frais de scolarité au Québec, le maire de Gatineau, Marc Bureau, préfère demeurer neutre.

En mêlée de presse, le maire Bureau a laissé entendre qu'il souhaite conserver des relations harmonieuses avec le gouvernement de Jean Charest

à l'heure où la Ville de Gatineau s'apprête à réclamer l'aide financière de Québec en plusieurs domaines.

« Je pense qu'actuellement, on travaille avec le gouvernement du Québec sur de nombreux dossiers. Et j'ai assez des affaires municipales, alors je ne rentrerai pas dans ce débat-là. C'est à monsieur Charest et au gouvernement du Québec de gérer ce dossier-là », a-t-il expliqué aux journalistes.

Reconnu pour son franc-parler, le maire de Huntingdon, Stéphane Gendron, n'a pas hésité à faire connaître sa façon de penser aux étudiants qui ont bloqué le pont Champlain cette semaine. « Les tabarnaks d'étudiants (...) Câlisse, on veut aller travailler bande d'esties de puants sales. La bastonnade, c'est pour quand ? », a écrit le maire Gendron sur Facebook.

**Financement attendu**

M. Bureau, lui, ne voit pas ce qu'il gagnerait à contredire le gouvernement du Québec avec qui il doit collaborer dans plusieurs dossiers. « On a la politique du patrimoine, peut-être la bibliothèque. Et hier, on a déposé une demande de 160 millions au gouvernement du Québec pour les eaux usées. On attend le financement pour Guertin, et un nouveau programme pour les infrastructures. Alors je veux rester vraiment neutre dans ce dossier-là. »

Les conseillers Maxime Pedneaud-Jobin et Stefan Psenak n'ont pas les mêmes scrupules. Ils ont porté un carré rouge en appui à la cause des étudiants lors de la séance publique du conseil municipal, mardi soir. « J'ai été élu, certes, mais je ne me suis pas fait lobotomiser. Je vais continuer de prendre position sur tout sujet d'intérêt, quel que soit le champ de compétence. Je place l'éducation au-dessus de tout », a exprimé M. Psenak sur Facebook.

**LE DEVOIR: Des appuis de taille pour les étudiants: L'ex-ministre de l'Éducation Jacques-Yvan Morin prône un gel des droits de scolarité – Jeudi 22 mars 2012**



Lisa-Marie Gervais

Après celui de profs et de certains parents, les étudiants reçoivent d'autres appuis de taille. Le Devoir a appris qu'ils ont obtenu la bénédiction de l'ancien ministre de l'Éducation, Jacques-Yvan Morin, ainsi que des cinq associations d'étudiants en droit au Québec, une première historique. Dans une lettre publiée dans notre page éditoriale, l'ancien ministre de 1976 à 1981 sous René Lévesque rappelle que c'est le financement de l'État et l'instauration des prêts et bourses qui ont contribué à démocratiser l'accès aux universités. «C'est tout cet immense effort qui est menacé par une décision politique qui viendrait augmenter de 75 % sur cinq ans les droits de scolarité dans les universités. [...] Sans doute ceux qui appuient cette mesure appartiennent-ils à des milieux qui ont les moyens de faire face à pareille dépense, mais ils priveront le Québec de diplômés dont il a grand besoin et, ce faisant, ils freineront le développement du pays et s'appauvriront eux-mêmes», écrit-il.

M. Morin va jusqu'à prôner le gel des droits de scolarité et souligne qu'à l'époque, son gouvernement péquiste avait considérablement augmenté l'aide financière. «Les besoins de notre société en matière de formation ne sont guère moindres qu'au moment de la Révolution tranquille. Il faut donc songer également à améliorer le système des prêts-bourses. [...] Au cours des années où j'y ai exercé les fonctions de ministre, le gouvernement de René Lévesque a augmenté les prêts-bourses de 50 %», écrit-il, avant d'ajouter: «On a peine à comprendre comment le gouvernement actuel peut songer à casser l'un des acquis majeurs de la modernisation du Québec.»

Pour le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), cet appui est réjouissant. «C'est sûr que ça fait chaud au coeur de voir que des gens qui ont été des artisans du Québec moderne et qui sont toujours soucieux de ce qui se passe au Québec soutiennent la lutte contre la hausse des droits de scolarité», a dit Léo Bureau-Blouin.

#### Des appuis inusités

Contrairement aux mobilisations précédentes, le mouvement étudiant reçoit cette fois des appuis inusités. À commencer par celui de la Confédération

#### Vos réactions

- Carole Dionne – Inscrite, 22 mars 2012 01 h 18  
Quand on sait la façon qu'ils obtiennent le droit de grève  
Ils sont dignes de Jean Charest au niveau de la magouille. Délosé, les étudiants
- Louis Trottier – Inscrit, 22 mars 2012 10 h 02  
Que voulez-vous dire? Expliquez-vous plutôt que de lancer des suppositions.
- Olivier Laroche – Inscrit, 22 mars 2012 10 h 17  
Ce sont des votes majoritaires en assemblée générale. Que voulez-vous de plus ? C'est le summum de la démocratie.
- Bonhomme musique – Inscrit, 22 mars 2012 10 h 24  
Vous avez l'air de savoir de quoi vous parlez! Alors, pouvez-vous m'expliquer de quelle façon « les étudiants » des sciences humaines à l'UQAM (l'AFESH, mon association) mettent en branle de la « magouille » pour obtenir leur droit de grève?
- Camille Proulx – Inscrit, 22 mars 2012 10 h 38  
Est-ce que vous pouvez développer sur le sujet, je ne suis pas certaine de comprendre, ni d'être de votre avis.
- Olivier Bamville – Inscrit, 22 mars 2012 04 h 35  
4 fois le mot grève; 0 fois le mot boycott  
Les étudiants boycottent leurs cours. Ils ne font pas la grève au sens du code du travail. Vous créez des amalgames trompeurs et une confusion des genres en nommant "grève" ce boycott étudiant.
- dany tanguay – Inscrit, 22 mars 2012 09 h 13  
l'important c'est la cause qui est défendue
- Isabelle Laporte – Abonnée, 22 mars 2012 10 h 37  
Ça ne répond pas au sens du CdT, parce qu'il ne s'agit pas de travail, figurez-vous donc. (Doh!)
- Le Petit Robert: "Grève: (...) 2. Arrêt volontaire et collectif d'une activité, par revendica-

tion des associations d'étudiants en droit civil du Canada (CADED), qui représente les cinq associations d'étudiants en droit du Québec et celle d'Ottawa. Cette dernière s'étant abstenue, les cinq autres ont ainsi pu, pour la première fois dans l'histoire de leur confédération, se prononcer à l'unanimité contre la hausse des droits de scolarité, comme en fait foi une autre lettre publiée en page A 9.

Toutefois, cela ne signifie pas qu'elles sont pour les moyens de pression comme la grève. Il n'y a qu'à l'UQAM que les étudiants en droit sont en débrayage illimité, tandis que ceux de l'Université de Montréal ne le sont que pour la journée d'aujourd'hui.

«Les étudiants en droit sont beaucoup plus modérés que la population en général. Ils sont comme les étudiants en médecine et en génie, c'est très rare de les voir se mobiliser. Je dirais qu'ils choisissent très bien leurs combats et ça prend quelque chose de gros, a expliqué Mathieu d'Amours, le coordonnateur externe à l'Association des étudiants en droit de l'UQAM. Mais c'est assez extraordinaire. C'est la première fois qu'il y a une position unanime contre la hausse.»

Rarement en débrayage, les facultés de médecine de l'Université Laval, de l'Université de Montréal et de Sherbrooke ont voté pour une journée de grève aujourd'hui. Idem pour l'École des hautes études commerciales (HEC), l'École des sciences de la gestion de l'UQAM, l'École de technologie supérieure, de l'École nationale d'administration publique. À l'École polytechnique, la plupart des étudiants ne seront en grève que pour aujourd'hui, mais ceux des cycles supérieurs l'étaient hier et le seront demain, à l'instar des étudiants des cycles supérieurs de McGill.

#### Claude Castonguay propose un moratoire

Un ancien ministre libéral, Claude Castonguay, est même allé jusqu'à proposer une médiation ou un moratoire, afin de suspendre le débrayage des étudiants. En entrevue à RDI, il a soutenu que l'ampleur du mouvement de grève dénotait un véritable problème et a rappelé que des solutions de rechange à la hausse des droits de scolarité existaient, comme la modulation en fonction des programmes ou encore l'étalement des paiements.

tion ou protestation. Grève des étudiants. Grève des détenus dans une prison. (...) Bonne journée.

• Julie Savoie – Inscrite, 22 mars 2012 10 h 57

C'est vous le trompeur!

Désolé, mais un mot a plusieurs sens, on appelle ça la polysémie, sortez votre Petit Robert, il y a écrit noir sur blanc "Arrêt volontaire et collectif d'une activité, par revendication ou protestation. Grève des étudiants". Cessez de détourner le vrai débat en rapportant n'importe quoi.

• Raymond CHALIFOUX – Abonné, 22 mars 2012 05 h 59

En avant, en arrière, en avant, en arrière...

Ça sent le énième recul, pour le gouvernement Conservateur de John James "Cha, cha, cha"...reste! Cha, cha, cha... reste!": Grosse journée en vue!

• democratiesscolairequebec – Inscrit, 22 mars 2012 07 h 46

démocratie scolaire et appuis de taille

Bonjour chers jeunes, Jacques-Yvon Morin et les asso d'étudiants en droit et les autres étudiants (juste pour aujourd'hui) : appuis de taille.

• Consultez Léo-Paul Lauzon chroniques : Contes et comptes du prof Lauzon III, lecture de chevet pour ceux qui veulent rester allumés, Michel Brûlé Montréal, 2007, voir pp 98-99

et surtout ce qui vous touche tous : -> La gratuité scolaire à l'université est possible et souhaitable pp. 138 j'ajoute : depuis le pré-scolaire (Suède Finlande Norvège Danemark Allemagne.... -> Comment assurer la gratuité scolaire à l'université sans se fatiguer ? p. 140 et suites.....

• OUF ! pauvres crottins que nous sommes à nous incliner devant les gratins qu'ils sont..... Sacramouille ! dit-il..... souvent.....

Retour du socialisme, de la responsabilisation de l'État qu'on veut ratatiner au profit des allégements, abris et surtout paradis fiscaux des riches entreprises..... pertes énormes

pour le Québec, protection de nos ressources naturelles  
ÉDUCATION, santé, services publics obligent.... Maintien des syndicats protégeant les employés..... Matières grises et futures générations, Continuez et prenez rendez-vous avec ce prof !

Bonne Gauche,  
Alice Couture, Ph.D. retraitée de l'éducation, sociale démocrate, Google : Alice Couture coffret  
Excellente lutte !

P.S. : je dois encore continuer de payer mes dettes d'études..... même à la retraite....

• Sanzalure – Inscrit, 22 mars 2012 07 h 53  
La «classe politique»

On le voit bien, la «classe politique» du Québec est surtout constituée de personnes incompetentes et irresponsables. Dans tous les domaines de la vie, les personnes au pouvoir prennent des décisions irréfléchies et soutiennent des positions intenable.

C'est mon avis.

La population mérite mieux que ça. Nos enfants méritent mieux que ça. Il faut que ça change et vite !

Serge Grenier

• dojinho – Inscrit, 22 mars 2012 08 h 05

Faux discours de nos élus

J'aimerais qu'on m'explique, si la hausse des frais de scolarité est nécessaire pour continuer à fournir une éducation de qualité, comment il se fait que la UNAM, l'Université Nationale Autonome du Mexique, est gratuite dans un pays placé au 58ème rang mondial pour son PNB par capita? Se pourrait-il qu'on nous trompe?

• Samuel Pothier – Inscrit, 22 mars 2012 08 h 18

De bien mauvaises options.

« En entrevue à RDI, [Claude Castonguay] a soutenu que l'ampleur du mouvement de grève dénotait un véritable problème et a rappelé que des solutions de rechange à la hausse des droits de scolarité existaient, comme la modulation en fonction des pro-



- grammes ou encore l'étalement des paiements. »  
On parle là encore d'un système d'utilisateur-payeur, propre à diriger les étudiants vers des domaines d'étude dits "rentables" au détriment d'une formation critique.  
De même, qu'arrivera-t-il aux étudiants-ess qui suite à une malchance d'ordre médicale ou autre, devront mettre fin à leurs études universitaires sans l'obtention d'un diplôme ? L'éducation est trop importante à une société, voir à l'humanité toute entière, pour être marchandise.
- Samuel Pothier – Inscrit, 22 mars 2012 09 h 38  
Je corrige une coquille, dernière ligne : «... toute ENTIÈRE»
  - Emmanuel Denis – Inscrit, 22 mars 2012 08 h 45  
Que les riches paient avant de hausser les frais de scolarité  
On assistera aujourd'hui à une manifestation étudiante monstre et sans précédent dans l'histoire québécoise, car les étudiants, les profs, les parents, les moins nantis, la classe moyenne et les 75 000 travailleurs ayant perdu leur emploi, et même leur fond de retraite pour plusieurs, depuis l'automne dernier sont écoeurés de voir les mieux nantis, les multinationales, les minières, les banques et même les recteurs universitaires et les directeurs collégiaux empocher des salaires inimaginables, recevoir des bonis de performance et des primes de départ alléchantes, puis de dépenser allégrement l'argent des contribuables dans une panoplie de voyages, de grands hôtels et de restaurants...  
Les étudiants ne sont pas dupes : pendant qu'ils subiront des augmentations de frais de scolarité de 75 % dans les prochaines années, le gouvernement n'apportera aucune amélioration dans la gestion des universités et refusera de couper dans le «gras» en réduisant les salaires et les dépenses des recteurs, des directeurs et des administrateurs des universités et des cégeps !!  
Est-ce normal que les 2 derniers recteurs de l'Université Concordia aient reçu des primes de départ de 700 000 \$ et de 1 million de dollars ?  
Est-ce normal que les recteurs de l'Université de Montréal et de l'Université McGill gagnent pas moins de 365 000 et 358 000 dollars ?  
Et j'oublie le recteur de l'Université Laval qui a reçu en 2011 une petite augmentation salariale de 100 000 \$...  
Tout ça se fait dans le dos des étudiants qui gagnent un salaire moyen de 12 000 \$ !  
Je vous laisse le soin d'essayer de comprendre cette logique gouvernementale qui laisse les recteurs gagner de 330 000 \$ à 365 000 \$ annuellement, mais qui exige des hausses de scolarité de 75 % chez les étudiants gagnant 12 000 \$...  
• Jacques Morissette – Abonné, 22 mars 2012 09 h 40  
Les droits de scolarité.  
Madame Gervais, je cite un extrait dont vous parlez en page A9, du journal Le Devoir : «Il existe un mythe selon lequel les étudiants universitaires seraient présentement choyés vu le faible coût de leur scolarité.»  
Faire des études, ou en autodidacte continuez d'étudier, afin de savoir que ce qui sort parfois de la bouche des pouvoirs n'est pas toujours synonyme de vérité.
  - Rodrigue Guimont – Abonné, 22 mars 2012 09 h 58  
Bravo les étudiants, vos parents sous souffrent!
- À la longue liste des établissements en grève aujourd'hui ajoutons l'Institut Maritime de Québec de Rimouski.
- André Michaud – Inscrit, 22 mars 2012 10 h 01  
M. Gérin Lajoie, le père du Ministère de l'Éducation appuie le dégel qui a duré trop longtemps...et il connaît bien le dossier de l'éducation au niveau international.  
En attendant certains étudiants pratiquent ce qu'on pourrait appeler du "terrorisme mou", pas de tueries évidemment mais faire peur aux citoyens et exercer un chantage..  
Et un gouvernement responsable ne doit jamais céder devant toute forme de "terrorisme" ou prise en otage de la population associée à un chantage...sinon c'est la fin de la démocratie...le message devenant ce ne sont pas les élus qui décident mais ceux qui font le plus de grabuge et écoeurent le plus les citoyens..  
Combien coûtent aux citoyens tous les déploiement policiers nécessaire pour faire face à des manifestants qui refusent de collaborer avec les policiers, et jouent au chat et à la souris avec eux ? Décidément les leaders étudiants veulent vider les poches des contribuables de plusieurs façon...et se mettent à dos de plus en plus de citoyens révoltés de leur ingratitude totale vis-à-vis leurs concitoyens qui payent déjà presque 80% de LEURS études.  
Il est archi faux de prétendre qu'un étudiant de milieu démuné ne peut accéder aux études universitaires. Pure propagande. Mon cousin provenant de milieu ouvrier est radiologiste et gagne un quart de million par année! Il est la preuve que ceux qui veulent VRAIMENT étudier et qui font un choix éclairé peuvent accéder aux plus hautes fonctions. Et ils paieront leurs dettes en deux ou trois ans..
  - Lagace Jean – Inscrit, 22 mars 2012 10 h 08  
Un mal nécessaire  
Si c'est nécessaire, il faut le faire.  
Le gel de frais de scolarité! Un concept idiot! On paie ou c'est gratuit. Ce qu'on a maintenant, c'est la fuite en avant et la peur de regarder le mal en face.  
On paie ou c'est gratuit. Que les politiciens choisissent.  
Continuer comme on fait, c'est l'équivalent de cacher la saleté en dessous du tapis.  
L'éducation de haut niveau gratuite? Absurde!  
Et s'il faut payer, qu'on le fasse pour ce que ça vaut.
  - Isabelle Laporte – Abonnée, 22 mars 2012 11 h 18  
On paie déjà. Les étudiants ne sont pas des cons: par "gratuité" ils veulent dire: pas de tarif à l'entrée. Ils savent que rien n'est gratuit. Ils prônent un financement par les taxes et les impôts, répartis le plus équitablement possible.  
L'enseignement universitaire est financé à près de 85% par les fonds publics. 85%  
Dans ce contexte, la seule question qui se pose est la suivante: est-ce qu'il est juste de permettre qu'un système financé par TOUS demeure inaccessible à un petit groupe, celui le plus démuné, le plus vulnérable? celui qui justement, en aurait le plus besoin?  
Paradoxalement, ce serait plus juste si l'État ne finançait les études de personne.  
J'ai un immense malaise de penser que mes diplômes sont en partie financés par des gens qui n'ont pas eu les moyens d'en obtenir un, ni pour eux, ni pour leurs enfants. Un immense malaise.
- Gilbert Talbot – Abonné, 22 mars 2012 10 h 24  
Il faut faire tomber le gouvernement Charest.  
À mesure que le nombre d'étudiants en grève augmentent, les appuis augmentent et la position du gouvernement s'effrite. Il faut faire tomber ce gouvernement, provoquer des élections ce printemps pour s'en débarrasser enfin. Cela a déjà trop duré : la tromperie, la fourberie, la vente de nos ressources à vil prix, l'augmentation du fardeau des frais et des taxes pour la population, y inclus les frais de scolarité. Bon! Vous le savez autant que moi. Passons à l'action : Dehors Charest.
  - Indépendance ou dépendance – Inscrit, 22 mars 2012 10 h 27  
Le Québec a-t-il les moyens de ne pas opter pour la gratuité de la formation?  
La Suède, la Finlande, la Norvège, le Danemark, l'Allemagne ... ont décidé qu'ils n'avaient plus les moyens de l'ignorance et ils ont opté pour la gratuité scolaire du pré-scolaire jusqu'à la formation universitaire. Et pour cause, ce sont les pays qui s'en tirent le mieux actuellement.  
Face aux effets de la mondialisation sur les vieilles économies (délocalisation d'usines, crise financière du modèle capitaliste mondial, étranglement de nos milieux de vie par la pollution) voulons-nous un Québec instruit ou un Québec ignorant? Que voulons-nous pour nos enfants, nos petits-enfants... nos aînés? Devant les discours des grands possédants, voulons-nous pouvoir compter sur des gens qui savent pour nous défendre ou accepterons-nous bêtement ce que leurs médias nous présentent comme "information"? Contre toute tyrannie, une seule parade : la connaissance.  
Une formation au choix et selon l'intérêt du citoyen, non plus selon les dictats des "besoins" de la classe possédante. Gagner sa vie en travaillant dans le domaine de son intérêt ou souffrir sa job en attendant la retraite; imaginons les possibilités et les gains de productivité!  
On conçoit bien qu'on s'alarme devant une telle proposition : Mais vous vous rendez compte, combien ça va coûter en impôt tout ça???
  - Pour une réponse sérieuse, il faut considérer l'alternative, l'alternative étant combien ça va nous coûter de continuer d'entraver la formation? Pouvons-nous encore nous permettre le luxe d'une société ignorante dans le monde moderne? Le bilan est imparable : LE QUÉBEC DOIT OPTER POUR LA GRATUITÉ SCOLAIRE SI ON VEUT RESTER COMPÉTITIF!  
• Mikhailovich – Inscrit, 22 mars 2012 10 h 51  
Contribuables ou étudiants?  
Les universités au Québec sont sous-financées. Tout le monde le sait depuis longtemps. Il faut combler le trou. Alors, qui va payer: les contribuables qui payent beaucoup déjà ou les étudiants qui paient peu? Il me semble que la réponse est évidente!  
• b\_deshar – Abonné, 22 mars 2012 20 h 47  
Les universités au Québec ne sont pas sous financées. La CREPUQ dit qu'elles le sont, et elle arrive à ce résultat en additionnant les postes budgétaires déficitaires par rapport aux autres universités canadiennes, comme l'enseignement, mais en omettant ceux qui sont en surplus, comme l'investissement dans les immeubles. Si on fait le total sur TOUS les postes budgétaires, alors on cons-



tante que les universités québécoises sont MIEUX financées que les autres universités canadiennes: elles reçoivent plus d'argent par étudiant (voir Université Inc., de Éric Martin). C'est donc un problème d'attribution des fonds.

Quant à votre dernier commentaire, on peut aussi le voir sous un autre angle: "Qui va payer: ceux qui font un salaire et peuvent payer un impôt progressif selon leur capacité de payer? Ou les étudiants qui font en moyenne un salaire de 13 300\$ (FEUQ, 2010. Sources et modes de financement des étudiants de premier cycle.)

- marc.collin – Inscrit, 22 mars 2012 10 h 56 re: Indépendance ou dépendance @Indépendance ou dépendance

comparez ce qui est comparable: vous ou bliez de mentionner que dans ces pays que le coût de la vie est beaucoup plus élevé, que les impôts sont plus élevé, que les taxes sont encore plus élevé, la productivité de l'Allemagne n'a tout simplement rien à voir avec ce qui se trouve au Québec, le gel a assez duré, les étudiants doivent payé.

est-ce que le gouvernement mettra ses culottes pour une fois devant ses paresseux gâtés qui prennent la population en otage?

- isabeau harewicz – Inscrite, 22 mars 2012 12 h 14

Avec quel argent voulez-vous qu'on paye?

ce qu'on gagne l'été et pendant l'année scolaire n'est pas suffisant. On doit payer le loyer, la nourriture, l'électricité, le transport, comme n'importe quel contribuable, sauf qu'en plus, on doit payer les frais de scolarité et les livres.

Paresseux et gâtés? On conjugue travail et études! Et plus on travaille, moins on performe à l'école.

- isabeau harewicz – Inscrite, 22 mars 2012 12 h 45

Avec quel argent les étudiants doivent-ils payé?

Ils paient comme tout le monde leur loyer, le transport, la nourriture, l'électricité, avec des revenus bien moindre!

Et à cela s'ajoute les frais de scolarité et les livres.

Ils conjuguent le travail avec les études, et plus ils travaillent durant la session, moins leur performance scolaire est bonne.

Faire notre part? Avec quel argent?

Faire notre part? Ils la font déjà: étudier pour un meilleur avenir pour la société québécoise

- BROMONTOIS – Inscrit, 22 mars 2012 13 h 36

Et dire que ....

Pendant que les étudiants pour moins de 90 cents par jour par année, soit moins que le prix d'un café, bloquent les rues et coûtent cher au payeurs de taxe montréalais, des gens perdent leur emploi et sont en danger de perdre leurs fonds de pension, économies et résidence. Vraiment du pur nombrilisme.

- b\_deshar – Abonné, 22 mars 2012 20 h 53

C'est justement pour bâtir une économie plus solide, basée sur un grand nombre de travailleurs avec une formation avancée que nous nous battons. Le nombre d'emplois nécessitant un diplôme universitaire a augmenté de 110% entre 1990 et 2009 (MELS, 2010. Indicateurs de l'Éducation), et la tendance continue en ce sens. Pendant cette

même période, le nombre d'emploi nécessitant seulement un secondaire 5 ou moins a diminué de 45%. Une économie forte nécessitera plus de personne avec une éducation avancée. Ce n'est donc pas du nombrilisme que de vouloir étendre l'accès aux études, mais plutôt une vision assez claire des besoins de l'avenir.

D'autre part, vous devriez plutôt dire: "90 cents par jour par année", ce qui équivaut, au bout de la ligne, à 4.45\$ par jour de plus. Sans compter la hausse de 100\$ par an sur 5 ans (donc, 500\$ de plus) qui a été appliquée entre 2012 et 2007. Que nous avons payé sans trop rechigner, d'ailleurs. Et sans voir une amélioration dans la qualité de l'éducation. Nous avons fait notre part.

- BROMONTOIS – Inscrit, 23 mars 2012 09 h 32

Je vous comprend b-deshar de bien ramener une augmentation sur 5 ans et l'appliquer entièrement sur cette année. Cent dollars sur cinq ans demeure cent dollars par an et non 500\$. La plus grande partie des revenus du gouvernement provient de la classe moyenne, soit les gens de la catégorie "secondaire cinq et moins", soit ceux qui sont les plus taxés. Alors qu'il s'y perd des emplois ou que leur sont offert des renouvellement de convention à perte, pourquoi pas leur demander de se serrer encore plus la ceinture afin d'éduquer gratuitement ou à moindre frais face à l'augmentation du coût de la vie, les futurs p.d.g., avocats, médecins et autres de la classe privilégiée.

- Claude Chicoine – Inscrit, 22 mars 2012 14 h 08

La passion est-elle la meilleure conseillère!

Ni le gouvernement, ni les étudiants peuvent être fiers de la situation actuelle. D'une part en se peinant dans le coin et en ne proposant rien d'autre qu'une hausse bête et méchante, le gouvernement s'attaque à la classe moyenne (encore une fois).

Il ne faut donc pas se surprendre d'assister à une lever de bouclier collective ni s'étonner que le débat dérape à ce point.

D'autre part, il est à se demander pourquoi cet élite de demain, donc les cervaux des gouvernements à venir, n'a rien à proposer.

La sociale démocratie du Québec craque de toute part et une hausse des frais de scolarité est inévitable. Alors, au lieu de le nier et de faire des débats enflammés, de sécher les cours, etc, ne serait-il pas plus positif, par exemple, de penser à une hausse annuelle de 1500\$ par foyer, sans en fant, montrant un revenu annuel net de 100,000\$ et de moduler cette somme selon, à la baisse, selon le nombre d'enfants. Cette somme pourrait même être augmentée par tranche de revenu net de 50 000\$.

Le Conseil du Trésor pourrait à partir de cette formule qui ne prend en compte que les revenus élevés, en faire la répartition entre frais de scolarité et la bonification du régime de prêts et bourses.

Bien sur, il s'agit d'une proposition. Dans le présent contexte vaut mieux penser solution que de perdre sa session ou ses élections!

- b\_deshar – Abonné, 22 mars 2012 21 h 04

Les leaders étudiants ont proposé plusieurs solutions:

-Utiliser 10 paliers d'impositions au lieu de 3, ce qui ferait descendre les impôts de 87% de

la population et augmenterait tout de même les revenus du gouvernement, assez pour couvrir la hausse et autres dépenses;

-Annuler en tout ou en partie la réduction de 0.98% de taxe sur le capital des banques de 2012, une diminution du revenu de l'état de 513 millions \$ par année, soit le double de la hausse (personne ne viendra me faire croire que les banques canadiennes faisaient si pitié que ça)

-Annuler en tout ou en partie la réduction de la taxe sur le capital des entreprises de 2006-2011 (890 millions \$ de moins en revenus pour l'état). Il est à noter que le taux de taxation des entreprises au Québec est le plus bas en Amérique du Nord, et que rétablir cette taxe réduite entre 2006 et 2011 ne causera donc pas d'exode massif des entreprises.

Votre proposition est aussi à considérer, bien sûr. Je crois que les leaders étudiants sont ouverts à toute discussion. Mais s'il vous plaît, il est faux de dire que nous n'avons rien à proposer. Lorsque vous dites cela, vous faites le jeu de ceux qui nous dépeignent comme des parresseux et des bésés gâtés qui ne connaissent rien au vrai monde. Je pense qu'il faut aussi comprendre que la demande d'annulation de la hausse ou rien d'autre est une position de début de négociation. Au fil des discussions, la position peut être modifiée pour arriver à quelque chose de mitoyen.

- Nigel G. Spencer – Inscrit, 22 mars 2012 17 h 26

Les abus du ministère remontent loin...

Depuis des décennies, les étudiants et les profs font silencieusement les frais de la mauvaise gestion non seulement des institutions elles-mêmes mais du ministère également, plus spécifiquement le service des prêts-bourses.

Pendant des décennies comme prof de CE-GEP j'ai assisté au triste spectacle d'étudiants démunis qui attendaient patiemment et désespérément leur maigre assistance financière (normalement payable en septembre mais souvent retardé d'au moins 4 à 5 mois, sinon carrément annulé arbitrairement) au point où ceux qui en avaient le plus grand besoin perdaient la totalité de l'argent déjà investi ainsi que leur temps d'études jusqu'à là. Les mieux nantis, par contre, avaient parfois les moyens de tenir le coup. Est-ce ça la justice sociale?

- Jean de Cuir – Abonné, 23 mars 2012 17 h 01

Partage ?

Si j' ai compris, il s' agit du partage des richesses. Il est grand temps alors de faire un débat de société. Puis de faire un débat sur ce qu'est la responsabilité sociale, ce qui n' est pas facile, car il faudra établir des mesures de jugement. Par exemple, si on s' adonne à la "malbouffe" pcq'on est une compagnie qui ne se soucie que du profit -- donc malmener les "faire-croire" dans l' alimentation -- on n' a pas de responsabilité sociale ou dans quelle mesure en a-t-on? Si on est sur un conseil d'administration, doit-on penser "société", avoir une vision large et dite éthique. Si on est une Université doit-on penser comme si l'Université n'était pas un tout et repenser l' Université en regard du monde de demain?

## LE DEVOIR: Manifestations étudiantes - Pauline Marois devra répondre des débordements, dit Beauchamp - Jeudi 22 mars 2012

Antoine Robitaille

Québec — Si jamais les manifestations d'aujourd'hui contre la hausse des droits de scolarité devaient déborder, Pauline Marois porterait une partie



du blâme, a dénoncé Line Beauchamp hier. «On nous annonce d'autres gestes de perturbation économique. Si ça se pose, je pense que Mme Marois va en porter une partie de la responsabilité», a déclaré la ministre de l'Éducation au sortir du Conseil des ministres. Plus tôt, la chef péquiste avait soutenu être confiante quant au bon déroulement de la marche d'aujourd'hui. Elle estime que les étudiants, jusqu'à maintenant, se sont montrés «très responsables» en écartant des «cas-seurs». Après quoi elle a ajouté: «C'est sûr qu'il y a des gestes qui sont posés qui nuisent, ont des effets de nuisance importants pour les citoyens — je pense au blocage des ponts — et je crois qu'à ce moment-là, ça nuit à leur cause. Et moi, j'espère qu'ils le comprennent.»



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir  
La chef péquiste, Pauline Marois, refuse de s'engager à geler durablement les droits de scolarité si elle prend le pouvoir.

#### Vos réactions

- Marcel Bernier – Inscrit, 22 mars 2012 05 h 04  
La grenouille se voulant boeuf... La carrière politique de madame Beauchamp est, dans les faits, terminée. Elle nous a démontré, de par son épisode de moi grandiose, une telle immaturité que nous restons abasourdi qu'elle ait pu accéder à un poste de ministre et même de vice première-ministre, vu sa prestation face aux revendications des étudiants.es. Son attitude revancharde contre un des leaders étudiants et maintenant sa charge contre madame Marois nous indique qu'elle vit une rage intérieure de se savoir ainsi percer à jour dans toute son incompetence.
- Yves Claudé – Inscrit, 22 mars 2012 05 h 42  
Une ministre en déficit moral ! En lançant cette injektive des plus maldroite et démagogique à l'encontre de Madame Pauline Marois, Madame Line Beauchamp se comporte de moins en moins comme une ministre de l'éducation, mais de plus en plus comme membre d'un gouvernement en dérouté, qui n'hésite pas à mettre à mal le statut moral qui devrait être celui des dirigeants d'un État. Elle devrait se ressaisir avant de tomber dans le style "Sarkosy" !  
Par son attitude délibérément provocatrice, Madame Line Beauchamp se fait complice

- d'individus qui s'imaginent que le progrès social passe par le chaos, et qui pourraient être tentés de nuire à la mobilisation nationale de ce 22 mars. Rappelons à ce sujet que mouvement français de mai 68 a commencé un 22 mars..., mais l'Histoire n'est pas un "copié-collé" !  
Yves Claudé (membre du PQ)  
Discret – Inscrit, 22 mars 2012 11 h 03  
Même Sarkozy a plus de classe que cette «ministre» à la bouche fielleuse et au langage bas.
- jean-claude Vincent – Abonné, 22 mars 2012 09 h 11  
La Mona Lisa libérale  
La dame au faux sourire perpétuel devrait ouvrir le dialogue avec les étudiants au lieu de les pousser au radicalisme comme elle le fait par son intransigeance. C'est certain qu'il faut condamner les débordements, mais on est forcé de constater avec les informations qui nous parviennent sur ce conflit, que ce sont les parents de la classe moyenne qui seront encore une fois forcés de mettre la main dans leur poche pour soutenir leurs enfants, pendant que ce gouvernement qui parle de justice fiscale épargne toujours dans son budget la même classe d'individus qui le financent grassement.
- André Michaud – Inscrit, 22 mars 2012 10 h 07  
Mme Beauchamp doit se tenir debout

Mme Beauchamp aurait voulu que la chef péquiste dise «ça suffit!» et dénonce fermement les «gestes extrêmes» des militants étudiants, «comme bloquer des ponts», au lieu de «décrire simplement la situation». Plus tôt, Pauline Marois, un carré rouge à la boutonnière, avait refusé de s'engager à geler durablement les droits de scolarité si jamais elle prenait le pouvoir. Reprenant la position définie dans le programme du Parti québécois en avril 2011, Mme Marois a rappelé que, si elle arrivait au gouvernement, elle promettait d'annuler les hausses de droits de scolarité annoncées dans le budget Bachand de 2011 jusqu'à la tenue d'un sommet sur le sujet. À ce moment, recteurs, associations étudiantes et autres acteurs du monde de l'éducation postsecondaire décideraient si un gel, une hausse ou une indexation s'impose.

Le programme péquiste promet l'adoption «d'une loi-cadre» régissant «les droits de scolarité et les autres frais afférents» dans le triple objectif de préserver «l'accessibilité économique et l'accessibilité régionale», de respecter «la capacité de payer des étudiants» et de viser la diminution de «l'endettement étudiant».

#### Efforts des étudiants

Pauline Marois a au reste exhorté le gouvernement Charest à «ouvrir le dialogue» avec les étudiants pour sortir de l'impasse. Elle a accusé le gouvernement de traiter pour l'instant les étudiants comme des «ennemis de l'État». Plus tôt en Chambre, Jean Charest avait esquivé une question de Mme Marois sur la nécessité d'un dialogue, affirmant que les contribuables paient 51 % des coûts d'une formation universitaire. «Je pense que les étudiants doivent également faire un effort», a-t-il ajouté. Line Beauchamp a pour sa part soutenu hier après-midi qu'elle-même avait tenu un sommet sur le financement universitaire en décembre 2010. À l'époque, a-t-elle déploré, étudiants et centrales syndicales avaient choisi de claquer la porte. Négocier avec les étudiants est hors de question tant que ces derniers continueront de refuser de discuter de l'«effort» qu'ils doivent faire pour «assurer la qualité de leur diplôme universitaire», a-t-elle indiqué.

Dans une société démocratique les élus doivent décider et assumer pleinement leur décision. Elle doit se tenir debout comme la Ministre du Travail Mme Thériault devant l'industrie de la construction.

Ce ne sont pas aux gros bras de la FTQ ou aux manifestants étudiants qui agissent CONTRE les policiers au lieu d'AVEC, qui doivent décider à la place des élus. Les ministres moumounes qui ont peur de leurs convictions on en veut plus..

- Justin Duncan – Abonné, 22 mars 2012 10 h 08

Qui, mme Beauchamp. C'est certain qu'avec tout le pouvoir que vous détenez, la seule condamnation, par votre bouche, des actions de certains étudiants, nous convainc que vous aurez tout fait ce qu'il était possible de faire pour les faire taire.

Ainsi, toute la faute reviendra véritablement à mme Marois, qui elle, ne sera pas allé aussi loin que vous dans ses propos.

- Lise Moga – Inscrit, 22 mars 2012 12 h 34  
So-So-Solidarité!

Bravo Mme Marois, vous vous tassez du côté des syndicats. C'est un juste retour de l'ascenseur, puisqu'en 1982 et 1996, et en toutes autres circonstances, les syndicats se sont aplatis devant votre parti. Mais ça, c'est sublime car ce ne sont pas les méchants de la construction qui en tirent avantage.

### **RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Droits de scolarité : Pauline Marois exhorte Jean Charest à dialoguer avec les étudiants – Mise à jour le mercredi 21 mars 2012 à 21 h 15 HAE**

À la veille d'une importante manifestation à Montréal, la chef du Parti québécois Pauline Marois a réitéré son appui aux étudiants québécois opposés à la hausse des droits de scolarité et a exhorté le gouvernement à entamer un dialogue avec les associations étudiantes.

« En ce moment, le gouvernement du Québec se comporte comme si les jeunes du Québec étaient des ennemis de l'État », a-t-elle dit en conférence de presse à Québec.

« Je crois que le premier ministre a tout simplement décidé de se faire du capital politique sur le dos des jeunes », ajoute-t-elle.

La chef péquiste encourage les étudiants opposés à la hausse des droits de scolarité à poursuivre leur bataille.

« Les jeunes ont parfaitement raison, à mon avis, de se battre contre cette hausse. Aucun d'entre nous n'accepterait par exemple une hausse des tarifs d'électricité, une hausse de taxes ou d'impôts de 75 %. Les familles québécoises de la classe moyenne n'ont pas non plus les moyens d'encaisser une hausse aussi brutale des droits de scolarité », dit-elle.

« J'invite donc le premier ministre à prendre ses responsabilités et à ouvrir le dialogue avec les étudiants », poursuit-elle.

Le gouvernement a réitéré mardi dans son budget 2012-2013 le maintien de la hausse des droits de scolarité de 325 \$ par année, à compter de l'automne 2012, [ce qui a été vivement dénoncé](#) par la Fédération étudiante universitaire du Québec, la Fédération étudiante collégiale du Québec et la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante.

Rappelons que quelque 220 000 étudiants québécois sont actuellement en grève.

Pauline Marois a soutenu qu'un gouvernement du Parti québécois annulerait cette hausse des droits de scolarité. Si son parti était porté au pouvoir, il organiserait aussi un sommet réunissant les acteurs de l'enseignement supérieur pour trouver des solutions au financement des universités.



La chef du Parti québécois, Pauline Marois

Pauline Marois a par ailleurs déploré les gestes posés par certains manifestants ces derniers jours, comme le [blocage du pont Champlain](#), à Mon-

tréal, qui ont eu « des effets de nuisance importants pour leur cause », mais elle a soutenu que la majorité des manifestations se font dans une atmosphère bon enfant et sympathique. « Les étudiants ont été très responsables, ils ont dénoncé lorsqu'il y a eu des casseurs, ils leur ont demandé de ne pas participer aux marches », a-t-elle dit.

Mardi, l'ex-ministre libéral Claude Castonguay a affirmé en entrevue à RDI que l'ampleur du mouvement de grève indique qu'il existe un problème.

Il a proposé une médiation pour dénouer l'impasse, ou encore l'instauration d'un moratoire pour suspendre les activités de grève.

M. Castonguay a soutenu que des solutions de rechange à la hausse des droits de scolarité existaient, comme une modulation des droits en fonction des programmes et des facultés, ou encore l'étalement des paiements pour qu'une plus grande partie des droits soit payable lorsque l'étudiant se retrouvera sur le marché du travail.

#### En complément

- Dossier - [Droits de scolarité au Québec](#)



Vidéo - Les explications de Martine Biron

#### Les commentaires (353)

**LESOLEIL.COM: Droits de scolarité: des élèves du secondaire libres d'aller manifester** - Publié le mercredi 21 mars 2012 à 05h00 | Mis à jour le mercredi 21 mars 2012 à 08h36



Le Soleil, Pascal Ratthé

Mario Gagnon et Daniel Béland, du Collège Saint-Charles-Garnier

Jean-François Néron, Le Soleil

(Québec) Une école secondaire de Québec se joint au mouvement étudiant contre la hausse des droits de scolarité. La direction du Collège Saint-Charles-Garnier autorise les élèves de 5e secondaire à prendre part à la manifestation provinciale prévue demain dans les rues de Montréal.

«Plusieurs élèves avec qui je parlais me disaient qu'ils voulaient participer à cette manifestation. Qu'ils allaient y aller même s'ils n'avaient pas l'autorisation. Comme je les représente, j'ai décidé de rencontrer la direction pour en parler.»

C'est lundi que le président de l'Association générale des étudiants (AGE), Daniel Béland, en a discuté avec son directeur, Mario Gagnon. Ce dernier

a immédiatement montré une ouverture. «À la base, il était pas mal enclin. Ça n'a pas été un long débat. Ce matin, il confirmait accepter qu'on y participe», indique l'élève de 5e secondaire.

#### Certaines conditions

Mais les intéressés doivent remplir certaines conditions. «Légalement, il y a des choses qui ne pouvaient se faire. Il faut assurer la sécurité de nos jeunes et j'ai un calendrier à respecter. C'est pourquoi je suis ouvert en autant que les parents soient d'accord. On a tous un rôle à jouer, mais c'est aux parents de se mouiller», indique le directeur.

C'est dire que ceux-ci doivent autoriser la participation de leur enfant à la manifestation. D'autre part, le collège n'encadrera pas les élèves qui se rendront dans la métropole. C'est ce que le directeur a expliqué dans une lettre envoyée aux parents mardi midi.

«Moi, je me dis qu'on a la liberté de manifester», ajoute-t-il, pour justifier son choix. Il souligne du même souffle que sa décision s'appuie sur l'article 3 de la Charte québécoise des droits et libertés qui stipule que «toute personne est titulaire des libertés fondamentales telles la liberté de conscience, la liberté de religion, la liberté d'opinion, la liberté d'expression, de réunion pacifique et la liberté d'association».

M. Gagnon précise qu'il faut évidemment tenir compte de l'âge et de la maturité des élèves. C'est pourquoi l'autorisation ne concerne que les 175 élèves de 5e secondaire.

Plutôt que dire non d'emblée à son jeune président, le directeur a préféré prendre le parti de l'enseignement.

«On fait de l'éducation à la citoyenneté. Ce qu'on avait comme position avec le conseil de direction, c'est que c'est une opportunité d'éducation. On a déjà débattu de la question pendant les cours. Je suis à l'aise pour dire qu'il y a une belle occasion pour les parents et les enfants de discuter d'un sujet fondamental pour la société, qu'on soit pour ou contre.»

**LESOLEIL.COM: Médiation sur la hausse des droits de scolarité: Québec dit non au recteur de l'UQAR** - Publié le mercredi 21 mars 2012 à 05h00





Carl Thériault, collaboration spéciale

Michel Ringuet, recteur de l'Université du Québec à Rimouski

Carl Thériault, collaboration spéciale, Le Soleil

(Rimouski) La proposition du recteur de l'Université du Québec à Rimouski (UQAR), Michel Ringuet, d'une médiation entre Québec et les fédérations étudiantes pour dénouer l'impasse sur la hausse des droits de scolarité n'aura pas fait long feu. C'est non.

«Nous ne sommes pas dans un processus ni de négociation, ni de médiation sur les droits de scolarité, qui font partie du cadre budgétaire du retour à l'équilibre dans le budget de l'an dernier. Le gouvernement ira de l'avant avec la hausse des frais de scolarité, et ce pour améliorer la quali-

té de nos universités», a dit au *Soleil*, Hélène Sauvageau, attachée de presse de la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp.

La direction des communications de l'UQAR a tenu à remettre en contexte cette déclaration. «L'appel au dialogue du recteur ne portait pas sur la hausse des frais de scolarité, mais plutôt sur les mesures à prendre pour protéger l'accessibilité financière aux études universitaires. Le recteur de l'UQAR a toujours été d'accord avec la hausse des frais de scolarité», a précisé Marie-Thérèse Brunelle, directrice des communications à l'UQAR.

#### La moitié en grève

À l'UQAR, c'est la moitié des étudiants qui sont en grève générale illimitée, ceux du campus de Rimouski (depuis trois semaines), puisqu'au campus de Lévis, les étudiants terminent normalement leur année scolaire.

Lundi, une cinquantaine d'étudiants avaient envahi pacifiquement le bureau du recteur Ringuet. «La suggestion du recteur a été une surprise pour nous. On est encore à l'étape d'avoir droit à un dialogue parce qu'il y a eu absence de ce dialogue, mais nous ne sommes pas à l'étape d'aller chercher un médiateur. Les deux parties doivent se respecter. Le gouvernement tient actuellement sa position qui fait qu'elles sont intenables par rapport à une médiation», a affirmé, au *Soleil*, Vincent L'Hérault, porte-parole de ce groupe composé d'étudiants de 2e et 3e cycles. Il n'y a pas eu d'intervention pour déloger les étudiants qui ont quitté librement les locaux.

Lundi, environ 600 étudiants des établissements d'enseignement du Bas-Saint-Laurent ont marché dans les rues de Rimouski toujours contre la hausse des droits de scolarité.

### LE DEVOIR: Lutte contre la hausse des droits de scolarité - Les camps se radicalisent - Mercredi 21 mars 2012



Photo : Annik MH De Carufel - Le Devoir

Avec «les profs contre la hausse», les étudiants de l'Université Concordia ont manifesté devant l'édifice Hall, boulevard de Maisonneuve, avant de se rendre au luxueux condo du recteur pour procéder à sa mise en vente symbolique. Ils entendaient dénoncer les «dépenses frivoles» de l'université, notamment l'octroi d'un prêt de 1,4 million sans intérêt au nouveau recteur, Frédéric Lowy, dans le cadre de ses fonctions. L'encan a été suivi d'un cours de philosophie d'une vingtaine de minutes sur les dangers du capitalisme et la marchandisation du savoir.

Lisa-Marie Gervais

Le gouvernement Charest est à bout de patience et le ton se durcit à l'égard des étudiants qui manifestent contre la hausse des droits de scolarité. Ceux-ci n'ont pas manqué de se faire remarquer par diverses actions, dont un sit-in devant le parlement à Québec et le blocage du pont Champlain hier matin à Montréal.

Visiblement exaspérée, la ministre de l'Éducation n'a pas mâché ses mots en les accusant «d'écooer les travailleurs qui paient leurs études» et de vouloir leur «refiler toute la facture». «Il faut dire: "Ça suffit ce genre d'action." Les étudiants qui revendiquent la gratuité de leurs études universitaires doivent réaliser qu'ils sont en train d'écooer les travailleurs, à qui ils veulent refiler toute la facture. Ça suffit, on ne peut plus se permettre ce genre d'action là», a-t-elle déclaré.

Son collègue ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, a renchéri en soutenant que ce geste est non seulement illégal, mais dangereux et intolérable dans une société démocratique. «Bloquer un pont où passent 200 000 automobilistes par jour et sur lequel les travailleurs passent pour aller gagner leur vie honorablement, c'est inacceptable, cela l'a toujours été,

ça doit être tolérance zéro. Nous sommes dans une société démocratique où les problèmes ne se règlent pas de cette façon», a-t-il affirmé.

La centaine d'étudiants qui ont bloqué le pont Champlain pendant une heure et demie ont été emmenés au poste de police de Roussillon, sur la Rive-Sud, et ont écopé d'amendes totalisant près de 500 \$. Toutefois, aucune arrestation n'a été effectuée et les contrevenants n'auront pas de dossier criminel.

Marc Tremblay (nom fictif) a déploré cet épisode, qu'il qualifie de «très dur». «On a poireauté pendant [deux heures] dans l'autobus. On était séquestrés, impossible de sortir pour aller aux toilettes et on ne nous a pas donné d'information. Les policiers ont refusé de nous donner leur matricule, ce que leur déontologie les oblige à faire», a-t-il raconté.

Pour ce jeune homme qui fait partie d'une association membre de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), ces moyens de pression étaient nécessaires — même s'il reconnaît qu'ils n'attirent pas la sympathie. «C'est dommage pour certaines personnes, mais la façon de se faire écouter, c'est de multiplier ce genre d'action.»

Se dissociant de cette manifestation sur le pont Champlain, le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, souligne toutefois qu'une radicalisation des actions est à prévoir. «La pure vérité, c'est qu'on n'était pas au courant de cette action-là. [...] Mais ça risque d'être de plus en plus comme ça dans les prochaines semaines. Les gens prennent des libertés pour sortir du plan d'action national», a-t-il indiqué.

#### Sit-in devant le parlement

Plusieurs étudiants étaient réunis hier devant le parlement pour un sit-in qui a duré plusieurs heures. Comme il était prévu, le budget les a laissés sur leur faim, lui qui ne contenait ni révision de la hausse des droits ni bonification du régime de prêts et bourses. Le ministre des Finances, Raymond Bachand, a rappelé que c'était une décision «irrévocable».

Devant l'impasse, M. Nadeau-Dubois rappelle que les étudiants sont ouverts à aller discuter de solutions de financement autres que celle d'augmenter la part des étudiants. «Ce qui est déplorable, c'est que le gouvernement va avoir sur les bras la plus grande grève de l'histoire du mouvement étudiant et qu'il ne daigne même pas nous parler», a-t-il dénoncé.

Par ailleurs, une trentaine d'étudiants ont déployé des banderoles près du pont Jacques-Cartier hier matin pour protester contre la hausse des droits de scolarité, sans toutefois perturber la circulation. Au même moment, des étudiants de l'Université Concordia manifestaient devant l'édifice Hall, sur le boulevard Maisonneuve, pour dénoncer les indemnités de départ abusives octroyées à des cadres. Avec «les profs contre la hausse», ils ont marché jusqu'à la rue Dr Penfield, devant le condo luxueux du principal de Concordia, Frederick Lowy, afin de procéder à sa mise en vente symbolique.

À Québec, les étudiants du collège François-Xavier-Garneau ont voté à 65 % en faveur d'une levée de cours qui se tiendra demain. Ils sont désormais environ 220 000 grévistes, soit près de la moitié du total des étudiants au niveau postsecondaire.

Avec La Presse canadienne

**Les écoles secondaires** sont de plus en plus nombreuses à se rallier à la cause des étudiants en grève. En plus des élèves des écoles Paul-



Gérin-Lajoie d'Outremont (PGLO) et de la Pointe-aux-Trembles, ceux de l'école Saint-Louis dans le Mile-End et l'École d'éducation internationale de Laval, notamment, ont aussi voté pour une levée de cours afin de participer à la grande manifestation de demain. Cette dernière bénéficiera d'un don de près de 1000 \$ de l'Association étudiante du cégep Saint-Laurent pour le transport en autobus des élèves manifestant jusqu'au centre-ville de Montréal. L'école secondaire Grande-Rivière à Gatineau défilera sa direction pour tenir une manifestation devant l'établissement à laquelle participeront plus de 200 personnes. Enfin, l'école secondaire Joseph-François-Perrault de Montréal a décidé de procéder à un piquet de grève symbolique dans le parc devant leur établissement.

### Vos réactions

- Yvesdeau – Inscrit, 21 mars 2012 04 h 48  
Surtout, ne lâchez-pas!  
Si le gouvernement enraillait la corruption dans la construction, arrêterait de donner nos ressources aux grandes entreprises, éliminerait les bonus et primes de départ de toutes sortes pour les dirigeants ou politiciens déjà surnumérés, abolirait les subventions pour les écoles privées, l'éducation serait gratuite et accessible à tous! C'est bon et c'est beau de voir une génération de jeunes qui se mobilise avec détermination et solidarité!...de quoi faire rougir les dirigeants de grandes centrales syndicales...
- Jean-Michel Picard – Inscrit, 21 mars 2012 16 h 54  
Vous êtes les meilleurs des meilleurs. On n'a jamais vu ça au Québec. Je suis enseignants au secondaire et je suis fier de vous!
- F.Gagnon – Inscrit, 21 mars 2012 05 h 54  
Au fond qui paye au final?  
Le gouvernement Charest essaie de créer des camps entre les étudiants et les travailleurs en disant que les ingrats étudiants veulent mettre tout le coût de leurs études à l'unique charge des travailleurs qui sont hélas leurs parents eux même qui directement ou indirectement paient déjà les droits que le gouvernement Charest veut augmenter.  
Pour s'assurer que les contribuables et la société en général soient assurés d'en avoir pour leur argent les droits Universitaires devraient être modulés en fonction inverse des résultats.  
Le gouvernement devrait aussi s'assurer d'une formule où les étudiants devenus travailleurs paient pour leur droits Universitaires dans leur impôts tout au long de leur vies. Ces ponctions supplémentaires ne visent qu'à distraire pour passer des taxes supplémentaires aux contribuables.
- Christian PHILIPPE – Inscrit, 21 mars 2012 06 h 08  
Écoeurant!  
De tels propos, venant de gens de gouvernement, sont écoeurants. Clichés passésistes de gens surpayés, incompétents et irresponsables, qui tentent de mettre en opposition les "travailleurs" d'aujourd'hui étudiants d'hier contre ceux étudiants aujourd'hui pour faire des "travailleurs" demain.  
Oui écoeurant de ressortir les dinosaures de la lutte de classes pour faire peur!  
Comprenez-vous enfin que les "travailleurs" en blouses ou avec cravate sont justement unis et les mêmes. Allez-vous enfin vivre avec le siècle. Ce Peuple laborieux est tanné de payer des lascars sans morale sans éthique et leurs magouilles initiées sans possibilités de contrôles démocratiques car ils se payent eux-mêmes, se contrôlent eux-mêmes et s'enrichissent eux-mêmes.  
Cela suffit, les poches du Peuple en blouses ou en cravate sont vides à cause de vous, pas entre gens du peuple justement! Vous n'avez toujours rien compris!  
Les Institutions démocratiques sont vouées au bien être du peuple travailleur ou qui a travaillé, par le capitalisme certes et oui? Oui mais le vrai! Un capitalisme du Peuple travailleur, pas celui limité à une aristocratie de privilégiés accaparant tous les pouvoirs financiers, médiatiques et aujourd'hui armés

- sous prétexte de défense leur fausse "Démocratie" car la vraie, gênante n'existe plus.  
La lutte des classes oui alors mais contre eux seuls aujourd'hui. Celle incluse dans une économie capitaliste avec des Lois de vraie démocratie limitant cette nouvelle classe d'aristocratie de professionnels de la politique "financée" totalement hors la Loi.  
Cela nous l'avons bien compris alors cessez donc de vouloir diviser pour régner. Par la gauche ou par la droite on arrive au même point VOUS! Oui vous êtes l'unique problème et vous ne ferez plus tourner les Peuples en rond longtemps. Allez-vous comprendre enfin!
- Jeremie Poupart Montpetit – Inscrit, 21 mars 2012 11 h 51  
Vous vous en rendez compte maintenant?!? depuis le début des débats, le gouvernement tente de justifier la hausse par "l'égoïsme" des étudiants "riches". Drôle, mais le gouvernement s'est acharné à ne pas abordé le rôle des entreprises dans le financement de l'état (et par intérim de l'éducation), sciemment afin de s'assurer de faire paraître l'image que c'est la classe moyenne vs les étudiants...
- Quand on est à bout d'arguments, on se résoud à user de démagogie.
- Chantal\_Mino – Abonné, 21 mars 2012 06 h 43  
C'est vrai que 1 h d'attente sur un pont, c'est bien plus grave que de ne pas avoir accès aux études universitaires ???
- Quand il y a un accident par un fou du volant, on n'en entend à peine parler dans les médias et l'embouteillage est bien pire et beaucoup plus long. C'est complètement ridicule cette diabolisation médiatisé surtout par Quebecor.  
Quoique que je ne sois pas nécessairement d'accord avec cette façon de faire des étudiants qui ont bloqué le pont Champlain, je suis beaucoup moins en accord avec l'attitude arrogante, irrespectueuse et antidémocratique de notre gouvernement libéral au Québec qui nous vident les poches pour remplir les leurs et celles de leurs tits amis du 1%. Si l'on compare les deux, les préjudices que le PLQ nous causent sont gigantesques et seront l'héritage des générations futures, il faut absolument les arrêter. Manifestons jusqu'à ce qu'il y ait élection au Québec! Ce gouvernement doit démissionner, car il ne remplit aucunement sa tâche pour le bien commun du peuple québécois.  
Combien d'argent est donné à leur tits amis à coup de millions, tel que l'Île d'Argent à Montréal qui a été payé aux Argentos à 8 millions par nos chers élus municipaux sous Gérald Tremblay pour ce dépotoir qu'ils en ont fait et dont nous devons défrayer d'énormes coût afin de pouvoir l'utiliser. Tout l'\$\$\$\$\$\$\$ qu'ils se mettent constamment dans les poches de différentes façons tel que leur salaire faramineux et disproportionné par rapport à l'ensemble des Québécois qui paient leurs salaire, les subventions à coup de centaines de millions sans intérêt, etc. C'est une vraie honte au Québec! Une vraie République de bananes où la monarchie sauvage est de retour.  
Et comment diabolisé les étudiants ??? Un petit lavage de cerveau peut-être??? Lisez les

- médias de Quebecor et allez sur le site de TVA  
<http://tvanouvelles.ca/lcn/infos/regional/montrreal>  
<http://tvanouvelles.ca/lcn/infos/regional/montrreal>
- De la vraie propagande pour le 1%!  
Regine Pierre – Abonnée, 21 mars 2012 07 h 09  
Mépris et démagogie  
Après le mépris envers les jeunes, madame la ministre a recours à la démagogie avec les travailleurs. Or les jeunes qui manifestent sont les enfants des travailleurs qui les voient être privés du droit démocratique à l'éducation supérieure. Ce sont aussi les parents des décrocheurs et des futurs décrocheurs pour lesquels les services sont de moins en moins disponibles à l'école.  
Depuis qu'elle est en poste, madame la ministre a témoigné, dans les différents dossiers qu'elle a menés, de son incompréhension et de son insensibilité aux enjeux de l'éducation. Elle dilapide les fonds qui lui sont dévolus en déresponsabilisant l'Etat et en fragilisant l'école.
- Sanzalure – Inscrit, 21 mars 2012 08 h 14  
À bout de patience  
Moi aussi je suis à bout de patience, mais contre le gouvernement, pas contre les étudiants.  
Serge Grenier  
André Doré – Abonné, 21 mars 2012 08 h 18  
Tolérance variable plutôt...  
Le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, me fait rire en disant que ça sera "tolérance zéro" pour ce genre d'actions (blocage de ponts), comme cela a toujours été...!!!  
Il aurait dû dire: "ça sera tolérance zéro pour les étudiants", car il a la mémoire courte cet homme... En effet, car avec les Mohawks ou les Congolais, ça me semble bien différent...
- dany tanguay – Inscrit, 21 mars 2012 08 h 19  
Les routes bloquées?????  
C'est normal, les routes, le tunnel et les ponts bloqués à Montréal, mais la ministre tente de créer un affrontement entre les étudiants et la population au lieu de s'asseoir avec les étudiants, c'est malsain ce qu'elle fait suite à son entêtement. Ça ne dérange pas du tout d'être bloqué une heure de plus pour supporter les étudiants qui sont en train de défendre beaucoup plus que les frais de scolarité, ils sont en train de défendre la démocratie qui n'existe plus vraiment. Notre premier ministre préfère décider de l'avenir du Québec au chateau des Desmarais avec les "élites"(pour être poli) plutôt qu'avec la population de Québec  
Robert Bernier – Abonné, 21 mars 2012 08 h 41  
Le lobby des étudiants ne négocie pas  
Extrait de l'article:  
"Devant l'impasse, M. Nadeau-Dubois rappelle que les étudiants sont ouverts à aller discuter de solutions de financement autres que celle d'augmenter la part des étudiants." Voila. Tout est là. Depuis le début, il n'a jamais été question de négociation pour la CLASSE. Ça a été redit à l'émission de madame Dussault encore cette semaine. Les étudiants ne négocient pas. Ils appuient un



coureau sur la gorge du gouvernement et le mettent au défi d'empêcher le flux normal des cohortes d'étudiants. Ils ne négocient pas.

Quelle sorte d'esprit démocratique est-ce là? Un lobby, oui un lobby comme les autres, qui exige que ce soit quelqu'un d'autre qui paie tout à sa place. Tous les lobbies font pareil. Seulement, tous les lobbies n'ont pas en main une arme aussi redoutable que la promesse d'un désordre épouvantable à l'automne prochain si cette cohorte-ci ne réussit pas sa session. Un lobby musclé donc. Rien de plus. Rien de si honorable.

Robert Bernier, Enseignant au cegep Lionel-Groulx, Mirable

- Annie Marchand - Inscrite, 21 mars 2012 10 h 23

Un lobby ou un ras-le-bol, M. Bernier? J'ai vu l'Université de Sherbrooke engloutir 125 millions de dollars pour la construction d'un Pavillon à Longueuil alors que la grande région de Montréal est desservie par 4 universités en plus des nombreux cégeps et écoles professionnelles.

La lobby dont vous parlez est plutôt un cri d'alarme sur la mauvaise gestion de notre système d'éducation, notamment universitaire, et de l'incapacité des universités et des gestionnaires d'innover et de travailler solidement, au Québec, pour donner de la force à l'enseignement et à la recherche.

Bien entendu, au moment de l'ouverture du pavillon, nous n'avons pas abordé, malgré le soulèvement de la question par quelques journalistes, de la notion de corporatisme et de compétiion entre les milieux universitaires et la difficile répartition des services éducatifs sur le territoire québécois pendant que des régions se vident, faute de jeunes, qui quittent vers les grands centres pour s'éduquer.

Je n'ose pas parler des sommes astronomiques investies pour rehausser l'image corporatiste de l'Université de Sherbrooke. Il est grand temps de revoir le financement des universités sur d'autres bases que celui de refiler la facture aux étudiants et de voir plus loin que le bout, non pas de son lobby, mais de son nez!

Je pense que les étudiants comprennent bien cet enjeu et pour la plupart, ils ne bénéficieront pas personnellement de cette grève. Ils pensent à l'avenir et à ce que sera la société de demain, ce qui ne semble pas être la vision du gouvernement actuel, très en retard dans la mise en place d'actions innovatrices, ralliant les fonctions économique, sociale, environnementale, culturelle et politique pour le développement futur du Québec.

- Jeremie Poupart Montpetit - Inscrit, 21 mars 2012 12 h 01

Il y a autre chose aussi qui me taraude dans votre argumentaire Mr. Bernier...

Vous parlez d'un lobby étudiant, mais si les étudiants sont effectivement un lobby, puis-je savoir combien de fonds sont engloutis pour faire valoir ce dit "lobby" ? et ou sont leurs liens copains-copains avec le milieu gouvernemental, tel que la plupart des lobbys ? (parce qu'évidemment, le but d'un lobby est d'avoir le plus de ramifications possibles dans des milieux d'influence... ils en ont les étudiants ?)

Le terme "lobby" est assez mal employé ici, c'est comme si vous compariez le lobby minier qui dispose de plusieurs centaines de millions de dollars en publicité et de portes d'entrées privilégiées au gouvernement à un groupe facebook contre la hausse des frais... puéril

De plus, comment voulez vous que les étudiants discutent, alors qu'il est évident que la décision du gouvernement était prise longtemps à l'avance et que la ministre de l'éducation maintient sciemment qu'il n'y aura pas de discussions sur la hausse...

Autrement dit, traiter les étudiant de lobby et de "tenir le gouvernement avec un couteau à la gorge", c'est une belle forme d'aveuglement ou de mauvaise foi...

- Roland Berger - Abonné, 21 mars 2012 22 h 47

Ou on pense que la gratuité scolaire de la maternelle à l'université est le meilleur investissement de l'État dans l'avenir économique, sociale, voire linguistique, ou on pense que c'est un investissement mineur que doit faire chacun des étudiants pour avoir accès au marché du travail.

- Michele - Inscrit, 21 mars 2012 08 h 42

Une technique policière gratuite

La situation actuelle me semble paradoxale puisque les étudiants en éducation qui seront parmi les enseignants les moins bien payés au Canada à la sortie du Bac, affrontent les gradués des techniques policières. Des policiers ayant étudié gratuitement, aux frais des contribuables, bénéficiant de gros salaires et d'avantages sociaux.

Comment se fait-il que le gouvernement Charest cible les Universités et pas les secteurs technique et professionnel?

Pourtant les étudiants en techniques bénéficieront largement de leur passage au CEGEP? Que dire des plombiers et des coiffeurs, n'auront-ils pas le droit tout au cours de leur carrière à des gains importants reliés à leurs études? Les élèves du secondaire et du primaire, ne bénéficieront-ils pas eux aussi de leur passage à l'école?

- b\_deshar - Abonné, 21 mars 2012 08 h 46

Deux poids deux mesures

En effet, M. Dutil, dans une société démocratique, on ne règle pas de problème en bloquant des ponts. On les règle en invitant les leaders étudiants à la table de négociation, chose que votre collègue ministre de l'Éducation ne semble pas très bien comprendre.

- Danielle Gill - Inscrite, 21 mars 2012 08 h 52

La suite

Les étudiants sont essouffés, déçus et honteux que leur gouvernement les laisse tomber si lâchement et ce depuis leur tendre petite école...les coupures de services dans les écoles ne datent pas d'hier. Avant on coupait et aujourd'hui on continue de couper mais en mettant un prix à ces coupures. Ces coupures sont d'autant de ruptures sociales qui peut à peut écoeurer royalement une population qui n'en peut plus de se voir égoignée de la sorte...Ils sont maintenant 3 ministres en plus du 1er ministre qui sont excédés...Quand tout le monde sera excédé peut-être forceront-ils le dialogue.

- Etienne Groleau - Inscrit, 21 mars 2012 08 h 59

Démocratie

"Nous sommes dans une société démocratique où les problèmes ne se règlent pas de cette façon» Ben justement! Ouvrez le dialogue! Pour l'instant le gouvernement se met les doigts dans les oreilles en criant lalalalala...ça fait pitié. Et que de poésie de la part de la ministre Beauchamps, toute une argumentation solide!

- michel lebel - Inscrit, 21 mars 2012 09 h 08

Des étudiants qui se tirent dans le pied!

Qui sera pénalisé au bout du compte par cette "grève"? Il est bien évident que ce sont les étudiants eux-mêmes. Il ne s'agit pas ici d'un arrêt de travail généralisé. Tôt ou tard les étudiants devront rentrer dans les rangs: les dirigeants étudiants ont fait une mauvaise évaluation de leurs rapports de force. Ce sont des choses qui arrivent!

- Monsieur Brodeur - Inscrit, 21 mars 2012 12 h 03

Je propose que nous mettions dans notre future constitution du Québec l'obligation de respecter l'article 13 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels protégeant le droit à l'éducation.

Le respect des droits est justement notre force, monsieur Lebel. Et notre droit de manifester et de faire la grève, équivaut bien au droit de nos élus de ne pas écouter la population.

Stéphane Brodeur, montréal.

- Jeremie Poupart Montpetit - Inscrit, 21 mars 2012 12 h 07

Mr Lebel,

vous vous trompez, les étudiants ne se tirent pas dans le pieds, ils sont prêts à faire des sacrifices pour leurs opinions, quitte à rallonger leur session.

Diriez vous la même chose de travailleurs qui perdront une partie de leur salaire annuel (perte de journées de travail) pour manifester pour de meilleurs salaires ?

- Annie Marchand - Inscrite, 21 mars 2012 09 h 12

M. Dutil la démocratie n'est pas un jeu

M. Dutil,

Les étudiants ne prennent pas en otage les travailleurs qui vont gagner leur vie honorablement, pour reprendre vos termes. Si nous sommes dans une société démocratique et que les problèmes ne se règlent pas en bloquant des ponts, comme vous le dites, votre gouvernement ne le démontre pas en ne dialoguant pas avec les étudiants.

La démocratie n'est pas un jeu. Et en ne reconnaissant pas les revendications des étudiants, l'appel de plusieurs professeurs et de membres de la société civile, vous commentez un geste de mépris.

C'est le mépris qui est au coeur de ce débat. L'évolution que prend votre gouvernement va dans une direction où les conditions du respect risquent d'être considérablement appauvries, que ce soit à travers les tendances à la marchandisation, à la destruction des relations privées ou à travers les exigences de performance qui pèsent sur chacun.

Ce modèle considère la société comme une collection d'individus motivés par le calcul de leurs seuls intérêts et de leur volonté de se tailler une place dans l'échiquier du capitalisme. Du coup, ce modèle est incapable de rendre raison de ces conflits, de ces gestes que vous condamnez avec bien peu d'arguments, qui naissent d'attentes morales insatisfaites et que je place au coeur même du social.

L'enjeu ici est celui de savoir quelle forme doit prendre une culture morale et politique soucieuse de conférer aux méprisés la force individuelle d'articuler leurs expériences dans l'espace démocratique au lieu de les mettre en actes dans le cadre de contre-cultures de luttes pour la reconnaissance.

Les étudiants et leurs associations veulent non pas que faire entendre leur voix, mais surtout que le gouvernement prenne les moyens de développer cette culture morale et politique que nous pourrions appeler, à ce



moment-là, de la démocratie participative et délibérative.

Actuellement, le gouvernement ignore les demandes des générations montantes, mépris

- Christian PHILIPPE – Inscrit, 21 mars 2012 14 h 40

Exact la question est bien plus large et c'est effectivement dangereusement jouer.

Qu'ils ne veulent pas dialoguer? Non, délinquants pris la main dans le sac, je crains qu'ils ne le peuvent plus, il y a flagrant délit depuis trop longtemps.

Les jeunes accusent aujourd'hui car ils ne sont plus dupes, non seulement des "charges scolaires" mais de tout le système verveux qui gravite autour!

Que voudriez-vous alors? Que ces nantis avouent qui ne nécessite courage, morale et considération des autres, ils ne savent plus même de quoi il s'agit. Ils sont dangereux et ils auront même la folie d'utiliser la force pour jouer avec le feu.

Ils n'oseront pas, si à la masse des jeunes s'adjoignent ceux aisés âgés instruits de la vie, ceux qu'ils n'attendent pas: en particulier les femmes, les mères, les grands mères tous ceux qui ont gagné leurs vies honnêtement et qui veulent simplement remettre la joie de vivre en place pour leurs enfants.

A nous de ne pas laisser ces jeunes seuls car ils sont en droit de nous le demander! A nous seuls de voir alors.

- Francois – Inscrit, 21 mars 2012 09 h 15

Charest refille la facture aux étudiants Charest remet la facture aux étudiants parce qu'il est dans l'incapacité de tirer profit de nos ressources naturelles et il vend même l'électricité aux entreprises à bas prix et augmente les utilisateurs résidentiel. C'est normal qui n'est pas d'argent pour l'éducation même si on vient qu'à exploiter les gaz schistes on ne sera pas plus riche et on détruira notre territoire.

- Nestor TURCOTTE – Inscrit, 21 mars 2012 09 h 23

\$\$\$  
Le budget 2012-2013 demande aux citoyens du Québec une taxe santé de 200.00\$ par année. Recettes prévues: 1 milliard.

Le budget demande aux étudiants 325.00\$ pour l'année qui vient. Recettes: 250 millions.

Pauline Marois veut abolir cela. Logiquement, elle devra, si elle est portée au pouvoir, dire à la population, où elle prendra le 1,250 milliard manquant.

Comme l'argent ne pousse pas dans les arbres, d'où viendra les sous qui manquent?

- Jeremie Poupart Montpetit – Inscrit, 21 mars 2012 12 h 15

Mr. Turcotte, "les sous qui nous manquent" proviendront de la rediscussion des termes de redevances, taxes, impôts et tarifs préférentiels que le gouvernement actuel octroie grassement aux entreprises...

En revanche, nous les étudiants, auquel on avait promis en contrepartie d'augmentation de frais de scolarité une bonification du programme de prêts, nous n'obtiendrons même pas cette maigre consolation...

Et au même moment on nous bat les oreilles sur la nécessité de l'augmentation des tarifs préférentiels d'Hydro Québec envers les futures entreprises du plan nord...

Alors ces sous, ou les prendrons nous ?

- Monsieur Brodeur – Inscrit, 21 mars 2012 12 h 33

L'argent on sait il est où. Et madame Marois aussi le sait. Faites un effort pour suivre le débat.. vos interventions néolibérale-conservatrices seront ainsi plus crédibles.

<http://www.ledevoir.com/politique/quebec/42182/pa>

Stéphane brodeur, montréal.

Lise Moga – Inscrit, 21 mars 2012 12 h 44  
L.M. En 1982 et 1997, ils ont fait les poches d'un petit groupe de travailleurs pour payer l'épicerie de tous pendant qu'eux se mettaient au caviar. Les baisses d'impôts de 2003 des travailleurs de la classe moyenne ont été discréditées. Je ne crois pas que ce parti manque d'idées pour être odieux envers la classe moyenne.

- simonpaul duchesne – Inscrit, 21 mars 2012 12 h 59

Pourquoi est-ce que chaque citoyen doit payer la même taxe de santé?

pourquoi un Étudiant ayant des parents gagnant 60 000 aura a payé un prix énorme, tandis qu'un riche a ses parents derrière lui en tout tant?

Sans comptez les MBA à 20 000...

Elle est ou l'égalité sociale?

Dans les poches des minières?

Francois G – Inscrit, 21 mars 2012 13 h 47  
Encore les mêmes arguments sur les minières et les crédit d'impôt aux entreprises. Pourquoi pensez-vous que de tels crédits existent? Parceque le gouvernement tente désespérement de garder le peu d'emplois encore rentables au Québec. Allez expliquer à tous les travailleurs manuels (qui d'ailleurs financent vos études sans en avoir profiter eux-mêmes) qu'il faut arrêter de financer leur emplois. Vous croyez que l'on peut financer un état avec des anthropologues ou des sociologues? La plupart travaillent POUR le gouvernement!

Il faut la financer la société utopique que l'on désire. Soit avec des emplois manufacturiers (qui, en 2012, requièrent des subventions pour être compétitifs), soit avec nos ressources naturelles (ca veut dire ne pas s'opposer à chaque projet de développement) ou bien par d'autres moyens. Mais "l'économie du savoir", ca ne suffira pas.

Puis, pour en finir avec un argument récurrent : les salaires des PDGs et hauts-fonctionnaires. Oui, certains sont trop élevés. Mais un doyen qui fait autant qu'un médecin spécialiste, je crois pas que c'est si exagéré. Et, de toute façon, ça ne couvrirait pas 1% de l'argent dont on a besoin pour se sortir du trou, alors on peut s'en plaindre, mais ce n'est certainement pas une piste de solution.

- Richard Miron – Inscrit, 21 mars 2012 09 h 26

Qui écoeurent les travailleurs?

Les gens du gouvernement sont pas mal cuillottés. Ils font passer les étudiantEs pour des petits riches qui profitent des travailleurs et de leur patience. Mais voilà. La hausse des frais de scolarité affecte aussi aussi les familles de travailleurs. S'ils faisaient preuve de franchise, ils le diraient que le régime de prêts et bourses est fonction du revenu des parents et oblige des parents à verser une contribution parentale. Un enfant d'une famille qui comprend un père ouvrier d'usine et une mère employée et qui totalise un revenu d'à peine un peu plus que 70000 n'aura pas de prêts et bourses. Les parents sont tenus de verser une contribution parentale. L'enfant peut aller en cour poursuivre ses parents s'ils ne versent pas l'argent. La hausse des montants en prêts et bourses pour combler la hausse des frais de scolarité, en plus

de réduire la supposée utilité pour financer les universités, n'aidera pas la famille de travailleurs. Ça va écoeurer les familles de travailleurs.

Les gens du gouvernement qui parlent de responsabilité sociale en ont bien profité des cours à 50 piasses avant 1990. L'année universitaire coûtait environ 500\$ avant 1990. Si ils sont aussi responsables socialement, pourquoi ne remboursent-ils pas le supposé manque à gagner pour le gouvernement?

Ils ne le feront pas. Leur choix n'a rien à voir avec un sens de responsabilité sociale. Au contraire, ils veulent limiter la démocratisation de l'éducation. À une certaine époque un travailleur d'usine qui avait de bonnes aptitudes scolaires pouvait prendre des cours du soir à l'université. Les frais devenant de plus en plus prohibitifs, cette opportunité leur est enlevé.

Son gouvernement est bien mal placé pour parler au nom des travailleurs. Ses hausses de tarifs qui nous extorquent plein d'argent écoeurent bien plus les travailleurs qu'un petit groupe d'étudiantEs qui bloquent un pont.

[Répondre](#)

- Jeremie Poupart Montpetit – Inscrit, 21 mars 2012 12 h 18

qui plus est, cela fait 8 ans que le gouvernement Charest transfère de plus en plus de bourses en prêts... autrement dit, on fournit aux pauvres une autre carte de crédit...

- Lise Moga – Inscrit, 21 mars 2012 12 h 47

L.M. "S'ils faisaient preuve de franchise, ils le diraient que le régime de prêts et bourses est fonction du revenu des parents et oblige des parents à verser une contribution parentale."

Chanceux que ce soient les parents qui soient appelés à assumer cette responsabilité. Le PQ a déjà pensé permettre aux petits enfants d'actionner les grands parents pour obtenir une pension alimentaire.

- Indépendance ou dépendance – Inscrit, 21 mars 2012 10 h 12

Est-ce payant d'investir dans l'instruction?

Face aux défits de l'heure (délocalisation des usines, crise financière du modèle capitaliste mondial, étranglement de nos milieux de vie par la pollution), est-ce payant d'investir dans l'instruction; voulons-nous un Québec instruit ou un Québec ignorant?

Face aux discours des grands possédants, voulons-nous pouvoir compter sur des concitoyens instruits capables de nous expliquer la situation ou préférons-nous accepter bêtement ce que les médias de ces quelques grands possédants nous présentent comme "information"? Et pour les plus vieux d'entre nous, préférons-ils que leur revenu de vieillesse soit assuré par une société québécoise instruite ou ignorante?

Comme on dit, poser la question c'est y répondre.

Alors, si on veut un Québec instruit, non seulement faut-il que la formation soit sans emboche aucune pour les utilisateurs québécois - et pas seulement pour la formation universitaire - mais qu'elle soit une valeur sociale fondamentale. Et cela, pour "toutes" les formations, de celle du préposé à l'entretien à la formation universitaire la plus complexe.

On conçoit bien qu'on s'alarme devant une telle proposition. Mais combien cela va-t-il nous coûter en impôt? Fort bien, mais combien cela nous rapportera-t-il? Et puis, combien nous en coûtera-t-il de limiter la formation? On voit bien qu'il ne s'agit pas d'une folle dépense, mais d'un investissement -

- c'est à dire, d'un débours avec perspective de rendement.  
Tout bien considéré, il n'y a pas à hésiter; non seulement nos étudiants ont-ils raison de s'opposer aux hausses des frais de scolarité, mais il faut tout simplement abolir les frais de scolarité au pays du Québec.
- VaLeduc - Inscrit, 21 mars 2012 10 h 14  
Quelle est la solution M. Dutil?  
«Nous sommes dans une société démocratique où les problèmes ne se règlent pas de cette façon»,  
Alors M. Dutil, les problèmes se règlent de quelle façon dans une société démocratique? En refusant un dialogue avec les étudiants?
  - André Michaud - Inscrit, 21 mars 2012 10 h 25  
Une guerre de fric ?  
J'entend parler de déclaration de guerre par des leaders étudiants.  
Une guerre dont le but est de détourner les fonds publiques de leurs côtés, et vider un peu plus les poches de leurs concitoyens..afin qu'ils aient accès à de riches revenus..qu'ils prendront aussi dans nos poches !!  
A T'on entendu des étudiants proposer d'avoir des tarifs professionnels plus bas si on paye leurs études? J'ai payé 100\$ pour me faire extraire une dent en 10 minutes de travail...Si on paye leurs études les futurs dentistes s'engageront-ils à baisser leurs prix ASTRONOMIQUES et leur exploitation de leurs concitoyens??
  - Christian PHILIPPE - Inscrit, 21 mars 2012 11 h 50  
D'accord bien entendu! Une Démocratie est avant tout un équilibre entre citoyens c'est son principe et une exagération petite ou grande est une exagération quelquesoit le bord. Commençons donc par les grandes qui sont outrancières et ensuite les petits malins dans chaque corporation ne pourront prendre excuse qu'il y en a de plus gros. L'hypocrisie a pris effectivement beaucoup trop le pas sur la morale et le civisme. Un grand coup de balai à grande eau ne signifie pas qu'il ne faut pas nettoyer dans les coins et voir aussi qui met la poussière sous le tapis!
  - Jeremie Poupart Montpetit - Inscrit, 21 mars 2012 12 h 26  
Mr. Michaud,  
Tout d'abord, Démagogie semble être votre amie, puisque si vous étiez au courant des faits, vous sauriez que ce ne sont pas la majorité des emplois nécessitant des études poussées qui sont très bien payés. Qui plus est, ce système ne favorise pas l'accès aux programmes "payants" aux étudiants provenant de familles peu fortunés...  
Ensuite, vous avez payé 100\$ dans un cabinet de dentiste qui sont des institutions privées... si cela vous choque, manifestez à votre gouvernement pour avoir une meilleure couverture de soin incluant les soins dentaires.  
Finalement, pour reprendre l'argument des prix "astronomiques" et de l'exploitation par nos futurs travailleurs/concitoyens, nous pourrions aussi discuter des salaires "astronomiques" fournis à certains élus et dirigeants de sociétés d'état dont les rendements et la compétence sont pitoyables...
  - Jean Boucher - Abonné, 21 mars 2012 11 h 04  
Joker C. chez Google Québec  
« Si vous voulez étudier un homme, ne faites pas attention à la façon dont il se tait, ou dont il parle, ou dont il pleure, ou même

- dont il est ému par les nobles idées. Regardez-le plutôt quand il rit. »  
de Fiodor Dostoïevski
- Jacques Morissette - Abonné, 21 mars 2012 11 h 26  
Les étudiants pour l'augmentation des frais de scolarité et l'image du père.  
Pourrait-on établir un certain lien entre l'image du père et ceux qui sont pour l'augmentation des droits de scolarité? Sur un autre plan, ce n'est pas une guerre de l'argent, c'est une guerre d'idéologie.  
D'un côté, en effet, les réactionnaires sont pour l'augmentation des droits et croient au pouvoir de l'argent comme idéologie. De l'autre, ceux qui sont contre ces augmentations cherchent à encourager de nouvelles valeurs sociales. Pour ma part, ceux qui sont contre, on a beau l'empêcher, c'est la voie de l'avenir. Pour le cas, perdre une bataille éventuelle n'est pas perdre la guerre.  
Normalement, ceux qui croient au pouvoir de l'argent ont l'argent pour se confirmer dans ce qu'ils pensent, se complaire dans ce qu'ils croient être la valeur ultime. En plus, ceux qui croient au pouvoir de l'argent ont le système bien disposé à être répressif de leur côté au besoin. C'est ce qu'on peut constater.
  - michel lebel - Inscrit, 21 mars 2012 11 h 31  
Le gouvernement a l'obligation de décider.  
La question des droits de scolarité est devenu un débat de société. Les arguments de part et d'autre sont archi-connus. Chacun défend une conception de la justice sociale. Les deux(ou plus) conceptions se défendent. Mais une seule partie possède la légitimité démocratique pour trancher ce débat, et c'est le gouvernement dûment élu. Certes il faut toujours permettre le dialogue et le gouvernement doit y veiller. Mais le gouvernement doit aussi décider: c'est sa responsabilité.  
J'en conclus que le dialogue a bel et bien eu lieu par le passé. Depuis le temps qu'on discute de cette question des droits de scolarité!
  - Annie Marchand - Inscrite, 21 mars 2012 15 h 06  
Je trouve les débats sur ce forum fort intéressants. Ces débats démontrent justement la fracture entre les décisions prises à court terme du gouvernement, sous la base d'une démocratie représentative, et la nécessité de trouver des solutions innovatrices sous la base d'une démocratie participative. Il y a consensus à l'effet que la finalité même du système d'éducation universitaire n'est pas statuée et discutée participativement avec la population québécoise. La question est plus complexe qu'une opposition étudiants-gouvernement sur une hausse de frais. Elle renvoie à l'incapacité du système actuel d'éducation universitaire de faire cohabiter, dans sa finalité, des intérêts sociaux, économiques, environnementaux et culturels. Seul le débat et l'invention d'un nouveau système qui tienne compte d'une finalité claire et assumée par la population québécoise permettra une résolution de l'impasse. La question n'est pas qui a raison mais de trouver une solution négociée qui s'élève vers une finalité d'une meilleure vie collective. Il est temps de dialoguer sur des solutions que ni vous ni moi ne savons car elles doivent être co-construites. Pour cela, il faut sortir des débats pour ou contre.
  - Robert Bernier - Abonné, 21 mars 2012 11 h 46  
@ Madame Annie Marchand

- Ce que vous soulevez, à savoir les turpitudes du gouvernement et celles des recteurs d'universités, voilà en effet un argument puissant, le seul à mon avis, parmi ceux que brandissent les étudiants.  
Mais je dis, quant à moi, qu'il faut faire ceci (garantir une saine gestion des fonds publics, combattre la corruption et la fraude fiscale) sans négliger de faire cela (arrêter une fois pour toutes cette absurdité qui s'appelle le gel des frais, quels qu'ils soient d'ailleurs). Et c'est ici, en pointant tous les autres comme sources de financement mais pas eux-mêmes, que les étudiants se comportent comme un lobby comme les autres.  
J'ajoute ici qu'il faut se rappeler que la société québécoise ne se comporte pas comme l'arnaqueuse que l'on décrit dans les milieux idéalistes, elle ne demande pas aux étudiants de financer maintenant 100% de leur formation universitaire, mais 16.9% plutôt que 12.7%. On a tort de monter aux barricades avec tous les outils de la rhétorique.  
Robert Bernier, Mirabel, Enseignant au cegep Lionel-Groulx
  - Monsieur Brodeur - Inscrit, 21 mars 2012 13 h 11  
Ce 4% d'effort, qui pourrait être fait par l'ensemble de la société ou des plus riches, pour permettre aux plus pauvres de ne pas s'endetter pour la vie?  
Et quant est-il de la marchandisation du savoir? Le fait également que pour payer les études, il vaudra mieux choisir une profession rentable du genre dentiste? Dentistes qui chargeront de plus en plus cher, évidemment, dans un monde devenu hyper capitaliste. Ce sera la ruée vers les domaines payant, et la mort des formations sociales et artistiques. Seul les riches pourront se dire artiste ou philosophe, ou spécialiste des humains. Quel monde magnifique nous attends! Que disent vos étudiants? Ils apprécient votre prise de position? Et vos collègues? Ils pensent comme vous en générale?  
Stéphane Brodeur, ancien de Lionel-groulx.
  - Francois G - Inscrit, 21 mars 2012 13 h 32  
Tout a fait d'accord avec vous. Bien que les abus du gouvernement soient déplorables, et bien que ceux-ci minent leur crédibilité, cela n'est pas un argument assez fort pour justifier un gel ou la gratuité des frais universitaires. Arrêtons de tout mélanger.  
Qu'arriverait-il si on arrêtait demain de payer nos impôts pour contester le gaspillage. On se retrouverait dans une situation bien pire.  
Aidons les vrais démunis à accéder aux études et arrêtons de payer les études des plus nantis.  
Pourquoi est-ce qu'un taux d'imposition unique est une mesure régressive mais des frais de scolarité uniques seraient une mesure de gauche?
  - Annie Marchand - Inscrite, 21 mars 2012 13 h 53  
Je comprends que votre argumentaire est basé sur la notion de juste part, abondamment traitée par ailleurs dans les différents médias sociaux. Or, vous évacuez, dans ce cadre, la question de la finalité même que nous voulons donner, collectivement, comme société, au système universitaire québécois. Selon votre argumentaire, le débat est donc à savoir si la formation universitaire est considérée comme de la formation initiale, à visée citoyenne, ou comme de la formation continue, destinée surtout aux travailleurs qui doivent conséquemment assumer une partie des frais puisqu'elle leur permettra d'améliorer leur sort sur le marché du tra-

vail? Dans ce cadre, cette partie des frais devrait progressivement augmenter, mais encore, être assumée en partie par les employeurs qui soutiennent leur main d'oeuvre, si je suis bien votre logique? Toujours selon votre argumentaire, les parents des jeunes universitaires seraient encouragés à ce que leurs enfants entrent le plus rapidement possible sur le marché du travail de manière à ce qu'ils assument eux-mêmes leur formation continue, en milieu universitaire? Nos universités deviendraient ainsi des centres de formation continue, adaptés aux travailleurs qui exerceraient leur devoir de formation en assumant individuellement leur part pour être de meilleurs travailleurs? C'est évidemment une vision instrumentaliste que je ne partage pas mais qui mérite débat.

- André Michaud – Inscrit, 21 mars 2012 12 h 14

Les études sont accessibles pour tous  
Mon cousin qui est né et a grandi dans un quartier ouvrier de Québec (Limoilou ) a étudié comme radiologiste et gagne maintenant 4 millions par année. C'est la preuve que les plus démunis peuvent avoir accès aux études supérieures, si ils sont sérieux et veulent vraiment étudier.

Il a eu des dettes, mais c'est une peanur quand on gagne un gros salaire de professionnel..on paye nos dettes en deux ou trois ans, et après la richesse s'accumule..

Moi je n'ai pas voulu faire les efforts qu'il a fait et avec une DEC en Sciences Humaines facilement gagné j'ai eu une petite job de fonctionnaire. J'ai eu ce que j'ai mérité et mon cousin aussi...

- Roland Berger – Abonné, 21 mars 2012 22 h 55

« Moi je n'ai pas voulu faire les efforts qu'il a fait et avec une DEC en Sciences Humaines facilement gagné j'ai eu une petite job de fonctionnaire. » Merci ! Voilà qui explique bien des choses.

- Francois G – Inscrit, 21 mars 2012 12 h 35

@Marc Tremblay (nom fictif)  
"On a poireauté pendant [deux heures]...On était séquestrés, impossible de sortir pour aller aux toilettes et on ne nous a pas donné d'information"

Il parle des jeunes arrêtés pour avoir commis un geste illégal ou bien des automobilistes pris dans leur voiture?!

Vraiment, on se prend pour Che Guevara mais on trouve ça "très dur" de passer 2 heures dans un autobus.

Est-ce que les policiers l'ont regardé avec des yeux méchants aussi?

Pauv' ti pite.

- Gilles Denis – Abonné, 21 mars 2012 13 h 06

Ouvrir les négociations

Monsieur Charest appartient tout comme moi à une génération qui a beaucoup manifesté. La révolution tranquille n'était pas si tranquille que cela. Nous voilà maintenant dans une époque plus faciste où la droite domine par sa pensée. Il est vrai que bloquer le pont Champlain est discutable comme stratégie toutefois essayer d'opposer travailleurs et étudiants est également plus que discutable. Les frais de scolarité au Québec sont parmi les plus bas en Amérique, personne ne conteste ce fait. Une discussion à ce sujet doit avoir lieu avec les étudiants et ces derniers doivent accepter également d'en discuter. L'attitude de la porte fermée du gouvernement est une stratégie de confrontation qui a plus ou moins long terme va envenimer de

plus en plus cette situation et nuire au Parti libéral. À vrai dire, le contrat social doit être remis en question, les soins de santé et l'éducation accaparent une très grande partie du budget.

Nous savons qu'une jeunesse bien éduquée est un enrichissement et non le contraire. Présentement à qui profite cette accessibilité à l'éducation universitaire. Les statistiques semblent démontrer que ce ne sont pas les étudiants les plus pauvres qui en profitent mais ceux de la classe moyenne supérieure. Ceux qui ont les moyens doivent accepter de contribuer davantage à l'éducation. Nous ne pouvons demander éternellement à la classe moyenne de tout gérer. Nous devons également demander à ceux qui exploitent nos richesses de contribuer un peu plus puisque cette formation contribue à leur enrichissement. En somme, une négociation globale doit avoir lieu et bientôt le monde de la santé connaîtra le même problème et là aussi une négociation devra un jour ce faire pour éviter la confrontation.

- hugues2 – Inscrit, 21 mars 2012 13 h 17

Le printemps Québécois arrive je crois  
Dutil : "Nous sommes dans une société démocratique où les problèmes ne se règlent pas de cette façon », a-t-il affirmé.", il parlait de la seule façon que les étudiants ont de se faire entendre, car le gouvernement Libéral de Jean Charest, Mme la Ministre de l'éducation ... refusent toute forme de négociation, c'est à prendre ou à laisser, belle façon d'enseigner les règles de la démocratie !

- Pierre Sabourin – Abonné, 21 mars 2012 14 h 04

Noam Chomsky, 19 mars 2012 répond:

// J'ai du utiliser un traducteur parceque Le devoir n'a pas accepté la lettres en anglais.

Cher Professeur Chomsky

Je me demandais quels sont vos pensées en ce qui concerne les étudiants qui font la grève contre les hausses des frais de scolarité? Au Québec, le gouvernement subventionne actuellement une grande partie de notre scolarité. Cependant, il ya eu une proposition visant à augmenter les frais de scolarité de 75% au cours des prochaines années. Actuellement, des milliers d'étudiants dans les universités (et aussi les cégeps) à travers le Québec sont contre cette augmentation. Que pensez-vous de ce genre d'action? Et quels sont les autres façons que les étudiants peuvent s'engager dans une prise de position?

Je vous remercie beaucoup,

Yuliya Manyakina

Linguistic Student Association

Concordia University

De: Noam Chomsky [chomsky@MIT.EDU]

Envoyé: Lundi, 19 Mars, 2012 17:21

Pour: Yuliya Manyakina

Objet: RE: Question

Au Mexique, un pays pauvre, l'enseignement supérieur est d'une qualité assez bonne - et elle est gratuite. Il ya dix ans, le gouvernement a tenté d'imposer des frais minimes. Il y a eu une grève nationale des étudiants et le gouvernement a reculé. Les frais de scolarité élevés ne sont pas une nécessité économique, comme il est facile de montrer, mais le piège à dette est une bonne technique d'endoctrinement et de contrôle. Et résister à ceci à du bon sens. -----

Je rajouterais a ce que Prof. Chomsky vient de dire que, donc, avoir des frais de scolarité est donc une fautes du type:"fenêtre brisée"  
[http://en.m.wikipedia.org/wiki/Parable\\_of\\_the\\_brok](http://en.m.wikipedia.org/wiki/Parable_of_the_brok)

## Répondre

- a x – Inscrit, 21 mars 2012 18 h 39

Au fond ce que vous dites, c'est que d'augmenter les frais de scolarité pour créer de l'endettement chez les particuliers est la partie cachée du discours de ce gouvernement. Les quelques étudiants qui auront tout payé par leurs parents ou ceux qui choisiront de vivre assez pauvre pour obtenir des bourses de l'AFE ne justifient pas l'imposition d'une mesure de taxation régressive qui favorise l'endettement en début de vie adulte et que d'aller de l'avant avec la hausse coûtera plus cher à l'État que de s'asseoir avec les étudiants pour convenir d'une façon de refinancer les universités (par exemple en temps pour les policiers, pour les disfonctionnements, etc.)

Tout à fait d'accord!

- Pierre Sabourin – Abonné, 22 mars 2012 00 h 34

@ax

Mettre en contexte l'histoire de la fenêtre cassé est beaucoup plus simple dans la cas ici. D'habitude, cette parabole est utiliser pour expliquer comment il est faux de dire que la guerre est bonne pour l'économie. L'argent qu'il croit qui abonde vers l'industrie militaire est bonne pour eux mais en gros, n'est pas bonne pour l'économie en générale puisque l'argent est centralisé dans un endroit (mettre ses oeufs dans le même panier) et en plus, on ne sait pas comment elle vas étre gérer. Ici l'argent envoyer pour payer les frais de scolarité aurais pu étre investi ailleurs et donc étre plus bénéficiaire pour l'économie et l'argent pour les écoles aurais quand meme été recolté sous forme de taxes et impôts.

À en croire le gouvernement, augmenter les frais en nous disant que c'est pour payer les frais grandissant est l'équivalent de nous dire qu'on doit payer notre éducation qui est censé étre en parti gratuite ce qui est un non sens en soit.... Le charlatan dirais: Venez acheter vos billet gratuit. Soit c'est gratuit soit ce ne les pas!

Le point est qu'au Mexique, c'est gratuit et ce n'est pas une question de frais de scolarité mais un question de compétence du gouvernement a gérer sont propre budget. Les frais de scolarité n'ont rien a voir la dedans, ils aurais pu décider d'augmenter les taxes a quelque part d'autre et ça aurais toujours rapport au gouvernement qui doit apprendre a bien gerer sont budet. Hausser les frais est un non sequitur ou un red hering dans ce cas si. Ça n'a pas rapport, c'est vers ça propre gérance que le gouvernement doit ce tourner...pas les étudiants et leurs parents. En autre mot, comme Noam nous le dit, les frais de scolarités ne sont pas une nécessité économique et au bout du compte l'éducation gratuite est meilleur pour l'économie comme le prouve la parabole de la fenêtre cassé par l'économiste Frédéric Bastiat.

- grannith – Inscrit, 21 mars 2012 18 h 55

discuter

Charest doit discuter avec les étudiants, je les appuie. Dommage que d'autres ne fassent pas pareil, comme le \$200. taxe santé, je la trouve très élevée et pas sur qu'elle serve à la santé, voir ce que le DG a mentionner.

- Roland Berger – Abonné, 21 mars 2012 22 h 58

Un individu endetté...

Un individu endetté est un individu soumis au système qui l'a fait s'endetter. Charest, qui n'a pas eu à s'endetter pour faire des études universitaires, comprend très bien ça.





**RADIO-CANADA / SOCIÉTÉ: Droits de scolarité : les étudiants poursuivent leur lutte, la ministre s'impatiente – Mise à jour le mardi 20 mars 2012 à 22 h 17 HAE**

Tandis que les étudiants québécois multiplient les gestes d'éclat pour forcer Québec à revenir sur la hausse des droits de scolarité, la ministre de l'Éducation Line Beauchamp les accuse « d'écoeurer les travailleurs qui paient leurs études » et de vouloir leur refiler « toute la facture ».

Nombre d'entre eux se sont notamment regroupés devant l'Université Concordia et près du pont Jacques-Cartier. D'autres attendent le dévoilement du budget provincial à Québec.

Ce matin, plus d'une centaine d'étudiants en grève munis de banderoles ont bloqué la circulation sur l'autoroute 10 en direction de Montréal et paralysé l'accès au pont Champlain pendant une bonne partie de l'heure de pointe.

Leur geste a causé un embouteillage monstre tant sur l'autoroute des Cantons-de-l'Est que sur la bretelle de la 132.

Plusieurs véhicules de la Sûreté du Québec (SQ) ont été dépechés sur les lieux. Quelque 80 étudiants ont été escortés par les policiers jusqu'à un poste de police à Candiac où ils ont reçu des constats d'infraction de 494 \$ en vertu de l'article 500.1 du code de sécurité routière du Québec, pour avoir entravé la circulation.

« C'est évident qu'on va intervenir devant une manifestation comme ça. On ne permettra jamais d'entraver les voies rapides. Ils mettent en péril leur propre sécurité et celle des usagers de la route », a déclaré Michel Brunet, porte-parole de la SQ, ajoutant qu'aucune accusation criminelle n'est portée.



© Radio-Canada

Les étudiants qui ont bloqué l'accès au pont Champlain ont été escortés par les policiers jusqu'à un poste de police de Candiac, où ils ont reçu des constats d'infraction pour entrave à la circulation

Le ministre de la Sécurité publique, Robert Dutil, a souligné que ce geste était non seulement illégal, mais dangereux et intolérable dans une société démocratique.

Ève Leblanc, une étudiante qui a participé à la manifestation, a expliqué à Radio-Canada que ce blocage était symbolique. « Ce n'est pas des attaques personnelles, mais un blocage de l'engrenage capitaliste dans lequel on évolue », a-t-elle affirmé.

Elle a précisé que le geste représentait la façon dont l'accès aux études est bloqué par la hausse des droits de scolarité.

**Une trentaine d'étudiants près du pont Jacques-Cartier**

Par ailleurs, près du pont Jacques-Cartier, une trentaine d'étudiants ont déployé ce matin des banderoles pour protester contre la hausse des droits de scolarité. La circulation n'a cependant pas été perturbée.

L'une des banderoles incite les automobilistes à klaxonner pour signaler leur appui aux étudiants. Sur une autre, on peut lire le message « Étudiants outrés par le budget libéral », qui sera déposé en après-midi à Québec par le ministre des Finances Raymond Bachand.

Martin Boire, étudiant affilié à la Fédération étudiante universitaire du Québec, a expliqué que les étudiants espèrent ainsi pouvoir continuer à rallier la population à leur combat.



© Marc Verreault

Manifestation étudiante devant Concordia

**Les cégépiens devant l'Assemblée nationale**

Des centaines d'étudiants membres de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ) ont prévu un « sit-in » devant l'Assemblée nationale du Québec, de 14 h à 16 h 30, pour attendre le dévoilement du budget provincial.

Ils comptent ainsi augmenter la pression sur le gouvernement et le pousser à revenir sur sa décision d'augmenter les frais de scolarité de 75 %. Selon la FECQ, il est possible de geler les frais de scolarité sans alourdir le fardeau fiscal des contribuables.

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), Léo Bureau-Blouin, a affirmé en entrevue à RDI, mardi matin, que le premier ministre Jean Charest devra éventuellement écouter les propositions que les étudiants lui ont fait parvenir pour éviter les hausses des droits de scolarité.

« On est déterminés, on va continuer parce qu'on est animé par l'espoir d'une société un peu plus juste, un peu plus équitable. On veut une éducation abordable pour tous. » — Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ)

Le président de la FECQ a par ailleurs qualifié d'intéressante la proposition du recteur de l'Université du Québec à Rimouski, qui a suggéré la nomination d'un médiateur pour régler le conflit.

**Manifestation devant l'université Concordia**

Des étudiants de l'Université Concordia ont manifesté à 10 h 30 devant l'édifice Hall, sur le boulevard Maisonneuve, pour dénoncer les avantages accordés au recteur de l'institution.

Avec la Coalition Profs contre la hausse, ils ont procédé à une mise en vente symbolique de l'appartement luxueux du recteur de Concordia, Frederick Lowy.

L'université a accepté de prêter à M. Lowy 1,4 million de dollars sans intérêts, afin que celui-ci puisse s'acheter un nouveau condo et continuer de vivre au 1515, Docteur-Penfield.

« Le scandale n'est pas seulement le sous-financement des universités, mais aussi leur culture de gestion. De toute évidence, le sous-financement ne les a pas empêchées de gaspiller nos fonds jusqu'à maintenant. Nous refusons que la facture de ces dépenses frivoles soit refilée aux étudiants et étudiantes », a déclaré Liz Colford, porte-parole étudiante de l'événement.

La ministre de l'Éducation du Québec, Line Beauchamp, avait imposé le 9 mars dernier une pénalité financière de 2 millions de dollars à l'Université Concordia pour avoir manqué de rigueur dans la gestion des fonds publics. L'institution avait notamment octroyé 3,1 millions de dollars en indemnités de départ à cinq anciens administrateurs, dont les deux derniers recteurs.

Les étudiants du Cégep de Thetford Mines reprendront mardi le vote sur la hausse des droits de scolarité en raison d'un vice de procédure. 60 % des quelque 300 étudiants sur les 800 que compte l'établissement avaient voté pour la hausse des droits de scolarité.

**En complément**



• Vidéo - Entrevue avec la Sûreté du Québec



• Vidéo - Entrevue avec un étudiant



• Vidéo - Le compte rendu de Karine Bastien



• Vidéo - Le reportage de Jacques Bissonnet  
**Les commentaires (890)**

**CYBERPRESSE: Mouvement étudiant: la pression augmente** - Publié le mardi 20 mars 2012 à 00h00 | **Mis à jour le mardi 20 mars 2012 à 13h55**



Photo : Patrick Sanfaçon, La Presse

Un groupe d'étudiants qui souhaitent perturber une conférence de presse de Jean Charest se sont fait repousser à coup de jets de gaz irritant CS par la police de Montréal, hier. La manifestation devant les bureaux qu'inaugurait Google, rue McGill, en présence du premier ministre, a regroupé entre 300 et 400 étudiants, en bonne partie de l'Université de Montréal, mais aussi des universités Concordia et McGill. - David Santerre Pascale Breton, La Presse

Les étudiants font monter la pression, à quelques jours d'un rassemblement d'envergure à Montréal. La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a même annulé une conférence de presse prévue hier dans une école secondaire, craignant la présence de manifestants.

La ministre devait participer à une conférence de presse à l'école secondaire Henri-Bourassa, située dans sa circonscription de Montréal-Nord, afin d'annoncer les détails d'un concours pour lutter contre l'intimidation. À la dernière minute, l'événement a été annulé.

Sur les réseaux sociaux, plusieurs étudiants avaient fait part de leur intention d'aller manifester devant l'école, a expliqué Hélène Sauvageau, l'attachée de presse de la ministre.

Il y avait une crainte que les élèves du secondaire soient «perturbés» par cette action, a-t-elle indiqué. «La priorité de la ministre était que les jeunes puissent suivre leurs cours en toute quiétude.»

Face à ce revirement, les étudiants ont changé de cible. Quelques dizaines d'entre eux se sont réunis devant les bureaux de Google, à Montréal, où le premier ministre Jean Charest était invité à prononcer une allocution.

Plusieurs actions et rassemblements sont prévus cette semaine et culmineront jeudi avec une manifestation d'envergure dans les rues de Mon-

tréal. Les organisations étudiantes espèrent attirer encore davantage de participants qu'à la manifestation du 10 novembre dernier, qui avait réuni 30 000 personnes, selon leur estimation.

**Écoles secondaires**

Au cours des derniers jours, les étudiants ont tenté de rallier les élèves du secondaire à leur cause. Des tracts et des journaux faisant la promotion de la grève, avec des arguments dénonçant la hausse des droits de scolarité, ont été distribués aux élèves.

Hier, après l'école secondaire Paul-Gérin-Lajoie, les élèves de l'école secondaire de la Pointe-aux-Trembles ont d'ailleurs voté majoritairement pour une levée des cours jeudi afin de participer à la grande manifestation étudiante.

De son côté, le gouvernement Charest campe toujours sur ses positions. De passage à l'émission *Tout le monde en parle*, dimanche, la ministre de l'Éducation a réitéré qu'il n'est pas question de négocier avec les étudiants.

En septembre 2010, un petit groupe d'étudiants, avec à sa tête le porte-parole de la Coalition élargie pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, a occupé les bureaux de la ministre, à Montréal-Nord. Un souvenir toujours amer.

«D'un point de vue personnel, je trouve ça difficile de me demander de le rencontrer après de tels agissements», a déclaré Mme Beauchamp.

En entrevue à *La Presse*, le porte-parole de la CLASSE a rétorqué en estimant cette attitude «faible et insultante». «La ministre de l'Éducation a actuellement sur les bras ce qu'on peut qualifier de plus grande grève étudiante de toute l'histoire du Québec et la seule excuse qu'elle trouve pour justifier son attitude de fermeture au dialogue, c'est un événement anecdotique qui date d'un an et demi», a déclaré M. Nadeau-Dubois.

Le mouvement compte plus de 220 000 étudiants en grève. Les étudiants en médecine de l'Université de Montréal sont d'ailleurs en grève à compter d'aujourd'hui, une position qui doit être réévaluée tous les trois jours.

**Dissensions**

Mais la grève suscite des dissensions au sein même des groupes d'étudiants. La semaine dernière, la grève a été votée par seulement 48 voix à l'Université du Québec à Trois-Rivières.

Craignant pour la sécurité du personnel, des professeurs et des étudiants, l'administration a fermé le campus pour deux jours avant de reprendre les activités régulières. Mécontents, des étudiants en grève ont organisé des piquets de grève et une tournée des classes hier matin pour interrompre les cours.

À l'Université du Québec à Rimouski, la direction a de son côté suspendu les cours jusqu'à nouvel ordre, le 13 mars dernier, en raison du vote pour la grève des étudiants.

**LESOLEIL.COM: Beauchamp demande aux étudiants d'arrêter «d'écoeurer» les travailleurs** - Publié le mardi 20 mars 2012 à 13h23





Photo: André Pichette, Archives La Presse  
La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, s'en est prise aux manifestants qui ont bloqué le pont Champlain, sur la Rive-Sud de Montréal, en pleine heure de pointe mardi matin.  
La Presse Canadienne, Québec  
Exaspérée, la ministre de l'Éducation Line Beauchamp a sommé mardi les étudiants en grève de cesser d'importuner «les travailleurs qui paient leurs études».

À l'entrée d'une réunion du caucus libéral à Québec, Mme Beauchamp et son collègue de la Sécurité publique, Robert Dutil, s'en sont pris aux manifestants qui ont bloqué le pont Champlain, sur la Rive-Sud de Montréal, en pleine heure de pointe mardi matin.  
Ce geste d'éclat est non seulement illégal, mais dangereux et intolérable dans une société démocratique, a soutenu M. Dutil.  
La ministre Beauchamp a pour sa part tenu des propos très durs à l'endroit de la faction étudiante militant en faveur de la gratuité scolaire. Ces derniers, a-t-elle dénoncé, sont en train «d'écoeurer les travailleurs» à qui ils veulent refiler «toute la facture» de leur séjour universitaire.  
Les responsables du blocage du pont Champlain ont réussi leur coup d'éclat mais ils devront payer la note: des constats d'infraction de 350 \$ plus des frais de 144 \$ leur ont été décernés.

L'autoroute 10, qui permet l'accès au pont Champlain depuis la Rive-Sud de Montréal, a été complètement bloquée pendant plusieurs minutes en début de journée, provoquant un important bouchon de circulation.  
Des policiers de la Sûreté du Québec (SQ) se sont rendus sur place rapidement, mais ils n'ont procédé à aucune arrestation sur le tablier du pont ou sur les voies publiques. Les autorités ont plutôt choisi de patienter et ont attendu que les jeunes manifestants regagnent leurs autobus avant d'escorter les véhicules jusqu'au poste de police de Roussillon.  
Depuis des semaines, les groupes étudiants multiplient les manifestations afin de dénoncer la hausse annoncée des droits de scolarité.  
Ces droits seront augmentés de 325 \$ par année à compter de l'automne prochain. Ils passeront ainsi de 2168 \$ en 2011-2012 à 3793 \$ en 2016-2017.

**LE DEVOIR: Droits de scolarité: l'impasse persiste: Les étudiants poursuivent leurs actions malgré la fermeté du gouvernement – Mardi 20 mars 2012**

Lisa-Marie Gervais  
Chacun est campé sur ses positions et rien ne semble permettre de sortir de l'impasse dans laquelle se trouvent le gouvernement et les étudiants. Or, loin de freiner les grévistes, l'inflexibilité du gouvernement Charest semble au contraire raviver leurs ardeurs. Hier, les étudiants contre la hausse ont multiplié leurs actions symboliques, qui culmineront en une grande manifestation de masse jeudi après-midi.  
Sortant d'une allocution prononcée à Google Québec, le premier ministre Jean Charest a rappelé hier qu'il n'y aurait rien sur les droits de scolarité dans le budget Bachand dévoilé aujourd'hui. Sans ces augmentations touchant les étudiants d'université, c'est toute la classe moyenne qui devrait payer davantage pour mieux financer les universités du Québec, a-t-il poursuivi.

Hier en soirée, il est allé au conseil municipal à la recherche d'un appui de la Ville de Montréal pour que cesse le conflit. «La mince avancée, c'est qu'on a obtenu du maire qu'il traite de la question en priorité», a-t-il souligné.  
La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, demeurait tout aussi inébranlable et a rappelé aux étudiants ce qui était en jeu dans ce conflit. «[La grève], ça va vouloir dire de façon incontournable de reprendre ces cours-là à d'autres moments», a dit la ministre dans un entretien préenregistré diffusé hier soir à 24 heures en 60 minutes à RDI, dans le cadre d'une émission spéciale sous la forme d'un débat sur les droits de scolarité qui rassemblait des étudiants, enseignants et recteurs.

**Les actions continuent**

À part sur le désir d'avoir des universités de qualité, aucun consensus n'a émergé du débat. La présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ), Martine Desjardins, s'est toutefois dite ouverte à l'idée d'un médiateur. «On pense qu'on est capables de s'asseoir comme des adultes et de discuter, mais si ça prend un médiateur, pourquoi pas?»  
Pour le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, Québec semble être le seul à pouvoir faire une concession. «Si on se fie à son habitude, le gouvernement va reculer. Mais la première étape, c'est qu'il admette qu'il y a une crise politique et que les appuis à la cause étudiante sont nombreux», a-t-il déclaré. L'ex-recteur de l'Université de Montréal, Robert Lacroix, est quant à lui demeuré sceptique sur une entente possible. «À condition que les étudiants puissent dialoguer sur les vraies choses. Pas pour dire dans la poche de qui il faut aller chercher l'argent», a-t-il indiqué.



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir  
Des étudiants de l'Université de Montréal ont dénoncé de façon créative hier la hausse des droits de scolarité.

Certains des 200 à 300 étudiants qui manifestaient à l'extérieur auraient réussi à pénétrer dans l'immeuble, et des «techniques de dispersion», comme des gaz irritants, ont dû être utilisées, a confirmé un porte-parole du Service de police de la Ville de Montréal, Raphaël Bergeron.

Le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Léo Bureau-Blouin, se désole de voir que les étudiants ne sont pas pris au sérieux. «On a vraiment l'impression qu'on fait face à un gouvernement qui n'est pas légitime et qui nous considère comme des citoyens de seconde classe», a-t-il dit en appelant à la négociation.

**Vos réactions**

- Yves Claudé – Inscrit, 20 mars 2012 02 h 30  
Face aux étudiants: de très mauvais perdants!  
De plus en plus assurés d'une défaite électorale à venir, Monsieur Jean Charest et ses ministres (Madame Line Beauchamp, Monsieur Raymond Bachand, etc.) se comportent comme de très mauvais perdants, et donnent la sinistre impression de vouloir faire payer à la jeunesse le prix de leur propre échec et de leur impopularité croissante.

En ce qui concerne Monsieur Jean Charest en particulier, son attitude est indigne d'un chef d'État, c'est-à-dire d'une personne qui devrait voir au Bien commun par delà les intérêts spécifiques de sa propre organisation politique.

Si Monsieur Jean Charest désire quitter son poste dans la dignité, et non dans une attitude revancharde et pitoyable, il doit faire un geste significatif envers la jeunesse étudiante. Le temps presse, et l'arrogance feutrée de nos dirigeants apparaît de plus en plus comme une inutile et déplorable provocation. Si l'on se dirigeait vers une crise so-

ciale majeure, comme disait le regretté Sol, la population saurait indiquer la sortie à des représentants devenus illégitimes avant qu'ils ne nous décrètent «les mesures de naufrage»!

- Yves Claudé  
Chantal\_Mino – Abonné, 20 mars 2012 05 h 32  
La caricature que Garnotte a faite aujourd'hui dit absolument tout.  
Les étudiants et les jeunes de notre société sont pris très au sérieux sur un point par notre gouvernement québécois irrespectueux et méprisant envers l'ensemble des citoyens





québécois, ils sont traités comme des criminels parce qu'ils pensent différemment et veulent être entendus dans ce qu'ils vivent réellement et non à partir de bouts de papier analysé par la caste des tout-puissants. Regardez comment les policiers étaient agressifs et qu'ils ont encerclé les jeunes manifestants avec leur bouclier qu'ils frappaient lors de la manifestation contre la brutalité policière. La justification de la police ... ils avaient déclaré cette manifestation illégale parce qu'ils ne connaissaient pas le trajet et ils avaient même distribué une feuille dans le métro, le matin même, incitant tout le monde à ne pas y participer. Si ce n'est pas de la provocation et de l'intimidation de tels comportements, je me demande comment ça s'appelle?

Comment se fait-il qu'ils n'ont pas déclaré la manifestation de dimanche illégale étant donné qu'ils ne connaissaient pas plus le trajet? À 30 000 personnes avec des familles et des personnes de tous les âges dont plusieurs enfants, cela aurait été difficile de justifier une telle violence?

Nous avons vraiment un gouvernement libéral qui mérite d'être complètement balayé aux prochaines élections. Il donne un très mauvais exemple à tous les fonctionnaires qui le copient facilement, surtout les hauts dirigeants qui ont oublié eux aussi que c'est nous qui les payons avec nos taxes et non leur groupe de tits amis qu'ils enrichissent. Une petite leçon de vie leur fera certes du bien du haut de leur tour d'ivoire en verre. Il est grand temps pour un printemps québécois!

- Dmarquis – Abonné, 20 mars 2012 06 h 09  
Il n'y a jamais de cours repris à mon cégep qu'on se le dise  
Lorsque la ministre dit "La grève], ça va vouloir dire de façon incontournable de reprendre ces cours-là à d'autres moments" elle fait l'autruche ... En 26 ans et quatre grèves majeures, dont celle de 2005, je n'ai

jamais vu de cours repris ... à preuve, il y a 3 semaines, les étudiants de mon cégep ce sont prononcés à 58% contre la grève et ce matin il y a levée de cours pour une seconde assemblée et demain, tous les cours sont annulés pour permettre aux étudiants d'aller manifester en autobus à Montréal ... À un département qui a demandé si ces cours seront repris, la réponse de la Direction a été catégorique : non. J'ai demandé à trois enseignants comment ils allaient conjuguer avec ces heures en moins et tous compriment la matière ou sautent carrément des chapitres en suggérant aux étudiants de lire et comprendre par eux-mêmes. Quant à la notion de reprise, lorsqu'on ajoute des samedis de reprise au calendrier et que sur place on ne trouve que des gardiens de sécurité, peut-on parler de reprise? A ceux qui estiment que cet exercice de grève est formateur à titre de citoyen je répondrai que oui ... Certainement ! Mais ce sont ces étudiants qui vont vous injecter des médicaments sous intra-veineuse, soutenir l'apprentissage de votre enfant en difficulté ou programmer votre application de sécurité à la maison. Alors on a avantage à maintenir les 17 semaines de cours d'une session.

• michel lebel – Inscrit, 20 mars 2012 06 h 58

Chacun(dont Le Devoir) a choisi son camp! Le débat est devenu essentiellement idéologique, rendant tout dialogue à peu près impossible. En démocratie, l'ultime autorité et légitimité est le gouvernement dûment élu. Sa décision de hausser les frais de scolarité me paraissant juste et raisonnable, il n'a pas à céder. Il doit tenir ferme.

Je le répète: le débat est devenu idéologique, les faits n'importent plus. Tout n'est que rapport de forces. À ce "jeu", les étudiants perdront.

• Michel Lebel, Ancien professeur d'université  
ROCH AMYOTTE – Inscrit, 20 mars 2012 07 h 11

Le gouvernement devra reculer ou aller en élection

Les administrations des institutions de niveau collégial qui en sont à leurs 6ième semaine de grève commenceront à piger dans leur poche. En effet, selon les règles du REC (Règlement sur le régime des études collégiales) la session doit avoir 82 jours de cours et d'évaluation. Pour certains cégeps, les professeurs finissent autour de 13 juin. Après cette date, les administrations locales devront payer les professeurs à raison de 1/260 ième de leur salaire annuel soit un montant qui pourrait se situer entre 200\$ et 300\$ par jour. Pour un cégep de 2000 étudiants et 200 professeurs, on parle d'un déboursé moyen de plus de 40000\$ par jour. Imaginez la facture que Québec recevra... La guerre idéologique est terminée, nous commençons maintenant une véritable guerre économique. Et c'est pour cette raison que le gouvernement devra tôt ou tard s'asseoir avec les étudiants. Lâchez pas vous êtes au fil d'arrivée. 25 cégeps en grève, c'est 1 million par jour, 5 millions par semaine.... Pour les universités, je ne sais pas....

Le gouvernement ne peut prétendre qu'il ne reculera pas... Il n'a que deux choix: Reculer ou aller en élections générales.

Règlement sur le régime des études collégiales

www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca

• Sanzalure – Inscrit, 20 mars 2012 08 h 26

Le gouvernement va tomber

Ce gouvernement doit tomber, les étudiants sont la goutte d'eau qui fait déborder le vase, la paille qui casse le dos du chameau, etc.

Tout le monde a sa propre raison pour être tanné de ce gouvernement et toutes les raisons sont bonnes.

Il doit tomber, un point c'est tout.

Serge Grenier

## **RADIO-CANADA: 24 heures en 60 minutes: Entrevue du 19 mars 2012: La hausse des droits de scolarité : pour ou contre? – Lundi 19 mars 2012**

Québec y tient, du moins jusqu'à présent: les droits de scolarité annuels de chaque universitaire vont passer de 2 168 \$ à 3 793 \$ d'ici 2016-2017. La hausse des droits de scolarité est une décision tellement controversée que plus de 200 000 étudiants sont en grève aujourd'hui. Quel sera l'impact de cette hausse de 75 % ? Va-t-elle surendetter les étudiants ? Va-t-elle freiner l'accès à l'université ?

Quelle "juste part" les étudiants devraient-ils payer ? Est-ce qu'on devrait voir l'éducation

comme un droit ou comme un investissement personnel ?

[La hausse des droits de scolarité: pour ou contre - endirect](#)

À qui et à quoi vont servir ces millions ? Vont-ils réellement améliorer l'enseignement et la recherche? Est-ce le passage obligé pour une université du 21e siècle?

Pour l'instant, ceux qui paient la note des universités, c'est l'ensemble des contribuables, la classe moyenne surtout. D'autres alternatives

pourraient-elles permettre de bien financer les universités ?

Anne-Marie Dussault fait débattre douze invité(e)s: recteurs, étudiant(e)s, professeur(e)s, parents, analystes

[Droits de scolarité au Québec : un débat de société](#)

[Les commentaires \(219\)](#)

## **24HMONTREAL.CANOE.CA: Droits de scolarité: Les étudiants gagnent le soutien des artistes – Lundi 19 mars 2012 22h48**



©Capture d'écran

MONTREAL - Les étudiants, qui contestent la hausse des droits de scolarité imposée par le gouvernement de Jean Charest, ont récolté un appui de taille, celui de plusieurs personnalités issues du milieu artistique.

Julien Poulin, Michel Rivard, Paul Piché, Charlotte Laurier, Paul Ahmarani, Armand Vaillancourt, Anne-Marie Cadieux, Paule Baillargeon, Genevieve Rochette, Luc Proulx ou encore Laurent-Christophe de Ruelle apparaissent en effet dans [une vidéo mise en ligne lundi](#) par l'Association pour une Solidarité Syndicale Étudiante (ASSÉ), dans laquelle ils appuient les revendications des étudiants.

Les Cowboys Fringants, Claude Legault, Guy A. Lepage et Valérie Blais avaient déjà manifesté leur soutien aux étudiants au début du mois.

## **JOURNALDEMONTREAL.COM / JOURNALDEQUEBEC.COM: Des artistes appuient les étudiants: Vidéo sur YouTube - Publié le: lundi 19 mars 2012, 22H32 | Mise à jour: lundi 19 mars 2012, 22H37**



photo courtoisie

Paul Piché est l'un des artistes qui appuient les étudiants.

Camille Desrosiers

Une vidéo a fait fureur sur le web : des artistes ont décidé de se mobiliser pour appuyer la grève étudiante. C'est l'ASSE (Association pour une Solidarité syndicale étudiante) qui a mis la vidéo en ligne sur YouTube.

Pour l'instant, le nombre de visionnements demeure caché sur le fameux site, toutefois, la vidéo a récolté 124 « j'aime » contre 21 « je n'aime pas ». La fonction commentaire a été désactivée afin d'empêcher les messages haineux. De nombreux noms connus ont choisi de se rallier à la cause portant le carré rouge et appuyant le mouvement étudiant, dont Anne-Marie Cadieux, Paul Piché, Paule Baillargeon, Julien Poulin et Michel Rivard.

Voici quelques citations de la vidéo :

« Parce que l'éducation est un droit » - Anne-Marie Cadieux

« Parce que la liberté, ça commence dans la tête » - Paul Piché

« Non à l'éducation marchandise. » - Paule Baillargeon

« Le savoir est à transmettre et à partager. » - Julien Poulin

« La hausse des frais de scolarité : c'est des milliers d'étudiants qui ne pourront pas aller à l'université. » - Michel Rivard

**JOURNALDEMONTREAL.COM / JOURNALDEQUÉBEC.COM / 24HMONTREAL.CANOE.CA: Prêts et bourses: Le gouvernement Charest dépense 200 000 \$ en publicité - Publié le: lundi 19 mars 2012, 21H59 | Mise à jour: lundi 19 mars 2012, 22H12 / Lundi 19 mars 2012, 22h24**



Jean-François Desgagnés / Journal de Québec  
La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp  
Agence QMI

Alors que les étudiants dénoncent la hausse des droits de scolarité et la mauvaise gestion financière, le gouvernement Charest a dépensé 200 000 \$ pour des publicités vantant les mérites du nouveau régime de prêts et bourses.

Depuis mercredi dernier, la ministre de l'Éducation a déboursé 200 000 \$ pour des publicités à la radio qui expliquent la bonification du nouveau régime de prêts et bourses.

«Il faut le rappeler, la hausse des droits de scolarité annoncée il y a un an s'accompagne d'une bonification du programme de prêts et bourses, indique la publicité, qui souligne que toute la société contribue à l'éducation des étudiants. C'est près de 500 millions \$ qui seront disponibles sous forme de bourses dès cette année. On parle du régime le plus avantageux au Canada.»

Le cabinet de la ministre a expliqué que cette campagne radio, qui se termine à la fin du mois d'avril, est la suite logique des démarches entreprises l'automne dernier sur le web pour bien expliquer la décision de hausser les droits de scolarité.

La radio était le moyen le moins dispendieux pour rejoindre la population, selon le bureau de la ministre.

Les associations étudiantes parlent quant à elles de propagande.

«Évidemment, ça nous offusque, a lancé Gabriel Nadeau-Dubois, président de la CLASSE. Même, ça nous scandalise. Ce n'est pas la première fois que le gouvernement Charest fait ça. Ils sont allés jusqu'à acheter le nom des associations étudiantes sur internet à la session dernière. Ils avaient créé, avec les fonds publics, un site web pour vanter leur position.»

Marie Malavoy, porte-parole péquiste en matière d'éducation, se désole du fait que le gouvernement essaie de vendre son idée par le biais de publicités dispendieuses payées à même les fonds publics. Elle soutient que la ministre devrait au moins rencontrer les étudiants.

«M. Bachand a un budget qui est déjà écrit, alors il ne reculera pas, a-t-elle laissé entendre. Mais ce qui est très désolant, c'est de voir que la ministre et le gouvernement ne veulent rien entendre. Ils ne veulent même pas rencontrer les étudiants.»

**CYBERPRESSE: Une publicité fait bondir les étudiants - Publié le lundi 19 mars 2012 à 21h35**



Photo : Pascal Ratthé, Le Soleil

«C'est méprisant de la part du gouvernement de prendre 200 000\$ de fonds publics qui pourraient très bien servir ailleurs, par exemple en éducation. 200 000\$ ce n'est pas énorme, mais c'est quand même une question de principe surtout que l'argent sert à faire de la publicité pour un choix politique», affirme Jeanne Reynolds, porte-parole de la CLASSE. Émilie Bilodeau, La Presse

Des publicités qui font la promotion du programme de prêts et bourses choquent les étudiants. La campagne a été lancée la semaine dernière par le ministère de l'Éducation au coût de 200 000\$.

Les deux messages qui sont diffusés à la radio commencent pareillement: «La hausse des droits de scolarité annoncée il y a un an s'accompagne d'une bonification du programme de prêts et bourses.»

Pour Léo Bureau-Blouin, le porte-parole de la Fédération étudiante collégiale du Québec, il s'agit de dilapidation de fonds publics. «En ce moment, le gouvernement agit comme s'il était un groupe de pression pour l'augmentation des droits de scolarité. Il devrait plutôt être là pour trouver des solutions», dit-il.

Jeanne Reynolds, porte-parole de la Coalition large de l'association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), croit que le gouvernement mène cette campagne parce qu'il perd le contrôle de son message.

«C'est méprisant de la part du gouvernement de prendre 200 000\$ de fonds publics qui pourraient très bien servir ailleurs, par exemple en éducation. 200 000\$ ce n'est pas énorme, mais c'est quand même une question de principe surtout que l'argent sert à faire de la publicité pour un choix politique», affirme-t-elle.

Du côté du Ministère, on martèle qu'il ne s'agit pas d'une campagne pour la hausse des droits de scolarité, mais de l'application d'une recommandation du Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études qui suggérerait, en septembre dernier, de faire la promotion de la bonification financière aux études.

**JOURNALDEQUÉBEC.COM / JOURNALDEMONTREAL.COM: Grève: Il veut refiler la note à son association - Un étudiant veut se faire rembourser les cours de chinois manqués en raison de la grève - Publié le: lundi 19 mars 2012, 20H43 | Mise à jour: lundi 19 mars 2012, 20H50**



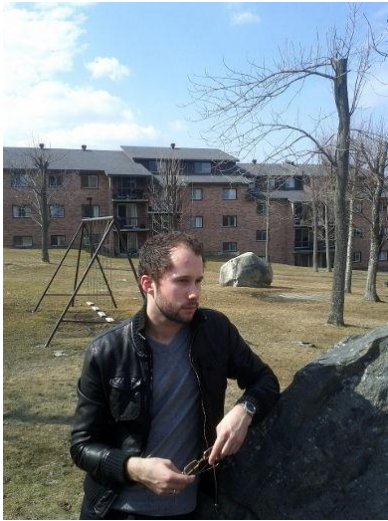


photo courtoisie  
Philippe-Olivier Daniel, étudiant, réclame les frais de scolarité pour son cours de chinois fondamental.

Sarah-Maude Lefebvre

**Frustré d'avoir manqué un cours en raison de la grève, un étudiant de l'Université Sherbrooke a envoyé hier une mise en demeure à des associations étudiantes, menaçant de les poursuivre s'il ne reçoit pas de dédommagement financier.**

Philippe-Olivier Daniel exige que l'Association générale étudiante de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke (FLSHUS) lui rembourse une partie de la somme

que lui a coûtée son cours de chinois fondamental. Il n'a pu y assister en raison de la grève étudiante, la semaine dernière.

L'étudiant menace de poursuivre l'association étudiante si une partie des frais d'inscription à son cours ne lui est pas remise d'ici 20 jours.

Sa mise en demeure est également adressée à la Fédération étudiante universitaire de Sherbrooke (FEUS), la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et la Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

#### Injuste

M. Daniel, qui dirige également la Coalition étudiante pour l'association libre, un organisme qui milite en faveur de la dépolitisation des associations étudiantes, affirme qu'il est victime d'une « injustice ».

La faculté de cet étudiant en droit n'est pas en grève. Mais son cours de chinois, pris en option, est associé à une faculté où les étudiants sont en débrayage.

« Je n'ai aucun rapport avec ça, dit-il. Libre aux étudiants de cette faculté de manifester, mais, moi je ne suis pas en grève », dit l'étudiant qui a été « chassé » de son cours par des manifestants la semaine dernière.

« Tout ça vient faire chavirer mon parcours professionnel. J'ai besoin de ce cours, car je compte aller étudier en Chine l'automne prochain, après avoir passé mon Barreau. Et je ne peux reprendre ce cours cet été. J'ai de lourdes dettes en prêt étudiant et je dois travailler pour les rembourser. »

#### Prêt à se rendre en Cour

L'étudiant de 26 ans se dit prêt à poursuivre en justice les associations étudiantes, si elles refusent de lui rembourser la somme équivalente aux cours manqués.

Tant du côté de la FLSHUS que de la FEUQ, on oppose toutefois une fin de non-recevoir à la demande l'étudiant.

« Je comprends son désarroi, mais il s'agit d'une décision démocratique prise par les étudiants. Nous n'embarquons pas dans ce processus, libre à lui de nous poursuivre. Mais il met de l'huile sur le feu et ça n'arrangera rien à sa situation », affirme la présidente de la FLSHUS, Jessica Gaouette.

M. Daniel espère que d'autres étudiants suivront son exemple. Il affirme avoir été lui-même inspiré par l'initiative d'un étudiant de l'Université Laval qui réclame 600 \$ à l'association d'anthropologie, en guise de dédommagement pour les cours manqués en raison de la grève.

#### Plus de 205 000 étudiants en grève

Par ailleurs, les protestations contre la hausse des frais de scolarité se poursuivent cette semaine, alors que plus de 205 000 étudiants étaient en grève hier.

Hier matin, la ministre de l'Éducation Line Beauchamp a annulé une conférence de presse après avoir appris que des étudiants comptaient s'y présenter pour manifester.

Les manifestants se sont rabattus en après-midi sur une conférence de presse donnée par le premier ministre du Québec Jean Charest, aux bureaux de Google Québec à Montréal.

Plusieurs autres actions auront lieu cette semaine, en prévision de la manifestation nationale qui aura lieu ce jeudi à Montréal.

Les associations étudiantes espèrent y attirer plusieurs milliers d'étudiants, alors qu'environ 266 000 étudiants boycotteront leurs cours cette journée-là.

**JOURNALDEQUEBEC.COM / TVANouvelles.ca: Grève à l'Université Laval: Un étudiant réclame 800 \$ - Publié le: lundi 19 mars 2012, 18H39 | Mise à jour: lundi 19 mars 2012, 18H50 / Première publication lundi 19 mars 2012 à 16h33**



Crédit photo : TVA Nouvelles

TVA Nouvelles

Un étudiant de l'Université Laval poursuit l'Association des étudiants et étudiantes en anthropologie qui bloque l'accès à son cours depuis maintenant quatre semaines.

Laurent Proulx, 24 ans, réclame une somme de 800\$ à l'Association, soit 200\$ par cours manqué depuis le début de la grève des étudiants.

Le jeune étudiant en droit n'a pas accès au programme des prêts et bourses. Pour payer ses études, il travaille au restaurant de ses parents, à Notre-Dame-du-Bon-Conseil, près de Drummondville. Et il estime qu'il subit un préjudice dans la mesure où il paie pour un service, un cours d'anthropologie, qu'il ne reçoit pas.

Pas un syndicat

Sans se prononcer pour ou contre la hausse des frais de scolarité, il dit croire que, contrairement aux organisations syndicales, les associations étudiantes n'ont pas le droit d'ériger des lignes de piquetage pour bloquer l'accès à un lieu et il veut que la question soit éclaircie devant les tribunaux.

«Est-ce que, oui ou non, une association étudiante en vertu d'une décision prise dans une assemblée peut bloquer physiquement l'accès à un local pour lequel des gens ont payé?»

Laurent Proulx a donc envoyé une mise en demeure à l'association étudiante, le 2 mars dernier, lui donnant 20 jours ouvrables pour réagir. Il n'exclut pas de poursuivre également l'Université Laval.

À l'Association des étudiants et étudiantes en anthropologie on dit qu'on a remis la mise en demeure entre les mains d'avocats et on refuse de la commenter, sinon pour dire qu'on respecte la volonté des étudiants qui ont voté en faveur de la grève, à l'automne dernier.

**RADIO-CANADA / ESTRIE: Grève étudiante : des associations étudiantes de l'Université de Sherbrooke mises en demeure - Mise à jour le lundi 19 mars 2012 à 16 h 46 HAE**

Audio - Entrevue avec le président de la Cépale, Philippe-Olivier Daniel  
La Coalition étudiante pour l'association libre met en demeure les associations étudiantes, un geste important qui vise à faire cesser ce qu'elle considère comme une atteinte au droit des étudiants d'assister à leur cours.





Le président, Philippe-Olivier Daniel, exige que l'AGEFLESH, la FEUS, la FEUQ et l'ASSÉ (dont la CLASSÉ) compensent les dommages qu'il a subis et qu'elles arrêtent immédiatement de lui porter préjudice. « Ces organisations, leurs administrateurs et leurs porte-parole ont conduit une cam-

### Les commentaires (6)

Envoyé par [Jessica Van Acker](#) de St-Jean-sur-Richelieu, 20 mars 2012 à 18 h 34 HAE

Il est grand temps de réformer le système de gouvernance des associations étudiantes en dépolitisant ces dernières. Allez jeter un coup d'oeil aux propositions de changement de la Coalition étudiante pour l'association libre (CÉPAL), et supportez la pétition électronique en ligne sur le site de l'Assemblée nationale: <https://www.assnat.qc.ca/fr/exprimez-votre-opinion/petition/Petition-2685/index.html>

Envoyé par [Sammy B.](#) de Rock-Forest, 20 mars 2012 à 11 h 32 HAE

Et pourquoi ceux et celles qui sont pour les frais de scolarité et pour aller à leurs cours ne pourraient pas se faire entendre aussi? Surtout que dans plusieurs établissements, quand le vote va dans le sens contraire d'une grève, certains étudiants font des pieds et des mains pour re-

prendre le vote? qu'il y a dans certains établissements de la tension entre les pour et les contre? que certains étudiants refusent le vote et la démocratie quand ce sont contre leur volonté et leur bon vouloir?

Envoyé par [Sammy B.](#) de Rock-Forest, 20 mars 2012 à 11 h 28 HAE

Dans ce genre de connerie il y a toujours des victimes collatérales et en voici une. Quand tu as un cours à temps partiel en chinois parce qu'il vient d'obtenir un poste là-bas et qu'il ne peut assister à ses cours, il est victime de la décision de quelques centaines d'étudiants qui ne pensent pas plus loin que le bout de leur crayon à mine...

Comme sur le pont ce matin: des médecins, des infirmières, des gardiennes, des employés de bureau n'ont pu se rendre à leur travail et qui créeront plein de retards qui seront en l'encontre de tous les chialeux qui continueront à chialer... c'est une roue qui tourne...

pagne massive de désinformation auprès de la population pour faire croire à un droit de grève illusoire pour les associations et fédérations étudiantes », fait valoir le président de la Coalition.

M. Daniel, qui étudie en droit, n'a pu assister à son dernier cours de chinois en raison de moyens de pression exercés par une association étudiante dont il n'est pas membre et à laquelle il n'est pas affilié.

La ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, le répète depuis des semaines, les étudiants ne sont pas un groupe monolithique et la CÉPAL entend le prouver.

Au début du mois de mars, [Philippe-Olivier Daniel avait lancé le site Internet Je me retire](#) afin d'inciter les étudiants à se retirer de leur association étudiante.

La journaliste Renée Dumais-Beaudoin s'est entretenue avec le président de la Coalition, Philippe-Olivier Daniel.

### En complément: Ailleurs sur le web

Radio-Canada n'est aucunement responsable du contenu des sites externes suggérés ci-après.

[Le site internet de la Coalition étudiante pour l'association libre](#)

Envoyé par [Stephrouleau Stéphanie](#) de Québec, 19 mars 2012 à 20 h 28 HAE

Je me demande s'il a pris le temps de préciser aux gens qui entraient dans les classes qu'il ne faisait pas partie de leur association ou s'il n'a juste rien dit en voyant là une belle occasion de faire d'une pierre deux coups (entacher la crédibilité du mouvement et se faire un peu d'argent). Qui sait?

Envoyé par [Sylvain Gagné](#) de Sherbrooke, 19 mars 2012 à 19 h 46 HAE

Je ne crois pas que les actes de M. Daniel sois plus ridicules que la grève des enfants gâtés du système.

Envoyé par [Chris bacon Christopher](#) de Québec, 19 mars 2012 à 18 h 56 HAE

Je me demande si M. Daniel vois le ridicule de ses actes?

## RADIO-CANADA / EST-DU-QUÉBEC: Grève étudiante : le recteur de l'UQAR propose la nomination d'un médiateur – Mise à jour le lundi 19 mars 2012 à 16 h 33 HAE

Le recteur de l'UQAR, Michel Ringuet, croit que la nomination d'un médiateur pourrait permettre de dénouer l'impasse actuelle. Il est d'avis que le dialogue doit être relancé et que les deux parties, gouvernement et grévistes, doivent s'ouvrir à des compromis.

Il veut malgré tout consulter ses collègues des autres universités avant d'en faire une proposition formelle.

Le recteur réagissait à l'initiative de la cinquantaine de grévistes qui ont envahi pacifiquement son bureau lundi matin. Les étudiants se sont installés dans le local durant environ une heure et ont demandé à Michel Ringuet d'intervenir pour que le milieu universitaire québécois joue un rôle un peu plus actif dans le débat actuel sur les droits de scolarité.



La grève étudiante à l'UQAR

Ils en ont profité pour manger un bol de gruau, une façon de démontrer que le budget de bien des étudiants est très modeste. Le geste était plutôt symbolique et les policiers n'ont pas eu à intervenir.

Lundi midi, environ 500 grévistes des établissements d'enseignement du Bas-Saint-Laurent - Matane, Amqui, Rimouski et Rivière-du-Loup - ont marché dans les rues de Rimouski. Ils se sont rendus à l'Hôtel de Ville puis devant les bureaux du ministère de l'Éducation. La marche s'est terminée devant l'UQAR en milieu d'après-midi.

Les étudiants étaient accompagnés de plusieurs professeurs qui voulaient leur démontrer leur appui. La représentante du syndicat des chargés de cours de l'UQAR, Ginette Pelletier, a déploré la décision du gouvernement de Jean Charest : « On est en train d'hypothéquer l'avenir des jeunes, on est en train de leur enlever l'espoir d'avoir une vie relativement facile au sortir de leurs études. »

### Occupation à Baie-Comeau

Une vingtaine d'étudiants ont occupé les bureaux régionaux du ministère de l'Éducation à Baie-Comeau, lundi en début d'après-midi, pour protester contre la hausse des droits de scolarité.

Les étudiants sont restés un peu plus d'une demi-heure sur les lieux et ils se sont dispersés pacifiquement lorsque les policiers sont arrivés.

Le président de l'Association étudiante du Cégep de Baie-Comeau, Yvan Tremblay-Morneau, soutient que ce sont les étudiants en régions qui souffriront le plus de cette hausse des droits : « Quand on va étudier à l'extérieur, c'est entre 24 000 \$ et 30 000 \$ de plus, donc les étudiants du Cégep de Baie-Comeau vont payer énormément. »

### Sept-Îles dans l'impasse

L'impasse persiste au Cégep de Sept-Îles à la suite du résultat nul obtenu lors du vote sur le déclenchement d'une grève étudiante. La semaine dernière, 228 étudiants ont voté pour la grève, mais 228 s'y sont opposés. Une autre assemblée générale aura lieu mercredi.

Texte de [Richard Lavoie](#)

### Les commentaires (6)

Envoyé par [Claire35 Claire](#) de Québec, 20 mars 2012 à 09 h 26 HAE

Le système d'éducation n'est pas un commerce, nos enfants ne sont pas des clients consumma-

teurs. Comme citoyens du Québec, l'État c'est nous et nous avons le devoir de résister lorsque nous considérons que ceux qui gouvernent ne sont pas justes et privilégient les mieux nantis de notre société avec nos taxes.

Envoyé par [Gedube Geneviève](#) de Québec, 19 mars 2012 à 18 h 00 HAE

Hey...comparer un système démocratique à un McDo...c'est pas ce que j'appelle être un citoyen responsable ça!



Envoyé par [J-C. Rioux](#) de Pointe à Calhoun, 19 mars 2012 à 11 h 58 HAE  
On n'a pas à négocier. Ils sont les clients du système.  
Est-ce que vous négociez les prix chez McDo?  
Envoyé par [Charles Tremblay](#) de Rimouski, 19 mars 2012 à 16 h 06 HAE en réponse à J-C. Rioux de Pointe à Calhoun  
Comparer le système d'éducation à un McDo, j'adoreeee!

Envoyé par [Marc-André Marchand](#) de Rimouski, 19 mars 2012 à 16 h 39 HAE en réponse à J-C. Rioux de Pointe à Calhoun  
On peut choisir de ne pas aller au McDo parce que les prix sont trop élevés (ou autres raisons).  
Mais devrions-nous avoir le choix d'aller à l'université parce qu'on peut se payer une éducation ?  
Envoyé par [Jean-Francois Pinault](#) de Rimouski, 19 mars 2012 à 17 h 52 HAE en réponse à J-C. Rioux de Pointe à Calhoun

Le McDo ne collecte pas une partie de vos impôts. Si le gouvernement augmente la cotisation des étudiants, il doit diminuer les impôts. De même que la taxe sur la santé doit s'accompagner d'une baisse d'impôt! Il s'agit d'une augmentation indirecte de nos impôts car on paye déjà ces services. Le gouvernement facture en double les étudiants par cette mesure. Les étudiants n'ont pas à payer pour la mauvaise gestion du gouvernement des ressources qu'on lui donne.

**LA TRIBUNE: Il veut être compensé pour la grève étudiante - Publié le lundi 19 mars 2012 à 14h35**



Archives La Tribune, Jessica Garneau

Isabelle Pion, La Tribune

(Sherbrooke) Étudiant à l'Université de Sherbrooke, Philippe-Olivier Daniel veut être compensé pour les «dommages subis» pendant la grève.  
Le président de la Coalition étudiante pour l'association libre (CÉPAL) a envoyé une mise en demeure à la Fédération étudiante de l'UdeS (FEUS) et l'association représentant les étudiants de la faculté des lettres et sciences humaines (AGEFLESH) afin qu'elles arrêtent immédiatement de lui causer préjudice, alors que les votes de grève se multiplient sur le campus.  
La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et l'ASSÉ (Association pour une solidarité syndicale étudiante) sont aussi visées par cette mise en demeure.  
Le président de la CÉPAL affirme qu'il n'a pas pu assister à son dernier cours de chinois à la faculté des lettres et sciences humaines en raison des moyens de pression d'une association étudiante «dont il n'est pas membre ni affilié». Du même coup, la CÉPAL incite les étudiants qui se sentent lésés à consulter un conseiller juridique afin d'évaluer les options légales.

**JOURNALMÉTRO.COM: Des associations étudiantes mises en demeure - Mis à jour: lundi 19 mars 2012 14:23**

MÉTRO  
Le président de la Coalition étudiante pour l'association libre (CÉPAL) a mis en demeure l'Association générale étudiante de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke (AGEFLESH), la Fédération étudiante de l'Université de Sherbrooke (FEUS), la Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) et l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (ASSÉ) et sa Coalition large, la CLASSE. Philippe-Olivier Daniel demande que les quatre associations étudiantes visées le compense pour

«les dommages subis et qu'ils arrêtent immédiatement de lui faire préjudice».  
«Je vous mets tous en demeure solidairement de m'avoir causé un préjudice en m'empêchant d'assister à mon cours de Chinois fondamental (CHN 101) donné à la faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke», peut-on lire dans la mise en demeure de M. Daniel.  
«Ces organisations, leurs administrateurs ou leurs porte-parole ont conduit une campagne massive (et hautement médiatisée) de désinfor-

mation auprès de la population pour faire croire à un droit de grève illusoire (visant à perturber la tenue de cours) pour les associations et fédérations étudiantes», a ajouté, par communiqué, Philippe-Olivier Daniel.  
La CÉPAL incite tout étudiant qui se sent lésé dans ses droits à consulter un conseiller juridique afin d'évaluer les options légales qui s'offrent à eux.

**RADIO-CANADA / ABITIBI-TEMISCAMINGUE: Droits de scolarité : le Réseau Vigilance appuie les étudiants en grève - Mise à jour le lundi 19 mars 2012 à 13 h 03 HAE**



© Annie-Claude Luneau

Des représentants du Réseau Vigilance ont rejoint les étudiants au piquet de grève

Des représentants du Réseau Vigilance ont rejoint les étudiants au piquet de grève lundi matin à Rouyn-Noranda.

Le Réseau regroupe plusieurs syndicats et organismes de l'Abitibi-Témiscamingue. Il représente 30 000 personnes.

Il a décidé d'appuyer les étudiants du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue qui sont en grève et de dénoncer la hausse des droits de scolarité avec eux.

Le président régional de la CSN, Donald Rheault, est l'un des représentants du Réseau Vigilance sur place. Il pense que la hausse des droits de scolarité sera particulièrement néfaste pour la région : « Les petits salariés qu'on a ici en région sont touchés de plein fouet s'il y a une hausse des frais de scolarité. Ça va empêcher ces gens-là d'aller aux études postsecondaires. »



© Annie-Claude Luneau

Des étudiants forment un piquet de grève devant le Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue à Rouyn-Noranda

Le président du Syndicat de l'enseignement de l'Ungava et de l'Abitibi-Témiscamingue, Marc Nantel, tenait lui aussi à être sur place. « On veut essayer de créer un canal d'écoute entre le gouvernement et les étudiants, qui n'existe pas actuellement », explique-t-il.

Le président de l'Association étudiante du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue, Gabriel David, est heureux de ces appuis.

« J'encourage les citoyens à venir nous voir, à venir piqueter avec nous! »

— Gabriel David, président de l'Association étudiante du Cégep de l'Abitibi-Témiscamingue

**En complément**



• Audio - Annie-Claude Luneau a rencontré des représentants du Réseau Vigilance au piquet de grève des étudiants.







Photo d'archives

La grève qui touche des dizaines de milliers de personnes a poussé un étudiant à mettre en demeure des associations étudiantes.  
Sarah-Maude Lefebvre

**Frustré d'avoir manqué un cours en raison de la grève, un étudiant de l'Université de Sherbrooke a envoyé ce matin une mise en demeure contre des associations étudiantes, menaçant des les poursuivre s'il ne reçoit pas de dédommagement financier.**

Philippe-Olivier Daniel exige que l'Association générale étudiante de la Faculté des lettres et sciences humaines de l'Université de Sherbrooke lui rembourse une partie de la somme que lui a coûté son cours de Chinois fondamental, puisqu'il n'a pu y assister en raison de la grève étudiante.

L'étudiant menace de poursuivre son association étudiante si une partie des frais d'inscriptions à son cours ne lui sont pas remis d'ici 20 jours. Sa mise en demeure est également adressée à la Fédération étudiante universitaire de Sherbrooke, la Fédération étudiante universitaire du Québec et la Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante.

«Je suis tenu de payer des frais de scolarité à l'Université de Sherbrooke pour un cours de langue pour lequel je ne pourrai avoir bénéficié. En effet, je ne tire aucun avantage d'avoir pris ce cours facultatif à mon cursus, car je ne pourrai bénéficier des cours qui étaient censés me permettre d'atteindre un certain niveau de maîtrise de la langue chinoise. De plus, je comptais partir étudier en Chine un an pour l'année 2013, ce que je ne pourrai faire par votre faute», peut-on lire dans la poursuite déposée par celui qui préside également la Coalition étudiante pour l'association libre.



© Agence QMI / Archives

*La vice-première ministre et ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, Line Beauchamp*

MONTREAL - La vice-première ministre et ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, a annulé une conférence de presse qui devait se tenir lundi à 13 h à l'école secondaire Henri-Bourassa à Montréal par crainte que les activités de l'établissement ne soient perturbées par des étudiants en grève.

La ministre devait fournir les détails du concours lancé dans le cadre de la Stratégie de mobilisation de la société québécoise à l'égard de l'intimidation et de la violence à l'école.

Récemment, des étudiants ont perturbé des activités des ministres du gouvernement Charrest, afin de protester contre la forte hausse des droits de scolarité.

Quelques centaines d'étudiants ont d'ailleurs manifesté pacifiquement devant les bureaux du ministère de l'Éducation sur la rue Fullum à Montréal. Ils ont aussi marché sur le boulevard Maisonneuve Est.

Aucune association étudiante n'était représentée sur les banderoles affichées par les manifestants. Le tout s'est déroulé dans le calme.

À Trois-Rivières, des étudiants bloquaient l'accès aux pavillons de l'Université du Québec à Trois-Rivières (UQTR).

Les manifestants réclamaient la levée des cours en après-midi, ce que la direction de l'établissement a refusé. En avant-midi, les étudiants ont fait le tour des pavillons et se sont rendus devant des salles de classe en incitant les étudiants présents à s'en aller. À l'extérieur, ils invitaient les étudiants à ne pas se présenter aux cours.

Cette manifestation était loin de plaire à l'ensemble des étudiants. Plusieurs ont d'ailleurs déploré le fait que les manifestants perturbent les cours.

«Ils nous ont fait clairement comprendre que notre place n'était pas ici, a lancé l'un d'eux. Sauf que moi j'ai payé ma session, l'université me dit qu'il faut que je me présente, je n'ai pas le choix, je ne prendrai pas le risque de manquer une évaluation. On est en fin de baccalauréat, on n'a pas le choix.»

«Une association étudiante, selon moi, n'a pas le pouvoir d'empêcher les autres étudiants d'assister à leurs cours», a dit un autre.

**Funérailles des études supérieures accessibles**

À Québec, environ 200 enseignants et étudiants ont manifesté lundi midi. Leur marche, depuis la cathédrale Notre-Dame-de-Québec jusqu'à l'Assemblée nationale, a pris des allures de cortège funèbre.

Les participants, vêtus de noir, disant célébrer les funérailles des études supérieures accessibles. Selon eux, en effet, il est faux de dire que la hausse de 1625 \$ des frais de scolarité, répartie sur cinq ans, ne se fera pas aux dépens de l'accessibilité aux études universitaires.

«Une hausse de 1625 \$, c'est énorme et il est tout à fait faux de dire que ça ne touchera personne, a expliqué Laurence Daignault-Desrosiers, enseignante au Cégep d'Ahuntsic. Il y a des étudiants qui n'iront pas à l'université et qui y seraient allés autrement. Ils vont avoir peur de l'endettement.»

Cette augmentation, rappelle-t-elle, va venir s'ajouter aux frais de scolarité, frais afférents et autres frais de subsistance que de nombreux étudiants doivent déjà assumer.



## DROITS DE SCOLARITÉ

# LE «PÈRE» DU MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION APPUIE LES HAUSSES PAGE 2



Photothèque Le Soleil

Le tout premier ministre de l'Éducation de l'histoire du Québec, Paul-Gérin Lajoie, est d'avis que si le gouvernement est devenu au fil des ans le principal bailleur de fonds des universités, «le financement par les étudiants d'une part des coûts de fonctionnement des universités s'impose comme une tradition».

Michel Corbeil, Le Soleil

(Québec) Personne ne s'en souvient. Il y a très, très longtemps, le Parti libéral du Québec a promis la «gratuité scolaire à tous les niveaux d'enseignement, y compris celui de l'université». Cela faisait référence à la création du système de prêts et bourses, non pas à un accès sans contribution financière par l'étudiant, précise le tout premier ministre de l'Éducation que le Québec ait connu, Paul Gérin-Lajoie.

L'engagement sur la gratuité universitaire apparaît dans le «programme politique du Parti libéral du Québec» de 1960. Jean Lesage et ses libéraux de «l'équipe du tonnerre» se préparent à chasser l'Union nationale de Maurice Duplessis, au pouvoir depuis 16 longues années. De cette promesse, il n'en sera plus jamais question dans les

plates-formes électorales du PLQ. Elle s'évanouit du document préparé pour le scrutin de 1966. En entrevue téléphonique, le «père» du ministère de l'Éducation souligne que les membres du cabinet de Jean Lesage avaient constaté avec effroi le retard qu'affichaient les Québécois, en matière d'éducation. Ainsi, à peine 7 % des jeunes accédaient aux institutions de haut savoir. Dans l'équipe libérale, ce qui avait trait à l'éducation relevait de M. Gérin-Lajoie, à titre de ministre de la Jeunesse. «Dès ce moment, se souvient-il, j'ai dit que nous accordions plus ou moins l'équivalent de la gratuité scolaire par un régime de prêts et bourses, relativement généreux, pour l'époque.»

Du haut de sa vaste expérience de vie - l'homme est âgé de 92 ans -, il tient «à mettre les frais de scolarité dans son contexte historique et géographique». Au Québec comme en Amérique du Nord, les universités ont toujours été établies par des initiatives privées - à l'exception de l'Université du Québec, «la première initiative gouvernementale».

Si le gouvernement est devenu au fil des ans le principal bailleur de fonds, devançant les «bien-faiteurs» du début, «le financement par les étudiants d'une part des coûts de fonctionnement des universités s'impose comme une tradition».

### Observateur

M. Gérin-Lajoie a quitté la politique en 1969, mais il a toujours eu un œil sur le dossier de l'éducation. L'observateur de la scène québécoise n'endosse pas le mouvement de grève étudiante. Des universités où il ne coûterait rien pour s'inscrire, comme le réclament certains leaders étudiants de même que les partis politiques Québec solidaire et Option nationale, ce n'est pas une bonne idée, soutient-il. Il y a plus de 50 ans, «financièrement et philosophiquement, nous n'étions pas en mesure d'avoir l'université gratuite». Il estime que c'est encore le cas.

«Je ne crois pas que la société québécoise, avec l'état de ses finances publiques, de ses obligations prises [par le gouvernement] pour le développement social, que nous serions en mesure d'abolir complètement les frais de scolarité. Ce qui n'est d'ailleurs pas requis, à l'heure actuelle.» Depuis 1986, Paul Gérin-Lajoie est à la tête d'une fondation qui porte son nom, vouée au développement de l'éducation sur la scène internationale. Dans les pays d'Europe, où il y a gratuité universitaire, «on fait face à des problèmes très aigus sur le plan de la qualité de l'enseignement», sur le ratio professeur/élève, par exemple.

### La France, pas un modèle

En France, note-t-il, l'accessibilité universelle a été «contrebalancée» par la création «des grandes écoles qui, évidemment, exigent des frais». Ce n'est pas un modèle pour le Québec, ajoute-t-il.

Lorsque *Le Soleil* lui demande si la hausse des droits de scolarité, que préconise le gouvernement de Jean Charest, lui apparaît abusive, il n'hésite pas.

«La réponse, c'est non. Sauf que je trouve que les frais de scolarité devraient être modulés, selon les facultés [...] et les départements. Par exemple, la médecine a des coûts de fonctionnement plus élevés, par comparaison avec les arts et lettres.»

Il plaide pour une réforme en profondeur du système de prêts et bourses.

À son avis, le régime, insuffisant «pour compenser les droits de scolarité», doit être «pour tous les jeunes qui en ont le désir et la capacité, indépendamment de leur condition de fortune ou de lieu d'habitation. [...] Un régime adapté à la condition financière de chaque famille», avec plus ou moins de prêt ou de bourse, selon les cas.

### L'éducation comme un long combat tranquille

(Québec) Au Québec, l'avènement d'un ministre de l'Éducation n'est survenu que dans un passé récent, au terme d'un très long combat. Témoignage du «révolutionnaire tranquille» qui en a été le premier titulaire.

Le ministère de l'Éducation n'a été créé qu'en 1964, par Paul Gérin-Lajoie, titulaire jusque-là du portefeuille de la Jeunesse dans le gouvernement de Jean Lesage. Auparavant, il y avait l'Instruction publique pour scolariser les enfants, mais sans s'occuper de l'enseignement au secondaire et à l'université.

Et il n'y avait pas de ministre en titre de l'Instruction publique, rappelle au *Soleil* Paul Gérin-Lajoie, joint à son domicile, à Montréal. En fait, il y en a eu un, mais pendant quelques années, au tout début de la Confédération canadienne, en 1867. Premier ministre, Pierre-Joseph-Olivier Chauveau s'était confié cette responsabilité éducative, mais trouvait inconvenant d'être désigné surintendant de l'Instruction publique, commente M. Gérin-Lajoie. Le titre de ministre ne survécut que quelques courtes années, rappelle celui qui a intitulé son autobiographie *Combats d'un révolutionnaire tranquille*.

Une tentative de réinstaurer le «ministère de l'Instruction publique» fut conduite, en 1897. Parfait reflet d'une province alors dominée par le clergé, le projet du premier ministre libéral Félix-Gabriel Marchand se heurte à l'opposition de l'Église. Paul Gérin-Lajoie signale que le pape (Léon XIII) interviendra directement dans la querelle.

Certains membres de l'élite canadienne-française ont entretenu la méfiance envers l'éducation. Maurice Duplessis, qui a régné à l'Assemblée nationale à la fin des années 1930 et dans les décennies 40 et 50, n'a-t-il pas lancé avec ironie que «l'Instruction, c'est comme la boisson, il y en a qui ne portent pas ça»?

Paul Gérin-Lajoie a en tête un exemple encore «plus scandaleux», qu'il cite de mémoire. En 1942, un député unioniste de Duplessis, Antoine Rivard, y va de cette envolée : «Nous, Canadiens français, nous sommes issus d'une longue tradition d'ignorance et de pauvreté, tradition que nous devons conserver.»

L'équipe de Jean Lesage est élue en 1960. Son ministre de la Jeunesse crée le ministère de l'Éducation en janvier 1964. M. Gérin-Lajoie occupe le poste deux ans. Il est le dernier membre survivant du cabinet Lesage.

**LE DEVOIR: Point chaud - Un printemps étudiant «Je suis complètement déculotté par la force de ça», dit Gabriel Nadeau-Dubois - Lundi 19 mars 2012**



Photo : Jacques Nadeau - Le Devoir

Gabriel Nadeau-Dubois, coporte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante

Lisa-Marie Gervais

Avec les professeurs et les parents qui s'invitent dans le mouvement, les appuis à la lutte contre la hausse des droits de scolarité fleurissent. Le vent serait-il en train de tourner en leur faveur? La bataille n'est pas gagnée, reconnaissent lucidement les étudiants.

Le printemps hâtif est certainement ici une pure coïncidence. N'empêche. Il sourit aux étudiants, qui, avec l'appui ferme d'enseignants, de parents et de syndicats, sont désormais investis d'un nouvel espoir. «On suit les statistiques de la grève de 2005. Nos assemblées sont plus populeuses, les votes sont à plus forte majorité et notre progression est plus rapide», explique en entrevue au Devoir Gabriel Nadeau-Dubois, coporte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE).

Peu de gens y croyaient au début. Au moment des premiers débrayages, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, rappelait sur toutes les tribunes que ce n'était que 2 % des 495 000 étudiants. Avec désormais 206 000 étudiants en grève, soit plus de 40 % du total, force est d'admettre que le mouvement a pris de l'ampleur. Une ampleur qui surprend un peu, de l'aveu de M. Nadeau-Dubois. «On a été les premiers à douter. On a été très tonitruants dans les médias, mais on doutait pareil. Voter une grève pour le 10 novembre, c'est une chose. Mais est-ce que les gens étaient prêts à faire les sacrifices? Honnêtement, je suis complètement déculotté par la force de ça», a-t-il lancé candidement.

Il y a quelque chose dans l'air, note le «leader» étudiant, qui n'aimerait pas l'élitisme de cette appellation. «Il y a un momentum. Le Printemps arabe, les indignés, le mouvement Occupy... Il y a tout un discours sur les intérêts que servent les gouvernements qui est remis de l'avant. Ils ne travaillent pas pour la majorité. Et la question de la hausse des droits de scolarité le démontre d'une manière éclatante.»

Jeanne Reynolds, l'autre coporte-parole de ce complexe engin de démocratie directe qu'est la CLASSE, voit dans la mobilisation une volonté de participer aux orientations de la société. «C'est toute une vision de l'éducation qui est en train de changer. C'est pour ça que les gens sont autant mobilisés», constate-t-elle. «Les gens veulent quelque chose qui leur ressemble plus.»

En plus de la grande manifestation du 22 mars, qui sera une «réplique directe» au budget Bachand, la semaine suivante sera consacrée à des «perturbations économiques massives». «On va faire en sorte que ça lui coûte cher, sans nuire aux travailleurs», promettent les deux porte-parole.

#### Difficultés et défis

Malgré ce vent d'enthousiasme qui soulève les troupes, la guerre n'est pas gagnée. Les étudiants doivent encore surmonter plusieurs obstacles. À commencer par le caractère imperturbable de la ministre de l'Éducation.

#### Vos réactions

- Carole Dionne – Inscrite, 19 mars 2012 01 h 02  
Propositions pour les gouvernements  
Engagez Gabriel Nadeau-Dubois. Il vous mets tous dans sa petite poche arrière. Ce sera le prochain premier ministre du Québec.
- Antoine Doyon – Inscrit, 19 mars 2012 09 h 14  
Gabriel est un homme de bonne volonté et non pas un politicien. Il ne fait que résumer

les paroles de ce plusieurs pensent car, comme on le sait, il est porte parole.

- Alex Trutnev – Abonné, 19 mars 2012 11 h 10  
Tout à fait. Je me demande seulement comment il sera dans 10-20 ans. Est-ce qu'on sait seulement quelles idées ardentes défendait Jean Charest aux temps de sa tendre jeunesse... Mais puisque dans notre merveilleux temps technologique tout ce qui est dit et écrit aujourd'hui va se conserver longtemps sur le web, cela sera alors intéressant

Encore hier, à l'émission Tout le monde en parle, elle répétait que les étudiants devaient payer leur juste part. Gabriel Nadeau-Dubois reconnaît que le message martelé par le gouvernement et les recuteurs est très puissant. «La hausse des droits de scolarité a fait l'objet d'un travail idéologique sans précédent dans l'opinion publique», souligne le jeune homme d'à peine 21 ans. «On parlait de loin, mais on a eu de plus en plus de couverture médiatique. Ça nous a donné l'opportunité de nous expliquer. Et plus on est présents dans les médias, plus l'appui augmente.»

Pour être présents, ils le sont. La CLASSE a dû recruter un deuxième attaché de presse, tant les demandes d'entrevues étaient nombreuses. Lors de leur passage au Devoir, le téléphone n'a pas dérogé. Bilan? Une dizaine d'appels et plusieurs demandes d'entrevues dont une en prime time à l'émission du matin de TVA et à 24/60, à RDI, pour la deuxième fois en deux jours. Sans compter un passage remarqué, le mois dernier, à Tout le monde en parle.

La situation était tout autre lors de la dernière grève générale illimitée en 2005, où l'organisation (alors appelée CASSÉE) avait mordu la poussière dans le dernier droit: elle avait été exclue des négociations que le ministre de l'époque, Jean-Marc Fournier, tenait avec les deux grandes fédérations étudiantes collégiales et universitaires (FECQ et FEUQ).

Encore aujourd'hui, cette cohabitation de trois grandes factions au sein du mouvement de grève nuit à une unité qui pourrait leur donner davantage de force. Les deux porte-parole en sont bien conscients, mais la nature et le fonctionnement de leur structure ne leur permettent pas toujours d'être en phase avec les autres. «Le mouvement étudiant n'est pas un mouvement homogène, il y a différentes organisations étudiantes qui ont des moyens d'action différents et c'est assumé de part et d'autre», explique M. Nadeau-Dubois. La CLASSE avait tenté le rapprochement par une entente «minimale» de trois clauses, sur lesquelles devait reposer l'unité. En vain.

#### Dérapages nuisibles

Outre l'absence d'unité, un autre ennemi intérieur pourrait nuire à une victoire étudiante: le grabuge de certains militants. Les porte-parole de la CLASSE refusent de condamner ces dérapages, se contentant de dire qu'ils ne les encouragent pas. «On nous demande de nous ériger en autorité morale et de dire si c'est bien ou mal du haut d'un statut que nous n'avons pas», a tranché Gabriel Nadeau-Dubois, qui est tombé très jeune dans la marmite du militantisme grâce à ses parents.

Le militant reconnaît toutefois qu'occuper des bureaux ou bloquer des accès à des ponts peut jouer en leur défaveur. Bien qu'il estime que les actions des étudiants n'ont rien de la force de celles d'antan, il constate une plus grande intolérance des autorités à l'égard d'occupations qu'il juge pacifiques. «On est une société qui est de plus en plus sensible à ce qui peut briser l'ordre établi. Et les mesures d'austérité budgétaire et la montée du néolibéralisme sont systématiquement accompagnées d'un durcissement de la sécurité», analyse-t-il. «Devant ce changement social qui dérange, que fait-on? [...] On a fait des pétitions, des actions symboliques, servi du Kraft Dinner et des hot dogs, suspendu des bannières et on n'a pas été écoutés. Là, nous assumons collectivement que oui, c'est légitime de bloquer l'accès à la CREPUQ parce que ça a un sens politique fort. On estendus là.»

Même convaincu de la légitimité des actions des étudiants, il ne prétend pas pouvoir prédire l'issue de la grève. «Les luttes qu'on perd, c'est celles qu'on abandonne. Ça a l'air romantique, mais c'est ce qui se dit dans les assemblées. C'est sûr que si on ne fait rien, on perd. Et à partir du moment où on est en grève générale illimitée et qu'elle est quantitativement importante et qualitativement perturbatrice et qu'on ajoute à ça l'appui de plus en plus significatif du public, on a toutes les cartes en main.»

\*\*\*

#### Gabriel Nadeau-Dubois en cinq dates

**31 mai 1990:** naissance à Montréal

**Automne 2007:** début de son militantisme au sein de l'ASSÉ

**Automne 2009:** il commence un baccalauréat à l'UQAM en histoire

**Avril 2010:** il est élu porte-parole de l'ASSÉ

**Automne 2011:** il devient co-porte-parole de la CLASSE

de confronter Gabriel à lui-même, dans 10 à 20 ans...

hugues2 – Inscrit, 19 mars 2012 02 h 04  
J'appuie les étudiants!

La ministre, à TMEP, refuse catégoriquement d'aller à la table de négociation, elle personnalise même le débat, prétextant que son bureau a été envahi par les méchants grévistes, Gabriel Nadeau-Dubois en tête, or, il doit bien y avoir une raison pour que de étudiants en arrivent là madame la Ministre?



Le gouvernement Libéral de Jean Charest aurait dû montrer plus d'ouverture et négocier à partir du jour un.

En terminant, si la ministre ne parvient pas à passer outre son émotivité, afin de justifier son refus de négocier, qu'elle cède sa place.

- Antoine Doyon – Inscrit, 19 mars 2012 09 h 12

Grace à la manif familiale d'hier, plusieurs ont constaté de plein fouet les mensonges des médias et du gouvernement dans ce dossier.

- Lise Moga – Inscrit, 19 mars 2012 10 h 59  
Est-ce qu'on négocie avec son pharmacien du prix du tylenol? Pourquoi le ferait-elle? Ils ont déjà claqué la porte à une étude pour résoudre le sous financement des universités. Maintenant, ils se choisissent le beau rôle et nous, les contribuables, devrions avaler cela comme la véracité absolue dans leur "procédé démocratique" pour obtenir leur vote de boycott des cours.

- Louka Paradis – Inscrit, 19 mars 2012 02 h 31

Bravo aux étudiants lucides et engagés !

Je leur dis bravo de se tenir debout devant les forces occultes de l'argent, celles qui en veulent toujours plus et pour qui tout est une marchandise : l'eau, la vie, la santé, l'éducation. Ce gouvernement nous ment sans arrêt : augmenter les frais de scolarité, c'est en réalité imposer de nouveaux tarifs aux contribuables de la classe moyenne (les parents, la plupart du temps) et réduire l'accès à l'université. Le vrai problème, dans toutes les sphères de la société, c'est le salaire pharaonique des dirigeants : on a réussi à les imposer et à en faire un synonyme de compétence (ouais, on a vu ça avec Henri-Paul Rousseau à la Caisse de dépôt...) Et les primes de un demi-million à Concordia : la ministre a pris plus de 1 an à réagir, à l'approche des élections. L'instruction, c'est l'avenir d'un peuple : encore bravo les jeunes ! Je suis avec vous à 100 %.

- serge ivanoff – Inscrit, 19 mars 2012 06 h 19

point de vue d'un prof français retraité l'idéologie néolibérale est basée sur la liberté individuelle totale y compris asservir ses propres concitoyens et ceux d'autres pays pour les multinationales.

Les électeurs votent dans l'immense majorité des cas pour celle ou celui qui défend l'intérêt individuel de l'électeur et non celui qui défend le mieux l'intérêt général du pays.

Les dirigeants politiques professionnels cherchent à capter des voix pour garantir leur propre emploi.

C'est le cadre général de tous les combats politiques.

Vouloir un rassemblement de ceux qui sont pour ou contre une idée se heurtera toujours à l'égoïsme de chacune des parties composant ce rassemblement. Pourtant, il est parfaitement clair que seul le rassemblement permet la victoire. Le peuple français a battu les forces militaires des monarchies européennes à Valmy en se rassemblant.

La politique néolibérale n'a qu'un seul et unique but: s'en mettre plein les poches, que ce soit au Canada, aux USA ou en France. Et, le moyen de gagner est et sera toujours la division de ceux qu'ils veulent tondre. C'est la technique employée par les SS qui voulaient gazer les populations sans qu'ils se révoltent. Diviser pour mieux régner.

Je lis dans les commentaires qu'il serait bon pour les profs qu'ils se résolvent à diminuer

leurs salaires pour permettre un meilleur budget à l'éducation. Encore une division.

D'autres proposent une division par âge: "ils sont trop jeunes", d'autres "les classes moyennes" contre les autres ... division, division, division.

Question bête: des banquiers ou des profs, qui s'approprie la plus grosse part du gâteau du PIB québécois ?

Répondre à cette question unit la population qui pâtit de cette situation. Les classes moyennes, comme les plus défavorisées en prennent plein la gueule dans tous les pays du monde où cette idéologie propose la dictature du nombre de certains contre l'humanité. Et comme j'entends déjà les bêlements outragés des défenseurs de la liberté

- Antoine Doyon – Inscrit, 19 mars 2012 09 h 10

Éfivement soyons solidaire des professeurs, des retraités, des travailleurs, des femmes, des indignés, des familles... L'injustice à assez fait et il faut maintenant renverser le rapport de force de l'autorité sur le peuple. Nous sommes les citoyens du Québec et nous n'acceptons pas que les gouvernements prennent invariablement la partie des patrons en négligeant les ententes.

- glanglais – Inscrit, 19 mars 2012 07 h 27

Augmentations raisonnables si...

Bonjour,

Les augmentations des droits de scolarité seraient plus acceptables par les étudiants si le Gouvernement du Québec gérait nos affaires en "bon père de famille". Mais il continue de gaspiller sans réserve. Regardons aussi de quelle façon l'Université Concordia jette des barils d'huile sur le feu. Des cadres à mandat qui empochent des fortunes en quittant leur fonction pour redevenir, sans délai, professeur dans la même institution.

La ministre de l'Éducation, Mme. Lyne Beauchamps nous dit des niaiseries. J'ai appliqué une pénalité de 2 000 000\$ à l'Université Concordia dit-elle et je suis prête à refaire la même chose ailleurs. Pauvre Mme. La Ministre. Les bénéficiaires garderont leurs petites fortunes en provenance des coffres de Concordia qui se verra imposer une amende pour autant. L'Université Concordia accusera donc un déficit d'opérations de 2 000 000\$ plus élevé que le Gouvernement du Québec comblera dans moins de 15 mois. Voilà une punition exemplaire. Félicitations Mme. La Ministre.

Gaston Langlais - Gaspé.

- Sebas124 – Abonné, 19 mars 2012 09 h 22

C'est exactement ce que je me suis dit hier soir...Elle coupe \$2M à une Université...Qui paie la note? Les étudiants en fin du compte...Pas les personnes qui s'en sont mis plein les poches...Méchante championne!

Tous les points qu'elle a amené hier étaient imbéciles...Elle ne veut pas négotier avec les étudiants car son bureau a été envahi par des étudiants et les lunettes de sa secrétaire ont été brisées? Elle fait la fi-fille victimisée? Voyons! Si elle a démontré quelque chose c'est qu'elle n'a ni la maturité émotionnelle ni la colonne vertébrale de quelqu'un en qui on mets les mains d'un tel dossier.

Je suis en faveur d'un dégel et d'une indexation des frais de scolarité et les raisons le justifiant sont multiples mais l'inflexibilité de gouvernement, la brutalité policière et l'incapacité de cette ministre à argumenter et vendre ce dossier vont polariser l'opinion publique en faveur des étudiants...

La grande compétence du gouvernement Charest...

Sébastien

- Sanzalure – Inscrit, 19 mars 2012 07 h 51  
Prenez-en de la graine

«On nous demande de nous ériger en autorité morale et de dire si c'est bien ou mal du haut d'un statut que nous n'avons pas», a tranché Gabriel Nadeau-Dubois.

Wow, quelle maturité politique!

Jean Charest et tous ses ministres sont absolument incapables d'une pensée aussi juste et aussi élevée, eux qui se sont érigés en autorité morale du haut d'un statut qu'ils n'auront jamais.

Serge Grenier

- Alex Trutnev – Abonné, 19 mars 2012 11 h 13

pré-maturité ?...

- Jean-Pierre Grisé – Abonné, 19 mars 2012 08 h 06

AUX ETUDIANTS

Je suis de tout coeur avec vous, en tant que parent et ancien de l'U. de Montréal. J-Pierre Grisé abonne

- celljack – Inscrit, 19 mars 2012 08 h 30

Ochlocratie

La démocratie peut échouer de deux manières.

Actuellement, la frustration ambiante et grandissante accuse le néolibéralisme. On devrait plutôt accuser l'oligarchie pour être plus précis: c'est un échec de la démocratie. Le néo-libéralisme n'est qu'une doctrine arbitraire. Il faudrait être conscient de cela.

Avec tout ce remue-ménage mondial, les printemps, les occupations, les grèves, les émeutes, l'austérité, les révolutions, etc...

Regardez ce qui se passe en Égypte et en Libye après leur révolution... de petites guerres de clans qui s'arrachent le pouvoir au lieu de se le partager.

Il faudrait quand même faire attention de ne pas sortir de l'oligarchie pour se lancer dans l'ochlocratie: le second échec de la démocratie.

- Antoine Doyon – Inscrit, 19 mars 2012 09 h 20

Pas de guerre de clan en vu. Les étudiants se solidarisent tranquillement avec d'autres causes syndicales. Ils avaient déjà donné leur appui aux mouvements féministes et à la coalition opposé à la tarification. De plusieurs ont aussi envie de se solidariser avec les travailleurs de Air Canada.

- Jean Richard – Abonné, 19 mars 2012 08 h 54

Récupération politique probable

Des élections provinciales se pointent pas très loin à l'horizon. Il est évident qu'il y aura récupération politique du mouvement étudiant, récupération qui pourrait jouer en faveur du parti libéral.

L'invasion de la culture néolibérale est loin de fléchir au Québec et ça, les Libéraux le savent. L'inflexibilité de la ministre de l'Éducation n'est pas un hasard. Jouer la ligne dure pourrait être payant pour son parti.

En face, le PQ continuera d'errer entre le centre et la droite, assis sur une chaise branlante.

C'est à suivre...

- François Le Blanc – Inscrit, 19 mars 2012 08 h 54

Aux Québécois de prendre acte et d'agir...

...En votant en conséquence pour ceux et celles qui s'opposent ouvertement à la hausse.

Les manifs constituent une opération d'attention médiatique. Tant mieux si ça marche, encore mieux si des enseignants et des parents se joignent au mouvement. Je trouve



les organisateurs étudiants très courageux. Et je félicite les parents et les enseignants qui se sont décidés à agir.

- Alex Trutnev – Abonné, 19 mars 2012 11 h 18  
Pour voter, pourquoi on attend à s'exprimer une fois tous les X ans ? Pourquoi ne pas suivre l'exemple de la Suisse, qui par le biais de référendums, décide sur telle ou telle question au besoin ? Un référendum ne doit pas nécessairement porter sur la souveraineté. Toutes les questions brûlantes d'actualité pourraient être discutées de cette façon.
- Antoine Doyon – Inscrit, 19 mars 2012 09 h 00  
Continuez vers la victoire  
Un état sans contre-pouvoir, ni entente c'est une Oligarchie. Tous motivés de ne pas perdre nos acquis démocratiques appuyons les causes syndicales ce printemps. Rappelons qu'après cette hausse 83 % des payeurs pour les frais de scolarité devront en assumer le plein prix pour une poignée d'étudiants. Un système à la fois dysfonctionnel et injuste par rapport au maintien des frais de scolarité bas. Rappelons que cette mesure attaque de plein fouet la classe moyenne qui sera totalement étouffée dans le prochain budget. Rappelons que ce débat concerne seulement 0.12 % de l'assiette fiscale et ce n'est cette mesure qui fera monter de beaucoup les impôts.  
De l'argent il y en a, dans les poches des rectorats!
- Donald Bordeleau – Inscrit, 19 mars 2012 09 h 33  
Dérision de certains. Mais l'implication d'aujourd'hui est une bonne nouvelle pour notre société et nous aurons des gens plus impliqués pour le bien de notre société.  
Dans notre société, il faut avoir une équité envers les autres.  
Le combat est l'accès à l'éducation et les étudiants sont de plus en plus pour la grève afin de limiter les dommages collatéraux de l'augmentation des coûts.  
L'augmentation de frais de scolarité est le moyen le plus sûr d'assurer le maintien de la disparité entre riches et pauvres comme le suggère les jeunes libéraux.  
À lire: <http://www.cyberpresse.ca/le-soleil/actualites/edu>  
[http://www.fneeq.qc.ca/fr/comites/ecole\\_societe/Ar](http://www.fneeq.qc.ca/fr/comites/ecole_societe/Ar)
- Mathieu Lafleur – Abonné, 19 mars 2012 09 h 42  
La ministre est arrogante  
Hier soir j'ai écouté le message de la ministre. J'en revenais pas de l'entendre se poser en victime (quoi que la victimisation est une formule gagnante au Québec) et de laisser entendre de façon quasi explicite que son refus du dialogue est dû à l'occupation de son bureau par des manifestants dont faisait parti le porte parole de la CLASSE. Faut le faire le parti qui a signé une entente avec des Warriors masqués, en arme et qui avait tué un policier refuse de dialoguer avec les étudiants sous prétexte que la secrétaire de la ministre c'est fait briser ses lunettes.
- Jacques Morissette – Abonné, 19 mars 2012 09 h 50  
Gabriel Nadeau-Dubois.  
Ce jeune homme a de la classe. Malgré son âge, on le sent tout à fait capable de séparer le bon grain de l'ivraie. Espérons qu'il ne changera pas en vieillissant.
- Robert Dufresne – Inscrit, 19 mars 2012 09 h 55  
Etudiants ne lâchez pas.

A voir aller les étudiants, je me dis que ce ne sont pas juste eux qui devraient être dans la rue, mais toute la population au grand complet qui devrait y être pour faire comprendre à nos incompetents politiciens que nous sommes tannes, écoeurés, de se faire taxer et plumer pour enrichir les multinationales et leurs dirigeants véreux qui nous rient en pleine face.

Le temps est venu de se mobiliser en déclenchant une grève générale illimitée pour faire comprendre à nos abrutis que le temps de l'escroquerie a assez duré. Tenons nous tous ensemble debout pour leur montrer notre ras le bol. Allons du courage.  
Robert Dufresne.

• Monique Thibault – Inscrite, 19 mars 2012 09 h 55

Une tonne de rarrés rouges  
Bravo! Il est formidable, ce jeune Gabriel. J'admire tous ces jeunes, intelligents, courageux et déterminés qui font le travail à notre place, nous les adultes qui sommes trop hésitants, trop embourgeoisés. Je suis avec eux de tout cœur.  
S'ils restent unis, ils vaincront.

• André Michaud – Inscrit, 19 mars 2012 10 h 10  
leader responsable?

J'ai entendu ce leader étudiant dire qu'il n'avait pas à dire aux manifestants de respecter la loi, pas question d'organiser les manifs AVEC les policiers mais continuer à les organiser CONTRE eux (pas donner de parcours, jouer au chat et à souris, commettre des gestes illégaux devant leurs yeux pour les provoquer..)

Pour moi il est évident que ce leader est un leader irresponsable et un provocateur.  
Les élus doivent se tenir debout devant des gens qui manifestent en défiant les lois et l'ordre public. Sinon le message serait, faites des actes illégaux et on vous donnera ce que vous demandez!!! Qui veut de ce type de société??

• Mathieu Lafleur – Abonné, 19 mars 2012 11 h 44

Malheureusement on ne peut pas donner le bon dieu sans confession aux policiers. Il y a autant d'exemple d'abus répressifs que d'exemples de débordements. Alors laisser la possibilité de prendre en souricière les manifestants (la majorité étant toujours pacifistes sinon ça serait pas une manifestation, ça serait une émeute et personne ne parle d'émeutes étudiantes) n'est pas prudent et mets en danger les manifestants. C'est pas parce qu'on est dans la rue en désaccord avec les choix du gouvernement qu'on mérite de se faire cassé par des policiers apeurés et hors de contrôle (l'équivalent des casseurs, qui eux sont armés et en armures), il faut laisser des portes de sorties pour ceux qui ne sont pas des casseurs, et oui, au risque de laisser des vitrines se faire briser. Mieux vaut une vitrine fracassée et des poubelles renversées que des innocents éborgnés et brutalisés. Les exactions du G20 de Toronto sont toujours pendues à nos nez et franchement, moi, c'est de ce type de société dont je ne veux pas.

• Doc – Abonné, 19 mars 2012 10 h 44

Les enjeux de la bataille pour l'éducation  
J'ai participé à la manifestation contre la hausse des frais de scolarité, dimanche le 18 mai à Montréal. Le nombre impressionnant, le militantisme festif et le caractère intergénérationnel des manifestant-e-s faisaient rayonner le « printemps étudiant ». La mobilisation actuelle du mouvement étudiant est

porteuse d'espoir parce qu'elle refuse le cynisme ou la morosité défaitiste entretenue par ceux qui détiennent, sans partage, le pouvoir économique, politique et médiatique dans la société québécoise, comme ailleurs dans le monde.

L'entrevue au Devoir donnée par le porte-parole de la CLASSE, Gabriel Nadeau-Dubois, est une pièce d'anthologie journalistique et démontre qu'il peut y avoir bien plus d'intelligence, de lucidité critique et d'utopie réaliste dans la génération montante [il a 21 ans] que chez la plupart de ceux qui nous possèdent, nous gouvernent et nous divertissent... au Québec.

En 1789, Georges Danton affirmait : « Après le pain, l'éducation est le premier besoin d'un peuple. ». Cette vérité toute simple mais néanmoins révolutionnaire se tisse dans les mots et les actions des militants et supporters de mouvement étudiant. Ils éclairent notre situation actuelle en nous rappelant que l'éducation n'est pas une simple marchandise mais bien plutôt un droit démocratique et un projet de libération.

solidairement,  
Jean-Pierre Boyer, professeur à l'École des médias de l'UQAM

• Pierre Bellefeuille – Inscrit, 19 mars 2012 10 h 46

La juste part!  
Le gouvernement Charest moralise les étudiants en leur disant de faire leur juste part. Hum! Sous le gouvernement Charest, nous avons perdu deux belles années pour lancer une commission d'enquête publique sur l'industrie de la construction, les centaines de milliards de dollars perdus auraient amplement suffi pour ne pas hausser les frais de scolarité. Les dépassements de coût ne se font pas que dans l'industrie de la construction, mais aussi dans les contrats en informatique, etc.

L'accès à l'éducation est un choix politique avant tout, et dans ce sens j'appuie entièrement les revendications des étudiants.

Le coût de la vie a augmenté de manière marquée ces dernières années. L'essence, les aliments, le logement, tout y est passé, alors dans ce contexte, on ne peut aucunement se surprendre que des dizaines de milliers d'étudiants ne puisse absorber la hausse des coûts de scolarité.

L'éducation est fondamentale pour assurer le succès d'un peuple, et lorsqu'on hausse les coûts en éducation, on nuit au futur de ce peuple.

Certes, le néolibéralisme sauvage bat son plein depuis la crise 2008, tous les prétextes sont bons pour saboter les programmes sociaux, en éducation et en santé. On nous dit que les gens ont vécu au-dessus de leurs moyens, et pourtant, ceux qui ont mis tout le système à feu et à sac sont bien protégés et toujours actifs, ils sont les spéculateurs des grandes banques privées où le capital dicte les lignes de conduite des gouvernements.

La spéculation économique a saboté de trop nombreux gouvernements, à qui ont dit maintenant de couper en éducation, en santé. L'effet direct est l'appauvrissement collectif au profit du privé rachetant au rabais pour ensuite revendre au prix fort les services et ressources en tous genres. Il est là tout le problème!

• d'robidou – Abonné, 19 mars 2012 11 h 30

Un référendum

Pour sortir de cette impasse, le gouvernement pourrait organiser un référendum



- Marc O. Rainville – Inscrit, 19 mars 2012 11 h 52  
Changement de paradigme

Avec le budget Bachand qui s'en vient de main... Des milliers d'étudiants, d'ouvriers et

d'autochtones sont sur le point de déclencher une insurrection civique.

## LE **DEVOIR**: Droits de scolarité - Les jeunes libéraux toujours d'accord avec la hausse - Lundi 19 mars 2012

La Presse canadienne

Saint-Jean-sur-Richelieu — Réunie jusqu'à hier à Saint-Jean-sur-Richelieu, la commission jeunesse du Parti libéral du Québec a réaffirmé son appui à la hausse des droits de scolarité.

Les quelque 200 délégués n'avaient pas à se prononcer par vote sur cette question, déjà débattue en 2010. La présidente de la commission, Maripier Isabelle, a tout de même indiqué que l'accès aux études supérieures a alimenté les échanges tout au long de la journée.

Pas question toutefois de revenir sur la décision prise antérieurement. Les jeunes libéraux sont toujours favorables à relever les coûts pour les études post-secondaires afin d'assurer le financement et le maintien du système d'éducation. Bien que l'actualité a tiré les jeunes libéraux vers l'éducation, c'est la santé qui s'est imposée au coeur des débats.

Afin d'assurer que les jeunes générations n'aient pas à assumer le boom du vieillissement, la commission jeunesse demande au gouvernement de mettre sur pied un fonds santé «exclusivement dédiés aux besoins de la population, en 2056, au moment où le choc démographique sera le plus fort.»

**Budget du Québec 2012**

### Vos réactions

- François Dugal – Abonné, 19 mars 2012 07 h 52  
D'accord  
D'accord avec papa-maman.
- Pierre-R. Desrosiers – Inscrit, 19 mars 2012 08 h 40  
Contradiction  
La situation politique étant présentement ce qu'elle est au Québec, l'expression «jeunes libéraux» est contradictoire.  
Desrosiers, Val David
- Leys – Inscrit, 19 mars 2012 08 h 59  
Errata...  
J'ai plusieurs fois observé l'épithète "jeunes" comme qualificatif au nom "libéraux"... Il doit y avoir erreur quelque part...
- Real Bilodeau – Inscrit, 19 mars 2012 10 h 29  
Libérez-nous des Libéraux!  
"Bien que l'actualité a tiré les jeunes libéraux vers l'éducation, c'est la santé qui s'est imposée au coeur des débats".  
Une position en phase avec leur chef qui fait du déni de réalité en s'enfermant dans une

position prise il y a deux ans et qui refuse de voir que cette question a évolué chez la population.

Vivement les prochaines élections !  
Vivement la prochaine élection des Libéraux !

celljack – Inscrit, 19 mars 2012 10 h 55  
Liberté d'opinion

Les Jeunes Libéraux ont droit à leur liberté d'opinion, comme tous les autres groupes extrémistes. Il faut apprendre à vivre avec ça.

Annabella Durocher – Inscrit, 19 mars 2012 11 h 32

Au Québec, nous n'avons pas de Premier Ministre

Au Québec, nous n'avons pas de Premier Ministre, c'est un CHEF d'un parti politique qui a pris le pouvoir sur toute notre État et Sociétés d'État pour le bien-être de son parti seulement.

Notre Premier Ministre travaille pour son parti Libéral, le reste du peuple Québécois ne sert qu'à payer la facture.

## **LA PRESSE.CA**: Marois refuse de s'engager à geler les frais de scolarité - Publié le mercredi 21 mars 2012 à 14h58 | Mis à jour le jeudi 22 mars 2012 à 07h45



Photo : Jacques Boissinot, La Presse Canadienne

La chef du PQ maintiendrait la hausse précédente, de 50 \$ par session, de 2007 à 2012. Elle abolirait la nouvelle hausse de 1625 \$ répartie sur cinq ans.

Paul Journet, La Presse

(Québec) Le mouvement étudiant ressent une certaine «inquiétude» parce que le Parti québécois (PQ) ne promet pas le gel des droits de scolarité à long terme. «On ressent un malaise», a réagi Gabriel Nadeau-Dubois, co-porte-parole de la CLASSE. «Que le PQ dénonce avec nous les hausses du gouvernement, c'est une bonne chose. Mais on ne leur fait pas confiance pour la suite», a-t-il ajouté.

La Fédération étudiante universitaire du Québec (FEUQ) est plus nuancée. «Je ne dirais pas qu'on est déçus, ça reste à voir, mais il y a une inquiétude», dit prudemment sa présidente, Martine Desjardins. Même réaction de Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ).

Ce matin, la FEUQ et la FECQ participeront avec le PQ, Québec solidaire, Option nationale et des syndicats à une conférence de presse au Palais des congrès, en prévision de la grande manifestation à Montréal. «On va pouvoir en parler (avec le PQ)», a indiqué M. Bureau-Blouin. Comme la FEUQ, il tient à rappeler que le PQ a été un «allié» dans la mobilisation étudiante. Quant à elle, la CLASSE ne sera pas à la conférence de presse.

En prévision de la manifestation, Pauline Marois a répété mercredi qu'elle s'engageait à abolir la nouvelle hausse des droits de scolarité du gouvernement Charest. Mais elle n'exclut pas que le PQ ne la remplace pas par une hausse moins grande.

La chef du PQ maintiendrait la hausse précédente, de 50\$ par semestre de 2007 à 2012. Elle abolirait la nouvelle hausse du gouvernement, de 1625\$, répartie sur cinq ans. Par la suite, elle organiserait un sommet avec «la communauté universitaire, les employeurs et la société civile» sur l'enseignement supérieur. C'est seulement après qu'elle prendrait position. «Nous établirons un mode de financement acceptable pour tous les partis concernés, y compris, bien sûr, les contribuables», a-t-elle indiqué.

Mme Marois n'a pas voulu préciser ce que serait une hausse acceptable. Elle ne veut pas dire non plus si elle est en faveur de l'indexation. «Je ne statuerai pas sur [cela]. C'est justement ce que nous voudrions pouvoir discuter à un forum: s'il y a lieu qu'il y ait une hausse, et de quel ordre», a-t-elle répondu.

Le PQ réglerait la question dans une loi-cadre, qui contrôlerait les droits de scolarité ainsi que les frais afférents. Il proposerait «différents modes de remboursement» des dettes d'études pour «assurer l'accès à l'éducation» et «limiter ou atténuer» l'endettement.

Cette position avait été adoptée au dernier congrès du PQ en avril 2011. La FEUQ et la FECQ l'avaient accueillie «très favorablement». Ils se réjouissaient alors que la «réduction de l'endettement étudiant» soit à l'ordre du jour de ce sommet. Ils ne semblaient toutefois pas penser qu'à la suite du sommet, les droits de scolarité pourraient être augmentés.

En décembre 2010, la ministre de l'Éducation, Line Beauchamp, avait elle aussi organisé un sommet. Les groupes étudiants avaient claqué la porte en après-midi, car le gouvernement refusait même de considérer le gel des droits.

Mercredi, la chef du PQ a exhorté une fois de plus le gouvernement Charest à rencontrer les leaders étudiants. Elle exige que le gouvernement cède sur ses positions, mais ne demande pas la même chose aux étudiants. Mme Marois rappelle que le mouvement étudiant est fragmenté. La CLASSE réclame la gratuité, tandis que la FEUQ et la FECQ demandent plutôt le gel.

Lorsqu'elle était ministre de l'Éducation en 1996, Mme Marois avait songé au dégel, avant de reculer. Elle s'y était opposée en 2002, puis y était favorable à la course à la direction du PQ en 2007.

## **JOURNALDEMONTRÉAL.COM / JOURNALDEQUÉBEC.COM**: Droits de scolarité: Marois promet d'annuler la hausse - Publié le: mercredi 21 mars 2012, 23H02 | Mise à jour: mercredi 21 mars 2012, 23H09



Vidéo: La ministre Lyne Beauchamp critique Pauline Marois sur les grèves étudiantes. , 21 mars 2012 , Journal de Québec Régys Caron

**Q - Pauline Marois promet d'annuler la hausse de 75 % des droits de scolarité à l'université, si le Parti québécois devait être porté au pouvoir à la prochaine élection.**

Un gouvernement Marois s'empresserait par la suite de tenir un sommet sur le financement des universités afin de créer un consensus, notamment sur les droits de scolarité. L'exercice de dialogue tenu par la ministre Lyne Beauchamp à Québec, en décembre 2010, était un écran de fumée, parce que tout était décidé à l'avance, dénonce le PQ.

L'annulation de la hausse des frais de scolarité par un gouvernement péquiste pourrait donc être temporaire. Pauline Marois a déjà dit qu'elle

s'opposait à un gel, s'amusa à rappeler les députés libéraux.

« Il est légitime pour un gouvernement de prendre la décision d'augmenter des tarifs, mais il y a des limites et 75 %, ça n'a pas de bon sens », a dit Mme Marois hier, en point de presse.

**Dialogue**

La chef péquiste a exhorté le premier ministre Jean Charest à « ouvrir un dialogue » avec les étudiants. « Les manifestations se multiplient et le conflit s'envenime (...) Les jeunes ont parfaitement raison de se battre contre cette hausse. Aucun d'entre nous n'accepterait une hausse de taxes ou d'impôts de 75 % », a soutenu Mme Marois.

**Inflexibles**

Pour leur part, le premier ministre Charest et la ministre de l'Éducation, Lyne Beauchamp, sont demeurés inflexibles.

Mme Beauchamp a reproché à Pauline Marois de « cautionner » les barrages érigés par des étudiants sur les ponts Champlain et Jacques-Cartier en début de semaine, à Montréal. « Ne pas dire clairement que c'est inacceptable et dangereux, je suis obligée de conclure qu'elle les cautionne. »

Le cabinet de la ministre Beauchamp a littéralement été assailli mardi par plusieurs dizaines d'appels téléphoniques provenant de gens qui se disaient mécontents des perturbations causées par les étudiants.

Les réceptionnistes ont répondu à de tels appels pendant toute la journée, a confirmé l'attachée de presse de la ministre, Hélène Sauvageau.

Bon nombre de ces appels ou messages étaient injurieux. L'initiative aurait été déclenchée par un étudiant de l'Université McGill qui, dans un tract envoyé par courriel, invitait les étudiants à téléphoner au cabinet de la ministre.

**LAPRESSE.CA: Le salto arrière des libéraux, par Sophie Cousineau - Publié le mercredi 21 mars 2012 à 07h14**

(Ottawa) Le ministre des Finances, Raymond Bachand, avait annoncé un budget «costaud». Mais le Québec n'en avait pas les moyens, étranglé par un carcan budgétaire qui prévoit le retour au déficit zéro dès l'an prochain.

À son troisième budget, le ministre s'est donc livré à du micro-saupoudrage, qui va du crédit d'impôt pour changer les tapis d'hôtel aux nouveaux aménagements de l'oratoire Saint-Joseph. Il y a une exception, et de taille: le gouvernement revient en force dans l'économie en investissant dans les ressources naturelles.

Québec consacrera 500 millions de plus à des prises de participation dans des projets miniers sur le territoire du Plan Nord. Si le gouvernement peut se permettre ces investissements directs, c'est que son déficit pour l'année financière qui s'achève sera de 500 millions inférieure aux prévisions. Malgré l'économie qui ralentit, Québec a joué de chance cette année encore. La province a financé à moindre coût sa dette de 173 milliards de dollars.

Avec ces 500 millions additionnels, le gouvernement double la somme allouée aux projets miniers du Nord, à 1 milliard de dollars.

Ce sont les experts d'Investissement Québec, réunis dans une nouvelle filiale appelée Ressources Québec, qui auront la tâche délicate de sélectionner les investissements. Déjà, ils ont pris contact avec 13 promoteurs pour leur signifier leur intérêt. Sans subtilité, le gouvernement cherche à couper l'herbe sous le pied du Parti québécois et de la Coalition avenir Québec. Ces partis de l'opposition accusent les libéraux de brader les ressources naturelles de la province, avec un taux de redevances jugé trop bas, même si celui-ci a été relevé à

16% des profits miniers. Ressources Québec vise à susciter l'adhésion des Québécois au Plan Nord, cible de critiques féroces.

Mais cette initiative de Raymond Bachand, fidèle à la philosophie de l'ancien PDG du Fonds de solidarité, représente toute une volte-face des libéraux. Lorsqu'ils se trouvaient dans l'opposition, les libéraux dénonçaient sur tous les tons l'interventionnisme excessif de l'État. L'équipe de Jean Charest s'est fait élire en promettant de donner un grand coup de balai dans les interventions directes dans l'économie des péquistes.

Que font-ils aujourd'hui? Ils allouent 100 millions de plus à la Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM) et ils déterrèrent la Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP), enfouie sous les sédiments du golfe Saint-Laurent depuis le début des années 2000.

Or, le secteur minier est aussi risqué que cyclique. Le gouvernement est le premier à le reconnaître en réduisant le crédit d'impôt à l'exploration minière qui avait été bonifié durant les années de vaches maigres.

Les projets miniers exigent des investissements de démarrage colossaux. Et leur rentabilité est ultimement fonction des cours des matières premières sur lesquels le Québec n'a aucune emprise. Oublions Gaspsia, cas d'espèce du cafouillage gouvernemental. Même des projets mieux ficelés comme la mine Magnolia ont échoué en raison d'événements imprévisibles. Le prix du magnésium s'est effondré après que les producteurs chinois eurent inondé le marché mondial. Québec a perdu 269 millions dans cette aventure.

«Il faut faire très attention: c'est un secteur avec un grand potentiel, mais aussi avec de grands risques. Voilà pourquoi [l'investissement] ne sera pas automatique», a dit le ministre Bachand.

On aimerait en être convaincu. Mais l'histoire nous a enseigné autre chose. Si vous confiez à des spécialistes, des fonctionnaires qui ne risquent pas un sou de leur poche, le mandat d'investir 1 milliard dans une industrie et un territoire donnés, ils ne vous décevront pas. Adviennent que pourra.

Les médias consacrent quantité d'espace aux mesures budgétaires. Mais ce qu'un budget ne contient pas est tout aussi révélateur.

Raymond Bachand conserve la contribution pour la santé, une taxe régressive de 200\$ largement décriée. Tout comme il maintient la hausse des droits de scolarité, un rattrapage brutal rendu nécessaire par l'irresponsable gel de gouvernements successifs. «Décision irrévocable», a-t-il martelé.

Mais, pourquoi le ministre n'a-t-il pas élargi l'accès aux prêts et aux bourses? Les modalités de ce programme sont si restrictives que de larges pans de la classe moyenne n'ont pas accès à des prêts.

Raymond Bachand avait l'occasion de faire un geste pour calmer le jeu. Enfermé dans cette logique politique où toute compassion est assimilée à une défaite, il l'a laissée passer. Dommage.

**JOURNALDEMONTRÉAL.COM: / JOURNAL DE QUÉBEC.COM: Éducation: Québec garde le cap: Pas de concessions aux étudiants ni aux commissions scolaires - Publié le: mardi 20 mars 2012, 16H33 | Mise à jour: mardi 20 mars 2012, 17H23**

Vidéo: Le ministre des Finances, Raymond Bachand, explique qu'à son avis, les étudiants devraient faire «leur juste part».

Régys Caron

**QUÉBEC - Québec maintient le cap en matière d'éducation. La hausse de 75% des droits de scolarité est maintenue, les commissions scolaires devront comprimer leurs dépenses administratives de 150 millions de**

**dollars et les cégeps disposeront d'une majoration budgétaire de 5%.**

L'enveloppe globale du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (MELS) sera majorée de 342 millions de dollars (2,2%) pour atteindre 5,97 milliards de dollars en 2012-2013. Un effort de 118,5 millions de dollars est prévu pour modifier ou améliorer les services aux élèves du primaire et du secondaire dont 56,2% servira à réduire la taille des groupes d'élèves.

Ainsi, Québec dépensera 45,2 millions de dollars pour réduire la taille des groupes en 5e et 6e années du primaire, comme le veut le programme sur la réussite scolaire «L'école j'y tiens» lancé en 2009. Ce programme prendra fin en 2013-2014. De même, les conventions collectives des enseignants signées en 2010 induisent, en 2012-2013, une dépense de 21,4 millions pour réduire la taille des groupes en secondaires 1 et 2.





### «Des niaiseries»

L'achat de tableaux interactifs aux primaire et secondaire coûtera 38,4 millions sur une dépense totale de 239,5 millions étalée sur cinq ans. Un «mauvais choix», estime Réjean Parent, président de la Centrale des syndicats du Québec. «Quand M. Charest a annoncé ça, ça ne répondait pas à un besoin massif des enseignants. Il y a des écoles où les tableaux sont dans les corridors depuis deux semaines parce qu'il n'y a personne pour les installer. On entend des niaiseries

du genre: ça prendrait des rideaux dans les fenêtres parce que en après-midi les élèves ne voient pas au tableau et on attend les rideaux depuis six mois», a raillé M. Parent. Lancé en 2008, le plan de lutte à l'intimidation et la violence à l'école coûtera 6 millions de dollars. De plus, une enveloppe de 18,8 millions est prévue pour le Plan d'action sur l'amélioration du français dont 13,4 millions iront à l'embauche de conseillers pédagogiques et au perfectionnement des enseignants. En même temps, Québec dé-

pensera 4,5 millions pour lancer l'enseignement intensif de l'anglais en 6e année du primaire.

### Enseignement supérieur

Après avoir absorbé des compressions de 52 millions l'an dernier, les 48 cégeps bénéficient d'une majoration de leur enveloppe de 5,3% à 1,7 milliard de dollars. De même, le réseau universitaire verra son enveloppe majorée de 3,2% à 2,69 milliards.

## JOURNALDEMONTRÉAL: Affaires: Un milliard de moins dans les poches des étudiants – Mardi 20 mars 2012 | 16h27



Photo : Agence QMI

Les manifestations n'auront pas eu raison du gouvernement Charest : Québec ira chercher un milliard \$ de revenus additionnels dans les poches des étudiants universitaires d'ici 2016-2017.

Régys Caron, Agence QMI

Les manifestations n'auront pas eu raison du gouvernement Charest : Québec ira chercher un milliard \$ de revenus additionnels dans les poches des étudiants universitaires d'ici 2016-2017 avec l'augmentation des droits de scolarité et l'accroissement des clientèles.

«Le gouvernement vient de jeter beaucoup d'huile sur le feu de la mobilisation étudiante, prévient Gabriel Nadeau-Dubois, porte-parole de la Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSÉ) (...) Le niveau de perturbation risque d'être de plus en plus élevé.»

La CLASSÉ tient un congrès en fin de semaine prochaine pour déterminer un nouveau plan d'action. Il n'est pas impossible que des routes soient bloquées, reconnaît M. Nadeau-Dubois.

«C'est loin de refroidir les troupes, ça va les mobiliser encore plus. Le 22 mars on attend 30 000 étudiants à Montréal, on a planifié des mani-

festations le 27 mars ainsi que le 4 avril à Sherbrooke. Le nombre de grévistes va continuer à augmenter. On est convaincus que d'ici quelques semaines le gouvernement n'aura pas le choix de trouver une solution», prévoit Léo Bureau-Blouin, président de la Fédération des étudiants collégiaux du Québec (FECQ).

Environ 220 000 étudiants des cégeps et des universités étaient en grève hier auxquels 40 000 s'ajoutent pour la manifestation de demain à Montréal, prévoit Martine Desjardins, présidente de la Fédération des étudiants universitaires du Québec (FEUQ). Les associations tiennent des votes à chaque semaine, précise, Mme Desjardins.

«Plus la mobilisation avance plus on a des scores élevés (en faveur de la grève)», précise-t-elle.

## LAPRESSE.CA: Pas de surprise ni de répit pour les étudiants et les cégépiens - Le budget ignore les revendications des étudiants - Publié le mardi 20 mars 2012 à 16h30 | Mis à jour le mercredi 21 mars 2012 à 07h44



Photo: Patrick Woodbury, Le Droit

Pour le ministre des Finances, Raymond Bachand, le dossier des étudiants est clos. Il se défend toutefois de mettre la table à un affrontement. «La décision est prise. Elle est irrévocable», a-t-il répondu aux questions des journalistes.

Pascale Breton, La Presse

(Québec) Sans surprise, le budget Bachand maintient la hausse des droits de scolarité et n'ajoute rien de plus pour les étudiants. Ces derniers répliquent en promettant une mobilisation encore plus forte de leurs troupes.

«La décision est prise, elle est irrévocable», a déclaré le ministre des Finances, Raymond Bachand, en présentant son budget, mardi.

Le ministre Bachand a aussi fermé la porte à la proposition des recteurs de recourir à un médiateur afin de dénouer la crise. «C'est difficile de s'asseoir avec quelqu'un qui, en partant, dit: moi, c'est le gel», a fait valoir le ministre.

### Financement des universités

## 967 MILLIONS

Les sommes supplémentaires allouées au budget de l'éducation permettront de bonifier le plan de financement des universités. Au lieu des 850 millions prévus, elles pourront compter sur 967 millions en 2016-2017 pour faire face à leur sous-financement.

Si M. Bachand se défend de mettre la table à un affrontement avec les étudiants en déposant ce budget, les organisations étudiantes voient les choses différemment. Elles ont d'ailleurs tenu un sit-in mardi, devant l'Assemblée nationale, pendant que le ministre présentait son budget.

### «Une arrogance»

«On se serait attendus à ce que le gouvernement essaie de scier les jambes du mouvement en proposant au moins quelque chose en ce qui concerne la gestion universitaire, l'aide financière aux études. Il n'en est rien. Ça démontre une arrogance sans précédent», estime la présidente de la Fédération étudiante universitaire du Québec, Martine Desjardins.

«Le gouvernement libéral cherche la guerre. Si c'est ce qu'il cherche, on va lui livrer bataille», a renchéri le président de la Fédération étudiante collégiale du Québec, Léo Bureau-Blouin, en promettant une mobilisation accrue dans les cégeps.

«Les libéraux viennent de démontrer qu'ils n'ont absolument rien à faire des demandes de la population. C'est regrettable», a quant à lui déploré le porte-parole de la Coalition large pour une solidarité syndicale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, en rappelant que de plus en plus de citoyens appuient les étudiants.

### Hausse du budget de l'éducation de 2,2%

Avec une somme additionnelle de 341,9 millions cette année, le budget de l'éducation croît par ailleurs de 2,2% pour atteindre tout près de 16 milliards.

En tenant compte des sommes versées en cours d'année pour faire face à l'augmentation du nombre d'étudiants dans les universités - plus élevée que les prévisions - et pour la francisation des immigrants, de même que de l'effort supplémentaire demandé aux commissions scolaires, il s'agit d'une augmentation de 4,1%.

Le budget Bachand chiffre en effet à 100 millions la contribution qui sera exigée des commissions scolaires. Elles devront réduire leurs dépenses administratives ou puiser dans leurs surplus.

Cette annonce a fait bondir la Fédération des commissions scolaires du Québec (FCSQ) qui a déjà absorbé des compressions importantes au cours de la dernière année.

La FCSQ évalue d'ailleurs à 150 millions pour la totalité de l'année scolaire cette nouvelle contribution demandée.

## **LESOLEIL.COM: Le budget va «enflammer» les grévistes, selon les leaders étudiants - Publié le mercredi 21 mars 2012 à 05h00 | Mis à jour le mercredi 21 mars 2012 à 08h21**

Marc Allard, Le Soleil

Sans concessions sur la hausse des droits de scolarité, le budget Bachand a été reçu comme une déclaration de guerre par les leaders étudiants.

Le ministre des Finances, Raymond Bachand, a confirmé hier que la hausse de 1625 \$ sur cinq ans commencerait à s'appliquer dès l'an prochain et qu'il n'y avait aucune nouvelle mesure pour l'atténuer. «La décision est prise, a dit le ministre Bachand. Elle est irrévocable.»

À la veille d'une grande manifestation, demain, à Montréal, l'absence de concessions dans le budget Bachand va galvaniser les troupes, promettent les leaders du mouvement.

«Si les libéraux veulent la guerre, ils vont l'avoir», a lancé Léo Bureau-Blouin, de la Fédération étudiante collégiale du Québec (FECQ), après le dépôt du budget.

Le porte-parole de la Coalition large de l'Association pour une solidarité sociale étudiante (CLASSE), Gabriel Nadeau-Dubois, n'en pensait pas moins. «Un budget comme ça, ça va avoir une conséquence: enflammer encore plus les étudiants».

Les leaders étudiants auraient notamment souhaité que le gouvernement recule sur la hausse des droits de scolarité, bonifie les prêts et bourses et resserre la gestion des universités pour éviter les dérapages.

En réponse à un journaliste qui lui demandait si le gouvernement était disposé à entamer une médiation avec les étudiants sur la hausse des droits de scolarité, Raymond Bachand a affirmé que l'heure n'était pas à la négociation avec les étudiants, qui sont maintenant près de 220 000 en grève au Québec.

«Ils n'ont aucune ouverture, a-t-il dit. C'est difficile de s'asseoir avec quelqu'un qui, en partant, dit : "moi, c'est le gel et je ne discute [de] rien d'autre".»

Gabriel-Nadeau Dubois se dit prêt à s'asseoir avec le gouvernement, mais affirme que le gouvernement n'a jamais accepté de rencontrer la CLASSE. La FECQ et la FEUQ (Fédération étudiante universitaire du Québec) ont essuyé le même refus.

«Si le ministre Bachand veut faire une table de négociation, on va y aller avec plaisir», dit M. Nadeau-Dubois.

### **Financement à la hausse**

Pour s'ajuster à une hausse anticipée du nombre d'étudiants dans les universités, le ministère de l'Éducation a révisé à la hausse son plan de financement des universités. Au lieu des 850 millions \$ prévus à l'origine, ce montant augmentera à 967 millions \$ en 2016-2017.

Selon le gouvernement, la hausse de 1625 \$ sur cinq ans conduira les étudiants à faire leur «juste part» pour financer les universités, comme l'a répété hier M. Bachand.

Jeudi, les trois grandes associations étudiantes espèrent faire reculer le gouvernement en tenant une manifestation étudiante «historique» à Montréal. Plus de 30 000 manifestants sont attendus. Mais si le gouvernement reste inflexible, les leaders étudiants assurent que la mobilisation prendra de l'ampleur et que les coups d'éclat se multiplieront.

«Le pari que font les libéraux, c'est que ça va être terminé au lendemain du 22 mars, dit M. Bureau-Blouin. Ils se mettent un doigt dans l'oeil.»

## **CYBERPRESSE: Budget: des déceptions en vue pour les étudiants - Publié le mardi 20 mars 2012 à 08h19**



Photo: Mathieu Bélanger, Reuters

«Les étudiants ne seront sûrement pas satisfaits. C'est un débat qui existe depuis 10 ans. On en a discuté avant le budget de 2010, il y a eu un an de débat et on a pris des décisions dans le budget de l'an dernier. Le gouvernement a décidé, c'est notre rôle de décider», tranche le ministre des Finances, Raymond Bachand.

Denis Lessard, La Presse

(Québec) Les milliers d'étudiants en grève ne doivent pas s'attendre à ce que le gouvernement Charest cède à leurs attentes et revienne en arrière sur sa décision de hausser les droits de scolarité, dans le budget que dépose aujourd'hui le ministre des Finances, Raymond Bachand.

Pour son troisième discours, M. Bachand n'a toujours pas acheté de nouvelles chaussures: après avoir ciré puis fait réparer les siennes, il s'est contenté de nouveaux lacets cette fois. L'an prochain, avec le retour à l'équilibre budgétaire, il promet de s'en procurer des neuves, a-t-il blagué lors de la traditionnelle prise de photo, à la veille du budget.

«Les étudiants ne seront sûrement pas satisfaits. C'est un débat qui existe depuis 10 ans. On en a discuté avant le budget de 2010, il y a eu un an de débat et on a pris des décisions dans le budget de l'an dernier. Le gouvernement a décidé, c'est notre rôle de décider», tranche-t-il.

Il ne s'engage pas à faire plaisir aux contribuables: il n'y aura pas de hausses de taxes, mais pas de baisses non plus. Des hausses importantes ont eu lieu l'an dernier. Mais un document établira que dans l'ensemble, les contribuables ont davantage d'argent dans leurs poches qu'en 2003, assure M. Bachand. Le document inclura toutefois les baisses de l'impôt fédéral. Le précédent budget contenait beaucoup de hausses de taxes qui s'appliquent cette année. Pour celui d'aujourd'hui, «on a moins de recettes qu'on ne le prévoyait l'an dernier, alors la situation est difficile», résume-t-il.

Celui qui s'est déjà décrit comme «le ministre du bonheur» reste bien vague quand on lui demande si les contribuables souriront aujourd'hui. «Ils seront heureux parce qu'on bâtit une économie forte», dit-il, sibyllin.

Le contribuable «paie assez de taxes et d'impôts», quand on demande de nouveaux services, ce n'est pas à l'ensemble des contribuables d'assumer la facture.

Son budget «n'a pas été réfléchi en fonction d'une échéance électorale», soutient-il, même si ce sera probablement le dernier avant les prochaines élections. On ne s'attend guère à des mesures percutantes dans ce budget. «On resserre les dépenses depuis trois ans, et ça va continuer jusqu'au retour à l'équilibre budgétaire.»